

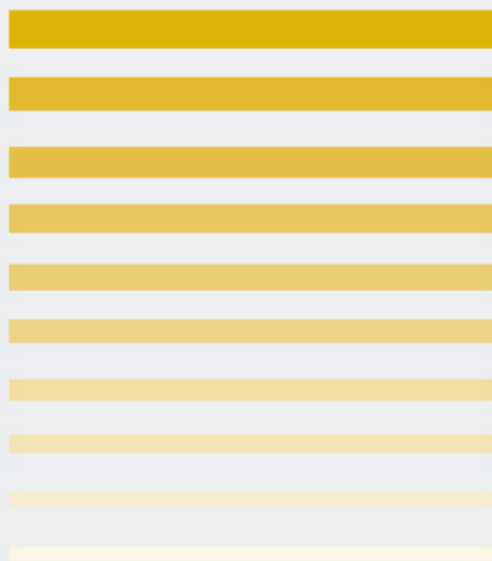


Bulletin

de l'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Volume 5 - Numéro 28

18 juillet 2008



AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Bulletin de l'Autorité des marchés financiers

Autorité des marchés financiers

Dépôt légal - Bibliothèque nationale du Canada, 2007

ISSN 17104149

Table des matières

1. Gouvernance de l'Autorité des marchés financiers	4
1.1 Avis et communiqués	
1.2 Réglementation	
1.3 Autres décisions	
2. Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières	6
2.1 Rôle d'audiences	
2.2 Décisions	
3. Distribution de produits et services financiers	19
3.1 Avis et communiqués	
3.2 Réglementation	
3.3 Autres consultations	
3.4 Retraits aux registres des représentants	
3.5 Modifications aux registres des inscrits	
3.6 Avis d'audiences	
3.7 Décisions administratives et disciplinaires	
3.8 Autres décisions	
4. Indemnisation	60
4.1 Avis et communiqués	
4.2 Réglementation	
4.3 Autres consultations	
4.4 Fonds d'indemnisation des services financiers	
4.5 Fonds d'assurance-dépôts	

4.6 Autres décisions	
5. Institutions financières	62
5.1 Avis et communiqués	
5.2 Réglementation et lignes directrices	
5.3 Autres consultations	
5.4 Modifications aux registres de permis des assureurs, des sociétés de fiducie et sociétés d'épargne et des statuts des coopératives de services financiers	
5.5 Sanctions administratives	
5.6 Autres décisions	
6. Marchés des valeurs	64
6.1 Avis et communiqués	
6.2 Réglementation et instructions générales	
6.3 Autres consultations	
6.4 Sanctions administratives pécuniaires	
6.5 Interdictions	
6.6 Placements	
6.7 Régime de l'autorité principale	
6.8 Offres publiques	
6.9 Information sur les valeurs en circulation	
6.10 Autres décisions	
6.11 Annexes et autres renseignements	
7. Bourses, chambres de compensation et organismes d'autorégulation	485
7.1 Avis et communiqués	
7.2 Réglementation de l'Autorité	
7.3 Réglementation des bourses, des chambres de compensation et des OAR	
7.4 Autres consultations	
7.5 Autres décisions	

Liste des acronymes et abréviations :

Autorité :	Autorité des marchés financiers instituée en vertu de la LAMF
BDRVM :	Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières
CSF :	Chambre de la sécurité financière
ChAD :	Chambre de l'assurance de dommages instituée en vertu de la LDPSF
OAR :	Organismes d'autorégulation et organismes dispensés de reconnaissance à titre d'OAR mais qui sont assujettis à la surveillance de l'Autorité
OCRCVM :	Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières

1.

Gouvernance de l'Autorité des marchés financiers

- 1.1 Avis et communiqués
 - 1.2 Réglementation
 - 1.3 Autres décisions
-

1.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

1.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

1.3 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

2.

Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières

2.1 Rôle d'audiences

2.2 Décisions

2.1 RÔLES D'AUDIENCES

RÔLE DES AUDIENCES

N°	Parties (Avocats)	N° du dossier	Membre(s)	Date	Nature	Commentaires
1°	<i>Autorité des marchés financiers (Girard et al.) c. Themistoklis Papadopoulos et Mario Bright et PNB Management inc. et 2967-9420 Québec inc. et David Mizrahi et Brian Ruse et 4384610 Canada inc. et 4190424 Canada inc. (intimés) (Allali, avocats) et Angela Shafidas et Services Financiers Dundee inc. (Heenan Blaikie, avocats) et M^e Daniel Meyer Ouaknine et Sydney Elhadad et Royal-Lepage Versailles et Renée Sarah Arsenault et Nicolas Tétrault et Groupe Sutton Royal inc. et D. Mizrahi & Associated Ltd (Irving Mitchell Kalichman, avocats) et Giuseppe (Joseph) Geroue et Anthanasios Papadopoulos et Paul Chronopoulos et Officier de la publicité des droits de la circonscription</i>	2008-004	Alain Gélinas	18 juillet 2008, 9 h 30	Blocage, interdiction d'opération sur valeurs, interdiction d'agir à titre de conseiller en valeurs et recommandation au ministre de nommer un administrateur provisoire	À la suite de la décision de 2008-004-004 du 29 avril 2008, de l'audience du 8 mai au ministre de nommer un administrateur et du 3 juillet 2008
					[LVM-249, 265, 257 et 266]	Requête de levée partielle de blocage de M ^e Frédéric Allali (Allali avocats) pour les intimés 4384610 canada inc. et 4190424 canada inc.

RÔLE DES AUDIENCES

N°	Parties (Avocats)	N° du dossier	Membre(s)	Date	Nature	Commentaires
	<i>foncière de Montréal et Jean Robillard, ès qualités d'administrateur provisoire de P.N.B. Management inc., 2967-9420 Québec inc., 4190424 Canada inc. et 4384610 Canada inc. (McCarthy Tétrault) et Jean Robillard, es qualités d'administrateur provisoire de Gestion de Capital Triglobal inc. (McCarthy Tétrault) (mis en cause)</i>					
2°	<i>Autorité des marchés financiers (Girard et al.) c. Gestion Guychar (Canada) Inc. et 177889 Canada Inc. et 3330575 Canada Inc. et 3965121 Canada Inc. et Guy Charron et Richard Lanthier et Huguette Gauthier (Woods, avocats) et Banque de Montréal</i>	2007-005	Alain Gélinas Jean-Pierre Major	29 juillet 2008, 9 h 30	Demande de prolongation de blocage [LVM 250 (2)]	À la suite de la demande du 7 juillet 2008 et de l'avis d'audience du 8 juillet 2008

RÔLE DES AUDIENCES

N°	Parties (Avocats)	N° du dossier	Membre(s)	Date	Nature	Commentaires
3°	<i>Autorité des marchés financiers (Girard et al.) c. Gestion Guychar (Canada) Inc. et 177889 Canada Inc. et 3330575 Canada Inc. et 3965121 Canada Inc. et Guy Charron et Richard Lanthier et Huguette Gauthier (Woods, avocats) et Banque de Montréal et Gérald Turp et Turp DTD Consultants Inc. et Caisse populaire de Rosemont</i>	2007-008	Alain Gélinas Jean-Pierre Major	29 juillet 2008, 9 h 30	Demande de prolongation de blocage [LVM 250 (2)]	À la suite de la demande du 7 juillet 2008 et de l'avis d'audience du 8 juillet 2008
4°	<i>Autorité des marchés financiers (Girard et al.) c. Future Growth Group inc. et Future Growth Fund Limited et Future Growth Market Neutral Equity Fund Limited et Future Growth World Fund et Adrian Samuel Leemhuis (intimés)</i>	2008-013	Alain Gélinas Jean-Pierre Major	28 août 2008, 9 h 30	Interdiction d'opération sur valeurs [LVM-265]	À la suite des audiences <i>pro forma</i> des 2, 20 mai et 26 juin 2008 <i>Audience pro forma</i>

RÔLE DES AUDIENCES

N°	Parties (Avocats)	N° du dossier	Membre(s)	Date	Nature	Commentaires
5°	<i>Autorité des marchés financiers</i> (Girard et al.) c. <i>F.D. De Leuw & Associés inc.</i> et <i>Francis Daniel De Leuw</i> (McMillan Binch, Meldensohn, avocats)	2006-026	Alain Gélinas Gerald La Haye	10 septembre 2008, 9 h 30	Interdiction d'opération sur valeurs, retrait des droits conférés par l'inscription, blâme & pénalité administrative [LVM-152, 265, 273 & 273.1]	À la suite de l'audience du 6 juin 2008
6°	<i>Autorité des marchés financiers</i> (Girard et al.) c. <i>F.D. De Leuw & Associés inc.</i> et <i>Francis Daniel De Leuw</i> (McMillan Binch, Meldensohn, avocats)	2006-026	Alain Gélinas Gerald La Haye	11 septembre 2008, 9 h 30	Interdiction d'opération sur valeurs, retrait des droits conférés par l'inscription, blâme & pénalité administrative [LVM-152, 265, 273 & 273.1]	À la suite des audiences des 6 juin et 10 septembre 2008
7°	<i>Autorité des marchés financiers</i> (Girard et al.) c. <i>Conseiller Interinvest Corporation du Canada Ltée</i> (Stein & Stein, avocats) (intimée)	2008-009	Alain Gélinas Jean-Pierre Major	19 septembre 2008, 9 h 30	Demande d'imposition d'une pénalité administrative [LVM-158 et 273.1]	À la suite de l'audience du 17 juin 2008 Si l'audience ne peut procéder le 19 septembre, celle-ci sera remise au 25 septembre 2008

RÔLE DES AUDIENCES

N°	Parties (Avocats)	N° du dossier	Membre(s)	Date	Nature	Commentaires
8°	<i>Autorité des marchés financiers (Girard et al.) c. Gestion de Capital Triglobal inc. et Société de gestion de fortune Triglobal inc. et Themistoklis Papadopoulos et Anna Papathanasiou et Franco Mignacca et Joseph Jekkel et PNB Management inc. et Mario Bright et Focus Management inc. et Ivest Fund Ltd et Kevin Coombes et 3769682 Canada Inc. (intimés) et Interactive Brokers et Banque CIBC et Groupe Financier Banque TD et BNP Paribas (Canada) (mises en cause)</i>	2007-033	Alain Gélinas	22 septembre 2008, 9 h 30	Blocage, interdiction d'opération sur valeurs, interdiction d'agir à titre de conseiller en valeurs et recommandation au ministre de nommer un administrateur provisoire [LVM-249, 265, 257 et 266] Demande d'audience des intimés	À la suite de l'audience <i>pro forma</i> du 23 juin 2008
9°	<i>Autorité des marchés financiers (Girard et al.) c. Gestion de Capital Triglobal inc. et Société de gestion de fortune Triglobal inc. et Themistoklis Papadopoulos et Anna Papathanasiou et Franco Mignacca et Joseph</i>	2007-033	Alain Gélinas	23 septembre 2008, 9 h 30	Blocage, interdiction d'opération sur valeurs, interdiction d'agir à titre de conseiller en valeurs et recommandation au ministre de nommer un administrateur provisoire [LVM-249, 265, 257 et 266]	À la suite de l'audience <i>pro forma</i> du 23 juin 2008 et de l'audience du 22 septembre 2008 L'audience se terminera à 14 h 00

RÔLE DES AUDIENCES

N°	Parties (Avocats)	N° du dossier	Membre(s)	Date	Nature	Commentaires
	<i>Jekkel et PNB Management inc. et Mario Bright et Focus Management inc. et Ivest Fund Ltd et Kevin Coombes et 3769682 Canada Inc. (intimés) et Interactive Brokers et Banque CIBC et Groupe Financier Banque TD et BNP Parisbas (Canada) (mises en cause)</i>					Demande d'audience des intimés
10°	<i>Autorité des marchés financiers (Girard et al.) c. Gestion de Capital Triglobal inc. et Société de gestion de fortune Triglobal inc. et Themistoklis Papadopoulos et Anna Ppathanasiou et Franco Mignacca et Joseph Jekkel et PNB Management inc. et Mario Bright et Focus Management inc. et Ivest Fund Ltd et Kevin Coombes et 3769682 Canada Inc. (intimés) et Interactive Brokers et Banque CIBC et Groupe</i>	2007-033	Alain Gélinas	24 septembre 2008, 9 h 30	Blocage, interdiction d'opération sur valeurs, interdiction d'agir à titre de conseiller en valeurs et recommandation provisoire [LVM-249, 265, 257 et 266] Demande d'audience des intimés	À la suite de l'audience <i>pro forma</i> du 23 juin 2008 et des audiences des 22 et 23 septembre 2008

RÔLE DES AUDIENCES

N°	Parties (Avocats)	N° du dossier	Membre(s)	Date	Nature	Commentaires
	<i>Financier Banque TD et BNP Parisbas (Canada)</i> (mises en cause)					
11°	<i>Autorité des marchés financiers (Girard et al.) c. Conseiller Interinvest Corporation du Canada Ltée (Stein & Stein, avocats) (intimée)</i>	2008-009	Alain Gélinas Jean-Pierre Major	25 septembre 2008, 9 h 30	Demande d'imposition d'une pénalité administrative [LVM-158 et 273.1]	À la suite de l'audience du 17 juin 2008
12°	<i>Autorité des marchés financiers (Girard et al.) c. Gestion de Capital Triglobal inc. et Société de gestion de fortune Triglobal inc. et Themistoklis Papadopoulos et Anna Ppathanasiou et Franco Mignacca et Joseph Jekkel et PNB Management inc. et Mario Bright et Focus Management inc. et Ivest Fund Ltd et Kevin</i>	2007-033	Alain Gélinas	26 septembre 2008, 9 h 30	Blocage, interdiction d'opération sur valeurs, interdiction d'agir à titre de conseiller en valeurs et recommandation au ministre de nommer un administrateur provisoire [LVM-249, 265, 257 et 266] Demande d'audience des intimés	À la suite de l'audience <i>pro forma</i> du 23 juin 2008 et des audiences des 22, 23 et 24 septembre 2008

RÔLE DES AUDIENCES

N°	Parties (Avocats)	N° du dossier	Membre(s)	Date	Nature	Commentaires
	<i>Coombes et 3769682 Canada Inc. (intimés) et Interactive Brokers et Banque CIBC et Groupe Financier Banque TD et BNP Paribas (Canada) (mises en cause)</i>					
13°	<i>Autorité des marchés financiers (Girard et al.) c. Gestion de Capital Triglobal inc. et Société de gestion de fortune Triglobal inc. et Themistoklis Papadopoulos et Anna Papathanasiou et Franco Mignacca et Joseph Jekkel et PNB Management inc. et Mario Bright et Focus Management inc. et Ivest Fund Ltd et Kevin Coombes et 3769682 Canada Inc. (intimés) et Interactive Brokers et Banque CIBC et Groupe Financier Banque TD et BNP Paribas (Canada) (mises en cause)</i>	2007-033	Alain Gélinas	29 septembre 2008, 9 h 30	Blocage, interdiction d'opération sur valeurs, interdiction d'agir à titre de conseiller en valeurs et recommandation au ministre de nommer un administrateur provisoire	À la suite de l'audience <i>pro forma</i> du 23 juin 2008 et des audiences des 22, 23, 24 et 26 septembre 2008
					[LVM-249, 265, 257 et 266] Demande d'audience des intimés	

RÔLE DES AUDIENCES

N°	Parties (Avocats)	N° du dossier	Membre(s)	Date	Nature	Commentaires
14°	<i>Autorité des marchés financiers</i> (Girard et al.) c. <i>Gestion de Capital Triglobal inc.</i> et <i>Société de gestion de fortune Triglobal inc.</i> et <i>Themistoklis Papadopoulos</i> et <i>Anna Papatouliou</i> et <i>Franco Mignacca</i> et <i>Joseph Jekkel</i> et <i>PNB Management inc.</i> et <i>Mario Bright</i> et <i>Focus Management inc.</i> et <i>Ivest Fund Ltd</i> et <i>Kevin Coombes</i> et <i>3769682 Canada Inc.</i> (intimés) et <i>Interactive Brokers</i> et <i>Banque CIBC</i> et <i>Groupe Financier Banque TD</i> et <i>BNP Paribas (Canada)</i> (mises en cause)	2007-033	Alain Gélinas	30 septembre 2008, 9 h 30	Blocage, interdiction d'opération sur valeurs, interdiction d'agir à titre de conseiller en valeurs et recommandation au ministre de nommer un administrateur provisoire [LVM-249, 265, 257 et 266] Demande d'audience des intimés	À la suite de l'audience <i>pro forma</i> du 23 juin 2008 et des audiences des 22, 23, 24, 26 et 29 septembre 2008
15°	<i>Autorité des marchés financiers</i> (Girard et al.) c. <i>Gestion de patrimoine Intégralis</i> (Gowling Lafleur Henderson) (intimée)	2008-019	Alain Gélinas Jean-Pierre Major	8 octobre 2008, 9 h 30	Demande d'imposition d'une pénalité administrative [LVM-159 et 273.1]	À la suite de la demande du 25 juin 2008, de l'avis d'audience du 26 juin 2008 et de la remise du 22 juillet 2008

RÔLE DES AUDIENCES

N°	Parties (Avocats)	N° du dossier	Membre(s)	Date	Nature	Commentaires
16°	Autorité des marchés financiers (Girard et al.) c 9-1-1 Finance inc. et Groupe 9-1-1 Finance S.E.N.C. et Mario Corriveau et Frédéric C. Tremblay et Liz Perez Villarreal et Johanne L'Heureux et Alice Plamondon et Jean-Paul Mercier (intimés) (Woods, avocats)	2008-005	Alain Gélinas	9 octobre 2008, 9 h 30	Demande d'interdiction d'opérations sur valeurs et d'agir à titre de conseiller en valeurs [LVM-265 et 266]	À la suite de l'audience du 31 janvier 2008, de la décision <i>ex parte</i> du 1 ^{er} février 2008 et des audiences <i>pro forma</i> du 11, 28 février et 31 mars 2008 ainsi que des remises du 16 mai, du 19 juin 2008 et du 15 juillet 2008 <i>Audience pro forma</i>

Le 18 juillet 2008

Salle d'audience : Salle *Paul Fortugno*
500, boulevard René-Lévesque Ouest, Bureau 16.40, Montréal (Québec) H2Z 1W7

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec M^o Claude St Pierre, Secrétaire général à l'adresse suivante :

500, boulevard René-Lévesque Ouest, Bureau 16.40, Montréal (Québec) H2Z 1W7 Tél. : (514) 873-2211
Courriel : secretariat@bdrvm.com www.bdrvm.com

2.2 DÉCISIONS

Aucune information.

3.

Distribution de produits et services financiers

- 3.1 Avis et communiqués
 - 3.2 Réglementation
 - 3.3 Autres consultations
 - 3.4 Retraits aux registres des représentants
 - 3.5 Modifications aux registres des inscrits
 - 3.6 Avis d'audiences
 - 3.7 Décisions administratives et disciplinaires
 - 3.8 Autres décisions
-

3.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

3.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

3.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

3.4 RETRAITS AUX REGISTRES DES REPRÉSENTANTS

Interruptions pour les courtiers en valeurs

Nom	Prénom	Nom de la firme
Barootes	Robert Effie	MGI Valeurs Mobilières inc.
Bolduc	Diane	Financière Banque Nationale inc.
Grenier	Lucie	Fiducie Desjardins inc.
Groe	Sheron Wai See	RBC Dominion Valeurs Mobilières inc.
Lawson	Donald Gordon	Valeurs Mobilières HSBC (Canada) Inc.
Liepa	John Valdis	Financière Banque Nationale inc.
Marosik	Vyacheslav	Questrade Inc.
Painchaud	Patrick	Financière Banque Nationale inc.
Poulin	Melissa-Inka	Valeurs mobilières Desjardins inc.
Rainville	Jean	Jones, Gable & Compagnie limitée
Rolland	Louise	Fiducie Desjardins inc.
Schwarz	Marc	RBC Dominion Valeurs Mobilières inc.
Wong	Chung Yin	RBC Placements en Direct inc.
Yu	Bonnie Suk Han	Valeurs mobilières Desjardins inc.

Interruptions pour les conseillers en valeurs

Nom	Prénom	Nom de la firme
McGuire	Robert James	Fonds d'investissements de CITYBANK Canada limitée

Cabinets de services financiers et sociétés autonomes

Sans mode d'exercice

Liste des représentants qui ne sont plus autorisés à agir dans une ou plusieurs disciplines

Vous trouverez ci-dessous la liste des représentants dont au moins l'une des disciplines mentionnées à leur certificat de l'Autorité est sans mode d'exercice. Par conséquent, ces individus ne sont plus autorisés à exercer leurs activités dans la ou les disciplines mentionnées dans cette liste et ce, depuis la date qui y est indiquée.

Représentants ayant régularisé leur situation

Il se peut que certains représentants figurant sur cette liste aient régularisé leur situation depuis la date de sans mode d'exercice de leur droit de pratique pour la ou les disciplines mentionnées. En effet, certains pourraient avoir procédé à une demande de rattachement et avoir récupéré leur droit de pratique dans l'une ou l'autre de ces disciplines. Dans de tels cas, il est possible de vérifier ces renseignements auprès du agent du centre de renseignements au :

Québec : (418) 525-0337
 Montréal : (514) 395-0337
 Sans frais : 1 877 525-0337.

Veillez vous référer à la légende suivante pour consulter la liste de représentants. Cette légende indique les disciplines et catégories identifiées de 1a à 9, et les mentions spéciales, de A à F.

Disciplines et catégories de disciplines	Mentions spéciales
1a Assurance de personnes	A Restreint à l'assurance-vie
1b Assurance contre les accidents ou la maladie	B Restreint aux produits d'assurance collective contre les accidents et la maladie
2a Assurance collective de personnes	C Courtage spécial
2b Régime d'assurance collective	D Courtage relatif à des prêts garantis par hypothèque immobilière
2c Régime de rentes collectives	E Expertise en règlement de sinistre à l'égard des polices souscrites par l'entremise du cabinet auquel il rattaché
3a Assurance de dommages (Agent)	F Placement de parts permanentes et de parts privilégiées
3b Assurance de dommages des particuliers (Agent)	
3c Assurance de dommages des entreprises (Agent)	
4a Assurance de dommages (Courtier)	
4b Assurance de dommages des particuliers (Courtier)	
4c Assurance de dommages des entreprises (Courtier)	
5a Expertise en règlement de sinistres	
5b Expertise en règlement de sinistres en assurance de dommages des particuliers	
5c Expertise en règlement de sinistres en assurance de dommages des entreprises	
5d Expertise en règlement de sinistres à l'emploi d'un assureur	
5e Expertise en règlement de sinistres à l'emploi d'un assureur en assurance de dommages des particuliers	
5f Expertise en règlement de sinistres à l'emploi d'un assureur en assurance de dommages des entreprises	
6 Planification financière	

7 Courtage en épargne collective

8 Courtage en contrats d'investissements

9 Courtage en plans de bourses d'études

Certificat	Nom	Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
100081	Ahmed	Iffat	9	2008-07-02
177444	Al-Shukairy	Zeine	7	2008-07-07
177444	Al-Shukairy	Zeine	1A	2008-07-14
176579	Alkhodairy	Sherif	7	2008-07-04
166054	Arias	Fatima	7, F	2008-07-04
177192	Arregba	Tsissi Anawosso	7	2008-07-04
177192	Arregba	Tsissi Anawosso	1A	2008-07-14
100585	Arviset	Mireille	4A	2008-07-14
163385	Aubé	Lucie	1B	2008-07-16
175759	Baldoni	Michael	7	2008-07-02
156962	Barcelo	Marie-France	4A	2008-07-15
101663	Beaulieu	Thérèse	7	2008-07-10
173188	Beauregard	Francine	7	2008-07-02
151311	Beauvais	Alain	6	2008-07-10
151311	Beauvais	Alain	7, F	2008-07-04
176433	Bernier	Marie-Josée	7	2008-06-23
164001	Bernier	Jean-François	7, F	2008-07-11
171756	Bhogal	Perminder	7	2008-07-02
176059	Binet	Manon	1B	2008-07-14
171012	Blouin	Nicolas	1A	2008-07-10
171012	Blouin	Nicolas	7	2008-07-09
175282	Boucher	Andrée	7, F	2008-07-02
152015	Boudreau	Michelle	1A	2008-07-15
104482	Boudreault	Paul-Émile	7	2008-07-02
169449	Bouhazza	Abdelmalek	1A	2008-07-16
169449	Bouhazza	Abdelmalek	7	2008-07-10
105062	Brazeau	Cynthia	1A, 2A	2008-07-15
143092	Bruneau	Karina	3B	2008-07-10
174704	Brunet	Patrice	1A	2008-07-10
175851	Brunet	Ghislain	1A	2008-07-15
101796	Béchar	Mario	9	2008-07-04
162858	Bélisle	Lorraine	4B	2008-07-14
177398	Camiré	Johanne	1A	2008-07-15

Certificat	Nom	Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
105784	Campeau	Sylvie	4A	2008-07-15
106050	Caron	Paul-Armand	1A, 2B, 4A	2008-07-14
141418	Casimir	Sandra	9	2008-07-02
106554	Champagne-Poirier	Mélanie	3A	2008-07-14
177918	Charlebois	Frédéric	1A	2008-07-15
178567	Chartrand	Jolyane	7, F	2008-07-02
159433	Chauhan	Rakesh	9	2008-07-11
173801	Chaw Kang Yuen	Ah Fang	1A	2008-07-14
107658	Constantin	Michel	4A	2008-07-14
107833	Cossette-Dubé	Michelle	7	2008-07-04
145150	Courtois	Daniel	7	2008-07-11
177364	Côté	Stéphanie	7	2008-07-10
174434	Dabeli	Apeli	7	2008-07-02
176755	Daoud	Bashar	7	2008-07-08
173380	De Bray	Danielle	9, D	2008-07-02
149615	Deschamps	Guillaume	5E	2008-07-10
171124	Desjardins	Benoît	3B	2008-07-10
176885	Desroches	Jimmy	7	2008-07-09
169288	Desruisseaux	Dave	7	2008-07-08
169288	Desruisseaux	Dave	1A	2008-07-15
168547	Dion	Jean-Mathieu	1A	2008-07-16
172623	Dubé	Tania	7, F	2008-07-11
153631	Ducharme	Geneviève	6	2008-07-15
153631	Ducharme	Geneviève	7, F	2008-07-09
178769	Ethier Ouellet	Jessica	1A	2008-07-15
168634	Ettajani	Abdelkebir	1A	2008-07-15
176279	Fichault	Simon	7	2008-06-23
178031	Fortin	Bernard	7	2008-07-02
112775	Fournier	André	7	2008-07-07
112775	Fournier	André	1A, 2A	2008-07-10
175156	Gagliano	Calogero	F	2008-07-15
172308	Galarneau	Cédric	4B	2008-07-14
146385	Gauthier	Nathalie	4A	2008-06-18
144030	Gauthier	Pierre	5B	2008-07-16
178725	Gervais	Annie	3B	2008-07-16
170665	Gisone	James	7	2008-07-14
138726	Gosselin	Mélanie	7	2008-07-07
176544	Gosselin	Johanne	1A	2008-07-16

Certificat	Nom	Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
149328	Grenier	Carole	7	2008-07-11
177963	Guertin	Éric	7	2008-07-10
177963	Guertin	Éric	1A	2008-07-16
173367	Gurel	Baris	1A	2008-07-15
151258	Gélinas	Caroline	7, F	2008-07-07
114216	Gélineau	Carole	4A	2008-07-14
116357	Henri	Louise	7	2008-07-02
116514	Hottin	Michel	1A, 3A	2008-07-11
116603	Houle	Robert	5A	2008-07-15
178390	Hébert	Marie-José	4A	2008-07-16
160460	Ivanov	Anton Mihov	7	2008-07-09
160460	Ivanov	Anton Mihov	1A	2008-07-16
171664	Jacques	Marie-Christine	5E	2008-07-16
116934	Jacques	Sonia	4A	2008-07-16
116959	Jamaleddine	Wahib	1B	2008-07-14
170157	Jobidon	Lucie	1A	2008-07-11
170157	Jobidon	Lucie	7	2008-07-04
177790	Joly	Céline	9	2008-07-04
165462	Kawkab	Nathalie	7	2008-07-08
166368	Khullar	Alka	7	2008-07-03
173848	Kleiner	Clifford	1A	2008-07-15
173848	Kleiner	Clifford	7	2008-07-10
175589	Labonté	Catherine	7	2008-07-07
170597	Laghzaoui	Mohammed El Mehdi	7	2008-07-08
172976	Lalonde	Johanne	5E	2008-07-14
173802	Lalonde	Marie-Line	9	2008-07-09
118919	Landry	Bernard	1A	2008-07-14
157019	Laniel	Anne-Marie	4B	2008-07-15
173036	Laplante	Audrey	7	2008-07-03
161549	Lapointe	Lina	3B	2008-07-10
160962	Larouche	Frédéric	7	2008-07-02
138050	Lavigne Prince	Lucie	5D	2008-07-10
178079	Le	Huyen	9	2008-07-02
120256	Lebeau	Louise	7	2008-07-03
174979	Leblanc	Simon	7	2008-07-03
169484	Lee	Ho-Ying	7	2008-07-08
121011	Lejeune	Jean-Pierre	4A	2008-07-15
122343	Mahoney	Ambrose	1A	2008-07-15

Certificat	Nom	Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
122588	Mannarino	Eugènio	7	2008-07-03
166949	Marenger	Brenda	7	2008-07-09
142393	Massé	Gérald	9	2008-07-02
123676	Mercier	France	3A	2008-07-16
157025	Meunier	Jacinthe	4B	2008-07-15
156951	Meunier	Maryse	4B	2008-07-16
123949	Millette	Edmond	1A	2008-07-10
123949	Millette	Edmond	7	2008-07-07
174344	Ménard	Stéphane	1A	2008-07-15
174344	Ménard	Stéphane	7	2008-07-11
177993	Nanji	Sabira	7	2008-06-24
125212	Oberoi	Tansen	7	2008-07-09
178720	Oligny	Nancy	4C	2008-07-15
174371	Ouellet	Isabelle	1A	2008-07-15
125386	Ouellet	Robin	5A	2008-07-16
164525	Ouellette	Mélissa	7	2008-07-03
175382	Paradis	Mylène	7, F	2008-07-07
166671	Perhonen	Debra	7	2008-07-03
153929	Pierre-Louis	Assas	9	2008-07-02
176142	Pinette	Rémy	7	2008-07-09
127991	Proulx	Yves	4A	2008-07-15
156561	Prévost	Diane	4B	2008-07-15
126509	Péloquin	Monique	1A	2008-07-15
151939	Quenneville	Manon	4A	2008-07-15
128717	Richard	Françoise	7	2008-07-10
128717	Richard	Françoise	1A, 2A	2008-07-16
128806	Riel	Huguette	7, F	2008-07-07
128806	Riel	Huguette	6	2008-07-15
129025	Roberge	Monia	3A	2008-07-15
144270	Robichaud	Isabelle	7	2008-07-03
129710	Roy	Claude	6	2008-07-10
129710	Roy	Claude	7, F	2008-07-04
177657	Roy Lajoie	Hugo	3B	2008-07-15
173438	Sbiaa	Firdaous	9, D	2008-07-09
175346	Sicoli	Matthew	7	2008-07-03
169940	Solis	François	7	2008-07-03
161166	St-Pierre	Caroline	4B	2008-07-15
171550	Starasts	Andris	7	2008-07-10

Certificat	Nom	Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
131371	Ste-Marie	Caroline	7	2008-07-11
131906	Tanguay	Annie	7, F	2008-07-02
149494	Tanner	Lori	7	2008-07-08
178414	Tasciyan	Taner	7	2008-07-10
173754	Tchoum	Kouakou	9	2008-07-04
132085	Temtschenko	Mark	4C	2008-07-16
175665	Tucker	Sophie	7, F	2008-07-07
177555	Varano	Maria	7	2008-07-11
134061	Verner	Pierre	7	2008-07-02
163140	Verreault	Nancy	7	2008-07-11
134280	Vigneault	Yves	7	2008-07-09
134280	Vigneault	Yves	6	2008-07-15
149150	Weiss	Lionel	9	2008-07-07
161243	Zahouani	Houria	7	2008-07-02
177670	Zhu	Xiaolan	7	2008-07-08

Non-renouvellement

Liste des représentants qui ne sont plus autorisés à agir dans une ou plusieurs disciplines

Vous trouverez ci-dessous la liste des représentants dont au moins l'une des disciplines mentionnées à leur certificat de l'Autorité n'a pas été renouvelée à la date d'échéance. Par conséquent, ces individus ne sont plus autorisés à exercer leurs activités dans la ou les disciplines mentionnées dans cette liste et ce, depuis la date qui y est indiquée.

Représentants ayant régularisé leur situation

Il se peut que certains représentants figurant sur cette liste aient régularisé leur situation depuis la date d'annulation de leur droit de pratique pour la ou les disciplines mentionnées. En effet, certains pourraient avoir procédé à une remise en vigueur et avoir récupéré leur droit de pratique dans l'une ou l'autre de ces disciplines. Dans de tels cas, il est possible de vérifier ces renseignements auprès d'un agent du centre de renseignements au :

Québec : (418) 525-0337
 Montréal : (514) 395-0337
 Sans frais : 1 877 525-0337.

Veuillez vous référer à la légende mentionnée ci-haut pour consulter la liste de représentants. Cette légende indique les disciplines et catégories identifiées de 1a à 9, et les mentions spéciales, de A à F.

Certificat	Nom	Prénom	Disciplines	Date d'annulation
156619	L'Anglais	Hugh	3B	2008-07-01

Suspensions

Le tableau suivant contient le nom de représentants dont une ou plusieurs disciplines a/ont été suspendue(s) parce qu'ils n'ont pas respecté les exigences de formation continue.

Il est possible que leur situation soit déjà corrigée. Si vous souhaitez vérifier si un représentant dispose d'un droit de pratique, veuillez consulter le registre prévu à cette fin à l'adresse suivante :

<http://www.lautorite.qc.ca/clientele/consommateur/registre-entreprises-individus-autorises-exercer.fr.html>

ou veuillez contacter notre centre de renseignements à Québec au (418) 525-0337 ou à Montréal au (514) 525-0337 ou par notre ligne sans frais au 1-877-525-0337.

Pour l'identification des disciplines, veuillez vous référer à la légende publiée dans cette section aux pages précédentes.

Certificat	Représentant	Numéro de décision	Décision	Disciplines	Date de la décision
162518	Éric Laliberté	2008-CD-0303	Suspension	1A	2008-05-28
170121	Julie Brisebois	2008-CD-0329	Suspension	3B	2008-06-13

3.5 MODIFICATION AUX REGISTRES DES INSCRITS

3.5.1 Les cessations de fonctions d'un dirigeant ou d'un dirigeant responsable

Cessations pour les courtiers en valeurs

Nom de la firme	Nom	Prénom
Blackmont Capital inc	Adlam	Wayne Douglas
Blackmont Capital inc	Larock	Gordon Hayes
Blackmont Capital inc.	Binette	Michael Renaud
BMO Nesbitt Burns inc.	Bowen	Michael Henry Blane
BMO Nesbitt Burns inc.	Bryan	Richard Alexander
BMO Nesbitt Burns inc.	Cardinal	Mathieu
BMO Nesbitt Burns inc.	Carney	D'Arcy Joseph
BMO Nesbitt Burns inc.	Clasper	Edward George
BMO Nesbitt Burns inc.	Frei	David John
BMO Nesbitt Burns inc.	Fromson	Scott Douglas
BMO Nesbitt Burns inc.	Knight	David Alexander
BMO Nesbitt Burns inc.	Mah	Danny Chiu
BMO Nesbitt Burns inc.	Montreuil	David Robert
BMO Nesbitt Burns inc.	Moosa	Farooq Nizar Paperwala
BMO Nesbitt Burns inc.	Roper	Chrisopher Gordon
BMO Nesbitt Burns inc.	Siller	Victor Lucas
BMO Nesbitt Burns inc.	Smeeton	Paul Rance
BMO Nesbitt Burns inc.	Tadros	Michael Philip
BMO Nesbitt Burns inc.	Tkachuk	Jeffrey Matthew
BMO Nesbitt Burns ltée/Ltd.	Bowen	Michael Henry Blane
BMO Nesbitt Burns ltée/Ltd.	Bryan	Richard Alexander
BMO Nesbitt Burns ltée/Ltd.	Cardinal	Mathieu
BMO Nesbitt Burns ltée/Ltd.	Carney	D'Arcy Joseph
BMO Nesbitt Burns ltée/Ltd.	Clasper	Edward George
BMO Nesbitt Burns ltée/Ltd.	Frei	David John
BMO Nesbitt Burns ltée/Ltd.	Fromson	Scott Douglas
BMO Nesbitt Burns ltée/Ltd.	Knight	David Alexander
BMO Nesbitt Burns ltée/Ltd.	Mah	Danny Chiu
BMO Nesbitt Burns ltée/Ltd.	Monga	Amit Singh
BMO Nesbitt Burns ltée/Ltd.	Montreuil	David Robert
BMO Nesbitt Burns ltée/Ltd.	Moosa	Farooq Nizar Paperwala
BMO Nesbitt Burns ltée/Ltd.	Roper	Chrisopher Gordon
BMO Nesbitt Burns ltée/Ltd.	Siller	Victor Lucas

Nom de la firme	Nom	Prénom
BMO Nesbitt Burns Itée/Ltd.	Smeeton	Paul Rance
BMO Nesbitt Burns Itée/Ltd.	Tadros	Michael Philip
BMO Nesbitt Burns Itée/Ltd.	Tkachuk	Jeffrey Matthew
CanDeal.ca Inc.	Fleming	Sean Douglas
Courtage Direct Banque Nationale inc.	Simard	Frederic
CTI Capital Valeur Mobilières inc.	Lafond	Georges
Financière Banque Nationale inc.	Simard	Frederic
Financière Banque Nationale inc.	Tingling	Simon Gareth
GMP Gestion Privée S.E.C.	Purcell	Leo James
GMP Valeurs Mobilières S.E.C.	Budd	Thomas Alan
GMP Valeurs Mobilières S.E.C.	Lis	Howard Neil
GMP Valeurs Mobilières S.E.C.	Purcell	Leo James
GMP Valeurs Mobilières S.E.C.	Teslia	Kenneth Michael
Jones, Gable & Compagnie limitée	Rainville	Jean
La Corporation Canaccord Capital	Carle	Lisa Marie
La Corporation Canaccord Capital	Cawkwell	Richard Henry
La Corporation Canaccord Capital	Hart	Timothy John
Liquidenet Canada inc.	Sumarah	Darren
Marchés mondiaux CIBC inc.	Broaderip	Kenneth Thomas
Marchés mondiaux CIBC inc.	Buzzell	Christopher Austin
Marchés mondiaux CIBC inc.	Glanzign	Peter John
Marchés mondiaux CIBC inc.	Johnson	Anthony Lee
Marchés mondiaux CIBC inc.	Smith	Maurice Lucien Joseph
Marchés Mondiaux State Street Canada inc.	Reid	Susan Alexandra
Marchés Perimeter	Licznyk	Joanna Teresa
Merrill Lynch Canada inc.	Allison	Paul Dixon
Merrill Lynch Canada inc.	Clendinning	Brian Thomas
Merrill Lynch Canada inc.	Danyliuk	Ihor Michael
MGI Valeurs Mobilières inc.	Barootes	Robert Effie
Odlum Brown Limited	Cumpston	Graham George
Odlum Brown Limited	Hill	Scott William
Raymond James Itée	Funston	Christopher John
Raymond James Itée	Steinberg	Aaron David
RBC Dominion Valeurs Mobilières inc.	Grimes	Andrew Robert
RBC Dominion Valeurs Mobilières inc.	Hibben	Alan Roy
RBC Dominion Valeurs Mobilières inc.	Millien	Denise Martine Marie-Aimée
RBC Dominion Valeurs Mobilières inc.	Vallée	Philippe Jean Antonin
RBC Dominion Valeurs Mobilières inc.	Wahlstedt	Johan Martin
Scotia Capitaux inc.	Ladeira	Jose Agostinho

Nom de la firme	Nom	Prénom
Services financiers Penson Canada inc.	Prud'homme	Pierre Philippe
UBS Valeurs Mobilières Canada inc.	Estey	James MacKinnon
Valeurs mobilières Desjardins inc.	Curry	Brian Lorne
Valeurs Mobilières Hampton limitée	Boquist	John Holtom
Valeurs Mobilières HSBC (Canada) inc.	Lawson	Donald Gordon
Valeurs Mobilières HSBC (Canada) inc.	McElwain	Laura
Valeurs Mobilières Northern inc.	Millo	Anthony Harold
Valeurs Mobilières Patrimoine Integral	Allani	Karim Mamad

Cessations pour les conseillers en valeurs

Nom de la firme	Nom	Prénom
ARX Capital inc.	Seccareccia	Pierre
Fonds d'investissements de CITIBANK Canada limitée	Shepherd	Adam
Gestion de capitaux Perimeter	Jackson	Charles
Gestion de capitaux Perimeter	Ng	Louis
Gestion de capitaux Perimeter	Steiner	Douglas Ernst
Gestion de placements TD inc.	Kladar	Andrea
Gestion de placements TD inc.	Koss	Gary Michael
Gestion de placements TD inc.	Margach	Allen Scott
Gestion de placements TD inc.	McLean	Shelly Dawn
Gestion privée de portefeuille MD inc.	Graves	Gordon
Gluskin Sheff + associés inc.	Martineau	Angela Marie
Guardian Capital LP	Denuzzo	Michael V.
Industrielle Alliance, Gestion de placements inc.	Côté	Yvon
Lombard Odier Darier Hentsch (Canada), société en commandite	Stucky	Michael
Placement IA Clarington inc.	Gauthier	Michel
Société de placements Franklin Templeton	Moeschter	Peter Manfred
Société en commandite conseiller Guardian Capital	Denuzzo	Michael V.
Stratégie de fonds KCS inc.	Shiff	Ari Christopher Noah
UBS Gestion globale d'actifs	Lucas	Richard George

3.5.2 Les cessations d'activités

Cessations pour les courtiers en valeurs

Nom de la firme	Date de cessation
3072444 Compagnie de Nouvelle Écosse (Château Beauvallon)	2008-07-10

Cessations pour les cabinets de services financiers

Inscription	Nom du cabinet ou du représentant autonome	Disciplines	Date de cessation
500357	Jean-Pierre Demontigny	Assurance de personnes	2008-07-10
500463	Mario Gauthier	Assurance de personnes Assurance collective de personnes	2008-07-08
500911	Gilles Bélanger	Assurance de personnes Assurance collective de personnes	2008-07-10
501051	Réal Boudreault	Assurance de personnes	2008-07-08
501943	Lise Tremblay	Assurance de personnes Assurance collective de personnes	2008-07-09
502625	Promutuel L'Islet, société mutuelle d'assurance générale	Assurance de personnes Assurance collective de personnes Assurance de dommages Expertise en règlement de sinistres Planification financière	2008-07-11
503758	Le groupe Bernatchez & Serrurier assurances inc.	Assurance de personnes Assurance collective de personnes Assurance de dommages	2008-07-04
504344	Les assurances Jacques Perron inc.	Assurance de dommages	2008-07-03
504473	Carol Larouche	Assurance de personnes Assurance collective de personnes	2008-07-08
505269	Roger Turgeon	Assurance de personnes Assurance collective de personnes	2008-07-16
505498	Anne-Sylvie Purcell	Assurance de personnes Assurance collective de personnes	2008-07-14
505565	Groupe Techni-Assure inc.	Assurance de personnes Assurance de dommages Planification financière	2008-07-04
505668	Promutuel Montmagny, Société mutuelle d'assurance générale	Assurance de personnes Assurance collective de personnes Assurance de dommages Expertise en règlement de sinistres Planification financière	2008-07-11
506131	Ming-Ho Tseng	Assurance de personnes	2008-07-04
506426	Dante Delle-Donne	Assurance de personnes	2008-07-16
506660	Raymond Laframboise	Assurance de personnes Assurance de dommages	2008-07-14
506662	Marie Laframboise	Assurance de dommages	2008-07-14

Inscription	Nom du cabinet ou du représentant autonome	Disciplines	Date de cessation
506686	Sylvain Litalien	Assurance de personnes Assurance collective de personnes	2008-07-04
507486	Robert. Adrien Grenier	Assurance de personnes	2008-07-11
508628	Michel Bertrand	Assurance collectives de personnes	2008-07-16
508642	Bernard Tessier	Assurance de personnes	2008-07-09
509167	Geneviève Paradis	Assurance de personnes	2008-07-08
509259	Bruce Penney	Assurance de personnes Assurance de dommages	2008-07-10
509332	Jean-Yves Poulin	Assurance de personnes Assurance collective de personnes	2008-07-08
509708	Gislain Charette	Assurance de personnes	2008-07-14
509973	Odilon Guimont	Assurance de personnes	2008-07-04
509977	Lyse Lemieux	Assurance de personnes	2008-07-07
511105	9099-7446 Québec inc.	Assurance de personnes	2008-07-03
511860	Alain Tétreault	Assurance de personnes Assurance collective de personnes Planification financière	2008-07-09
511894	Lena Mouchahoir	Assurance de personnes	2008-07-08
512200	Claude Bouchard	Assurance de personnes	2008-07-03
512255	Myrella Beaulieu	Assurance de personnes	2008-07-16
512480	François Solis	Assurance de personnes	2008-07-10
512877	Walid Dhouibi	Assurance de personnes	2008-07-08
512994	Daniel Gauthier	Assurance de personnes Assurance collective de personnes Assurance de dommages	2008-07-16
513086	Lyne Rémillard	Assurance de personnes	2008-07-14
513100	Lyne Bédard	Assurance collective de personnes	2008-07-04
513161	Sandra Frigon	Assurance de personnes	2008-07-04
513489	Benoit Jetté	Assurance de personnes Assurance de dommages	2008-07-10

Radiations pour les cabinets de services financiers

Inscription	Nom du cabinet ou du représentant autonome	Numéro de décision	Décision	Date de la décision
512376	Claudia Breton	2008-DIST-0052	Radiation	2008-07-17

3.5.3 Les ajouts concernant les agréments des dirigeants ou dirigeants responsables

Courtiers en valeurs

Nom de la firme	Nom	Prénom
Blackmont Capital inc	Dickie	Kimberley Kathleen
Blackmont Capital inc	Pedersen	Kurt Harold
Blackmont Capital inc.	Curtis-Ferrera	Laura
BMO Nesbitt Burns Ltée/Ltd.	Burnham	Julia Anne
BMO Nesbitt Burns Ltée/Ltd.	Clark	Chrisopher Michael
BMO Nesbitt Burns Ltée/Ltd.	Paladino	Peppino
Capital Sherbrooke Street (SSC) inc.	Wilson	John Scott
Capital Wellington Ouest	Stewner	Dennis Douglas
Corporation de Valeurs Mobilières Dundee	Zienchuk	Michael Nicholas
Financière Banque Nationale inc.	Balawejder	Michael Joseph
Financière Banque Nationale inc.	Reise	Peter
Financière Banque Nationale inc.	Robert	François
Gestion de capital Assante Ltée	Hurst	Frank
Gestion MD limitée	Lavoie	François
GMP Gestion Privée S.E.C.	Bunbury	Nigel Charles
GMP Gestion Privée S.E.C.	Ladeira	Jose Agostinho
Jennings Capital inc.	Campbell	Shauna Lea
JitneyTrade inc.	Sauvé	Julie
La Corporation Canaccord Capital	Onder	Deniz
Le Groupe Option Retraite inc.	Mondou	Stéphane
Marchés financiers Macquarie Canada Ltée	Abdul-Al-Khabyyr	Aadam
Marchés financiers Macquarie Canada Ltée	Bastianon	Robert Steven
Marchés financiers Macquarie Canada Ltée	Close	Timothy Jackson
Marchés financiers Macquarie Canada Ltée	Howard	Katherine Louise
Marchés financiers Macquarie Canada Ltée	Huebener	Paul Edwin
Marchés financiers Macquarie Canada Ltée	Kapoor	Ashish
Marchés financiers Macquarie Canada Ltée	Kruger	Robyn Barry
Marchés financiers Macquarie Canada Ltée	Storrow	Jamie David Ross
Marchés financiers Macquarie Canada Ltée	Zakem	George Albert Joseph
MF Global Canada Cie	Riddoch	Keith Thomas
Partenaires financiers Richardson limitée	Stergiu	John Daniel
PWL Capital inc.	Gazaille	Christiane
RBC Dominion Valeurs Mobilières inc.	Davidson	Andrew Ian Stewart
RBC Dominion Valeurs Mobilières inc.	Gauthier	David Aeneas
Scotia Capitaux inc.	Orr	Mitchell Scott
Services financiers Penson Canada inc.	Duignan	Peader Gabriel
Services financiers Penson Canada inc.	Peacock	Steve Gareth
UBS Valeurs Mobilières Canada inc.	Meslin	Richard Michael
Valeurs Mobilières Crédit Suisse (Canada), Inc.	Chang-Kit	Stephen Young Choy

Nom de la firme	Nom	Prénom
Valeurs Mobilières Crédit Suisse (Canada),inc.	Tse	Jeffrey Alan
Valeurs Mobilières Haywood inc.	Shoare	Stephen Frank
Valeurs Mobilières HSBC (Canada) inc.	Cevey	Marc Albert
Valeurs Mobilières HSBC (Canada) inc.	Nichols	Kevin James
Valeurs Mobilières HSBC (Canada) inc.	Schuetz	Carolyn Margaret
Valeurs Mobilières PEAK inc.	Roby	Guy
Valeurs Mobilières TD inc.	Cabel	David William James
Valeurs Mobilières TD inc.	Gardiner	Jeffrey Stearns
Valeurs Mobilières TradeFreedom inc.	Elliott	Maureen Lisa
Valeurs Mobilières TradeFreedom inc.	Mason	Barbara Frances
Wellington West Capital Markets Inc.	Burns	Stephen Richard

Conseillers en valeurs

Nom de la firme	Nom	Prénom
Addenda Capital inc.	Bardswick	Katherine
Addenda Capital inc.	Burns	Daniel
Addenda Capital inc.	Marshall	Mary
Addenda Capital inc.	Thérien	Michel
Addenda Capital inc.	West	Peter
BMO Harris gestion de placements inc.	Horra	Yasmin
CMC Markets Canada inc.	Pitts	Martin
CMC Markets Canada inc.	Tuen-Mo	Wo Kwong
Conseillers en placements Bonavista limitée	Chornous	Daniel
Fonds des professionnels Fonds d'investissement inc.	Barrette	Gaétan
Gestion d'actifs sectoriels inc.	Chase	Jared
Gestion de placements Greystone	Greco	Frank
Gestion de placements TD inc.	Cuscianna	Aldo
Gestion des investissements Magna Vista limitée	Chang	Chen-Jung
Gestion globale d'actifs CIBC inc.	Monahan	Thomas
Gestion globale d'actifs CIBC inc.	Whitfield	Gary
Gestion privée de portefeuille CIBC inc.	Whitfield	Gary
Gold Investment Management Ltd	Goldenstein	Jonathan
Industrielle Alliance, Gestion de placements inc.	Tremblay	Michel
Investissements HSBC (Canada) limitée	Ellis	Craig
Investissements Russell Canada limitée	Nott	Gregory
Investissements Russell Canada limitée	Pangretitsch	Keith
Investissements Russell Canada limitée	Stark	Gregory

Nom de la firme	Nom	Prénom
Legg Mason Canada inc.	Larocque	Joseph
Les associés en placements Brandes	Whitman	James
Lombard Odier Darier Hentsch (Canada)	Di Gregorio	Michel
Macnicol & associés gestion d'actifs inc.	Beattie	Paul
McLean, Budden limitée	Fournell	Patrick
Phillips, Hager & North gestion de placements ltée	Chornous	Daniel
Placements IA Carington inc.	Côté	Yvon
Presima inc.	Lépine	Vincent
RBC gestion d'actifs inc.	Lee	Thomas
Société de gestion d'investissement I.G. ltée	Banga	Bobby
Société de placements Franklin Templeton	Caulfield	Timothy
Société de placements Franklin Templeton	Stelmach	Leslie

3.5.4 Les nouvelles inscriptions

Courtiers en valeurs

Nom de la firme	Nom du dirigeant responsable	Nom des dirigeants	Date de la décision
CMC Markets Canada inc.	Martin James Pitts	Peter Sanson Ash Alexander Daschko Bruce Douglas Seago Wo Kong Tuen-Mo	2008-07-07

Conseillers en valeurs

Nom de la firme	Nom du dirigeant responsable	Nom des dirigeants	Date de la décision
Gestion d'actifs Goldman Sachs LP	Robert Douglas Patch	Amy Cassidy Brown James Brigham Clark Jonathan Andrew Beininger Leonid Ioffe Marc Adam Spilker Mark Monroe Carhart Robert Calisle Jones Stephen Scott Goldman	2008-07-04
Gold Investment Management Ltd	Jonathan Goldenstien		2008-06-25

Cabinets de services financiers

Inscription	Nom du cabinet	Nom du dirigeant responsable	Disciplines	Date d'émission
513458	Starr Technical Risks Canada inc.	Bruce Cartwright	Assurance dommages	2008-07-10
513682	Financial Horizons (Canada) Incorporated	John Hamilton	Assurance de personnes Planification financière	2008-07-04
513688	Finance & Indemnisation Des Milles Iles inc.	Réal Breton	Assurance de personnes Assurance de dommages	2008-07-04
513691	Latulippe & Associés Consultants Inc.	Alain Latulippe	Assurance de personnes Planification financière	2008-07-14
513701	9198-5150 Québec inc.	Anne-Sylvie Purcell	Assurance de personnes Assurance collective de personnes	2008-07-14
513702	Solutions financières A. Plante inc.	Alain Plante	Assurance de personnes Assurance collective de personnes	2008-07-14
513703	Services financiers Allan Moffatt inc.	Allan Moffatt	Assurance de personnes Assurance collective de personnes	2008-07-14

3.6 AVIS D'AUDIENCES

Aucune information.

3.7 DÉCISIONS ADMINISTRATIVES ET DISCIPLINAIRES

3.7.1 Autorité

Décision n° 2008-DIST-0052

CLAUDIA BRETON
Aucune adresse connue
Inscription n° 512 376

Décision

(article 115 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers, L.R.Q., c. D-9.2*)

FAITS CONSTATÉS

1. Claudia Breton détient une inscription auprès de l'Autorité des marchés financiers (ci-après l'« Autorité ») lui permettant d'agir à titre de représentant autonome, dans une ou des disciplines de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers L.R.Q., c. D-9.2* (ci-après la « LDPSF »). À ce titre, l'inscrit est régi par cette loi.
2. Claudia Breton n'a pas, à ce jour, de représentant rattaché à son inscription de représentant autonome, et ce, depuis le 1^{er} février 2008.
3. Claudia Breton, selon nos informations, ne possède pas d'assurance de responsabilité, et ce, depuis le 24 mai 2007.
4. Le 14 décembre 2007, l'Autorité a envoyé, par poste certifiée, un avis de non-renouvellement à M^{me} Claudia Breton, lequel nous est revenu le 25 janvier 2008.
5. Le 3 juillet 2008, (...), du Service de la conformité, a essayé de contacter M^{me} Claudia Breton au numéro de téléphone inscrit à son dossier, mais celui-ci n'était plus valide.
6. Étant donné l'impossibilité de rejoindre M^{me} Claudia Breton, l'Autorité n'a pu envoyer d'avis en vertu de l'article 117 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* préalablement à l'émission d'une décision en vertu de l'article 115 de cette même loi.

MANQUEMENTS REPROCHÉS À CLAUDIA BRETON

1. Claudia Breton a fait défaut de respecter l'article 128 de la LDPSF en ce qui a trait à l'obligation d'avoir un représentant rattaché à son inscription.
2. Claudia Breton a fait défaut de respecter l'article 136 de la LDPSF en omettant de produire à l'Autorité une copie attestant qu'il maintenait une assurance de responsabilité conforme aux exigences déterminées par règlement.
3. Claudia Breton a fait défaut de respecter l'article 29 du *Règlement sur le cabinet, le représentant autonome et la société autonome* en ne fournissant pas un contrat d'assurance qui couvre la responsabilité du cabinet et qui répond à ces exigences.

LA DÉCISION

CONSIDÉRANT l'article 115 de la LDPSF, qui se lit comme suit :

« L'Autorité peut radier une inscription pour une discipline donnée, la suspendre ou l'assortir de restrictions ou de conditions, lorsqu'elle estime qu'un cabinet ne respecte pas les dispositions de la présente loi ou de ses règlements ou que la protection du public l'exige.

Elle peut imposer, en plus, au cabinet une pénalité pour un montant qui ne peut excéder 100 000 \$. »;

CONSIDÉRANT l'article 117 de la LDPSF, qui se lit comme suit :

« L'Autorité signifie au cabinet un avis d'au moins 15 jours de la date à laquelle il pourra présenter ses observations.

L'avis mentionne les faits qui sont reprochés au cabinet. »;

CONSIDÉRANT l'article 128 de la LDPSF, qui se lit comme suit :

« Un représentant en assurance de personnes ou un représentant en assurance collective, qui n'est pas visé à l'article 32, un courtier en assurance de dommages, un planificateur financier ou un expert en sinistre qui n'agit pas pour le compte d'un cabinet ou qui n'est pas un associé ou un employé d'une société autonome doit, pour exercer ses activités, s'inscrire auprès de l'Autorité comme représentant autonome dans toutes les disciplines ou catégories de disciplines, autres qu'une discipline en valeurs mobilières, pour lesquelles il est autorisé à agir en vertu de son certificat.

(...). »;

CONSIDÉRANT l'article 136 de la LDPSF, qui se lit comme suit :

« Un représentant autonome doit, tant qu'il est inscrit, maintenir une assurance conforme aux exigences déterminées par règlement pour couvrir sa responsabilité ou, s'il existe un fonds d'assurance, acquitter la prime d'assurance fixée par l'Autorité à cette fin.

(...)

Malgré les articles 115, 117, 119, 121, 122 et 124, l'Autorité suspend ou, en cas de récidive, peut radier l'inscription d'un représentant autonome qui cesse de maintenir cette assurance ou qui fait défaut d'acquitter la prime fixée. »;

CONSIDÉRANT l'article 146 de la LDPSF, qui se lit comme suit :

« Les articles 74, 75, 102, 103, 103.4, 106 à 113, 115, 117, 119, 121, 122, 124 et 126 s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, à un représentant autonome.

(...). »;

CONSIDÉRANT l'article 707 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers* (L.R.Q., chapitre A-33.2), qui se lit comme suit :

« L'Autorité des marchés financiers, instituée par l'article 1 de la présente loi, est substituée au Bureau des services financiers et au Fonds d'indemnisation des services financiers, institués en vertu de la Loi sur la distribution de produits et

services financiers (chapitre D-9.2). Elle en acquiert les droits et en assume les obligations. »;

CONSIDÉRANT l'article 29 du *Règlement sur le cabinet, le représentant autonome et la société autonome*, qui se lit comme suit :

« Sauf à l'égard de la catégorie d'expertise en règlement de sinistres à l'emploi d'un assureur, le contrat d'assurance qui couvre la responsabilité du représentant autonome, du cabinet ou de la société autonome doit satisfaire aux exigences suivantes :

1° le montant couvert ne doit pas être inférieur à 500 000 \$ par réclamation et, pour chaque période de 12 mois, à :

(...)

b) 1 000 000 \$ pour le cabinet ou la société autonome comptant 3 représentants ou moins qui agissent pour le compte du cabinet ou de la société autonome;

c) 2 000 000 \$ pour le cabinet ou la société autonome comptant plus de 3 représentants qui agissent pour le compte du cabinet ou de la société autonome.

2° il peut comporter une franchise qui ne peut excéder :

(...)

b) 10 000 \$ pour le cabinet ou la société autonome comptant 3 représentants ou moins qui agissent pour le compte du cabinet ou de la société autonome;

c) 25 000 \$ pour le cabinet ou la société autonome comptant plus de 3 représentants qui agissent pour le compte du cabinet ou de la société autonome.

3° il doit comporter des dispositions suivant lesquelles :

a) dans le cas du cabinet, la garantie couvre la responsabilité découlant de fautes, d'erreurs, de négligences ou d'omissions commises dans l'exercice de ses activités ou de celles commises par ses mandataires, ses employés ou les stagiaires des représentants dans l'exercice de leurs fonctions, qu'ils soient ou non encore en fonction à la date de la réclamation;

(...)

d) la couverture offerte quant aux activités du cabinet, du représentant autonome ou des associés et représentants à l'emploi de la société autonome pendant la période au cours de laquelle le contrat est en vigueur continuera d'exister au-delà de la période d'assurance qui y est prévue, pour une période de cinq ans, pour toutes les activités visées par la couverture, à compter de la date de la radiation ou de la suspension de l'inscription du cabinet, du représentant autonome ou de la société autonome, selon le cas;

e) le délai suivant lequel l'assureur doit aviser le Bureau de son intention de ne pas renouveler ou de résilier le contrat est de 30 jours avant la date du non-renouvellement ou de la résiliation;

f) l'assureur doit aviser le Bureau dès qu'il reçoit un avis de non-renouvellement ou de résiliation du contrat d'assurance;

g) l'assureur doit aviser le Bureau de la réception de toute réclamation, qu'il décide de l'honorer ou non.

Le montant de la franchise prévu au contrat d'assurance peut néanmoins être supérieur à celui visé aux sous-paragraphes a à c du paragraphe 2° du premier alinéa, pourvu que l'assuré maintienne en tout temps des liquidités au moins égales au montant mentionné au contrat. On entend par « liquidités », la somme des espèces et des valeurs immédiatement convertibles en espèces. »;

CONSIDÉRANT la protection du public et le fait qu'il y a lieu de s'assurer que les manquements survenus ne se reproduisent plus à l'avenir;

Il convient pour l'Autorité de :

RADIER l'inscription de Claudia Breton;

Et, par conséquent, que Claudia Breton:

Cesse d'exercer ses activités.

La décision prendra effet à la date de sa signature et sera exécutoire malgré appel.

Signé à Québec, le 17 juillet 2008.

Le surintendant de la distribution,

Mario Albert

3.7.2 BDRVM

Aucune information.

3.7.3 OAR

3.7.3.1 Comité de discipline de la CSF

COMITÉ DE DISCIPLINE

Chambre de la sécurité financière

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC

N° : CD00-0609

DATE : 16 juillet 2008

LE COMITÉ : M ^e Janine Kean	Présidente
M. Shirtaz Dhanji, A.V.A., Pl. fin	Membre
M. Yvon Fortin, A.V.A., Pl. fin	Membre

LÉNA THIBAUT, ès qualités de syndic adjointe la Chambre de la sécurité financière
Partie plaignante

c.

VINCENT LACROIX
Partie intimée

DÉCISION SUR CULPABILITÉ ET SANCTION

[1] Le 26 mai 2008, le comité de discipline de la Chambre de la sécurité financière s'est réuni au siège social de la Chambre sis au 300, rue Léo-Pariseau, 26^e étage à Montréal et a procédé à l'audition d'une plainte portée contre l'intimé laquelle comportait un seul chef d'accusation libellé comme suit :

- « 1. À Montréal, entre le ou vers le 24 juillet 2002 et le ou vers le 20 juillet 2005, l'intimé Vincent Lacroix, alors qu'il était président du cabinet Gestion de patrimoine Tandem, a fait transférer des sommes totalisant 9 876 400 \$ de fonds détenus par des clients auprès des Fonds Évolution et Fonds Norbourg (contrôlés par des sociétés apparentées à Norbourg Groupe Financier et dont l'intimé était également président) dans des comptes détenus conjointement par l'intimé et son épouse Sylvie Giguère, s'appropriant ainsi directement ou indirectement lesdites sommes et, ce faisant, l'intimé a contrevenu aux articles 6 et 14 du *Règlement sur la déontologie dans les disciplines de valeurs mobilières* et

CD00-0609

PAGE : 2

aux articles 16 et 84 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers*; »

[2] La plaignante était présente et représentée par son procureur, tandis que l'intimé était absent et non représenté.

[3] Au début de l'audience, le procureur de la plaignante expliqua au comité qu'il avait rencontré l'intimé au cours de la semaine précédente pour discuter de la possibilité de procéder en tout ou en partie à des admissions de sa part afin d'ainsi limiter devant le comité le débat qui pourrait autrement se révéler long et coûteux.

[4] Ces échanges ont mené à la signature, par l'intimé, d'une liste d'admissions et d'un plaidoyer de culpabilité. Une recommandation commune sur sanction fut également convenue avec l'intimé qui lui aurait exprimé son désir de ne pas être présent à l'audition.

[5] Par la suite, le procureur de la plaignante souligna au comité que l'intimé avait admis, entre autres, au paragraphe cinq (5) de la page six (6) des admissions, l'exactitude et la véracité des pièces qui lui avaient été divulguées et en permettait la production devant le comité de discipline. En conséquence, il produisit les pièces P-1 à P-15 regroupées en huit (8) volumes ainsi que la liste des admissions, le plaidoyer de culpabilité et la recommandation commune. Ces trois derniers documents produits en liasse (P-16) portent la signature de l'intimé en date du 21 mai 2008 à Ste-Anne-des-Plaines.

[6] Après que le comité eut pris acte du plaidoyer de culpabilité de l'intimé, le procureur de la plaignante fit un résumé de la façon dont l'intimé avait agi pour

CD00-0609

PAGE : 3

détourner et s'approprier les argents détenus par des clients dans les *Fonds Norbourg* et *Évolution* suivi de ses représentations sur sanction.

REPRÉSENTATIONS SUR SANCTION

[7] Le procureur de la plaignante indiqua que la recommandation commune convenue proposait la radiation permanente de l'intimé. Il fit valoir que cette sanction constituait en quelque sorte la peine capitale en matière disciplinaire.

[8] À l'appui, il soumit quelques décisions rendues par le comité de discipline de la *Chambre de la sécurité financière* suite à des infractions d'appropriation de fonds pour des montants importants mais de beaucoup inférieurs à ceux en l'espèce et pour lesquelles avaient été ordonnées des radiations permanentes accompagnées d'amendes et de condamnations à rembourser les victimes.

[9] En réponse au questionnement du comité quant à savoir comment cette recommandation commune de radiation permanente répondait aux critères d'exemplarité et de dissuasion, le procureur de la plaignante a soumis, d'une part, que le *Fonds d'indemnisation des services financiers* avait déjà été saisi de réclamations relatives à l'affaire *Norbourg* dans son ensemble, ensuite, qu'il était difficile de considérer une ordonnance de remboursement aux victimes puisqu'elles n'étaient pas identifiées dans la plainte et enfin que le cumul des sanctions lui paraissait douteux d'application. Au surplus, il mentionna que l'intimé avait déclaré faillite au mois de décembre 2005 et que jugement suivit le 18 mai 2006.

[10] De plus, le procureur de la plaignante a soutenu comme pertinent le fait que l'intimé purgeait actuellement une peine initiale d'emprisonnement de douze (12) ans

CD00-0609

PAGE : 4

suite à la décision rendue par la Cour du Québec en matières pénales à laquelle étaient jointes des amendes totalisant 250 000 \$.

[11] Le procureur de la plaignante fit également remarquer au comité que, la présente instance et celle intervenue en affaires pénales, n'étaient sûrement pas les seules poursuites ou réclamations que l'intimé aurait à subir en conséquence de ces appropriations de fonds.

[12] En résumé, le procureur de la plaignante réitéra que sa cliente croyait que la sanction proposée, dans les circonstances, répondait à l'objectif principal de la *Loi sur la distribution des produits et services financiers* (LDPSF) qui est, avant tout, la protection du public.

MOTIFS ET DÉCISION

[13] La preuve documentaire volumineuse déposée et les admissions de l'intimé nous révèlent que ce dernier a entrepris l'exercice de la profession de représentant en épargne collective encadré par la *Chambre de la sécurité financière* au cours du mois de novembre 2001.

[14] L'intimé était le président et, tel que reconnu par lui-même, l'âme dirigeante du cabinet en épargne collective, *Gestion de patrimoine Tandem*, de *Norbourg Groupe financier* ainsi que de sociétés apparentées qui géraient, entre autres, les *Fonds Évolution* et les *Fonds Norbourg* (P-16).

[15] En tant que signataire de comptes détenus chez *Northern Trust*, ouverts au bénéfice de fonds communs de placement comme les *Fonds Norbourg* et *Évolution*, l'intimé a autorisé des virements de sommes d'argent à un compte ouvert à la *Caisse*

CD00-0609

PAGE : 5

Populaire de La Prairie au nom de *Norboung Service Financier*, ce compte étant à ses soins. L'essentiel des fonds se trouvant dans ce dernier compte provenait des comptes de *Northern Trust*.

[16] C'est ainsi qu'entre le 29 juillet 2002 et le 1^{er} mai 2005, différentes sommes d'argent ont été retirées du compte détenu à la *Caisse Populaire de La Prairie* tantôt par le moyen de chèques faits à l'ordre personnel de l'intimé ou de sa conjointe, tantôt par le moyen de transferts faits vers deux comptes détenus à la *Banque Nationale du Canada* et à la *Caisse Desjardins du Lac Memphrémagog* respectivement et dont les signataires autorisés étaient sa conjointe et l'intimé lui-même.

[17] De même, en juillet 2005, la somme de six millions (6 000 000) de dollars a transité dans un compte ouvert au mois de juillet 2004 auprès de la *Banque de Montréal*, dont le bénéficiaire était le groupe *Norboung Gestion d'actifs Inc.*, pour ensuite faire l'objet d'un virement dans le compte détenu par l'intimé et sa conjointe à la *Banque Nationale du Canada*.

[18] Comme mentionné par le procureur de la plaignante, le total des sommes ainsi transitées est encore plus important que ces neuf millions et demi (9 500 000) de dollars mis en preuve et reconnus par l'intimé, la preuve s'étant limitée à ce montant pour les fins du chef d'accusation de la plainte.

[19] L'intention manifeste de l'intimé de détourner des fonds ne fait l'objet d'aucun doute dans l'esprit du comité. Il s'est illégalement approprié les fonds détenus par des clients auprès des *Fonds Évolution* et *Fonds Norboung* contrôlés par des sociétés

CD00-0609

PAGE : 6

apparentées à *Norbourg Groupe Financier* et dont il était également le président et l'âme dirigeante).

[20] Moins d'un (1) an après avoir obtenu son certificat de représentant en épargne collective, l'intimé a procédé de façon préméditée et volontaire à l'appropriation de sommes d'argent considérable appartenant à des clients et ce, sur une période de trois (3) ans. Ce comportement est celui d'un être sans scrupules démontrant sans contredit une absence totale d'honnêteté et de loyauté.

[21] Les clients ont été trompés et privés des services d'un dirigeant compétent et intègre. L'infraction d'appropriation de fonds va au cœur de la profession et l'intimé, par ses gestes, a discrédité celle-ci de façon dramatique aux yeux du public mais, espérons-le, non pas de façon irrémédiable.

[22] Vu la preuve documentaire fournie, le plaidoyer de culpabilité et les admissions explicites et signées par l'intimé, le comité le déclare coupable.

[23] Au chapitre de la sanction, devant l'envergure de l'appropriation de fonds en cause et avant de conclure qu'il y avait lieu de donner suite à la recommandation commune sur sanction telle que proposée, le comité a entrepris une revue des paramètres établis quant aux critères d'imposition de la sanction disciplinaire et croit utile de rappeler, entre autres, ceux établis par la Cour d'appel dans l'affaire Pigeon¹ :

« [37] La sanction imposée par le Comité de discipline doit coller aux faits du dossier. Chaque cas est un cas d'espèce.

[38] La sanction disciplinaire doit permettre d'atteindre les objectifs suivants: au premier chef la protection du public, puis la dissuasion du professionnel de récidiver, l'exemplarité à l'égard des autres membres de la profession qui pourraient être tentés de poser des gestes semblables et enfin, le droit par le professionnel visé d'exercer sa profession (*Latulippe c. Léveillé (Ordre professionnel des médecins)*, [1998] D.D.O.P.

¹ *Pigeon c Daigneault et als*, 500-09-012513-024, jugement du 15 avril 2003.

CD00-0609

PAGE : 7

311; *Dr J. C. Paquette c. Comité de discipline de la Corporation professionnelle des médecins du Québec et al*, [1995] R.D.J. 301 (C.A.); et *R. c. Burns*, [1994] 1 R.C.S. 656).

[39] Le Comité de discipline impose la sanction après avoir pris en compte tous les facteurs, objectifs et subjectifs, propres au dossier. Parmi les facteurs objectifs, il faut voir si le public est affecté par les gestes posés par le professionnel, si l'infraction retenue contre le professionnel a un lien avec l'exercice de la profession, si le geste posé constitue un acte isolé ou un geste répétitif, ... Parmi les facteurs subjectifs, il faut tenir compte de l'expérience, du passé disciplinaire et de l'âge du professionnel, de même que sa volonté de corriger son comportement. La délicate tâche du Comité de discipline consiste donc à décider d'une sanction qui tienne compte à la fois des principes applicables en matière de droit disciplinaire et de toutes les circonstances, aggravantes et atténuantes, de l'affaire.»

[24] La pertinence d'ordonner, en l'espèce, la radiation permanente de l'intimé ne fait pas de doute considérant la gravité objective de l'infraction d'appropriation de fonds. Cette sanction est conforme à celle imposée aux autres représentants coupables d'infraction de même nature.

[25] La difficulté vient plutôt de l'existence de faits aggravants importants et nombreux dont l'ampleur inégalée des montants détournés, la préméditation évidente des gestes reprochés, la répétition de détournements et d'appropriations de fonds échelonnés sur plus de trois (3) ans, les manœuvres utilisées pour brouiller les pistes en transitant les argents dans des comptes détenus auprès d'institutions financières différentes sises dans des lieux divers sans oublier, pour ce faire, l'utilisation évidente par l'intimé de l'influence dont il jouissait en tant que président et âme dirigeante de *Gestion Patrimoine Tandem*, de *Norbourg Groupe Financier* et autres sociétés apparentées dont le public était en droit d'attendre le plus haut degré d'intégrité.

[26] En contrepartie, le fait pour l'intimé d'avoir produit un plaidoyer de culpabilité et signé une série d'admissions allégeant considérablement le fardeau de preuve de la

CD00-0609

PAGE : 8

partie plaignante au niveau de la culpabilité ne pèse pas bien lourd considérant les diverses procédures et contestations tenues par l'intimé en cours d'instance qui ont occasionnés des coûts substantiels en déboursés et honoraires pour la plaignante et le secrétariat du comité de discipline.

[27] Aussi, lorsqu'une infraction commise comporte une connotation économique, comme d'ailleurs la question a été bien étudiée par une autre formation du comité², le cadre législatif applicable ne s'oppose pas au cumul des sanctions de radiation et d'amendes. En effet, les dispositions du *Code des professions* ne comportent aucune restriction quant à cette juxtaposition de différentes sanctions.

[28] Toutefois, le comité n'a pu ignorer les représentations du procureur de la plaignante, eu égard aux circonstances propres à la présente affaire, dont le fait que cette instance en est une parmi tant d'autres que l'intimé a ou aura à subir, que le *Fonds d'indemnisation des services financiers* ayant déjà été saisi du dossier *Norbourg* dans son ensemble, les réclamations ainsi soumises ont été traitées selon les dispositions pertinentes, de sorte qu'il n'y a pas lieu de faire la recommandation d'usage et enfin, qu'une ordonnance de remboursement est difficile à considérer compte tenu que la plainte n'identifie aucun consommateur en particulier.

[29] En outre, le comité est d'avis, en fonction du principe de la globalité, et ce, même si l'appropriation de fonds représente une infraction hautement répréhensible et que celle en litige constitue la plus importante que l'industrie semble avoir connu jusqu'à maintenant, qu'une amende ne permettrait pas d'atteindre plus adéquatement les

² *Syndic c. Denis Dionne*, CD00-0603, décision du 29 septembre 2006; *Syndic c. Richard Sirois*, CD00-0663, décision du 24 mai 2008.

CD00-0609

PAGE : 9

objectifs de la sanction disciplinaire vu que le *Code des professions* limite à six milles (6 000) dollars ou, tel qu'amendé au mois de décembre 2007, à douze milles cinq cent (12 500) dollars l'amende maximale pouvant être imposée par le comité en l'espèce.

[30] Pour ces motifs, le comité croit qu'il n'y a pas lieu de se dissocier de la recommandation commune.

[31] Le comité condamnera également l'intimé au paiement des déboursés et frais d'enregistrement.

PAR CES MOTIFS, le comité de discipline :

PREND ACTE du plaidoyer de culpabilité de l'intimé sur le chef d'accusation contenu à la plainte;

DÉCLARE l'intimé coupable du chef 1 de la plainte;

ET STATUANT SUR LA SANCTION

ORDONNE la radiation permanente de l'intimé;

ORDONNE à la secrétaire du comité de discipline de faire publier un avis de la décision rendue dans un journal circulant dans la localité où l'intimé avait son domicile professionnel;

CONDAMNE l'intimé au paiement des déboursés, y compris les frais d'enregistrement conformément aux dispositions de l'article 151 du *Code des professions* (L.R.Q., c. C-26).

CD00-0609

PAGE : 10

(s) Janine Kean

M^e Janine Kean

Présidente du comité de discipline

(s) Shirtaz Dhanji

M. Shirtaz Dhanji, A.V.A., Pl. fin.

Membre du comité de discipline

(s) Yvon Fortin

M. Yvon Fortin, A.V.A., Pl. fin.

Membre du comité de discipline

M^e François Longpré
BORDEN, LADNER ET GERVAIS
Procureur de la partie plaignante

M. Vincent Lacroix
Intimé absent et non représenté

Date d'audience : 26 mai 2008

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL SIGNÉ

3.7.3.2 Comité de discipline de la ChAD

Aucune information.

3.7.3.3 OCRCVM

Aucune information.

3.7.3.4 Bourse de Montréal Inc.

CANADA
Province de Québec
District de Montréal
Plainte 07-011-

BOURSE DE MONTRÉAL INC.
Comité de discipline
Plaignante

-et-

Demers Conseil inc
Intimée

Sous la présidence de :
Assisté de :
Assisté de :

Me Sylvain Perreault
Me Nabil Antaki
M. Gilles Ouimet

DÉCISION

I. LES PROCÉDURES

(1) Le 22 janvier 2008, la plaignante Bourse de Montréal Inc. (la «**Bourse**») a intenté des procédures disciplinaires contre l'intimée relativement à des gestes posés par cette dernière en qualité de participant agréé au sens des Règles et Politiques de la Bourse (les «**Règles**»).

(2) La plainte déposée contre l'intimée lui reproche : d'avoir « contrevenu au paragraphe 1) de l'article 3421 des Règles de la Bourse de Montréal inc en n'ayant pas requis ni reçu l'approbation préalable de la Bourse dans le cadre d'une prise de position importante par M. Éric Simard, le tout exposant Demers Conseil inc. à une plainte disciplinaire et aux sanctions prévues aux articles 4101 et suivants des Règles de la Bourse de Montréal inc ».

(3) L'avis introductif d'instance et la plainte disciplinaire sont tous les deux datés du 22 janvier 2008 signifiés par huissier à l'intimée le 24 janvier 2008, selon le procès verbal afférent à la signification.

(4) L'intimée a produit une réponse à ladite plainte mais celle-ci n'a pas été déposée au dossier puisqu'elle contenait des discussions qui sont faites « sous toutes réserves » et qui ne peuvent être invoquées dans le cadre d'une audition contestée.

(5) L'audition s'est déroulée le 13 mai 2008 dans les locaux de la Bourse.

(6) Les membres du Comité ont fait une déclaration solennelle à l'effet qu'ils n'avaient aucun motif de récusation.

(7) L'intimée était représentée par son président du conseil, M. Robert Demers et par son président et chef de la direction, M. François Demers.

(8) La Bourse était représentée par Me Francis Larin et ce dernier était accompagné de l'enquêteur Simon-Gabriel Auger.

II. LES FAITS

(9) Les parties ont fait des admissions de part et d'autre quant aux faits dans la présente affaire.

(10) Le 20 novembre 2007, l'intimée était informée par la Bourse qu'elle avait pris connaissance par la lecture du bulletin hebdomadaire de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) du 16 novembre qu'une prise de position importante (i.e 25%) avait été prise par Éric Simard (appelé Joseph Simard dans la correspondance de la Bourse) dans le capital de l'intimée et ce, sans que la Bourse n'ait donné son autorisation préalable, tel que le prévoit l'article 3421 des Règles de la Bourse.

(11) Dans cette même lettre, le Vice-président de la Division de réglementation informait l'intimée que « nous avons informé notre service des enquêtes afin que soient analysées plus à fond les circonstances ayant mené à ce défaut ».

(12) Deux jours plus tard, soit le 22 novembre 2007, l'inspecteur Simon-Gabriel Auger informait l'intimée par lettre de l'ouverture d'une enquête. L'inspecteur demande de fournir les documents qui auraient été soumis aux autorités provinciales ou fédérales ainsi que la documentation qui aurait été fournie aux organismes d'autoréglementation en vue d'obtenir l'autorisation préalable à cette prise de position importante.

(13) Dans cette même lettre, l'inspecteur requiert les commentaires écrits de l'intimée sur les points suivants :

- a. *Les raisons pour lesquelles vous n'avez pas demandé l'autorisation préalable de la Bourse, en fournissant tous les détails;*
- b. *Le non-respect des dispositions du paragraphe b) de l'article 3401 des Règles de la Bourse;*
- c. *Tout autre explication relative à cette prise de position importante et au fait de ne pas avoir préalablement obtenu l'approbation de la Bourse.*

(14) Le 23 novembre 2007, l'intimée répond aux lettres du 20 et du 22 novembre de la Bourse. Sommairement, l'intimée, par son président François Demers, reconnaît ne pas avoir avisé la Bourse tel que prévu par la réglementation tout en soulignant qu'une approbation préalable a aussi été soumise à l'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières (ACCOVAM). En bref, nous comprenons que l'intimée s'excuse de cette omission et allègue la confusion quant à la juridiction des organismes d'autoréglementation. Un chèque de 569.75\$ en paiement des droits requis est joint à la lettre.

(15) Dans les faits, l'approbation de l'ACCOVAM fût obtenue le 11 septembre 2007.

(16) Dans les faits également, le 31 décembre 2004, la Bourse de Montréal a cessé toute activité reliée à la réglementation de ses membres pour ne conserver que ses pouvoirs liés à la surveillance de ses marchés et à l'adhésion de ses participants agréés.

III. LE DROIT

(17) Le droit disciplinaire est un droit *sui generis* et le présent Comité de discipline estime qu'il doit suivre les règles et principes établis par les tribunaux supérieurs concernant la classification des infractions de nature pénale et des défenses admissibles pour les contrer.

(18) L'article 3421 des Règles de la Bourse requière l'approbation de la Bourse pour toute prise de position importante (i.e 10% et plus). La règle est l'un des moyens pour la Bourse de s'assurer que les personnes en mesure d'influer de façon importante sur les opérations d'un participant agréé ont les assises financières suffisantes et la probité nécessaire.

(19) Le présent Comité de discipline doit donc déterminer si l'infraction disciplinaire est du type d'infraction de responsabilité stricte donnant ouverture à une défense de diligence raisonnable.

(20) La Bourse n'a qu'à prouver l'acte constituant l'élément essentiel de l'infraction. La Bourse n'a donc pas à prouver la *mens rea* de l'infraction. L'*actus reus* suffit.

(21) Une fois l'*actus reus* prouvé, l'infraction est présumée commise. Cependant, l'intimée peut offrir une défense de diligence raisonnable ou d'erreur de fait raisonnable.

(22) L'erreur de fait raisonnable est basée sur l'état d'esprit de l'intimée (en l'espèce, de ses dirigeants) au moment de l'infraction. Y a-t-il méprise de l'intimée à l'égard de l'un des éléments essentiels de l'infraction ? C'est l'appréciation subjective.

(23) L'erreur de fait raisonnable comporte aussi un élément objectif : une personne raisonnable placée dans la même situation aurait-elle commis la même méprise ?

(24) Pour que la défense de diligence raisonnable reçoive application, l'intimé doit démontrer, par prépondérance de preuve, tel que l'énonçait la Cour Suprême dans l'arrêt Sault-Ste-Marie « *qu'il croyait, pour des motifs raisonnables à un état de fait inexistant qui, s'il avait existé, aurait rendu l'acte ou l'omission innocent ou (qu'il) a pris toutes les précautions raisonnables pour éviter l'événement en question...que l'infraction a été commise malgré toute la prudence apportée dans l'exercice de l'activité* »¹.

(25) En l'absence de définition contenue aux Règles de la Bourse qui catégoriserait les infractions, le Comité doit donc étudier le contexte et déterminer la nature de l'infraction. En clair, la défense de diligence raisonnable est-elle recevable en l'espèce ?

(26) Le Comité a pu prendre connaissance de la liste de frais de la Bourse publiée annuellement. Sous le chapitre « Adhésion et Réglementation des participants agréés (Canadiens et étrangers) », la rubrique « Frais pour retard dans la production de documents » fait état des situations qui donnent ouverture à l'imposition d'un frais de retard.

(27) La seule situation qui y est répertoriée est celle où tout avis de cessation d'emploi soumis plus de 10 jours ouvrables après la date de cessation sera soumis à un frais de 100\$ par jour ouvrable de retard jusqu'à concurrence de 4 000\$.

(28) Il semble donc que le défaut de signaler le changement de position importante n'ait pas été inclus dans la liste des infractions pour lesquelles une amende « automatique » serait imposée.

(29) Aussi, le Comité a considéré le texte de la lettre de la Bourse du 22 novembre 2007 où l'on demande les commentaires de l'intimée quant aux « raisons pour lesquelles vous n'avez pas demandé l'autorisation préalable de la Bourse, en fournissant tous les détails » ainsi que « tout autre explication relative à cette prise de position importante et au fait de ne pas avoir préalablement obtenu l'approbation de la Bourse ».

(30) La Bourse, de par les invitations qui sont faites à l'intimée, semble donc ouverte à la réception d'explications.

(31) Les membres du présent Comité de discipline concluent donc que la défense de diligence raisonnable est ouverte dans le cadre d'une allégation d'infraction à la règle 3421 sur les positions importantes.

¹ (Arrêt Sault-Ste-Marie) [1978] 2 R.C.S 1299

III. LA DÉCISION

(32) Dans la présente affaire, l'intimée a fait toutes les divulgations requises auprès de l'ACCOVAM. Les modifications ont aussi été inscrites dans la BDNI (Base de données nationale des inscriptions).

(33) L'AMF a également approuvé la prise de position importante de Éric Simard et a publié cette approbation dans son bulletin du 16 novembre 2007.

(34) Éric Simard était déjà une personne approuvée au sens de la réglementation puisqu'elle agissait à titre de conseiller en placement pour le compte de l'intimée.

(35) L'intimée a plaidé dans sa lettre à la Bourse l'erreur commise de bonne foi quant au rôle et juridiction de la Bourse ainsi que la diligence raisonnable en ce qu'elle a dûment informé l'ACCOVAM de la prise de position importante.

(36) Le Comité n'a identifié ni négligence, ni mauvaise foi dans le comportement de l'intimée. De plus, le public n'a jamais été mis en danger en raison de cette erreur puisque la prise de position importante avait été étudiée et approuvée préalablement par des organismes aux buts et pouvoirs similaires à ceux de la Bourse.

(37) Les membres du Comité de discipline ont pu constater les importants pouvoirs qui sont conférés aux dirigeants de la Bourse qui gèrent son processus disciplinaire. Les commentaires qui suivent ne sont nullement une critique ou un blâme quant à l'introduction d'une plainte disciplinaire en la présente affaire. Il y a lieu toutefois de souligner les graves conséquences auxquelles sont exposées les sociétés et les individus qui font l'objet de mesures disciplinaires. Dans la mesure du possible et lorsque les circonstances s'y prêtent, il y aurait lieu pour la Bourse de réviser son registre d'infractions susceptibles d'amende pour production tardive.

PAR CES MOTIFS, le Comité :

REJETTE la poursuite disciplinaire intentée par la Bourse contre l'intimée, le tout sans frais.

Montréal, le 3 juin 2008

Sylvain Perreault
Président du Comité de discipline

Nabil Antaki
Membre du Comité de discipline

Gilles Ouimet
Membre du Comité de discipline

3.8 AUTRES DÉCISIONS

3.8.1 Dispenses

Gestion d'actifs Goldman Sachs LP

Étend la portée de l'article 30 de l'Instruction générale n° Q-9 pour le bénéfice de Gestion d'Actifs Goldman Sachs, LP afin de lui permettre d'exercer auprès des personnes visées à l'article 30 de n° Q-9 et auprès des personnes suivantes :

- des personnes morales à but non lucratif qui possèdent un actif net non utilisé directement dans des activités de charité ou d'administration d'au moins 5 000 000 \$;
- des individus possédant un actif net d'au moins 5 000 000 \$, excluant la valeur de leur résidence principale;
- Une société de portefeuille ou toute autre entité dont tous les propriétaires (directs ou indirects et légaux ou bénéficiaires) sont des individus possédant un actif net d'au moins 5 000 000 \$, excluant la valeur de leur résidence principale; et
- tout autre personne visée à l'article 194.2 du Règlement.

Gestion d'actifs Goldman Sachs LP

Une dispense a été accordée à Gestion d'actifs Goldman Sachs LP de posséder un établissement principal au Québec;

assortit le bénéfice de cette dispense des restrictions ou conditions suivantes :

- limite l'exercice de son activité aux personnes visées tel que stipulé à la décision 2008-SENT-0263 du 4 juillet 2008;
- s'engage par écrit à se soumettre, sur demande, à une inspection de ses livres et registres par l'Autorité;
- présente à l'Autorité une fois par année et sur demande, une copie de chacun des contrats-types qu'il a conclus avec les différentes catégories de clients.

Dispense de l'obligation prévue à l'article 204 du Règlement concernant le lieu de résidence.

- Beinner, Jonathan Andrew
- Brown, Amy Cassidy
- Carhart, Mark Monroe
- Clark, James Brigham
- Goldman, Stephen Scott
- Ioffe, Leonid

- Jones, Robert Carlisle
- Patch, Robert Douglas

Ces personnes sont dispensées de résider au Québec aux conditions suivantes :

- le représentant est inscrit à titre de représentant d'un conseiller en valeurs inscrit auprès de l'Autorité des marchés financiers du Québec et de la Commission des valeurs mobilières des États-Unis;
- le représentant n'exerce l'activité de conseiller en valeurs qu'auprès des personnes visées, tel que stipulé à la décision 2008-SENT-0263 du 4 juillet 2008.

Dispense d'exercer leur fonction à temps plein.

- Brown, Amy Cassidy
Gestion d'actifs Goldman Sachs LP
- Patch, Robert Douglas
Gestion d'actifs Goldman Sachs LP

Ces personnes sont dispensées de l'application de l'article 53 de l'Instruction générale n° Q-9 afin de leur permettre d'exercer une autre activité.

Le bénéfice de cette dispense est assorti des restrictions ou conditions suivantes :

- le représentant exerce une autre activité, en dehors de la période habituelle de travail ou d'une façon qui, de l'avis du directeur, n'interfère pas avec ses fonctions de représentant;
- le fait pour le représentant d'exercer une autre activité ne crée pas, de l'avis du directeur, de conflit d'intérêts ni d'apparence de conflit d'intérêts avec ses fonctions de représentant;
- le conseiller en valeurs auprès duquel le représentant est inscrit consent par écrit à ce que celui-ci exerce une autre activité;
- le représentant souscrit auprès de l'Autorité des marchés financiers l'engagement d'informer par écrit le directeur de tout changement dans les informations soumises lors de la demande de dispense.

Dispense d'exercer leur fonction à temps plein.

- Largaespada, Richard Chirip
TD Waterhouse Canada inc.

Cette personne est dispensée de l'application de l'article 53 de l'Instruction générale n° Q-9 afin de lui permettre d'exercer une autre activité.

Le bénéfice de cette dispense est assorti des restrictions ou conditions suivantes :

- le représentant exerce une autre activité, en dehors de la période habituelle de travail ou d'une façon qui, de l'avis du directeur, n'interfère pas avec ses fonctions de représentant;
- le fait pour le représentant d'exercer une autre activité ne crée pas, de l'avis du directeur, de conflit d'intérêts ni d'apparence de conflit d'intérêts avec ses fonctions de représentant;

- le courtier en valeurs auprès duquel le représentant est inscrit consent par écrit à ce que celui-ci exerce une autre activité;
- le représentant souscrit auprès de l'Autorité des marchés financiers l'engagement d'informer par écrit le directeur de tout changement dans les informations soumises lors de la demande de dispense.

Régime du passeport

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport* ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse www.canlii.org.

Si vous désirez consulter les décisions rendues depuis la publication du dernier numéro du bulletin, vous n'avez qu'à suivre les indications suivantes : rendez-vous à l'adresse Internet www.canlii.org/fr/advancedsearch.htm, inscrivez la date du dernier bulletin et la date du jour à l'étape 3 - Date de décision, vérifiez que toutes les compétences sont sélectionnées à l'étape 4 – Compétences, cocher le choix « aucune » à l'étape 5 – Législation, cocher le choix « aucune » à l'étape 6 – Cours, cocher le choix « valeurs mobilières » à l'étape 7 – Tribunaux administratifs et lancer la recherche en cliquant le bouton « chercher ».

3.8.2 Exercice d'une autre activité

Gestion d'actifs Goldman Sachs LP

Une autorisation a été accordée à Gestion d'actifs Goldman Sachs LP afin d'offrir des services de conseil en matière de titres dérivés.

- Patch, Robert Douglas
Gestion d'actifs Goldman Sachs LP

Une autorisation a été accordée à Robert Douglas Patch afin d'offrir des services conseil en matière de titres dérivés et d'agir à titre de responsable des titres dérivés.

- Beinner, Jonathan Andrew
- Brown, Amy Cassidy
- Carhart, Mark Monroe
- Clark, James Brigham
- Goldman, Stephen Scott

- Ioffe, Leonid
- Jones, Robert Carlisle

Ces personnes sont autorisées à offrir des services de conseil en matière de titres dérivés pour le compte de Gestion d'actifs Goldman Sachs LP.

3.8.3 Approbation d'un projet d'entente de partage de commissions, approbation d'une prise de position importante, emprunt ou remboursement autorisés

Gestion de placements Hélène Dion Inc.

Approbation de l'emprunt de 486 772 \$ assorti d'une renonciation à concourir de Hélène Dion en faveur de Gestion de placements Hélène Dion Inc., conseiller en valeurs de plein exercice. Le solde de l'emprunt pour lequel Hélène Dion renonce à concourir est de 530 085 \$.

Gold Investment Management Ltd

Approbation de la prise de position importante de 20 % du capital-actions de Gold Investment Management Ltd, conseiller en valeurs de plein exercice par Jonathan Goldenstein.

Valeurs mobilières Investpro inc.

Approbation du renforcement de la position importante de 73,78 % à 80,21 % dans le capital-actions de Valeurs Mobilières Investpro Inc., courtier en valeurs de plein exercice par Denis Régimbald.

3.8.4 Autres

Aucune information.

4.

Indemnisation

- 4.1 Avis et communiqués
 - 4.2 Réglementation
 - 4.3 Autres consultations
 - 4.4 Fonds d'indemnisation des services financiers
 - 4.5 Fonds d'assurance-dépôts
 - 4.6 Autres décisions
-

4.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

4.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

4.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

4.4 FONDS D'INDEMNISATION DES SERVICES FINANCIERS

Aucune information.

4.5 FONDS D'ASSURANCE-DÉPÔTS

Aucune information.

4.6 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

5.

Institutions financières

- 5.1 Avis et communiqués
 - 5.2 Réglementation et lignes directrices
 - 5.3 Autres consultations
 - 5.4 Modifications aux registres de permis des assureurs, des sociétés de fiducie et sociétés d'épargne et des statuts des coopératives de services financiers
 - 5.5 Sanctions administratives
 - 5.6 Autres décisions
-

5.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

5.2 RÉGLEMENTATION ET LIGNES DIRECTRICES

Aucune information.

5.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

5.4 MODIFICATIONS AUX REGISTRES DE PERMIS DES ASSUREURS, DES SOCIÉTÉS DE FIDUCIE ET SOCIÉTÉS D'ÉPARGNE ET DES STATUTS DES COOPÉRATIVES DE SERVICES FINANCIERS

Aucune information.

5.5 SANCTIONS ADMINISTRATIVES

Aucune information.

5.6 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

6.

Marchés des valeurs

- 6.1 Avis et communiqués
 - 6.2 Réglementation et instructions générales
 - 6.3 Autres consultations
 - 6.4 Sanctions administratives pécuniaires
 - 6.5 Interdictions
 - 6.6 Placements
 - 6.7 Régime de l'autorité principale
 - 6.8 Offres publiques
 - 6.9 Information sur les valeurs en circulation
 - 6.10 Autres décisions
 - 6.11 Annexes et autres renseignements
-

6.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

6.2 RÉGLEMENTATION ET INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

6.2.1 Consultation

Projet de règlement

Loi sur les valeurs mobilières

(L.R.Q., c. V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 2°, 3°, 4.1°, 8°, 11°, 25°, 26°, 33°, 33.4°, 33.5°, 33.7°, 33.8° et 34; a. 331.2; 2007, c. 15; 2008, c. 7; 2008, c. 24)

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 11-102 SUR LE RÉGIME DE PASSEPORT

Avis est donné par l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité »), que, conformément à l'article 331.2 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, L.R.Q., c. V-1.1, le règlement suivant dont le texte est publié ci-dessous, pourra être pris par l'Autorité et ensuite soumis au ministre des Finances pour approbation, avec ou sans modification, à l'expiration d'un délai de 60 jours à compter de leur publication au Bulletin de l'Autorité :

- *Règlement modifiant le Règlement 11-102 sur le régime de passeport.*

Vous trouverez également ci-dessous, l'*Instruction générale 11-204 relative à l'inscription dans plusieurs territoires* et les projets de modification suivants :

- *Instruction générale relative au Règlement 11-102 sur le régime de passeport (en mode souligné) ;*
- *Modification de l'Instruction générale 11-202 relative à l'examen du prospectus dans plusieurs territoires ;*
- *Instruction générale 11-203 relative au traitement des demandes de dispenses dans plusieurs territoires (en mode souligné).*

Pour fins de référence, nous publions également, en mode souligné, l'Annexe D du *Règlement 11-102 sur le régime de passeport*.

Consultation

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler à ce sujet est priée de les faire parvenir par écrit avant le **17 septembre 2008**, en s'adressant à :

M^e Anne-Marie Beaudoin
 Secrétaire de l'Autorité
 Autorité des marchés financiers
 800, square Victoria, 22^e étage
 C.P. 246, tour de la Bourse
 Montréal (Québec) H4Z 1G3

Télécopieur : (514) 864-6381

Courrier électronique : consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Sylvia Pateras
 Avocate
 Autorité des marchés financiers
 514-395-0337, poste 2536
 Numéro sans frais : 1 877 525-0337
sylvia.pateras@lautorite.qc.ca

Le 18 juillet 2008

Projet de règlement

Loi sur les valeurs mobilières
 (L.R.Q., c. V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 2°, 3°, 11°, 25°, 26°, 33° et 34°; a. 331.2; 2007, c. 15; 2008, c. 7; 2008, c. 24)

RÈGLEMENT CONCORDANT AU RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 11-102 SUR LE RÉGIME DE PASSEPORT

Avis est donné par l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité »), que, conformément à l'article 331.2 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, L.R.Q., c. V-1.1, le règlement suivant dont le texte est publié ci-dessous, pourra être pris par l'Autorité et ensuite soumis au ministre des Finances pour approbation, avec ou sans modification, à l'expiration d'un délai de 90 jours à compter de sa publication au Bulletin de l'Autorité :

- *Règlement abrogeant le Règlement 31-101 sur le régime d'inscription canadien.*

Vous trouverez également ci-dessous le projet d'abrogation de l'*Instruction générale 31-201 relative au régime d'inscription canadien*.

Consultation

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler à ce sujet est priée de les faire parvenir par écrit avant le **17 octobre 2008**, en s'adressant à :

M^e Anne-Marie Beaudoin
 Secrétaire de l'Autorité
 Autorité des marchés financiers
 800, square Victoria, 22^e étage
 C.P. 246, tour de la Bourse
 Montréal (Québec) H4Z 1G3
 Télécopieur : (514) 864-6381
 Courrier électronique : consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Sylvia Pateras
Avocate
Autorité des marchés financiers
514-395-0337, poste 2536
Numéro sans frais : 1 877 525-0337
sylvia.pateras@lautorite.qc.ca

Le 18 juillet 2008

Règlement modifiant le Règlement 11-102 sur le régime de passeport et ses concordants

[Avis de consultation et résumé des commentaires](#)

[Règlement modifiant le Règlement 11-102 sur le régime de passeport](#)

[Annexe D du Règlement 11-102 sur le régime de passeport \(en version soulignée\)](#)

[Instruction générale relative au Règlement 11-102 sur le régime de passeport \(en version soulignée\)](#)

[Modification de l'Instruction générale 11-202 relative à l'examen du prospectus dans plusieurs territoires](#)

[Instruction générale 11-203 relative au traitement des demandes de dispenses dans plusieurs territoires \(en version soulignée\)](#)

[Instruction générale 11-204 relative à l'inscription dans plusieurs territoires](#)

[Règlement abrogeant le Règlement 31-101 sur le régime d'inscription canadien](#)

[Abrogation de l'Instruction générale 31-201 relative au régime d'inscription canadien](#)

Avis de consultation

Projet d'Instruction générale 11-204 relative à l'inscription dans plusieurs territoires

Projet de Règlement modifiant le Règlement 11-102 sur le régime de passeport

Projet de modification de l'Instruction générale relative au Règlement 11-102 sur le régime de passeport

Projet de modification de l'Instruction générale 11-202 relative à l'examen du prospectus dans plusieurs territoires

Projet de modification de l'Instruction générale 11-203 relative au traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires

Projets de modifications corrélatives

Le présent avis décrit les propositions des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les « ACVM » ou « nous ») visant à simplifier la procédure d'inscription dans plusieurs territoires. Les ACVM, exception faite de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (CVMO) (les « autorités sous le régime de passeport »), proposent des modifications réglementaires pour élargir le régime de passeport à l'inscription. Elles proposent également une nouvelle instruction générale que toutes mettraient en œuvre, y compris la CVMO, et qui énonce la procédure d'inscription dans plusieurs territoires. Les modifications proposées simplifieraient encore davantage la réglementation applicable aux personnes inscrites qui ont des clients dans plusieurs territoires du Canada.

Les propositions comprennent également des modifications de règlements et d'instructions générales visant à résoudre les questions qui se sont posées depuis la mise en œuvre de la deuxième phase du passeport pour les émetteurs. Cette phase porte sur l'information continue, le prospectus et les demandes de dispenses discrétionnaires.

Survol du régime de passeport

En septembre 2005, les autorités sous le régime de passeport ont mis en œuvre le *Règlement 11-101 sur le régime de l'autorité principale* (le « Règlement 11-101 »), qui constituait la première phase du passeport. Le 17 mars 2008, elles ont pris le *Règlement 11-102 sur le régime de passeport* (le « Règlement 11-102 »), qui constitue la deuxième phase du passeport pour les émetteurs, et abrogé les dispositions du Règlement 11-101 concernant les émetteurs. Nous proposons de mettre en œuvre la deuxième phase du passeport pour l'inscription et de mettre à jour la deuxième phase du passeport pour les émetteurs au cours du premier semestre 2009.

La CVMO n'adopte pas les projets de modification du Règlement 11-102 et de l'*Instruction générale relative au Règlement 11-102 sur le régime de passeport* (l'« Instruction générale 11-102 ») qui visent la mise en œuvre du passeport pour les personnes inscrites. Comme dans le cas du passeport pour les émetteurs, les ACVM ont conçu des modes d'interaction pour rendre la réglementation des valeurs mobilières aussi efficiente et efficace que possible dans les circonstances pour toutes les personnes inscrites qui souhaitent traiter avec des clients à la fois dans les territoires sous le régime de passeport et en Ontario. La CVMO a participé à la conception des modes d'interaction entre les territoires sous le régime de passeport et l'Ontario.

Le passeport pour l'inscription et les modes d'interaction avec l'Ontario remplacerait le Régime d'inscription canadien (RIC). Nous décrivons les éléments du régime de passeport et les modes d'interaction en détail ci-dessous.

Le régime de passeport repose essentiellement sur un ensemble de dispositions réglementaires harmonisées qui s'interprètent et s'appliquent de manière uniforme dans l'ensemble du Canada. La mise en œuvre du passeport pour l'inscription dépend de l'entrée en vigueur du projet de *Règlement 31-103 sur les obligations d'inscription* (le « Règlement 31-103 »). Nous prévoyons apporter des modifications corrélatives à certains règlements d'application pancanadienne et locale et comptons que certains de nos gouvernements promulgueront des modifications législatives pour harmoniser les règles en matière d'inscription lorsque nous prendrons le Règlement 31-103.

Les gouvernements des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut ont promulgué une nouvelle *Loi sur les valeurs mobilières* qui, selon les autorités en valeurs mobilières de ces territoires, devraient être en vigueur lorsque les membres des ACVM prendront le Règlement 31-103.

Les ACVM prévoient modifier corrélativement le *Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription* (le « Règlement 31-102 ») et le *Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription* (le « Règlement 33-109 »), dont ses annexes, ainsi que l'instruction générale y relative, et apporter des modifications mineures au projet de Règlement 31-103 et à l'instruction générale y relative. Comme ces modifications ne sont pas importantes, nous ne les publions pas pour consultation, mais nous les décrivons en termes généraux ci-après.

Régime de passeport – modifications réglementaires concernant l'inscription

Les autorités sous le régime de passeport publient des projets de modifications réglementaires instituant le passeport pour l'inscription. Les principaux éléments de ce régime sont énoncés dans les textes suivants :

- le Règlement modifiant le Règlement 11-102;
- la modification de l'Instruction générale 11-102.

Nous avons rédigé les modifications des annexes du Règlement 11-102 en fonction des dispositions législatives et réglementaires qui devraient être en vigueur au moment de la mise en œuvre du passeport pour l'inscription.

Tous les membres des ACVM, y compris la CVMO, publient pour consultation le projet d'*Instruction générale 11-204 relative à l'inscription dans plusieurs territoires* (l'« Instruction générale 11-204 ») et le projet de modification corrélative de l'*Instruction générale 11-203 relative au traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires* (l'« Instruction générale 11-203 »).

Le passeport pour l'inscription prévu par le projet de modification du Règlement 11-102 et les documents connexes ainsi que l'Instruction générale 11-204 remplacerait le RIC, qui établit les modalités par lesquelles les personnes inscrites peuvent actuellement obtenir des décisions dans plusieurs territoires. Par conséquent, les ACVM, y compris la CVMO, proposent également d'abroger les textes suivants :

- le *Règlement 31-101 sur le Régime d'inscription canadien*, dont l'*Annexe 31-101A1, Choix de se prévaloir du RIC et détermination de l'autorité principale*, et l'*Annexe 31-101A2, Avis de changement*;

- l'*Instruction générale 31-201 relative au Régime d'inscription canadien*;

(ensemble, les « projets d'abrogation »).

Objet et portée du passeport pour l'inscription

Le passeport pour l'inscription vise à mettre en œuvre un régime grâce auquel la personne inscrite peut avoir des clients dans plusieurs territoires en ne traitant qu'avec son autorité principale et en respectant les dispositions d'un ensemble de lois harmonisées. L'autorité principale de la personne inscrite sera généralement l'autorité du territoire où son siège ou bureau principal est situé.

Modifications locales

Les membres des ACVM de certains territoires prévoient apporter des modifications corrélatives à certains règlements et instructions d'application locale.

Modification du passeport pour les émetteurs

Nous proposons de réviser le passeport pour les émetteurs pour régler certains problèmes qui se sont posés depuis sa mise en œuvre. Les autorités sous le régime de passeport proposent de modifier le Règlement 11-102 et l'Instruction générale 11-102; les ACVM proposent de modifier l'*Instruction générale 11-202 relative à l'examen du prospectus dans plusieurs territoires* (l'« Instruction générale 11-202 ») et l'Instruction générale 11-203.

Publication pour consultation

Les textes suivants sont publiés avec le présent avis :

- le règlement modifiant le Règlement 11-102;
- la modification de l'Annexe D du Règlement 11-102 (en version soulignée);
- la modification de l'Instruction générale 11-102 (en version soulignée);
- l'Instruction générale 11-204;
- la modification de l'Instruction générale 11-202;
- la modification de l'Instruction générale 11-203 (en version soulignée).

Les ACVM comptent mettre en œuvre le projet d'Instruction générale 11-204, les projets de modification de l'Instruction générale 11-202 et de l'Instruction générale 11-203 ainsi que les projets d'abrogation au moment de la mise en œuvre du Règlement 31-103, actuellement prévue pour le premier semestre 2009. Les autorités sous le régime de passeport comptent mettre en œuvre le règlement modifiant le Règlement 11-102 et les modifications de l'Instruction générale 11-102 au même moment.

Contexte

En 2005, les autorités sous le régime de passeport ont mis en œuvre la première phase du régime de passeport en se servant des pouvoirs légaux qui existaient alors. En mars 2008, elles ont mis en œuvre la deuxième phase du passeport pour les émetteurs en vertu de nouveaux pouvoirs légaux. Elles se servent de ces mêmes pouvoirs pour mettre en œuvre le passeport pour l'inscription.

Le 28 mars 2007, les autorités sous le régime de passeport ont publié un projet de régime de passeport pour l'inscription. Nous avons reçu des mémoires de 17 intervenants au sujet de cette publication, qui portait aussi sur le passeport pour les émetteurs. Les autorités sous le régime de passeport ont répondu à tous les commentaires reçus, sauf à ceux qui portaient précisément sur l'inscription, dans un avis publié le 25 janvier 2008. Nous joignons en annexe un résumé des commentaires sur l'inscription accompagné de nos réponses.

En vertu du *Protocole d'entente sur la réglementation des valeurs mobilières* signé en septembre 2004 par les ministres compétents des territoires sous le régime de passeport (le « protocole d'entente »), les gouvernements ont entrepris l'examen des barèmes des droits des territoires participants pour déterminer s'il convient de les ajuster aux objectifs du passeport.

Le Conseil des ministres signataires du protocole d'entente a demandé aux ACVM d'examiner les barèmes des droits de leurs membres et de présenter aux ministres les modifications qu'elles proposent d'y apporter. Les ACVM mènent actuellement cet examen et feront rapport aux ministres. En attendant, sous le régime de passeport, les droits en vigueur s'appliquent toujours aux participants au marché dans tous les territoires, sauf les droits exigibles pour les demandes de dispense discrétionnaire, qui ne s'appliquent que dans le territoire principal.

Résumé des propositions

Passeport pour l'inscription

La première phase du passeport pour l'inscription consistait dans le RIC et la dispense fondée sur la mobilité prévue par le Règlement 11-101. Le RIC offre à la société inscrite ou à la personne physique inscrite une dispense des règles relatives aux qualités requises qui s'appliqueraient normalement à elle si elle demandait à s'inscrire dans un territoire autre que le territoire principal, une dispense des règles relatives au dépôt et à la notification et un régime d'examen concerté qui lui permet de s'inscrire dans un territoire autre que le territoire principal en ne traitant qu'avec l'autorité principale.

Les ACVM ont publié une dispense fondée sur la mobilité révisée le 29 février 2008 dans le cadre de la seconde publication pour consultation du projet de Règlement 31-103 et proposé d'abroger le Règlement 11-101 (parce qu'il ne prévoit que la dispense fondée sur la mobilité actuelle, qui sera remplacée par la nouvelle dispense prévue par le Règlement 31-103).

Les ACVM ne proposent pas de conserver la dispense, prévue par le RIC, des règles relatives aux qualités requises qui s'appliqueraient normalement à une société ou à une personne physique si elle demandait à s'inscrire dans un territoire autre que le territoire principal. Cette dispense n'est plus nécessaire parce que les obligations seront harmonisées sous le régime du Règlement 31-103. Qui plus est, les ACVM proposent de remplacer la dispense, prévue par le RIC, des règles relatives au dépôt et à la notification par une permission, prévue par l'Instruction générale relative au Règlement 31-103, autorisant les sociétés à ne notifier que leur autorité principale et à ne transmettre les documents qu'à celle-ci.

En outre, les autorités sous le régime de passeport proposent de simplifier l'inscription dans plusieurs territoires et l'observation de leur législation comme suit :

i) Inscription automatique et autres mesures réglementaires

Nous proposons de remplacer le RIC par le nouveau régime prévu à la partie 6 du Règlement 11-102. En vertu des articles 6.3 et 6.4 de ce règlement, toute société ou personne physique qui est inscrite dans son territoire principal peut s'inscrire dans un territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal en présentant certains renseignements et, dans le cas de la société, en ne les présentant qu'à son autorité principale. Les renseignements des personnes physiques devront encore être présentés au moyen de la Base de données nationale d'inscription (BDNI).

Dans le cas d'une société, l'inscription automatique dépend également de la confirmation de la réception des renseignements. L'autorité confirme réception en mettant à jour la BDNI de façon à indiquer que la société est inscrite dans le territoire autre que le territoire principal. L'inscription prendrait donc effet à la date indiquée par la BDNI, de

sorte que les renseignements que celle-ci contient seraient probants. Les ACVM étudient des moyens de supprimer la confirmation comme condition de l'inscription pour que l'inscription automatique dans un territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal puisse avoir lieu sur présentation des renseignements requis, tout en préservant l'exactitude de la BDNI comme base de données d'archives pour l'inscription des sociétés. Nous n'avons pas fait de la confirmation une condition de l'inscription automatique des personnes physiques parce que la BDNI conserve la date de chaque présentation de renseignements pour ces personnes.

L'article 6.3 du Règlement 11-102 ne s'applique pas à la société inscrite dans la catégorie de courtier d'exercice restreint. Pour s'inscrire dans un territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal, le courtier d'exercice restreint doit en faire la demande directement dans ce territoire. L'inscription automatique ne s'applique pas parce que cette catégorie, qui correspond à des catégories purement locales, n'a pas d'obligations uniformisées. En revanche, d'autres aspects du passeport s'appliquent au courtier d'exercice restreint inscrit à ce titre dans plusieurs territoires sous le régime de passeport, dont l'inscription automatique de ses représentants.

En vertu du Règlement 11-102, les mesures réglementaires prises par l'autorité principale de toute société ou personne physique s'appliquent automatiquement dans chaque territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal dans lequel la société ou la personne physique est inscrite. L'article 6.5 prévoit que les conditions, restrictions ou obligations imposés par l'autorité principale s'appliqueraient également dans chaque territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal. En vertu des articles 6.6 à 6.8, toute inscription suspendue ou radiée, d'office ou sur demande, dans le territoire principal le serait automatiquement dans chaque territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal. Ces dispositions s'appliquent, que la société ou la personne physique ait été inscrite automatiquement ou non dans un territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal en vertu de l'article 6.3 ou 6.4.

Les droits d'inscription seraient exigibles dans chaque territoire sous le régime de passeport, comme à l'heure actuelle. Nous comptons toutefois apporter des modifications à la BDNI pour permettre aux sociétés qui présentent des renseignements pour s'inscrire dans plusieurs territoires de payer les droits de chaque territoire au moyen de la BDNI au lieu de le faire par chèque, comme c'est le cas actuellement.

Le passeport est conçu pour permettre l'inscription par le truchement des organismes d'autorégulation dans les territoires où les aménagements nécessaires existent. La société ou la personne physique dont l'un de ces territoires est le territoire principal traiterait avec l'organisme d'autorégulation avec lequel elle traite normalement dans ce territoire pour s'inscrire dans un territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal en vertu du Règlement 11-102.

ii) Disposition transitoire – Application automatique des conditions imposées par l'autorité principale

L'article 6.9 du Règlement 11-102 reporte l'application automatique des conditions de l'autorité principale dans un territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal jusqu'à la date tombant 30 jours après l'entrée en vigueur de la partie 6 du Règlement 11-102. Ce report vise à donner aux sociétés et aux personnes physiques le temps de demander à l'autorité du territoire autre que le territoire principal une dispense de l'application de l'article 6.5 du Règlement 11-102. Il s'ensuit que la société ou la personne physique qui ne demande pas de dispense ne sera généralement assujettie qu'aux conditions imposées par l'autorité principale.

iii) Disposition transitoire – Avis désignant l'autorité principale d'une société étrangère

En vertu du paragraphe 1 de l'article 6.10 du Règlement 11-102, la société étrangère qui était inscrite dans une catégorie dans plusieurs territoires du Canada avant la date d'entrée en vigueur de la partie 6 doit présenter des renseignements sur son autorité principale au moyen du formulaire prévu par le projet d'Annexe 33-109A6, qui sera révisée à cet effet. En présentant ces renseignements, la société étrangère désigne son autorité principale conformément à l'article 6.1 du Règlement 11-102 et en avise les autorités en valeurs mobilières ou les agents responsables. Le paragraphe 2 de l'article 6.10 permet à la société étrangère de ne présenter ces renseignements qu'à l'autorité principale au lieu de l'autorité du territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal.

iv) Dispositions applicables

Le projet de Règlement 31-103 que les ACVM ont publié une deuxième fois pour consultation le 29 février 2008 vise à harmoniser la plupart des obligations réglementaires imposées aux personnes inscrites. Ce projet de règlement contient des dispositions et des exceptions qui ne s'appliquent que dans certains territoires et sont clairement signalées. Qui plus est, certains territoires peuvent avoir des obligations d'inscription particulières prévues par leur loi sur les valeurs mobilières ou des règlements d'application locale.

Passeport pour les demandes de dispense discrétionnaire

Compte tenu des projets de modifications relatives au passeport pour l'inscription et de la mise en œuvre du projet de Règlement 31-103 qui devrait avoir lieu simultanément, les autorités sous le régime de passeport proposent également de modifier :

- le Règlement 11-102, pour faire en sorte que l'autorité principale pour l'inscription traite les demandes de dispense courantes présentées avec toute demande d'inscription;
- l'Annexe D du Règlement 11-102, pour ajouter les dispositions pertinentes du projet de Règlement 31-103 et les autres dispositions équivalentes relatives à l'inscription à la liste des dispositions équivalentes dont la personne inscrite peut obtenir une dispense discrétionnaire applicable automatiquement dans les territoires sous le régime de passeport autres que le territoire principal en vertu de la partie 4 du Règlement 11-102.

Instruction générale 11-204

Les ACVM proposent de mettre en œuvre de nouvelles procédures de prise de décision pancanadienne en matière d'inscription en établissant l'Instruction générale 11-204 dans tous les territoires. Cette instruction générale s'articule avec le Règlement 11-102. Les procédures prévoient un mode d'interaction grâce auquel :

- les personnes inscrites dans les territoires sous le régime de passeport pourront s'inscrire en Ontario;
- les personnes inscrites en Ontario pourront s'inscrire dans les territoires sous le régime de passeport.

Pour les personnes inscrites dans les territoires sous le régime de passeport, le mode d'interaction serait analogue au RIC. De manière générale, il leur permettrait de ne traiter qu'avec leur autorité principale pour accéder à l'Ontario.

Pour les participants au marché de l'Ontario, le mode d'interaction donnerait directement accès aux territoires sous le régime de passeport en vertu du Règlement 11-102. Ces personnes pourraient donc traiter avec la CVMO comme autorité principale pour s'inscrire automatiquement dans ces territoires.

Les personnes inscrites étrangères pourraient accéder aux marchés des capitaux du Canada en traitant avec une autorité principale de la même façon que les participants au marché du territoire de cette autorité.

Description des autres modifications

Les autorités sous le régime de passeport proposent de modifier le Règlement 11-102 et l'Instruction générale 11-102, et les ACVM, de modifier l'Instruction générale 11-202 pour résoudre les questions qui se sont posées depuis la mise en œuvre du Règlement 11-102. Les autres modifications du Règlement 11-102 comprennent ce qui suit :

- l'abrogation des dispenses des obligations d'information continue et de prospectus non harmonisées, parce que ces obligations n'existeront plus ou que les autorités sous le régime de passeport concernées ont déterminé qu'elles devraient encore s'appliquer dans leur territoire;
- la modification de la définition de « règlement canadien sur le prospectus » pour y ajouter la Norme canadienne 71-101, *Régime d'information multinational*, ce qui élargit le passeport aux placements sous le régime d'information multinational;
- les ajustements nécessaires aux dispositions équivalentes de l'Annexe D.

La modification de l'Instruction générale 11-202 tient compte des pratiques administratives que les ACVM ont adoptées depuis que les autorités sous le régime de passeport ont mis en œuvre le Règlement 11-102.

La plupart des modifications de l'Instruction générale 11-203 découlent du projet de modification du Règlement 11-102 visant la mise en œuvre du passeport pour l'inscription. Les autres visent à résoudre des questions qui se sont posées depuis la mise en œuvre du passeport pour les émetteurs.

Les ACVM comptent aussi modifier le Règlement 31-102 et le Règlement 33-109, y compris ses annexes et l'Instruction générale y relative, pour :

- permettre aux sociétés, et aux personnes physiques qui se prévalent d'une dispense pour difficultés temporaires, de présenter leurs renseignements dans un format de substitution et non en format papier;
- permettre aux sociétés étrangères de désigner leur autorité principale à la rubrique A du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6;
- adapter ces textes, de manière générale, au régime instauré par le Règlement 11-102, en y ajoutant par exemple la notion d'« autorité principale » et en autorisant les sociétés à ne présenter qu'à leur autorité principale un avis de changement au moyen du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A5.

Les ACVM comptent également apporter de plus amples modifications au projet de Règlement 31-103 et à son instruction générale, qui ont été publiés une deuxième fois pour consultation le 29 février 2008. Les modifications additionnelles proposées consisteraient notamment à :

- conformer la définition d'« autorité principale » prévue par le Règlement 31-103 à la notion d'« autorité principale » du projet de partie 6 du Règlement 11-102;
- supprimer l'obligation de donner un avis de détermination de l'autorité principale pour se prévaloir de la dispense fondée sur la mobilité prévue par le Règlement 31-103;

- instaurer une obligation de donner avis que l'on entend se prévaloir de la dispense fondée sur la mobilité prévue par le Règlement 31-103, comme sous le régime du Règlement 11-101;
- indiquer dans l'instruction générale que les sociétés ont la permission de ne donner les avis et de ne transmettre les documents prévus à la partie 4 du projet de Règlement 31-103 qu'à leur autorité principale;
- tenir compte de l'abrogation du RIC.

Coûts et avantages prévus

Les autorités sous le régime de passeport s'attendent à ce que le passeport pour l'inscription améliore l'efficacité de la réglementation des marchés des capitaux et la simplifie pour les personnes inscrites. Grâce aux outils offerts par le passeport, nous pouvons prendre des décisions plus rapidement et rendre nos procédures plus efficaces et homogènes pour les personnes inscrites.

Nous n'avons pas effectué d'analyse coûts-avantages du passeport pour l'inscription. Nous avons conçu en collaboration avec la CVMO les modes d'interaction pour les personnes inscrites en Ontario qui souhaitent traiter avec des clients dans les territoires sous le régime de passeport et vice-versa. Les modes d'interaction rendent le régime de réglementation des valeurs mobilières aussi efficace et efficace que possible dans les circonstances pour toutes les personnes inscrites qui souhaitent traiter avec des clients à la fois dans les territoires sous le régime de passeport et en Ontario.

Consultation

Nous invitons les personnes intéressées à formuler des commentaires sur les projets de modification du Règlement 11-102, de l'Instruction générale 11-102, de l'Instruction générale 11-202 et de l'Instruction générale 11-203, la nouvelle Instruction générale 11-204 et les projets d'abrogation.

Transmission des commentaires

Veillez présenter vos commentaires par écrit :

- sur le règlement modifiant le Règlement 11-102, la nouvelle Instruction générale 11-204, la modification de l'Instruction générale 11-102 et la modification de l'Instruction générale 11-202, la modification de l'Instruction générale 11-203 et au plus tard le **17 septembre 2008**;
- sur l'abrogation du RIC au plus tard le **17 octobre 2008**.

Veillez les adresser aux membres des ACVM suivants :

British Columbia Securities Commission
 Alberta Securities Commission
 Saskatchewan Financial Services Commission
 Commission des valeurs mobilières du Manitoba
 Autorité des marchés financiers
 Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick
 Nova Scotia Securities Commission
 Office of the Attorney General, Île-du-Prince-Édouard
 Financial Services Regulation Division, Consumer and Commercial Affairs Branch,
 Department of Government Services, Terre-Neuve-et-Labrador
 Registraire des valeurs mobilières, Gouvernement du Yukon
 Registraire des valeurs mobilières, ministère de la Justice, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest

Registraire des valeurs mobilières, Bureau d'enregistrement, ministère de la Justice,
Gouvernement du Nunavut

Veillez n'envoyer vos commentaires qu'aux deux adresses ci-dessous, et ils seront distribués aux autres autorités.

M^e Anne-Marie Beaudoin
Secrétaire de l'Autorité
Autorité des marchés financiers
800, square Victoria, 22^e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Télécopieur : 514-864-6381
Courrier électronique : consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Leigh-Anne Mercier
Senior Legal Counsel
British Columbia Securities Commission
P.O. Box 10142, Pacific Centre
701 West Georgia Street
Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1L2
Télécopieur : 604-899-6506
Courrier électronique : lmercier@bcsc.bc.ca

Si n'envoyez pas vos commentaires par courriel, veuillez également les fournir sur disquette ou CD (format Microsoft Word).

Nous ne pouvons préserver la confidentialité des commentaires parce que la législation en valeurs mobilières de certaines provinces exige la publication d'un résumé des commentaires écrits reçus pendant la période de consultation.

Questions

Pour toute question, prière de vous adresser aux personnes suivantes :

Sylvia Pateras
Avocate
Autorité des marchés financiers
514-395-0337, poste 2536
sylvia.pateras@lautorite.qc.ca

Leigh-Anne Mercier
Senior Legal Counsel
British Columbia Securities Commission
604-899-6643
lmercier@bcsc.bc.ca

Gary Crowe
Senior Legal Counsel
Alberta Securities Commission
403-297-2067
gary.crowe@seccom.ab.ca

Barbara Shourounis
Director
Saskatchewan Financial Services Commission
306-787-5842
bshourounis@sfsc.gov.sk.ca

Doug Brown
Directeur
Commission des valeurs mobilières du Manitoba
204-945-0605
doug.brown@gov.mb.ca

Dirk de Lint
Senior Legal Counsel
Ontario Securities Commission
416-593-8090
ddelint@osc.gov.on.ca

Susan W. Powell
Avocate
Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick
506-643-7697
susan.powell@nbsc-cvmnb.ca

Shirley Lee
Securities Analyst
Nova Scotia Securities Commission
902-424-5441
leesp@gov.ns.camailto:

Katharine Tummon
Director
Consumer, Corporate and Insurance Services
Prince Edward Island Securities Office
902-368-4542
kptummon@gov.pe.ca

Doug Connolly
Deputy Superintendent of Securities
Government of Newfoundland & Labrador
Department of Government Services
Financial Services Regulation Division
709-729-4909
connolly@gov.nl.ca mailto:

Frederik Pretorius
Registraire des valeurs mobilières, Yukon
867-667-5225
Fred.Pretorius@gov.yk.ca

Gary MacDougall
Director, Legal Registries
Registraire des valeurs mobilières, Territoires du Nord-Ouest
867-873-7490
gary_macdougall@gov.nt.ca

Bruce MacAdam
Legal Registries Counsel
Registraire des valeurs mobilières, Nunavut
867-975-6586
bmacadam@gov.nu.ca

Le 18 juillet 2008

*Règlement 11-102 sur le régime de passeport***Liste des intervenants**

1. Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières (ACCOVAM)
2. Association canadienne du commerce des valeurs mobilières
3. Association des banquiers canadiens
4. BMO Nesbitt Burns Inc., division des services aux particuliers
5. Borden Ladner Gervais -- Groupe Valeurs mobilières et marchés financiers de Toronto¹
6. Edward Jones
7. L'Institut des fonds d'investissement du Canada
8. Société financière IGM Inc.²

¹ Mémoire adressé aux autorités sous le régime de passeport et à la CVMO en réponse à l'avis de la CVMO intitulé OSC Notice 11-904 *Request for Comment Regarding the Proposed Passport System*.

² Mémoire adressé aux autorités sous le régime de passeport et mémoire similaire adressé à la CVMO en réponse à l'avis de la CVMO intitulé OSC Notice 11-904 *Request for Comment Regarding the Proposed Passport System*.

**Résumé des commentaires et réponses
sur la partie inscription du
Règlement 11-102 sur le régime de passeport
(le « Règlement 11-102 »)**

Les autorités sous le régime de passeport ont pris le Règlement 11-102 le 17 mars 2008 pour établir le régime de passeport pour les émetteurs, soit les volets information continue, prospectus et dispenses discrétionnaires. Le Règlement 11-102 publié pour consultation le 28 mars 2007 comportait aussi des dispositions instaurant le passeport pour l'inscription. On trouvera ci-après un résumé des commentaires reçus sur cette première publication ainsi que de nos réponses³.

Commentaires

N°	Thèmes	Commentaires	Réponses
1.	Mode d'interaction avec l'Ontario	Trois intervenants ont exprimé des réserves à propos du projet d'abrogation du régime d'inscription canadien (RIC), particulièrement sur le fait que la CVMO n'instaure pas le régime de passeport. Ils ont fait valoir que les améliorations apportées par ce régime devraient être intégrées au RIC ou que nous devrions conserver le RIC à moins que nous ne puissions concevoir un mode d'interaction simple et pratique avec l'Ontario. Ils ont également recommandé que les ACVM fournissent des indications sur la façon dont les deux régimes interagiraient.	<p>Les autorités sous le régime de passeport comptent mettre en œuvre le passeport pour l'inscription même si la CVMO ne prévoit pas prendre le Règlement 11-102. Les ACVM entendent également abroger le RIC. Toutefois, afin de rendre le régime le plus efficient et efficace possible dans les circonstances pour tous les participants au marché désireux d'accéder aux marchés financiers aussi bien des territoires sous le régime de passeport que de l'Ontario, les autorités sous le régime de passeport et la CVMO ont travaillé de concert à l'élaboration de modes d'interaction entre les territoires sous le régime de passeport et l'Ontario.</p> <p>L'Instruction générale 11-204 établirait les procédures d'inscription dans plusieurs territoires pour les participants au marché établis dans des territoires sous le régime de passeport et en Ontario.</p>

³ Les mémoires sont disponibles sur le site Web de l'Alberta Securities Commission (www.albertasecurities.com). Le résumé des commentaires et les réponses des ACVM concernant le régime de passeport en général et le passeport pour les émetteurs en particulier sont disponibles sur le site Web de l'Autorité des marchés financiers (www.lautorite.qc.ca) en annexe à l'avis de publication du Règlement 11-102 en date du 25 janvier 2008.

Commentaires

N°	Thèmes	Commentaires	Réponses
2.	Conditions harmonisées	Un intervenant s'est dit préoccupé par le fait que, dans le cadre du régime de passeport, la radiation de l'inscription, d'office ou sur demande, les modifications de l'inscription et tout autre changement apporté aux conditions de l'inscription pourraient varier selon les territoires, puisque les conditions qui sont actuellement imposées par une autorité autre que l'autorité principale au moyen d'un règlement amiable conclu ou d'une décision prise avant la mise en œuvre du régime continueraient de s'appliquer uniquement dans le territoire autre que le territoire principal.	<p>L'Instruction générale 11-204 conserverait les procédures appliquées sous le RIC de façon à offrir aux personnes inscrites dans les territoires sous le régime de passeport un accès efficace et coordonné à l'Ontario. Le projet de partie 6 du Règlement 11-102 donnerait aux personnes inscrites en Ontario un accès direct aux territoires sous le régime de passeport aux termes des décisions de la CVMO agissant comme autorité principale. Ces modes d'interaction correspondent à ceux du régime de passeport pour les émetteurs.</p> <p>Nous proposons une période de transition de 30 jours après laquelle les conditions en vigueur dans le territoire principal d'une personne inscrite s'appliqueraient automatiquement dans les territoires de ses autorités autres que l'autorité principale. Les conditions imposées par ces dernières cesseraient alors de s'appliquer, sauf celles imposées en vertu d'un règlement amiable ou d'une décision rendue à l'issue d'une audience. Nous avons conservé cette exception parce qu'il ne faudrait pas, selon nous, annuler « par effet de la loi » des conditions sanctionnant une conduite ou une activité illégale dans un territoire.</p> <p>Nous faisons toutefois remarquer que les personnes inscrites se voient rarement imposer ce type de conditions. Qui plus est, dans les rares cas où ces conditions existent, elles ne varient selon les territoires que si l'autorité principale décide, après examen, de ne pas imposer les mêmes conditions que l'autorité autre que l'autorité principale.</p> <p>En outre, nous nous attendons à ce que la mise en œuvre du projet de <i>Règlement 31-103 sur les obligations d'inscription</i> amène les autorités en valeurs mobilières à imposer moins de conditions et, le cas échéant, à ce que les conditions soient en grande partie uniformes d'un territoire à l'autre.</p>

Commentaires

N°	Thèmes	Commentaires	Réponses
3.	Consultation entre les autorités sous le régime de passeport	Un intervenant a demandé que l'autorité principale ne soit pas tenue de consulter une autre autorité avant de prendre une décision relative à l'inscription.	Le régime proposé n'obligerait pas l'autorité principale à consulter les autorités sous le régime de passeport autres que l'autorité principale avant de prendre une décision sur une inscription.
4.	Droits	Quatre intervenants ont recommandé que, sous le régime de passeport, les droits exigibles dans les territoires autres que le territoire principal soient supprimés ou réduits parce qu'ils estiment que, sous ce régime, les autorités autres que l'autorité principale n'auront pas de tâches à effectuer ou en auront moins qu'à l'heure actuelle. Un intervenant a reconnu que les droits soutiennent l'ensemble du système réglementaire et a proposé que les participants au marché acquittent la totalité des droits auprès de l'autorité principale. Un autre intervenant s'est prononcé contre cette formule dans le cas des sociétés inscrites.	<p>Le projet de régime de passeport maintient le <i>statu quo</i> en ce qui a trait aux droits applicables à l'inscription. Pour les demandes de dispenses visées par le Règlement 11-102, les personnes inscrites ne paieront les droits que dans leur territoire principal.</p> <p>Le protocole d'entente intergouvernemental sur la réglementation des valeurs mobilières (régime de passeport) prévoit que les droits seront réexaminés afin de déterminer s'il convient de les ajuster aux objectifs de ce régime. Le Conseil des ministres signataires du protocole a demandé aux ACVM d'examiner le barème des droits de leurs membres et de présenter aux ministres les modifications qu'elles proposent d'y apporter. Les ACVM mènent actuellement cet examen et feront rapport aux ministres.</p> <p>Tous les droits des personnes physiques sont payés au moyen de la Base de données nationale d'inscription (BDNI), qui offre un guichet d'accès unique pour ces paiements.</p> <p>Lorsqu'une société demande à s'inscrire ou souhaite s'inscrire automatiquement dans un territoire sous le régime de passeport, l'Instruction générale 11-204 lui donne la possibilité de payer les droits applicables dans chaque territoire par chèque ou au moyen de la BDNI. Par la suite, elle paie au moyen de la BDNI.</p>

Commentaires

N°	Thèmes	Commentaires	Réponses
5.	Questions liées à la mise en œuvre du passeport pour l'inscription si l'Ontario ne prend pas le Règlement 11-102	Deux intervenants ont posé des questions précises au sujet de la mise en œuvre du régime de passeport pour l'inscription sans la participation de l'Ontario :	
		a. Une personne physique au service d'une société dont le siège est situé en Ontario peut-elle participer au régime?	a. Oui.
		b. Dans l'affirmative, quelle serait l'autorité principale à l'égard de la personne physique, et la société serait-elle assujettie à une autorité principale dans chaque territoire où elle compte des représentants?	b. L'autorité principale à l'égard de la personne physique sera généralement l'autorité en valeurs mobilières du territoire où son bureau principal se situe (y compris l'Ontario). Sous le régime de passeport, toute société n'a qu'une autorité principale, qui est généralement l'autorité en valeurs mobilières du territoire où son siège se situe (y compris l'Ontario).
		c. De quelle façon une société dont le siège et la majorité des représentants sont en Ontario pourra-t-elle décider de participer ou non au régime? Si une société ne peut pas participer au régime à cause du lieu de son siège, sera-t-elle tenue de déposer des documents?	c. Nous avons supprimé la disposition permettant aux sociétés de se retirer du régime de passeport. Nous l'avons remplacée par une disposition en vertu de laquelle les conditions de l'autorité principale s'appliquent automatiquement dans les territoires autres que le territoire principal et donné aux sociétés et aux personnes physiques inscrites dans plusieurs territoires un délai de 30 jours à compter de l'entrée en vigueur du Règlement 11-102 pour demander une dispense de l'application automatique des conditions de l'autorité principale dans les territoires autres que le territoire principal.
		d. Si une société choisit de ne pas participer au régime et que l'Ontario décide d'adhérer au régime, la société pourra-t-elle revenir sur sa décision?	d. Comme nous l'indiquons dans notre réponse au point c, ci-dessus, cette situation n'est plus envisagée.

Commentaires

N°	Thèmes	Commentaires	Réponses
e.		De quelle façon mettra-t-on la BDNI à jour pour qu'elle tienne compte des inscriptions qui seront effectuées automatiquement sous le régime de passeport? En quoi le système sera-t-il différent, compte tenu en particulier du fait que les résidents de l'Ontario ne pourront pas participer au régime?	e. Lorsque nous avons mis en œuvre le RIC, nous avons apporté des modifications à la BDNI pour permettre à l'autorité principale d'enregistrer certaines décisions des autorités autres que l'autorité principale en matière d'inscription des personnes physiques. Sous le régime de passeport, nous améliorerions la BDNI en faisant en sorte que les autorités autres que l'autorité principale, sauf la CVMO, n'aient plus à signifier leur intention de participer à la décision avant que l'autorité principale ne l'enregistre. Nous pouvons le faire parce que, sous le régime de passeport, les autorités autres que l'autorité principale (sauf la CVMO) n'ont plus à signifier leur participation. Cette modification accélérera la procédure d'inscription dans plusieurs territoires pour les personnes physiques résidant en Ontario. En ce qui concerne les personnes physiques résidant hors de l'Ontario, la CVMO sera la seule autorité en valeurs mobilières qui devra signifier son intention de participer. Selon l'Instruction générale 11-204, elle le fera habituellement dans un délai d'un jour ouvrable après avoir reçu le projet de décision de l'autorité principale. Le bureau ontarien de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (OCRCVM), successeur de l'ACCOVAM, est actuellement à déterminer quel sera son délai de signification en pareil cas.
6.	Questions de transition liées à l'inscription	Deux intervenants ont fait valoir que la période de transition de 30 jours prévue par le projet de règlement, pendant laquelle les sociétés peuvent faire part de leur intention de ne pas participer au régime de passeport, est trop courte et qu'elle devrait être de 180 jours ou plus.	Comme nous l'indiquons ci-dessus, nous avons supprimé la disposition permettant aux personnes inscrites de se retirer du régime de passeport.
7.	Questions techniques concernant l'inscription	Un intervenant a soulevé plusieurs questions techniques concernant l'inscription :	

Commentaires

N°	Thèmes	Commentaires	Réponses
		<p>a. Quels renseignements une personne physique devra-t-elle fournir dans la BDNI pour s'inscrire dans d'autres territoires?</p> <p>b. L'ACCOVAM continuera-t-elle à approuver l'inscription des personnes physiques avant que celles-ci soient inscrites par leur autorité principale dans les territoires qui ne délèguent pas la fonction d'inscription à l'ACCOVAM?</p> <p>c. Les mots « à la date du dépôt » figurant à l'article B2.3 de l'Annexe B de l'instruction générale désignent-ils la date de l'inscription dans un territoire autre que le territoire principal?</p> <p>d. Où doit-on demander la tenue d'une audience lorsque l'ACCOVAM inscrit des sociétés ou des personnes physiques dans un territoire?</p>	<p>a. La personne physique devrait fournir les mêmes renseignements qu'à l'heure actuelle en faisant les présentations de renseignements à la BDNI existantes.</p> <p>b. Nous ne prévoyons pas changer cette procédure. Sous le régime de passeport, l'autorité principale prendrait ses décisions en matière d'inscription de la même façon qu'à l'heure actuelle.</p> <p>c. Nous supprimerions l'Annexe 11-102A1. Les sociétés utiliseraient plutôt le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6, ou une partie de ce formulaire, pour s'inscrire dans un autre territoire. Nous avons également supprimé les mots « à la date du dépôt » et rendu l'inscription des sociétés valide dans un territoire autre que le territoire principal lorsque la réception des renseignements est confirmée, c'est-à-dire lorsque la BDNI indique que la société est inscrite dans le territoire.</p> <p>d. Nous ne prévoyons pas changer la procédure actuelle.</p>
8.	Délégation de l'inscription à des organismes d'autoréglementation (OAR)	Trois intervenants ont soutenu que tous les membres des ACVM devraient envisager de déléguer leur fonction d'inscription à l'ACCOVAM afin qu'il y ait un seul point d'accès dans chaque territoire et un mode de fonctionnement commun et cohérent.	La délégation n'entre pas dans le champ du projet de passeport. Les autorités en valeurs mobilières qui ont délégué des fonctions d'inscription à l'OCCRV, successeur de l'ACCOVAM, l'ont fait en vertu d'une disposition habilitante de leur législation en valeurs mobilières. Toute délégation supplémentaire est à l'appréciation de l'autorité en valeurs mobilières concernée et doit être conforme aux pouvoirs que la loi lui confère.

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 11-102 SUR LE RÉGIME DE PASSEPORT

Loi sur les valeurs mobilières

(L.R.Q., c.V-1.1, a. 331.1, par. 1^o, 2^o, 3^o, 4.1^o, 8^o, 11^o, 25^o, 26^o, 33^o, 33.4^o, 33.5^o, 33.7^o, 33.8^o et 34^o; 2007, c.15; 2008, c. 7; 2008, c. 24)

1. L'article 1.1 du Règlement 11-102 sur le régime de passeport est modifié :

1^o par le remplacement, dans la définition de « autorité principale », de « 3 ou 4 » par « 3, 4 ou 6 »;

2^o par l'insertion, après la définition de « autorité principale », des définitions suivantes :

« « bureau principal » : le bureau de la société parrainante où une personne physique exerce la majorité de ses activités;

« catégorie » : toute catégorie d'inscription visée à l'article 2.1, 2.3, 2.6 ou 2.7 du Règlement 31-103 sur les obligations d'inscription ou aux paragraphes 1 à 3 de l'article 25 ou 2 à 5 de l'article 26 de la Loi sur les valeurs mobilières de l'Ontario¹; »;

3^o par l'insertion, après la définition de « disposition équivalente », de la définition suivante :

« « personne physique étrangère » : toute personne physique dont le bureau principal est situé à l'étranger; »;

4^o par l'insertion, après le paragraphe *d* de la définition de « règlement canadien sur le prospectus », du paragraphe suivant :

« *d.1)* la Norme canadienne 71-101, Régime d'information multinational; »;

5^o par l'insertion, après la définition de « SEDAR », des définitions suivantes :

« « société » : toute personne inscrite ou demandant à s'inscrire comme courtier, conseiller ou gestionnaire de fonds d'investissement dans son territoire principal;

« société étrangère » : toute société dont le siège est situé à l'étranger;

« société parrainante » : une société parrainante au sens du Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription; ».

2. L'intitulé de la partie 2 et l'article 2.1 de ce règlement sont abrogés.

3. L'article 3.4 de ce règlement est abrogé.

4. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 4.4, de l'article suivant :

« 4.4.1. Autorité principale pour une demande de dispense discrétionnaire présentée avec une demande d'inscription

¹ Les dispositions de la Loi sur les valeurs mobilières de l'Ontario citées dans la définition de « catégorie » sont prévues par le projet de modification de cette loi que le gouvernement ontarien a publié pour consultation le 24 avril 2008. Si l'Assemblée législative de l'Ontario les promulgue, les catégories d'inscription en Ontario seront prévues par la Loi sur les valeurs mobilières plutôt que le Règlement 31-103.

Malgré l'article 4.4, si une société ou une personne physique demande une dispense de l'application d'une disposition visée au paragraphe *a* ou *b* relativement à une demande d'inscription dans le territoire principal, l'autorité principale pour la demande de dispense est déterminée conformément à l'article 6.1 :

- a)* la partie 4 du Règlement 31-103 sur les obligations d'inscription;
- b)* la partie 2 du Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription.

5. L'article 4.5 de ce règlement est modifié :

1° dans le paragraphe 1, par le remplacement du mot « Si » par les mots « Malgré les articles 4.4 et 4.4.1, si » et de « 4.2, 4.3 ou 4.4 » par « 4.2, 4.3, 4.4 ou 4.4.1 »;

2° dans le paragraphe 2, par l'insertion, après les mots « Malgré le paragraphe 1, », des mots « et les articles 4.4 et 4.4.1 » et par le remplacement de « 4.2, 4.3 ou 4.4 » par « 4.2, 4.3, 4.4 ou 4.4.1 ».

6. L'article 4.6 de ce règlement est modifié par le remplacement du mot « Si » par les mots « Malgré les articles 4.4 et 4.4.1 et les paragraphes 1 et 2 de l'article 4.5, si ».

7. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 5.1, de ce qui suit :

« PARTIE 6 INSCRIPTION

« 6.1. Autorité principale pour l'inscription

1) Pour l'application des dispositions de la présente partie, l'autorité principale est l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable du territoire suivant :

- a)* dans le cas d'une société, celui dans lequel son siège est situé;
- b)* dans le cas d'une personne physique, celui dans lequel son bureau principal est situé.

2) Malgré le paragraphe 1, l'autorité principale d'une société étrangère est l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable du territoire du Canada que cette société a désigné comme son territoire principal dans celui des formulaires suivants qu'elle a le plus récemment présenté :

- a)* le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A5² du Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription;
- b)* le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6³.

3) Malgré le paragraphe 1, l'autorité principale d'une personne physique étrangère est celle de sa société parrainante.

« 6.2. Changement discrétionnaire d'autorité principale pour l'inscription

Malgré le paragraphe 1 de l'article 6.1, si l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable donne un avis écrit désignant l'autorité principale d'une société ou

² Il s'agit du projet d'Annexe 33-109A5, Modification des renseignements contenus dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 ou à l'Annexe 33-109A6, du Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription publié pour consultation corrélativement au deuxième projet de Règlement 31-103 sur les obligations d'inscription.

³ Il s'agit du projet d'Annexe 33-109A6, Demande d'inscription à titre de courtier, de conseiller ou de société de gestion (valeurs mobilières et (ou) dérivés), du Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription publié pour consultation corrélativement au deuxième projet de Règlement 31-103 sur les obligations d'inscription.

d'une personne physique, l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable désigné dans l'avis est l'autorité principale à compter de la plus éloignée des dates suivantes :

- a)* la date à laquelle la société ou la personne physique reçoit l'avis;
- b)* la date d'effet indiquée dans l'avis, le cas échéant.

« 6.3. Inscription des sociétés

1) Toute société est, dans le territoire intéressé, inscrite dans la même catégorie que dans son territoire principal lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- a)* elle a présenté le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6 conformément au Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription;
- b)* réception du formulaire a été confirmée.

2) La société doit payer les droits exigibles lorsqu'elle présente le formulaire visé au sous-paragraphe *a* du paragraphe 1.

3) Pour l'application du paragraphe 1, la société peut présenter le formulaire à l'autorité principale.

4) Le paragraphe 1 ne s'applique pas aux sociétés inscrites dans la catégorie de courtier d'exercice restreint.

« 6.4. Inscription des personnes physiques

Toute personne physique qui agit pour le compte de sa société parrainante est, dans le territoire intéressé, inscrite dans la même catégorie que dans son territoire principal lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- a)* la société parrainante est inscrite dans le territoire intéressé dans la même catégorie que dans son territoire principal;
- b)* la personne physique a présenté le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A2⁴ ou à l'Annexe 33-109A4 conformément au Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription.

« 6.5. Conditions de l'inscription

1) La société ou la personne physique qui est, dans le territoire intéressé, inscrite dans la même catégorie que dans le territoire principal est assujettie aux conditions, restrictions ou obligations auxquelles son inscription est subordonnée dans le territoire principal comme si elles étaient imposées dans le territoire intéressé.

2) Les conditions, restrictions ou obligations visées au paragraphe 1 s'appliquent jusqu'à la plus rapprochée des dates suivantes :

- a)* la date à laquelle l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable qui les a imposées les annule;
- b)* leur date d'expiration.

⁴ Il s'agit du projet d'Annexe 33-109A2, Modification ou abandon de catégories d'inscription, du Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription publié pour consultation corrélativement au deuxième projet de Règlement 31-103 sur les obligations d'inscription.

« **6.6. Suspension**

La suspension de l'inscription d'une société ou d'une personne physique dans le territoire principal entraîne sa suspension dans le territoire intéressé.

« **6.7. Radiation d'office**

La radiation d'office de l'inscription d'une société ou d'une personne physique dans le territoire principal entraîne sa radiation dans le territoire intéressé.

« **6.8. Radiation sur demande**

L'inscription d'une société ou d'une personne physique qui est, dans le territoire intéressé, inscrite dans la même catégorie que dans le territoire principal et qui, à sa demande, obtient dans ce dernier la radiation de son inscription par l'autorité principale est radiée dans le territoire intéressé.

« **6.9. Disposition transitoire – Conditions en vigueur dans les territoires autres que le territoire principal**

1) L'article 6.5 ne s'applique pas avant le [indiquer la date qui tombe 30 jours après l'entrée en vigueur de la présente partie] aux sociétés et personnes physiques inscrites dans le territoire intéressé avant le [indiquer la date d'entrée en vigueur de la présente partie].

2) Malgré le paragraphe 1, l'article 6.5 ne s'applique pas à une société ou à une personne physique après le [indiquer la date qui tombe 30 jours après l'entrée en vigueur de la présente partie] lorsque les conditions suivantes sont réunies :

a) la société ou la personne physique demande une dispense de l'application de cet article à l'autorité en valeurs mobilières ou à l'agent responsable au plus tard le [indiquer la date qui tombe 30 jours après l'entrée en vigueur de la présente partie];

b) l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable n'a pas rejeté la demande et celle-ci n'a pas été retirée.

3) Les conditions, restrictions ou obligations auxquelles l'inscription d'une société ou d'une personne physique inscrite dans le territoire intéressé avant le [indiquer la date d'entrée en vigueur de la présente partie] était subordonnée, le cas échéant, avant le [indiquer la date qui tombe 30 jours après l'entrée en vigueur de la présente partie] cessent de s'appliquer à compter de cette date, sauf les suivantes :

a) celles qui sont prévues par un règlement amiable intervenu entre la société ou la personne physique et l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable;

b) celles qui sont prévues par une décision relative à la société ou à la personne physique rendue par l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable à l'issue d'une audience.

4) Le paragraphe 3 ne s'applique pas à la société ni à la personne physique qui demande une dispense conformément au paragraphe 2, sauf dans les cas suivants :

a) l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable a rejeté la demande;

b) la demande a été retirée.

« 6.10. Disposition transitoire – Avis désignant l'autorité principale d'une société étrangère

1) La société étrangère qui était inscrite dans une catégorie dans le territoire intéressé et un autre territoire du Canada avant le [indiquer la date d'entrée en vigueur de la présente partie] présente, au plus tard le [indiquer la date qui tombe 30 jours après l'entrée en vigueur de la présente partie], les renseignements visés à la rubrique A de l'Annexe 33-109A6 conformément au Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription.

2) Pour l'application du paragraphe 1, la société étrangère peut présenter les renseignements à l'autorité principale. ».

7. L'Annexe A de ce règlement est abrogée.

8. L'Annexe B de ce règlement est modifiée :

1° par le remplacement du paragraphe vis-à-vis de l'Île-du-Prince-Édouard par le suivant :

« Articles 94 (*Prospectus required*) et 95 (*Filing prospectus without distribution*) »;

2° par le remplacement du paragraphe vis-à-vis du Yukon par le suivant :

« Articles 94 (Prospectus obligatoire) et 95 (Dépôt de prospectus sans placement) »;

3° par le remplacement du paragraphe vis-à-vis des Territoires du Nord-Ouest par le suivant :

« Articles 94 (Prospectus obligatoire) et 95 (Dépôt de prospectus sans placement) »;

4° par le remplacement du paragraphe vis-à-vis du Nunavut par le suivant :

« Articles 94 (Prospectus obligatoire) et 95 (Dépôt de prospectus sans placement) ».

9. L'Annexe C de ce règlement est abrogée.

10. L'Annexe D de ce règlement est remplacée par la suivante :

ANNEXE D

DISPOSITIONS ÉQUIVALENTES

Sauf indication contraire, les dispositions indiquées sont celles de la Loi sur les valeurs mobilières du territoire concerné.

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
SEDAR	Règlement 13-101												
Fonctionnement du marché	Règlement 21-101 (seulement les parties 6, 7 à 11 en ce qui concerne les SNP, et 13)												
Règles de négociation	Règlement 23-101 (seulement les parties 4 et 8 à 11)												
Appariement et règlement des opérations institutionnelles	Règlement 24-101												
Base de données nationale d'inscription (BDNI)	Règlement 31-102												
Obligations d'inscription	Règlement 31-103 (sauf dispositions ci-dessous) (pas encore en vigueur)												
Catégories de courtiers et de placeurs	art. 2.1 du Règlement 31-103											par. 1 de l'art. 25 et 2 à 4 de l'art. 26	

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Catégories de conseillers	art. 2.3 du Règlement 31-103												par. 2 de l'art. 25 et 5 de l'art. 26
Catégorie de société de gestion	art. 2.6 du Règlement 31-103												par. 3 de l'art. 25
Catégories de personnes physiques	art. 2.7 du Règlement 31-103												par. 1 et 2 de l'art. 25
Inscription de la personne désignée responsable	par. 1 de l'art. 2.9 du Règlement 31-103	sous-par. c du par. 2 de l'art. 75.1 du <i>Securities Act</i> (pas encore en vigueur) et par. 1 de l'art. 2.9 du Règlement 31-103	par. 1 de l'art. 2.9 du Règlement 31-103		art. 149 de la Loi sur les valeurs mobilières (pas encore en vigueur, modifié) et par. 1 de l'art. 2.9 du Règlement 31-103		par. 1 de l'art. 2.9 du Règlement 31-103		art. 87 du <i>Securities Act</i> (pas encore en vigueur) et par. 1 de l'art. 2.9 du Règlement 31-103	sous-par. c du par. 2 de l'art. 26 et art. 26.1 du <i>Securities Act</i> (pas encore en vigueur) et par. 1 de l'art. 2.9 du Règlement 31-103		art. 87 de la Loi sur les valeurs mobilières (pas encore en vigueur) et par. 1 de l'art. 2.9 du Règlement 31-103	par. 4 de l'art. 21 de la Loi sur les valeurs mobilières (pas encore en vigueur) et par. 1 de l'art. 2.9 du Règlement 31-103

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Inscription du chef de la conformité	par. 1 de l'art. 2.10 du Règlement 31-103	sous-par. c du par. 2 de l'art. 75.1 du <i>Securities Act</i> (pas encore en vigueur) et par. 1 de l'art. 2.10 du Règlement 31-103	par. 1 de l'art. 2.10 du Règlement 31-103		art. 149 de la Loi sur les valeurs mobilières (pas encore en vigueur, modifié) et par. 1 de l'art. 2.10 du Règlement 31-103	par. 1 de l'art. 2.10 du Règlement 31-103		art. 87 du <i>Securities Act</i> (pas encore en vigueur) et par. 1 de l'art. 2.10 du Règlement 31-103	sous-par. c du par. 2 de l'art. 26 et art. 26.1 du <i>Securities Act</i> (pas encore en vigueur) et par. 1 de l'art. 2.10 du Règlement 31-103		art. 87 de la Loi sur les valeurs mobilières (pas encore en vigueur) et par. 1 de l'art. 2.10 du Règlement 31-103		par. 5 de l'art. 21 de la Loi sur les valeurs mobilières (pas encore en vigueur) et par. 1 de l'art. 2.10 du Règlement 31-103
Adhésion du courtier en épargne collective à l'ACCFM	art. 3.2 du Règlement 31-103				s.o.	art. 3.2 du Règlement 31-103							
Assurance – courtier en plan de bourses d'études seulement	art. 4.21 du Règlement 31-103				s.o.	art. 4.21 du Règlement 31-103							

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Traitement des plaintes		art. 5.28 du Règlement 31-103			art. 168.1.1 de la Loi sur les valeurs mobilières et art. 5.28 du Règlement 31-103					art. 5.28 du Règlement 31-103			
Traitement des plaintes		art. 5.29 du Règlement 31-103			art. 168.1.3 de la Loi sur les valeurs mobilières et art. 5.29 du Règlement 31-103					art. 5.29 du Règlement 31-103			
Traitement des plaintes		art. 5.30 du Règlement 31-103			art. 168.1.1 de la Loi sur les valeurs mobilières et art. 5.30 du Règlement 31-103					art. 5.30 du Règlement 31-103			
Traitement des plaintes		art. 5.31 du Règlement 31-103			art. 168.1.2 de la Loi sur les valeurs mobilières et art. 5.31 du Règlement 31-103					art. 5.31 du Règlement 31-103			

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Suspension de l'autorisation de l'ACCOVAM	art. 7.3 du Règlement 31-103												sous-par. 2 et 3 du par. 1 de l'art. 30
Suspension de l'autorisation de l'ACCFM	art. 7.4 du Règlement 31-103				s.o.	art. 7.4 du Règlement 31-103							sous-par. 2 et 3 du par. 1 de l'art. 30
Conseils généraux	par. 2 de l'art. 8.14 du Règlement 31-103												par. 2 de l'art. 34
Conflits d'intérêts chez les placeurs	Règlement 33-105												
Renseignements sur l'inscription	Règlement 33-109												
Information à fournir dans le prospectus	Règlement 41-101 (sauf dispositions ci-dessous)												
Attestation de l'émetteur	par. 1 de l'art. 5.3 du Règlement 41-101												art. 58
Attestation de l'émetteur constitué sous forme de société par actions	par. 1 de l'art. 5.4 du Règlement 41-101												art. 58
Attestation de l'émetteur visé par une prise de contrôle inversée	art. 5.8 du Règlement 41-101												s.o.

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Attestation du placeur													par. 1 de l'art. 59
Attestation du promoteur													art. 58
Transmission de la modification													par. 3 de l'art. 57
Modification du prospectus provisoire													par. 1 de l'art. 57
Modification du prospectus définitif													par. 1 de l'art. 57
Modification du prospectus définitif													par. 2 de l'art. 57
Obligation de viser le prospectus													par. 2.1 de l'art. 57
Interdiction de refuser le visa													par. 2.1 de l'art. 57 et par. 3 de l'art. 61
Interdiction de placer des titres													par. 2.2 de l'art. 57
Transmission du prospectus provisoire et liste de distribution													art. 66 et 67
Date de caducité													art. 62

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Information sur les droits	art. 18.1 du Règlement 41-101												art. 60
Information concernant les projets miniers	Règlement 43-101												
Obligations relatives au placement de titres au moyen d'un prospectus simplifié	Règlement 44-101												
Obligations relatives au placement de titres au moyen d'un prospectus préalable	Règlement 44-102												
Fixation du prix après le visa	Règlement 44-103												
Obligations relatives aux placements de droits de souscription, d'échange ou de conversion	Règlement 45-101												
Revente de titres	Règlement 45-102												

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Information concernant les activités pétrolières et gazières	Règlement 51-101												
Obligations d'information continue	Règlement 51-102 (sauf dispositions ci-dessous)												
Annonce publique du changement important	art. 7.1 du Règlement 51-102												art. 75 de la Loi sur les valeurs mobilières et par. 1.1 de l'art. 3 du <i>Regulation 1015 (General)</i>
Principes comptables, normes de vérification et monnaies de présentation	Règlement 52-107 (sauf dispositions ci-dessous)												

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Principes comptables acceptables	art. 3.1 du Règlement 52-107												par. 1 de l'art. 2 du <i>Regulation 1015 (General)</i> et art. 3.1 du Règlement 52-107
Surveillance des vérificateurs	Règlement 52-108												
Attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires	Règlement 52-109												
Comité de vérification	Règlement 52-110												
Communication avec les propriétaires véritables	Règlement 54-101												
Système électronique de déclaration des initiés (SEDI)	Norme canadienne 55-102												

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Déclarations d'initiés pour certaines opérations sur dérivés (MA) – Exigence de déclaration	par. 2, 5 et 6 de l'art. 87												art. 2.1 du Règlement 55-103
MA – Contrats demeurant en vigueur	art. 87.1												art. 2.3 du Règlement 55-103
MA – Contrats en vigueur conclus avant de devenir initié	par. 2 et 6 de l'art. 87												art. 2.4 du Règlement 55-103
MA – Forme et moment de la déclaration	par. 2, 5 et 6 de l'art. 87 du <i>Securities Act</i> et par. 1 à 3 de l'art. 155.1 des <i>Securities Rules</i>												art. 3.1 du Règlement 55-103
MA – Forme et moment de la déclaration pour les contrats en vigueur	art. 87.1 du <i>Securities Act</i> et par. 4 de l'art. 155.1 des <i>Securities Rules</i>												art. 3.2 du Règlement 55-103

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
MA – Forme et moment de la déclaration pour les contrats en vigueur conclus avant de devenir initié	par. 2 et 6 de l'art. 87 du <i>Securities Act</i> et par. 1 et 3 de l'art. 155.1 des <i>Securities Rules</i>												art. 3.3 du Règlement 55-103
Information concernant les pratiques en matière de gouvernance													Règlement 58-101
Mesures de protection des porteurs minoritaires lors d'opérations particulières			s.o.			Règlement 61-101				s.o.			Règlement 61-101
Système d'alerte et questions connexes touchant les offres publiques et les déclarations d'initiés													Règlement 62-103

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Obligations relatives aux offres publiques d'achat et de rachat (OPA/OPR) – Restrictions sur les acquisitions pendant la durée d'une offre publique d'achat													par. 1 de l'art. 93.1
OPA/OPR – Restrictions sur les acquisitions pendant la durée d'une offre publique de rachat													par. 4 de l'art. 93.1
OPA/OPR – Restrictions sur les acquisitions antérieures à une offre publique d'achat													par. 1 de l'art. 93.2
OPA/OPR – Restrictions sur les acquisitions postérieures à une offre													par. 1 de l'art. 93.3

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
OPA/OPR – Restrictions sur les ventes pendant la durée de l'offre													par. 1 de l'art. 97.3
OPA/OPR – Offre ouverte à tous les porteurs													art. 94
OPA/OPR – Lancement de l'offre													par. 1 et 2 de l'art. 94.1
OPA/OPR – Note d'information													par. 1 à 4 de l'art. 94.2 de la Loi sur les valeurs mobilières et art. 3.1 du <i>Rule 62-504</i> de la CVMO
OPA/OPR – Changement dans l'information													par. 1 de l'art. 94.3

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
OPA/OPR – Avis de changement													par. 4 de l'art. 94.3 de la Loi sur les valeurs mobilières et art. 3.4 du <i>Rule 62-504</i> de la CVMO
OPA/OPR – Modification des conditions													par. 1 de l'art. 94.4
OPA/OPR – Avis de modification													par. 2 de l'art. 94.4 de la Loi sur les valeurs mobilières et art. 3.4 du <i>Rule 62-504</i> de la CVMO
OPA/OPR – Date d'expiration de l'offre en cas d'avis de modification													par. 3 de l'art. 94.4

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
OPA/OPR – Aucune modification après la clôture de l'offre					par. 5 de l'art. 2.12 du Règlement 62-104								par. 5 de l'art. 94.4
OPA/OPR – Dépôt et transmission de l'avis de changement ou de modification					art. 2.13 du Règlement 62-104								art. 94.5
OPA/OPR – Changement ou modification à l'offre publique d'achat annoncée					par. 1 de l'art. 2.14 du Règlement 62-104								par. 1 de l'art. 94.6
OPA/OPR – Consentement de l'expert – note d'information					par. 2 de l'art. 2.15 du Règlement 62-104								par. 1 de l'art. 94.7
OPA/OPR – Transmission et date des documents d'offre					par. 1 de l'art. 2.16 du Règlement 62-104								par. 1 de l'art. 94.8

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
OPA/OPR – Établissement et transmission de la circulaire des administrateurs													par. 1 à 4 de l'art. 95 de la Loi sur les valeurs mobilières et art. 3.2 du <i>Rule 62-504</i> de la CVMO
OPA/OPR – Avis de changement													par. 1 et 2 de l'art. 95.1 de la Loi sur les valeurs mobilières et art. 3.4 du <i>Rule 62-504</i> de la CVMO
OPA/OPR – Dépôt de la circulaire des administrateurs ou de l'avis de changement													art. 95.2

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
OPA/OPR – Changement dans l'information de la circulaire d'un administrateur ou d'un dirigeant ou de l'avis de changement													par. 2 de l'art. 96
OPA/OPR – Forme de la circulaire d'un administrateur ou d'un dirigeant ou de l'avis de changement													par. 3 de l'art. 96 de la Loi sur les valeurs mobilières et art. 3.3 du <i>Rule 62-504</i> de la CVMO
OPA/OPR – Envoi de la circulaire d'un administrateur ou d'un dirigeant ou de l'avis de changement aux porteurs													par. 5 de l'art. 96

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
OPA/OPR – Envoi à l'initiateur et dépôt de la circulaire d'un administrateur ou d'un dirigeant ou de l'avis de changement					par. 6 de l'art. 2.20 du Règlement 62-104								par. 6 de l'art. 96
OPA/OPR – Forme de l'avis de changement relatif à la circulaire d'un administrateur ou d'un dirigeant					par. 7 de l'art. 2.20 du Règlement 62-104								par. 7 de l'art. 96 de la Loi sur les valeurs mobilières et art. 3.4 du <i>Rule 62-504</i> de la CVMO
OPA/OPR – Consentement de l'expert – circulaire des administrateurs etc.					art. 2.21 du Règlement 62-104								art. 96.1
OPA/OPR – Transmission et date des documents de l'émetteur visé					par. 1 de l'art. 2.22 du Règlement 62-104								par. 1 de l'art. 96.2

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
OPA/OPR – Contrepartie					par. 1 de l'art. 2.23 du Règlement 62-104								par. 1 de l'art. 97
OPA/OPR – Surenchère					par. 3 de l'art. 2.23 du Règlement 62-104								par. 3 de l'art. 97
OPA/OPR – Interdiction de conclure une convention accessoire					art. 2.24 du Règlement 62-104								par. 1 de l'art. 97.1
OPA/OPR – Réduction proportionnelle, prise de livraison et règlement					par. 1 de l'art. 2.26 du Règlement 62-104								par. 1 de l'art. 97.2
OPA/OPR – Financement					par. 1 de l'art. 2.27 du Règlement 62-104								par. 1 de l'art. 97.3
OPA/OPR – Délai minimal pour le dépôt					art. 2.28 du Règlement 62-104								par. 1 de l'art. 98
OPA/OPR – Interdiction de prendre livraison					art. 2.29 du Règlement 62-104								par. 2 de l'art. 98
OPA/OPR – Prise de livraison et règlement des titres déposés					art. 2.32 du Règlement 62-104								art. 98.3

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario	
OPA/OPR – Retour des titres déposés													art. 2.33 du Règlement 62-104	art. 98.5
OPA/OPR – Communiqué à la clôture de l'offre													art. 2.34 du Règlement 62-104	art. 98.6
OPA/OPR – Langue des documents d'offre													art. 3.1 du Règlement 62-104	s.o.
OPA/OPR – Dépôt des documents par l'initiateur													par. 1 de l'art. 3.2 du Règlement 62-104	art. 98.7 de la Loi sur les valeurs mobilières et par. 1 de l'art. 5.1 du <i>Rule 62-504</i> de la CVMO
OPA/OPR – Dépôt des documents par l'émetteur visé													par. 2 de l'art. 3.2 du Règlement 62-104	par. 2 de l'art. 5.1 du <i>Rule 62-504</i> de la CVMO
OPA/OPR – Délai de dépôt													par. 3 de l'art. 3.2 du Règlement 62-104	par. 3 de l'art. 5.1 du <i>Rule 62-504</i> de la CVMO

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
OPA/OPR – Dépôt des conventions subséquentes					par. 4 de l'art. 3.2 du Règlement 62-104								par. 4 de l'art. 5.1 du <i>Rule 62-504</i> de la CVMO
OPA/OPR – Attestation de la note d'information					par. 1 de l'art. 3.3 du Règlement 62-104								par. 1 de l'art. 99
OPA/OPR – Signature de tous les administrateurs et dirigeants					par. 2 de l'art. 3.3 du Règlement 62-104								par. 2 de l'art. 99
OPA/OPR – Attestation de la circulaire des administrateurs					par. 3 de l'art. 3.3 du Règlement 62-104								par. 3 de l'art. 99
OPA/OPR – Attestation de la circulaire d'un dirigeant ou d'un administrateur					par. 4 de l'art. 3.3 du Règlement 62-104								par. 4 de l'art. 99
OPA/OPR – Obligation de fournir la liste des porteurs					par. 1 de l'art. 3.4 du Règlement 62-104								par. 1 de l'art. 99.1

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
OPA/OPR – Application de la Loi canadienne sur les sociétés par actions					par. 2 de l'art. 3.4 du Règlement 62-104								par. 2 de l'art. 99.1
OPA/OPR – Système d'alerte					art. 5.2 du Règlement 62-104								par. 1 à 4 de l'art. 102.1 de la Loi sur les valeurs mobilières et art. 7.1 du <i>Rule 62-504</i> de la CVMO
OPA/OPR – Acquisitions pendant la durée de l'offre					art. 5.3 du Règlement 62-104								par. 1 et 2 de l'art. 102.2 de la Loi sur les valeurs mobilières et par. 1 de l'art. 7.2 du <i>Rule 62-504</i> de la CVMO

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario	
OPA/OPR – Exemplaires du communiqué et de la déclaration													art. 5.5 du Règlement 62-104	par. 3 de l'art. 7.2 du <i>Rule 62-504</i> de la CVMO
Régime d'information multinational													Norme canadienne 71-101	
Régime de prospectus des organismes de placement collectif													Règlement 81-101 (sauf dispositions ci-dessous)	
Modification du prospectus simplifié provisoire													par. 1 de l'art. 2.2.1 du Règlement 81-101	par. 1 de l'art. 57
Transmission de la modification													art. 2.2.2 du Règlement 81-101	par. 3 de l'art. 57
Modification du prospectus simplifié													par. 1 de l'art. 2.2.3 du Règlement 81-101	par. 1 de l'art. 57
Modification du prospectus simplifié													par. 2 de l'art. 2.2.3 du Règlement 81-101	par. 2 de l'art. 57
Obligation de viser le prospectus													par. 3 de l'art. 2.2.3 du Règlement 81-101	par. 2.1 de l'art. 57
Interdiction de refuser le visa													par. 4 de l'art. 2.2.3 du Règlement 81-101	par. 2.1 de l'art. 57 et 3 de l'art. 61

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Date de caducité	art. 2.5 du Règlement 81-101												art. 62
Information sur les droits	art. 2.8 du Règlement 81-101												art. 60
Transmission du prospectus simplifié provisoire et liste de distribution	par. 3 de l'art. 3.2 du Règlement 81-101												art. 66 et 67
Attestation de l'OPC	par. 1 de l'art. 5.1.3 du Règlement 81-101												art. 58
Attestation du promoteur	par. 1 de l'art. 5.1.6 du Règlement 81-101												art. 58
Attestation de l'OPC constitué en personne morale	par. 1 de l'art. 5.1.7 du Règlement 81-101												art. 58
Obligations des organismes de placement collectif	Règlement 81-102												
Fonds marché à terme	Règlement 81-104												
Pratiques commerciales des organismes de placement collectif	Règlement 81-105												

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Information continue des fonds d'investissement	Règlement 81-106												
Comité d'examen indépendant	Règlement 81-107												
Inscription													
Obligation d'inscription à titre de courtier ou de placeur	sous-par. <i>a</i> et <i>d</i> du par. 1 de l'art. 34 (pas encore en vigueur)	sous-par. <i>a</i> des par. 1 et 2 de l'art. 75 (pas encore en vigueur)	sous-par. <i>a</i> du par. 1 de l'art. 27 (pas encore en vigueur)	sous-par. <i>a</i> et <i>d</i> du par. 1 de l'art. 6 (pas encore en vigueur)	art. 148 et 149 (pas encore en vigueur, modifiés)	sous-par. <i>a</i> du par. 1 de l'art. 31 (pas encore en vigueur)	par. <i>a</i> et <i>d</i> de l'art. 45 (pas encore en vigueur)	sous-par. <i>a</i> du par. 1 et par. 2 de l'art. 86 (pas encore en vigueur)	sous-par. <i>a</i> du par. 1 de l'art. 26 (pas encore en vigueur)	sous-par. <i>a</i> du par. 1 et par. 2 de l'art. 86 (pas encore en vigueur)			par. 1 de l'art. 25 (pas encore en vigueur)
Obligation d'inscription à titre de conseiller	sous-par. <i>b</i> du par. 1 de l'art. 34 (pas encore en vigueur)	sous-par. <i>b</i> des par. 1 et 2 de l'art. 75 (pas encore en vigueur)	sous-par. <i>b</i> du par. 1 de l'art. 27 (pas encore en vigueur)	sous-par. <i>b</i> du par. 1 de l'art. 6 (pas encore en vigueur)	art. 148 et 149 (pas encore en vigueur, modifiés)	sous-par. <i>a</i> du par. 2 de l'art. 31 (pas encore en vigueur)	par. <i>b</i> de l'art. 45 (pas encore en vigueur)	sous-par. <i>b</i> du par. 1 de l'art. 86 (pas encore en vigueur)	sous-par. <i>b</i> du par. 1 de l'art. 26 (pas encore en vigueur)	sous-par. <i>b</i> du par. 1 de l'art. 86 (pas encore en vigueur)			par. 2 de l'art. 25 (pas encore en vigueur)

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Obligation d'inscription à titre de gestionnaire de fonds d'investissement	sous-par. c du par. 1 de l'art. 34 (pas encore en vigueur)	sous-par. c du par. 1 de l'art. 75 (pas encore en vigueur)	sous-par. c du par. 1 de l'art. 27 (pas encore en vigueur)	sous-par. c du par. 1 de l'art. 6 (pas encore en vigueur)	art. 148 (pas encore en vigueur, modifié)	sous-par. a du par. 3 de l'art. 31 (pas encore en vigueur)	par. c de l'art. 45 (pas encore en vigueur)	par. 3 de l'art. 86 (pas encore en vigueur)	sous-par. c du par. 1 de l'art. 26 (pas encore en vigueur)	par. 3 de l'art. 86 (pas encore en vigueur)			par. 3 de l'art. 25 (pas encore en vigueur)
Fonds de garantie	art. 23 des <i>Securities Rules</i>	art. 28 des <i>ASC Rules (General)</i>	art. 23 des <i>Regulations</i>	s.o.	art. 196 du Règlement sur les valeurs mobilières (pas encore en vigueur, modifié)	art. 27 des <i>General Securities Rules</i>	s.o.	s.o.	art. 98 du <i>Regulation</i>	s.o.	s.o.		art. 110 du <i>Regulation 1015 (General)</i>
Obligations relatives aux dispenses d'inscription													
Notice d'offre en la forme prévue	par. 5 de l'art. 3.9 du Règlement 45-106												s.o.
Obligation de déposer la notice d'offre dans les délais prévus	par. 14 de l'art. 3.9 du Règlement 45-106												s.o.
Opérations sur titres – dispositions générales													
Courtier inscrit agissant pour compte propre	art. 51	s.o.	art. 45	art. 70	s.o.	art. 45	s.o.	s.o.	art. 40	s.o.	s.o.		art. 39

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Information sur les activités de relations avec les investisseurs	art. 52	s.o.					art. 62	s.o.					
Utilisation du nom d'une autre personne inscrite	art. 53	art. 99	art. 49	art. 73	s.o.	art. 49	art. 63	s.o.	art. 44	s.o.		art. 43	
Opérations sur contrats négociables (<i>exchange contracts</i>)													
Opération boursière sur contrats négociables dans le territoire	art. 58	art. 106 et 107	art. 40	s.o.			art. 70.1 (pas encore en vigueur)	s.o.					
Opération boursière sur contrats négociables hors du territoire	art. 59	art. 108 et 109	art. 41	s.o.			art. 70.2 (pas encore en vigueur)	s.o.					

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Prospectus													
Obligation de prospectus	art. 61	art. 110	art. 58	art. 37	art. 11 et 12	art. 58	par. 1 de l'art. 71	art. 94	art. 54	art. 94	art. 94 (pas encore en vigueur)		art. 53
Contenu du prospectus (exposé complet, véridique et clair)	art. 63	art. 113	art. 61	art. 41	art. 13 et 20	art. 61	art. 74	art. 99	art. 57	art. 99	art. 99 (pas encore en vigueur)		art. 56
Communications pendant la période d'attente	art. 78	art. 123	art. 73	art. 38	art. 21 et 22	art. 70	art. 82	art. 97	art. 66	art. 97	art. 97 (pas encore en vigueur)		par. 2 de l'art. 65
Obligation de transmettre le prospectus	art. 83	art. 129	art. 79	art. 64	art. 29, 30, 31 et 32	art. 76	art. 88	par. 1 de l'art. 101	art. 72	par. 1 de l'art. 101	par. 1 de l'art. 101 (pas encore en vigueur)		par. 1 de l'art. 71

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Obligations relatives aux dispenses de prospectus													
Notice d'offre en la forme prévue	par. 5 de l'art. 2.9 du Règlement 45-106											s.o.	
Obligation de déposer la notice d'offre dans les délais prévus	par. 14 de l'art. 2.9 du Règlement 45-106											s.o.	
Dépôt d'une déclaration de placement avec dispense	art. 139 des <i>Securities Rules</i> et art. 6.1 et 6.3 du Règlement 45-106	art. 129.1 des <i>ASC Rules (General)</i> et art. 6.1. et 6.3 du Règl. 45-106	art. 6.1 et 6.3 du Règlement 45-106	art. 7 du Règlement et art. 6.1 et 6.3 du Règlement 45-106	art. 6.1 et 6.3 du Règlement 45-106								
Information continue													
Vote par procuration	art. 118	art. 157	art. 96	art. 105	s.o.	art. 93	art. 102 et par. 2 de l'art. 103	s.o.	art. 88	s.o.		art. 87	
Exercice du droit de vote	art. 182 des <i>Securities Rules</i>	art. 104	art. 55	art. 79	art. 164 et 165	art. 55	par. 3 à 7 de l'art. 103	art. 163	art. 50	art. 163	art. 163 (pas encore en vigueur)		art. 49

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Déclarations d'initiés													
Déclaration d'initié à déposer par la personne qui devient initiée à l'égard d'un émetteur assujéti	par. 2 de l'art. 87, sauf en ce qui concerne les instruments financiers liés	par. 1 de l'art. 182	par. 1 de l'art. 116	art. 109	art. 96	par. 1 de l'art. 113 du <i>Securities Act</i> et art. 172 des <i>General Securities Rules</i>	par. 1 de l'art. 135	par. 1 de l'art. 1 du <i>Local Rule 55-501</i>	par. 1 de l'art. 108	par. 1 de l'art. 1 du Règlement 55-501	Règlement 55-501 (pas encore en vigueur)		par. 1 de l'art. 107
Déclaration d'initié à déposer lors de l'acquisition de titres ou d'un changement dans ceux-ci	par. 5 de l'art. 87, sauf en ce qui concerne les instruments financiers liés	par. 2 de l'art. 182	par. 2 de l'art. 116	art. 109	art. 97	par. 2 de l'art. 113	par. 2 de l'art. 135	par. 2 de l'art. 1 du <i>Local Rule 55-501</i>	par. 2 de l'art. 108	par. 2 de l'art. 1 du Règlement 55-501	Règlement 55-501 (pas encore en vigueur)		par. 2 de l'art. 107
Déclaration d'initié à déposer par la personne qui est réputée initiée	par. 6 de l'art. 87, sauf en ce qui concerne les instruments financiers liés	par. 3 de l'art. 182	par. 3 de l'art. 116	art. 109	art. 98	par. 4 de l'art. 113	par. 3 de l'art. 135	par. 3 de l'art. 1 du <i>Local Rule 55-501</i>	par. 3 de l'art. 108	par. 3 de l'art. 1 du Règlement 55-501	Règlement 55-501 (pas encore en vigueur)		par. 3 de l'art. 107
Délai de dépôt de la déclaration d'initié	art. 155.1 des <i>Securities Rules</i> , sauf en ce qui concerne les instruments financiers liés	art. 190 des <i>ASC Rules (General)</i>	par. 1 de l'art. 165 des <i>Regulations</i>	art. 109	art. 171, 171.1, 172 et 174 du Règlement sur les valeurs mobilières	art. 113	art. 5 de la Règle locale 11-502	par. 4 de l'art. 1 du <i>Local Rule 55-501</i>	art. 108	par. 4 de l'art. 1 du Règlement 55-501	Règlement 55-501 (pas encore en vigueur)		art. 107

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Déclaration de transfert	s.o.	par. 2 de l'art. 182	art. 117	s.o.	art. 102	art. 116	art. 136	s.o.	art. 109		s.o.		art. 108 de la Loi sur les valeurs mobilières et 167 du <i>Regulation 1015 (General)</i>
Déclaration du prête-nom	s.o.	art. 183	art. 118	s.o.	art. 103	art. 117		s.o.	art. 110		s.o.		art. 109 de la Loi sur les valeurs mobilières et 168 du <i>Regulation 1015 (General)</i>
Offres publiques d'achat et de rachat													
Recommandation du conseil d'administration	sous-par. a du par. 1 de l'art. 99	art. 160	art. 100	art. 90	art. 113 et 114	par. 2 de l'art. 105	art. 124	art. 108	art. 92	art. 108	art. 108 (pas encore en vigueur)		art. 95 et 96
Fonds d'investissement – opérations intéressées													
Placements des organismes de placement collectif	art. 121	art. 185	art. 120		s.o.	art. 119	art. 137	s.o.	art. 112		s.o.		art. 111
Placements indirects	art. 122	art. 186	art. 121		s.o.	art. 120	art. 138	s.o.	art. 113		s.o.		art. 112

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Frais de souscription de titres d'organismes de placement collectif	art. 124	art. 189	art. 124		s.o.	art. 123	art. 141	s.o.	art. 116		s.o.		art. 115
Rapport du gestionnaire de l'organisme de placement collectif	art. 126	art. 191	art. 126		s.o.	art. 125	art. 143	s.o.	art. 118		s.o.		art. 117
Restrictions aux opérations avec des personnes responsables	art. 127	art. 192	art. 127		s.o.	art. 126	art. 144	s.o.	art. 119		s.o.		art. 118
Divers													
Confidentialité	art. 169	art. 221	art. 152	par. <i>q</i> de l'art. 149	art. 296	art. 148	art. 198	art. 26	art. 140	art. 26	art. 26 (pas encore en vigueur)		art. 140

11. L'Annexe E de ce règlement est modifiée :

1° par l'insertion, après les mots « Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription approuvé par l'arrêté ministériel n° 2007-04 du 11 juillet 2007 », des suivants :

« Règlement 31-103 sur les obligations d'inscription approuvé par l'arrêté ministériel (*indiquer ici le numéro et la date de l'arrêté ministériel approuvant ce règlement*); »;

2° par le remplacement, après les mots « Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus », des mots « (*indiquer ici le numéro et la date de l'arrêté ministériel approuvant ce règlement*) » par « n° 2008-05 du 4 mars 2008 ».

12. Le présent règlement entre en vigueur le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement*).

ANNEXE D

DISPOSITIONS ÉQUIVALENTES

Sauf indication contraire, les dispositions indiquées sont celles de la Loi sur les valeurs mobilières du territoire concerné.

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
SEDAR	Règlement 13-101												
Fonctionnement du marché	Règlement 21-101 (seulement les parties 6, 7 à 11 en ce qui concerne les SNP, et 13)												
Règles de négociation	Règlement 23-101 (seulement les parties 4 et 8 à 11)												
Appariement et règlement des opérations institutionnelles	Règlement 24-101										s.o.	Règlement 24-101	
Base de données nationale d'inscription (BDNI)	Règlement 31-102												
Obligations d'inscription	Règlement 31-103 (sauf dispositions ci-dessous) (pas encore en vigueur)												
Catégories de courtiers et de placeurs	art. 2.1 du Règlement 31-103											par. 1 de l'art. 25 et 2 à 4 de l'art. 26	
Catégories de	art. 2.3 du Règlement 31-103											par. 2 de	

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
conseillers													l'art. 25 et 5 de l'art. 26
Catégorie de société de gestion	art. 2.6 du Règlement 31-103												par. 3 de l'art. 25
Catégories de personnes physiques	art. 2.7 du Règlement 31-103												par. 1 et 2 de l'art. 25
Inscription de la personne désignée responsable	par. 1 de l'art. 2.9 du Règlement 31-103	sous-par. c du par. 2 de l'art. 75 et art. 75.1 du <i>Securities Act</i> (pas encore en vigueur) et par. 1 de l'art. 2.9 du Règlement 31-103	par. 1 de l'art. 2.9 du Règlement 31-103		art. 149 de la Loi sur les valeurs mobilières (pas encore en vigueur, modifié) et par. 1 de l'art. 2.9 du Règlement 31-103	par. 1 de l'art. 2.9 du Règlement 31-103		art. 87 du <i>Securities Act</i> (pas encore en vigueur) et par. 1 de l'art. 2.9 du Règlement 31-103	sous-par. c du par. 2 de l'art. 26 et art. 26.1 du <i>Securities Act</i> (pas encore en vigueur) et par. 1 de l'art. 2.9 du Règlement 31-103		art. 87 de la Loi sur les valeurs mobilières (pas encore en vigueur) et par. 1 de l'art. 2.9 du Règlement 31-103		par. 4 de l'art. 21 de la Loi sur les valeurs mobilières (pas encore en vigueur) et par. 1 de l'art. 2.9 du Règlement 31-103
Inscription du chef de la conformité	par. 1 de l'art. 2.10 du Règlement 31-103	sous-par. c du par. 2 de l'art. 75 et art. 75.1 du <i>Securities Act</i> (pas encore en	par. 1 de l'art. 2.10 du Règlement 31-103		art. 149 de la Loi sur les valeurs mobilières (pas encore en vigueur, modifié) et par. 1 de	par. 1 de l'art. 2.10 du Règlement 31-103		art. 87 du <i>Securities Act</i> (pas encore en vigueur) et par. 1 de l'art. 2.10 du Règlement	sous-par. c du par. 2 de l'art. 26 et art. 26.1 du <i>Securities Act</i> (pas encore en vigueur) et		art. 87 de la Loi sur les valeurs mobilières (pas encore en vigueur) et par. 1 de l'art. 2.10 du Règlement 31-103		par. 5 de l'art. 21 de la Loi sur les valeurs mobilières (pas encore en vigueur) et par. 1 de

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
		vigueur) et par. 1 de l'art. 2.10 du Règlement 31-103			l'art. 2.10 du Règlement 31-103			31-103	par. 1 de l'art. 2.10 du Règlement 31-103				l'art. 2.10 du Règlement 31-103
Adhésion du courtier en épargne collective à l'ACCFM		art. 3.2 du Règlement 31-103			s.o.			art. 3.2 du Règlement 31-103					
Assurance – courtier en plan de bourses d'études seulement		art. 4.21 du Règlement 31-103			s.o.			art. 4.21 du Règlement 31-103					
Traitement des plaintes		art. 5.28 du Règlement 31-103			art. 168.1.1 de la Loi sur les valeurs mobilières et art. 5.28 du Règlement 31-103.			art. 5.28 du Règlement 31-103					
Traitement des plaintes		art. 5.29 du Règlement 31-103			art. 168.1.3 de la Loi sur les valeurs mobilières et art. 5.29 du Règlement 31-103.			art. 5.29 du Règlement 31-103					

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Traitement des plaintes	art. 5.30 du Règlement 31-103				art. 168.1.1 de la Loi sur les valeurs mobilières et art. 5.30 du Règlement 31-103	art. 5.30 du Règlement 31-103							
Traitement des plaintes	art. 5.31 du Règlement 31-103				art. 168.1.2 de la Loi sur les valeurs mobilières et art. 5.31 du Règlement 31-103	art. 5.31 du Règlement 31-103							
Suspension de l'autorisation de l'ACCOVAM	art. 7.3 du Règlement 31-103												
Suspension de l'autorisation de l'ACCFM	art. 7.4 du Règlement 31-103				s.o.	art. 7.4 du Règlement 31-103							
Conseils généraux	par. 2 de l'art. 8.14 du Règlement 31-103												
Conflits d'intérêts chez les placeurs	Règlement 33-105												
Renseignements sur l'inscription	Règlement 33-109												
Information à fournir dans le	Règlement 41-101 (sauf dispositions ci-dessous)												

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
prospectus													
Attestation de l'émetteur						par. 1 de l'art. 5.3 du Règlement 41-101							art. 58
Attestation de l'émetteur constitué sous forme de société par actions						par. 1 de l'art. 5.4 du Règlement 41-101							art. 58
Attestation de l'émetteur visé par une prise de contrôle inversée						art. 5.8 du Règlement 41-101							s.o.
Attestation du placeur						par. 1 de l'art. 5.9 du Règlement 41-101							par. 1 de l'art. 59
Attestation du promoteur						par. 1 de l'art. 5.11 du Règlement 41-101							par. 1 de l'art. 58
Transmission de la modification						art. 6.4 du Règlement 41-101							par. 3 de l'art. 57
Modification du prospectus provisoire						par. 1 de l'art. 6.5 du Règlement 41-101							par. 1 de l'art. 57
Modification du prospectus définitif						par. 1 de l'art. 6.6 du Règlement 41-101							par. 1 de l'art. 57
Modification du prospectus définitif						par. 2 de l'art. 6.6 du Règlement 41-101							par. 2 de l'art. 57
Obligation de viser le prospectus						par. 3 de l'art. 6.6 du Règlement 41-101							par. 2.1 de l'art. 57

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Interdiction de refuser le visa	par. 4 de l'art. 6.6 du Règlement 41-101												par. 2.1 de l'art. 57 et par. 3 de l'art. 61
Interdiction de placer des titres	par. 5 de l'art. 6.6 du Règlement 41-101												par. 2.2 de l'art. 57
Transmission du prospectus provisoire et liste de distribution	art. 16.1 du Règlement 41-101												art. 66 et 67
<u>Date de caducité</u>	art. 17.2 du Règlement 41-101												art. 62
Information sur les droits	art. 18.1 du Règlement 41-101												art. 60
Information concernant les projets miniers	Règlement 43-101												
Obligations relatives au placement de titres au moyen d'un prospectus simplifié	Règlement 44-101												
Obligations relatives au placement de titres au moyen d'un prospectus préalable	Règlement 44-102												
Fixation du prix après le visa	Règlement 44-103												

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Obligations relatives aux placements de droits de souscription, d'échange ou de conversion	Règlement 45-101												
Revente de titres	Règlement 45-102												
Information concernant les activités pétrolières et gazières	Règlement 51-101										s.o.	Règlement 51-101	
Obligations d'information continue	Règlement 51-102 (sauf dispositions ci-dessous)										s.o.	Règlement 51-102 (sauf dispositions ci-dessous)	
Annonce publique du changement important	art. 7.1 du Règlement 51-102										s.o.	art. 75 de la Loi sur les valeurs mobilières et par. 1.1 de l'art. 3 du <i>Regulation 1015 (General)</i>	
Principes comptables,	Règlement 52-107 (sauf dispositions ci-dessous)												

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
normes de vérification et monnaies de présentation													
Principes comptables acceptables	art. 3.1 du Règlement 52-107											par. 1 de l'art. 2 du Regulation 1015 (General) et art. 3.1 du Règlement 52-107	
Surveillance des vérificateurs	Règlement 52-108												
Attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires	Règlement 52-109												
Comité de vérification	Règlement 52-110												
Communication avec les propriétaires véritables	Règlement 54-101										s.o.	Règlement 54-101	
Système électronique de déclaration des initiés	Norme canadienne 55-102										s.o.	Norme canadienne 55-102	

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
(SEDI)													
Déclarations d'initiés pour certaines opérations sur dérivés (MA) – Exigence de déclaration	par. 2, 5 et 6 de l'art. 87				art. 2.1 du Règlement 55-103							s.o.	art. 2.1 du Règlement 55-103
MA – Contrats demeurant en vigueur	art. 87.1				art. 2.3 du Règlement 55-103							s.o.	art. 2.3 du Règlement 55-103
MA – Contrats en vigueur conclus avant de devenir initié	par. 2 et 6 de l'art. 87				art. 2.4 du Règlement 55-103							s.o.	art. 2.4 du Règlement 55-103
MA – Forme et moment de la déclaration	par. 2, 5 et 6 de l'art. 87 du <i>Securities Act</i> et par. 1 à 3 de l'art. 155.1 des <i>Securities Rules</i>				art. 3.1 du Règlement 55-103							s.o.	art. 3.1 du Règlement 55-103
MA – Forme et moment de la	art. 87.1 du <i>Securities Act</i> et par. 4				art. 3.2 du Règlement 55-103							s.o.	art. 3.2 du Règlement 55-103

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
déclaration pour les contrats en vigueur	de l'art. 155.1 des <i>Securities Rules</i>												
MA – Forme et moment de la déclaration pour les contrats en vigueur conclus avant de devenir initié	par. 2 et 6 de l'art. 87 du <i>Securities Act</i> et par. 1 et 3 de l'art. 155.1 des <i>Securities Rules</i>				art. 3.3 du Règlement 55-103							s.o.	art. 3.3 du Règlement 55-103
Information concernant les pratiques en matière de gouvernance					Règlement 58-101							s.o.	Règlement 58-101
Mesures de protection des porteurs minoritaires lors d'opérations particulières		s.o. Règlement 61-101			Règlement 61-101				s.o.				Règlement 61-101
Système d'alerte et questions connexes touchant les offres					Règlement 62-103							s.o.	Règlement 62-103

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
publiques et les déclarations d'initiés													
Obligations relatives aux offres publiques d'achat et de rachat (OPA/OPR) – Restrictions sur les acquisitions pendant la durée d'une offre publique d'achat	par. 1 de l'art. 2.2 du Règlement 62-104											par. 1 de l'art. 93.1	
OPA/OPR – Restrictions sur les acquisitions pendant la durée d'une offre publique de rachat	par. 1 de l'art. 2.3 du Règlement 62-104											par. 4 de l'art. 93.1	
OPA/OPR – Restrictions sur les acquisitions antérieures à une offre publique d'achat	par. 1 de l'art. 2.4 du Règlement 62-104											par. 1 de l'art. 93.2	
OPA/OPR – Restrictions sur les acquisitions	art. 2.5 du Règlement 62-104											par. 1 de l'art. 93.3	

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
postérieures à une offre													
OPA/OPR – Restrictions sur les ventes pendant la durée de l'offre					par. 1 de l'art. 2.7 du Règlement 62-104								par. 1 de l'art. 97.3
OPA/OPR – Offre ouverte à tous les porteurs					art. 2.8 du Règlement 62-104								art. 94
OPA/OPR – Lancement de l'offre					art. 2.9 du Règlement 62-104								par. 1 et 2 de l'art. 94.1
OPA/OPR – Note d'information					art. 2.10 du Règlement 62-104								par. 1 à 4 de l'art. 94.2 de la Loi sur les valeurs mobilières et art. 3.1 du <i>Rule 62-504</i> de la CVMO
OPA/OPR – Changement dans l'information					par. 1 de l'art. 2.11 du Règlement 62-104								par. 1 de l'art. 94.3
OPA/OPR – Avis de changement					par. 4 de l'art. 2.11 du Règlement 62-104								par. 4 de l'art. 94.3 de la Loi sur les

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
													valeurs mobilières et art. 3.4 du <i>Rule 62-504</i> de la CVMO
OPA/OPR – Modification des conditions					par. 1 de l'art. 2.12 du Règlement 62-104								par. 1 de l'art. 94.4
OPA/OPR – Avis de modification					par. 2 de l'art. 2.12 du Règlement 62-104								par. 2 de l'art. 94.4 de la Loi sur les valeurs mobilières et art. 3.4 du <i>Rule 62-504</i> de la CVMO
OPA/OPR – Date d'expiration de l'offre en cas d'avis de modification					par. 3 de l'art. 2.12 du Règlement 62-104								par. 3 de l'art. 94.4
OPA/OPR – Aucune modification après la clôture de l'offre					par. 5 de l'art. 2.12 du Règlement 62-104								par. 5 de l'art. 94.4
OPA/OPR –					art. 2.13 du Règlement 62-104								art. 94.5

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Dépôt et transmission de l'avis de changement ou de modification													
OPA/OPR – Changement ou modification à l'offre publique d'achat annoncée					par. 1 de l'art. 2.14 du Règlement 62-104								par. 1 de l'art. 94.6
OPA/OPR – Consentement de l'expert – note d'information					par. 2 de l'art. 2.15 du Règlement 62-104								par. 1 de l'art. 94.7
OPA/OPR – Transmission et date des documents d'offre					par. 1 de l'art. 2.16 du Règlement 62-104								par. 1 de l'art. 94.8
OPA/OPR – Établissement et transmission de la circulaire des administrateurs					art. 2.17 du Règlement 62-104								par. 1 à 4 de l'art. 95 de la Loi sur les valeurs mobilières et art. 3.2 du <i>Rule 62-504</i> de la CVMO
OPA/OPR –					art. 2.18 du Règlement 62-104								par. 1 et 2

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Avis de changement													de l'art. 95.1 de la Loi sur les valeurs mobilières et art. 3.4 du <i>Rule 62-504</i> de la CVMO
OPA/OPR – Dépôt de la circulaire des administrateurs ou de l'avis de changement													art. 2.19 du Règlement 62-104 art. 95.2
OPA/OPR – Changement dans l'information de la circulaire d'un administrateur ou d'un dirigeant ou de l'avis de changement													par. 2 de l'art. 96
OPA/OPR – Forme de la circulaire d'un administrateur ou d'un													par. 3 de l'art. 96 de la Loi sur les valeurs mobilières

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
dirigeant ou de l'avis de changement													et art. 3.3 du <i>Rule 62-504</i> de la CVMO
OPA/OPR – Envoi de la circulaire d'un administrateur ou d'un dirigeant ou de l'avis de changement aux porteurs													par. 5 de l'art. 96
OPA/OPR – Envoi à l'initiateur et dépôt de la circulaire d'un administrateur ou d'un dirigeant ou de l'avis de changement													par. 6 de l'art. 96
OPA/OPR – Forme de l'avis de changement relatif à la circulaire d'un administrateur ou d'un dirigeant													par. 7 de l'art. 96 de la Loi sur les valeurs mobilières et art. 3.4 du <i>Rule 62-504</i> de

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
													la CVMO
OPA/OPR – Consentement de l'expert – circulaire des administrateurs etc.					art. 2.21 du Règlement 62-104								art. 96.1
OPA/OPR – Transmission et date des documents de l'émetteur visé					par. 1 de l'art. 2.22 du Règlement 62-104								par. 1 de l'art. 96.2
OPA/OPR – Contrepartie					par. 1 de l'art. 2.23 du Règlement 62-104								par. 1 de l'art. 97
OPA/OPR – Surenchère					par. 3 de l'art. 2.23 du Règlement 62-104								par. 3 de l'art. 97
OPA/OPR – Interdiction de conclure une convention accessoire					art. 2.24 du Règlement 62-104								par. 1 de l'art. 97.1
OPA/OPR – Réduction proportionnelle, prise de livraison et règlement					par. 1 de l'art. 2.26 du Règlement 62-104								par. 1 de l'art. 97.2
OPA/OPR – Financement					par. 1 de l'art. 2.27 du Règlement 62-104								par. 1 de l'art. 97.3
OPA/OPR – Délai minimal					art. 2.28 du Règlement 62-104								par. 1 de l'art. 98

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
pour le dépôt													
OPA/OPR – Interdiction de prendre livraison					art. 2.29 du Règlement 62-104								par. 2 de l'art. 98
OPA/OPR – Prise de livraison et règlement des titres déposés					art. 2.32 du Règlement 62-104								art. 98.3
OPA/OPR – Retour des titres déposés					art. 2.33 du Règlement 62-104								art. 98.5
OPA/OPR – Communiqué à la clôture de l'offre					art. 2.34 du Règlement 62-104								art. 98.6
OPA/OPR – Langue des documents d'offre					art. 3.1 du Règlement 62-104								s.o.
OPA/OPR – Dépôt des documents par l'initiateur					par. 1 de l'art. 3.2 du Règlement 62-104								art. 98.7 de la Loi sur les valeurs mobilières et par. 1 de l'art. 5.1 du <i>Rule 62-504</i> de la CVMO
OPA/OPR –					par. 2 de l'art. 3.2 du Règlement 62-104								par. 2 de

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Dépôt des documents par l'émetteur visé													l'art. 5.1 du <i>Rule 62-504</i> de la CVMO
OPA/OPR – Délai de dépôt													par. 3 de l'art. 5.1 du <i>Rule 62-504</i> de la CVMO
OPA/OPR – Dépôt des conventions subséquentes													par. 4 de l'art. 5.1 du <i>Rule 62-504</i> de la CVMO
OPA/OPR – Attestation de la note d'information													par. 1 de l'art. 99
OPA/OPR – Signature de tous les administrateurs et dirigeants													par. 2 de l'art. 99
OPA/OPR – Attestation de la circulaire des administrateurs													par. 3 de l'art. 99
OPA/OPR – Attestation de la circulaire d'un dirigeant ou													par. 4 de l'art. 99

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
d'un administrateur													
OPA/OPR – Obligation de fournir la liste des porteurs					par. 1 de l'art. 3.4 du Règlement 62-104								par. 1 de l'art. 99.1
OPA/OPR – Application de la Loi canadienne sur les sociétés par actions					par. 2 de l'art. 3.4 du Règlement 62-104								par. 2 de l'art. 99.1
OPA/OPR – Système d'alerte					art. 5.2 du Règlement 62-104								par. 1 à 4 de l'art. 102.1 de la Loi sur les valeurs mobilières et art. 7.1 du <i>Rule 62-504</i> de la CVMO
OPA/OPR – Acquisitions pendant la durée de l'offre					art. 5.3 du Règlement 62-104								par. 1 et 2 de l'art. 102.2 de la Loi sur les valeurs mobilières et par. 1 de l'art. 7.2 du <i>Rule 62-504</i>

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
													de la CVMO
OPA/OPR – Exemplaires du communiqué et de la déclaration						art. 5.5 du Règlement 62-104							par. 3 de l'art. 7.2 du <i>Rule 62-504</i> de la CVMO
Régime d'information multinational						Norme canadienne 71-101							
Régime de prospectus des organismes de placement collectif						Règlement 81-101 (sauf dispositions ci-dessous)							
Modification du prospectus simplifié provisoire						par. 1 de l'art. 2.2.1 du Règlement 81-101							par. 1 de l'art. 57
Transmission de la modification						art. 2.2.2 du Règlement 81-101							par. 3 de l'art. 57
Modification du prospectus simplifié						par. 1 de l'art. 2.2.3 du Règlement 81-101							par. 1 de l'art. 57
Modification du prospectus simplifié						par. 2 de l'art. 2.2.3 du Règlement 81-101							par. 2 de l'art. 57
Obligation de viser le prospectus						par. 3 de l'art. 2.2.3 du Règlement 81-101							par. 2.1 de l'art. 57
Interdiction de						par. 4 de l'art. 2.2.3 du Règlement 81-101							par. 2.1 de

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
refuser le visa													l'art. 57 et 3 de l'art. 61
Date de caducité						art. 2.5 du Règlement 81-101							art. 62
Information sur les droits						art. 2.8 du Règlement 81-101							art. 60
Transmission du prospectus simplifié provisoire et liste de distribution						par. 3 de l'art. 3.2 du Règlement 81-101							art. 66 et 67
Attestation de l'OPC						par. 1 de l'art. 5.1.3 du Règlement 81-101							art. 58
Attestation du promoteur						par. 1 de l'art. 5.1.6 du Règlement 81-101							art. 58
Attestation de l'OPC constitué en personne morale						par. 1 de l'art. 5.1.7 du Règlement 81-101							art. 58
Obligations des organismes de placement collectif						Règlement 81-102							
Fonds marché à terme						Règlement 81-104							
Pratiques commerciales des organismes de placement collectif						Règlement 81-105							
Information						Règlement 81-106							

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
continue des fonds d'investissement													
Comité d'examen indépendant	Règlement 81-107												
Inscription													
Obligation d'inscription à titre de courtier ou de placeur	sous-par. <u>a et d</u> du par. 1 de l'art. 34 (<u>pas encore en vigueur</u>)	sous-par. <u>a des</u> par. 1 <u>et 2</u> de l'art. 75 (<u>pas encore en vigueur</u>)	sous-par. <u>a du par. 1</u> de l'art. 27 (<u>pas encore en vigueur</u>)	sous-par. <u>a et d du par. 1</u> de l'art. 6 (<u>pas encore en vigueur</u>)	art. 148 et 149 (<u>pas encore en vigueur, modifiés</u>)	sous-par. <u>a</u> du par. 1 de l'art. 31 (<u>pas encore en vigueur</u>)	par. <u>a et d</u> de l'art. 45 (<u>pas encore en vigueur</u>)	sous-par. <u>a</u> du par. 1 <u>et par. 2</u> de l'art. 86 (<u>pas encore en vigueur</u>)	sous-par. <u>a</u> du par. 1 de l'art. 26 (<u>pas encore en vigueur</u>)	sous-par. <u>a</u> du par. 1 <u>et par. 2</u> de l'art. 86 art. 4 art. 4 (<u>pas encore en vigueur</u>)			sous-par. <u>a</u> du par. 1 de l'art. 25 (<u>pas encore en vigueur</u>)
Obligation d'inscription à titre de placeur	sous-par. <u>b</u> du par. 1 de l'art. 34	sous-par. <u>a</u> du par. 1 de l'art. 75	s.o.	par. 1 de l'art. 6	art. 148	sous-par. <u>b</u> du par. 1 de l'art. 31	s.o.	par. 2 de l'art. 86	sous-par. <u>b</u> du par. 1 de l'art. 26	par. 2 de l'art. 86	s.o.	s.o.	sous-par. <u>a</u> du par. 1 de l'art. 25
Obligation d'inscription à titre de conseiller	sous-par. <u>e</u> du par. 1 de l'art. 34 (<u>pas encore en vigueur</u>)	sous-par. <u>b des</u> par. 1 <u>et 2</u> de l'art. 75 (<u>pas encore en vigueur</u>)	sous-par. <u>e</u> du par. 1 de l'art. 27 (<u>pas encore en vigueur</u>)	sous-par. <u>7b du par. 1</u> de l'art. 6 (<u>pas encore en vigueur</u>)	art. 148 et 149 (<u>pas encore en vigueur, modifiés</u>)	sous-par. <u>e</u> du par. 1 <u>et 2</u> de l'art. 31 (<u>pas encore en vigueur</u>)	par. <u>b</u> de l'art. 45 (<u>pas encore en vigueur</u>)	sous-par. <u>b</u> du par. 1 de l'art. 86 (<u>pas encore en vigueur</u>)	sous-par. <u>e</u> du par. 1 de l'art. 26 (<u>pas encore en vigueur</u>)	sous-par. <u>b</u> du par. 1 de l'art. 86 art. 4 art. 4 (<u>pas encore en vigueur</u>)			sous-par. <u>e</u> du par. 1 <u>et 2</u> de l'art. 25 (<u>pas encore en vigueur</u>)

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Obligation d'inscription à titre de gestionnaire de fonds d'investissement	sous-par. c du par. 1 de l'art. 34 (pas encore en vigueur)	sous-par. c du par. 1 de l'art. 75 (pas encore en vigueur)	sous-par. c du par. 1 de l'art. 27 (pas encore en vigueur)	sous-par. c du par. 1 de l'art. 6 (pas encore en vigueur)	art. 148 (pas encore en vigueur, modifié)	sous-par. a du par. 3 de l'art. 31 (pas encore en vigueur)	par. c de l'art. 45 (pas encore en vigueur)	par. 3 de l'art. 86 (pas encore en vigueur)	sous-par. c du par. 1 de l'art. 26 (pas encore en vigueur)	par. 3 de l'art. 86 (pas encore en vigueur)			par. 3 de l'art. 25 (pas encore en vigueur)
Fonds de garantie	art. 23 des <i>Securities Rules</i>	art. 28 des <i>ASC Rules (General)</i>	art. 23 des <i>Regulations</i>	s.o.	art. 196 du <i>Règlement sur les valeurs mobilières</i> (pas encore en vigueur, modifié)	art. 27 des <i>General Securities Rules</i>	s.o.	art. 98 du <i>Regulation</i>	s.o.	s.o.			art. 110 du <i>Regulation 1015 (General)</i>
Obligations relatives aux dispenses d'inscription													
Notice d'offre en la forme prévue	par. 5 de l'art. 3.9 du Règlement 45-106												s.o.
Obligation de déposer la notice d'offre dans les délais prévus	par. 14 de l'art. 3.9 du Règlement 45-106												s.o.
Opérations sur titres – dispositions générales													
Courtier inscrit agissant pour compte propre	art. 51	art. 94o.	art. 45	art. 70	arts. 163 de la Loi sur les valeurs mobilières et 234.3 du Règlement sur les	art. 45	art. 59s.o.	art. 40	s.o.s.o.s.o.	s.o.s.o.s.o.			art. 39

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
					valeurs mobilières.								
Information sur les activités de relations avec les investisseurs	art. 52	s.o.s.o.s.o.s.o.s.o.			art. 62	s.o.				s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Utilisation du nom d'une autre personne inscrite	art. 53	art. 99	art. 49	art. 73	s.o.	art. 49	art. 63	s.o.	art. 44	s.o.s.o.s.o.			art. 43
Opérations sur contrats négociables (exchange contracts)													
Opération boursière sur contrats négociables dans le territoire	art. 58	art. 106 et 107	art. 40	s.o.s.o.s.o.		s.o.		s.o.		s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Opération boursière sur contrats négociables hors du territoire	art. 59	art. 108 et 109	art. 41	s.o.s.o.s.o.		s.o.		s.o.		s.o.	s.o.	s.o.	s.o.

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario			
Prospectus																
Obligation de prospectus	art. 61	art. 110	art. 58	art. 37	art. 11 et 12	art. 58	par. 1 de l'art. 71	art. 94	art. 54	art. 94	art. 27 art. 27 94 (pas encore en vigueur)		art. 53			
Contenu du prospectus (exposé complet, véridique et clair)	art. 63	art. 113	art. 61	art. 41	art. 13 et 20	art. 61	art. 74	art. 99	art. 57	art. 99	s.o.s.o. art. 99 (pas encore en vigueur)		art. 56			
Communication * Communi- cations pendant la période d'attente	art. 78	art. 123	art. 73	art. 38	art. 21 et 22	art. 70	art. 82	art. 97	art. 66	art. 97	s.o.s.o. art. 97 (pas encore en vigueur)		par. 2 de l'art. 65			
Obligation de transmettre le prospectus	art. 83	art. 129	art. 79	art. 64	art. 29, 30, 31 et 32	art. 76	art. 88	par. 1 de l'art. 101	art. 72	par. 1 de l'art. 101	par. 1 de l'art. 28 art. 28 101 (pas encore en vigueur)		par. 1 de l'art. 71			
Obligations relatives aux dispenses de prospectus																
Dépôt des documents Notic e d'information sous le régime d'une dispense offre en la forme prévue	s.o. art. 127.2 des ASC Rules art. 80.1 s.o. art. 37.2 par. 5 de l'art. 2.9 du Règlement sur les valeurs mobilières s.o. art. 2.3 de la Règle locale 45-802 s.o.s.o.s.o.s.o.s.o. 45-106															
Obligation de déposer la notice d'offre dans les délais prévus	par. 14 de l'art. 2.9 du Règlement 45-106												s.o.			
Dépôt	art. 139	art.	art. 6.1 et	art. 7 du	art. 6.1 et 6.3 du Règlement 45-106				art. 6.1	art. 6.1	art. 6.1	art. 6.1	art. 6	s.o.	s.o.	art. 7.1

Disposition		Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
d'une déclaration de placement avec dispense	des <i>Securities Rules</i> et art. 6.1 et 6.3 du Règlement 45-106	129.1 des <i>ASC Rules (General)</i> et art. 6.1. et 6.3 du Règl. 45-106	6.3 du Règlement 45-106	Règlement et art. 6.1 et 6.3 du Règlement 45-106						et 6.3 du Règlement 45-106	et 6.3 du Règlement 45-106	et 6.3 du Règlement 45-106	et 6.3 du Règlement 45-106	du <i>Rule 45-501</i> de la <i>CVMO</i> et art. 6.1 et 6.3 du Règlement 45-106
Information continue														
Vote par procuration	art. 118	art. 157	art. 96	art. 105	s.o.	art. 93	art. 102 et par. 2 de l'art. 103	s.o.	art. 88	s.o.s.o.s.o.			art. 87	
Exercice du droit de vote	art. 182 des <i>Securities Rules</i>	art. 104	art. 55	art. 79	art. 164 <u>et</u> <u>165</u>	art. 55	par. 3 à 7 de l'art. 103	art. 163	art. 50	art. 163	s.o.s.o. <u>art. 163 (pas encore en vigueur)</u>		art. 49	
Déclarations d'initiés														
Déclaration d'initié à déposer par la personne qui devient initiée à l'égard d'un émetteur assujéti	par. 2 de l'art. 87, sauf en ce qui concerne les instruments financiers liés	par. 1 de l'art. 182	par. 1 de l'art. 116	art. 109	art. 96	par. 1 de l'art. 113 du <i>Securities Act</i> et art. 172 des <i>General Securities Rules</i>	par. 1 de l'art. 135	par. 1 de l'art. 1 du <i>Local Rule 55-501</i>	par. 1 de l'art. 108	s.o. <u>par. 1 de l'art. 1 du Règlement 55-501</u>	s.o.s.o. <u>Règlement 55-501 (pas encore en vigueur)</u>		par. 1 de l'art. 107	
Déclaration d'initié à	par. 5 de l'art. 87, sauf en ce	par. 2 de l'art. 182	par. 2 de l'art. 116	art. 109	art. 97	par. 2 de l'art. 113	par. 2 de l'art. 135	par. 2 de l'art. 1 du	par. 2 de l'art. 108	s.o. <u>par. 2 de l'art.</u>	s.o.s.o. <u>Règlement 55-501</u>		par. 2 de l'art. 107	

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
déposer lors de l'acquisition de titres ou d'un changement dans ceux-ci	qui concerne les instruments financiers liés							<i>Local Rule 55-501</i>		1 du Règlement 55-501	(pas encore en vigueur)		
Déclaration d'initié à déposer par la personne qui est réputée initiée	par. 6 de l'art. 87, sauf en ce qui concerne les instruments financiers liés	par. 3 de l'art. 182	par. 3 de l'art. 116	art. 109	art. 98	par. 4 de l'art. 113	par. 3 de l'art. 135	par. 3 de l'art. 1 du <i>Local Rule 55-501</i>	par. 3 de l'art. 108	s.o. par. 3 de l'art. 1 du Règlement 55-501	s.o. Règlement 55-501 (pas encore en vigueur)		par. 3 de l'art. 107
Délai de dépôt de la déclaration d'initié	art. 155.1 des <i>Securities Rules</i> , sauf en ce qui concerne les instruments financiers liés	art. 190 des <i>ASC Rules (General)</i>	par. 1 de l'art. 165 des <i>Regulations</i>	art. 109	art. 171, 171.1, 172 et 174 du Règlement sur les valeurs mobilières	art. 113	art. 5 de la Règle locale 11-502	par. 4 de l'art. 1 du Local Rule 55-501	art. 108	s.o. par. 4 de l'art. 1 du Règlement 55-501	s.o. Règlement 55-501 (pas encore en vigueur)		art. 107
Déclaration de transfert	s.o.	par. 2 de l'art. 182	art. 117	s.o.	art. 102	art. 116	art. 136	s.o.	art. 109		s.o.		art. 108 de la Loi sur les valeurs mobilières et 167 du <i>Regulation 1015 (General)</i>
Déclaration du prête-nom	s.o.	art. 183	art. 118	s.o.	art. 103	art. 117		s.o.	art. 110		s.o.		art. 109 de la Loi sur les valeurs mobilières et 168 du

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
													Regulation 1015 (General)
Offres publiques d'achat et de rachat													
Recommandation du conseil d'administration	sous-par. a du par. 1 de l'art. 99	art. 160	art. 100	art. 90	art. 113 et 114	par. 2 de l'art. 105	art. 124	art. 108	art. 92	art. 108	s.o.s.o. art. 108 (pas encore en vigueur)		art. 95 et 96
Fonds d'investissement – opérations intéressées													
Placements des organismes de placement collectif	art. 121	art. 185	art. 120	s.o. art. 236 du Règlement sur les valeurs mobilières	art. 119	art. 137	s.o.	art. e. 112			s.o.s.o. s.o.		art. 111
Placements indirects	art. 122	art. 186	art. 121	s.o.s.o.	art. 120	art. 138	s.o.	art. e. 113			s.o.s.o. s.o.		art. 112
Frais de souscription de titres d'organismes de placement collectif	art. 124	art. 189	art. 124	s.o.s.o.	art. 123	art. 141	s.o.	art. e. 116			s.o.s.o. s.o.		art. 115
Rapport du gestionnaire de l'organisme de placement collectif	art. 126	art. 191	art. 126	s.o.s.o.	art. 125	art. 143	s.o.	art. e. 118			s.o.s.o. s.o.		art. 117
Restrictions aux opérations avec des personnes responsables	art. 127	art. 192	art. 127	s.o. art. 236 du Règlement sur les valeurs mobilières	art. 126	art. 144	s.o.	art. e. 119			s.o.s.o. s.o.		art. 118

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Divers													
Confidentialité	art. 169	art. 221	art. 152	par. 9 de l'art. 149	art. 296	art. 148	art. 198	art. 26	art. 140	art. 25 26	art. 44 art. 44 26 (pas encore en vigueur)		art. 140
Principes comptables, normes de vérification et obligations d'information (sauf ceux prévus par le Règlement 52-107)	par. 3 de l'art. 3 des <i>Securities Rules</i>	s.o.	s.o.	s.o.	art. 116 et 121 du Règlement sur les valeurs mobilières	par. 4 de l'art. 3 du <i>Reg-</i>	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	par. 1 de l'art. 2 du <i>Regulation 1015 (General)</i>

Document comparison done by DeltaView on 9 juillet, 2008 13:52:21

Input:	
Document 1	file:///F:/CVMQ/76Adminis/6_Traduction/R É G L E M E N T A T I O N/Travaux A-F/11-102/TQP final 2008/Versions arrêté (word)/Annexe D 24-01-08 ACVM (06-02-08 à MF) (arrêté) Q F.doc
Document 2	file:///F:/CVMQ/76Adminis/6_Traduction/R É G L E M E N T A T I O N/Travaux A-F/11-102/Inscript consult juin 2008/AMF/11-102 Modif. Annexe D 04-07-08 (Q) F.doc
Rendering set	Standard

Legend:	
<u>Insertion</u>	
Deletion	
<u>Moved from</u>	
<u>Moved to</u>	
Style change	
Format change	
Moved deletion	
Inserted cell	
Deleted cell	
Moved cell	
Split/Merged cell	
Padding cell	

Statistics:	
	Count
Insertions	248
Deletions	189
Moved from	0
Moved to	0

Style change	0
Format changed	0
Total changes	437

INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 11-102 SUR LE RÉGIME DE PASSEPORT

PARTIE 1 OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1.1. Définitions

Dans la présente instruction générale, on entend par :

« Annexe 33-109A2 » : l'Annexe 33-109A2, Modification ou abandon de catégories d'inscription, du Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription;

« Annexe 33-109A5 » : l'Annexe 33-109A5, Modification des renseignements contenus dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 ou à l'Annexe 33-109A6;

« Annexe 33-109A6 » : l'Annexe 33-109A6, Demande d'inscription à titre de courtier, de conseiller ou de société de gestion (valeurs mobilières et (ou) dérivés);

« autorité autre que l'autorité principale » : par rapport à une personne, l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable d'un autre territoire que le territoire principal;

« BDNI » : la Base de données nationale d'inscription au sens du Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription;

« conditions » : les conditions, restrictions ou obligations auxquelles l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable subordonne l'inscription d'une société ou d'une personne physique;

« format de substitution » : un format de présentation de renseignements différent du format BDNI au sens du Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription;

« Instruction générale 11-202 » : l'Instruction générale 11-202 relative à l'examen du prospectus dans plusieurs territoires;

« Instruction générale 11-203 » : l'Instruction générale 11-203 relative au traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires;

« Instruction générale 11-204 » : l'Instruction générale 11-204 relative à l'inscription dans plusieurs territoires;

« Instruction générale 33-109 » : l'Instruction générale relative au Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription;

« personne physique canadienne » : toute personne physique dont le bureau principal est situé au Canada;

« Règlement 11-101 » : le Règlement 11-101 sur le régime de l'autorité principale;

« Règlement 31-103 » : le Règlement 31-103 sur les obligations d'inscription;

« Règlement 33-109 » : le Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription;

« société canadienne » : toute société dont le siège est situé au Canada;

« territoire autre que le territoire principal » : par rapport à une personne, un autre territoire que le territoire principal.

1.2. Définitions supplémentaires

Les expressions employées dans la présente instruction générale et définies dans l'Instruction générale 11-~~202~~et 202, l'Instruction générale 11-203 et l'Instruction générale 11-204 s'entendent au sens défini dans celles-ci.

1.3. Objet

1) Observations générales

Le *Règlement 11-102 sur le régime de passeport* (le « règlement ») et la présente instruction générale mettent en œuvre ~~une partie du~~ régime de passeport prévu par le protocole d'entente provincial-territorial sur la réglementation des valeurs mobilières.

Le règlement offre à tous les participants au marché un guichet unique pour accéder aux marchés des capitaux dans plusieurs territoires. Sous son régime, toute personne peut obtenir ce qui suit dans d'autres territoires (sauf l'Ontario) en ne traitant qu'avec sa propre autorité principale :

- un visa réputé octroyé pour le prospectus provisoire et le prospectus;
- des dispenses automatiques équivalentes à la plupart des types de dispenses discrétionnaires accordées par l'autorité principale;

- [l'inscription automatique.](#)

2) ~~Ontario~~

~~La Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (« CVMO ») n'a pas pris le règlement, mais celui-ci prévoit qu'elle peut être l'autorité principale pour le dépôt du prospectus en vertu de la partie 3 ou pour une demande de dispense discrétionnaire en vertu de la partie 4. Par conséquent, lorsque la CVMO vise le prospectus d'un émetteur dont le territoire principal est l'Ontario, le visa est réputé octroyé automatiquement dans chaque territoire sous le régime du passeport où le participant au marché dépose le prospectus en vertu du règlement. De même, le participant au marché dont le territoire principal est l'Ontario obtient automatiquement une dispense de la disposition équivalente de la législation en valeurs mobilières des territoires sous le régime de passeport à l'égard desquels la personne demandant la dispense donne l'avis prévu au sous-paragraphe e du paragraphe 1 de l'article 4.7 du règlement si la CVMO octroie la dispense discrétionnaire.~~

Procédure

L'Instruction générale 11-~~202~~202, l'Instruction générale 11-203 et l'Instruction générale 11-~~203~~204 énoncent les procédures en vertu desquelles les participants au marché de tout territoire peuvent bénéficier d'un visa réputé octroyé ~~ou~~ d'une dispense automatique ou de l'inscription automatique dans un territoire sous le régime de passeport. Elles décrivent également les mécanismes dont les participants au marché peuvent se prévaloir dans un territoire sous le régime de passeport pour obtenir de la CVMO Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (CVMO) un visa de prospectus ou une dispense discrétionnaire ou bien s'inscrire en Ontario.

L'Instruction générale 11-203 énonce également la procédure applicable aux demandes de dispense faites dans plusieurs territoires qui échappent au champ d'application du règlement. Elle s'applique à une grande variété de demandes de dispenses, et non aux seules demandes de dispenses discrétionnaires de l'application des dispositions indiquées à l'Annexe D du règlement. Par exemple, elle englobe les demandes de désignation comme émetteur assujéti, fonds d'investissement à capital fixe, organisme de placement collectif ou initié. Elle s'applique aussi aux demandes de dispenses discrétionnaires de l'application des dispositions non mentionnées à l'Annexe D du règlement.

Prière de se reporter ~~aux Instructions générales 11-202 et 11-203~~ à l'Instruction générale 11-202, à l'Instruction générale 11-203 et à l'Instruction générale 11-204 pour connaître les détails de ces procédures.

43) **Interprétation du règlement**

Comme tous les autres règlements, le règlement doit être abordé du point de vue du territoire intéressé dans lequel on souhaite que le visa du prospectus soit réputé octroyé ou qu'une dispense discrétionnaire automatique ou l'inscription automatique soit accordée. Par exemple, si le règlement ne précise pas le lieu où un document doit être déposé, le dépôt doit se faire dans le territoire intéressé. Dans la présente instruction générale, l'expression « territoire autre que le territoire principal » signifie généralement « territoire intéressé ».

Pour que le prospectus soit réputé visé dans le territoire ~~intéressé autre que le territoire principal~~, le déposant doit l'y déposer au moyen de SEDAR. De même, pour obtenir automatiquement une dispense correspondant à une dispense discrétionnaire accordée dans le territoire principal, le déposant doit donner l'avis prévu au sous-paragraphe *c* du paragraphe 1 de l'article 4.7 du règlement à l'autorité en valeurs mobilières ou à l'agent responsable du territoire ~~intéressé autre que le territoire principal~~. En vertu du paragraphe 2 de cet article, le déposant peut remplir cette obligation en donnant l'avis à l'autorité principale à la place.

Pour s'inscrire dans le territoire autre que le territoire principal, la société ou la personne physique doit présenter les renseignements exigés dans ce territoire. Pour simplifier la procédure, le paragraphe 3 de l'article 6.3 du règlement permet à la société de présenter les renseignements dans le territoire principal au lieu du territoire autre que le territoire principal. Le paragraphe *b* de l'article 6.4 du règlement exige que la société parrainante d'une personne physique présente les renseignements de celle-ci à la BDNI. Si l'autorité principale subordonne l'inscription d'une société ou d'une personne physique à des conditions, la suspend ou la radie, d'office ou sur demande, la décision s'applique automatiquement dans le territoire autre que le territoire principal, que la société ou la personne physique y soit inscrite ou non en vertu du règlement.

54) **Effet de la loi**

Les dispositions du règlement qui portent sur le visa du prospectus ~~et~~, les dispenses discrétionnaires et l'inscription produisent, dans le territoire ~~intéressé autre que le territoire principal~~, des effets juridiques automatiques qui découlent d'une décision prise par l'autorité principale. Elles font que les règles juridiques du territoire ~~intéressé autre que le territoire principal~~ s'appliquent au participant au marché comme si l'autorité autre que l'autorité principale avait pris la même décision que l'autorité principale.

5) Obligations applicables

~~6) Lois harmonisées et interprétation~~

Les participants au marché doivent se conformer aux lois de chaque territoire dans lequel ils déposent un prospectus, sont émetteurs assujettis, demandent l'inscription ou sont inscrits.

- La plupart des obligations de prospectus, d'information continue et ~~de prospectus~~ sont d'inscription sont harmonisées et prévues par des règlements d'application pancanadienne. Les autorités en valeurs mobilières et agents responsables comptent les interpréter et les appliquer de façon uniforme et ont ~~établi~~ adopté des pratiques et des procédures à cet effet.

- Dans certains territoires, la loi sur les valeurs mobilières et les règlements d'application locale énoncent des obligations particulières. En outre, certains règlements d'application pancanadienne prévoient des dispositions ou des exceptions qui ne s'appliquent que dans certains territoires en particulier.

~~7) — Dispenses des obligations non harmonisées~~~~6) — Ontario~~

~~Le règlement prévoit des dispenses de la plupart des obligations d'information continue et de prospectus non harmonisées qui sont prescrites dans le territoire intéressé. Ces dispenses s'appliquent dans tous les territoires, y compris dans le territoire principal, pour les émetteurs qui sont assujettis ou qui déposent un prospectus dans plusieurs territoires.~~

~~La CVMO n'a pas pris le règlement, mais celui-ci prévoit qu'elle peut être l'autorité principale pour le dépôt du prospectus en vertu de la partie 3, pour une demande de dispense discrétionnaire en vertu de la partie 4 ou pour l'inscription en vertu de la partie 6. Par conséquent, les participants au marché de l'Ontario ont accès direct au régime de passeport comme suit :~~

~~8) — Dispenses discrétionnaires~~

~~• lorsque la CVMO vise le prospectus d'un émetteur dont le territoire principal est l'Ontario, le visa est réputé octroyé automatiquement dans chaque territoire sous le régime du passeport où le participant au marché dépose le prospectus en vertu du règlement;~~

~~• Le règlement prévoit lorsque la CVMO accorde une dispense discrétionnaire à un participant au marché dont le territoire principal est l'Ontario, cette personne obtient une dispense automatique d'une de la disposition équivalente de la législation en valeurs mobilières du territoire intéressé lorsque l'autorité principale accorde la dispense discrétionnaire et que le déposant donne l'avis prévu de chaque territoire sous le régime de passeport dans lequel elle donne l'avis prévu au sous-paragraphe c du paragraphe 1 de l'article 4.7 du règlement;~~

~~• la société ou la personne physique dont le territoire principal est l'Ontario et qui y est inscrite dans une catégorie est automatiquement inscrite dans la même catégorie dans tout territoire sous le régime de passeport lorsqu'elle présente les renseignements prévus par le règlement.~~

1.4. Langue des documents – Québec

Le règlement ne relève pas les émetteurs qui déposent des documents au Québec des obligations linguistiques prévues par la législation québécoise, notamment celles prévues par la *Loi sur les valeurs mobilières* (comme à l'article 40.1). Par exemple, tout prospectus déposé dans plusieurs territoires, dont le Québec, doit être établi en français ou en français et en anglais.

PARTIE 2 INFORMATION CONTINUE (supprimée)~~**2.1. — Dispense de l'application des dispositions relatives à l'information continue non harmonisées**~~

~~L'article 2.1 du règlement dispense l'émetteur assujetti de l'application des dispositions relatives à l'information continue non harmonisées qui sont indiquées à l'Annexe A du règlement vis à vis du nom du territoire intéressé s'il est émetteur assujetti dans d'autres territoires. Par conséquent, s'appliquent à l'émetteur assujetti dans le territoire intéressé les dispositions relatives à l'information continue qui sont harmonisées ainsi que celles qui ne le sont pas et dont l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable n'a pas octroyé de dispense dans le territoire intéressé en vertu de l'article 2.1 du règlement.~~

~~L'émetteur doit toujours payer les droits afférents au dépôt de tout document d'information continue dans chaque territoire où il est assujetti.~~

~~Bien que l'émetteur assujéti n'ait pas à désigner d'autorité principale pour se prévaloir de la dispense prévue à l'article 2.1 du règlement, les autorités en valeurs mobilières ou agents responsables continuent de désigner pour chaque émetteur assujéti une autorité principale pour l'examen des documents d'information continue en vertu de l'Avis 51-312 des ACVM, Programme d'examen harmonisé de l'information continue. C'est l'autorité principale qui traite avec l'émetteur assujéti en ce qui concerne l'information continue et prend généralement des mesures en cas de non-conformité.~~

PARTIE 3 PROSPECTUS

3.1. Autorité principale pour le prospectus

Pour le dépôt d'un prospectus en vertu de la partie 3 du règlement, l'autorité principale est désignée conformément à l'article 3.1, selon lequel l'autorité principale doit être l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable d'un territoire déterminé. Pour l'application de cet article, les territoires déterminés sont, conformément à son paragraphe 1, la Colombie-Britannique, l'Alberta, la Saskatchewan, le Manitoba, l'Ontario, le Québec, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse.

L'article 3.4 de l'Instruction générale 11-202 indique les modalités de désignation de l'autorité principale pour le dépôt du prospectus visé à la partie 3 du règlement.

3.2. Changement discrétionnaire d'autorité principale pour le prospectus

En vertu de l'article 3.2 du règlement, l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable peut changer d'office ou sur demande l'autorité principale pour le dépôt d'un prospectus en vertu de la partie 3 du règlement. L'article 3.5 de l'Instruction générale 11-202 indique la procédure et les motifs de changement discrétionnaire d'autorité principale pour ce prospectus.

3.3. Octroi réputé du visa

En vertu de l'article 3.3 du règlement, le prospectus provisoire ou le prospectus est réputé visé dans le territoire ~~intéressé~~autre que le territoire principal si certaines conditions sont réunies. Le visa qui est réputé octroyé dans le territoire ~~intéressé~~autre que le territoire principal a le même effet juridique que le visa octroyé dans le territoire principal.

Pour se prévaloir de l'article 3.3 du règlement dans le territoire ~~intéressé~~autre que le territoire principal, le déposant doit déposer le prospectus provisoire ou le projet de prospectus au moyen de SEDAR ainsi que le prospectus à la fois dans le territoire ~~intéressé~~autre que le territoire principal et dans le territoire principal. Lorsqu'il fait le dépôt, il doit aussi indiquer qu'il dépose le prospectus provisoire ou le projet de prospectus conformément au règlement. En vertu de la législation du territoire ~~intéressé~~autre que le territoire principal, ce dépôt emporte obligation de déposer des documents justificatifs (par exemple, les consentements et les contrats importants).

Pour se prévaloir de l'article 3.3 du règlement dans le territoire ~~intéressé~~autre que le territoire principal, le déposant doit ~~également se conformer à toutes les dispositions applicables dans ce territoire, et notamment à l'obligation de~~ payer les droits exigibles pour déposer le prospectus provisoire, le projet de prospectus ou le prospectus ~~dans ce territoire. La législation de ce territoire, y compris l'obligation de payer les droits, s'applique au dépôt de tout prospectus provisoire, projet de prospectus ou prospectus dans ce territoire en vertu de l'article 3.3 du règlement. L'article 3.4 du règlement n'exonère pas le déposant des droits exigibles dans le territoire intéressé.~~

L'Instruction générale 11-202 énonce la procédure de demande de dérogation pour le dépôt d'un prospectus en vertu de la partie 3 du règlement.

Si l'autorité principale refuse de viser un prospectus, elle en avise le déposant et les autorités autres que l'autorité principale en envoyant une lettre de refus au moyen de

SEDAR. Dans ce cas, le règlement ne s'applique plus à ce dépôt et le déposant peut traiter séparément avec l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable de tout territoire autre que le territoire principal dans lequel il a déposé le prospectus pour savoir si cette autorité ou cet agent responsable entend octroyer un visa local.

3.4. Dispense de l'application des dispositions relatives au prospectus non harmonisées (supprimé)

~~L'article 3.4 du règlement prévoit une dispense de l'application des dispositions relatives au prospectus non harmonisées indiquées à l'Annexe C du règlement vis-à-vis du nom du territoire intéressé. La dispense s'applique lorsqu'une personne dépose un prospectus provisoire, un projet de prospectus ou un prospectus conformément à une disposition indiquée à l'Annexe B du règlement et en vertu d'un règlement canadien sur le prospectus dans plusieurs territoires, y compris son territoire principal. Par conséquent, s'appliquent dans le territoire intéressé où le prospectus provisoire, le projet de prospectus ou le prospectus est déposé les dispositions relatives au prospectus qui sont harmonisées ainsi que celles qui ne le sont pas et dont l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable n'a pas octroyé de dispense dans le territoire intéressé en vertu de l'article 3.4 du règlement.~~

3.5. Disposition transitoire pour l'application de l'article 3.3

L'article 3.3 du règlement s'applique à tout prospectus provisoire ou projet de prospectus, au prospectus auquel il se rapporte et à toute modification de prospectus déposés le 17 mars 2008 ou après cette date.

Le paragraphe 1 de l'article 3.5 du règlement dispose que le visa qui serait réputé octroyé dans le territoire ~~intéressé~~ autre que le territoire principal en vertu de l'article 3.3 du règlement ne l'est pas s'il s'agit du visa d'une modification de prospectus provisoire déposée après le 17 mars 2008 et que le prospectus provisoire a été déposé avant cette date.

Le paragraphe 2 de l'article 3.5 du règlement dispense de l'obligation, selon le sous-paragraphe *b* du paragraphe 2 de l'article 3.3 du règlement, d'indiquer sur SEDAR que le prospectus provisoire ou le projet de prospectus est déposé en vertu du règlement, lors de son dépôt. Il en ressort que la modification d'un prospectus est réputée visée dans le territoire ~~intéressé~~ autre que le territoire principal si le prospectus provisoire ou le projet de prospectus auquel le prospectus se rapporte a été déposé avant le 17 mars 2008 et si le déposant a indiqué sur SEDAR qu'il a déposé cette modification en vertu du règlement lors de son dépôt.

Il est possible de se prévaloir dans le territoire ~~intéressé~~ autre que le territoire principal de la dispense des obligations de prospectus non harmonisées qui est prévue à l'article 3.4 du règlement à l'égard d'un prospectus déposé le 17 mars 2008 ou après cette date même si le prospectus provisoire ou le projet de prospectus s'y rapportant a été déposé avant cette date dans ~~le~~ ce territoire ~~intéressé~~ et que le visa du prospectus n'y est pas réputé octroyé.

PARTIE 4 DISPENSES DISCRÉTIONNAIRES

4.1. Champ d'application

La partie 4 du règlement s'applique aux demandes de dispenses discrétionnaires de l'application des dispositions indiquées à l'Annexe D du règlement qui sont présentées dans plusieurs territoires. Elle ne s'applique pas aux demandes de dispenses discrétionnaires de l'application de dispositions qui ne sont pas indiquées à cette annexe ni aux autres types de demandes de dispenses, telles que les demandes visant à faire désigner une personne comme émetteur assujetti, organisme de placement collectif, fonds d'investissement à capital fixe ou initié.

4.2. Autorité principale pour les demandes de dispenses discrétionnaires

Pour toute demande de dispense discrétionnaire visée à la partie 4 du règlement, l'autorité principale est désignée conformément aux articles 4.1 à 4.5, selon lesquels ([exception faite de l'article 4.4.1](#)) l'autorité principale doit être l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable d'un territoire déterminé. ~~Pour l'application de la partie 4 du règlement~~ [À cet effet](#), les territoires déterminés sont, conformément à l'article 4.1, la Colombie-Britannique, l'Alberta, la Saskatchewan, le Manitoba, l'Ontario, le Québec, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse.

[L'article 4.4.1 du règlement prévoit que l'autorité principale pour une demande de dispense de l'application d'une disposition prévue à la partie 4 du Règlement 31-103 ou à la partie 2 du Règlement 33-109 qui est présentée relativement à une demande d'inscription dans le territoire principal est déterminée conformément à l'article 6.1 du règlement. L'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable de tout territoire peut être autorité principale en vertu de cet article.](#)

L'article 3.6 de l'Instruction générale 11-203 indique les modalités de désignation de l'autorité principale pour une demande de dispense discrétionnaire en vertu de la partie 4 du règlement.

4.3. Changement discrétionnaire d'autorité principale pour les demandes de dispenses discrétionnaires

En vertu de l'article 4.6 du règlement, l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable peut changer d'office ou sur demande l'autorité principale pour une demande de dispense discrétionnaire visée à la partie 4 du règlement. L'article 3.7 de l'Instruction générale 11-203 indique la procédure et les motifs de changement discrétionnaire d'autorité principale pour cette demande de dispense.

4.4. Application des dispenses discrétionnaires sous le régime de passeport

En vertu du paragraphe 1 de l'article 4.7 du règlement, toute personne est dispensée de l'application d'une disposition équivalente de la législation en valeurs mobilières du territoire ~~intéressé~~ [autre que le territoire principal](#) lorsque l'autorité principale pour la demande accorde la dispense discrétionnaire, que le déposant donne l'avis prévu au sous-paragraphe c de ce paragraphe et que d'autres conditions sont remplies. Les dispositions équivalentes auxquelles s'applique la dispense automatique énoncée à ce paragraphe sont indiquées à l'Annexe D du règlement.

Les dispenses discrétionnaires visées au paragraphe 1 de l'article 4.7 du règlement sont ouvertes dans les territoires sous le régime de passeport à l'égard desquels le déposant donne l'avis prescrit lors de la demande. Elles peuvent toutefois l'être par la suite dans d'autres territoires sous le régime de passeport si les circonstances le justifient. Par exemple, l'émetteur assujéti qui, en 2008, obtient une dispense discrétionnaire d'une obligation d'information continue canadienne dans son territoire principal ainsi qu'une dispense automatique en vertu de ce paragraphe du règlement dans trois autres territoires, puis qui, en 2009, devient émetteur assujéti dans un quatrième territoire autre que le territoire principal peut bénéficier d'une dispense automatique dans le nouveau territoire. Pour ce faire, il doit donner l'avis prévu au sous-paragraphe c du paragraphe 1 de l'article 4.7 du règlement à l'égard du nouveau territoire et satisfaire aux autres conditions auxquelles la dispense est subordonnée.

Le paragraphe 2 de l'article 4.7 du règlement prévoit que le déposant peut donner l'avis prescrit à l'autorité principale plutôt qu'à l'autorité autre que l'autorité principale.

Dans sa demande, le déposant devrait indiquer toutes les dispenses demandées et donner avis de tous les territoires où il compte se prévaloir du paragraphe 1 de l'article 4.7 du règlement. L'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable d'un territoire autre que le territoire principal prend les mesures qui s'imposent dans le cas où, au moment du dépôt d'une demande, le déposant doit obtenir la dispense discrétionnaire dans ce territoire,

mais ne donne pas à son égard l'avis prescrit avant que l'autorité principale n'accorde la dispense. La mesure prise pourrait notamment consister à retirer la dispense, auquel cas le déposant peut avoir la possibilité d'être entendu dans ce territoire selon les circonstances.

La décision de l'autorité principale de révoquer ou de modifier une dispense d'une disposition indiquée à l'Annexe D du règlement qu'elle a accordée antérieurement à une personne en vertu du règlement prend automatiquement effet dans tout territoire autre que le territoire principal lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- la personne a demandé dans le territoire principal que la décision soit révoquée ou modifiée et a donné l'avis prévu au sous-paragraphe c du paragraphe 1 de l'article 4.7 du règlement à l'égard du territoire autre que le territoire principal;
- l'autorité principale accède à la demande;
- les autres conditions prévues au paragraphe 1 de l'article 4.7 du règlement sont remplies.

Si l'autorité principale pour une demande de dispense d'une obligation de dépôt prévue à l'article 6.1 du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription (le « Règlement 45-106 ») octroie une dispense en vertu du paragraphe 1 de l'article 4.7 du règlement, la personne ne jouit d'une dispense automatique dans tout territoire autre que le territoire principal que si les conditions suivantes sont réunies :

- la personne est soumise à l'obligation de dépôt parce qu'elle se prévaut d'une des dispositions visées à l'article 6.1 du Règlement 45-106 dans le territoire principal;
- la personne se prévaut de la dispense équivalente dans le territoire autre que le territoire principal;
- la personne remplit les conditions prévues au paragraphe 1 de l'article 4.7 du règlement.

Puisqu'en vertu du règlement, il suffit de déposer une demande de dispense discrétionnaire dans le territoire principal pour obtenir une dispense automatique dans plusieurs territoires, le déposant n'est tenu de payer les droits que dans le territoire principal.

L'Instruction générale 11-203 indique la procédure de demande de dispense dans plusieurs territoires, et notamment la procédure de demande de dispense discrétionnaire en vertu de la partie 4 du règlement.

4.5. Recours au régime de passeport pour les dispenses discrétionnaires demandées avant le 17 mars 2008

Le paragraphe 1 de l'article 4.8 du règlement dispose qu'il est possible d'obtenir automatiquement une dispense de la disposition équivalente dans le territoire intéressé lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- —●— une dispense de l'application d'une disposition de la législation en valeurs mobilières actuellement indiquée à l'Annexe D du règlement a été demandée dans un territoire déterminé avant le 17 mars 2008;
- —●— l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable du territoire déterminé a accordé la dispense, quelle que soit la date de la décision;
- —●— certaines autres conditions sont remplies.

L'une de ces conditions consiste à donner l'avis prévu au sous-paragraphe *c* de ce paragraphe. Le paragraphe 2 de cet article autorise le déposant à donner l'avis à l'autorité en valeurs mobilières ou à l'agent responsable qui serait l'autorité principale pour la demande en vertu de la partie 4 du règlement s'il présentait la demande conformément à cette partie au moment où il donne l'avis, au lieu de le donner à l'autorité autre que l'autorité principale.

En vertu de l'article 4.1 du règlement, les territoires déterminés sont la Colombie-Britannique, l'Alberta, la Saskatchewan, le Manitoba, l'Ontario, le Québec, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse.

Un territoire déterminé pour l'application de l'article 4.8 du règlement est le territoire principal selon le Règlement 11-101. Ainsi, en vertu du paragraphe 1 de cet article, il est possible de bénéficier automatiquement d'une dispense de la disposition équivalente dans le territoire ~~intéressé~~autre que le territoire principal lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- ~~une~~ une dispense de l'application d'une obligation d'information continue, au sens du Règlement 11-101, qui est actuellement indiquée à l'Annexe D du règlement a été demandée dans le territoire principal avant le 17 mars 2008;

- ~~l'autorité~~ l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable du territoire principal a accordé la dispense avant le 17 mars 2008;

- ~~les autres~~ les autres conditions mentionnées au paragraphe 1 de l'article 4.8 du règlement sont remplies, notamment la remise de l'avis.

Le paragraphe 3 de l'article 4.8 du règlement dispense de l'obligation d'avis énoncée au sous-paragraphe *c* du paragraphe 1 de cet article dans les cas où, avant le 17 mars 2008, l'autorité principale en vertu du Règlement 11-101 a accordé la dispense et que l'émetteur assujetti a déposé l'avis de détermination de l'autorité principale conformément à l'article 2.2 ou 2.3 de ce règlement.

L'effet conjugué des paragraphes 1 et 3 de l'article 4.8 du règlement est qu'il est possible de se prévaloir automatiquement dans le territoire ~~intéressé~~autre que le territoire principal de la dispense d'une obligation d'information continue accordée par l'autorité principale en vertu du Règlement 11-101 même si la décision ne mentionne pas le territoire ~~intéressé~~autre que le territoire principal. Pour en bénéficier, l'émetteur assujetti doit cependant respecter les conditions de la décision rendue par l'autorité principale sous le régime du Règlement 11-101. On ne peut être dispensé selon ces modalités dans le territoire ~~intéressé~~autre que le territoire principal que des obligations d'information continue indiquées à l'Annexe D du règlement.

L'Annexe A de la présente instruction générale indique les obligations d'information continue dont l'émetteur assujetti pouvait être dispensé en vertu de l'article 3.2 du Règlement 11-101. L'Annexe D du règlement énonce les dispositions équivalentes.

PARTIE 5 DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR

5.1. Date d'entrée en vigueur

Le règlement s'applique aux documents d'information continue, aux prospectus et aux demandes de dispenses discrétionnaires déposés le 17 mars 2008 ou après cette date.

PARTIE 6 INSCRIPTION

6.1. Champ d'application

Le règlement permet aux sociétés et aux personnes physiques de s'inscrire automatiquement dans un territoire autre que le territoire principal du seul fait qu'elles sont

déjà inscrites dans leur territoire principal. Il entraîne également l'application automatique de certaines décisions de l'autorité principale dans chaque territoire autre que le territoire principal où elles sont inscrites, qu'elles y soient inscrites automatiquement ou non en vertu du règlement.

Personnes physiques autorisées

Le règlement ne s'applique pas aux « personnes physiques autorisées » au sens du Règlement 33-109 parce que ces personnes ne sont pas inscrites en vertu de la législation en valeurs mobilières. Il ne s'applique à ces personnes que si elles s'inscrivent dans une catégorie dans leur territoire principal et demandent à s'inscrire dans la même catégorie dans un territoire autre que le territoire principal.

Courtiers d'exercice restreint et leurs représentants

L'article 6.3 du règlement ne s'applique pas à la société inscrite dans la catégorie de « courtier d'exercice restreint » au sens du Règlement 31-103. Pour s'inscrire dans un territoire autre que le territoire principal, le courtier d'exercice restreint doit en faire la demande directement auprès de l'autorité autre que l'autorité principale. L'inscription automatique en vertu du règlement ne lui est pas ouverte parce que cette catégorie n'est pas assortie d'obligations uniformisées et que la plupart des sociétés inscrites à ce titre n'exercent leurs activités que dans un territoire. Le courtier d'exercice restreint qui s'inscrit directement dans la même catégorie dans un territoire autre que le territoire principal est toutefois soumis aux dispositions du règlement relatives aux conditions (article 6.5), à la suspension (article 6.6), à la radiation d'office (article 6.7) et à la radiation sur demande (article 6.8).

Toutes les dispositions du règlement s'appliquent aux représentants des courtiers d'exercice restreint. Ces personnes peuvent s'inscrire automatiquement en vertu de l'article 6.4 du règlement si leur société parrainante est inscrite comme courtier d'exercice restreint dans leur territoire principal et dans le territoire autre que le territoire principal dans lequel elles demandent à s'inscrire. Elles sont notamment soumises aux dispositions du règlement relatives aux conditions (article 6.5), à la suspension (article 6.6), à la radiation d'office (article 6.7) et à la radiation sur demande (article 6.8).

6.2. Inscription par un OAR

L'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable de certains territoires a délégué ou conféré tout ou partie de ses fonctions d'inscription à un OAR ou l'a autorisé à en exercer. Le règlement s'applique aux décisions prises par l'OAR selon ces modalités. Pour de plus amples renseignements, prière de se reporter à l'article 3.5 de l'Instruction générale 11-204.

6.3. Autorité principale pour l'inscription

L'autorité principale d'une société ou d'une personne physique est l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable désigné conformément à l'article 6.1 du règlement. L'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable de tout territoire peut être autorité principale pour l'inscription.

L'article 3.6 de l'Instruction générale 11-204 indique les modalités de désignation de l'autorité principale d'une société ou d'une personne physique en vertu de la partie 6 du règlement.

6.4. Changement discrétionnaire d'autorité principale pour l'inscription

L'article 6.2 du règlement permet à l'autorité en valeurs mobilières ou à l'agent responsable de changer l'autorité principale pour l'application de la partie 6 du règlement. L'article 3.7 de l'Instruction générale 11-204 indique la procédure de changement discrétionnaire d'autorité principale pour l'inscription en vertu de cette partie.

6.5. Inscription

Les sociétés et les personnes physiques tenues de s'inscrire en vertu du Règlement 31-103 peuvent se prévaloir des articles 6.3 et 6.4 du règlement, exception faite des sociétés qui s'inscrivent comme courtier d'exercice restreint.

La société ou la personne physique qui s'inscrit dans un territoire autre que le territoire principal en vertu de l'article 6.3 ou 6.4 du règlement doit se conformer à toutes les dispositions applicables dans ce territoire, et notamment à l'obligation de payer les droits exigibles.

Inscription dans un territoire autre que le territoire principal

Avant de présenter des renseignements conformément à l'article 6.3 ou 6.4 du règlement, les sociétés et les sociétés parrainantes de personnes physiques devraient vérifier que leur autorité principale est bien indiquée dans les derniers renseignements présentés en vertu du Règlement 33-109 ou du règlement. En l'absence d'un avis de changement discrétionnaire de la part des autorités en vertu de l'article 6.2 du règlement, l'autorité principale est la suivante :

- dans le cas d'une société, à l'exception d'une société étrangère inscrite dans la même catégorie dans plusieurs territoires le [indiquer la date d'entrée en vigueur de la partie 6 du règlement], l'autorité principale indiquée à la rubrique A, *Coordonnées*, du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6;
- dans le cas d'une personne physique canadienne, l'autorité principale indiquée à la rubrique 9, *Établissement d'emploi*, du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4;
- dans le cas d'une société étrangère inscrite dans la même catégorie dans plusieurs territoires le [indiquer la date d'entrée en vigueur de la partie 6 du règlement], l'autorité principale désignée dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A5 que la société doit présenter conformément à l'article 6.10 du règlement;
- dans le cas d'une personne physique étrangère, la même autorité principale que celle de sa société parrainante.

Sociétés

Conformément au paragraphe 1 de l'article 6.3 du règlement, la société qui est inscrite dans son territoire principal dans une catégorie prévue par le Règlement 31-103, sauf celle de « courtier d'exercice restreint », est inscrite dans la même catégorie dans le territoire autre que le territoire principal lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- a) elle a présenté le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6 conformément au Règlement 33-109;
- b) réception du formulaire a été confirmée.

Les sociétés trouveront à la partie 4 et à l'article 5.2 de l'Instruction générale 11-204 des indications sur la façon de présenter ce formulaire en vertu du règlement.

Conformément au paragraphe 3 de l'article 6.3 du règlement, la société peut présenter le formulaire à son autorité principale au lieu de l'autorité autre que l'autorité principale. Dans les territoires où l'autorité principale a délégué ou conféré des fonctions d'inscription à un OAR ou l'a autorisé à en exercer, la société devrait présenter le formulaire au bureau compétent de l'OAR.

Personnes physiques

En vertu de l'article 6.4 du règlement, la personne physique agissant pour le compte de sa société parrainante et qui est inscrite dans une catégorie prévue par le Règlement 31-103 dans son territoire principal est inscrite dans la même catégorie dans le territoire autre que le territoire principal lorsque les conditions suivantes sont réunies :

a) la société parrainante est inscrite dans le territoire autre que le territoire principal dans la même catégorie que dans le territoire principal;

b) la personne physique a présenté le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A2 ou à l'Annexe 33-109A4 conformément au Règlement 33-109.

La société parrainante trouvera à la partie 4 et à l'article 5.2 de l'Instruction générale 11-204 des indications sur la façon de présenter ce formulaire pour le compte de la personne physique en vertu du règlement.

Si une personne physique est inscrite dans une catégorie dans son territoire principal auprès de plusieurs sociétés parrainantes, ces sociétés doivent être inscrites dans la même catégorie dans le territoire autre que le territoire principal où la personne demande à s'inscrire en vertu de l'article 6.4 du règlement.

6.6. Conditions de l'inscription

En vertu du paragraphe 1 de l'article 6.5 du règlement, la société ou la personne physique qui est inscrite dans la même catégorie dans le territoire principal et dans le territoire autre que le territoire principal est assujettie aux conditions auxquelles son inscription est subordonnée dans le territoire principal comme si elles étaient imposées dans le territoire autre que le territoire principal (par effet de la loi). Conformément au paragraphe 2 de cet article, les conditions s'appliquent jusqu'à ce que l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable les annule ou qu'elles arrivent à expiration, selon la plus rapprochée de ces dates.

En vertu de l'article 6.5 du règlement, toute condition de l'inscription d'une société ou d'une personne physique dans une catégorie que l'autorité principale modifie ou qu'elle ajoute s'applique automatiquement à son inscription dans la même catégorie dans le territoire autre que le territoire principal.

En cas de changement d'autorité principale, toutes les catégories dans lesquelles la société ou la personne physique est inscrite dans le territoire autre que le territoire principal en vertu de l'article 6.3 ou 6.4 du règlement font l'objet des mesures suivantes :

- l'ancienne autorité principale annule les conditions qu'elle a imposées;
- la nouvelle autorité principale adopte les conditions imposées par l'ancienne autorité principale.

De cette façon, la nouvelle autorité principale peut modifier selon les besoins les conditions auxquelles la société ou la personne physique est assujettie, et les conditions modifiées s'appliquent automatiquement dans le territoire autre que le territoire principal comme si elles y étaient imposées (par effet de la loi).

6.7. Suspension

En vertu de l'article 6.6 du règlement, la suspension de l'inscription d'une société ou d'une personne physique dans le territoire principal entraîne automatiquement sa suspension dans tout territoire autre que le territoire principal où elle est inscrite. La suspension de l'inscription entraîne la suspension des droits qu'elle confère à la société ou à la personne physique en matière de courtage ou de conseil, mais l'inscription demeure valide en vertu de la législation en valeurs mobilières. L'inscription est suspendue en même

temps dans le territoire principal et le territoire autre que le territoire principal. La BDNI indique la même date de suspension dans chaque territoire pertinent.

L'inscription est suspendue dans le territoire autre que le territoire principal tant qu'elle le demeure dans le territoire principal. Si l'autorité principale lève la suspension, la société ou la personne physique peut reprendre ses activités de courtage ou de conseil dans le territoire autre que le territoire principal à la date de levée indiquée par la BDNI. Toute condition imposée par l'autorité principale à la levée de la suspension s'applique automatiquement dans le territoire autre que le territoire principal en vertu de l'article 6.5 du règlement.

6.8. Radiation d'office

En vertu de l'article 6.7 du règlement, la radiation d'office de l'inscription d'une société ou d'une personne physique dans le territoire principal entraîne automatiquement sa radiation dans le territoire autre que le territoire principal. L'inscription est radiée en même temps dans le territoire principal et le territoire autre que le territoire principal. La BDNI indique la même date de radiation dans chaque territoire pertinent.

6.9. Radiation sur demande

En vertu de l'article 6.8 du règlement, l'inscription d'une société ou d'une personne physique dans une catégorie est automatiquement radiée dans tous les territoires autres que le territoire principal dans lesquels elle est inscrite si, à sa demande, l'autorité principale radie son inscription dans son territoire principal. Prière de se reporter aux deux derniers paragraphes du présent article si tel n'est pas le résultat souhaité.

La société devrait présenter sa demande de radiation de son inscription dans une ou plusieurs catégories dans le territoire principal dans un format de substitution, en indiquant tout territoire autre que le territoire principal dans lequel elle est inscrite dans la ou les mêmes catégories. Dans les territoires où l'autorité principale a délégué ou conféré des fonctions d'inscription à un OAR ou l'a autorisé à en exercer, la société devrait présenter sa demande au bureau compétent de l'OAR. L'Annexe B de l'Instruction générale 33-109 indique la façon de présenter une demande de radiation à l'autorité principale ou au bureau compétent de l'OAR dans un format de substitution.

La société parrainante d'une personne physique devrait faire la présentation de renseignements à la BDNI prévue par le Règlement 33-109 pour demander la radiation de l'inscription de la personne dans une ou l'ensemble de ses catégories.

- Si elle le fait pour demander la radiation dans une catégorie, elle devrait indiquer dans les renseignements tous les territoires autres que le territoire principal dans lesquels la personne physique est inscrite dans cette catégorie. Si l'autorité principale accède à la demande, la BDNI indique la radiation dans le territoire principal et dans chaque territoire autre que le territoire principal où la personne physique était inscrite dans cette catégorie. S'il s'agissait de la dernière catégorie de la personne physique dans un territoire autre que le territoire principal, la BDNI indique « Suspendu (abandon) » dans ce territoire.

- Si la société parrainante a fait la présentation de renseignements à la BDNI prévue pour demander la radiation de l'inscription de la personne physique dans toutes les catégories, la BDNI indique automatiquement les territoires autres que le territoire principal dans lesquels la personne physique est inscrite dans ces catégories. Si l'autorité principale accède à la demande, la BDNI indique « Suspendu (cessation d'emploi) » dans tous les territoires où la personne physique était inscrite.

Lorsque la société ou la personne physique demande la radiation de son inscription dans une catégorie dans le territoire principal, l'autorité principale peut suspendre l'inscription pendant l'étude de la demande ou l'assortir de conditions. On trouvera à l'article 6.7 des indications sur la suspension de l'inscription.

Lorsque l'autorité principale subordonne à des conditions l'inscription dans une catégorie, l'article 6.5 du règlement prévoit que les conditions s'appliquent dans chaque territoire autre que le territoire principal où la société ou la personne physique est inscrite dans la même catégorie comme si les conditions y étaient imposées.

La société qui demande la radiation de son inscription dans son territoire principal en raison du déménagement de son siège (dans le cas d'une société canadienne) ou de son bureau principal au Canada (dans le cas d'une société étrangère) dans un autre territoire ou du changement du territoire dans lequel la société étrangère avait la majorité de ses clients à la fin du dernier exercice devrait présenter sa demande après que le changement a eu lieu et qu'elle en a avisé son autorité principale conformément au Règlement 33-109. Dans le cas d'une personne physique canadienne qui demande la radiation de son inscription dans son territoire principal en raison du déménagement de son bureau principal dans un autre territoire, sa société parrainante devrait faire la présentation de renseignements à la BDNI après qu'elle a déménagé et donné avis du changement conformément au Règlement 33-109.

Le règlement ne traite pas du cas de la société ou de la personne physique qui ne demande la radiation de son inscription dans une catégorie que dans un territoire autre que le territoire principal. Dans ce cas, sauf en Ontario :

- la société peut toujours ne présenter sa demande qu'à l'autorité principale ou, si l'autorité principale a délégué ou conféré des fonctions d'inscription à un OAR ou l'a autorisé à en exercer, au bureau compétent de l'OAR dans le territoire principal;
- la société parrainante de la personne physique devrait faire la présentation de renseignements à la BDNI prévue par le Règlement 33-109;
- la demande de la société ou de la personne physique devrait indiquer le territoire autre que le territoire principal dans lequel la radiation est demandée;
- le fait que l'autorité en valeurs mobilières, l'agent responsable ou l'OAR accède à la demande dans le territoire autre que le territoire principal n'a pas d'incidence sur l'inscription dans d'autres territoires.

6.10. Disposition transitoire – Conditions en vigueur dans le territoire autre que le territoire principal

Le paragraphe 1 de l'article 6.9 du règlement a pour objet de reporter au [indiquer la date qui tombe 30 jours après l'entrée en vigueur de la partie 6 du règlement] l'application automatique de l'article 6.5 du règlement dans le territoire autre que le territoire principal dans lequel la société ou la personne physique est inscrite au [indiquer la date d'entrée en vigueur de la partie 6 du règlement]. De cette façon, la société ou la personne physique a le temps de demander, en vertu du paragraphe 2 de l'article 6.9 du règlement, à être dispensée de l'application automatique des conditions imposées par l'autorité principale dans le territoire autre que le territoire principal.

La société ou la personne physique devrait demander la dispense prévue au paragraphe 2 de l'article 6.9 du règlement séparément dans chaque territoire autre que le territoire principal parce que le but de la demande est de lui donner l'occasion d'être entendue au sujet de l'application automatique, dans le territoire autre que le territoire principal, de conditions imposées par l'autorité principale. Elle ne devrait donc pas présenter sa demande en vertu de l'Instruction générale 11-203.

Si la société ou la personne physique ne demande pas de dispense en vertu du paragraphe 2 de l'article 6.9 du règlement dans un territoire autre que le territoire principal :

- les conditions imposées par l'autorité principale s'appliquent automatiquement le [indiquer la date qui tombe 30 jours après l'entrée en vigueur de la partie 6 du règlement] dans le territoire autre que le territoire principal;

- les conditions imposées précédemment par l'autorité autre que l'autorité principale cessent de s'appliquer, à moins qu'elles n'aient pour objet l'application de la loi.

6.11. Disposition transitoire – Avis désignant l'autorité principale d'une société étrangère

En vertu du paragraphe 1 de l'article 6.10 du règlement, la société étrangère inscrite dans une catégorie dans plusieurs territoires avant le [indiquer la date d'entrée en vigueur de la partie 6 du règlement] est tenue de présenter les renseignements visés à la rubrique A du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6 conformément au Règlement 33-109. Ces renseignements désignent son autorité principale conformément à l'article 6.1 du règlement

Le paragraphe 2 de l'article 6.10 du règlement permet à la société étrangère de présenter ces renseignements à une autorité autre que l'autorité principale en ne les fournissant qu'à son autorité principale. Les renseignements devraient être présentés dans un format de substitution. Dans les territoires dont l'autorité principale a délégué ou conféré des fonctions d'inscription à un OAR ou l'a autorisé à en exercer, la société étrangère devrait présenter les renseignements au bureau compétent de l'OAR. L'Annexe B de l'Instruction générale 33-109 indique la façon de présenter des renseignements dans un format de substitution.

Étant donné que l'autorité principale de la personne physique étrangère est la même que celle de sa société parrainante, le règlement n'oblige pas la société parrainante à présenter des renseignements pour désigner l'autorité principale de cette personne.

ANNEXE A**OBLIGATIONS D'INFORMATION CONTINUE EN VERTU DU RÈGLEMENT 11-101**

Pour faciliter la consultation, la présente annexe reproduit la définition d'« obligation d'information continue » prévue par le Règlement 11-101, même si certaines références ne sont plus pertinentes parce que les articles en cause ont été abrogés après le 19 septembre 2005, date d'entrée en vigueur du Règlement 11-101.

Colombie-Britannique

Securities Act : articles 85 et 117;

Securities Rules : articles 2 et 3 en ce qui concerne un dépôt en vertu d'une autre obligation d'information continue au sens du Règlement 11-101, articles 144 et 145 (sauf en ce qui concerne les droits), articles 152 et 153, et article 189 en ce qui concerne un dépôt en vertu d'une autre obligation d'information continue au sens du Règlement 11-101.

Alberta

Securities Act : articles 146, 149 (sauf en ce qui concerne les droits), 150, 152 et 157.1;

Rules (General) de l'*Alberta Securities Commission* : articles 143 à 169, 196 et 197 (sauf en ce qui concerne le prospectus).

Saskatchewan

The Securities Act, 1988 : articles 84, 86 à 88, 90, 94 et 95;

The Securities Regulations : articles 117 à 138.1 et 175 en ce qui concerne un dépôt en vertu d'une autre obligation d'information continue au sens du Règlement 11-101.

Manitoba

Loi sur les valeurs mobilières : paragraphe 1 des articles 101 et 102, article 104, paragraphe 3 de l'article 106, articles 119, 120 (sauf en ce qui concerne les droits) et 121 à 130;

Règlement sur les valeurs mobilières : articles 38 à 40 et 80 à 87.

Québec

Loi sur les valeurs mobilières : articles 73 (sauf l'obligation de dépôt d'une déclaration de changement important), 75 (sauf l'obligation de dépôt), 76, 77 (sauf l'obligation de dépôt), 78, 80 à 82.1, 83.1, 87, 105 (sauf l'obligation de dépôt), 106 et 107 (sauf l'obligation de dépôt);

Règlement sur les valeurs mobilières : articles 115.1 à 119, 119.4, 120 à 138 et 141 à 161;

Règlements : C-14, C-48, Q-11, Q-17 (titre quatrième) et 62 à 102.

Tout document déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers ou transmis à celle-ci, transmis aux porteurs au Québec ou diffusé au Québec en vertu de l'article 3.2 du règlement est réputé, pour l'application de la législation en valeurs mobilières du Québec, être un document déposé, transmis ou diffusé en vertu du chapitre II du titre III ou de l'article 84 de la Loi sur les valeurs mobilières.

Nouveau-Brunswick

Loi sur les valeurs mobilières : paragraphes 1 à 4 de l'article 89 et articles 90, 91, 100 et 101.

Nouvelle-Écosse

Securities Act : articles 81, 83, 84 et 91;

General Securities Rules : article 9, paragraphes 2 et 3 de l'article 140 et article 141.

Terre-Neuve-et-Labrador

Securities Act : articles 76, 78 à 80, 82, 86 et 87 (sauf en ce qui concerne les droits);

Securities Regulations : articles 4 à 14 et 71 à 80.

Yukon

Loi sur les valeurs mobilières : paragraphe 5 de l'article 22 (sauf en ce qui concerne le dépôt d'un prospectus ou d'une modification du prospectus).

Tous les territoires

a) *Règlement 43-101 sur l'information concernant les projets miniers*, sauf en ce qui concerne le prospectus;

b) *Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières*, sauf en ce qui concerne le prospectus;

c) *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue*;

d) *Règlement 52-107 sur les principes comptables, normes de vérification et monnaies de présentation acceptables*, en ce qui concerne les documents déposés en vertu du *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue*;

e) *Règlement 52-108 sur la surveillance des vérificateurs*;

f) *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*;

g) *Règlement 52-110 sur le comité de vérification*, sauf en Colombie-Britannique;

h) *BC Instrument 52-509 Audit Committees*, uniquement en Colombie-Britannique;

i) *Règlement 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujetti*;

j) *Règlement 58-101 sur l'information concernant les pratiques en matière de gouvernance*;

k) article 8.5 du *Règlement 81-104 sur les fonds marché à terme*;

l) *Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement*.

Document comparison done by DeltaView on 14 juillet, 2008 11:45:25

Input:	
Document 1	file://F:/CVMQ/76Adminis/6_Traduction/R É G L E M E N T A T I O N/Travaux A-F/11-102/TQP final 2008/TQP ACVM 25-01-08/AMF/11-102 Instruction 14-01-08 ACVM (Q) F.doc
Document 2	file://F:/CVMQ/76Adminis/6_Traduction/R É G L E M E N T A T I O N/Travaux A-F/11-102/Inscript consult juin 2008/AMF/11-102 Modif. Instruction 04-07-08 (Q) F.doc
Rendering set	Standard

Legend:	
<u>Insertion</u>	
Deletion	
Moved from	
<u>Moved to</u>	
Style change	
Format change	
Moved deletion	
Inserted cell	
Deleted cell	
Moved cell	
Split/Merged cell	
Padding cell	

Statistics:	
	Count
Insertions	188
Deletions	71
Moved from	5
Moved to	5
Style change	0
Format changed	0
Total changes	269

MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE 11-202 RELATIVE À L'EXAMEN DU PROSPECTUS DANS PLUSIEURS TERRITOIRES

1. L'article 4.1 de l'*Instruction générale 11-202 relative à l'examen du prospectus dans plusieurs territoires* est modifié par l'insertion des mots « et du Règlement 11-102 » après les mots « la présente instruction générale ».

2. L'article 7.1 de cette instruction générale est modifié :

1° par le remplacement de la dernière phrase du paragraphe 1 par la suivante :

« Pour aider les déposants, l'autorité principale indique dans le visa les territoires sous le régime de passeport dans lesquels le prospectus a été déposé en vertu du Règlement 11-102 et y précise que le visa est réputé octroyé dans chacun de ces territoires si les conditions prévues par le Règlement 11-102 sont respectées. ».

2° par l'insertion, après le paragraphe 2, du paragraphe suivant :

« 3) Lorsqu'un projet de prospectus ou une version modifiée d'un prospectus provisoire est déposé dans le territoire principal et un prospectus provisoire, dans un territoire autre que le territoire principal, l'autorité principale délivre un document attestant que l'autorité du territoire autre que le territoire principal a visé le prospectus provisoire. ».

INSTRUCTION GÉNÉRALE 11-203 RELATIVE AU TRAITEMENT DES DEMANDES DE DISPENSE DANS PLUSIEURS TERRITOIRES

PARTIE 1 CHAMP D'APPLICATION

1.1. Champ d'application

La présente instruction générale décrit les procédures de dépôt et d'examen des demandes de dispense dans plusieurs territoires canadiens.

PARTIE 2 DÉFINITIONS

2.1. Définitions

Dans la présente instruction générale, on entend par :

« autorité » : toute autorité en valeurs mobilières ou tout agent responsable;

« AMF » : l'autorité au Québec;

« autorité sous le régime de passeport » : toute autorité ayant pris le Règlement 11-102;

« CVMO » : l'autorité en Ontario;

« demande » : toute demande de dispense, à l'exclusion d'un dépôt préalable ou d'une demande de dérogation au sens de l'Instruction générale 11-202;

« demande mixte » : toute demande composée de ce qui suit :

a) une demande sous le régime de passeport ou une demande sous régime double;

b) une demande sous examen coordonné;

« demande sous examen coordonné » : toute demande visée à l'article 3.4;

« demande sous le régime de passeport » : toute demande visée à l'article 3.2;

« demande sous régime double » : toute demande visée à l'article 3.3;

« déposant » :

a) la personne qui dépose une demande;

b) tout mandataire de la personne visée au paragraphe a);

« dépôt préalable » : toute consultation de l'autorité principale à propos d'une demande, engagée avant le dépôt de la demande et portant sur l'interprétation de la législation en valeurs mobilières ou des directives en valeurs mobilières ou sur leur application à une opération ou question particulière ou envisagée;

« dispense » : toute dispense, notamment toute approbation, décision, déclaration, désignation, détermination, dispense discrétionnaire, prolongation, ordonnance, permission, reconnaissance, révocation ou dérogation, demandée en vertu de la législation en valeurs mobilières ou des directives en valeurs mobilières;

« dispense discrétionnaire » : toute dispense discrétionnaire visée à la partie 4 du Règlement 11-102;

« examen sous régime double » : l'examen d'une demande sous régime double en application de la présente instruction générale;

« examen coordonné » : l'examen d'une demande sous examen coordonné en application de la présente instruction générale;

« Instruction générale 11-102 » : l'*Instruction générale relative au Règlement 11-102 sur le régime de passeport*;

« Instruction générale 11-202 » : l'*Instruction générale 11-202 relative à l'examen du prospectus dans plusieurs territoires*;

« Instruction générale 11-204 » : l'*Instruction générale 11-204 relative à l'inscription dans plusieurs territoires*;

« Règlement 11-102 » : le *Règlement 11-102 sur le régime de passeport*;

« Règlement 31-103 » : le *Règlement 31-103 sur les obligations d'inscription*;

« Règlement 33-109 » : le *Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription*;

« territoire de notification » : tout territoire sous le régime de passeport à l'égard duquel le déposant a donné l'avis prévu au sous-paragraphe *c* du paragraphe 1 de l'article 4.7 du Règlement 11-102;

« territoire sous le régime de passeport » : le territoire d'une autorité sous le régime de passeport.

2.2. Définitions supplémentaires

Les expressions employées dans la présente instruction générale et définies par le Règlement 11-102 et du *Règlement 14-101 sur les définitions* s'entendent au sens défini dans ces règlements.

PARTIE 3 SURVOL, AUTORITÉ PRINCIPALE ET PRINCIPES GÉNÉRAUX

3.1. Survol

La présente instruction générale s'applique à toute demande de dispense faite dans plusieurs territoires. Voici les types de demandes :

a) l'autorité principale est une autorité sous le régime de passeport et le déposant ne souhaite pas obtenir de dispense discrétionnaire en Ontario; il s'agit d'une « demande sous le régime de passeport »;

b) l'autorité principale est la CVMO et le déposant souhaite également obtenir une dispense discrétionnaire dans un territoire sous le régime de passeport; il s'agit également d'une « demande sous le régime de passeport »;

c) l'autorité principale est une autorité sous le régime de passeport et le déposant souhaite également obtenir une dispense discrétionnaire en Ontario; il s'agit d'une « demande sous régime double »;

d) toute demande en vue d'obtenir une dispense échappant au champ d'application de la partie 4 du Règlement 11-102; il s'agit d'une « demande sous examen coordonné ».

3.2. Demande sous le régime de passeport

1) Le déposant ne dépose sa demande et n'acquiesce les droits qu'auprès de l'autorité principale lorsqu'elle est autorité sous le régime de passeport et que le déposant ne souhaite pas obtenir de dispense discrétionnaire en Ontario. L'autorité principale examine seule la demande et sa décision d'accorder la dispense discrétionnaire emporte automatiquement dispense équivalente dans les territoires de notification.

2) Le déposant ne dépose sa demande et n'acquiesce les droits qu'auprès de la CVMO lorsqu'elle est l'autorité principale et que le déposant souhaite également obtenir une dispense discrétionnaire équivalente dans un territoire sous le régime de passeport. La CVMO examine seule la demande et sa décision d'accorder la dispense discrétionnaire emporte automatiquement dispense équivalente dans les territoires de notification.

3.3. Demande sous régime double

Le déposant dépose sa demande et acquiesce les droits auprès de l'autorité principale et de la CVMO lorsque l'autorité principale est autorité sous le régime de passeport et que le déposant souhaite également obtenir une dispense discrétionnaire en Ontario. L'autorité principale examine la demande et la CVMO, agissant comme autorité autre que l'autorité principale, coordonne son examen avec celui de l'autorité principale. La décision de l'autorité principale d'accorder la dispense discrétionnaire emporte automatiquement dispense équivalente dans les territoires de notification et fait foi de la décision prise par la CVMO, si elle est identique.

3.4. Demande sous examen coordonné

Le déposant dépose sa demande et acquiesce les droits dans chaque territoire où la dispense est requise lorsque la demande échappe au champ d'application du Règlement 11-102 (pour connaître les types de demandes en question, se reporter à l'article 4.1 de l'Instruction générale 11-102). L'autorité principale examine la demande et chaque autorité autre que l'autorité principale coordonne son examen avec celui de l'autorité principale. La décision de l'autorité principale d'accorder la dispense fait foi de la décision de chaque autorité autre que l'autorité principale qui a pris la même décision qu'elle.

3.5. Demande mixte

Les procédures applicables aux demandes sous le régime de passeport, aux demandes sous régime double et aux demandes sous examen coordonné en vertu de la présente instruction générale ainsi que leur résultat sont les mêmes pour les demandes mixtes. Le déposant devrait, dans le cas d'une demande mixte, suivre à la fois les procédures applicables aux demandes sous examen coordonné et celles applicables, selon le cas, aux demandes sous le régime de passeport ou aux demandes sous régime double.

3.6. Autorité principale

1) L'autorité principale à l'égard d'une demande visée par la présente instruction générale est désignée conformément aux articles 4.1 à 4.5 du Règlement 11-102. Le présent article résume ces articles et fournit des indications sur la désignation de l'autorité principale à l'égard d'une demande faite conformément à la présente instruction générale.

2) Pour l'application du présent article, le territoire déterminé est la Colombie-Britannique, l'Alberta, la Saskatchewan, le Manitoba, l'Ontario, le Québec, le Nouveau-Brunswick ou la Nouvelle-Écosse.

3) Sous réserve des paragraphes 4 à [89](#) et de l'article 3.7, l'autorité principale [pour une demande de dispense](#) est la suivante :

a) dans le cas d'une demande concernant un fonds d'investissement, l'autorité du territoire dans lequel le siège du gestionnaire de fonds d'investissement est situé;

b) dans le cas d'une demande concernant une personne qui n'est pas un fonds d'investissement, l'autorité du territoire dans lequel le siège de la personne est situé.

4) ~~Dans le cas d'~~Sous réserve des paragraphes 6 à 9 et de l'article 3.7, l'autorité principale pour une demande de dispense de l'application d'une disposition de la législation en valeurs mobilières relative aux déclarations d'initiés, ~~l'autorité principale~~ est l'autorité du territoire où est situé le siège de l'émetteur assujéti, et non celui de l'initié.

5) ~~Dans le cas d'~~Sous réserve des paragraphes 6 à 9 et de l'article 3.7, l'autorité principale pour une demande de dispense de l'application d'une disposition de la législation en valeurs mobilières relative aux offres publiques d'achat, ~~l'autorité principale~~ est l'autorité du territoire où est situé le siège de l'émetteur visé par l'offre, et non celui de l'initiateur.

6) ~~Si~~Sous réserve des paragraphes 7 à 9 et de l'article 3.7, si le territoire visé au paragraphe 3, 4 ou 5 n'est pas un territoire déterminé, l'autorité principale pour la demande est l'autorité du territoire déterminé suivant :

a) dans le cas d'une demande de dispense de l'application d'une disposition de la législation en valeurs mobilières relative aux déclarations d'initiés, celui avec lequel l'émetteur assujéti a le rattachement le plus significatif;

b) dans le cas d'une demande de dispense de l'application d'une disposition de la législation en valeurs mobilières relative aux offres publiques d'achat, celui avec lequel l'émetteur visé par l'offre a le rattachement le plus significatif;

c) dans tout autre cas, celui avec lequel la personne ou, dans le cas d'un fonds d'investissement, le gestionnaire de fonds d'investissement a le rattachement le plus significatif.

7) Sous réserve des paragraphes 8 et 9 et de l'article 3.7, si une société ou une personne physique demande une dispense de l'application d'une disposition prévue à la partie 4 du Règlement 31-103 ou à la partie 2 du Règlement 33-109 relativement à une demande d'inscription dans le territoire principal, l'autorité principale pour la demande de dispense est déterminée conformément à l'article 3.6 de l'Instruction générale 11-204. En vertu de cet article, l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable de tout territoire peut être autorité principale.

8) Sous réserve du paragraphe ~~8-9~~ et de l'article 3.7, si une personne ne souhaite pas obtenir de dispense dans le territoire de l'autorité principale désignée conformément au paragraphe 3, 4, ~~5, 6~~ ou ~~6-7~~, l'autorité principale pour la demande est l'autorité du territoire déterminé qui réunit les conditions suivantes :

a) il est celui dans lequel la personne souhaite obtenir la dispense;

b) il est :

i) dans le cas d'une demande de dispense de l'application d'une disposition de la législation en valeurs mobilières relative aux déclarations d'initiés, celui avec lequel l'émetteur assujéti a le rattachement le plus significatif;

ii) dans le cas d'une demande de dispense de l'application d'une disposition de la législation en valeurs mobilières relative aux offres publiques d'achat, celui avec lequel l'émetteur visé par l'offre a le rattachement le plus significatif;

iii) dans tout autre cas, celui avec lequel la personne ou, dans le cas d'un fonds d'investissement, le gestionnaire de fonds d'investissement a le rattachement le plus significatif.

~~8)~~ La 9) Sous réserve de l'article 3.7, la personne qui souhaite obtenir plusieurs dispenses simultanément dont certaines ne sont pas nécessaires dans le territoire de l'autorité principale désignée conformément au paragraphe 3, 4, 5, 6, 7 ou ~~6~~8 peut présenter la demande à l'autorité du territoire déterminé qui réunit les conditions suivantes :

- a) il est celui dans lequel la personne souhaite obtenir toutes les dispenses;
- b) il est :
 - i) dans le cas d'une demande de dispense de l'application d'une disposition de la législation en valeurs mobilières relative aux déclarations d'initiés, celui avec lequel l'émetteur assujéti a le rattachement le plus significatif;
 - ii) dans le cas d'une demande de dispense de l'application d'une disposition de la législation en valeurs mobilières relative aux offres publiques d'achat, celui avec lequel l'émetteur visé par l'offre a le rattachement le plus significatif;
 - iii) dans tout autre cas, celui avec lequel la personne ou, dans le cas d'un fonds d'investissement, le gestionnaire de fonds d'investissement a le rattachement le plus significatif.

Cette autorité est l'autorité principale pour la demande.

910) Les facteurs que le déposant doit prendre en considération pour désigner l'autorité principale pour la demande en fonction du rattachement le plus significatif sont les suivants, par ordre de prépondérance :

- a) le lieu où l'émetteur est assujéti ou la personne est inscrite;
- b) le lieu où la direction est située;
- c) le lieu où les actifs sont situés et les activités d'exploitation sont exercées;
- d) le lieu où la majorité des porteurs de titres ou des clients est située;
- e) le lieu où le marché boursier ou le système de cotation est situé au Canada.

3.7. Changement discrétionnaire d'autorité principale

1) L'autorité principale désignée en vertu de l'article 3.6 qui estime ne pas être l'autorité principale appropriée consulte d'abord le déposant et l'autorité appropriée, puis avise le déposant par écrit de la nouvelle autorité principale et des motifs du changement.

2) Le déposant peut demander un changement discrétionnaire d'autorité principale pour une demande dans les cas suivants :

- a) le déposant estime que l'autorité principale désignée en vertu de l'article 3.6 ne convient pas;
- b) le siège change de lieu pendant l'étude de la demande;
- c) le rattachement le plus significatif à un territoire déterminé change pendant l'étude de la demande;
- d) le déposant retire sa demande dans le territoire principal parce qu'il n'a pas besoin de dispense dans ce territoire.

3) Les autorités ne prévoient changer l'autorité principale que dans des cas exceptionnels.

4) Le déposant devrait présenter sa demande de changement d'autorité principale par écrit à l'autorité principale actuelle et indiquer les motifs de sa demande.

3.8. Principes généraux

1) Le déposant devrait déterminer la dispense qui est appropriée et nécessaire dans le territoire principal et tout territoire autre que le territoire principal où il la demande ou à l'égard duquel il donne avis conformément au sous-paragraphe *c* du paragraphe 1 de l'article 4.7 du Règlement 11-102.

2) Les modalités, conditions, restrictions et obligations prévues par la décision sont conformes à la législation en valeurs mobilières et aux directives en valeurs mobilières du territoire principal.

3) Une décision prévoit généralement une dispense pour la totalité de l'opération ou de l'affaire qui est visée par la demande. On s'assure ainsi du traitement uniforme de l'opération ou de l'affaire dans tous les territoires. Par conséquent, si l'opération ou l'affaire comporte une série d'opérations, la décision porte généralement sur toutes les opérations de la série, et le déposant ne s'appuie pas sur des dispenses réglementaires pour certaines opérations et sur la décision pour d'autres.

4) Les autorités ne sont pas disposées à étendre les dispenses non harmonisées prévues par le *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription* (le « Règlement 45-106 ») à un territoire autre que le territoire principal dans lequel on ne peut pas se prévaloir de ces dispenses en vertu de ce règlement. L'autorité principale exigera de tout déposant qui effectue une demande sous le régime de passeport ou une demande sous régime double qui aurait cet effet de déclarer qu'aucune personne ne se prévaudra de la dispense dans le territoire autre que le territoire principal. Par exemple, les autorités ont prévu dans ce règlement deux types de dispenses pour la notice d'offre. L'autorité principale n'accordera pas de dispense discrétionnaire qui aurait pour effet d'accorder au déposant un type de dispense pour la notice d'offre dont il ne pourrait se prévaloir conformément au Règlement 45-106 dans un territoire autre que le territoire principal, à moins qu'il ne déclare qu'aucune personne ne placera de titres sous le régime de ce type de dispense dans ce territoire.

5) Les autorités transmettent généralement leurs communications aux déposants par courrier électronique ou télécopieur.

PARTIE 4 DÉPÔTS PRÉALABLES

4.1. Observations générales

1) Le déposant devrait faire un dépôt préalable suffisamment longtemps avant la demande pour éviter tout retard dans la délivrance de la décision de l'autorité principale.

2) L'autorité principale traite tout dépôt préalable dans la confidentialité, sous les réserves suivantes :

a) elle peut fournir des copies ou une description du dépôt préalable à d'autres autorités à des fins de discussion si le dépôt préalable soulève une nouvelle question de fond ou de principe;

b) elle peut être tenue de divulguer le dépôt préalable en vertu de la législation sur l'accès à l'information et sur la protection des renseignements personnels.

4.2. Procédure relative au dépôt préalable concernant une demande sous le régime de passeport

Le déposant devrait faire tout dépôt préalable concernant une demande sous le régime de passeport auprès de l'autorité principale par lettre et suivre la procédure suivante :

a) désigner dans le dépôt préalable l'autorité principale pour la demande et y indiquer chaque territoire sous le régime de passeport à l'égard duquel il entend donner l'avis prévu au sous-paragraphe c du paragraphe 1 de l'article 4.7 du Règlement 11-102;

b) ne faire le dépôt préalable qu'auprès de l'autorité principale.

4.3. Procédure relative au dépôt préalable concernant une demande sous régime double

1) Le déposant qui fait un dépôt préalable concernant une demande sous régime double devrait y désigner l'autorité principale ainsi qu'y indiquer chaque territoire sous le régime de passeport à l'égard duquel il entend donner l'avis prévu au sous-paragraphe c du paragraphe 1 de l'article 4.7 du Règlement 11-102 et l'Ontario.

2) Le déposant ne devrait faire le dépôt préalable qu'auprès de l'autorité principale. S'il s'agit d'un dépôt préalable de nature courante, le déposant ne traite qu'avec l'autorité principale pour régler les questions relatives au dépôt.

3) L'autorité principale qui juge qu'un dépôt préalable présenté comme étant de nature courante soulève une nouvelle question de fond ou de principe en avise le déposant et lui demande de faire le dépôt préalable auprès de la CVMO.

4) S'il apparaît au déposant qu'un dépôt préalable soulève une nouvelle question de fond ou de principe, il peut accélérer la présente procédure en faisant le dépôt préalable tant auprès de l'autorité principale que de la CVMO.

5) Si le dépôt préalable soulève une nouvelle question de fond ou de principe, l'autorité principale prend des dispositions avec la CVMO pour en discuter dans un délai de sept jours ouvrables, ou dès que possible après que la CVMO a reçu le dépôt préalable.

4.4. Procédure relative au dépôt préalable concernant une demande sous examen coordonné

1) Le déposant qui fait un dépôt préalable concernant une demande sous examen coordonné devrait y désigner l'autorité principale et y indiquer chaque territoire autre que le territoire principal où il compte déposer sa demande.

2) Le déposant ne devrait faire le dépôt préalable qu'auprès de l'autorité principale. S'il s'agit d'un dépôt préalable de nature courante, le déposant ne traite qu'avec l'autorité principale pour régler les questions relatives au dépôt.

3) L'autorité principale qui juge qu'un dépôt préalable présenté comme étant de nature courante soulève une nouvelle question de fond ou de principe en avise le déposant et lui demande de faire le dépôt préalable auprès de chaque autorité autre que l'autorité principale.

4) S'il apparaît au déposant qu'un dépôt préalable soulève une nouvelle question de fond ou de principe, il peut accélérer la présente procédure en faisant le dépôt préalable auprès de l'autorité principale et de chaque autorité autre que l'autorité principale auprès de laquelle il compte déposer sa demande.

5) Si le dépôt préalable soulève une nouvelle question de fond ou de principe, l'autorité principale prend des dispositions avec les autorités autres que l'autorité principale pour discuter du dépôt préalable dans un délai de sept jours ouvrables, ou dès que possible après que toutes les autorités autres que l'autorité principale l'ont reçu.

4.5. Information à fournir dans la demande concernée

Le déposant devrait inclure ce qui suit dans la demande faisant suite à un dépôt préalable :

a) une description de l'objet du dépôt préalable et de la position prise par l'autorité principale;

b) toute autre position proposée par une autorité autre que l'autorité principale qui participait aux discussions et qui était en désaccord avec l'autorité principale.

PARTIE 5 DÉPÔT DE DOCUMENTS

5.1. Choix de déposer la demande en vertu de l'instruction générale et désignation de l'autorité principale

Dans sa demande, le déposant devrait indiquer qu'il dépose, selon le cas, une demande sous le régime de passeport, une demande sous régime double, une demande sous examen coordonné ou une demande mixte conformément à la présente instruction générale et désigner son autorité principale à l'égard de la demande. Dans le cas de la demande mixte, il devrait préciser si elle contient une demande sous le régime de passeport ou une demande sous régime double.

5.2. Documents à déposer avec la demande

1) Dans le cas d'une demande sous le régime de passeport, le déposant devrait payer à l'autorité principale les droits exigibles dans le territoire principal en vertu de la législation en valeurs mobilières de cette autorité et déposer uniquement auprès d'elle les documents suivants :

a) une demande écrite rédigée conformément aux procédures de l'autorité principale quant à la forme et au contenu, dans laquelle le déposant :

i) indique le motif de la désignation de l'autorité principale aux termes de l'article 3.6;

ii) indique si une autre demande a été déposée relativement à la même opération ou question dans un ou plusieurs territoires, et précise les raisons du dépôt de cette demande ainsi que l'autorité principale à l'égard de celle-ci;

iii) fournit, pour tout dépôt préalable concerné, l'information visée à l'article 4.5;

iv) énonce sous des rubriques distinctes chaque disposition de la législation en valeurs mobilières indiquée à l'Annexe D du Règlement 11-102 sous le nom du territoire principal à l'égard de laquelle il demande, ainsi que toute autre partie concernée, une dispense discrétionnaire;

v) donne avis des territoires sous le régime de passeport autres que le territoire principal à l'égard desquels le paragraphe 1 de l'article 4.7 du Règlement 11-102 est invoqué pour chaque disposition équivalente du territoire intéressé;

vi) présente toute requête de confidentialité;

vii) fait renvoi aux décisions antérieures de l'autorité principale ou d'autres autorités qui justifieraient l'octroi de la dispense discrétionnaire ou indique que la dispense discrétionnaire souhaitée est nouvelle et n'a jamais été octroyée;

viii) inclut une déclaration autorisant le dépôt de la demande et attestant la véracité des faits exposés dans la demande;

ix) déclare que ni lui ni aucune autre partie concernée ne contreviennent à la législation en valeurs mobilières d'un territoire ou, dans le cas contraire, précise la nature de la contravention;

- b) les documents justificatifs;
 - c) un projet de décision prévoyant des modalités, conditions, restrictions ou obligations, notamment :
 - i) une déclaration selon laquelle ni le déposant ni aucune autre partie concernée ne contreviennent à la législation en valeurs mobilières d'un territoire ou, dans le cas contraire, précisant la nature de la contravention;
 - ii) des restrictions à la revente, s'il y a lieu, selon la législation en valeurs mobilières et les directives en valeurs mobilières du territoire principal.
- 2) Dans le cas d'une demande sous régime double, le déposant devrait payer à l'autorité principale et à la CVMO les droits exigibles en vertu de leur législation en valeurs mobilières et déposer auprès d'elles les documents suivants :
- a) une demande écrite rédigée conformément aux procédures de l'autorité principale quant à la forme et au contenu, dans laquelle le déposant :
 - i) indique le motif de la désignation de l'autorité principale aux termes de l'article 3.6;
 - ii) indique si une autre demande a été déposée relativement à la même opération ou question dans un ou plusieurs territoires, et précise les raisons du dépôt de cette demande ainsi que l'autorité principale à l'égard de celle-ci;
 - iii) fournit, pour tout dépôt préalable concerné, l'information visée à l'article 4.5;
 - iv) énonce sous des rubriques distinctes chaque disposition de la législation en valeurs mobilières indiquée à l'Annexe D du Règlement 11-102 sous le nom du territoire principal à l'égard de laquelle il demande, ainsi que toute autre partie concernée, une dispense discrétionnaire, de même que les dispositions applicables de la législation en valeurs mobilières de l'Ontario, et donne une analyse des éventuelles différences entre les dispositions applicables dans le territoire principal et en Ontario;
 - v) donne avis des territoires sous le régime de passeport autres que le territoire principal à l'égard desquels le paragraphe 1 de l'article 4.7 du Règlement 11-102 est invoqué pour chaque disposition équivalente du territoire intéressé;
 - vi) présente toute requête de confidentialité;
 - vii) formule toute demande d'abrègement soit du délai d'examen (voir le paragraphe 3 de l'article 6.2), soit du délai de signification du retrait (voir le paragraphe 4 de l'article 7.2) ainsi que les motifs à l'appui;
 - viii) fait renvoi aux décisions antérieures de l'autorité principale ou d'autres autorités qui justifieraient l'octroi de la dispense discrétionnaire ou indique que la dispense discrétionnaire souhaitée est nouvelle et n'a jamais été octroyée;
 - ix) inclut une déclaration autorisant le dépôt de la demande et attestant la véracité des faits exposés dans la demande;
 - x) déclare que ni lui ni aucune autre partie concernée ne contreviennent à la législation en valeurs mobilières d'un territoire ou, dans le cas contraire, précise la nature de la contravention;
 - b) les documents justificatifs;

c) un projet de décision prévoyant des modalités, conditions, restrictions ou obligations, notamment :

i) une déclaration selon laquelle ni le déposant ni aucune autre partie concernée ne contreviennent à la législation en valeurs mobilières d'un territoire ou, dans le cas contraire, précisant la nature de la contravention;

ii) des restrictions à la revente, s'il y a lieu, selon la législation en valeurs mobilières et les directives en valeurs mobilières du territoire principal.

3) Dans le cas d'une demande sous examen coordonné, le déposant devrait acquitter les droits exigibles en vertu de la législation en valeurs mobilières de l'autorité principale et de chaque autorité autre que l'autorité principale dont il souhaite, ainsi que toute autre partie concernée, obtenir une dispense et déposer auprès d'elles les documents suivants :

a) une demande écrite rédigée conformément aux procédures de l'autorité principale quant à la forme et au contenu, dans laquelle le déposant :

i) indique le motif de la désignation de l'autorité principale aux termes de l'article 3.6;

ii) indique si une autre demande a été déposée relativement à la même opération ou question dans un ou plusieurs territoires, et précise les raisons du dépôt de cette demande ainsi que l'autorité principale à l'égard de celle-ci;

iii) fournit, pour tout dépôt préalable concerné, l'information visée à l'article 4.5;

iv) énonce sous des rubriques distinctes chaque disposition de la législation en valeurs mobilières du territoire principal à l'égard de laquelle il demande, ainsi que toute autre partie concernée, une dispense, de même que les dispositions applicables de la législation en valeurs mobilières de chaque territoire autre que le territoire principal, et donne une analyse des éventuelles différences entre les dispositions applicables dans le territoire principal et dans chaque territoire autre que le territoire principal;

v) présente toute requête de confidentialité;

vi) formule toute demande d'abrègement soit du délai d'examen (voir le paragraphe 3 de l'article 6.2), soit du délai de signification du retrait (voir le paragraphe 4 de l'article 7.2) ainsi que les motifs à l'appui;

vii) fait renvoi aux décisions antérieures de l'autorité principale ou d'autres autorités qui justifieraient l'octroi de la dispense ou indique que la dispense souhaitée est nouvelle et n'a jamais été octroyée;

viii) inclut une déclaration autorisant le dépôt de la demande et attestant la véracité des faits exposés dans la demande;

ix) déclare que ni lui ni aucune autre partie concernée ne contreviennent à la législation en valeurs mobilières d'un territoire ou, dans le cas contraire, précise la nature de la contravention;

b) les documents justificatifs;

c) un projet de décision prévoyant des modalités, conditions, restrictions ou obligations, notamment :

i) une déclaration selon laquelle ni le déposant ni aucune autre partie concernée ne contreviennent à la législation en valeurs mobilières d'un territoire ou, dans le cas contraire, précisant la nature de la contravention;

ii) des restrictions à la revente, s'il y a lieu, selon la législation en valeurs mobilières et les directives en valeurs mobilières du territoire principal.

4) Dans le cas d'une demande mixte, le déposant devrait acquitter les droits et déposer sa demande auprès de chaque autorité et pour chaque type de demande, énoncer la dispense ou la dispense discrétionnaire qu'il souhaite obtenir et fournir l'information et les documents pertinents, conformément au présent article.

5) Le déposant devrait déposer sa demande suffisamment longtemps avant toute échéance pour que le personnel ait le temps de l'examiner et de faire ses recommandations en vue d'une décision.

6) Le déposant qui présente une demande sous le régime de passeport ou une demande sous régime double devrait y indiquer toutes les dispenses discrétionnaires requises et donner avis de tous les territoires sous le régime de passeport à l'égard desquels il compte se prévaloir du paragraphe 1 de l'article 4.7 du Règlement 11-102. L'avis donné conformément à la disposition *v* du sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 ou 2 satisfait à l'obligation d'avis prévue au sous-paragraphe *c* du paragraphe 1 de l'article 4.7 du Règlement 11-102.

7) Le déposant qui souhaite obtenir une dispense au Québec devrait déposer la version française du projet de décision lorsque l'AMF agit à titre d'autorité principale.

5.3. Documents à déposer pour étendre une dispense discrétionnaire à un nouveau territoire sous le régime de passeport en vertu des articles 4.7 et 4.8 du Règlement 11-102

1) En vertu du paragraphe 1 de l'article 4.7 du Règlement 11-102, le déposant qui a obtenu de son autorité principale une dispense discrétionnaire de l'application d'une disposition de la législation en valeurs mobilières indiquée à l'Annexe D de ce règlement en présentant une demande sous le régime de passeport ou une demande sous régime double peut se prévaloir de la dispense dans un autre territoire sous le régime de passeport que le territoire principal à l'égard duquel il n'a pas donné dans sa demande l'avis prévu à la disposition *v* du sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 ou 2 de l'article 5.2, pour autant que certaines conditions soient remplies. Il doit notamment donner à l'égard du nouveau territoire l'avis prévu au sous-paragraphe *c* du paragraphe 1 de l'article 4.7 du Règlement 11-102.

2) Selon le paragraphe 1 de l'article 4.8 du Règlement 11-102, le déposant qui a obtenu de l'autorité d'un territoire déterminé, au sens de cet article, une dispense discrétionnaire de l'application d'une disposition de la législation en valeurs mobilières indiquée à l'Annexe D de ce règlement avant le 17 mars 2008 peut aussi bénéficier de la dispense dans un autre territoire sous le régime de passeport que le territoire principal, pourvu que certaines conditions soient remplies. Il doit notamment donner à l'égard du nouveau territoire l'avis prévu au sous-paragraphe *c* de ce paragraphe. Conformément au paragraphe 3 de l'article 4.8 du Règlement 11-102, le déposant n'est pas tenu de donner l'avis s'il s'agit d'une dispense discrétionnaire d'une obligation d'information continue, au sens du *Règlement 11-101 sur le régime de l'autorité principale*, qui est indiquée à l'Annexe D du Règlement 11-102 et que certaines autres conditions sont remplies. On trouvera de plus amples indications sur le paragraphe 1 de l'article 4.8 du Règlement 11-102 à l'article 9.3 de la présente instruction générale et à l'article 4.5 de l'Instruction générale 11-102.

3) Il y a lieu de préciser que le déposant ne peut se prévaloir des articles 4.7 et 4.8 du Règlement 11-102 pour obtenir automatiquement une dispense discrétionnaire de l'application d'une disposition de la législation en valeurs mobilières ontarienne indiquée à l'Annexe D de ce règlement. Il ne peut bénéficier de ces articles que dans les territoires sous le régime de passeport.

4) Le déposant devrait donner l'avis mentionné au paragraphe 1 à l'autorité principale à l'égard de la demande d'origine et l'avis visé au paragraphe 2 à l'autorité qui serait l'autorité principale en vertu de la partie 4 du Règlement 11-102 s'il présentait la demande conformément à cette partie au moment où il donne l'avis. L'avis devrait contenir les éléments suivants :

a) la liste de tous les territoires concernés à l'égard desquels le déposant donne avis qu'il compte se prévaloir du paragraphe 1 de l'article 4.7 ou 4.8 du Règlement 11-102;

b) la date de la décision :

i) de l'autorité principale sur la demande d'origine, dans le cas de l'avis donné selon le sous-paragraphe *c* du paragraphe 1 de l'article 4.7 susmentionné;

ii) de l'autorité du territoire déterminé qui a accordé la dispense, dans le cas de l'avis donné selon le sous-paragraphe *c* du paragraphe 1 de l'article 4.8 susmentionné;

c) la référence de la décision de l'autorité;

d) une description de la dispense discrétionnaire accordée par l'autorité;

e) la confirmation que la dispense est toujours valide.

5) L'autorité d'un territoire autre que le territoire principal prend les mesures qui s'imposent dans le cas où, au moment du dépôt d'une demande sous le régime de passeport ou sous régime double, le déposant nécessite une dispense discrétionnaire dans ce territoire, mais ne donne à son égard l'avis prévu au sous-paragraphe *c* du paragraphe 1 de l'article 4.7 du Règlement 11-102 qu'après que l'autorité principale a accordé cette dispense. L'autorité du territoire autre que le territoire principal pourrait notamment retirer la dispense discrétionnaire, auquel cas le déposant aurait la possibilité d'être entendu dans ce territoire selon les circonstances.

6) L'autorité qui reçoit l'avis mentionné au paragraphe 1 ou 2 transmet une copie de l'avis et de sa décision à l'autorité du nouveau territoire autre que le territoire principal.

5.4. Requête de confidentialité

1) Le déposant qui requiert la confidentialité de la demande et des documents justificatifs pendant l'examen de la demande devrait fournir une raison valable comme fondement de sa requête.

2) Le déposant qui requiert le maintien de la confidentialité de la demande, des documents justificatifs ou de la décision au-delà de la date d'effet de la décision devrait présenter sa requête de confidentialité sous une rubrique distincte de la demande et payer les droits exigibles dans les territoires suivants :

- a)* dans le territoire principal, s'il fait une demande sous le régime de passeport;
- b)* dans le territoire principal et en Ontario, s'il fait une demande sous régime double;
- c)* dans chaque territoire, s'il fait une demande sous examen coordonné.

3) Toute requête de confidentialité devrait exposer en quoi elle est raisonnable dans les circonstances et ne porte pas préjudice à l'intérêt public et indiquer la date à laquelle la décision accordant la confidentialité pourrait expirer.

4) Les communications relatives aux requêtes de confidentialité se font normalement par courrier électronique. Si le déposant a des réserves sur ce mode de communication, il peut préciser dans sa demande qu'il souhaite que toutes les communications soient faites par télécopieur ou par téléphone.

5.5. Dépôt

Le déposant devrait transmettre les documents de demande sur papier, accompagnés des droits exigibles, aux autorités en valeurs mobilières ou agents responsables suivants :

- a)* l'autorité principale, dans le cas d'une demande sous le régime de passeport;
- b)* l'autorité principale et la CVMO, dans le cas d'une demande sous régime double;
- c)* chaque autorité dont le déposant souhaite obtenir une dispense, dans le cas d'une demande sous examen coordonné.

Le déposant devrait également fournir une copie électronique des documents de demande, y compris le projet de décision, par courrier électronique ou sur CD-ROM. Le dépôt de la demande simultanément dans tous les territoires concernés permet à l'autorité principale et, le cas échéant, aux autorités autres que l'autorité principale de traiter la demande dans les meilleurs délais. En Colombie-Britannique, un système de dépôt électronique permet de déposer les demandes de dispense et d'en faire le suivi. Les déposants devraient déposer leur demande en Colombie-Britannique au moyen de ce système plutôt que par courrier électronique. Les déposants devraient déposer les demandes

relatives au *Règlement 81-102 sur les organismes de placement collectif* au moyen de SEDAR.

Les déposants devraient transmettre tout dépôt préalable et tout document de demande par courrier électronique aux adresses suivantes :

	Colombie-Britannique	www.bsc.bc.ca (cliquer sur « BCSC e-services » et suivre les indications)
Alberta		legalapplications@seccom.ab.ca
Saskatchewan		exemptions@sfsc.gov.sk.ca
Manitoba		exemptions.msc@gov.mb.ca
Ontario		applications@osc.gov.on.ca
Québec		Dispenses-Passeport@lautorite.qc.ca
Nouveau-Brunswick		Passport-passeport@nbsc-cvmnb.ca
Nouvelle-Écosse		nsscexemptions@gov.ns.ca
Île-du-Prince-Édouard		CCIS@gov.pe.ca
Terre-Neuve-et-Labrador		securitiesexemptions@gov.nl.ca
Yukon		Corporateaffairs@gov.yk.ca
Territoires du Nord-Ouest		SecuritiesRegistry@gov.nt.ca
Nunavut		legalregistries@gov.nu.ca

5.6. Documents incomplets ou non conformes

Si les documents du déposant sont incomplets ou non conformes, l'autorité principale peut lui demander de déposer une demande modifiée, ce qui risque de retarder l'examen de la demande.

5.7. Accusé de réception du dépôt

1) Sur réception d'une demande complète et conforme, l'autorité principale transmet au déposant un accusé de réception ainsi qu'une copie de celui-ci à toute autorité auprès de laquelle le déposant a déposé la demande. L'accusé de réception indique les nom, numéro de téléphone, numéro de télécopieur et adresse électronique de la personne qui examine la demande.

2) Dans le cas d'une demande sous régime double, d'une demande sous examen coordonné ou d'une demande mixte, l'autorité principale informe le déposant, dans l'accusé de réception, de l'échéance du délai d'examen prévu au paragraphe 3 de l'article 6.2.

5.8. Retrait ou abandon de la demande

1) Le déposant qui retire sa demande au cours de l'examen doit en aviser l'autorité principale ainsi que toute autorité autre que l'autorité principale auprès de laquelle il a déposé la demande, et fournir une explication.

2) Si l'autorité principale détermine, au cours de l'examen, que le déposant a abandonné la demande, elle l'avise que la mention « abandonnée » y sera apposée. Dans ce cas, l'autorité principale ferme le dossier sans autre avis, à moins que le déposant ne lui fournisse par écrit dans un délai de dix jours ouvrables des raisons acceptables de ne pas fermer le dossier. Si le déposant omet de le faire, l'autorité principale l'avise, ainsi que toute autorité autre que l'autorité principale auprès de laquelle il a déposé la demande, de la fermeture du dossier.

PARTIE 6 EXAMEN DES DOCUMENTS

6.1. Examen des demandes sous le régime de passeport

1) L'autorité principale examine toute demande sous le régime de passeport conformément à sa législation en valeurs mobilières et à ses directives en valeurs mobilières, selon ses procédures d'examen et d'analyse et compte tenu de ses précédents.

2) Le déposant ne traite qu'avec l'autorité principale, qui lui transmet des observations et recueille ses réponses.

6.2. Examen et traitement des demandes sous régime double et des demandes sous examen coordonné

1) L'autorité principale examine toute demande sous régime double ou demande sous examen coordonné conformément à sa législation en valeurs mobilières et à ses directives en valeurs mobilières, selon ses procédures d'examen et d'analyse et compte tenu de ses précédents. Elle prend en considération les observations reçues des autorités autres que l'autorité principale auprès desquelles le déposant a déposé sa demande. On trouvera des indications sur les autorités autres que l'autorité principale auprès desquelles le déposant devrait déposer une demande sous régime double au paragraphe 2 de l'article 5.2 et une demande sous examen coordonné au paragraphe 3 de cet article.

2) En général, le déposant ne traite qu'avec l'autorité principale, qui a la responsabilité de lui transmettre des observations après avoir étudié celles des autorités autres que l'autorité principale et conclu son examen. L'autorité principale peut cependant, dans des circonstances exceptionnelles, adresser le déposant à une autorité autre que l'autorité principale auprès de laquelle il a déposé sa demande.

3) Toute autorité autre que l'autorité principale auprès de laquelle le déposant a déposé sa demande dispose d'un délai de sept jours ouvrables suivant la réception de l'accusé de réception visé au paragraphe 1 de l'article 5.7 pour examiner la demande. L'autorité principale peut abrégé le délai d'examen dans certaines circonstances exceptionnelles, si le déposant a déposé une demande sous régime double ou une demande sous examen coordonné simultanément dans les territoires autres que le territoire principal et démontre qu'il est nécessaire et raisonnable dans les circonstances d'y porter une attention immédiate. Toute autorité autre que l'autorité principale qui est contre l'abrègement du délai d'examen peut en aviser le déposant et l'autorité principale et exiger que le déposant retire sa demande dans le territoire concerné. Dans ce cas, la demande devient une demande locale sans qu'il soit nécessaire de déposer de nouvelle demande ni de payer d'autres droits y afférents.

4) Les circonstances exceptionnelles dans lesquelles l'autorité principale peut abrégé le délai d'examen sont notamment les suivantes :

a) le déposant demande une dispense en vue d'une offre publique d'achat contestée et un délai lui serait préjudiciable;

b) le déposant réagit à un évènement critique qui ne dépend pas de sa volonté et il n'aurait pas pu demander la dispense plus tôt.

5) À moins que le déposant ne fournisse des raisons probantes pour lesquelles il n'a pas amorcé la procédure de demande plus tôt, l'autorité principale considère que les situations suivantes ne sont pas des circonstances exceptionnelles :

a) la mise à la poste d'une circulaire de sollicitation de procurations en vue d'une assemblée régulière des porteurs qui portera sur une opération;

b) le dépôt d'un prospectus dont le visa ne peut faire foi de la dispense;

c) la conclusion d'une opération;

d) le dépôt d'un document d'information continue peu de temps avant la date limite du dépôt;

e) toute autre situation où le déposant avait connaissance d'une échéance avant le dépôt de la demande et aurait pu déposer la demande plus tôt.

Le personnel tente dans la mesure du possible de composer avec les dates des opérations. Toutefois, le déposant qui compte effectuer des opérations dont les délais sont critiques devrait prévoir dans son échéancier le temps nécessaire aux approbations réglementaires.

Le fait qu'une demande est de nature courante selon le déposant ne saurait constituer une raison probante pour solliciter l'abrègement du délai.

6) Le déposant devrait fournir dans sa demande suffisamment d'information pour permettre au personnel de déterminer la vitesse à laquelle il convient de la traiter. Par exemple, si le déposant doit honorer certains engagements avant une date donnée et obtenir l'opinion du personnel ou la décision avant cette échéance, il devrait expliquer les raisons pour lesquelles il lui faut l'opinion ou la décision avant cette date et indiquer ces contraintes de temps dans sa demande.

7) Avant l'échéance du délai d'examen, toute autorité autre que l'autorité principale auprès de laquelle le déposant a déposé une demande sous régime double ou une demande sous examen coordonné avise l'autorité principale de toute question de fond qui, si elle n'était pas résolue, amènerait son personnel à lui recommander de se retirer de l'examen. L'autorité principale peut considérer que l'autorité autre que l'autorité principale qui ne lui fait pas parvenir d'observations sur la demande dans le délai d'examen n'en a pas.

8) L'autorité autre que l'autorité principale auprès de laquelle le déposant a déposé une demande sous régime double ou une demande sous examen coordonné et dont le personnel estime qu'aucune dispense n'est nécessaire en vertu de sa législation en valeurs mobilières en avise l'autorité principale et le déposant et demande à celui-ci de retirer sa demande.

PARTIE 7 PROCESSUS DÉCISIONNEL

7.1. Demande sous le régime de passeport

1) À l'issue de l'examen, l'autorité principale accorde ou refuse la dispense discrétionnaire sollicitée dans une demande sous le régime de passeport, compte tenu de la recommandation de son personnel.

2) Si l'autorité principale n'est pas disposée à accorder la dispense discrétionnaire sollicitée dans la demande sous le régime de passeport sur le fondement des informations qui lui ont été présentées, elle en avise le déposant.

3) Le déposant qui reçoit l'avis prévu au paragraphe 2 peut demander à comparaître devant l'autorité principale pour lui présenter des observations si cette procédure est prévue dans le territoire principal.

7.2. Demande sous régime double et demande sous examen coordonné

1) À l'issue de l'examen, l'autorité principale accorde ou refuse la dispense discrétionnaire sollicitée dans une demande sous régime double ou la dispense sollicitée dans une demande sous examen coordonné, compte tenu de la recommandation de son personnel, et communique immédiatement sa décision aux autorités autres que l'autorité principale auprès desquelles le déposant a déposé sa demande.

2) Toute autorité autre que l'autorité principale auprès de laquelle le déposant a déposé une demande sous régime double ou une demande sous examen coordonné dispose d'un délai de cinq jours ouvrables suivant la réception de la décision de l'autorité principale pour confirmer si elle a rendu la même décision et si elle participe à l'examen sous régime double ou à l'examen coordonné ou s'en retire.

3) L'autorité principale considère que l'autorité autre que l'autorité principale qui garde le silence s'est retirée de l'examen sous régime double ou de l'examen coordonné.

4) L'autorité principale peut demander aux autorités autres que l'autorité principale, sans l'exiger, d'abréger le délai de signification du retrait, si le déposant démontre que l'abrégement est nécessaire et raisonnable dans les circonstances. Dans certaines circonstances, l'abrégement est impossible. Par exemple, dans bon nombre de territoires, certains types de décisions sont de la compétence exclusive d'un comité de l'autorité qui se réunit selon un calendrier déterminé.

5) L'autorité principale envoie au déposant la décision rendue sur une demande sous régime double ou sur une demande sous examen coordonné au plus tôt à la première des dates suivantes :

a) la date d'échéance du délai de signification du retrait;

b) la date à laquelle l'autorité principale reçoit la confirmation visée au paragraphe 2 d'une autorité autre que l'autorité principale auprès de laquelle le déposant a déposé sa demande.

6) Si l'autorité principale n'est pas disposée à accorder au déposant la dispense discrétionnaire souhaitée dans une demande sous régime double ou la dispense souhaitée dans une demande sous examen coordonné sur le fondement des informations qui lui ont été présentées, elle en avise le déposant et toutes les autorités autres que l'autorité principale auprès desquelles il a déposé sa demande.

7) Le déposant qui reçoit l'avis prévu au paragraphe 6 peut demander à comparaître devant l'autorité principale pour lui présenter des observations si cette procédure est prévue dans le territoire principal. L'autorité principale peut tenir une audience seule ou encore conjointement ou en parallèle avec les autorités autres que l'autorité principale auprès desquelles le déposant a déposé sa demande. À l'issue de l'audience, l'autorité principale transmet une copie de la décision au déposant et à toutes les autorités autres que l'autorité principale auprès desquelles celui-ci a déposé sa demande.

8) Toute autorité autre que l'autorité principale qui choisit de se retirer de l'examen sous régime double ou de l'examen coordonné en avise le déposant, l'autorité principale et toutes les autorités autres que l'autorité principale auprès desquelles le déposant a déposé sa demande, et elle fournit les motifs de son retrait. Le déposant peut traiter directement avec l'autorité autre que l'autorité principale afin de résoudre les questions en suspens et d'obtenir une décision sans avoir à déposer de nouvelle demande ni à payer d'autres droits y afférents. Si le déposant et l'autorité autre que l'autorité principale résolvent toutes les questions en suspens, celle-ci peut choisir de participer de nouveau à l'examen sous régime double ou à l'examen coordonné en en avisant l'autorité principale et toutes les autorités autres que l'autorité principale auprès desquelles le déposant a déposé sa demande durant le délai de signification du retrait prévu au paragraphe 2.

PARTIE 8 DÉCISION

8.1. Effet de la décision rendue sur une demande sous le régime de passeport

1) La décision de l'autorité principale, rendue sur une demande sous le régime de passeport, d'accorder une dispense discrétionnaire de l'application d'une disposition de la législation en valeurs mobilières indiquée à l'Annexe D du Règlement 11-102 sous le nom du territoire principal est celle de l'autorité principale. En vertu du Règlement 11-102, cette dispense emporte automatiquement, pour le déposant, dispense de l'application de la disposition équivalente de chaque territoire de notification.

2) Sauf dans les cas visés aux paragraphes 1 et 2 de l'article 5.3, la dispense discrétionnaire prend effet dans chaque territoire de notification à la date de la décision de l'autorité principale (même si les bureaux de l'autorité du territoire de notification sont fermés à cette date). Dans le cas visé au paragraphe 1 de l'article 5.3, la dispense discrétionnaire prend effet dans le nouveau territoire à la date où le déposant donne à l'égard de ce territoire l'avis prévu au sous-paragraphe *c* du paragraphe 1 de l'article 4.7 ou 4.8 du

Règlement 11-102 (même si les bureaux de l'autorité de ce territoire sont fermés à cette date).

8.2. Effet de la décision rendue sur une demande sous régime double

1) La décision de l'autorité principale, rendue sur une demande sous régime double, d'accorder une dispense discrétionnaire de l'application d'une disposition de la législation en valeurs mobilières indiquée à l'Annexe D du Règlement 11-102 sous le nom du territoire principal est celle de l'autorité principale. En vertu du Règlement 11-102, cette dispense emporte automatiquement, pour le déposant, dispense de l'application de la disposition équivalente de chaque territoire de notification, et elle fait foi de la décision de la CVMO, si celle-ci a confirmé qu'elle a pris la même décision.

2) L'autorité principale délivre sa décision au plus tôt à la première des dates suivantes :

a) la date à laquelle la CVMO confirme qu'elle a pris la même décision;

b) la date d'échéance du délai de signification du retrait prévu au paragraphe 2 de l'article 7.2.

8.3. Effet de la décision rendue sur une demande sous examen coordonné

1) La décision de l'autorité principale, rendue sur une demande sous examen coordonné, d'accorder une dispense de l'application d'une disposition de la législation en valeurs mobilières du territoire principal est celle de l'autorité principale, et elle fait foi de la décision de toute autorité autre que l'autorité principale ayant confirmé qu'elle a pris la même décision.

2) L'autorité principale délivre sa décision au plus tôt à la première des dates suivantes :

a) la date à laquelle l'autorité principale a reçu de chaque autorité autre que l'autorité principale la confirmation que celle-ci a pris la même décision;

b) la date d'échéance du délai de signification du retrait prévu au paragraphe 2 de l'article 7.2.

8.4. Liste des territoires autres que le territoire principal

1) Par commodité, la décision de l'autorité principale sur une demande sous le régime de passeport ou une demande sous régime double mentionne les territoires de notification, mais le déposant a la responsabilité de donner l'avis prescrit concernant chaque territoire à l'égard duquel il compte se prévaloir du paragraphe 1 de l'article 4.7 du Règlement 11-102.

2) La décision de l'autorité principale sur une demande sous régime double ou une demande sous examen coordonné indique explicitement qu'elle énonce la décision de chaque autorité autre que l'autorité principale ayant pris la même décision que l'autorité principale, et qu'elle en fait foi.

3) Dans le cas d'une demande sous examen coordonné à l'égard de laquelle le Québec n'est pas le territoire principal, l'AMF délivre en même temps que la décision de l'autorité principale une décision locale qui s'y ajoute. La décision de l'AMF énonce les mêmes modalités que celle de l'autorité principale. Aucune autre autorité locale ne délivre de décision locale.

8.5. Forme de la décision

1) Sous réserve du paragraphe 2, la décision prend la forme suivante :

- a) dans le cas d'une demande sous le régime de passeport, la forme prévue à l'Annexe A;
 - b) dans le cas d'une demande sous régime double, la forme prévue à l'Annexe B;
 - c) dans le cas d'une demande sous examen coordonné, la forme prévue à l'Annexe C;
 - d) dans le cas d'une demande mixte, la forme prévue à l'Annexe D.
- 2) L'autorité principale peut délivrer sa décision sous une forme moins officielle, s'il y a lieu.
- 3) Si la décision est un refus de la dispense demandée, elle fait état des motifs.

8.6. Délivrance de la décision

L'autorité principale envoie la décision au déposant et à toutes les autorités autres que l'autorité principale.

PARTIE 9 DATE DE PRISE D'EFFET ET DISPOSITIONS TRANSITOIRES

9.1. Date de prise d'effet

La présente instruction générale prend effet le 17 mars 2008.

9.2. Demandes de dispense déposées avant le 17 mars 2008

La procédure énoncée dans l'*Avis 12-201 relatif au régime d'examen concerté des demandes de dispense* ([REC](#)) continue de s'appliquer à toute demande de dispense et à tout dépôt préalable connexe déposés dans plusieurs territoires avant le 17 mars 2008.

9.3. Recours au régime de passeport pour les dispenses discrétionnaires demandées avant le 17 mars 2008

1) Conformément au paragraphe 1 de l'article 4.8 du Règlement 11-102, une dispense discrétionnaire de l'application de la disposition équivalente du territoire intéressé s'applique automatiquement lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- a) une dispense discrétionnaire de l'application d'une disposition de la législation en valeurs mobilières indiquée à l'Annexe D du Règlement 11-102 a été demandée dans un territoire déterminé avant le 17 mars 2008;
- b) l'autorité du territoire déterminé a accordé la dispense, quelle que soit la date de la décision;
- c) certaines autres conditions sont remplies, notamment la remise de l'avis à l'égard du nouveau territoire autre que le territoire principal sous le régime de passeport; on trouvera à l'article 5.3 de la présente instruction générale de plus amples indications sur les autorités à aviser et l'information à fournir dans l'avis.

2) Un territoire déterminé pour l'application de l'article 4.8 du Règlement 11-102 est le territoire principal selon le *Règlement 11-101 sur le régime de l'autorité principale*. Ainsi, le paragraphe 1 de l'article susmentionné s'applique à toute dispense discrétionnaire d'une obligation d'information continue, au sens du *Règlement 11-101 sur le régime de l'autorité principale*, que l'autorité principale désignée selon ce règlement a accordée à un émetteur assujéti avant le 17 mars 2008 si l'obligation d'information continue pertinente est indiquée

à l'Annexe D du Règlement 11-102. Toutefois, en pareil cas, le paragraphe 3 de l'article 4.8 du Règlement 11-102 dispense l'émetteur assujéti de l'obligation d'avis prévue au sous-paragraphe c du paragraphe 1 de cet article. On trouvera de plus amples indications sur l'effet de cet article à l'article 4.5 de l'Instruction générale 11-102.

3) Il y a lieu de préciser que le déposant ne peut se prévaloir de l'article 4.8 du Règlement 11-102 pour obtenir automatiquement une dispense discrétionnaire de l'application d'une disposition de la législation en valeurs mobilières ontarienne indiquée à l'Annexe D de ce règlement. Il ne peut bénéficier de cet article que dans les territoires sous le régime de passeport.

9.4. Révocation ou modification des décisions REC rendues avant le 17 mars 2008

1) Le déposant qui souhaite que les autorités révoquent une décision REC rendue avant le 17 mars 2008 devrait présenter une demande sous examen coordonné.

2) Le déposant qui souhaite que les autorités modifient une décision REC rendue avant le 17 mars 2008 devrait présenter une demande sous examen coordonné. Cependant, dans le cas d'une décision REC accordant une dispense d'une disposition visée à l'Annexe D du Règlement 11-102, il devrait plutôt demander une nouvelle dispense en présentant une demande sous le régime de passeport ou une demande sous régime double et en citant la décision REC dans la nouvelle demande et dans le projet de décision.

3) Le déposant qui présente une demande sous le régime de passeport ou une demande sous régime double en vertu du paragraphe 2 doit donner l'avis prévu au sous-paragraphe c du paragraphe 1 de l'article 4.7 du Règlement 11-102 et respecter les autres conditions prévues par cet article pour que la décision de l'autorité principale s'applique automatiquement dans un territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal. Il peut donner l'avis dans la demande qu'il dépose auprès de l'autorité principale.

Annexe A**Forme de la décision relative à une demande sous le régime de passeport**

[Référence : [référence neutre]

[Date de la décision]]

Dans l'affaire de
la législation en valeurs mobilières (de/du)
[nom du territoire principal] (le « territoire »)

et

du **traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires**

et

de [nom(s) du(des) déposant(s) et des autres parties concernées, avec définitions s'il y a lieu] (le(s) « déposant(s) »)

Décision**Contexte**

L'autorité principale du territoire a reçu du(des) déposant(s) une demande en vue d'obtenir une décision en vertu de la législation en valeurs mobilières du territoire de l'autorité principale (la « législation ») lui(leur) accordant **[décrire la dispense discrétionnaire souhaitée (la « dispense souhaitée ») en faisant renvoi aux dispositions applicables indiquées dans la première colonne de l'Annexe D du Règlement 11-102.]**

Dans le cadre du traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires (demandes sous le régime de passeport) :

a) [nom de l'autorité principale] est l'autorité principale pour la présente demande;

b) le(s) déposant(s) a(ont) donné avis qu'il(s) compte(nt) se prévaloir du paragraphe 1 de l'article 4.7 du *Règlement 11-102 sur le régime de passeport* (le « Règlement 11-102 ») dans les territoires suivants : **[noms des territoires autres que le territoire principal en vertu du régime de passeport].**

Interprétation

Les expressions définies dans le *Règlement 14-101 sur les définitions* et le Règlement 11-102 ont le même sens dans la présente décision lorsqu'elles y sont employées, sauf si elles y reçoivent une autre définition. **[ajouter ici les définitions supplémentaires]**

Déclarations

La présente décision est fondée sur les déclarations de faits suivantes du(des) déposant(s) :

[Intégrer les déclarations importantes nécessaires pour expliquer les motifs de la décision. Indiquer le lieu du siège du déposant et, s'il y a lieu, les facteurs de rattachement selon lesquels il a désigné l'autorité principale à l'égard de la demande. Déclarer que ni le déposant ni aucune autre partie concernée ne contreviennent à la législation en valeurs mobilières d'un territoire ou, dans le cas contraire, préciser la nature de la contravention.]

Décision

L'autorité principale estime que la décision respecte les critères prévus par la législation qui lui permettent de la prendre.

La décision de l'autorité principale en vertu de la législation est d'accorder la dispense souhaitée aux conditions suivantes :

[Indiquer, en les numérotant, les modalités, conditions, restrictions ou obligations à respecter, en faisant renvoi aux dispositions applicables indiquées dans la première colonne de l'Annexe D du Règlement 11-102.]

[Si la date d'effet d'une dispense discrétionnaire accordée est postérieure à celle de la décision, l'indiquer ici.]

_____ (nom du signataire pour l'autorité principale)

_____ (titre)

_____ (nom de l'autorité principale)
(justifier la signature)

Annexe B**Forme de la décision relative à une demande sous régime double**

[Référence : [référence neutre]]

[Date de la décision]]

Dans l'affaire de
la législation en valeurs mobilières (de/du)
[nom du territoire principal] et de l'Ontario (les « territoires »)

et

du **traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires**

et

de [nom(s) du(des) déposant(s) et des autres parties concernées, avec définitions s'il y a lieu] (le(s) « déposant(s) »)

Décision**Contexte**

L'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable de chaque territoire (les « décideurs ») a reçu du(des) déposant(s) une demande en vue d'obtenir une décision en vertu de la législation en valeurs mobilières des territoires (la « législation ») lui(leur) accordant [décrire la dispense discrétionnaire souhaitée (la « dispense souhaitée ») en faisant renvoi aux dispositions applicables indiquées dans la première colonne de l'Annexe D du Règlement 11-102.]

Dans le cadre du traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires (demandes sous régime double) :

a) [nom de l'autorité principale] est l'autorité principale pour la présente demande;

b) le(s) déposant(s) a(ont) donné avis qu'il(s) compte(nt) se prévaloir du paragraphe 1 de l'article 4.7 du *Règlement 11-102 sur le régime de passeport* (le « Règlement 11-102 ») dans les territoires suivants : [noms des territoires autres que le territoire principal en vertu du régime de passeport];

c) la décision est celle de l'autorité principale et fait foi de la décision de l'autorité en valeurs mobilières ou de l'agent responsable en Ontario.

Interprétation

Les expressions définies dans le *Règlement 14-101 sur les définitions* et le Règlement 11-102 ont le même sens dans la présente décision lorsqu'elles y sont employées, sauf si elles y reçoivent une autre définition. [ajouter ici les définitions supplémentaires]

Déclarations

La présente décision est fondée sur les déclarations de faits suivantes du(des) déposant(s) :

[Intégrer les déclarations importantes nécessaires pour expliquer les motifs de la décision. Indiquer le lieu du siège du déposant et, s'il y a lieu, les facteurs de rattachement selon lesquels il a désigné l'autorité principale à l'égard de la demande. Déclarer que ni le déposant ni aucune autre partie concernée ne contreviennent à la

législation en valeurs mobilières d'un territoire ou, dans le cas contraire, préciser la nature de la contravention.]

Décision

Les décideurs estiment que la décision respecte les critères prévus par la législation qui leur permettent de la prendre.

La décision des décideurs en vertu de la législation est d'accorder la dispense souhaitée aux conditions suivantes :

[Indiquer, en les numérotant, les modalités, conditions, restrictions ou obligations à respecter, en faisant renvoi aux dispositions applicables indiquées dans la première colonne de l'Annexe D du Règlement 11-102.]

[Si la date d'effet d'une dispense discrétionnaire accordée est postérieure à celle de la décision, l'indiquer ici.]

_____ (nom du signataire pour l'autorité principale)

_____ (titre)

_____ (nom de l'autorité principale)

(justifier la signature)

Annexe C**Forme de la décision relative à une demande sous examen coordonné**

[Référence : [référence neutre]

[Date de la décision]]

Dans l'affaire de
la législation en valeurs mobilières (de/du)
[nom des territoires participant à la décision] (les « territoires »)

et

du **traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires**

et

de **[nom(s) du(des) déposant(s) et des autres parties concernées, avec définitions s'il y a lieu]** (le(s) « déposant(s) »)

Décision**Contexte**

Les autorités en valeurs mobilières ou les agents responsables des territoires (les « décideurs ») ont reçu du(des) déposant(s) une demande en vue d'obtenir une décision en vertu de la législation en valeurs mobilières des territoires (la « législation ») lui(leur) accordant **[décrire la dispense souhaitée (la « dispense souhaitée ») (en indiquant par exemple que le déposant n'est pas émetteur assujéti). Ne pas renvoyer à des dispositions législatives. Inclure des expressions définies au besoin.]**

Dans le cadre du traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires (demandes sous examen coordonné) :

a) **[nom de l'autorité principale]** est l'autorité principale pour la présente demande;

b) la décision est celle de l'autorité principale et fait foi de la décision des autres décideurs.

Interprétation

Les expressions définies dans le *Règlement 14-101 sur les définitions* ont le même sens dans la présente décision lorsqu'elles y sont employées, sauf si elles y reçoivent une autre définition. **[ajouter ici les définitions supplémentaires]**

Déclarations

La présente décision est fondée sur les déclarations de faits suivantes du(des) déposant(s) :

[Intégrer les déclarations importantes nécessaires pour expliquer les motifs de la décision. Indiquer le lieu du siège du déposant et, s'il y a lieu, les facteurs de rattachement selon lesquels il a désigné l'autorité principale à l'égard de la demande. Déclarer que ni le déposant ni aucune autre partie concernée ne contreviennent à la législation en valeurs mobilières d'un territoire ou, dans le cas contraire, préciser la nature de la contravention. Ne pas renvoyer à des dispositions législatives.]

Décision

Les décideurs estiment que la décision respecte les critères prévus par la législation qui leur permettent de la prendre.

La décision des décideurs en vertu de la législation est d'accorder la dispense souhaitée aux conditions suivantes :

[Indiquer, en les numérotant, les modalités, conditions, restrictions ou obligations à respecter. Elles doivent être génériques et dénuées de renvois à la législation des territoires.]

[Si la date d'effet d'une dispense accordée est postérieure à celle de la décision, l'indiquer ici.]

_____ (nom du signataire pour l'autorité principale)

_____ (titre)

_____ (nom de l'autorité principale)
(justifier la signature)

Annexe D**Forme de la décision relative à une demande mixte**

[Référence : [référence neutre]

[Date de la décision]]

Dans l'affaire de
la législation en valeurs mobilières (de/du)
**[nom du territoire principal (dans le cas d'une demande sous le régime de passeport)
ou du territoire principal et l'Ontario (dans le cas d'une demande sous régime
double), et nom de chaque territoire participant à la décision sur la demande sous
examen coordonné]**

et

du traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires

et

de **[nom(s) du(des) déposant(s) et des autres parties concernées, avec définitions s'il y
a lieu]** (le(s) « déposant(s) »)**Décision****Contexte****[Dans le cas d'une demande sous le régime de passeport, insérer ce qui suit :]**

L'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable (de/du) _____ a reçu du(des) déposant(s) une demande en vue d'obtenir une décision en vertu de la législation en valeurs mobilières du territoire de l'autorité principale (la « législation ») lui(leur) accordant **[décrire la dispense discrétionnaire souhaitée (la « dispense sous le régime de passeport ») en faisant renvoi aux dispositions applicables indiquées dans la première colonne de l'Annexe D du Règlement 11-102.]**

OU**[Dans le cas d'une demande sous régime double, insérer ce qui suit :]**

L'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable (de/du) _____ et de l'Ontario (les « décideurs à l'égard de la dispense sous régime double ») ont reçu du(des) déposant(s) une demande en vue d'obtenir une décision en vertu de la législation en valeurs mobilières de ces territoires (la « législation ») lui(leur) accordant **[décrire la dispense discrétionnaire souhaitée (la « dispense sous régime double ») en faisant renvoi aux dispositions applicables indiquées dans la première colonne de l'Annexe D du Règlement 11-102.]**

ET**[Pour la demande sous examen coordonné, insérer ce qui suit :]**

Les autorités en valeurs mobilières ou les agents responsables (de/du) _____ (les « territoires ») (les « décideurs à l'égard de la dispense coordonnée ») ont reçu du(des) déposant(s) une demande en vue d'obtenir une décision en vertu de la législation en valeurs mobilières des territoires (la « législation ») lui(leur) accordant **[décrire la dispense souhaitée (la « dispense coordonnée ») (en indiquant par exemple que le déposant n'est pas émetteur assujéti). Ne pas renvoyer à des dispositions législatives. Utiliser des expressions définies au besoin.]**

Dans le cadre du traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires (demandes mixtes) :

a) **[nom de l'autorité principale]** est l'autorité principale pour la présente demande;

b) le(s) déposant(s) a(ont) donné avis qu'il(s) compte(nt) se prévaloir du paragraphe 1 de l'article 4.7 du *Règlement 11-102 sur le régime de passeport* (le « Règlement 11-102 ») dans les territoires suivants : **[noms des territoires autres que le territoire principal en vertu du régime de passeport]**;

c) la décision est celle de l'autorité principale **[dans le cas d'une demande sous régime double, insérer ce qui suit : « et elle fait foi de la décision de l'autorité en valeurs mobilières ou de l'agent responsable en Ontario »]**;

d) la décision fait foi de la décision des décideurs à l'égard de la dispense coordonnée.

Interprétation

Les expressions définies dans le *Règlement 14-101 sur les définitions* et le Règlement 11-102 ont le même sens dans la présente décision lorsqu'elles y sont employées, sauf si elles y reçoivent une autre définition. **[ajouter ici les définitions supplémentaires]**

Déclarations

La présente décision est fondée sur les déclarations de faits suivantes du(des) déposant(s) :

[Intégrer les déclarations importantes nécessaires pour expliquer les motifs de la décision. Indiquer le lieu du siège du déposant et, s'il y a lieu, les facteurs de rattachement selon lesquels il a désigné l'autorité principale à l'égard de la demande. Déclarer que ni le déposant ni aucune autre partie concernée ne contreviennent à la législation en valeurs mobilières d'un territoire ou, dans le cas contraire, préciser la nature de la contravention. Ne pas renvoyer à des dispositions législatives.]

Décision

L'autorité principale **[dans le cas d'une demande sous régime double, insérer « , l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable en Ontario »]** et les décideurs à l'égard de la dispense coordonnée estime[nt] que la décision respecte les critères prévus par la législation de l'autorité en valeurs mobilières compétente ou de l'agent responsable compétent qui leur permettent de la prendre.

[Dans le cas d'une demande sous le régime de passeport, insérer ce qui suit :]

La décision de l'autorité principale en vertu de la législation est d'accorder la dispense sous le régime de passeport aux conditions suivantes :

[Indiquer, en les numérotant, les modalités, conditions, restrictions ou obligations à respecter, en faisant renvoi aux dispositions applicables indiquées dans la première colonne de l'Annexe D du Règlement 11-102.]

OU

[Dans le cas d'une demande sous régime double, insérer ce qui suit :]

La décision des décideurs à l'égard de la dispense sous régime double en vertu de la législation est d'accorder la dispense aux conditions suivantes :

[Indiquer, en les numérotant, les modalités, conditions, restrictions ou obligations à respecter, en faisant renvoi aux dispositions applicables indiquées dans la première colonne de l'Annexe D du Règlement 11-102.]

ET

[Pour la demande sous examen coordonné, insérer ce qui suit :]

La décision des décideurs à l'égard de la dispense coordonnée en vertu de la législation est d'accorder la dispense aux conditions suivantes :

[Indiquer, en les numérotant, les modalités, conditions, restrictions ou obligations à respecter. Elles doivent être génériques et sans renvoi aux dispositions de la législation des territoires.]

[Si la date d'effet d'une dispense, notamment discrétionnaire, accordée est postérieure à celle de la décision, l'indiquer ici.]

_____ (nom du signataire pour l'autorité principale)

_____ (titre)

_____ (nom de l'autorité principale)
(justifier la signature)

Document comparison done by DeltaView on 8 juillet, 2008 10:55:41

Input:	
Document 1	file://F:/CVMQ/76Adminis/6_Traduction/R É G L E M E N T A T I O N/Travaux A-F/11-202 11-203/TQP final 25-01-08/AMF/11-203 Instr gén ACVM 14-01-08 Q F.doc
Document 2	file://F:/CVMQ/76Adminis/6_Traduction/R É G L E M E N T A T I O N/Travaux A-F/11-102/Inscript consult juin 2008/AMF/11-203 Modif. Instruction (corr. 11-102) 04-07-08 (Q) F.doc
Rendering set	Standard

Legend:	
	<u>Insertion</u>
	Deletion
	Moved from
	<u>Moved to</u>
	Style change
	Format change
	Moved deletion
Inserted cell	
Deleted cell	
Moved cell	
Split/Merged cell	
Padding cell	

Statistics:	
	Count
Insertions	26
Deletions	15
Moved from	0
Moved to	0
Style change	0
Format changed	0
Total changes	41

INSTRUCTION GÉNÉRALE 11-204 RELATIVE À L'INSCRIPTION DANS PLUSIEURS TERRITOIRES

PARTIE 1 CHAMP D'APPLICATION

1.1. Champ d'application

La présente instruction générale décrit les procédures d'inscription d'une société ou d'une personne physique dans plusieurs territoires canadiens.

PARTIE 2 DÉFINITIONS

2.1. Définitions

Dans la présente instruction générale, on entend par :

« autorité » : toute autorité en valeurs mobilières ou tout agent responsable;

« autorité sous le régime de passeport » : toute autorité ayant pris le Règlement 11-102;

« BDNI » : la Base de données nationale d'inscription visée par le Règlement 31-102;

« CVMO » : l'autorité en Ontario;

« inscription sous le régime de passeport » : l'inscription décrite à l'article 3.2;

« inscription sous régime double » : l'inscription décrite à l'article 3.3;

« OAR » : tout organisme d'autoréglementation;

« OCRCVM » : l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières;

« personne physique autorisée » : une personne physique autorisée au sens du Règlement 33-109;

« présentation de renseignements à la BDNI » : la présentation de renseignements à la BDNI au sens du Règlement 31-102;

« Règlement 11-102 » : le *Règlement 11-102 sur le régime de passeport*;

« Règlement 31-102 » : le *Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription*;

« territoire sous le régime de passeport » : le territoire d'une autorité sous le régime de passeport.

2.2. Définitions supplémentaires

Les expressions employées dans la présente instruction générale et définies par le *Règlement 14-101 sur les définitions*, le Règlement 11-102 ou l'*Instruction générale relative au Règlement 11-102 sur le régime de passeport* s'entendent au sens défini dans ces textes.

2.3. Interprétation

À moins que le contexte n'indique un sens différent, toute mention dans la présente instruction générale d'une « autorité », d'une « autorité principale » ou de la CVMO désigne l'OAR auquel l'autorité, l'autorité principale ou la CVMO a délégué ou conféré tout ou partie de ses fonctions d'inscription ou qu'elle a autorisé à exercer ces fonctions ou le bureau de cet OAR pour le territoire de l'autorité ou de l'autorité principale.

PARTIE 3 SURVOL ET AUTORITÉ PRINCIPALE

3.1. Survol

La présente instruction générale porte sur l'inscription d'une société ou d'une personne physique dans plusieurs territoires dans les circonstances suivantes :

i) la société ou la personne physique demande à s'inscrire ou est inscrite dans son territoire principal (y compris l'Ontario) et demande à s'inscrire dans un autre territoire (sauf l'Ontario); il s'agit d'une « inscription sous le régime de passeport »;

ii) la société ou la personne physique demande à s'inscrire ou est inscrite dans son territoire principal, son autorité principale est une autorité sous le régime de passeport et elle demande à s'inscrire en Ontario; il s'agit d'une « inscription sous régime double ».

3.2. Inscription sous le régime de passeport

En vertu du Règlement 11-102, la société ou la personne physique qui demande à s'inscrire ou est inscrite dans son territoire principal (y compris l'Ontario) et demande à s'inscrire dans un autre territoire (sauf l'Ontario) présente des renseignements pour s'inscrire dans ce territoire. L'autorité principale examine seule la demande, et la société ne traite qu'avec son autorité principale ou la société parrainante d'une personne physique ne traite qu'avec l'autorité principale de cette dernière. L'autorité principale n'examine la demande d'inscription dans l'autre territoire que pour vérifier qu'elle est complète. L'autre autorité n'effectue aucun examen de la société ni de la personne physique.

3.3. Inscription sous régime double

La société ou la personne physique qui demande à s'inscrire ou est inscrite dans son territoire principal, dont l'autorité principale est une autorité sous le régime de passeport et qui demande à s'inscrire en Ontario présente une demande d'inscription dans cette province. L'autorité principale examine la demande et la CVMO décide de participer à la décision de l'autorité principale ou de s'en retirer. En règle générale, la société ne traite qu'avec son autorité principale et la société parrainante de la personne physique ne traite qu'avec l'autorité principale de cette dernière.

3.4. Inscription dans un territoire sous le régime de passeport et en Ontario

La société ou la personne physique qui demande à s'inscrire ou est inscrite dans son territoire principal, dont l'autorité principale est une autorité sous le régime de passeport et qui demande à s'inscrire dans un territoire autre que le territoire principal et en Ontario devrait se conformer aux procédures d'inscription suivantes :

- l'inscription sous le régime de passeport, pour s'inscrire dans le territoire autre que le territoire principal;
- l'inscription sous régime double, pour s'inscrire en Ontario.

3.5. Inscription par un OAR

Dans certains territoires, l'autorité a délégué ou conféré tout ou partie de ses fonctions d'inscription à un OAR ou l'a autorisé à en exercer. L'OAR exerce encore ces

fonctions dans ces territoires pour l'inscription sous le régime de passeport et l'inscription sous régime double en vertu de la présente instruction générale. Par conséquent, en date de la présente instruction générale :

a) si l'Alberta, la Colombie-Britannique ou Terre-Neuve-et-Labrador est le territoire principal d'une société membre de l'OCRCVM ou d'une personne physique dont la société parrainante est membre de cet organisme, la société ou la société parrainante devrait s'adresser au bureau de l'OCRCVM dans ce territoire plutôt qu'à l'autorité;

b) si l'Ontario ou le Québec est le territoire principal d'une personne physique dont la société parrainante est membre de l'OCRCVM, la société parrainante devrait s'adresser au bureau de l'OCRCVM dans ce territoire, plutôt qu'à l'autorité, à l'égard de la personne physique.

3.6. Autorité principale

1) L'autorité principale à l'égard de l'inscription d'une société ou d'une personne physique sous le régime de passeport et sous régime double en vertu de la présente instruction générale est désignée conformément à l'article 6.1 du Règlement 11-102, que le présent article résume en indiquant la façon de procéder. L'autorité de tout territoire peut être autorité principale pour l'inscription en vertu de la présente instruction générale.

Lorsqu'une société ou une personne physique demande une dispense de l'application d'une disposition de la partie 4 du Règlement 31-103 ou de la partie 2 du Règlement 33-109 relativement à une demande d'inscription dans le territoire principal, l'autorité principale pour la demande de dispense est désignée selon l'article 4.4.1 du Règlement 11-102. Pour tout autre demande de dispense d'une obligation d'inscription, l'autorité principale est désignée conformément aux articles 4.1 à 4.4 de ce règlement. Si la société ou la personne physique ne demande pas la dispense dans son territoire principal ou demande plusieurs dispenses dont certaines n'y sont pas nécessaires, l'autorité principale est désignée conformément à l'article 4.5 de ce règlement. On trouvera à l'article 3.6 de l'Instruction générale 11-203 des indications sur le mode de désignation de l'autorité principale pour les demandes de dispense.

2) Sous réserve du paragraphe 5 et de l'article 3.7, l'autorité principale d'une société est l'autorité du territoire où le siège de la société est situé, à moins qu'il ne soit situé à l'étranger. La société canadienne indique l'adresse de son siège à la rubrique A, *Coordonnées*, du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6. Ces renseignements figurent dans la BDNI pour les sociétés canadiennes inscrites au [indiquer la date d'entrée en vigueur de la partie 6 du Règlement 11-102].

3) Une société est une société canadienne si elle a la personnalité juridique et que son siège est situé au Canada. Par exemple, une filiale américaine d'une société étrangère est une société canadienne, mais une succursale canadienne n'en est pas une.

4) Sous réserve du paragraphe 7 et de l'article 3.7, l'autorité principale d'une personne physique est l'autorité du territoire où son bureau principal est situé, à moins qu'il ne soit situé à l'étranger. Le bureau principal d'une personne physique canadienne est le bureau de sa société parrainante où elle exerce la majorité de ses activités. La personne physique canadienne indique son bureau principal à la rubrique 9, *Établissement d'emploi*, du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4. Ces renseignements figurent dans la BDNI pour les personnes physiques canadiennes inscrites au [indiquer la date d'entrée en vigueur de la partie 6 du Règlement 11-102].

5) Sous réserve de l'article 3.7, l'autorité principale de la société étrangère est l'autorité du territoire du Canada qu'elle a indiqué dans le dernier formulaire prévu à l'Annexe 33-109A5 ou 33-109A6 qu'elle a déposé. En vertu de ces annexes, la société étrangère doit désigner comme autorité principale l'autorité du territoire avec lequel elle a le rattachement le plus significatif.

6) Les facteurs que la société étrangère devrait prendre en considération pour désigner son autorité principale en fonction du rattachement le plus significatif sont les suivants, par ordre de prépondérance :

- le territoire dans lequel se situe son principal bureau au Canada ou dans lequel elle compte l'établir;
- le territoire dans lequel se trouvait la majorité de ses clients à la fin de son dernier ou, à défaut, de son premier exercice.

7) Sous réserve de l'article 3.7, l'autorité principale de la personne physique étrangère est l'autorité principale de sa société parrainante.

8) La société qui se trouve dans l'une des situations suivantes devrait en aviser l'autorité en lui fournissant les renseignements visés à la rubrique A, *Coordonnées*, du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6 conformément au Règlement 33-109 :

- s'il s'agit d'une société canadienne, elle change le territoire de son siège;
- s'il s'agit d'une société étrangère, elle change le territoire de son principal bureau au Canada;
- le territoire dans lequel se trouvait la majorité des clients de la société à la fin de son dernier exercice change.

L'Instruction générale 33-109 indique que la société peut présenter ces renseignements à une autorité autre que l'autorité principale en ne les fournissant qu'à l'autorité principale. Les renseignements devraient être présentés dans un format de substitution (c'est-à-dire envoyés par courrier électronique, par télécopieur ou à l'adresse de l'autorité). L'Annexe B de cette instruction générale indique la marche à suivre.

9) En cas de changement de bureau principal d'une personne physique canadienne, la société parrainante devrait faire une présentation de renseignements à la BDNI pour une *Modification de la succursale d'emploi* de la personne conformément au Règlement 33-109.

10) En vertu du Règlement 11-102, la société étrangère inscrite dans un territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal avant le [indiquer la date d'entrée en vigueur de la partie 6 du Règlement 11-102] doit présenter au plus tard le [indiquer la date qui tombe 30 jours après l'entrée en vigueur de la partie 6 du Règlement 11-102] les renseignements visés à la rubrique A, *Coordonnées*, du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6 conformément au Règlement 33-109 pour désigner son autorité principale. Elle peut les présenter à une autorité sous le régime de passeport autre que l'autorité principale en ne les fournissant qu'à l'autorité principale. Les renseignements devraient être présentés dans un format de substitution. L'Annexe B de l'Instruction générale 33-109 indique la marche à suivre.

11) En vertu du Règlement 11-102, l'autorité principale de la personne physique étrangère étant la même que celle de sa société parrainante en vertu du Règlement 11-102, la société parrainante n'est pas tenue de présenter de renseignements pour la désigner.

3.7. Changement discrétionnaire d'autorité principale

1) Si une autorité estime que l'autorité principale désignée conformément à l'article 3.6 est inappropriée, elle avise la société ou la personne physique par écrit de l'autorité principale appropriée et des motifs du changement. L'autorité indiquée dans l'avis est l'autorité principale à compter de la date à laquelle la société ou la personne physique reçoit l'avis, sous réserve de la date d'effet indiquée dans celui-ci, le cas échéant. Pour simplifier la procédure, l'autorité donne l'avis écrit concernant l'autorité principale d'une personne physique à la société parrainante de celle-ci.

2) De manière générale, les autorités ne prévoient changer l'autorité principale d'aucune société canadienne ou personne physique canadienne. Elles ne prévoient changer l'autorité principale d'une société étrangère que dans des cas exceptionnels. Elles peuvent changer l'autorité principale d'une personne physique étrangère qui n'est pas inscrite dans le territoire principal de sa société parrainante ou dont l'autorité principale désignée conformément à la présente instruction générale ne correspond pas à l'autorité principale indiquée dans la BDNI. Les autorités avisent les intéressés par écrit de tout changement d'autorité principale.

PARTIE 4 INDICATIONS GÉNÉRALES POUR LES SOCIÉTÉS ET LES PERSONNES PHYSIQUES

4.1. Effet de la présentation de renseignements

1) Le fait que la société parrainante d'une personne physique fasse une présentation de renseignements à la BDNI au nom de cette personne en vue d'une inscription sous le régime de passeport ou d'une inscription sous régime double dans un territoire autre que le territoire principal entraîne la présentation de l'intégralité du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 dans ce territoire.

2) Étant donné que les sociétés ne déposent ni ne présentent le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6 au moyen de la BDNI, elles sont plutôt tenues, en vertu de cette annexe, de déclarer solennellement, entre autres, ce qui suit :

- les renseignements fournis dans le formulaire sont véridiques et indiquent tous les faits nécessaires pour ne pas être faux ou trompeurs dans les circonstances;
- en ce qui concerne les renseignements à l'égard d'un territoire autre que le territoire principal, à la date des renseignements :
 - elles ont déposé ou présenté tous les renseignements requis relativement à leur inscription dans le territoire principal;
 - les renseignements sont véridiques et indiquent tous les faits nécessaires pour ne pas être faux ou trompeurs dans les circonstances.

En vertu de l'annexe, la société autorise également son autorité principale à donner à chaque autorité autre que l'autorité principale accès aux renseignements qu'elle a déposés auprès de l'autorité principale ou qu'elle lui a présentés en vertu de la législation en valeurs mobilières du territoire principal relativement à son inscription dans ce territoire.

La société qui fait de fausses déclarations s'expose à des mesures d'application de la loi de la part de l'autorité.

4.2. Droits

1) La société ou la société parrainante d'une personne physique doit acquitter les droits exigibles en vertu de la législation en valeurs mobilières applicable du territoire principal et du territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal lorsqu'elle présente les renseignements. La présentation de renseignements n'est pas jugée complète si les droits exigibles ne sont pas acquittés.

2) La société peut acquitter les droits pour la présentation de renseignements par chèque à l'ordre de l'autorité pertinente ou paiement direct à chaque autorité concernée au moyen de la BDNI. La société parrainante doit acquitter au moyen de la BDNI les droits de présentation des renseignements d'une personne physique canadienne à chaque autorité concernée. Elle peut acquitter les droits de présentation des renseignements d'une personne physique étrangère par chèque à l'autorité pertinente ou paiement direct à chaque autorité concernée au moyen de la BDNI.

4.3. Présentation de renseignements par les sociétés

Les sociétés devraient présenter les renseignements visés aux paragraphes 1 à 3 de l'article 5.2 ou au paragraphe 1 ou 2 de l'article 6.2 dans un format de substitution. L'Annexe B de l'Instruction générale 33-109 indique la marche à suivre.

PARTIE 5 INSCRIPTION SOUS LE RÉGIME DE PASSEPORT

5.1. Champ d'application

1) La présente partie s'applique à toute société ou à toute personne physique qui demande à s'inscrire dans toute catégorie (sauf à la société qui demande à s'inscrire dans la catégorie de courtier d'exercice restreint) dans un territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal. Pour s'inscrire dans un territoire autre que le territoire principal, le courtier d'exercice restreint doit en faire la demande directement auprès de l'autorité autre que l'autorité principale. La présente partie s'applique à la personne physique qui demande à s'inscrire dans ce territoire pour agir pour le compte d'un courtier d'exercice restreint qui est inscrit dans celui-ci et dans son territoire principal.

2) La société qui demande à s'inscrire comme courtier d'exercice restreint doit présenter le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6 et tous les documents justificatifs dans chaque territoire où elle demande l'inscription à ce titre.

5.2. Dépôt de documents

Sociétés

1) En vertu du Règlement 11-102, la société qui demande à s'inscrire dans un territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal dans une catégorie dans laquelle elle demande à s'inscrire simultanément dans son territoire principal (y compris l'Ontario) devrait présenter l'ensemble du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6 et tous les documents justificatifs.

2) Si la société est inscrite dans une catégorie dans son territoire principal (y compris l'Ontario) puis demande à s'inscrire dans la même catégorie dans le territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal, elle devrait présenter le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6 en fournissant les renseignements visés par les rubriques indiquées dans les instructions générales de cette annexe. Ces rubriques sont les suivantes :

- rubrique A, *Coordonnées*;
- rubrique B, *Territoires où l'inscription est demandée*;
- rubrique C, *Catégories d'inscription*;
- rubrique K, *Collecte de renseignements personnels*;
- rubrique L, *Acceptation de compétence et désignation d'un mandataire aux fins de signification*;
- rubrique M, *Signatures*.

3) La société qui demande d'ajouter une catégorie dans le territoire principal (y compris l'Ontario) et un territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal devrait présenter le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6 en fournissant les renseignements visés par les rubriques indiquées dans les instructions générales de cette annexe. Ces rubriques sont les suivantes :

- rubrique A, *Coordonnées* (point 7, Personne désignée responsable et chef de la conformité);
- rubrique B, *Territoires où l'inscription est demandée*;
- rubrique C, *Catégories d'inscription*;
- rubrique D, *Structure et antécédents de la société* (point 7, Plan d'activités);
- rubrique E, *Normes de capital* (formulaire de calcul de l'excédent du fonds de roulement joint en annexe);
- rubrique F, *Information financière* (point 3, Assurance);
- rubrique G, *Activités* (manuel des politiques et procédures et documents destinés aux clients joints en annexe);
- rubrique K, *Collecte de renseignements personnels*;
- rubrique M, *Signatures*.

4) La société qui présente à l'autorité principale les renseignements visés aux paragraphes 1 à 3, y compris les documents justificatifs visés par le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6, remplit l'obligation, prévue par le Règlement 11-102, de les présenter à l'autorité du territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal. Si elle présente les renseignements visés aux paragraphes 2 et 3, elle remplit l'obligation de présenter le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6.

Personnes physiques

5) En vertu du Règlement 11-102, la société parrainante d'une personne physique qui demande à s'inscrire dans un territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal dans une catégorie dans laquelle elle est inscrite ou demande simultanément à s'inscrire dans son territoire principal (y compris l'Ontario) devrait présenter au nom de celle-ci le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 ou, selon le cas, à l'Annexe 33-109A2 conformément au Règlement 33-109.

6) En vertu du Règlement 33-109, le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 ou à l'Annexe 33-109A2 doit être présenté au moyen de la BDNI, qui le fait suivre automatiquement aux autorités compétentes. Dans certains cas, il n'est pas nécessaire de remplir le formulaire au complet, par exemple lorsque la personne physique demande à s'inscrire dans la même catégorie dans un autre territoire, à ajouter ou supprimer une catégorie d'inscription ou à s'inscrire dans une catégorie auprès d'une société parrainante supplémentaire ou nouvelle. La présentation de renseignements à la BDNI pertinente indique alors les rubriques du formulaire à remplir.

7) La présentation de renseignements à la BDNI faite en vertu du paragraphe 6 satisfait à l'obligation de la personne physique, prévue par le Règlement 11-102, de présenter le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4.

Droits exigibles dans le territoire autre que le territoire principal

8) Les droits que la société ou la personne physique doit acquitter pour s'inscrire automatiquement dans un territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal en vertu du Règlement 11-102 sont les droits d'inscription annuels. Si l'autorité principale refuse d'inscrire la société ou la personne physique, l'autorité de tout territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal dans lequel des renseignements ont été présentés rembourse les droits qui s'y rapportent.

5.3. Inscription

1) La BDNI indique la catégorie d'inscription de la société ou de la personne physique dans le territoire principal, les conditions imposées par l'autorité principale, le cas échéant, et toute dispense de l'application de la partie 4 du Règlement 31-103 ou de la partie 2 du Règlement 33-109 que celle-ci a accordée.

2) En vertu du Règlement 11-102, toute société ou personne physique inscrite dans une catégorie dans son territoire principal est automatiquement inscrite dans un territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal dans la même catégorie lorsque les conditions suivantes sont réunies :

a) dans le cas d'une société :

i) elle a présenté le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6 conformément au Règlement 33-109;

ii) réception du formulaire a été confirmée;

b) dans le cas d'une personne physique :

i) sa société parrainante est inscrite dans le territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal dans la même catégorie que dans son territoire principal;

ii) sa société parrainante a présenté en son nom le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 ou, le cas échéant, à l'Annexe 33-109A2 conformément au Règlement 33-109.

Réception des renseignements présentés par la société conformément à l'article 5.2 est confirmée dans le territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal lorsque la BDNI indique que la société est inscrite dans ce territoire.

Si la société ou la personne physique est inscrite dans la même catégorie dans le territoire principal et le territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal, le Règlement 11-102 prévoit qu'elle est assujettie aux conditions auxquelles son inscription est subordonnée dans le territoire principal comme si elles étaient imposées dans le territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal. Les conditions cessent de s'appliquer dès que l'autorité qui les a imposées les annule ou qu'elles arrivent à expiration.

3) La BDNI indique ce qui suit à l'égard de chaque territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal dans lequel la société ou la personne physique a présenté les renseignements pertinents :

- l'inscription automatique dans la même catégorie que dans le territoire principal;

- les conditions imposées par l'autorité principale qui s'appliquent automatiquement dans le territoire autre que le territoire principal, le cas échéant;

- toute dispense de l'application de la partie 4 du Règlement 31-103 ou de la partie 2 du Règlement 33-109 accordée par l'autorité principale qui s'applique automatiquement dans le territoire autre que le territoire principal.

Si la société ou la personne physique a présenté les renseignements pertinents pour s'inscrire simultanément dans le territoire principal et dans un ou plusieurs territoires sous le régime de passeport autres que le territoire principal, la BDNI indique la même date d'inscription dans tous ces territoires. Si la société ou la personne physique est déjà inscrite dans le territoire principal lorsqu'elle présente les renseignements pertinents à l'égard d'un

territoire autre que le territoire principal, la BDNI indique la date de l'inscription automatique dans le territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal (qui diffère de la date d'inscription dans le territoire principal).

4) L'autorité principale peut accorder ou avoir accordé une dispense discrétionnaire de l'application d'une disposition prévue par la partie 4 du Règlement 31-103 ou la partie 2 du Règlement 33-109 relativement à une demande d'inscription dans le territoire principal. Dans ce cas, la dispense s'applique automatiquement dans le territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal dans lequel la société ou la personne physique est inscrite automatiquement en vertu du Règlement 11-102 si certaines conditions indiquées à l'article 4.7 de ce règlement sont réunies. En particulier, le sous-paragraphe c du paragraphe 1 de cet article prévoit que le candidat doit donner avis de son intention de se prévaloir de la dispense dans le territoire autre que le territoire principal.

PARTIE 6 INSCRIPTION SOUS RÉGIME DOUBLE

6.1. Champ d'application

1) La présente partie s'applique à toute société ou à toute personne physique qui demande à s'inscrire dans toute catégorie (sauf à la société qui demande à s'inscrire dans la catégorie de courtier d'exercice restreint) en Ontario lorsque cette province est territoire autre que le territoire principal. Pour s'inscrire en Ontario, le courtier d'exercice restreint doit en faire la demande directement auprès de la CVMO. La présente partie s'applique à la personne physique qui demande à s'inscrire en Ontario pour agir pour le compte d'un courtier d'exercice restreint qui est inscrit dans cette province et dans son territoire principal.

2) La société qui demande à s'inscrire comme courtier d'exercice restreint en Ontario doit présenter l'ensemble du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6 et tous les documents justificatifs directement à la CVMO, que l'Ontario soit son territoire principal ou non.

6.2. Dépôt de documents

Sociétés

1) La société qui demande à s'inscrire en Ontario dans une catégorie dans laquelle elle demande simultanément à s'inscrire dans son territoire principal devrait présenter à l'autorité principale et à la CVMO l'ensemble du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6. Elle peut présenter à la CVMO les documents justificatifs visés à l'Annexe 33-109A6 en les fournissant à l'autorité principale.

2) Si la société est inscrite dans une catégorie dans son territoire principal puis demande à s'inscrire dans la même catégorie en Ontario, elle devrait présenter à l'autorité principale et à la CVMO le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6 en fournissant les renseignements visés par les rubriques indiquées dans les instructions générales de cette annexe. Ces rubriques sont les suivantes :

- rubrique A, *Coordonnées*;
- rubrique B, *Territoires où l'inscription est demandée*;
- rubrique C, *Catégories d'inscription*;
- rubrique K, *Collecte de renseignements personnels*;
- rubrique L, *Acceptation de compétence et désignation d'un mandataire aux fins de signification*;
- rubrique M, *Signatures*.

La société peut présenter à la CVMO les documents justificatifs visés à l'Annexe 33-109A6 en les fournissant à l'autorité principale.

3) La société qui demande d'ajouter une catégorie dans son territoire principal et en Ontario doit présenter à l'autorité principale et à la CVMO le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6 en fournissant les renseignements visés par les rubriques indiquées dans les instructions générales de cette annexe. Ces rubriques sont les suivantes :

- rubrique A, *Coordonnées* (point 7, Personne désignée responsable et chef de la conformité);
- rubrique B, *Territoires où l'inscription est demandée*;
- rubrique C, *Catégories d'inscription*;
- rubrique D, *Structure et antécédents de la société* (point 7, Plan d'activités);
- rubrique E, *Normes de capital* (formulaire de calcul de l'excédent du fonds de roulement joint en annexe);
- rubrique F, *Information financière* (point 3, Assurance);
- rubrique G, *Activités* (manuel des politiques et procédures et documents destinés aux clients joints en annexe);
- rubrique K, *Collecte de renseignements personnels*;
- rubrique M, *Signatures*.

La société peut présenter à la CVMO les documents justificatifs visés à l'Annexe 33-109A6 en les fournissant à l'autorité principale.

Personnes physiques

4) En vertu du Règlement 33-109, la société parrainante d'une personne physique qui demande à s'inscrire est tenue de présenter au nom de celle-ci le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 ou, selon le cas, à l'Annexe 33-109A2 au moyen de la BDNI, qui le fait suivre automatiquement aux autorités compétentes. Dans certains cas, il n'est pas nécessaire de remplir le formulaire au complet, par exemple lorsque la personne physique demande à s'inscrire dans la même catégorie dans un autre territoire, à ajouter ou supprimer une catégorie d'inscription ou à s'inscrire dans une catégorie auprès d'une société parrainante supplémentaire ou nouvelle. La présentation de renseignements à la BDNI pertinente indique alors les rubriques du formulaire à remplir.

5) La présentation de renseignements à la BDNI faite en vertu du paragraphe 4 satisfait à l'obligation de la personne physique de présenter le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4.

6.3. Processus décisionnel

1) Lorsqu'une société ou une personne physique demande l'inscription dans le territoire principal et en Ontario, la société ou la société parrainante de la personne physique ne traite généralement qu'avec l'autorité principale.

2) L'autorité principale présente un projet de décision sous régime double à la CVMO (ou au bureau de l'OCRCVM en Ontario dans le cas d'une personne physique qui demande à s'inscrire comme représentant de courtier en placement). La CVMO indique à l'autorité principale si elle souhaite participer à la décision ou s'en retirer habituellement dans un délai d'un jour ouvrable après la réception du projet. Le bureau de l'OCRCVM en Ontario répond généralement dans un délai de [*] jours ouvrables.

3) La CVMO peut subordonner l'inscription de la société ou de la personne physique à des conditions d'application locale sans se retirer.

4) Si la CVMO se retire, elle indique ses motifs par écrit à l'autorité principale, qui les fait suivre à la société ou à la société parrainante de la personne physique et fait de son mieux pour régler les questions relatives au retrait avec cette société et la CVMO.

5) Si l'autorité principale règle avec la société ou la société parrainante de la personne physique les questions pour lesquelles la CVMO se retire de la décision avant que la BDNI n'indique que la société ou la personne physique est inscrite dans le territoire principal, la CVMO peut réintégrer le processus d'inscription sous régime double, auquel cas elle en avise l'autorité principale et la société ou la société parrainante de la personne physique. Si par contre l'autorité principale ne peut les régler, la société ou la société parrainante de la personne physique devrait s'adresser directement à la CVMO.

6.4. Décision

1) La BDNI indique la catégorie d'inscription de la société ou de la personne physique dans le territoire principal, les conditions qui s'y appliquent et, le cas échéant, toute dispense de l'application de la partie 4 du Règlement 31-103 ou de la partie 2 du Règlement 33-109 qui a été accordée par l'autorité principale. Si la CVMO participe à la décision, la BDNI indique également que la société ou la personne physique est inscrite dans la même catégorie en Ontario et que la CVMO a adopté les mêmes conditions et accordé la même dispense que l'autorité principale.

2) Si la CVMO subordonne l'inscription de la société ou de la personne physique à des conditions d'application locale, la BDNI indique également les conditions qui ne s'appliquent qu'en Ontario.

6.5. Occasion d'être entendu

1) Si l'autorité principale de la société ou de la personne physique qui demande l'inscription dans le territoire principal et en Ontario simultanément n'est pas disposée à l'inscrire ou si elle est disposée à le faire à certaines conditions, elle prend les mesures suivantes :

- elle envoie son projet de conditions à la société ou à la société parrainante de la personne physique, le cas échéant;
- elle informe la société ou la société parrainante de la personne physique de son droit de lui demander à être entendue.

Si la CVMO participe à la décision de l'autorité principale de refuser l'inscription ou d'imposer des conditions, l'autorité principale fait suivre à la société ou à la société parrainante de la personne physique l'avis de la CVMO indiquant que la société ou la personne physique a le droit de demander à la CVMO à être entendue.

2) Si la société ou la personne physique exerce son droit de demander à être entendue par l'autorité principale ou par celle-ci et la CVMO, l'autorité principale en avise la CVMO.

3) Si la société ou la société parrainante de la personne physique demande également à être entendue en Ontario, l'autorité principale et la CVMO décident s'il convient de tenir audience séparément, conjointement ou en parallèle. Une fois que la société ou la personne physique a eu l'occasion d'être entendue, l'autorité principale rend une décision et envoie à la CVMO un nouveau projet de décision sous régime double, le cas échéant.

4) Si la société ou la personne physique est inscrite dans le territoire principal puis demande l'inscription en Ontario et que la CVMO refuse l'inscription ou l'assortit de

conditions d'application locale, la CVMO envoie à l'autorité principale de la société ou de la personne physique :

- un exemplaire du document exposant les conditions, le cas échéant;
- l'avis de la CVMO indiquant que la société ou la personne physique a le droit de demander à être entendue en Ontario.

L'autorité principale fait suivre ces documents à la société ou à la société parrainante de la personne physique, puis la société ou la personne physique traite directement avec la CVMO.

**RÈGLEMENT ABROGEANT LE RÈGLEMENT 31-101 SUR LE RÉGIME
D'INSCRIPTION CANADIEN**

Loi sur les valeurs mobilières

(L.R.Q., c.V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 2°, 3°, 11°, 25°, 26°, 33° et 34°; 2007, c. 15 ; 2008, c. 7 ; 2008 c. 24;)

1. Le Règlement 31-101 sur le régime d'inscription canadien est abrogé.
2. Le présent règlement entre en vigueur le *(indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement)*.

**ABROGATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE 31-201 RELATIVE AU
RÉGIME D'INSCRIPTION CANADIEN**

1. L'Instruction générale 31-201 relative au régime d'inscription canadien est abrogée.

Draft Regulation

Securities Act

(R.S.Q. c. V-1.1, s. 331.1, pars. (1), (2), (3), (4.1), (8), (11), (25), (26), (33), (33.4), (33.5), (33.7), (33.8) and (34); s. 331.2; 2007, c. 15; 2008, c. 7; 2008, c.24)

REGULATION TO AMEND REGULATION 11-102 RESPECTING PASSPORT SYSTEM

Notice is hereby given by the *Autorité des marchés financiers* (the "Authority") that, in accordance with section 331.2 of the *Securities Act*, R.S.Q. c. V-1.1, the following Regulation, the text of which is published hereunder, may be made by the Authority and subsequently submitted to the Minister of Finance for approval, with or without amendment, after 60 days have elapsed since their publication in the Bulletin of the Authority:

- *Regulation to amend Regulation 11-102 respecting passport system.*

Draft of the *Policy Statement 11-204 respecting process for registration in multiple jurisdictions* is also published hereunder. As well, the following amendments are published below :

- *Policy Statement to Regulation 11-102 respecting passport system (in blackline version);*
- *Amendments to Policy Statement 11-202 respecting process for prospectus reviews in multiple jurisdictions;*
- *Policy Statement 11-203 respecting process for exemptive relief applications in multiple jurisdictions (in blackline version);*

For easy reference, we are also publishing a blackline version of the Appendix D of the *Regulation 11-102 respecting passport system*.

Request for comment

Comments regarding the above may be made in writing before September 17, 2008, to the following:

M^e Anne-Marie Beaudoin
 Corporate Secretary
 Autorité des marchés financiers
 800, square Victoria, 22^e étage
 C.P. 246, tour de la Bourse
 Montréal (Québec) H4Z 1G3
 Fax: (514) 864-6381
 E-mail: consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Further information

Further information is available from:

Sylvia Pateras
 Senior Legal Counsel
 Autorité des marchés financiers
 514-395-0337, ext. 2536
 Toll-free: 1 877 525-0337
sylvia.pateras@lautorite.qc.ca

July 18, 2008

Draft Regulation

Securities Act
 (R.S.Q. c. V-1.1, s. 331.1, par. (1), (2), (30), (11), (25), (26), (33) and (34); s. 331.2; 2007, c. 15;
 2008, c. 7; 2008, c. 24)

CONCORDANT REGULATION TO REGULATION TO AMEND REGULATION 11-102 RESPECTING PASSPORT SYSTEM

Notice is hereby given by the *Autorité des marchés financiers* (the "Authority") that, in accordance with section 331.2 of the *Securities Act*, R.S.Q. c. V-1.1, the following Regulation, the text of which is published hereunder, may be made by the Authority and subsequently submitted to the Minister of Finance for approval, with or without amendment, after 90 days have elapsed since their publication in the Bulletin of the Authority:

- *Regulation to repeal Regulation 31-101 respecting National Registration System.*

As well, draft amendments entitled *Repeal of Policy Statement 31-201 respecting National Registration System* is published below.

Request for comment

Comments regarding the above may be made in writing before October 17, 2008, to the following:

M^e Anne-Marie Beaudoin
 Corporate Secretary
 Autorité des marchés financiers
 800, square Victoria, 22^e étage
 C.P. 246, tour de la Bourse
 Montréal (Québec) H4Z 1G3
 Fax: (514) 864-6381
 E-mail: consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Further information

Further information is available from:

Sylvia Pateras
Senior Legal Counsel
Autorité des marchés financiers
514-395-0337, ext. 2536
Toll-free: 1 877 525-0337
sylvia.pateras@lautorite.qc.ca

July 18, 2008

Regulation to amend Regulation 11-102 respecting Passport System

[Notice and Request for Comment with summary of comments](#)

[Regulation to amend Regulation 11-102 respecting Passport System](#)

[Appendix D of Regulation 11-102 respecting Passport System \(blackline version\)](#)

[Policy Statement to Regulation 11-102 respecting Passport System \(blackline version\)](#)

[Amendments to Policy Statement 11-202 respecting process for prospectus reviews in multiple jurisdictions](#)

[Policy Statement 11-203 respecting process for exemptive relief applications in multiple jurisdictions \(blackline version\)](#)

[Policy Statement 11-204 respecting process for registration in multiple jurisdictions](#)

[Regulation to repeal Regulation 31-101 respecting National Registration System](#)

[Repeal of Policy Statement 31-201 respecting National Registration System](#)

Notice and Request for Comment

Proposed Policy Statement 11-204 respecting Process for Registration in Multiple Jurisdictions

Proposed Amendments to Regulation 11-102 respecting Passport System

Proposed Amendments to Policy Statement to Regulation 11-102 respecting Passport System

Proposed Amendments to Policy Statement 11-202 respecting Process for Prospectus Reviews in Multiple Jurisdictions

Proposed Amendments to Policy Statement 11-203 respecting Process for Exemptive Relief Applications in Multiple Jurisdictions

Other Related Amendments

This notice describes the proposals of the Canadian Securities Administrators (the CSA) to streamline the process for registration in multiple jurisdictions. The proposals include rule and policy amendments by the CSA, other than the Ontario Securities Commission (OSC), (the passport regulators) to make the passport system available for registration. The proposals also include a new policy statement for adoption by all members of CSA, including the OSC, setting out the processes for registration in multiple jurisdictions. These proposed rule and policy amendments would further simplify the securities regulatory system for registrants who deal with clients in more than one Canadian jurisdiction.

The proposals also include rule and policy amendments to deal with issues that have arisen since the implementation of the phase II of passport for issuers. The phase II of passport for issuers covers continuous disclosure, prospectuses and discretionary exemption applications.

Passport system — overview

In September 2005, the passport regulators implemented *Regulation 11-101 respecting Principal Regulator System* (Regulation 11-101) as phase I of passport. On March 17, 2008, the passport regulators implemented *Regulation 11-102 respecting Passport System* (Regulation 11-102) as phase II of passport for issuers and repealed the provisions of Regulation 11-101 related to issuers. We propose implementing phase II of passport for registration, and updates to phase II of passport for issuers, in the first half of 2009.

The OSC is not adopting the proposed amendments to Regulation 11-102 and to *Policy Statement 11-102 respecting Passport System* (Policy Statement 11-102) to implement the passport for registrants. As with the passport for issuers, CSA developed proposed interfaces to make the securities regulatory system as efficient and effective as possible in the circumstances for all registrants who want to deal with clients in both passport jurisdictions and Ontario. The OSC has participated in developing the proposed interfaces between the passport jurisdictions and Ontario.

Passport for registration, together with the related Ontario interfaces, would replace the National Registration System (NRS). We describe the elements of the passport and interface system for registration more fully below.

A key foundation for the passport system is a set of nationally harmonized regulatory requirements consistently interpreted and applied throughout Canada.

Implementation of passport for registration depends on the adoption of proposed *Regulation 31-103 respecting Registration Requirements* (Regulation 31-103). CSA members expect to implement consequential amendments to national and local rules, and some of our governments to proclaim act amendments to harmonize registration requirements, when we adopt Regulation 31-103.

The governments of the Northwest Territories and Nunavut have enacted a new *Securities Act*, which the regulators in those jurisdictions expect will be in force when CSA members adopt Regulation 31-103.

CSA expects to make consequential amendments to *Regulation 31-102 respecting National Registration Database* (Regulation 31-102) and *Regulation 33-109 respecting Registration Information* (Regulation 33-109), its policy statement and forms and to make minor changes to proposed Regulation 31-103 and its policy statement. CSA members are not publishing these amendments for comment because they are not material, but we describe them generally later in this notice.

Passport system – rule and policy changes for registration

The passport regulators are publishing the proposed rule and policy changes to implement passport for registration. The major elements of the passport system for registration are set out in:

- amendments to Regulation 11-102, and
- amendments to Policy Statement 11-102.

We developed the amendments to appendices to Regulation 11-102 based on the securities act and rule provisions we expect to be in force when we implement passport for registration.

All CSA members, including the OSC, are publishing proposed *Policy Statement 11-204 respecting Process for Registration in Multiple Jurisdictions* (Policy Statement 11-204) and proposed consequential amendments to *Policy Statement 11-203 respecting Process for Exemptive Relief Applications in Multiple Jurisdictions* (Policy Statement 11-203).

Passport for registration contained in the proposed amendments to Regulation 11-102 and related documents and proposed Policy Statement 11-204 would replace NRS, which is the current process registrants use to obtain decisions in multiple jurisdictions. Consequently, CSA, including the OSC, also proposes to repeal the following:

- *Regulation 31-101 respecting National Registration System* (Regulation 31-101), including *Form 31-101F1 Election to use NRS and Determination of Principal Regulator* (Form 31-101F1), and *Form 31-101F2 Notice of Change* (Form 31-101F2), and
- *Policy Statement 31-201 respecting National Registration System* (Policy Statement 31-201)

(collectively, the proposed repeals).

Purpose and scope of passport for registration

The purpose of passport for registration is to implement a system that gives a registrant access to clients in multiple jurisdictions by dealing only with the registrant's principal regulator and meeting the requirements of one set of harmonized laws. A registrant's principal regulator will usually be the regulator in the jurisdiction where the registrant's head office or working office is located.

Local amendments

CSA members in some jurisdictions plan to make consequential amendments to local securities rules and policies.

Amendments to passport for issuers

We propose to update the passport for issuers to address a few issues that have arisen since implementation. The passport regulators propose to amend Regulation 11-102 and Policy Statement 11-102, and CSA proposes to amend *Policy Statement 11-202 respecting Process for Prospectus Reviews in Multiple Jurisdictions* (Policy Statement 11-202) and Policy Statement 11-203.

Publication and request for comments

The following texts are published with this notice:

- regulation to amend Regulation 11-102
- amendments to Appendix D of Regulation 11-102 (in the form of a blackline)
- amendments to Policy Statement 11-102 (in the form of a blackline)
- Policy Statement 11-204
- amendments to Policy Statement 11-202
- amendments to Policy Statement 11-203 (in the form of a blackline)

CSA expects to implement proposed Policy Statement 11-204, the proposed amendments to Policy Statement 11-202 and Policy Statement 11-203, and the proposed repeals when we implement Regulation 31-103, which we currently target for the first half of 2009. The passport regulators expect to implement the proposed amendments to Regulation 11-102 and Policy Statement 11-102 at the same time.

Background

In 2005, the passport regulators implemented phase I of the passport system using the statutory powers that were available at the time. In March 2008, we implemented phase II of the passport for issuers using recently acquired statutory powers. We are also using these powers to implement the passport for registration.

On March 28, 2007, the passport regulators published a proposed passport system for registration. We received 17 submissions on that publication which also included the passport for issuers. The passport regulators responded to all comments received, except those specifically related to registration, in a notice published on January 25, 2008. We attach as an appendix a summary of the registration comments, including our response.

Under the Memorandum of Understanding Regarding Securities Regulation of September 2004 entered into by the Ministers responsible for securities regulation in the passport jurisdictions (MOU), governments undertook to review the fee structures of participating jurisdictions to assess how they might want to change them so they are consistent with the objectives of passport.

The Council of Ministers created under the MOU asked CSA to review the fee structures of its members and propose changes to Ministers. CSA is conducting the review

and will report to Ministers. Meanwhile, under passport, existing fees continue to apply to market participants in all jurisdictions, except for fees for exemption applications, which apply only in the principal jurisdiction.

Summary of proposals

Passport for registration

Phase I of passport for registration consisted of NRS and the mobility exemption in Regulation 11-101. NRS provides a registered firm or individual with an exemption from the fit and proper requirements that would otherwise apply when the firm or individual seeks registration in a non-principal jurisdiction, an exemption from fit and proper filing and notice requirements, and a mutual reliance process for obtaining registration in a non-principal jurisdiction by dealing only with the principal regulator.

CSA published a revised mobility exemption on February 29, 2008 as part of the second publication for comment of proposed Regulation 31-103 and proposed repealing Regulation 11-101 (because it only contains the current mobility exemption, which will be replaced with the new exemption in Regulation 31-103).

CSA does not propose to keep the NRS exemption from the fit and proper requirements that would otherwise apply when a firm or individual seeks registration in a non-principal jurisdiction. This exemption is no longer necessary because the requirements will be harmonized under Regulation 31-103. Furthermore, CSA proposes to replace the NRS exemption from the notice and filing requirements with a permission in the Policy Statement to Regulation 31-103 for a firm to submit fit and proper notices and filings to its principal regulator only.

In addition, the passport regulators propose to simplify obtaining registration and complying with requirements in multiple jurisdictions as follows.

(i) Automatic registration and other regulatory action

We propose to replace NRS with a new system under Part 6 of Regulation 11-102. Under sections 6.3 and 6.4 of Regulation 11-102, a firm or individual that is registered in its principal jurisdiction can obtain registration in a non-principal passport jurisdiction through a submission that, for a firm, can be made only with its principal regulator. A submission for an individual will continue to be made on the National Registration Database (NRD).

For a firm, automatic registration also depends on receipt of the submission having been acknowledged. A regulator will acknowledge receipt by updating NRD to show that the firm is registered in the non-principal jurisdiction. This condition would make the firm's registration effective on the date shown on NRD so that the NRD information would be conclusive. CSA is currently looking at ways to remove the acknowledgement as a condition of registration so that automatic registration in a non-principal passport jurisdiction can occur upon making the required submission, while still preserving the accuracy of NRD as the database of record for firm registration. We did not include the acknowledgement as a condition for automatic registration of individuals because NRD keeps track of every submission date for individuals.

Section 6.3 of Regulation 11-102 does not apply to a firm registered in the category of restricted dealer. To register in a non-principal jurisdiction, a restricted dealer must apply directly in the non-principal passport jurisdiction. Automatic registration does not apply because there are no standard requirements for this category, which has been designed to deal with purely local categories. However, other aspects of passport, including automatic registration of the firm's representatives, would apply to a restricted dealer registered as such in multiple passport jurisdictions.

Regulation 11-102 makes regulatory actions by a firm's or individual's principal regulator apply automatically in each non-principal passport jurisdiction where the firm or individual is registered. Section 6.5 provides that any terms, conditions, restrictions, or requirements imposed by the principal regulator would also apply in each non-principal passport jurisdiction. If the registration is suspended, cancelled, terminated, revoked or surrendered in the principal jurisdiction, sections 6.6 to 6.8 provide that the registration would automatically be suspended, cancelled, terminated or revoked in each non-principal passport jurisdiction as appropriate. These provisions apply whether or not the firm or individual was registered automatically in a non-principal passport jurisdiction under section 6.3 or 6.4.

Registration fees would apply in each passport jurisdiction as at present. However, we plan to make changes to NRD to allow a firm making a submission to register in more than one jurisdiction to submit each jurisdiction's fees on NRD instead of by cheque as is currently the case.

Passport is designed to accommodate registration through self-regulatory organizations in jurisdictions where the necessary arrangements are in place. If one of those jurisdictions is a firm's or individual's principal jurisdiction, the firm or individual would deal with the self-regulatory organization it normally deals with in its principal jurisdiction to become registered in a non-principal passport jurisdiction under Regulation 11-102.

(ii) Automatic transition to terms and conditions of Principal Regulator

Section 6.9 of Regulation 11-102 delays the automatic application of the terms and conditions of the principal regulator in a non-principal passport jurisdiction until 30 days after the effective date of Part 6 of Regulation 11-102. This is to give a firm or individual time to apply to the regulator in the non-principal jurisdiction for an exemption from section 6.5 of Regulation 11-102. This means that, if a firm or individual does not apply for the exemption, the firm or individual will generally be subject to a single set of terms and conditions, i.e., those of the principal regulator.

(iii) Transition – Notice of Principal Regulator for Foreign Firm

Under section 6.10(1) of Regulation 11-102, if a foreign firm was registered in a category in multiple jurisdictions of Canada before the effective date of Part 6, the firm must submit information about its principal regulator in proposed Form 33-109F6, which will be revised to make this possible. The purpose of this submission is for a foreign firm to identify its principal regulator in accordance with section 6.1 of Regulation 11-102 and notify the securities regulatory authorities or regulators. Section 6.10(2) permits the foreign firm to make its submission by giving it to the principal regulator instead of the regulator in the non-principal passport jurisdiction.

(iv) Applicable requirements

We propose to harmonize most regulatory requirements for registrants through proposed Regulation 31-103, which CSA published for a second comment period on February 29, 2008. Proposed Regulation 31-103 contains some requirements and carve-outs for specific jurisdictions, which are apparent on the face of the regulation. In addition, some jurisdictions may have unique registration requirements in their statute or local rules or regulations.

Passport for discretionary exemption applications

Consequent to the proposed amendments for passport for registration and the expected concurrent adoption of proposed Regulation 31-103, passport regulators also propose to amend

- Regulation 11-102 to ensure the principal regulator for registration deals with the usual applications for exemption made in connection with an application for registration, and
- Appendix D of Regulation 11-102 to add the relevant provisions of proposed Regulation 31-103 and other equivalent registration provisions to the list of equivalent provisions from which a registrant may obtain a discretionary exemption and have it apply automatically in non-principal passport jurisdictions under Part 4 of Regulation 11-102.

Policy Statement 11-204

CSA proposes to implement new processes for making national registration decisions through Policy Statement 11-204, which all jurisdictions would adopt. Policy Statement 11-204 would work in tandem with Regulation 11-102. The processes will provide the interface:

- for registrants from passport jurisdictions to register in Ontario; and
- for Ontario registrants to register in one or more passport jurisdictions.

The interface for passport jurisdiction registrants would be similar to NRS. They would ensure that a passport jurisdiction registrant generally deals only with its principal regulator to gain access to Ontario.

The interface for Ontario market participants would provide them with direct access to passport jurisdictions under Regulation 11-102. An Ontario market participant would therefore be able to deal with the OSC as its principal regulator to register automatically in passport jurisdictions.

A foreign registrant would be able to gain access to the Canadian capital markets through a principal regulator on the same basis as a market participant in that regulator's jurisdiction.

Description of other amendments

The passport regulators propose to amend Regulation 11-102 and Policy Statement 11-102, and CSA proposes to amend Policy Statement 11-202 to address issues that have arisen since we implemented Regulation 11-102. The proposed additional amendments to Regulation 11-102

- repeal the exemptions from the non-harmonized continuous disclosure and prospectus requirements because the requirements would no longer exist or the relevant passport regulators have determined that they should continue to apply in their jurisdiction.
- amend the definition of 'national prospectus instrument' to add National instrument 71-101, *Multijurisdictional Disclosure System* and extend passport to MJDS offerings, and
- make necessary adjustments to the equivalent provisions in Appendix D.

The amendments to Policy Statement 11-202 reflect administrative practices that CSA has developed since the passport regulators implemented Regulation 11-102.

Most of the amendments to Policy Statement 11-203 are consequential to the proposed amendments to Regulation 11-102 to implement passport for registration. The others deal with issues that have arisen since the implementation of passport for issuers.

CSA also expects to amend Regulation 31-102 and Regulation 33-109, its related forms and policy statement, as applicable, to

- allow firms, and individuals filing under a temporary hardship exemption, to make their submissions in alternate format instead of in paper format,
- allow foreign firms to identify their principal regulator under item A of Form 33-109F6, and
- generally adapt them for use with Regulation 11-102, for example, by adding the concept of 'principal regulator' and giving a firm permission to submit a notice of change on Form 33-109F5 to the firm's principal regulator only.

CSA also expects to further amend proposed Regulation 31-103 and its policy statement, which we published for a second comment period on February 29, 2008. The proposed additional amendments include

- conforming the definition of 'principal regulator' in Regulation 31-103 to the concept of 'principal regulator' in proposed Part 6 of Regulation 11-102,
- eliminating the notice of principal regulator requirement under the mobility exemption in Regulation 31-103,
- adopting a requirement to give notice before relying on the mobility exemption under Regulation 31-103 like under Regulation 11-101,
- giving permission in the policy statement to a firm to submit the notices and filings required under the 'fit and proper' notice and filing requirements of Part 4 of proposed Regulation 31-103 to the firm's principal regulator only, and
- reflecting the repeal of NRS.

Anticipated Costs and Benefits

The passport regulators expect that passport for registration will enhance the efficiency of regulation of the capital markets and simplify the use of the regulatory system for registrants. By using the passport tools, we can make more timely decisions and our processes more efficient and seamless for registrants.

We did not do a cost-benefit analysis of passport for registration. We worked with the OSC to develop interfaces for Ontario registrants who want to deal with clients in passport jurisdictions, and for registrants in passport jurisdictions who want to deal with clients in Ontario. The interfaces make the securities regulatory system as efficient and effective as possible in the circumstances for all registrants who want to deal with clients in both passport jurisdictions and Ontario.

Request for Comment

We request comments on the proposed amendments to Regulation 11-102 and Policy Statement 11-102, proposed new Policy Statement 11-204, the proposed amendments to Policy Statement 11-202 and Policy Statement 11-203, and the proposed repeals.

How to Provide Your Comments

Please provide your comments on

- the amendments to Regulation 11-102, Policy Statement 11-102, Policy Statement 11-202, Policy Statement 11-203, and new Policy Statement 11-204, by **September 17, 2008**, and
- the repeal of NRS by **October 17, 2008**.

Please address your submissions to the regulators listed below:

British Columbia Securities Commission
 Alberta Securities Commission
 Saskatchewan Financial Services Commission
 Manitoba Securities Commission
 Autorité des marchés financiers
 New Brunswick Securities Commission
 Nova Scotia Securities Commission
 Office of the Attorney General, Prince Edward Island
 Financial Services Regulation Division, Consumer and Commercial Affairs Branch,
 Department of Government Services, Newfoundland and Labrador
 Registrar of Securities, Government of Yukon
 Registrar of Securities, Department of Justice, Government of the Northwest Territories
 Registrar of Securities, Legal Registries Division, Department of Justice, Government of
 Nunavut

You do not need to deliver your comments to each of these regulators. Please deliver your comments to the two addresses that follow, and they will be distributed to the other jurisdictions:

Anne-Marie Beaudoin
 Secrétaire
 Autorité des marchés financiers
 800, square Victoria, 22^e étage
 C.P. 246, Tour de la Bourse
 Montréal, Québec H4Z 1G3
 Fax : (514) 864-6381
 e-mail: consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Leigh-Anne Mercier
 Senior Legal Counsel
 British Columbia Securities Commission
 P.O. Box 10142, Pacific Centre
 701 West Georgia Street
 Vancouver BC V7Y 1L2
 Fax: 604-899-6506
 e-mail: lmercier@bcsc.bc.ca

If you are not sending your comments by e-mail, please send a diskette or CD containing your comments in Word.

We cannot keep submissions confidential because securities legislation in certain provinces requires that a summary of the written comments received during the comment period be published.

Questions

Please refer your questions to any of:

Sylvia Pateras
 Senior Legal Counsel
 Autorité des marchés financiers
 514-395-0337, extension 2536
 sylvia.pateras@lautorite.qc.ca

Leigh-Anne Mercier
Senior Legal Counsel
British Columbia Securities Commission
604-899-6643
lmercier@bcsc.bc.ca

Gary Crowe
Senior Legal Counsel
Alberta Securities Commission
403-297-2067
gary.crowe@seccom.ab.ca

Barbara Shourounis
Director
Saskatchewan Financial Services Commission
306-787-5842
bshourounis@sfsc.gov.sk.ca

Doug Brown
Director
Manitoba Securities Commission
204-945-0605
doug.brown@gov.mb.ca

Dirk de Lint
Senior Legal Counsel
Ontario Securities Commission
416-593-8090
ddelint@osc.gov.on.ca

Susan W. Powell,
Senior Legal Counsel
New Brunswick Securities Commission
506-643-7697
Susan.Powell@nbsc-cvmnb.ca

Shirley Lee
Securities Analyst
Nova Scotia Securities Commission
902-424-5441
leesp@gov.ns.ca

Katharine Tummon
Director
Consumer, Corporate and Insurance Services
Prince Edward Island Securities Office
902-368-4542
kptummon@gov.pe.ca

Doug Connolly
Deputy Superintendent of Securities
Government of Newfoundland & Labrador
Department of Government Services
Financial Services Regulation Division
709-729-4909
connolly@gov.nl.ca

Frederik Pretorius
Registrar of Securities
Yukon Registrar of Securities
867-667-5225
Fred.Pretorius@gov.yk.ca

Gary MacDougall
Director, Legal Registries
Northwest Territories Securities Registry
867-873-7490
gary_macdougall@gov.nt.ca

Bruce MacAdam
Legal Registries Counsel
Nunavut Securities Registry
867-975-6586
bmacadam@gov.nu.ca

July 18, 2008

*Regulation 11-102 respecting Passport System***List of commenters**

1. Edward Jones
2. IGM Financial¹
3. Investment Industry Association of Canada
4. Investment Funds Institute of Canada
5. BMO Nesbitt Burns inc., Private Client Division
6. Canadian Bankers Association
7. Borden, Ladner, Gervais – Toronto Securities and Capital Markets practice group²
8. Investment Dealers Association of Canada (IDA)

¹ Comment letter addressed to passport jurisdictions and similar letter sent to the OSC in response to OSC Notice 11-904 *Request for Comment Regarding the Proposed Passport System*.

² Comment letter addressed to passport jurisdictions and OSC in response to OSC Notice 11-904 *Request for Comment Regarding the Proposed Passport System*.

**Summary of comments and responses
on the registration part of
Regulation 11-102 respecting Passport System
(Regulation 11-102)**

Passport regulators adopted Regulation 11-102 on March 17, 2008 to establish the passport system for issuers - covering continuous disclosure, prospectuses and discretionary exemptions. When Regulation 11-102 was first published for comment on March 28, 2007, it also included provisions to provide a passport for registration. The following summarizes and responds to the comments on the first published version of Regulation 11-102 that related specifically to passport for registration.³

Comments

#	Themes	Comments	Responses
1.	Interface with Ontario	Three commenters expressed concern about the proposed repeal of the national registration system (NRS) particularly given that the OSC is not adopting passport. They suggested either that the improvements of passport should be incorporated into NRS or that we should maintain NRS unless a simple and practical interface can be developed for Ontario. They also suggested that CSA should provide guidance on how the two regimes would interact.	<p>Passport regulators plan to implement the passport system for registration even though the OSC is not planning to adopt Regulation 11-102. CSA also plans to repeal NRS. However, to make the system as efficient and effective as possible in the circumstances for all market participants who want to gain access to the capital markets in both passport jurisdictions and Ontario, passport regulators and the OSC worked together to develop interfaces between the passport jurisdictions and Ontario.</p> <p>Policy Statement 11-204 would set out the processes for registration in multiple jurisdictions for market participants based in passport jurisdictions and in Ontario.</p> <p>Policy Statement 11-204 would maintain the processes from NRS to give registrants in passport jurisdictions efficient and coordinated access to Ontario. Proposed Part 6 of Regulation 11-102 would give registrants</p>

³ The comment letters are available on the Alberta Securities Commission website at www.albertasecurities.com. The summary of comments and CSA responses regarding the passport system generally and the passport system for issuers is also on the ASC website, attached as Schedule J to the CSA's advance notice of implementation of Regulation 11-102 dated January 25, 2008.

Comments			
#	Themes	Comments	Responses
			in Ontario direct access to passport jurisdictions based on the decisions of the OSC as principal regulator (PR). These interface mechanisms are consistent with those that support the passport system for issuers.
2.	Harmonized Terms and Conditions	One commenter expressed concern about the fact that under the passport system, cancellations, amendments, revocations or other changes to terms and conditions of registration (T&Cs) could vary across jurisdictions because any existing terms and conditions imposed by a non-principal regulator through a settlement or a decision after a hearing would continue to apply only in the non-principal jurisdiction.	<p>We propose a 30-day transition period, after which the T&Cs in effect in a registrant's principal jurisdiction would apply automatically in the jurisdictions of the registrant's non-principal regulators (NPRs). At that time, any T&Cs imposed by NPRs would no longer apply, except for T&Cs imposed by an NPR under a settlement agreement or in a decision after a hearing. We have maintained this exception because we believe it would be inappropriate to cancel by 'operation of law' T&Cs that result from illegal conduct or activity in a jurisdiction.</p> <p>We note, however, that it is rare for a registrant to have this type of T&C. In addition, in the rare cases where they exist, a registrant would have different T&Cs in multiple jurisdictions only if, after review, the PR decided not to impose the same T&C as the NPR.</p> <p>We also expect that implementing proposed <i>Regulation 31-103 respecting Registration Requirements</i> would result in regulators imposing fewer T&Cs and, to the extent any are imposed, in the T&Cs being largely uniform across jurisdictions.</p>
3.	Consultation among passport jurisdictions	A commenter asked that there not be a mandatory requirement for the principal regulator to consult with a non-principal regulator before making a registration-related decision.	The proposed system would not require consultations between a PR and an NPR in a passport jurisdiction before the PR makes a registration decision.
4.	Fees	Four commenters suggested eliminating or reducing fees in non-principal jurisdictions under passport because they believe that	The proposed passport for registration would maintain the status quo with respect to fees for registration. With respect to an application for an

Comments

#	Themes	Comments	Responses
		non-principal regulators will do no work or less work under passport. One commenter acknowledged that fees support the entire regulatory system and suggested that market participants pay all fees to the principal regulator. Another commenter recommended against that approach for registered firms.	<p>exemption covered by Regulation 11-102, a registrant will pay fees only in its principal jurisdiction.</p> <p>The intergovernmental (passport) MOU Regarding Securities Regulation contemplates a review of fees to assess whether to change them so they are more consistent with the objectives of the passport system. The Council of Ministers under the Passport MOU asked CSA to review the fee structure of its members and propose changes to the Ministers. CSA is conducting the review and will report to the Ministers.</p> <p>All fees for individuals are submitted through National Registration Database (NRD), which provides a single-window of access for paying fees.</p> <p>When a firm applies for registration or wants to register automatically in a passport jurisdiction, Policy Statement 11-204 gives the firm the option to submit the applicable fees in each jurisdiction by cheque or on NRD. Any subsequent fees for firms are submitted on NRD.</p>
5.	Registration implementation issues if Ontario does not adopt Regulation 11-102	<p>Two commenters asked specific questions about implementing the passport system for registration without Ontario:</p> <p>a. Could an individual whose firm has its head office in Ontario participate in passport?</p> <p>b. If so, which regulator would act as principal regulator for the individual and could the firm have a principal regulator in each jurisdiction where it has representatives?</p>	<p>a. Yes.</p> <p>b. The PR for the individual would generally be the regulator in the jurisdiction where the individual's working office is located</p>

Comments

#	Themes	Comments	Responses
			(including Ontario). A firm has only one PR for the purpose of passport, which is generally the regulator in the jurisdiction of its head office (including Ontario).
		c. How will opting in and opting out of passport work for a firm whose head office and a majority of its representatives are in Ontario? If a firm cannot participate because of the location of its head office, will it have to file any documentation?	c. We have removed the provision for firms to opt-out of passport. Instead, we have included a provision that would make the T&Cs of the PR apply automatically in non-principal jurisdictions and a 30-day period for a firm or individual registered in multiple jurisdictions when Regulation 11-102 comes into effect to apply for an exemption from the automatic application of the PR's T&Cs in the non-principal jurisdictions.
		d. If a firm opts-out and Ontario decides to join passport, will the firm have the opportunity to revisit its decision?	d. As indicated in the response in (c) above, this scenario is no longer contemplated.
		e. How would NRD be updated to reflect the automatic registration process under the passport system? How will the system be different especially in light of the fact the Ontario residents will not be able to participate in passport?	e. When we implemented NRS, we made changes to NRD to enable a PR to record some registration decisions of NPRs affecting individual registrants. Under passport, we would enhance NRD by eliminating the need for NPRs, except the OSC, to opt in before the PR records its decision. We can do this because, under passport, NPRs (other than the OSC) no longer have to opt-in. This will speed up the process for registration in multiple jurisdictions for individuals in Ontario. For individuals outside Ontario, the OSC will be the only regulator that will still opt in. Policy Statement 11-204 provides that the OSC will generally do this within one business day from receiving the PR's proposed registration decision. The Ontario office of the Investment Industry Regulatory Organization of Canada (IIROC), the successor to the IDA, is considering what

Comments			
#	Themes	Comments	Responses
			its turn around time will be in those circumstances.
6.	Transition issues for registration	Two commenters submitted that the 30-day transition period proposed for firms to opt out of the passport system is too short and should be at least 180 days.	As indicated above, we have removed the provision under which a registrant could opt-out of passport.
7.	Technical registration issues	<p>One commenter raised several technical registration issues about</p> <p>a. the information an individual should provide on NRD to register in additional jurisdictions</p> <p>b. whether the IDA will continue to approve individuals before they are registered by their principal regulator in the jurisdictions that do not delegate registration to the IDA</p> <p>c. the meaning of the phrase “date on which the filing is made” as being the date of registration in a non-principal jurisdiction in section B2.3 of Appendix B to the Policy Statement</p> <p>d. where to request a hearing when the IDA registers firms or individuals in a jurisdiction</p>	<p>a. An individual would provide the same information on NRD as the individual currently does, using existing NRD submissions.</p> <p>b. We expect no change to this procedure. The PR would make a registration decision under passport in the same manner as it does currently.</p> <p>c. We would delete Form 11-102F1. Instead, a firm would use Form 33-109F6, or a subset of that form, to register in an additional jurisdiction. We have also deleted the reference to the “date on which the filing is made” and made firm registration effective in a non-principal jurisdiction when receipt of the submission is acknowledged. Receipt would be acknowledged when NRD shows the firm as registered in the jurisdiction.</p> <p>d. We expect no change to the current procedure.</p>
8.	Delegation of registration to self-regulatory organizations (SROs)	Three commenters suggested all CSA members should consider delegating their registration function to the IDA to ensure a single point of contact in every jurisdiction and a common and consistent	Delegation is outside the scope of the passport project. Any securities regulatory authority that has delegated registration functions to IIROC, the successor to the IDA, has done so under an enabling provision in its

Comments

#	Themes	Comments	Responses
		approach.	securities legislation. Any future delegation is in the discretion of the concerned regulatory authority and would need to conform to that regulator's statutory power to delegate.

REGULATION TO AMEND REGULATION 11-102 RESPECTING PASSPORT SYSTEM

Securities Act

(R.S.Q. c. V-1-1. s. 331.1, par. (1), (2), (3), (4.1), (8), (11), (25), (26), (33), (33.4), (33.5), (33.7), (33.8) and (34); 2007, c. 15; 2008, c. 7; 2008, c. 24)

1. Section 1.1 of Regulation 11-102 respecting Passport System is amended:

(1) by replacing, in the definition of “principal regulator”, “Part 3 or 4,” and with “Part 3, 4 or 6,”;

(2) by adding the following definition after the introducing paragraph:

“ “category” means a category of registration set out in sections 2.1, 2.3, 2.6 or 2.7 of Regulation 31-103 respecting Registration Requirements or in sections 25(1) to (3) or 26(2) to (5) of the Ontario Securities Act¹,”;

(3) by adding the following definitions after the definition of “equivalent provision”:

“ “firm” means a person that is registered, or seeking registration, as a dealer, adviser or investment fund manager in its principal jurisdiction;

“foreign firm” means a firm that has its head office outside Canada;

“foreign individual” means an individual whose working office is outside Canada;”;

(4) by adding, after paragraph (d) of the definition of “national prospectus instrument”, the following paragraph and making the necessary changes:

“(d.1) National Instrument 71-101 The Multijurisdictional Disclosure System, or”;

(5) by adding the following definitions after the definition of “SEDAR”:

“ “sponsoring firm” has the same meaning as in Regulation 33-109 respecting Registration Information;

“working office” means the office of the sponsoring firm where an individual does most of his or her business.”.

2. The title of Part 2 and section 2.1 of the Regulation are repealed.

3. Section 3.4 of the Regulation is repealed.

4. The Regulation is amended by adding the following section after section 4.4:

“4.4.1. Principal regulator for discretionary exemption application made with an application for registration

Despite section 4.4, if a firm or individual makes an application for exemption from a requirement listed below in connection with an application for

¹ The sections of the Securities Act (Ontario) referred to in the definition of ‘category’ are contained in proposed Act amendments the Ontario government published for consultation on April 24, 2008. If passed by the Legislative Assembly of Ontario, the registration categories in Ontario would be in the Ontario Act rather than in Regulation 31-103.

registration in the principal jurisdiction, the principal regulator for the application for exemption is the principal regulator as determined under section 6.1:

(a) a requirement in Part 4 of Regulation 31-103 respecting Registration Requirements;

(b) a requirement in Part 2 of Regulation 33-109 respecting Registration Information.”.

5. Section 4.5 of the Regulation is amended:

(1) in paragraph (1), by replacing the word “If” with the words “Despite sections 4.4 and 4.4.1, if”, and “4.2, 4.3 or 4.4” with “4.2, 4.3, 4.4 or 4.4.1”;

(2) in paragraph (2), by adding the words “and sections 4.4 and 4.4.1” after the words “Despite subsection (1)”, and by replacing “4.2, 4.3 or 4.4” with “4.2, 4.3, 4.4 or 4.4.1”.

6. Section 4.6 of the Regulation is amended by replacing the word “If” with the words “Despite sections 4.4 and 4.4.1 and subsections 4.5(1) and 4.5(2), if”.

7. The Regulation is amended by adding the following after section 5.1:

“PART 6 REGISTRATION

“6.1. Principal regulator for registration

(1) For the purposes of this Part, the principal regulator is the securities regulatory authority or regulator of the jurisdiction in which,

(a) for a firm, the firm’s head office is located, or

(b) for an individual, the individual’s working office is located.

(2) Despite subsection (1), the principal regulator for a foreign firm is the securities regulatory authority or regulator in the jurisdiction of Canada the firm identified as its principal jurisdiction in its most recently submitted

(a) Form 33-109F5² under Regulation 33-109 respecting Registration Information, or

(b) Form 33-109F6³.

(3) Despite subsection (1), the principal regulator for a foreign individual is the principal regulator for the individual’s sponsoring firm.

“6.2. Discretionary change of principal regulator for registration

Despite subsection 6.1(1), if a securities regulatory authority or regulator gives written notice that specifies a principal regulator for the firm or individual, the securities regulatory authority or regulator specified in the notice is the principal regulator for the firm or individual as of the later of

² This is a reference to proposed Form 33-109F5, Change of Information in Form 33-109F4 or Form 33-109F6, of Regulation 33-109 respecting Registration Information published for comment as part of the second publication of proposed Regulation 31-103 respecting Registration Requirements.

³ This is a reference to proposed Form 33-109F6, Application for Registration as a Dealer, Adviser or Investment Fund Manager for Securities and/or Derivatives, of Regulation 33-109 respecting Registration Information published for comment as part of the second publication of proposed Regulation 31-103 respecting Registration Requirements.

- (a) the date the firm or individual receives the notice, and
- (b) the effective date specified in the notice, if any.

“6.3. Firm registration

(1) If a firm is registered in a category in its principal jurisdiction, the firm is registered in the same category in the local jurisdiction if

- (a) the firm has submitted a completed Form 33-109F6 in accordance with Regulation 33-109 respecting Registration Information, and
- (b) receipt of the submission has been acknowledged.

(2) A firm that makes a submission under subsection (1)(a) must pay the required fee at the time it makes the submission.

(3) For the purpose of subsection (1), the firm may make the submission by giving it to the principal regulator.

(4) Subsection (1) does not apply to a firm registered in the category of restricted dealer.

“6.4. Individual registration

If an individual acting on behalf of a sponsoring firm is registered in a category in his or her principal jurisdiction, the individual is registered in the same category in the local jurisdiction if

- (a) the sponsoring firm is registered in the local jurisdiction in the same category as in the firm’s principal jurisdiction, and
- (b) the individual has submitted a completed Form 33-109F2⁴ or a completed Form 33-109F4 in accordance with Regulation 33-109 respecting Registration Information.

“6.5. Terms and conditions of registration

(1) If the firm or individual is registered in the same category in the principal jurisdiction and in the local jurisdiction, a term, condition, restriction or requirement imposed on the registration in the principal jurisdiction applies as if it were imposed in the local jurisdiction.

(2) A term, condition, restriction or requirement that applies in the local jurisdiction under subsection (1) continues to apply until the earlier of the date

- (a) the securities regulatory authority or regulator that imposed the term, condition, restriction or requirement cancels or revokes it, or
- (b) the term, condition, restriction or requirement expires.

“6.6. Suspension

If a firm’s or individual’s registration in the principal jurisdiction is suspended, the firm’s or individual’s registration in the local jurisdiction is suspended.

“6.7. Termination

⁴ This is a reference to proposed Form 33-109F2, Change or Surrender of Individual Categories, of Regulation 33-109 respecting Registration Information published for comment as part of the second publication of proposed Regulation 31-103 respecting Registration Requirements.

If a firm's or individual's registration in the principal jurisdiction is cancelled, revoked or terminated, as applicable, the firm's or individual's registration in the local jurisdiction is cancelled, revoked or terminated, as applicable.

“6.8. Surrender

If a firm or individual is registered in the same category in the local jurisdiction and the principal jurisdiction, and the firm or individual applies to surrender the registration in the principal jurisdiction, the firm's or individual's registration in that category in the local jurisdiction is cancelled, revoked or terminated, as applicable, if the principal regulator accepts the firm's or individual's surrender of registration in the principal jurisdiction.

“6.9. Transition – terms and conditions in non-principal jurisdictions

(1) Section 6.5 does not apply to a firm or individual registered in the local jurisdiction before [insert the effective date of this Part] until [insert the date 30 days after the effective date of this Part].

(2) Despite subsection (1), section 6.5 does not apply to a firm or individual after [insert the date 30 days after the effective date of this Part] if

(a) on or before [insert the date 30 days after the effective date of this Part], the firm or individual applies to the securities regulatory authority or regulator for an exemption from section 6.5, and

(b) the securities regulatory authority or regulator has not issued a decision rejecting the application and the application has not been withdrawn.

(3) If a firm or individual was registered in the local jurisdiction before [insert the effective date of this Part], a term, condition, restriction or requirement imposed on the registration in the local jurisdiction before [insert the date 30 days after the effective date of this Part], if any, does not apply to the firm or individual on or after the [insert the date 30 days after the effective date of this Part] unless the term, condition, restriction or requirement was

(a) agreed to under a settlement agreement between the firm or individual and the securities regulatory authority or regulator, or

(b) imposed in a decision relating to the firm or individual made by the securities regulatory authority or regulator following a hearing.

(4) If a firm or individual applies for an exemption under subsection (2), subsection (3) does not apply unless

(a) the securities regulatory authority or regulator has issued a decision rejecting the application, or

(b) the application has been withdrawn.

“6.10. Transition - notice of principal regulator for foreign firm

(1) If a foreign firm was registered in a category in the local jurisdiction and another jurisdiction of Canada before [insert effective date of this Part], the firm must submit, on or before [insert date that is 30 days after effective date of this Part] the information required in item A of Form 33-109F6 in accordance with Regulation 33-109 respecting Registration Information.

(2) For the purposes of subsection (1), the foreign firm may make the submission by giving it to the principal regulator.”.

8. Appendix A of the Regulation is repealed.

9. Appendix B of the Regulation is amended:

(1) by replacing the paragraph opposite Prince Edward Island with the following:

“sections 94 (Prospectus required) and 95 (Filing prospectus without distribution)”;

(2) by replacing the paragraph opposite Yukon with the following:

“sections 94 (Prospectus required) and 95 (Filing prospectus without distribution)”;

(3) by replacing the paragraph opposite the Northwest Territories with the following:

“sections 94 (Prospectus required) and 95 (Filing prospectus without distribution)”;

(4) by replacing the paragraph opposite Nunavut with the following:

“sections 94 (Prospectus required) and 95 (Filing prospectus without distribution)”.

10. Appendix C of the Regulation is repealed.

11. Appendix D of the Regulation is replaced with the following:

APPENDIX D

EQUIVALENT PROVISIONS

All references are to provisions of the Securities Act of the relevant jurisdiction unless otherwise noted.

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
SEDAR									Regulation 13-101				
Marketplace operation									Regulation 21-101 (only Parts 6, 7 – 11, as they apply to an ATS, and 13)				
Trading rules									Regulation 23-101 (only Parts 4 and 8 – 11)				
Institutional trade matching and settlement									Regulation 24-101				
National registration database (NRD)									Regulation 31-102				
Registration requirements									Regulation 31-103 (except as noted below) (not yet in force)				
Dealer and underwriter categories									s.2.1 of Regulation 31-103				ss.25(1) and 26(2), (3) and (4)
Adviser categories									s.2.3 of Regulation 31-103				ss.25(2) and 26(5)

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
Investment fund manager category	s.2.6 of Regulation 31-103												s.25(3)
Individual categories	s.2.7 of Regulation 31-103												s.25(1 and (2))
UDP registration	s.2.9(1) of Regulation 31-103	ss.75(2) (c) and 75.1 of <i>Securities Act</i> (not yet in force) and s.2.9(1) of Regulation 31-103	s.2.9(1) of Regulation 31-103	s.149 of <i>Securities Act</i> (not yet in force, as amended) and s.2.9(1) of Regulation 31-103	s.2.9(1) of Regulation 31-103	s.87 of <i>Securities Act</i> (not yet in force) and s.2.9(1) of Regulation 31-103	ss.26(2)(c) and 26.1 of <i>Securities Act</i> (not yet in force) and s.2.9(1) of Regulation 31-103	s.87 of <i>Securities Act</i> (not yet in force) and s.2.9(1) of Regulation 31-103	s.87 of <i>Securities Act</i> (not yet in force) and s.2.9(1) of Regulation 31-103	s.87 of <i>Securities Act</i> (not yet in force) and s.2.9(1) of Regulation 31-103	s.21(4) of <i>Securities Act</i> (not yet in force) and s.2.9(1) of Regulation 31-103		

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
CCO registration	s.2.10(1) of Regulation 31-103	ss.75(2) (c) and 75.1 of <i>Securities Act</i> (not yet in force) and s.2.10(1) of Regulation 31-103	s.2.10(1) of Regulation 31-103		s.149 of <i>Securities Act</i> (not yet in force, as amended) and s.2.10(1) of Regulation 31-103	s.2.10(1) of Regulation 31-103		s.87 of <i>Securities Act</i> (not yet in force) and s.2.10(1) of Regulation 31-103	ss.26(2)(c) and 26.1 of <i>Securities Act</i> (not yet in force) and s.2.10(1) of Regulation 31-103	s.87 of <i>Securities Act</i> (not yet in force) and s.2.10(1) of Regulation 31-103	s.87 of <i>Securities Act</i> (not yet in force) and s.2.10(1) of Regulation 31-103	s.87 of <i>Securities Act</i> (not yet in force) and s.2.10(1) of Regulation 31-103	s.21(5) of <i>Securities Act</i> (not yet in force) and s.2.10(1) of Regulation 31-103
MFDA membership for mutual fund dealers	s.3.2 of Regulation 31-103				n/a	s.3.2 of Regulation 31-103							
Insurance – scholarship plan dealer only	s. 4.21 of Regulation 31-103				n/a	s.4.21 of Regulation 31-103							
Complaint handling	s. 5.28 of Regulation 31-103				s.168.1.1 of <i>Securities Act</i> and s.5.28 of Regulation 31-103	s.5.28 of Regulation 31-103							

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
Complaint handling		s. 5.29 of Regulation 31-103			s.168.1.3 of <i>Securities Act</i> and s.5.29 of Regulation 31-103				s.5.29 of Regulation 31-103				
Complaint handling		s.5.30 of Regulation 31-103			s.168.1.1 of <i>Securities Act</i> and s.5.30 of Regulation 31-103				s.5.30 of Regulation 31-103				
Complaint handling		s.5.31 of Regulation 31-103			s.168.1.2 of <i>Securities Act</i> and s.5.31 of Regulation 31-103				s.5.31 of Regulation 31-103				
Suspension of IDA approval		s. 7.3 of Regulation 31-103										s.30(1), paragraphs 2 and 3	

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
Suspension of MFDA approval	s. 7.4 of Regulation 31-103				n/a	s. 7.4 of Regulation 31-103						s.30(1), paragraphs 2 and 3	
Advising generally	s.8.14(2) of Regulation 31-103												s.34(2)
Underwriting conflicts	Regulation 33-105												
Registrant information	Regulation 33-109												
Prospectus disclosure requirements	Regulation 41-101 (except as noted below)												
Certificate of issuer	s.5.3(1) of Regulation 41-101												s.58
Certificate of corporate issuer	s.5.4(1) of Regulation 41-101												s.58
Certificate of issuer involved in reverse takeover	s.5.8 of Regulation 41-101												n/a
Certificate of underwriter	s.5.9(1) of Regulation 41-101												s.59(1)
Certificate of promoter	s.5.11(1) of Regulation 41-101												s.58
Delivery of amendments	s.6.4 of Regulation 41-101												s.57(3)

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
Amendment to a preliminary prospectus													s.57(1)
Amendment to a final prospectus													s.57(1)
Amendment to a final prospectus													s.57(2)
Regulator must issue receipt													s.57(2.1)
Regulator must not refuse a receipt													ss.57(2.1) and 61(3)
Prohibition against distribution													s.57(2.2)
Distribution of preliminary prospectus and distribution list													ss.66 and 67
Lapse date													s.62
Statement of rights													s.60
Disclosure standards for mineral projects													Regulation 43-101

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
Short form prospectus distribution requirements	Regulation 44-101												
Shelf prospectus requirements	Regulation 44-102												
Post receipt pricing	Regulation 44-103												
Rights offering requirements	Regulation 45-101												
Resale of securities	Regulation 45-102												
Standards of disclosure for oil and gas activities	Regulation 51-101												
Continuous disclosure obligations	Regulation 51-102 (except as noted below)												
Publication of material change	s. 7.1 of Regulation 51-102-											s.75 of <i>Securities Act</i> and s.3(1.1) of Regulation 1015 (General)	

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
Accounting principles, auditing standards and reporting currency requirements	Regulation 52-107 (except as noted below)												
Acceptable accounting principles	s.3.1 of Regulation 52-107											s.2(1) of Regulation 1015 (General) and s.3.1 of Regulation 52-107	
Auditor oversight	Regulation 52-108												
Certification of disclosure in annual and interim filings	Regulation 52-109												
Audit committees	Regulation 52-110												
Communication with beneficial owners	Regulation 54-101												

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
System for electronic disclosure by insiders (SEDI)	NI 55-102												
Insider reporting for certain derivative transactions (EM) - Reporting requirement	ss. 87(2), (5) and (6)												s.2.1 of Regulation 55-103
EM – Existing agreements which continue in force	s.87.1												s.2.3 of Regulation 55-103
EM – Existing agreements entered into prior to becoming insider	s.87(2) and (6)												s.2.4 of Regulation 55-103

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
EM – Form and timing of report	s.87(2), (5) and (6) of <i>Securities Act</i> and s. 155.1(1), (2) and (3) of Securities Rules												s.3.1 of Regulation 55-103
EM – Form and timing of report for existing agreements	s.87.1 of <i>Securities Act</i> and s. 155.1(4) of Securities Rules												s.3.2 of Regulation 55-103
EM – Form and timing of report for existing agreements entered into prior to becoming insider	s.87 (2) and (6) of <i>Securities Act</i> and s. 155.1(1) and (3) of Securities Rules												s.3.3 of Regulation 55-103
Disclosure of corporate governance practices													Regulation 58-101

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario	
Protection of minority security holders in special transactions			n/a		Regulation 61-101					n/a			Regulation 61-101	
Early warning reports and other take-over bid and insider reporting requirements													Regulation 62-103-	
Take-over bids and issuer bid requirements (TOB/IB) – Restrictions on acquisitions during take-over bid													s.2.2(1) of Regulation 62-104	s.93.1(1)
TOB/IB – Restrictions on acquisitions during issuer bid													s.2.3(1) of Regulation 62-104	s.93.1(4)
TOB/IB – Restrictions on acquisitions before take-over bid													s.2.4(1) of Regulation 62-104	s.93.2(1)

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
TOB/IB – Restrictions on acquisitions after bid													s.93.3(1)
TOB/IB – Restrictions on sales during formal bid													s.97.3(1)
TOB/IB – Duty to make bid to all security holders													s.94
TOB/IB – Commencement of bid													s.94.1(1) and (2)
TOB/IB – Offeror's circular													s.94.2(1) - (4) of <i>Securities Act</i> and s.3.1 of OSC Rule 62-504
TOB/IB – Change in information													s.94.3(1)

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
TOB/IB – Notice of change													s.94.3(4) of <i>Securities Act</i> and s.3.4 of OSC Rule 62-504
TOB/IB – Variation of terms													s.94.4(1)
TOB/IB – Notice of variation													s.94.4(2) of <i>Securities Act</i> and s.3.4 of OSC Rule 62-504
TOB/IB – Expiry date of bid if notice of variation													s.94.4(3)
TOB/IB – No variation after expiry													s.94.4(5)

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
TOB/IB – Filing and sending notice of change or notice of variation													s.94.5
TOB/IB – Change or variation in advertised take-over bid													s.94.6(1)
TOB/IB – Consent of expert – bid circular													s.94.7(1)
TOB/IB – Delivery and date of bid documents													s.94.8(1)
TOB/IB – Duty to prepare and send directors' circular													s.95(1) – (4) of <i>Securities Act</i> and s.3.2 of OSC Rule 62-504

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
TOB/IB – Notice of change													s.95.1(1) and (2) of <i>Securities Act</i> and s.3.4 of OSC Rule 62-504
TOB/IB – Filing directors' circular or notice of change													s.95.2
TOB/IB – Change in information in director's or officer's circular or notice of change													s.96(2)
TOB/IB – Form of director's or officer's circular													s.96(3) of <i>Securities Act</i> and s.3.3 of OSC Rule 62-504

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
TOB/IB – Send director's or officer's circular or notice of change to securityholders													s.96(5)
TOB/IB – File and send to offeror director's or officer's circular or notice of change													s.96(6)
TOB/IB – Form of notice of change for director's or officer's circular													s.96(7) of <i>Securities Act</i> and s.3.4 of OSC Rule 62-504
TOB/IB – Consent of expert, directors' circular, etc.													s.96.1

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
TOB/IB – Delivery and date of offeree issuer's documents													s.96.2(1)
TOB/IB – Consideration													s.97(1)
TOB/IB – Variation of consideration													s.97(3)
TOB/IB – Prohibition against collateral agreements													s.97.1(1)
TOB/IB – Proportionate take up and payment													s.97.2(1)
TOB/IB – Financing arrangements													s.97.3(1)
TOB/IB – Minimum deposit period													s.98(1)
TOB/IB – Prohibition on take up													s.98(2)

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
TOB/IB – Obligation to take up and pay for deposited securities													s.98.3
TOB/IB – Return of deposited securities													s.98.5
TOB/IB – News release on expiry of bid													s.98.6
TOB/IB – Language of bid documents													n/a
TOB/IB – Filing of documents by offeror													s.98.7 of <i>Securities Act</i> and s.5.1(1) of OSC Rule 62-504
TOB/IB – Filing of documents by offeree issuer													s.5.1(2) of OSC Rule 62-504
TOB/IB – Time period for filing													s.5.1(3) of OSC Rule 62-504

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
TOB/IB – Filing of subsequent agreement													s.5.1(4) of OSC Rule 62-504
TOB/IB – Certification of bid circulars													s.99(1)
TOB/IB – All directors and officers sign													s.99(2)
TOB/IB – Certification of directors' circular													s.99(3)
TOB/IB – Certification of individual director's or officer's circular													s.99(4)
TOB/IB – Obligation to provide security holder list													s.99.1(1)

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
TOB/IB – Application of <i>Canada Business Corporations Act</i>													s.99.1(2)
TOB/IB – Early Warning													s.102.1(1) – (4) of <i>Securities Act</i> and s.7.1 of OSC Rule 62-504
TOB/IB – Acquisitions during bid													s.102.2(1) and (2) of <i>Securities Act</i> and s.7.2(1) of OSC Rule 62-504
TOB/IB – Copies of news release and report													s.7.2(3) of OSC Rule 62-504
Multi-jurisdictional disclosure system													NI 71-101

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
Mutual fund prospectus disclosure	Regulation 81-101 (except as noted below)												
Amendment to a preliminary simplified prospectus	s.2.2.1(1) of Regulation 81-101												s.57(1)
Delivery of amendments	s.2.2.2 of Regulation 81-101												s.57(3)
Amendment to a simplified prospectus	s.2.2.3(1) of Regulation 81-101												s.57(1)
Amendment to a simplified prospectus	s.2.2.3(2) of Regulation 81-101												s.57(2)
Regulator must issue receipt	s.2.2.3(3) of Regulation 81-101												s.57(2.1)
Regulator must not refuse a receipt	s.2.2.3(4) of Regulation 81-101												ss.57(2.1) and 61(3)
Lapse date	s.2.5 of Regulation 81-101												s.62
Statement of rights	s.2.8 of Regulation 81-101												s.60

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
Distribution of preliminary simplified prospectus and distribution list													ss.66 and 67
Certificate of mutual fund													s.58
Certificate of promoter													s.58
Certificate of corporate mutual fund													s.58
Mutual fund requirements													Regulation 81-102
Commodity pools													Regulation 81-104
Mutual fund sales practices													Regulation 81-105
Investment fund continuous disclosure													Regulation 81-106
Independent review committee													Regulation 81-107

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
Registration													
Dealer/underwriter registration requirement	ss.34(1)(a) and 34(1)(d) (not yet in force)	ss. 75(1) (a) and 75(2)(a) (not yet in force)	s.27(1)(a) (not yet in force)	ss.6(1)(a) and 6(1)(d) (not yet in force)	ss.148 and 149 (not yet in force, as amended)	s.31(1)(a) (not yet in force)	ss.45(a) and 45(d) (not yet in force)	ss.86(1) (a) and 86(2) (not yet in force)	s.26(1)(a) (not yet in force)	ss. 86(1)(a) and 86(2) (not yet in force)	ss.86(1)(a) and 86(2) (not yet in force)	ss.86(1) (a) and 86(2) (not yet in force)	s.25(1) (not yet in force)
Adviser registration requirement	s.34(1)(b) (not yet in force)	ss. 75(1) (b) and 75(2)(b) (not yet in force)	s.27(1)(b) (not yet in force)	ss.6(1)(b) (not yet in force)	ss.148 and 149 (not yet in force, as amended)	s.31(2)(a) (not yet in force)	s.45(b) (not yet in force)	s.86(1) (b) (not yet in force)	s.26(1)(b) (not yet in force)	s.86(1) (b) (not yet in force)	ss.86(1)(b) (not yet in force)	s.86(1) (b) (not yet in force)	s.25(2) (not yet in force)
Investment fund manager registration requirement	s.34(1)(c) (not yet in force)	s.75(1) (c) (not yet in force)	s.27(1)(c) (not yet in force)	s.6(1)(c) (not yet in force)	s.148 (not yet in force, as amended)	s.31(3)(a) (not yet in force)	s.45(c) (not yet in force)	s.86(3) (not yet in force)	s.26(1)(c) (not yet in force)	s.86(3) (not yet in force)	s.86(3) (not yet in force)	s.86(3) (not yet in force)	s.25(3) (not yet in force)
Compensation or contingency trust fund	s.23 of Securities Rules	s.28 of ASC Rules (General)	s.23 of Regulations	n/a	s.196 of Securities Regulation (not yet in force, as amended)	s.27 of General Securities Rules	n/a	n/a	s.98 of Regulation	n/a			s.110 of Regulation 1015 (General)

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
Requirements when using registration exemptions													
Offering memorandum in required form	s.3.9(5) of Regulation 45-106												n/a
Requirement to file offering memorandum within prescribed time	s.3.9(14) of Regulation 45-106												n/a
Trading in Securities Generally													
Registered dealer acting as principal	s.51	n/a	s.45	s.70	n/a	s.45	n/a		s.40	n/a		s.39	
Disclosure of investor relations activities	s.52	n/a					s.62	n/a					
Use of name of another registrant	s.53	s.99	s.49	s.73	n/a	s.49	s.63	n/a	s.44	n/a		s.43	

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
Trading in Exchange Contracts													
Trading exchange contracts on an exchange in jurisdiction	s.58	s.106 & 107	s.40		n/a		s.70.1 (not yet in force)				n/a		
Trading exchange contracts on an exchange outside jurisdiction	s.59	s.108 & 109	s.41		n/a		s.70.2 (not yet in force)				n/a		
Prospectus													
Prospectus requirement	s.61	s.110	s.58	s.37	ss.11 and 12	s.58	s.71(1)	s. 94	s.54	s.94	s.94 (not yet in force)	s.94 (not yet in force)	s.53
Contents of prospectus (full, true & plain disclosure)	s.63	s.113	s.61	s.41	ss.13 and 20	s.61	s.74	s. 99	s.57	s.99	s.99 (not yet in force)	s.99 (not yet in force)	s.56
Waiting period communications	s.78	s.123	s.73	s.38	ss.21 & 22	s.70	s.82	s. 97	s.66	s.97	s.97 (not yet in force)	s.97 (not yet in force)	s.65(2)
Obligation to send prospectus	s.83	s.129	s.79	s.64	ss.29, 30, 31 and 32	s.76	s.88	s. 101(1)	s.72	s.101 (1)	s.101(1) (not yet in force)	s.101(1) (not yet in force)	s.71(1)

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
Requirements when using prospectus exemptions													
Offering memorandum in required form	s.2.9(5) of Regulation 45-106												n/a
Requirement to file offering memorandum within prescribed time	s. 2.9(14) of Regulation 45-106												n/a
Filing report of exempt distribution	s.139 of Securities Rules and ss. 6.1 and 6.3 of Regulation 45-106	s.129.1 of ASC Rules (General) and ss. 6.1 and 6.3 of Regulation 45-106	ss.6.1 and 6.3 of Regulation 45-106	s.7 of Regulation and ss. 6.1 and 6.3 of Regulation 45-106	ss.6.1 and 6.3 of Regulation 45-106	ss.6.1 and 6.3 of Regulation 45-106	ss.6.1 and 6.3 of Regulation 45-106	ss.6.1 and 6.3 of Regulation 45-106	ss.6.1 and 6.3 of Regulation 45-106	ss.6.1 and 6.3 of Regulation 45-106	ss.6.1 and 6.3 of Regulation 45-106		ss.6.1 and 6.3 of Regulation 45-106
Continuous Disclosure													
Voting if proxies provided	s.118	s.157	s.96	s.105	n/a	s.93	ss.102 and 103(2)	n/a	s.88	n/a			s.87
Shares in name of registrant not to be voted	s. 182 of Securities Rules	s.104	s.55	s.79	s.164 and 165	s.55	s.103(3) – (7)	s.163	s.50	s.163	s.163 (not yet in force)	s.163 (not yet in force)	s.49

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
Insider Reporting													
Insider reports – filing upon becoming an insider of a reporting issuer	s.87(2) other than as it applies to a related financial instrument	s.182(1)	s.116(1)	s.109	s.96	ss.113(1) of <i>Securities Act</i> and 172 of <i>General Securities Rules</i>	s.135(1)	s.1(1) of Local Rule 55-501	s.108(1)	s.1(1) of Local Rule 55-501	Local Rule 55-501 (not yet in force)	Local Rule 55-501 (not yet in force)	s.107(1)
Insider reports – filing upon acquisition or change in securities	s.87 (5) other than as it applies to a related financial instrument	s.182(2)	s.116(2)	s.109	s.97	s.113(2)	s.135(2)	s.1(2) of Local Rule 55-501	s.108(2)	s.1(2) of Local Rule 55-501	Local Rule 55-501 (not yet in force)	Local Rule 55-501 (not yet in force)	s.107(2)
Insider reports – filing upon being deemed an insider	s.87 (6) other than as it applies to a related financial instrument	s.182(3)	s.116(3)	s.109	s.98	s.113(4)	s.135(3)	s.1(3) of Local Rule 55-501	s.108(3)	s.1(3) of Local Rule 55-501	Local Rule 55-501 (not yet in force)	Local Rule 55-501 (not yet in force)	s.107(3)

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
Time periods for filing insider reports	s.155.1 of Securities Rules other than as it applies to a related financial instrument	s.190 of ASC Rules (General)	s.165(1) of Regulations	s.109	ss.171, 171.1, 172 & 174 of Securities Regulation	s.113	s.5 of Local Rule 11-502	s.1(4) of Local Rule 55-501	s.108	s.1(4) of Local Rule 55-501	Local Rule 55-501 (not yet in force)	Local Rule 55-501 (not yet in force)	s.107
Transfer reports	n/a	s.182(2)	s.117	n/a	s.102	s.116	s.136	n/a	s.109	n/a			s.108 of <i>Securities Act</i> and s. 167 of Regulation 1015 (General)
Nominee reports	n/a	s.183	s.118	n/a	s.103	s.117	n/a		s.110	n/a			s.109 of <i>Securities Act</i> and s.168 of Regulation 1015 (General)
Take-Over Bids and Issuer Bids													
Directors must make recommendation on bid	s.99(1)(a)	s.160	s.100	s.90	ss.113 & 114	s.105(2)	s.124	s. 108	s.92	s.108	s.108 (not yet in force)	s.108 (not yet in force)	ss.95 and 96

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
Investment Funds – Self Dealing													
Investments of mutual funds	s.121	s.185	s.120	n/a	s.119	s.137	n/a	s.112	n/a	s.111			
Indirect investment	s.122	s.186	s.121	n/a	s.120	s.138	n/a	s.113	n/a	s.112			
Fees on investment for mutual fund	s.124	s.189	s.124	n/a	s.123	s.141	n/a	s.116	n/a	s.115			
Report of mutual fund manager	s.126	s.191	s.126	n/a	s.125	s.143	n/a	s.118	n/a	s.117			
Restrictions on transactions with responsible persons	s.127	s.192	s.127	n/a	s.126	s.144	n/a	s.119	n/a	s.118			
General													
Confidentiality	s.169	s.221	s.152	s.149(q)	s.296	s.148	s.198	s. 26	s.140	s.26	s.26 (not yet in force)	s.26 (not yet in force)	s.140

12. Appendix E of the Regulation is amended:

(1) by adding the following after “Regulation 31-102 respecting National Registration Database approved by Ministerial Order no. 2007-04 dated July 11, 2007”:

“Regulation 31-103 respecting Registration Requirements approved by Ministerial Order (*insert the number and date of the Ministerial Order approving this regulation*);”;

(2) by replacing, after the words “Regulation 41-101 respecting General Prospectus Requirements approved by Ministerial Order no.”, the words “(*insert the number and date of the Ministerial Order approving this regulation*)” with “no. 2008-05 dated March 4, 2008”.

13. This Regulation comes into force on (*insert the date of coming into force of this Regulation*).

APPENDIX D

EQUIVALENT PROVISIONS

All references are to provisions of the Securities Act of the relevant jurisdiction unless otherwise noted.

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
SEDAR	Regulation 13-101												
Marketplace operation	Regulation 21-101 (only Parts 6, 7 – 11, as they apply to an ATS, and 13)												
Trading rules	Regulation 23-101 (only Parts 4 and 8 – 11)												
Institutional trade matching and settlement	Regulation 24-101										n/a	Regulation 24-101	
National registration database (NRD)	Regulation 31-102												
Registration requirements	Regulation 31-103 (except as noted below) (not yet in force)												
Dealer and underwriter categories	s.2.1 of Regulation 31-103											ss.25(1) and 26(2), (3) and (4)	
Adviser categories	s.2.3 of Regulation 31-103											ss.25(2) and 26(5)	
Investment fund	s.2.6 of Regulation 31-103											s.25(3)	

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
manager category													
Individual categories	s.2.7 of Regulation 31-103												
UDP registration	s.2.9(1) of Regulation 31-103	ss.75(2) (c) and 75.1 of Securities Act (not yet in force) and s.2.9(1) of Regulation 31-103	s.2.9(1) of Regulation 31-103		s.149 of Securities Act (not yet in force, as amended) and s.2.9(1) of Regulation 31-103	s.2.9(1) of Regulation 31-103	s.87 of Securities Act (not yet in force) and s.2.9(1) of Regulation 31-103	ss.26(2)(c) and 26.1 of Securities Act (not yet in force) and s.2.9(1) of Regulation 31-103	s.87 of Securities Act (not yet in force) and s.2.9(1) of Regulation 31-103	s.87 of Securities Act (not yet in force) and s.2.9(1) of Regulation 31-103	s.87 of Securities Act (not yet in force) and s.2.9(1) of Regulation 31-103	s.21(4) of Securities Act (not yet in force) and s.2.9(1) of Regulation 31-103	
CCO registration	s.2.10(1) of Regulation 31-103	ss.75(2) (c) and 75.1 of Securities Act (not yet in force) and s.2.10(1) of Regulation 31-103	s.2.10(1) of Regulation 31-103		s.149 of Securities Act (not yet in force, as amended) and s.2.10(1) of Regulation 31-103	s.2.10(1) of Regulation 31-103	s.87 of Securities Act (not yet in force) and s.2.10(1) of Regulation 31-103	ss.26(2)(c) and 26.1 of Securities Act (not yet in force) and s.2.10(1) of Regulation 31-103	s.87 of Securities Act (not yet in force) and s.2.10(1) of Regulation 31-103	s.87 of Securities Act (not yet in force) and s.2.10(1) of Regulation 31-103	s.87 of Securities Act (not yet in force) and s.2.10(1) of Regulation 31-103	s.21(5) of Securities Act (not yet in force) and s.2.10(1) of Regulation 31-103	

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
		tion 31-103			31-103								
MFDA membership for mutual fund dealers		s.3.2 of Regulation 31-103			n/a				s.3.2 of Regulation 31-103				
Insurance – scholarship plan dealer only		s. 4.21 of Regulation 31-103			n/a				s.4.21 of Regulation 31-103				
Complaint handling		s. 5.28 of Regulation 31-103			s.168.1.1 of Securities Act and s.5.28 of Regulation 31-103				s.5.28 of Regulation 31-103				
Complaint handling		s. 5.29 of Regulation 31-103			s.168.1.3 of Securities Act and s.5.29 of Regulation 31-103				s.5.29 of Regulation 31-103				
Complaint handling		s.5.30 of Regulation 31-103			s.168.1.1 of Securities				s.5.30 of Regulation 31-103				

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
					Act and s.5.30 of Regulation 31-103								
Complaint handling		s.5.31 of Regulation 31-103			s.168.1.2 of Securities Act and s.5.31 of Regulation 31-103				s.5.31 of Regulation 31-103				
Suspension of IDA approval						s. 7.3 of Regulation 31-103							s.30(1), paragraphs 2 and 3
Suspension of MFDA approval		s. 7.4 of Regulation 31-103			n/a			s. 7.4 of Regulation 31-103					s.30(1), paragraphs 2 and 3
Advising generally						s.8.14(2) of Regulation 31-103							s.34(2)
Underwriting conflicts								Regulation 33-105					
Registrant information								Regulation 33-109					
Prospectus								Regulation 41-101					

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
disclosure requirements	(except as noted below)												
Certificate of issuer	s.5.3(1) of Regulation 41-101												s.58
Certificate of corporate issuer	s.5.4(1) of Regulation 41-101												s.58
Certificate of issuer involved in reverse takeover	s.5.8 of Regulation 41-101												n/a
Certificate of underwriter	s.5.9(1) of Regulation 41-101												s.59(1)
Certificate of promoter	s.5.11(1) of Regulation 41-101												s.58(4)
Delivery of amendments	s.6.4 of Regulation 41-101												s.57(3)
Amendment to a preliminary prospectus	s.6.5(1) of Regulation 41-101												s.57(1)
Amendment to a final prospectus	s.6.6(1) of Regulation 41-101												s.57(1)
Amendment to a final prospectus	s.6.6(2) of Regulation 41-101												s.57(2)
Regulator must issue receipt	s.6.6(3) of Regulation 41-101												s.57(2.1)

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
Regulator must not refuse a receipt													ss.57(2.1) and 61(3)
Prohibition against distribution													s.57(2.2)
Distribution of preliminary prospectus and distribution list													ss.66 and 67
<u>Lapse date</u>													<u>s.62</u>
Statement of rights													s.60
Disclosure standards for mineral projects													Regulation 43-101
Short form prospectus distribution requirements													Regulation 44-101
Shelf prospectus requirements													Regulation 44-102
Post receipt pricing													Regulation 44-103
Rights offering requirements													Regulation 45-101
Resale of													Regulation 45-102

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
securities													
Standards of disclosure for oil and gas activities	Regulation 51-101										n/a	Regulation 51-101	
Continuous disclosure obligations	Regulation 51-102 (except as noted below)										n/a	Regulation 51-102 (except as noted below)	
Publication of material change	s. 7.1 of Regulation 51-102										n/a	s.75 of Securities Act and s.3(1.1) of Regulation 1015 (General)	
Accounting principles, auditing standards and reporting currency requirements	Regulation 52-107 (except as noted below)												
<u>Acceptable accounting principles</u>	<u>s.3.1 of Regulation 52-107</u>											<u>s.2(1) of Regulation 1015 (General) and s.3.1</u>	

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
													of Regulation 52-107
Auditor oversight	Regulation 52-108												
Certification of disclosure in annual and interim filings	Regulation 52-109												
Audit committees	Regulation 52-110												
Communication with beneficial owners	Regulation 54-101										n/a	Regulation 54-101	
System for electronic disclosure by insiders (SEDI)	Regulation NI 55-102										n/a	Regulation 55-102	
Insider reporting for certain derivative transactions (EM) - Reporting requirement	ss. 87(2), (5) and (6)	s. 2.1 of Regulation 55-103 n/a/s.2.1 of Regulation-55-103										s.2.1 of Regulation 55-103	
EM – Existing agreements	s.87.1	s.2.3 of Regulation 55-103 n/a/s.2.3 of Regulation-55-103										s.2.3 of Regulation	

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
which continue in force													tion 55-103
EM – Existing agreements entered into prior to becoming insider	s.87(2) and (6)							s.2.4 of Regulation 55-103 was 2.4 of Regulation 55-103					s.2.4 of Regulation 55-103
EM – Form and timing of report	s. 87(2), (5) and (6) of <i>Securities Act</i> and s. 155.1(1), (2) and (3) of <i>Securities Rules</i>							s.3.1 of Regulation 55-103 was 3.1 of Regulation 55-103					s.3.1 of Regulation 55-103
EM – Form and timing of report for existing agreements	s. 87.1 of <i>Securities Act</i> and s. 155.1(4) of <i>Securities Rules</i>							s.3.2 of Regulation 55-103 was 3.2 of Regulation 55-103					s.3.2 of Regulation 55-103
EM – Form and timing of report for existing agreements	s. 87 (2) and (6) of <i>Securities Act</i> and s.							s.3.3 of Regulation 55-103 was 3.3 of Regulation 55-103					s.3.3 of Regulation 55-103

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
entered into prior to becoming insider	155.1(1) and (3) of Securities Rules												
Disclosure of corporate governance practices	Regulation 58-101										n/a	Regulation 58-101	
Protection of minority security holders in special transactions	n/a				Regulation Regulation 61-101	n/a						Regulation Regulation 61-101	
Early warning reports and other take-over bid and insider reporting requirements	Regulation 62-103-										n/a	Regulation 62-103	
Take-over bids and issuer bid requirements (TOB/IB) – Restrictions on acquisitions during take-over	s.2.2(1) of Regulation 62-104											s.93.1(1)	

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
bid													
TOB/IB – Restrictions on acquisitions during issuer bid						s.2.3(1) of Regulation 62-104							s.93.1(4)
TOB/IB – Restrictions on acquisitions before take-over bid						s.2.4(1) of Regulation 62-104							s.93.2(1)
TOB/IB – Restrictions on acquisitions after bid						s.2.5 of Regulation 62-104							s.93.3(1)
TOB/IB – Restrictions on sales during formal bid						s.2.7(1) of Regulation 62-104							s.97.3(1)
TOB/IB – Duty to make bid to all security holders						s.2.8 of Regulation 62-104							s.94
TOB/IB – Commencement of bid						s.2.9 of Regulation 62-104							s.94.1(1) and (2)
TOB/IB – Offeror's						s.2.10 of Regulation 62-104							s.94.2(1) - (4) of

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
circular													<i>Securities Act</i> and s.3.1 of OSC Rule 62-504
TOB/IB – Change in information													s.2.11(1) of Regulation 62-104 s.94.3(1)
TOB/IB – Notice of change													s.2.11(4) of Regulation 62-104 s.94.3(4) of <i>Securities Act</i> and s.3.4 of OSC Rule 62-504
TOB/IB – Variation of terms													s.2.12(1) of Regulation 62-104 s.94.4(1)
TOB/IB – Notice of variation													s.2.12(2) of Regulation 62-104 s.94.4(2) of <i>Securities Act</i> and s.3.4 of OSC Rule 62-504
TOB/IB – Expiry date of bid if notice of													s.2.12(3) of Regulation 62-104 s.94.4(3)

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
variation													
TOB/IB – No variation after expiry						s.2.12(5) of Regulation 62-104							s.94.4(5)
TOB/IB – Filing and sending notice of change or notice of variation						s.2.13 of Regulation 62-104							s.94.5
TOB/IB – Change or variation in advertised take-over bid						s.2.14(1) of Regulation 62-104							s.94.6(1)
TOB/IB – Consent of expert – bid circular						s.2.15(2) of Regulation 62-104							s.94.7(1)
TOB/IB – Delivery and date of bid documents						s.2.16(1) of Regulation 62-104							s.94.8(1)
TOB/IB – Duty to prepare and send directors' circular						s.2.17 of Regulation 62-104							s.95(1) – (4) of <i>Securities Act</i> and s.3.2 of

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario	
													OSC Rule 62-504	
TOB/IB – Notice of change													s.2.18 of Regulation 62-104	s.95.1(1) and (2) of <i>Securities Act</i> and s.3.4 of OSC Rule 62-504
TOB/IB – Filing directors' circular or notice of change													s.2.19 of Regulation 62-104	s.95.2
TOB/IB – Change in information in director's or officer's circular or notice of change													s.2.20(2) of Regulation 62-104	s.96(2)
TOB/IB – Form of director's or officer's circular													s.2.20(3) of Regulation 62-104	s.96(3) of <i>Securities Act</i> and s.3.3 of OSC Rule 62-504
TOB/IB – Send director's or													s.2.20(5) of Regulation 62-104	s. 96(5)

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
officer's circular or notice of change to securityholders													
TOB/IB – File and send to offeror director's or officer's circular or notice of change						s.2.20(6) of Regulation 62-104							s. 96(6)
TOB/IB – Form of notice of change for director's or officer's circular						s.2.20(7) of Regulation 62-104							s.96(7) of <i>Securities Act</i> and s.3.4 of OSC Rule 62-504
TOB/IB – Consent of expert, directors' circular, etc.						s.2.21 of Regulation 62-104							s.96.1
TOB/IB – Delivery and date of offeree issuer's documents						s.2.22(1) of Regulation 62-104							s.96.2(1)

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
TOB/IB – Consideration													s.97(1)
TOB/IB – Variation of consideration													s.97(3)
TOB/IB – Prohibition against collateral agreements													s.97.1(1)
TOB/IB – Proportionate take up and payment													s.97.2(1)
TOB/IB – Financing arrangements													s.97.3(1)
TOB/IB – Minimum deposit period													s.98(1)
TOB/IB – Prohibition on take up													s.98(2)
TOB/IB – Obligation to take up and pay for deposited securities													s.98.3

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
TOB/IB – Return of deposited securities													s.98.5
TOB/IB – News release on expiry of bid													s.98.6
TOB/IB – Language of bid documents													n/a
TOB/IB – Filing of documents by offeror													s.98.7 of <i>Securities Act</i> and s.5.1(1) of OSC Rule 62-504
TOB/IB – Filing of documents by offeree issuer													s.5.1(2) of OSC Rule 62-504
TOB/IB – Time period for filing													s.5.1(3) of OSC Rule 62-504
TOB/IB – Filing of subsequent agreement													s.5.1(4) of OSC Rule 62-504
TOB/IB –													s.99(1)

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
Certification of bid circulars													
TOB/IB – All directors and officers sign						s.3.3(2) of Regulation 62-104							s.99(2)
TOB/IB – Certification of directors' circular						s.3.3(3) of Regulation 62-104							s.99(3)
TOB/IB – Certification of individual director's or officer's circular						s.3.3(4) of Regulation 62-104							s.99(4)
TOB/IB – Obligation to provide security holder list						s.3.4(1) of Regulation 62-104							s.99.1(1)
TOB/IB – Application of <i>Canada Business Corporations Act</i>						s.3.4(2) of Regulation 62-104							s.99.1(2)
TOB/IB – Early Warning						s.5.2 of Regulation 62-104							s.102.1(1) – (4) of <i>Securities</i>

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
													Act and s.7.1 of OSC Rule 62-504
TOB/IB – Acquisitions during bid													s.102.2(1) and (2) of <i>Securities Act</i> and s.7.2(1) of OSC Rule 62-504
TOB/IB – Copies of news release and report													s.7.2(3) of OSC Rule 62-504
Multi-jurisdictional disclosure system													Regulation NI 71-101
Mutual fund prospectus disclosure													Regulation 81-101 (except as noted below)
Amendment to a preliminary simplified prospectus													s.57(1)
Delivery of amendments													s.57(3)
Amendment to													s.57(1)

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
a simplified prospectus													
Amendment to a simplified prospectus						s.2.2.3(2) of Regulation 81-101							s.57(2)
Regulator must issue receipt						s.2.2.3(3) of Regulation 81-101							s.57(2.1)
Regulator must not refuse a receipt						s.2.2.3(4) of Regulation 81-101							ss.57(2.1) and 61(3)
Lapse date						s.2.5 of Regulation 81-101							s.62
Statement of rights						s.2.8 of Regulation 81-101							s.60
Distribution of preliminary simplified prospectus and distribution list						s.3.2(3) of Regulation 81-101							ss.66 and 67
Certificate of mutual fund						s.5.1.3(1) of Regulation 81-101							s.58
Certificate of promoter						s.5.1.6(1) of Regulation 81-101							s.58
Certificate of corporate mutual fund						s.5.1.7(1) of Regulation 81-101							s.58
Mutual fund requirements													Regulation 81-102

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
Commodity pools	Regulation 81-104												
Mutual fund sales practices	Regulation 81-105												
Investment fund continuous disclosure	Regulation 81-106												
Independent review committee	Regulation 81-107												
Registration													
Dealer/ underwriter registration requirement	ss. 34(1)(a)) and 34(1)(d) (not yet in force)	ss. 75(1) (a) and 75(2)(a) (not yet in force)	s. 27(1)(a) (not yet in force)	ss. 6(1)(a)) and 6(1)(d) (not yet in force)	ss.148 &and 149 (not yet in force, as amended)	s.31(1)(a) (not yet in force)	ss. 45(a) and 45(d) (not yet in force)	ss. 86(1) (a) and 86(2) (not yet in force)	s.26(1)(a) (not yet in force)	ss. 86(1)(a) (a) and 86(2) (not yet in force)	ss. 486(1)(a) and 86(2) (not yet in force)	ss. 486(1) (a) and 86(2) (not yet in force)	s. 25(1) (a)not yet in force)
Underwriter registration requirement	s.34(1)(b)	s. 75(1)(a)	n/a	s.6(1)	s.148	s.31(1)(b)	n/a	s.86(2)	s.26(1)(b)	s.86(2)	n/a	n/a	s.25(1)(a)
Adviser registration requirement	s.34(1)(eb) (not yet in force)	ss. 75(1) (b) and 75(2)(b) (not yet in force)	s.27(e 1)(b) (not yet in force)	ss. 6(1)(a) (b) (not yet in force)	ss.148 &and 149 (not yet in force, as amended)	s.31(1 2)(e) a) (not yet in force)	s.45(b) (not yet in force)	s. 86(1) (b) (not yet in force)	s.26(1)(eb) (not yet in force)	s.86(1) (b) (not yet in force)	s. 486(1)(b) (not yet in force)	s. 486(1) (b) (not yet in force)	s. 25(1 2) (e)not yet in force)
Investment fund manager	s.34(1)(c) (not yet in force)	s.75(1) (c)	s.27(1)(c) (not yet in force)	s.6(1)(c) (not yet in force)	s.148 (not yet in force)	s.31(3)(a) (not yet in force)	s.45(c) (not yet in force)	s.86(3) (not yet in force)	s.26(1)(c) (not yet in force)	s.86(3) (not yet in force)	s.86(3) (not yet in force)	s.86(3) (not yet in force)	s.25(3) (not yet in force)

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
registration requirement	force)	(not yet in force)	force)	in force)	in force, as amended)	in force)	force)	in force)		in force)		force)	force)
Compensation or contingency trust fund	s.23 of Securities Rules	s.28 of ASC Rules (General)	s.23 of Regulations	n/a	s.196 of Securities Regulation (not yet in force, as amended)	s.27 of General Securities Rules	n/a	n/a	s.98 of Regulation	n/a			s.110 of Regulation 1015 (General)
Requirements when using registration exemptions													
Offering memorandum in required form	s.3.9(5) of Regulation 45-106												n/a
Requirement to file offering memorandum within prescribed time	s.3.9(14) of Regulation 45-106												n/a
Trading in Securities Generally													
Registered dealer acting as principal	s.51	s.94n/a	s.45	s.70	s.163 of Securities Act and s.234.3 of Securities Regulation n/a	s.45	s.59n/a		s.40		n/an/an/a		s.39

Provision		British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario	
Disclosure of investor relations activities	s.52	n/a/n/a/n/a/n/a				s.62	n/a				n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
Use of name of another registrant	s.53	s.99	s.49		s.73	n/a	s.49	s.63	n/a	s.44	n/a/n/a			s.43	
Trading in Exchange Contracts															
Trading exchange contracts on an exchange in jurisdiction	s.58	s.106 & 107	s.40	n/a	n/a s.7 0.1 (not yet in force)	n/a				n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
Trading exchange contracts on an exchange outside jurisdiction	s.59	s.108 & 109	s.41	n/a	n/a s.7 0.2 (not yet in force)	n/a				n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
Prospectus															
Prospectus requirement	s.61	s.110	s.58	s.37	ss.11 and 12	s.58	s.71(1)	s.94	s.54	s.94	s.2794 (not yet in)	s.2794 (not yet in)		s.53	

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
											force	force	
Contents of prospectus (full, true & plain disclosure)	s.63	s.113	s.61	s.41	ss.13 and 20	s.61	s.74	s. 99	s.57	s.99	n/a s.99 (not yet in force)	n/a s.99 (not yet in force)	s.56
Waiting period communications	s.78	s.123	s.73	s.38	ss.21 & 22	s.70	s.82	s. 97	s.66	s.97	n/a s.97 (not yet in force)	n/a s.97 (not yet in force)	s.65(2)
Obligation to send prospectus	s.83	s.129	s.79	s.64	ss.29, 30, 31 and 32	s.76	s.88	s. 101(1)	s.72	s.101 (1)	s.28 s.101(1) (not yet in force)	s. 28 s.101(1) (not yet in force)	s.71(1)
Requirements when using prospectus exemptions													
Filing disclosure documents in connection with exemption Offering memorandum in required form	n/a s.127.22.9(5) of ASC Rules s.80.1 n/a s.37.2 of Securities Regulation n/a s.2.3 of Local Rule 45-802 n/a n/a n/a n/a n/a 106												s. 6.4 of OSC Rule 45-501 n/a
Requirement to file offering memorandum within prescribed time	s. 2.9(14) of Regulation 45-106												n/a
Filing report of	s.139 of	s.129.1 of	ss. 6.1 and 6.3	s.7 of	ss. 6.1	ss. 6.1	ss. 6.1 and	ss. 6.1	ss. 6.1 and 6.3	ss. 6.1 and 6.3 of Regulation 45-			s. 7.1 of

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
exempt distribution	Securities Rules and ss. 6.1 and 6.3 of Regulation Regulation 45-106	ASC Rules (General) and ss. 6.1 and 6.3 of Regulation Regulation 45-106	of Regulation 45-106	Regulation and ss. 6.1 and 6.3 of Regulation Regulation 45-106	and 6.3 of Regulation Regulation 45-106	and 6.3 of Regulation Regulation 45-106	6.3 of Regulation 45-106	and 6.3 of Regulation Regulation 45-106	of Regulation 45-106	106 n/a/n/a			OSC Rule 45-501 and ss. 6.1 and 6.3 of Regulation Regulation 45-106
Continuous Disclosure													
Voting if proxies provided	s.118	s.157	s.96	s.105	n/a	s.93	ss.102 and 103(2)	n/a	s.88	n/a n/a/n/a			s.87
Shares in name of registrant not to be voted	s. 182 of Securities Rules	s.104	s.55	s.79	s.164 and 165	s.55	s.103(3) – (7)	s.163	s.50	s.163	n/a s.163 (not yet in force)	n/a s.163 (not yet in force)	s.49
Insider Reporting													
Insider reports – filing upon becoming an insider of a reporting issuer	s.87(2) other than as it applies to a related financial instrument	s.182(1)	s.116(1)	s.109	s.96	ss.113(1) of <i>Securities Act</i> and 172 of General Securities Rules	s.135(1)	s.1(1) of Local Rule 55-501	s.108(1)	n/a s.1(1) of Local Rule 55-501	n/a Local Rule 55-501 (not yet in force)	n/a Local Rule 55-501 (not yet in force)	s.107(1)
Insider reports –	s.87 (5)	s.182(2)	s.116(2)	s.109	s.97	s.113(2)	s.135(2)	s.1(2) of	s.108(2)	n/a s.1(2)	n/a Local	n/a Local	s.107(2)

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
filing upon acquisition or change in securities	other than as it applies to a related financial instrument							Local Rule 55-501		of Local Rule 55-501	Rule 55-501 (not yet in force)	Rule 55-501 (not yet in force)	
Insider reports – filing upon being deemed an insider	s.87 (6) other than as it applies to a related financial instrument	s.182(3)	s.116(3)	s.109	s.98	s.113(4)	s.135(3)	s.1(3) of Local Rule 55-501	s.108(3)	n/a s.1(3) of Local Rule 55-501	n/a Local Rule 55-501 (not yet in force)	n/a Local Rule 55-501 (not yet in force)	s.107(3)
Time periods for filing insider reports	s.155.1 of Securities Rules other than as it applies to a related financial instrument	s.190 of ASC Rules (General)	s.165(1) of Regulations	s.109	ss.171, 171.1, 172 & 174 of Securities Regulation	s.113	s.5 of Local Rule 11-502	s.1(4) of Local Rule 55-501	s.108	n/a s.1(4) of Local Rule 55-501	n/a Local Rule 55-501 (not yet in force)	n/a Local Rule 55-501 (not yet in force)	s.107
Transfer reports	n/a	s.182(2)	s.117	n/a	s.102	s.116	s.136	n/a	s.109	n/a			s.108 of <i>Securities Act</i> and s. 167 of Regulation 1015 (General)

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
Nominee reports	n/a	s.183	s.118	n/a	s.103	s.117	n/a		s.110		n/a		s.109 of Securities Act and s.168 of Regulation 1015 (General)
Take-Over Bids and Issuer Bids													
Directors must make recommendation on bid	s.99(1)(a)	s.160	s.100	s.90	ss.113 & 114	s.105(2)	s.124	s. 108	s.92	s.108	n/a s.108 (not yet in force)	n/a s.108 (not yet in force)	ss.95 and 96
Investment Funds – Self Dealing													
Investments of mutual funds	s.121	s.185	s.120	n/a; s.236 of Securities Regulation		s.119	s.137	n/a	n/a s.112	n/a/n/a/a			s.111
Indirect investment	s.122	s.186	s.121	n/a/n/a		s.120	s.138	n/a	n/a s.113	n/a/n/a/a			s.112
Fees on investment for mutual fund	s.124	s.189	s.124	n/a/n/a		s.123	s.141	n/a	n/a s.116	n/a/n/a/a			s.115
Report of mutual fund manager	s.126	s.191	s.126	n/a/n/a		s.125	s.143	n/a	n/a s.118	n/a/n/a/a			s.117

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
Restrictions on transactions with responsible persons	s.127	s.192	s.127	n/a	s.236 of Securities Regulation	s.126	s.144	n/a	n/a s.119	n/a	n/a	n/a	s.118
General													
Confidentiality	s.169	s.221	s.152	s.149(q)	s.296	s.148	s.198	s. 26	s.140	s. 25 26	s. 44 26 (not yet in force)	s. 44 26 (not yet in force)	s.140
Accounting principles, auditing standards and reporting requirements (other than in Regulation-52-107)	s. 3(3) of Securities Rules	n/a	n/a	n/a	ss.116 and 121 of Securities Regulation	s.3(4) of Reg.	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	s. 2(1) of Regulation 1015 (General)

Document comparison done by DeltaView on 9 juillet, 2008 14:37:18

Input:	
Document 1	file:///F:/CVMQ/76Adminis/6_Traduction/R É G L E M E N T A T I O N/Travaux A-F/11-102/TQP final 2008/Versions arrêté (word)/Annexe D 24-01-08 ACVM (06-02-08 à MF) (arrêté) Q A.doc
Document 2	file:///F:/CVMQ/76Adminis/6_Traduction/R É G L E M E N T A T I O N/Travaux A-F/11-102/Inscript consult juin 2008/AMF/11-102 Modif. Annexe D 04-07-08 (Q) %A.doc
Rendering set	Standard

Legend:	
<u>Insertion</u>	
Deletion	
<u>Moved from</u>	
<u>Moved to</u>	
Style change	
Format change	
Moved deletion	
Inserted cell	
Deleted cell	
Moved cell	
Split/Merged cell	
Padding cell	

Statistics:	
	Count
Insertions	329
Deletions	209
Moved from	0
Moved to	0
Style change	0
Format changed	0
Total changes	538

POLICY STATEMENT TO REGULATION 11-102 RESPECTING PASSPORT SYSTEM

PART 1 GENERAL

1.1. Definitions

In this Policy Statement,

~~“Regulation 11-101” means Regulation 11-101 respecting Principal Regulator System;~~ alternate format” means a format, other than NRD format, as defined in Regulation 31-102 respecting National Registration Database, for submitting information;

“domestic firm” means a firm whose head office is in Canada;

“domestic individual” means an individual whose working office is in Canada;

“Form 33-109F2” means Form 33-109F2 Change or Surrender of Individual Categories, under Regulation 33-109 respecting Registration Information;

“Form 33-109F5” means Form 33-109F5 Change of Information in Form 33-109F4 or Form 33-109F6;

“Form 33-109F6” means Form 33-109F6 Application for Registration as a Dealer, Adviser or Investment Fund Manager for Securities and/or Derivatives;

“non-principal jurisdiction” means, for a person, a jurisdiction other than the principal jurisdiction;

“non-principal regulator” means, for a person, the securities regulatory authority or regulator of a jurisdiction other than the principal jurisdiction;

“NRD” has the same meaning as in Regulation 31-102 respecting National Registration Database;

“Policy Statement 11-202” means Policy Statement 11-202 respecting Process for Prospectus Reviews in Multiple Jurisdictions; and

“Policy Statement 11-203” means Policy Statement 11-203 respecting Process for Exemptive Relief Applications in Multiple Jurisdictions;

“Policy Statement 11-204” means Policy Statement 11-204 respecting Process for Registration in Multiple Jurisdictions;

“Policy Statement 33-109” means Policy Statement to Regulation 33-109 respecting Registration Information;

~~“Regulation 11-101” means Regulation 11-101 respecting Principal Regulator System;~~

“Regulation 31-103” means Regulation 31-103 respecting Registration Requirements;

“Regulation 33-109” means Regulation 33-109 respecting Registration Information;

“T&C” means a term, condition, restriction or requirement imposed by a securities regulatory authority or regulator on the registration of a firm or an individual.

1.2. Additional definitions

Terms used in this Policy Statement and that are defined in Policy Statement 11-~~202-202~~, [Policy Statement 11-203](#) and Policy Statement 11-~~203~~[204](#) have the same meanings as in those ~~national policies~~[policy statements](#).

1.3. Purpose

(1) General

Regulation 11-102 respecting Passport System (the Regulation) and this Policy Statement implement ~~part of~~ the passport system contemplated by the Provincial/Territorial Memorandum of Understanding Regarding Securities Regulation.

The Regulation gives each market participant a single window of access to the capital markets in multiple jurisdictions. It enables a person to deal only with its principal regulator to

- ~~•~~ get deemed receipts in other jurisdictions (except Ontario) for a preliminary prospectus and prospectus, ~~and~~

- ~~•~~ obtain automatic exemptions in other jurisdictions (except Ontario) equivalent to most types of discretionary exemptions granted by the principal regulator ~~— or~~

~~(2) — Ontario~~

~~— The Ontario Securities Commission (OSC) has not adopted the Regulation, but the Regulation provides that the OSC can be a principal regulator for purposes of a prospectus filing under Part 3 or a discretionary exemption application under Part 4. Consequently, when the OSC issues a receipt for a prospectus to an issuer whose principal jurisdiction is Ontario, a deemed receipt is automatically issued in each passport jurisdiction where the market participant filed the prospectus under the Regulation. Similarly, a market participant whose principal jurisdiction is Ontario obtains an automatic exemption from the equivalent provision of securities legislation of each passport jurisdiction for which the person who makes the application gives the notice described in section 4.7(1)(e) of the Regulation if the OSC grants the discretionary exemption.~~

- [register automatically in other jurisdictions \(except Ontario\).](#)

~~(3) — Process~~

~~(2) [Process](#)~~

Policy Statement 11-~~202 and~~[202](#), Policy Statement 11-203 [and Policy Statement 11-204](#) set out the processes for a market participant in any jurisdiction to obtain a deemed prospectus receipt ~~or~~ an automatic exemption [or automatic registration](#) in a passport jurisdiction. These ~~polices~~[policy statements](#) also set out processes for a market participant in a passport jurisdiction to get a prospectus receipt or a discretionary exemption from the ~~OSC~~[Ontario Securities Commission \(OSC\) or to register in Ontario.](#)

Policy Statement 11-203 also sets out the process for seeking exemptive relief in multiple jurisdictions that falls outside the scope of the Regulation. Policy Statement 11-~~203~~ applies to a broad range of exemptive relief applications, not just ~~to~~ discretionary exemption applications from the provisions listed in Appendix D of the Regulation. For example, Policy Statement 11-203 applies to an application to be designated a reporting issuer, mutual fund, non-redeemable investment fund or insider. It also applies to an application for a discretionary exemption from a provision not listed in Appendix D of the Regulation.

Please refer to Policy Statement 11-~~202~~[202](#), [Policy Statement 11-203](#) and Policy Statement 11-~~203~~[204](#) for more details on these processes.

(4.3) Interpretation of the Regulation

As with all regulations, you should read the Regulation from the perspective of the local jurisdiction in which you ~~want to obtain~~seek a deemed prospectus receipt or an automatic exemption or registration. For example, if the Regulation does not specify where you file a document, it means that you must file it in the local jurisdiction. In this Policy Statement, we generally use the term 'non-principal jurisdiction' instead of 'local jurisdiction'.

To get a deemed receipt for a prospectus in the ~~local~~non-principal jurisdiction, a filer must file the prospectus in the jurisdiction through SEDAR. Similarly, to get an automatic exemption based on a discretionary exemption granted in the principal jurisdiction, a filer must give notice under section 4.7(1)(c) of the Regulation to the securities regulatory authority or regulator in the ~~local~~non-principal jurisdiction. Under section 4.7(2) of the Regulation, a filer can satisfy the latter requirement by giving notice to the principal regulator instead of the securities regulatory authority or regulator in the ~~local~~non-principal jurisdiction.

To register in the non-principal jurisdiction, a firm or individual must make the required submission in the non-principal jurisdiction. To streamline the process, section 6.3(3) of the Regulation allows a firm to make its submission in its principal jurisdiction instead of the non-principal jurisdiction. Section 6.4(b) of the Regulation requires an individual's sponsoring firm to make the individual's submission on NRD. If the principal regulator imposes a T&C on a firm's or individual's registration, or suspends, terminates or accepts the surrender of registration of the firm or individual, that decision applies automatically in the non-principal jurisdiction, whether or not the firm or individual registered in the non-principal jurisdiction under the Regulation.

~~(5) — Operation of law~~

(4) — Operation of law

The provisions of the Regulation on prospectus receipt ~~and~~, discretionary exemptions, and registration produce automatic legal outcomes in the ~~local~~non-principal jurisdiction that result from a decision made by the principal regulator. The effect is to make the law of the ~~local~~non-principal jurisdiction apply to a market participant as if the non-principal regulator had made the same decision as the principal regulator.

(5) — Applicable requirements

~~(6) — Harmonized laws and their interpretation~~

A market participant must comply with the law of each jurisdiction in which it files a prospectus, is a reporting issuer, seeks registration or is registered.

• Most ~~of the prospectus~~, continuous disclosure and ~~prospectus~~registration requirements are harmonized and are in rules or regulations, commonly referred to as 'national instruments'. The securities regulatory authorities and regulators intend to interpret and apply ~~these~~the harmonized requirements in national instruments in a consistent way, and ~~have put in place practices and procedures so this will be the case—we~~ have put practices and procedures in place to achieve this objective.

• Some jurisdictions have unique requirements in Securities Acts or local rules or regulations. In addition, some national instruments contain requirements or carve-outs for specific jurisdictions, which are apparent on the face of the instruments.

~~(7) — Exemptions from non-harmonized requirements~~

(6) — Ontario

~~The Regulation contains exemptions from most non-harmonized continuous disclosure requirements and prospectus requirements that exist in a local jurisdiction. These exemptions apply in all jurisdictions, including the principal jurisdiction, for issuers that are reporting issuers, or file a prospectus, in multiple jurisdictions.~~

The OSC has not adopted the Regulation, but the Regulation provides that the OSC can be a principal regulator for purposes of a prospectus filing under Part 3, a discretionary exemption application under Part 4 or registration under Part 6. Consequently, Ontario market participants have direct access to passport as follows:

~~(8) — Discretionary exemptions~~

~~• When the OSC issues a receipt for a prospectus to an issuer whose principal jurisdiction is Ontario, a deemed receipt is automatically issued in each passport jurisdiction where the market participant filed the prospectus under the Regulation.~~

~~The Regulation provides • When the OSC grants a discretionary exemption to a market participant whose principal jurisdiction is Ontario, the person obtains an automatic exemption from an the equivalent provision of securities legislation in the local jurisdiction if the principal regulator grants the discretionary exemption and the filer gives the required notice. of each passport jurisdiction for which the person gives the notice described in section 4.7(1)(c) of the Regulation.~~

~~• A firm or individual whose principal jurisdiction is Ontario and who is registered in a category in Ontario is automatically registered in the same category in a passport jurisdiction when the firm or individual makes the required submission under the Regulation.~~

1.4. Language of documents – Québec

The Regulation does not relieve issuers filing in Québec from the linguistic obligations prescribed by Québec law, including the specific obligations in the Québec Securities Act (e.g. section 40.1). For example, where a prospectus is filed in several jurisdictions including Québec, the prospectus must be in French or in French and English.

~~PART 2 — CONTINUOUS DISCLOSURE — PART 2 — CONTINUOUS DISCLOSURE (Repealed)~~

~~2.1. — Exemption from non-harmonized continuous disclosure provisions~~

~~Section 2.1 of the Regulation exempts a reporting issuer from the non-harmonized continuous disclosure provisions listed in Appendix A of the Regulation opposite the name of the local jurisdiction if the issuer is reporting in other jurisdictions. Consequently, the provisions that apply to the reporting issuer in the local jurisdiction are the harmonized continuous disclosure provisions and any non-harmonized continuous disclosure provisions from which the securities regulatory authority or regulator in the local jurisdiction has not provided an exemption under section 2.1 of the Regulation.~~

~~An issuer must continue to pay the fees related to the filing of any continuous disclosure document in each jurisdiction where it is a reporting issuer.~~

~~Although a reporting issuer does not have to identify a principal regulator to benefit from the exemption in section 2.1 of the Regulation, the securities regulatory authorities or regulators will continue to assign each reporting issuer a principal regulator for continuous disclosure review purposes under CSA Notice 51-312 Harmonized Continuous Disclosure Review Program. The principal regulator will deal with the reporting issuer on continuous disclosure related matters and would generally take action in the event of non-compliance.~~

PART 3 PROSPECTUS

3.1. Principal regulator for prospectus

For a prospectus filing subject to Part 3 of the Regulation, the principal regulator is the principal regulator identified under section 3.1 of the Regulation. Under this section, the principal regulator must be the securities regulatory authority or regulator in a specified jurisdiction. Section 3.1(1) of the Regulation specifies the following jurisdictions for purposes of that section: British Columbia, Alberta, Saskatchewan, Manitoba, Ontario, Québec, New Brunswick and Nova Scotia.

Section 3.4 of Policy Statement 11-202 gives guidance on how to identify the principal regulator for a prospectus filing subject to Part 3 of the Regulation.

3.2. Discretionary change in principal regulator for prospectus

Section 3.2 of the Regulation permits the securities regulatory authority or regulator to change the principal regulator for a prospectus filing subject to Part 3 of the Regulation on its own motion or on application. Section 3.5 of Policy Statement 11-202 gives guidance on the process for, and considerations leading to, a discretionary change in principal regulator for a prospectus filing subject to Part 3 of the Regulation.

3.3. Deemed issuance of receipt

Section 3.3 of the Regulation deems a receipt to be issued for a preliminary prospectus or prospectus in the ~~local~~non-principal jurisdiction if certain conditions are met. A deemed receipt in the ~~local~~non-principal jurisdiction has the same legal effect as a receipt issued in the principal jurisdiction.

To rely on section 3.3 of the Regulation in the ~~local~~non-principal jurisdiction, a filer must file on SEDAR the preliminary prospectus or the pro forma prospectus, and the prospectus, in both the ~~local~~non-principal jurisdiction and the principal jurisdiction. When filing, the filer must also indicate that it is filing the preliminary prospectus or pro forma prospectus under the Regulation. Under the law of the ~~local~~non-principal jurisdiction, these filings trigger the obligation to file supporting documents (e.g., consents and material contracts).

To rely on section 3.3 of the Regulation in the ~~local~~non-principal jurisdiction, the filer must ~~also comply with all applicable requirements of the non-principal jurisdiction including the obligation to~~ pay the fees required for the preliminary prospectus, pro forma prospectus or prospectus ~~in the local jurisdiction. The effect of section 3.3 of the Regulation is that the law of the local jurisdiction, including the obligation to pay fees, applies to the filing of a preliminary prospectus, pro forma prospectus or prospectus in the jurisdiction. Section 3.4 of the Regulation does not exempt a filer from the obligation to pay fees in the local jurisdiction.~~

Policy Statement 11-202 sets out the process for making a waiver application for a prospectus filing subject to Part 3 of the Regulation.

If the principal regulator refuses to issue a receipt for a prospectus, it will notify the filer and the non-principal regulators by sending a refusal letter through SEDAR. In these circumstances, the Regulation will no longer apply to the filing and the filer may deal separately with the local securities regulatory authority or regulator in any non-principal jurisdiction in which the prospectus was filed to determine if the local securities regulatory authority or regulator would issue a local receipt.

~~3.4. Exemption from non-harmonized prospectus provisions~~ 3.4. Exemption from non-harmonized prospectus provisions (Repealed)

~~Section 3.4 of the Regulation provides an exemption from the non-harmonized prospectus provisions listed in Appendix C of the Regulation opposite the name of the local jurisdiction. The exemption is available if a person files a preliminary prospectus, pro forma prospectus or prospectus under a provision set out in Appendix B to the Regulation and under a national prospectus instrument in multiple jurisdictions, including its principal jurisdiction. Consequently, the provisions that apply in the local jurisdiction where a preliminary prospectus, pro forma prospectus or prospectus is filed are the harmonized prospectus provisions and any non-harmonized prospectus provisions from which the securities regulatory authority or regulator in the local jurisdiction has not provided an exemption under section 3.4 of the Regulation.~~

3.5. Transition for section 3.3

Section 3.3 of the Regulation applies to a preliminary prospectus or pro forma prospectus and their related prospectus, and to an amendment to a prospectus, filed on or after March 17, 2008.

Section 3.5(1) of the Regulation removes the deemed receipt that would otherwise be available in the ~~local~~ non-principal jurisdiction under section 3.3 of the Regulation if a preliminary prospectus amendment is filed after March 17, 2008 and the related preliminary prospectus was filed before March 17, 2008.

Section 3.5(2) provides an exemption from the requirement in section 3.3(2)(b) of the Regulation to indicate on SEDAR, at the time of filing the preliminary prospectus or pro forma prospectus, that the preliminary prospectus or pro forma prospectus is filed under Regulation. This means there is a deemed receipt in the ~~local~~ non-principal jurisdiction for a prospectus amendment if the related preliminary prospectus or pro forma prospectus was filed before March 17, 2008 and the filer indicated on SEDAR that it filed the amendment under the Regulation at the time of filing the amendment.

The exemption from non-harmonized prospectus requirements in section 3.4 of the Regulation is available in the ~~local~~ non-principal jurisdiction for a prospectus filed on or after March 17, 2008 even though the related preliminary prospectus or pro forma prospectus was filed in the ~~local~~ non-principal jurisdiction before that date and there is no deemed receipt for the prospectus in the ~~local~~ non-principal jurisdiction.

PART 4 DISCRETIONARY EXEMPTIONS

4.1. Application

Part 4 of the Regulation applies to an application for discretionary exemption from a provision listed in Appendix D of the Regulation made in multiple jurisdictions. Part 4 does not apply to a discretionary exemption application from a provision not listed in Appendix D of the Regulation or to other types of exemptive relief applications. For example, Part 4 does not apply to an application to designate a person to be a reporting issuer, mutual fund, non-redeemable investment fund or insider.

4.2. Principal regulator for discretionary exemption applications

For purposes of a discretionary exemption application under Part 4 of the Regulation, the principal regulator is the principal regulator identified under sections 4.1 to 4.5 of the Regulation. ~~Under these sections, Except under section 4.4.1,~~ the principal regulator must be the securities regulatory authority or regulator in a specified jurisdiction. Section 4.1 of the Regulation specifies the following jurisdictions for ~~purposes of Part 4~~ this purpose: British Columbia, Alberta, Saskatchewan, Manitoba, Ontario, Québec, New Brunswick and Nova Scotia.

Section 4.4.1 of the Regulation provides that the principal regulator for an application for exemption from a requirement in Part 4 of Regulation 31-103 and Part 2 of Regulation 33-109 made in connection with an application for registration in the principal jurisdiction is the principal regulator as determined under section 6.1 of the Regulation. The securities regulatory authority or regulator of each jurisdiction may be a principal regulator under section 6.1 of the Regulation.

Section 3.6 of Policy Statement 11-203 gives guidance on how to identify the principal regulator for a discretionary exemption application under Part 4 of the Regulation.

4.3. Discretionary change of principal regulator for discretionary exemption applications

Section 4.6 of the Regulation permits the securities regulatory authority or regulator to change the principal regulator for a discretionary exemption application under Part 4 of the Regulation on its own motion or on application. Section 3.7 of Policy Statement 11-203 gives guidance on the process for, and considerations leading to, a discretionary change in principal regulator for a discretionary exemption application under Part 4 of the Regulation.

4.4. Passport application of discretionary exemptions

Section 4.7(1) of the Regulation exempts a person from an equivalent provision of securities legislation in the ~~lead~~ non-principal jurisdiction if the principal regulator for the application grants the discretionary exemption, the filer gives the notice required under paragraph (c) of that section and other conditions are met. The equivalent provisions from which an automatic exemption is available under section 4.7(1) of the Regulation are set out in Appendix D of the Regulation.

A discretionary exemption under section 4.7(1) of the Regulation is available in the passport jurisdictions for which the filer gives the required notice when filing the application. However, the discretionary exemption can become available later in other passport jurisdictions if the circumstances warrant. For example, if a reporting issuer obtains a discretionary exemption from a national continuous disclosure requirement in its principal jurisdiction and an automatic exemption under section 4.7(1) in three non-principal jurisdictions in 2008 and the issuer becomes a reporting issuer in a fourth non-principal jurisdiction in 2009, the issuer could obtain an automatic exemption in the new jurisdiction. To obtain the automatic exemption in the new jurisdiction, the issuer would have to give the notice referred to in section 4.7(1)(c) of the Regulation in respect of that jurisdiction and meet the other condition of the exemption.

Under section 4.7(2) of the Regulation the filer may give the required notice to the principal regulator instead of the non-principal regulator.

A filer should identify in the application all the exemptions required and give notice for all the jurisdictions in which section 4.7(1) of the Regulation is intended to be relied upon. If an exemption is required in a non-principal jurisdiction when the filer files the application, but the filer does not give the required notice for that jurisdiction until after the principal regulator grants the exemption, the securities regulatory authority or regulator of the non-principal jurisdiction will take appropriate action. This could include removing the exemption, in which case the filer may have an opportunity to be heard in that jurisdiction in appropriate circumstances.

[A principal regulator's decision to revoke or vary a decision the principal regulator previously made under the Regulation to exempt a person from a provision set out in Appendix D of the Regulation has automatic effect in a non-principal jurisdiction if](#)

- [the person applied in the principal jurisdiction to have the decision revoked or varied and gave the notice required under section 4.7\(1\)\(c\) of the Regulation in respect of the non-principal jurisdiction,](#)
- [the principal regulator grants the application, and](#)
- [the other conditions of section 4.7\(1\) of the Regulation are met.](#)

[If the principal regulator for an application for exemption from a filing requirement under section 6.1 of Regulation 45-106 respecting Prospectus and Registration Exemptions \(Regulation 45-106\) grants an exemption under section 4.7\(1\) of the Regulation, a person has an automatic exemption in a non-principal jurisdiction under the section only if](#)

- the filing requirement arises from the person relying on one of the provisions referred to in section 6.1 of Regulation 45-106 in the principal jurisdiction,
- the person is relying on the equivalent exemption in the non-principal jurisdiction, and
- the person complies with the conditions of section 4.7(1) of the Regulation.

Because, under the Regulation, a person files an application for a discretionary exemption only in the principal jurisdiction to obtain an automatic exemption in multiple jurisdictions, the filer is required to pay fees only in the principal jurisdiction.

Policy Statement 11-203 sets out the process for seeking exemptive relief in multiple jurisdictions, including the process for seeking a discretionary exemption under Part 4 of the Regulation.

4.5. Availability of passport for discretionary exemptions applied for before March 17, 2008

Under section 4.8(1) of the Regulation, an exemption from the equivalent provision is automatically available in the local jurisdiction if

- an application was made in a specified jurisdiction before March 17, 2008 for an exemption from a provision of securities legislation that is now listed in Appendix D of the Regulation,
- the securities regulatory authority or regulator in the specified jurisdiction granted the exemption before, on or after March 17, 2008, and
- certain other conditions are met.

These conditions include giving the notice required under section 4.8(1)(c). Section 4.8(2) permits the filer to give the required notice to the securities regulatory authority or regulator that would be the principal regulator for the application under Part 4 if an application were to be made under that Part at the time the notice is given, instead of to the non-principal regulator.

Under section 4.1, the specified jurisdictions are British Columbia, Alberta, Saskatchewan, Manitoba, Ontario, Québec, New Brunswick and Nova Scotia.

A specified jurisdiction for purposes of section 4.8 of the Regulation is a principal jurisdiction under Regulation 11-101. Therefore, under section 4.8(1) of the Regulation, an exemption from the equivalent provision is automatically available in the ~~local~~ non-principal jurisdiction if

- an application was made before March 17, 2008 in the principal jurisdiction, as defined in Regulation 11-101, for an exemption from a CD requirement, as defined in that ~~regulation~~ Regulation, which is now listed in Appendix D of the Regulation,
- the securities regulatory authority or regulator in the principal jurisdiction granted the exemption before March 17, 2008, and
- the other conditions of section 4.8(1) of the Regulation are met, including giving notice.

Section 4.8(3) of the Regulation provides an exemption from the notice requirement in section 4.8(1)(c) of the Regulation if, before March 17, 2008, the principal regulator under Regulation 11-101 granted the exemption and the reporting issuer filed the notice of principal regulator under section 2.2 or 2.3 of that ~~regulation~~ Regulation.

The combined effect of sections 4.8(1) and 4.8(3) is to make the exemption from a CD requirement granted by the principal regulator under Regulation 11-101 automatically available in the ~~local~~non-principal jurisdiction, even though the decision of the principal regulator under Regulation 11-101 does not refer to the ~~local~~non-principal jurisdiction. To benefit from this, however, the reporting issuer must comply with the terms and conditions of the decision of the principal regulator under Regulation 11-101. Only exemptions granted from CD requirements that are now listed in Appendix D of the Regulation become available in the ~~local~~non-principal jurisdiction in this way.

Appendix A of this Policy Statement lists the CD requirements from which a reporting issuer could get an exemption under section 3.2 of Regulation 11-101. Appendix D of the Regulation sets out the list of equivalent provisions.

PART 5 EFFECTIVE DATE

5.1. Effective date

The Regulation applies to continuous disclosure documents, prospectuses and discretionary exemption applications filed on or after March 17, 2008.

PART 6 REGISTRATION

6.1. Application

The Regulation permits a firm or individual to register automatically in a non-principal jurisdiction based on its principal jurisdiction registration. It also makes some types of regulatory decisions by a firm's or individual's principal regulator apply automatically in each non-principal jurisdiction where the firm or individual is registered, whether or not the firm or individual is registered automatically under the Regulation.

Permitted individual

The Regulation does not apply to "permitted individuals" under Regulation 33-109 because these individuals are not registered under securities legislation. The Regulation applies to a permitted individual only if the permitted individual becomes registered in a category in his or her principal jurisdiction and seeks registration in the same category in a non-principal jurisdiction.

Restricted dealers and their representatives

Section 6.3 of the Regulation does not apply to a firm registered in the category of "restricted dealer" under Regulation 31-103. To register in a non-principal jurisdiction, a restricted dealer must apply directly to the non-principal regulator. Automatic registration under the Regulation does not apply to restricted dealers because there are no standard requirements for this category and most firms registered as restricted dealers operate in a single jurisdiction. However, if a restricted dealer registers directly in the same category in a non-principal jurisdiction, the provisions of the Regulation relating to T&Cs (section 6.5), suspension (section 6.6), termination (section 6.7) and surrender (section 6.8) apply to the firm.

All the provisions of the Regulation apply to the dealing representatives of a restricted dealer. This includes automatic registration under section 6.4 of the Regulation if the representative's sponsoring firm is registered as a restricted dealer in the representative's principal jurisdiction and the non-principal jurisdiction in which the representative seeks registration. It also includes the provisions of the Regulation relating to T&Cs (section 6.5), suspension (section 6.6), termination (section 6.7) and surrender (section 6.8).

6.2. Registration by SRO

The securities regulatory authority or regulator in some jurisdictions has delegated, assigned or authorized an SRO to perform all or part of its registration function. The Regulation applies to the decisions made by SROs under these arrangements. For more details, refer to section 3.5 of Policy Statement 11-204.

6.3. Principal regulator for registration

The principal regulator of a firm or individual is the securities regulatory authority or regulator identified under section 6.1 of the Regulation. The securities regulatory authority or regulator of any jurisdiction can be a principal regulator for registration.

Section 3.6 of Policy Statement 11-204 gives guidance on how to identify the principal regulator of a firm or individual under Part 6 of the Regulation.

6.4. Discretionary change of principal regulator for registration

Section 6.2 of the Regulation permits the securities regulatory authority or regulator to change the principal regulator for the purpose of Part 6 of the Regulation. Section 3.7 of Policy Statement 11-204 gives guidance on the process for a discretionary change of principal regulator for registration under Part 6 of the Regulation.

6.5. Registration

Sections 6.3 and 6.4 of the Regulation are available for firms or individuals required to be registered under Regulation 31-103, except for firms registering as restricted dealers.

A firm or individual who registers in a non-principal jurisdiction under section 6.3 or 6.4 of the Regulation must comply with all applicable requirements of the non-principal jurisdiction, including the obligation to pay the required fees in that jurisdiction.

To register in a non-principal jurisdiction

Before making a submission under section 6.3 or 6.4, the firm or individual's sponsoring firm should ensure that the firm's or individual's principal regulator is correctly identified in the firm's or individual's latest submission under Regulation 33-109 or the Regulation. Unless the regulators have given notice of a discretionary change under section 6.2 of the Regulation, the principal regulator of

- a firm, except a foreign firm that is registered in the same category in multiple jurisdictions on [insert effective date of Part 6 of the Regulation], is identified in item A Contact Information of Form 33-109F6.

- a domestic individual is identified in item 9 Location of Employment of Form 33-109F4.

- a foreign firm that is registered in the same category in multiple jurisdictions on [insert effective date of Part 6 of the Regulation] is identified in the Form 33-109F5 the firm must submit under section 6.10 of the Regulation, and

- a foreign individual is the same as for the individual's sponsoring firm.

Firm

Under section 6.3(1) of the Regulation, if a firm is registered in its principal jurisdiction in a category set out in Regulation 31-103, other than the category of "restricted dealer", the firm is registered in the same category in a non-principal jurisdiction if

- (a) the firm has submitted a completed Form 33-109F6 in accordance with Regulation 33-109, and

(b) receipt of the submission has been acknowledged.

A firm should refer to Part 4 and section 5.2 of Policy Statement 11-204 for guidance on how to make its submission under the Regulation.

Under section 6.3(3) of the Regulation, a firm may make the relevant submission by giving it to its principal regulator instead of the non-principal regulator. In a jurisdiction where the principal regulator has delegated, assigned or authorized an SRO to register firms, the firm should make the submission by giving it to the relevant office of the SRO.

Individual

Under section 6.4 of the Regulation, if an individual acting on behalf of a sponsoring firm is registered in his or her principal jurisdiction in a category set out in Regulation 31-103, the individual is registered in the same category in a non-principal jurisdiction if

(a) the individual's sponsoring firm is registered in the non-principal jurisdiction in the same category as in the firm's principal jurisdiction, and

(b) the individual submitted a completed Form 33-109F2 or Form 33-109F4 in accordance with Regulation 33-109.

An individual's sponsoring firm should refer to Part 4 and section 5.2 of Policy Statement 11-204 for guidance on how to make a submission for the individual under the Regulation.

For greater certainty, if an individual is registered in a category in his or her principal jurisdiction for more than one sponsoring firm, each sponsoring firm must be registered in the same category in the non-principal jurisdiction in which the individual seeks registration under section 6.4 of the Regulation.

6.6. Terms and conditions of registration

Section 6.5 (1) of the Regulation provides that, if a firm or individual is registered in the same category in the principal jurisdiction and in the non-principal jurisdiction, a T&C imposed on the registration in the principal jurisdiction applies to the firm or individual as if it were imposed in the non-principal jurisdiction (i.e., by operation of law). Under section 6.5(2) of the Regulation, a T&C continues to apply until the earlier of the date the securities regulatory authority or regulator that imposed it, cancels or revokes it, or it expires.

Under section 6.5 of the Regulation, if the principal regulator amends or adds a T&C to a category in which a firm or individual is registered, the amended or additional T&C automatically applies to the firm's or individual's registration in the same category in the non-principal jurisdiction.

In the event of a change of principal regulator, and for each category in which a firm or an individual is registered in the non-principal jurisdiction under section 6.3 or 6.4 of the Regulation, the firm's or individual's

- original principal regulator will revoke any T&C it had initially imposed, and

- new principal regulator will adopt any T&C the original principal regulator had initially imposed.

This will enable the new principal regulator to amend the firm's or individual's T&Cs in appropriate circumstances and result in any T&C amended by the new principal

regulator applying automatically in a non-principal jurisdiction as if it had been imposed in that jurisdiction (i.e., by operation of law).

6.7. Suspension

Under section 6.6 of the Regulation, if a firm's or an individual's registration in the principal jurisdiction is suspended, the firm's or individual's registration is automatically suspended in any non-principal jurisdiction where the firm or individual is registered. For greater certainty, a suspension of registration is a suspension of a firm's or individual's trading or advising privileges and the firm or individual remains registered under securities legislation. A firm's or individual's registration is suspended on the same day in the principal jurisdiction and the non-principal jurisdiction. NRD will show the same suspension date in each relevant jurisdiction.

A firm's or individual's registration is suspended in the non-principal jurisdiction for as long as the firm's or individual's registration is suspended in the principal jurisdiction. If the principal regulator lifts a firm's or individual's suspension, the firm or individual may resume trading or advising in the non-principal jurisdiction on the date NRD shows that the suspension has been lifted. Any T&C imposed by the principal regulator when it lifts a suspension applies automatically in the non-principal jurisdiction under section 6.5 of the Regulation.

6.8. Termination

Under section 6.7 of the Regulation, if a firm's or individual's registration in the principal jurisdiction is cancelled, revoked or terminated, as applicable, the firm's or individual's registration in the non-principal jurisdiction is automatically cancelled, revoked or terminated, as applicable. A firm's or individual's registration is terminated on the same date in the principal jurisdiction and the non-principal jurisdiction. NRD will show the same termination date in each relevant jurisdiction.

6.9. Surrender

Under section 6.8 of the Regulation, a firm's or individual's registration is automatically cancelled, revoked or terminated, as applicable, in a category in all non-principal jurisdictions in which the firm or individual is registered if the firm or individual applies to surrender registration in the category in its principal jurisdiction and the principal regulator accepts the surrender. See the last two paragraphs of this section if this is not the result intended.

A firm should submit an application to surrender registration in one or more categories in the firm's principal jurisdiction in alternate format. The application should identify any non-principal jurisdiction where the firm is registered in the same category(ies). In a jurisdiction where the principal regulator has delegated, assigned or authorized an SRO to perform registration functions, a firm should submit its application to surrender to the relevant office of the SRO. A firm should refer to Appendix B of Policy Statement 33-109 for guidance on how to submit its application for surrender to the principal regulator or the relevant office of the SRO in alternate format.

The sponsoring firm of an individual should make the relevant NRD submission under Regulation 33-109 to surrender one or all of an individual's categories.

- If an individual's sponsoring firm made the relevant NRD submission to surrender the individual's registration in one category, the relevant NRD submission should identify all non-principal jurisdictions where the individual is registered in the same category. If the principal regulator accepts the individual's surrender, NRD will record the surrender of category for the individual in the principal jurisdiction and each non-principal jurisdiction where the individual was registered in that category. If this was the individual's last category in a non-principal jurisdiction, NRD will show the individual's registration as 'Suspended (Surrender)' in that jurisdiction.

- If an individual's sponsoring firm made the relevant NRD submission to surrender the individual's registration in all categories, NRD will automatically identify the non-principal jurisdictions where the individual is registered in the same categories. If the principal regulator accepts the surrender, NRD will show the individual's registration as 'Suspended (Employment Termination)' in all jurisdictions where the individual was registered.

If a firm or individual applies to surrender a category in the principal jurisdiction, the principal regulator may suspend registration in the category pending surrender, or impose a T&C on the category. See section 6.7 of this Policy Statement for guidance on suspension of registration.

If the principal regulator imposes a T&C on a category, section 6.5 of the Regulation provides that the T&C applies in each non-principal jurisdiction where a firm or individual is registered in the same category as if the T&C had been imposed in the non-principal jurisdiction.

If a firm seeks to surrender registration in its principal jurisdiction because the firm is moving its head office (for a domestic firm) or its principal Canadian office (for a foreign firm) to another jurisdiction or the jurisdiction where a foreign firm has the highest number of clients as of the end of its most recently completed financial year changes, the firm should submit its application for surrender **after** the change has taken place and the firm has given notice of it to its principal regulator under Regulation 33-109. If a domestic individual seeks to surrender registration in its principal jurisdiction because the individual is moving his or her working office to another jurisdiction, the individual's sponsoring firm should make the NRD submission after the individual has moved his or her working office and given notice of the change under Regulation 33-109.

The Regulation does not deal with a firm or individual that seeks to surrender a category in a non-principal jurisdiction only. If a firm or individual seeks to surrender a category in a non-principal jurisdiction, other than Ontario,

- the firm may still submit its application by giving it to the principal regulator only or, if the principal regulator has delegated, assigned or authorized an SRO to perform registration functions, the relevant office of the SRO in the principal jurisdiction.

- the individual's sponsoring firm should make the relevant NRD submission under Regulation 33-109.

- the firm's or individual's submission should indicate the non-principal jurisdiction where the firm or individual is applying to surrender registration, and

- the fact that a securities regulatory authority, regulator or SRO accepts the surrender of registration of a firm or individual in the non-principal jurisdiction does not affect the registration of the firm or individual in another jurisdiction.

6.10. Transition – terms and conditions in non-principal jurisdiction

The purpose of section 6.9(1) of the Regulation is to delay until [insert the date 30 days after the effective date of Part 6 of the Regulation] the automatic application of section 6.5 of the Regulation in a non-principal jurisdiction in which a firm or individual is registered on [insert effective date of Part 6 of the Regulation]. This gives the firm or individual time to make an application under section 6.9(2) of the Regulation for an exemption from having a T&C imposed by the principal regulator apply automatically in the non-principal jurisdiction.

A firm or individual should apply for the exemption contemplated in section 6.9(2) of the Regulation separately in each non-principal jurisdiction because the purpose of the exemption application is to give the firm or individual an opportunity to be heard on the

automatic application in the non-principal jurisdiction of a T&C imposed by the principal regulator. For this reason, a firm or individual should not make the application under Policy Statement 11-203.

If a firm or individual does not apply for an exemption under section 6.9(2) of the Regulation in a non-principal jurisdiction,

- a T&C imposed by the principal regulator automatically applies on [insert the date 30 days after the effective date of Part 6 of the Regulation] in the non-principal jurisdiction, and

- a T&C previously imposed by the non-principal regulator ceases to apply unless it is enforcement related.

6.11. Transition – notice of principal regulator for foreign firm

Under section 6.10(1) of the Regulation, a foreign firm registered in a category in multiple jurisdictions before [insert effective date of Part 6 of the Regulation] is required to submit the information required in item A of Form 33-309F6 in accordance with Regulation 33-109. This information will identify the foreign firm's principal regulator under section 6.1 of the Regulation.

Section 6.10(2) of the Regulation permits the foreign firm to make this submission to a non-principal regulator by giving it only to its principal regulator. The submission should be made in alternate format. In a jurisdiction where the principal regulator has delegated, assigned or authorized an SRO to perform registration functions, the foreign firm should make the submission to the relevant office of the SRO. Foreign firms should refer to Appendix B of Policy Statement 33-109 for guidance on how to make a submission in alternate format.

Because the principal regulator for a foreign individual is the same as the principal regulator for the individual's sponsoring firm, the Regulation does not require the sponsoring firm of a foreign individual to make a submission to identify the individual's principal regulator.

APPENDIX A**CD REQUIREMENTS UNDER REGULATION 11-101**

For ease of reference, this appendix reproduces the definition of CD requirements in Regulation 11-101 even though some references might no longer be relevant because sections were repealed after September 19, 2005 when Regulation 11-101 came into force.

British Columbia:

Securities Act: section 85 and 117

Securities Rules: section 144 (except as it relates to fees), 145 (except as it relates to fees), 152 and 153 sections 2, 3 and 189 as they relate to a filing under another CD requirement, as defined in Regulation 11-101

Alberta:

Securities Act: sections 146, 149 (except as it relates to fees), 150, 152 and 157.1

Securities Commission Rules (General): except as it relates to a prospectus, section 143 – 169, 196 and 197

Saskatchewan:

The Securities Act, 1988: section 84, 86 – 88, 90, 94 and 95

The Securities Regulations: section 117 – 138.1 and 175 as it relates to a filing under another CD requirement, as defined under Regulation 11-101

Manitoba:

Securities Act: sections 101(1), 102(1), 104, 106(3), 119, 120 (except as it relates to fees) and 121– 130

Securities Regulation: sections 38 – 40 and 80 – 87

Québec:

Securities Act: sections 73 excluding the filing requirement of a statement of material change, 75 excluding the filing requirement, 76, 77 excluding the filing requirement, 78, 80 – 82.1, 83.1, 87, 105 excluding the filing requirement, 106 and 107 excluding the filing requirement

Securities Regulation: sections 115.1 – 119, 119.4, 120 – 138 and 141 – 161

Regulations: No. 14, No. 48, Q-11, Q-17 (Title IV) and 62 – 102

A document filed with or delivered to the Autorité des marchés financiers, delivered to securityholder in Québec or disseminated in Québec under section 3.2 of the Regulation, is deemed, for the purposes of securities legislation in Québec, to be a document filed, delivered or disseminated under Chapter II of Title III or section 84 of the *Securities Act* (Québec).

New Brunswick:

Securities Act: sections 89(1) – (4), 90, 91, 100 and 101

Nova Scotia:

Securities Act: section 81, 83, 84 and 91

General Securities Rules: sections 9, 140(2), 140(3) and 141

Newfoundland and Labrador:

Securities Act: except as they relate to fees, sections 76, 78 – 80, 82, 86 and 87

Securities Regulations: sections 4 – 14 and 71 – 80

Yukon:

Securities Act: section 22(5) except as it relates to filing a new or amended prospectus

All jurisdictions:

- (a) *Regulation 43-101 respecting Standards of Disclosure for Mineral Projects*, except as it relates to a prospectus,
- (b) *Regulation 51-101 respecting Standards of Disclosure for Oil and Gas Activities*, except as it relates to a prospectus,
- (c) *Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations*,
- (d) *Regulation 52-107 respecting Acceptable Accounting Principles, Auditing Standards and Reporting Currency* as it applies to a document filed under *Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations*,
- (e) *Regulation 52-108 respecting Auditor Oversight*,
- (f) *Regulation 52-109 respecting Certification of Disclosure in Issuers' Annual and Interim Filings*,
- (g) *Regulation 52-110 respecting Audit Committees*, except in British Columbia
- (h) BC Instrument 52-509 *Audit Committees*, only in British Columbia
- (i) *Regulation 54-101 respecting Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer*,
- (j) *Regulation 58-101 respecting Disclosure of Corporate Governance Practices*,
- (k) section 8.5 of *Regulation 81-104 respecting Commodity Pools*, and
- (l) *Regulation 81-106 respecting Investment Fund Continuous Disclosure*.

Document comparison done by DeltaView on 14 juillet, 2008 11:43:34

Input:	
Document 1	file:///F:/CVMQ/76Adminis/6_Traduction/R É G L E M E N T A T I O N/Travaux A-F/11-102/TQP final 2008/TQP ACVM 25-01-08/AMF/11-102 Instruction 14-01-08 ACVM (Q) sans mise en forme A.doc
Document 2	file:///F:/CVMQ/76Adminis/6_Traduction/R É G L E M E N T A T I O N/Travaux A-F/11-102/Inscript consult juin 2008/AMF/11-102 Modif. Instruction 04-07-08 (Q) %A.doc
Rendering set	Standard

Legend:	
	Insertion
	Deletion
	Moved from
	Moved to
	Style change
	Format change
	Moved deletion
Inserted cell	
Deleted cell	
Moved cell	
Split/Merged cell	
Padding cell	

Statistics:	
	Count
Insertions	183
Deletions	85
Moved from	8
Moved to	8
Style change	0
Format changed	0
Total changes	284

AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT 11-202 RESPECTING PROCESS FOR PROSPECTUS REVIEWS IN MULTIPLE JURISDICTIONS

1. Section 4.1 of Policy Statement 11-202 respecting Process for Prospectus Reviews in Multiple Jurisdictions is amended by replacing “under this policy statement” with “under this policy statement and Regulation 11-102”.

2. Section 7.1 of the Policy Statement is amended:

(1) by replacing the last sentence of paragraph (1) with the following:

“To assist filers, the principal regulator will list in its receipt the passport jurisdictions where the prospectus has been filed under Regulation 11-102 and indicate that a receipt is deemed to be issued in each of those jurisdictions, if the conditions of Regulation 11-102 have been satisfied.”;

(2) by adding the following paragraph after paragraph (2):

“(3) If a pro forma prospectus or an amended and restated preliminary prospectus is filed in the principal jurisdiction and a preliminary prospectus is filed in a non-principal jurisdiction, the principal regulator will issue a document that evidences that the regulator in the non-principal jurisdiction issued a receipt for the preliminary prospectus.”.

POLICY STATEMENT 11-203 RESPECTING PROCESS FOR EXEMPTIVE RELIEF APPLICATIONS IN MULTIPLE JURISDICTIONS

PART 1 APPLICATION

1.1. Application

This policy statement describes the process for the filing and review of an application for exemptive relief in more than one Canadian jurisdiction.

PART 2 DEFINITIONS

2.1. Definitions

In this policy statement

“AMF” means the regulator in Québec;

“application” means a request for exemptive relief other than a pre-filing or waiver application as those terms are defined in Policy Statement 11-202;

“coordinated review application” means an application described in section 3.4 of this policy statement;

“coordinated review” means the review under this policy statement of a coordinated review application;

~~“Policy Statement 11-102” means Policy Statement to Regulation 11-102 respecting Passport System to Regulation 11-102;~~ “dual application” means an application described in section 3.3 of this policy statement;

“dual review” means the review under this policy statement of a dual application;

“exemption” means any discretionary exemption to which Part 4 of Regulation 11-102 applies;

“exemptive relief” means any approval, decision, declaration, designation, determination, exemption, extension, order, ruling, permission, recognition, revocation, waiver or other relief sought under securities legislation or securities directions;

“filer” means

- (a) a person filing an application, or
- (b) an agent of a person referred to in paragraph (a);

“hybrid application” means an application comprised of both

- (a) a passport application or dual application, and
- (b) a coordinated review application;

~~“Regulation 11-102” means Regulation 11-102 respecting Passport System;~~ “notified passport jurisdiction” means a passport jurisdiction for which a filer gave the notice referred to in section 4.7(1)(c) of Regulation 11-102

~~“Policy Statement 11-202” means Policy Statement 11-202 respecting Process for Prospectus Reviews in Multiple Jurisdictions;~~ “OSC” means the regulator in Ontario;

“passport application” means an application described in section 3.2 of this policy statement;

“passport jurisdiction” means the jurisdiction of a passport regulator;

“passport regulator” means a regulator that has adopted Regulation 11-102;

“Policy Statement 11-102” means *Policy Statement to Regulation 11-102 respecting Passport System*;

“Policy Statement 11-202” means *Policy Statement 11-202 respecting Process for Prospectus Reviews in Multiple Jurisdictions*;

“Policy Statement 11-204” means *Policy Statement 11-204 respecting Process for Registration in Multiple Jurisdictions*;

“pre-filing” means a consultation with the principal regulator for an application, initiated before the filing of the application, regarding the interpretation of securities legislation or securities directions or their application to a particular transaction or matter or proposed transaction or matter; and

“Regulation 11-102” means *Regulation 11-102 respecting Passport System*;

“Regulation 31-103” means *Regulation 31-103 respecting Registration Requirements*;

“Regulation 33-109” means *Regulation 33-109 respecting Registration Information*;

“regulator” means a securities regulatory authority or regulator.

2.2. Further definitions

Terms used in this policy statement that are defined in Regulation 11-102 or *Regulation 14-101 respecting Definitions* have the same meanings as in those regulations.

PART 3 OVERVIEW, PRINCIPAL REGULATOR AND GENERAL GUIDELINES

3.1. Overview

This policy statement applies to any application for exemptive relief in multiple jurisdictions. These are the possible types of applications:

(a) The principal regulator is a passport regulator and the filer does not seek an exemption in Ontario. This is a “passport application.”

(b) The principal regulator is the OSC and the filer also seeks an exemption in a passport jurisdiction. This is also a “passport application.”

(c) The principal regulator is a passport regulator and the filer also seeks an exemption in Ontario. This is a “dual application.”

(d) An application for any type of exemptive relief not covered by Part 4 of Regulation 11-102. This is a “coordinated review application.”

3.2. Passport application

(1) If the principal regulator is a passport regulator and the filer does not seek an exemption in Ontario, the filer files the application only with, and pays fees only to, the principal regulator. Only the principal regulator reviews the application. The principal

regulator's decision to grant an exemption automatically results in an equivalent exemption in the notified passport jurisdictions.

(2) If the principal regulator is the OSC and the filer also seeks an equivalent exemption in a passport jurisdiction, the filer files the application only with, and pays fees only to, the OSC. Only the OSC reviews the application. The OSC's decision to grant the exemption automatically results in an equivalent exemption in the notified passport jurisdictions.

3.3. Dual application

If the principal regulator is a passport regulator and the filer also seeks an exemption in Ontario, the filer files the application with, and pays fees to, both the principal regulator and the OSC. The principal regulator reviews the application and the OSC, as a non-principal regulator, coordinates its review with the principal regulator. The principal regulator's decision to grant the exemption automatically results in an equivalent exemption in the notified passport jurisdictions and, if the OSC has made the same decision as the principal regulator, evidences the decision of the OSC.

3.4. Coordinated review application

If the application is outside the scope of Regulation 11-102 (see section 4.1 of Policy Statement 11-102 for details on the types of applications that fall outside the scope of Regulation 11-102), the filer files the application and pays fees in each jurisdiction where the exemptive relief is required. The principal regulator reviews the application, and each non-principal regulator coordinates its review with the principal regulator. The decision of the principal regulator to grant exemptive relief evidences the decision of each non-principal regulator that has made the same decision as the principal regulator.

3.5. Hybrid applications

The processes and outcomes applicable to a passport application, dual application or a coordinated review application under this policy statement also apply to a hybrid application. For a hybrid application, the filer should follow the processes for both a coordinated review application and either a passport application or dual application, as appropriate.

3.6. Principal regulator

(1) For any application under this policy statement, the principal regulator is identified in the same manner as in sections 4.1 to 4.5 of Regulation 11-102. This section summarizes sections 4.1 to 4.5 of Regulation 11-102 and provides guidance on identifying the principal regulator for an application under this policy statement.

(2) For the purpose of this section, a specified jurisdiction is one of British Columbia, Alberta, Saskatchewan, Manitoba, Ontario, Québec, New Brunswick or Nova Scotia.

(3) Except as provided in subsections (4) to (89) of this section and in section 3.7 of this policy statement, the principal regulator [for an exemptive relief application](#) is

(a) for an application made for an investment fund, the regulator of the jurisdiction in which the investment fund manager's head office is located; or

(b) for an application made for a person other than an investment fund, the regulator of the jurisdiction in which the person's head office is located.

(4) ~~For~~ [Except as provided in subsection \(6\) to \(9\) of this section and in section 3.7 of this policy statement, the principal regulator for](#) an application for exemptive relief from a provision of securities legislation related to insider reporting, ~~the principal regulator~~ is the regulator in the jurisdiction in which the head office of the reporting issuer, not the insider, is located.

(5) ~~For~~ Except as provided in subsection (6) to (9) of this section and in section 3.7 of this policy statement, the principal regulator for an application for exemptive relief from a provision of securities legislation related to take-over bids, ~~the principal regulator~~ is the regulator in the jurisdiction in which the head office of the issuer whose securities are subject to the take-over bid, not the person that is making the take-over bid, is located.

(6) ~~If~~ Except as provided in subsections (7), (8) and (9) of this section and section 3.7 of this policy statement, if the jurisdiction identified under subsection (3), (4) or (5) is not a specified jurisdiction, the principal regulator for the application is the regulator of the specified jurisdiction with which

(a) in the case of an application for exemptive relief from a provision of securities legislation related to insider reporting, the reporting issuer has the most significant connection,

(b) in the case of an application for exemptive relief from a provision of securities legislation related to take-over bids, the issuer whose securities are subject to the take-over bid has the most significant connection, or

(c) in any other case, the person or, in the case of an investment fund, the investment fund manager, has the most significant connection.

(7) Except as provided in subsections (8) and (9) of this section and section 3.7 of this policy statement, if a firm or individual makes an application for exemptive relief from a requirement in Part 4 of Regulation 31-103 or Part 2 of Regulation 33-109 in connection with an application for registration in the principal jurisdiction, the principal regulator for the exemptive relief application is the principal regulator as determined under section 3.6 of Policy Statement 11-204. Under section 3.6 of Policy Statement 11-204 the securities regulatory authority or regulator of any jurisdiction can be a principal regulator.

(8) ~~Except as provided in~~ subsection (8)9) of this section and section 3.7 of this policy statement, if a person is not seeking exemptive relief in the jurisdiction of the principal regulator, as determined under subsections (3), (4), (5) ~~or~~ (6) or (7), the principal regulator for the application is the regulator in the specified jurisdiction

(a) in which the person is seeking exemptive relief, and

(b) with which

(i) in the case of an application for exemptive relief from a provision of securities legislation related to insider reporting, the reporting issuer has the most significant connection,

(ii) in the case of an application for exemptive relief from a provision of securities legislation related to take-over bids, the issuer whose securities are subject to the take-over bid has the most significant connection, or

(iii) in any other case, the person or, in the case of an investment fund, the investment fund manager, has the most significant connection.

~~(8) — If~~ Except as provided in section 3.7 of this policy statement, if at any one time a person is seeking more than one item of exemptive relief and not all of the exemptive relief is needed in the jurisdiction of the principal regulator, as determined under subsection (3), (4), (5), ~~(6), (7)~~ or ~~(6)8)~~, the person may make an application to the regulator in the specified jurisdiction

(a) in which the person is seeking all of the exemptive relief, and

(b) with which

(i) in the case of an application for exemptive relief from a provision of securities legislation related to insider reporting, the reporting issuer has the most significant connection,

(ii) in the case of an application for exemptive relief from a provision of securities legislation related to take-over bids, the issuer whose securities are subject to the take-over bid has the most significant connection, or

(iii) in any other case, the person or, in the case of an investment fund, the investment fund manager, has the most significant connection.

That regulator will be the principal regulator for the application.

(910) The factors a filer should consider in identifying the principal regulator for the application based on the most significant connection test are, in order of influential weight:

- (a) location of reporting issuer status or registration status,
- (b) location of management,
- (c) location of assets and operations,
- (d) location of majority of security holders or clients, and
- (e) location of trading market or quotation system in Canada.

3.7. Discretionary change in principal regulator

(1) If the principal regulator identified under section 3.6 of this policy statement thinks it is not the appropriate principal regulator, it will first consult with the filer and the appropriate regulator and then give the filer a written notice of the new principal regulator and the reasons for the change.

(2) A filer may request a discretionary change of principal regulator for an application if

- (a) the filer believes the principal regulator identified under section 3.6 of this policy statement is not the appropriate principal regulator,
- (b) the location of the head office changes over the course of the application,
- (c) the most significant connection to a specified jurisdiction changes over the course of the application, or
- (d) the filer withdraws its application in the principal jurisdiction because no exemptive relief is required in that jurisdiction.

(3) Regulators do not anticipate changing a principal regulator except in exceptional circumstances.

(4) A filer should submit a written request for a change in principal regulator to its current principal regulator and include the reasons for requesting the change.

3.8. General guidelines

(1) A filer should identify the exemptive relief that is appropriate and necessary in the principal jurisdiction and each non-principal jurisdiction to which the filer applies or for which it gives notice under section 4.7(1)(c) of Regulation 11-102.

(2) The terms, conditions, restrictions and requirements of a decision will reflect the securities legislation and securities directions of the principal jurisdiction.

(3) A decision will generally provide exemptive relief for the entire transaction or matter that is the subject of the application to ensure the transaction or matter gets uniform treatment in all jurisdictions. This means that, if the transaction or matter is comprised of a series of trades, the decision will generally exempt all the trades in the series and the filer will not rely on statutory exemptions for some trades and on the decision for others.

(4) The regulators are not prepared to extend the availability of a non-harmonized exemption set out in *Regulation 45-106 respecting Prospectus and Registration Exemptions* (Regulation 45-106) to a non-principal jurisdiction where the non-harmonized exemption is not available under that rule. If a filer makes a passport application or a dual application that would have that effect, the principal regulator will request that the filer provide a representation that no person will rely on the exemption in that non-principal jurisdiction. For example, jurisdictions have adopted two types of offering memorandum exemptions under Regulation 45-106. A principal regulator would not grant an exemption that would have the effect of allowing the use of a type of offering memorandum exemption that is not available under Regulation 45-106 in a non-principal jurisdiction, unless the filer gave a representation that no person would offer the securities relying on that type of offering memorandum exemption in the non-principal jurisdiction.

(5) Regulators will generally send communications to filers by e-mail or facsimile.

PART 4 PRE-FILINGS

4.1. General

(1) A filer should submit a pre-filing sufficiently in advance of an application to avoid any delays in the issuance of a decision on the application.

(2) The principal regulator will treat the pre-filing as confidential except that it:

(a) may provide copies or a description of the pre-filing to other regulators for discussion purposes if the pre-filing involves a novel and substantive issue or raises a novel policy ~~statement~~ concern, and

(b) may have to release the pre-filing under freedom of information and protection of privacy legislation.

4.2. Procedure for passport application pre-filing

A filer should submit a pre-filing for a passport application by letter to the principal regulator and should

(a) identify in the pre-filing the principal regulator for the application and each passport jurisdiction for which the filer intends to give the notice referred to in section 4.7(1)(c) of Regulation 11-102, and

(b) submit the pre-filing to the principal regulator only.

4.3. Procedure for dual application pre-filing

(1) A filer submitting a pre-filing for a dual application should identify in the pre-filing the principal regulator, each passport jurisdiction for which the filer intends to give the notice referred to in section 4.7(1)(c) of Regulation 11-102, and Ontario.

(2) The filer should submit the pre-filing only to the principal regulator. If the pre-filing is routine, the filer will deal only with the principal regulator to resolve the pre-filing.

(3) If the principal regulator determines that a pre-filing submitted as a routine pre-filing involves a novel and substantive issue or raises a novel policy concern, it will advise the filer and direct the filer to submit the pre-filing to the OSC.

(4) If it is apparent to the filer that a pre-filing involves a novel and substantive issue or raises a novel policy concern, the filer may accelerate this process by submitting the pre-filing to both the principal regulator and the OSC.

(5) If a pre-filing involves a novel and substantive issue or raises a novel policy concern, the principal regulator will arrange with the OSC to discuss it within seven business days, or as soon as practicable after the OSC receives the pre-filing.

4.4. Procedure for coordinated review application pre-filing

(1) A filer submitting a pre-filing for a coordinated review application should identify in the pre-filing the principal regulator and all non-principal jurisdictions where the filer intends to file the application.

(2) The filer should submit the pre-filing only to the principal regulator. If the pre-filing is routine, the filer will deal only with the principal regulator to resolve the pre-filing.

(3) If the principal regulator determines that a pre-filing submitted as a routine pre-filing involves a novel and substantive issue or raises a novel policy concern, it will advise the filer and direct the filer to submit the pre-filing to each non-principal regulator.

(4) If it is apparent to the filer that a pre-filing involves a novel and substantive issue or raises a novel policy concern, the filer may accelerate this process by submitting the pre-filing to the principal regulator and each non-principal regulator with whom the filer intends to file the application.

(5) If a pre-filing involves a novel and substantive issue or raises a novel policy concern, the principal regulator will arrange with the non-principal regulators to discuss the pre-filing within seven business days, or as soon as practicable after all non-principal regulators receive the pre-filing.

4.5. Disclosure in related application

The filer should include in the application that follows a pre-filing,

(a) a description of the subject matter of the pre-filing and the approach taken by the principal regulator, and

(b) any alternative approach proposed by a non-principal regulator that was involved in discussions and that disagreed with the principal regulator.

PART 5 FILING MATERIALS

5.1. Election to file under this policy statement and identification of principal regulator

In its application, the filer should indicate whether it is filing a passport application, dual application, coordinated review application or hybrid application under this policy statement and identify the principal regulator for the application. If submitting a hybrid application, the filer should indicate whether it includes a passport application or a dual application.

5.2. Materials to be filed with application

(1) For a passport application, the filer should remit to the principal regulator the fees payable under the securities legislation of the principal regulator, and file the following materials with the principal regulator only:

(a) a written application drafted in accordance with the procedures of the principal regulator as to format and content in which the filer:

(i) states the basis for identifying the principal regulator under section 3.6 of this policy statement,

(ii) identifies whether another application in connection with the same transaction or matter has been filed in one or more jurisdictions, the reasons for that application, and the principal regulator for that application,

(iii) sets out, for any related pre-filing, the information referred to in section 4.5 of this policy statement,

(iv) sets out, under separate headings, each provision of securities legislation listed in Appendix D of Regulation 11-102 below the name of the principal jurisdiction from which the filer and other relevant party seek an exemption,

(v) gives notice of the non-principal passport jurisdictions for which section 4.7(1) of Regulation 11-102 is intended to be relied upon for each equivalent provision of the local jurisdiction,

(vi) sets out any request for confidentiality,

(vii) sets out references to previous decisions of the principal regulator or other regulators that would support granting the exemption, or indicates that the exemption sought is novel and has not been previously granted;

(viii) includes a verification statement that authorizes the filing of the application and confirms the truth of the facts in the application; and

(ix) states that the filer and other relevant party is not in default of securities legislation in any jurisdiction or, if the filer is in default, the nature of the default;

(b) supporting materials; and

(c) a draft form of decision with terms, conditions, restrictions or requirements, including

(i) a representation stating that the filer and other relevant party are not in default of securities legislation in any jurisdiction or, if the filer or other relevant party is in default, the nature of the default; and

(ii) resale restrictions, if applicable, based on the securities legislation and securities directions of the principal jurisdiction.

(2) For a dual application, the filer should remit the fees payable under the securities legislation of the principal regulator and the OSC to each of them, as appropriate, and file the following materials with both the principal regulator and the OSC:

(a) a written application drafted in accordance with the procedures of the principal regulator as to format and content in which the filer:

(i) states the basis for identifying the principal regulator under section 3.6 of this policy statement,

(ii) identifies whether another application in connection with the same transaction or matter has been filed in one or more jurisdictions, the reasons for the application, and the principal regulator for that application,

(iii) sets out, for any related pre-filing, the information referred to in section 4.5 of this policy statement,

(iv) sets out, under separate headings, each provision of securities legislation listed in Appendix D of Regulation 11-102 below the name of the principal jurisdiction from which the filer and other relevant party seek an exemption, the relevant provisions of securities legislation in Ontario and an analysis of any differences between the applicable provisions in the principal jurisdiction and Ontario,

(v) gives notice of the non-principal passport jurisdictions for which section 4.7(1) of Regulation 11-102 is intended to be relied upon for each equivalent provision of the local jurisdiction,

(vi) sets out any request for confidentiality,

(vii) sets out any request to shorten the review period (see section 6.2(3) of this policy statement) or the opt-out period (see section 7.2(4) of this policy statement) and provides supporting reasons,

(viii) sets out references to previous decisions of the principal regulator or other regulators that would support granting the exemption, or indicates that the exemption sought is novel and has not been previously granted;

(ix) includes a verification statement that authorizes the filing of the application and confirms the truth of the facts in the application; and

(x) states that the filer and any relevant party are not in default of securities legislation in any jurisdiction or, if the filer or other relevant party is in default, the nature of the default;

(b) supporting materials; and

(c) a draft form of decision with terms, conditions, restrictions or requirements, including

(i) a representation stating that the filer and other relevant party are not in default of securities legislation in any jurisdiction or if the filer or relevant party is in default, the nature of the default; and

(ii) resale restrictions, if applicable, based on the securities legislation and securities directions of the principal jurisdiction.

(3) For a coordinated review application, the filer should remit the fees payable under the securities legislation of the principal regulator and each non-principal regulator from whom the filer or other relevant parties seek exemptive relief to each of them, as appropriate, and file the following materials with the principal regulator and each of the non-principal regulators:

(a) a written application drafted in accordance with the procedures of the principal regulator as to format and content in which the filer:

(i) states the basis for identifying the principal regulator section 3.6 of this policy statement,

(ii) identifies whether another application in connection with the same transaction or matter has been filed in one or more jurisdictions, the reasons for the application, and the principal regulator for that application,

(iii) sets out, for any related pre-filing, the information referred to in section 4.5 of this policy statement,

(iv) sets out, under separate headings, each provision of securities legislation in the principal jurisdiction from which the filer and other relevant party are seeking exemptive relief, the relevant provisions of securities legislation in each non-principal jurisdiction, and an analysis of any differences between the applicable provisions in the principal jurisdiction and each non-principal jurisdiction,

(v) sets out any request for confidentiality,

(vi) sets out any request to shorten the review period (see section 6.2(3) of this policy statement) or the opt-out period (see section 7.2(4) of this policy statement) and provides supporting reasons,

(vii) sets out references to previous decisions of the principal regulator or other regulators that would support granting the exemptive relief, or indicates that the exemptive relief sought is novel and has not been previously granted;

(viii) includes a verification statement that authorizes the filing of the application and confirms the truth of the facts in the application; and

(ix) states that the filer and any other relevant party are not in default of securities legislation in any jurisdiction or if the filer or other relevant party is in default, the nature of the default;

(b) supporting materials; and

(c) a draft form of decision with terms, conditions, restrictions or requirements, including

(i) a representation stating that the filer and any other relevant party are not in default of securities legislation in any jurisdiction or if the filer or other relevant party is in default, the nature of the default; and

(ii) resale restrictions, if applicable, based on the securities legislation and securities directions of the principal jurisdiction.

(4) For a hybrid application, the filer should pay the fees, file the application with each regulator and, for each type of application, set out the exemption or exemptive relief sought and submit the relevant information and materials, all as described in this section.

(5) A filer should file an application sufficiently in advance of any deadline to ensure that staff have a reasonable opportunity to complete the review and make recommendations for a decision.

(6) A filer making a passport application or a dual application should identify in the application all the exemptions required and give the required notice for all the passport jurisdictions for which section 4.7(1) of Regulation 11-102 is intended to be relied upon. The notice given under subsection (1)(a)(v) or (2)(a)(v) above satisfies the notice requirement of section 4.7(1)(c) of Regulation 11-102.

(7) A filer seeking exemptive relief in Québec should file a French language version of the draft decision when the AMF is acting as principal regulator.

5.3. Materials to be filed to make an exemption available in an additional passport jurisdiction under sections 4.7 and 4.8 of Regulation 11-102

(1) Under section 4.7(1) of Regulation 11-102, an exemption from a provision of securities legislation listed in Appendix D of that Regulation granted by the principal regulator under a passport application or dual application can become available in a non-principal passport jurisdiction for which the filer did not give the notice referred to in section 5.2(1)(a)(v) or 5.2(2)(a)(v) of this policy statement in the initial application if certain conditions are met. One of the conditions is that the filer give the notice under section 4.7(1)(c) of Regulation 11-102 for the additional non-principal passport jurisdiction.

(2) Under section 4.8(1) of Regulation 11-102, an exemption from a provision of securities legislation that is now listed in Appendix D of that Regulation and that was granted before March 17, 2008 by the regulator in a specified jurisdiction, as defined in that section, can also become available in a non-principal passport jurisdiction if certain conditions are met. One of the conditions is that the filer gives the notice under section 4.8(1)(c) of Regulation 11-102 for the non-principal passport jurisdiction. Under section 4.8(3), the filer is not required to give this notice if the exemption relates to a CD requirement, as defined in *Regulation 11-101 respecting Principal Regulator System*, that is now listed in Appendix D of Regulation 11-102 and other conditions are met. For more guidance on section 4.8(1) of Regulation 11-102, refer to section 9.3 of this policy statement and section 4.5 of Policy Statement 11-102.

(3) For greater certainty, a filer may not rely on section 4.7 or 4.8 of Regulation 11-102 to obtain an automatic exemption from a provision of Ontario's securities legislation listed in Appendix D of Regulation 11-102. A filer may rely on section 4.7 and 4.8 of Regulation 11-102 only in a passport jurisdiction.

(4) The filer should give the notice referred to in subsection (1) to the principal regulator for the initial application and the notice referred to in subsection (2) to the regulator that would be the principal regulator under Part 4 of Regulation 11-102 if an application were to be made under that Part at the time the notice is given. The notice should

(a) list each relevant non-principal passport jurisdiction for which notice is given that section 4.7(1) or 4.8(1) of Regulation 11-102 is intended to be relied upon,

(b) include the date of the decision of

(i) the principal regulator for the initial application, if the notice is given under section 4.7(1)(c) of Regulation 11-102, or

(ii) the regulator of the specified jurisdiction that granted the application, if the notice is given under section 4.8(1)(c) of Regulation 11-102,

(c) include the citation for the regulator's decision,

(d) describe the exemption the regulator granted, and

(e) confirm that the exemption is still in effect.

(5) If an exemption sought in a passport application or a dual application is required in a non-principal jurisdiction at the time the filer files the application, but the filer does not give the notice required under section 4.7(1)(c) of Regulation 11-102 for that jurisdiction until after the principal regulator grants the exemption, the regulator of the non-principal passport jurisdiction will take appropriate action. This could include removing the exemption, in which case the filer would have an opportunity to be heard in that jurisdiction in appropriate circumstances.

(6) The regulator that receives the notice referred to in subsection (1) or (2) will send a copy of the notice and its decision to the regulator in the relevant non-principal passport jurisdiction.

5.4. Request for confidentiality

(1) A filer requesting that the regulators hold an application and supporting materials in confidence during the application review process should provide a substantive reason for the request in its application.

(2) If a filer is requesting that the regulators hold the application, supporting materials, or decision in confidence after the effective date of the decision, the filer should describe the request for confidentiality separately in its application, and pay any required fee:

(a) in the principal jurisdiction, if the filer is making a passport application,

(b) in the principal jurisdiction and in Ontario, if the filer is making a dual application, or

(c) in each jurisdiction, if the filer is making a coordinated review application.

(3) Any request for confidentiality should explain why the request is reasonable in the circumstances and not prejudicial to the public interest and when any decision granting confidentiality could expire.

(4) Communications on requests for confidentiality will normally take place by e-mail. If a filer is concerned with this practice, the filer may request in the application that all communications take place by facsimile or telephone.

5.5. Filing

A filer should send the application materials in paper together with the fees to

(a) the principal regulator, in the case of a passport application,

(b) the principal regulator and the OSC, in the case of a dual application,
or

(c) each regulator from which the filer seeks exemptive relief, in the case of a coordinated review application.

The filer should also provide an electronic copy of the application materials, including the draft decision document, by e-mail or on CD ROM. Filing the application concurrently in all required jurisdictions will make it easier for the principal regulator and non-principal regulators, if applicable, to process the application expeditiously. In British Columbia, an electronic filing system is available for filing and tracking exemptive relief applications. Filers should file an application in British Columbia using that system instead of e-mail. Filers should file applications related to *Regulation 81-102 respecting Mutual Funds* on SEDAR.

Filers should send pre-filing and application materials by e-mail using the relevant address or addresses listed below:

British Columbia	www.bpsc.bc.ca (click on BCSC e-services and follow the steps)
Alberta	legalapplications@seccom.ab.ca
Saskatchewan	exemptions@sfsc.gov.sk.ca
Manitoba	exemptions.msc@gov.mb.ca
Ontario	applications@osc.gov.on.ca
Québec	Dispenses-Passeport@lautorite.qc.ca

New Brunswick	Passport-passeport@nbsc-cvmnb.ca
Nova Scotia	nsscexemptions@gov.ns.ca
Prince Edward Island	CCIS@gov.pe.ca
Newfoundland and Labrador	securitiesexemptions@gov.nl.ca
Yukon	Corporateaffairs@gov.yk.ca
Northwest Territories	SecuritiesRegistry@gov.nt.ca
Nunavut	legalregistries@gov.nu.ca

5.6. Incomplete or deficient material

If the filer's materials are deficient or incomplete, the principal regulator may ask the filer to file an amended application. This will likely delay the review of the application.

5.7. Acknowledgment of receipt of filing

(1) After the principal regulator receives a complete and adequate application, the principal regulator will send the filer an acknowledgment of receipt of the application. The principal regulator will send a copy of the acknowledgement to any other regulator with whom the filer has filed the application. The acknowledgement will identify the name, phone number, fax number and e-mail address of the individual reviewing the application.

(2) For a dual application, coordinated review application or hybrid application, the principal regulator will tell the filer, in the acknowledgement, the end date of the review period identified in section 6.2(3) of this policy statement.

5.8. Withdrawal or abandonment of application

(1) If a filer withdraws an application at any time during the process, the filer is responsible for notifying the principal regulator and any non-principal regulator with whom the filer filed the application and for providing an explanation of the withdrawal.

(2) If at any time during the review process, the principal regulator determines that a filer has abandoned an application, the principal regulator will notify the filer that it will mark the application as "abandoned". In that case, the principal regulator will close the file without further notice to the filer unless the filer provides acceptable reasons not to close the file in writing within 10 business days. If the filer does not, the principal regulator will notify the filer and any non-principal regulator with whom the filer filed the application that the principal regulator has closed the file.

PART 6 REVIEW OF MATERIALS

6.1. Review of passport application

(1) The principal regulator will review any passport application in accordance with its securities legislation and securities directions and based on its review procedures, analysis and considering previous decisions.

(2) The filer will deal only with the principal regulator, who will provide comments to and receive responses from the filer.

6.2. Review and processing of dual application or coordinated review application

(1) The principal regulator will review any dual application or coordinated review application in accordance with its securities legislation and securities directions, based on its review procedures, analysis and considering previous decisions. The principal regulator will consider any comments from a non-principal regulator with whom the filer filed the application. Please refer to section 5.2(2) of this policy statement for guidance on the non-principal regulator with whom a filer should file a dual application, and to section 5.2(3) for similar guidance for a coordinated review application.

(2) The filer will generally deal only with the principal regulator, who will be responsible for providing comments to the filer once it has considered the comments from the non-principal regulators and completed its own review. However, in exceptional circumstances, the principal regulator may refer the filer to a non-principal regulator with whom the filer has filed the application.

(3) A non-principal regulator with whom the filer has filed the application will have seven business days from receiving the acknowledgement referred to in section 5.7(1) of this policy statement to review the application. In exceptional circumstances, if the filer filed the dual application or coordinated review application concurrently in the non-principal jurisdictions and shows that it is necessary and reasonable in the circumstances for the application to receive immediate attention, the principal regulator may abridge the review period. A non-principal regulator that disagrees with abridging the review period may notify the filer and the principal regulator and request the filer to withdraw the application in that jurisdiction. In that case, the application will proceed as a local application without the need to file a new application and pay any additional related fees.

(4) Exceptional circumstances when the principal regulator may abridge the review period include:

(a) where exemptive relief is sought for a contested take-over bid and delay would prejudice the filer's position, and

(b) other situations in which the filer is responding to a critical event beyond its control and could not have applied for the exemptive relief earlier.

(5) Unless the filer provides compelling reasons as to why it did not start the application process sooner, the principal regulator will not consider the following circumstances as exceptional:

(a) the mailing of a management information circular for a scheduled meeting of security holders to consider a transaction,

(b) the filing of a prospectus where the receipt for the prospectus cannot evidence the exemptive relief,

(c) the closing of a transaction,

(d) the filing of a continuous disclosure document shortly before the date on which its filing is required, or

(e) other situations in which the deadline was known before filing the application and the filer could have filed the application earlier.

While staff will attempt to accommodate transaction timing where possible, filers planning time-sensitive transactions should build sufficient regulatory approval time into their transaction schedules.

The fact that a filer may consider an application as routine is not a compelling argument for requesting an abridgement.

(6) Filers should provide sufficient information in an application to enable staff to assess how quickly they should handle the application. For example, if the filer has committed to take certain steps by a specific date and needs to have staff's view or a decision by that date, the filer should explain why staff's view or the exemptive relief is required by the specific date and identify these time constraints in its application.

(7) A non-principal regulator with whom the filer has filed the dual application or coordinated review application will advise the principal regulator, before the expiration of

the review period, of any substantive issues that, if left unresolved, would cause staff to recommend that the non-principal regulator opt out of the review. The principal regulator may assume that a non-principal regulator does not have comments on the application if the principal regulator does not receive them within the review period.

(8) A non-principal regulator with whom the filer has filed the dual application or coordinated review application will notify the filer and the principal regulator and request that the filer withdraw the application if staff of the non-principal regulator think that no exemptive relief is required under its securities legislation.

PART 7 DECISION-MAKING PROCESS

7.1. Passport application

(1) After completing the review process and after considering the recommendation of its staff, the principal regulator will determine whether to grant or deny the exemption a filer sought in a passport application.

(2) If the principal regulator is not prepared to grant the exemption a filer sought in its passport application based on the information before it, it will notify the filer accordingly.

(3) If a filer receives a notice under subsection (2) and this process is available in the principal jurisdiction, the filer may request the opportunity to appear before, and make submissions to, the principal regulator.

7.2. Dual application or coordinated review application

(1) After completing the review process and after considering the recommendation of its staff, the principal regulator will determine whether to grant or deny the exemption a filer sought in a dual application or the exemptive relief the filer sought in a coordinated review application and immediately circulate its decision to the non-principal regulators with whom the filer filed the application.

(2) Each non-principal regulator with whom the filer filed the dual application or coordinated review application will have five business days from receipt of the principal regulator's decision to confirm whether it has made the same decision and is opting in or is opting out of the dual review or coordinated review.

(3) If the non-principal regulator is silent, the principal regulator will consider that the non-principal regulator has opted out.

(4) If the filer shows that it is necessary and reasonable in the circumstances, the principal regulator may request, but cannot require, the non-principal regulators to abridge the opt-out period. In some circumstances, abridging the opt-out period may not be feasible. For example, in many jurisdictions, only a panel of the regulator that convenes according to a schedule can make some types of decisions.

(5) The principal regulator will not send the filer a decision for a dual application or coordinated review application before the earlier of

(a) the expiry of the opt-out period, or

(b) receipt from a non-principal regulator with whom the filer filed the application of the confirmation referred to in subsection (2).

(6) If the principal regulator is not prepared to grant the exemption a filer sought in its dual application or the exemptive relief the filer sought in its coordinated review application based on the information before it, it will notify the filer and all non-principal regulators with whom the filer filed the application.

(7) If a filer receives a notice under subsection (6) and this process is available in the principal jurisdiction, the filer may request the opportunity to appear before, and make submissions to, the principal regulator. The principal regulator may hold a hearing on its own, or jointly or concurrently with the non-principal regulators with whom the filer filed the application. After the hearing, the principal regulator will send a copy of the decision to the filer and all non-principal regulators with whom the filer filed the application.

(8) A non-principal regulator electing to opt out will notify the filer, the principal regulator and any other non-principal regulator with whom the filer filed the application and give its reasons for opting out. The filer may deal directly with the non-principal regulator to resolve outstanding issues and obtain a decision without having to file a new application or pay any additional related fees. If the filer and non-principal regulator resolve all outstanding issues, the non-principal regulator may opt back into the dual review or coordinated review by notifying the principal regulator and the other non-principal regulators with whom the filer filed the application within the opt-out period referred to in subsection (2).

PART 8 DECISION

8.1. Effect of decision made under passport application —

(1) The decision of the principal regulator under a passport application to grant an exemption from a provision of securities legislation listed below the name of the principal jurisdiction in Appendix D of Regulation 11-102 is the decision of the principal regulator. Under Regulation 11-102, a filer is automatically exempt from the equivalent provision of each notified passport jurisdiction as a result of the principal regulator for the application granting the exemption.

(2) Except in the circumstances described in section 5.3(1) or (2) of this policy statement, the exemption is effective in each notified passport jurisdiction on the date of the principal regulator's decision (even if the regulator in the notified passport jurisdiction is closed on that date). In the circumstances described in section 5.3(1) of this policy statement, the exemption is effective in the relevant non-principal passport jurisdiction on the date the filer gives the notice under section 4.7(1)(c) or 4.8(1)(c) of Regulation 11-102 for that jurisdiction (even if the regulator in that jurisdiction is closed on that date).

8.2. Effect of decision made under dual application

(1) The decision of the principal regulator under a dual application to grant an exemption from a provision of securities legislation listed below the name of the principal jurisdiction in Appendix D of Regulation 11-102 is the decision of the principal regulator. Under Regulation 11-102, a filer is automatically exempt from an equivalent provision of each notified passport jurisdiction as a result of the principal regulator for the application granting the exemption. The decision of the principal regulator under a dual application also evidences the OSC's decision, if the OSC has confirmed that it has made the same decision as the principal regulator.

(2) The principal regulator will not issue the decision until the earlier of

(a) the date that the OSC confirms that it has made the same decision as the principal regulator, or

(b) the date the opt-out period referred to in section 7.2(2) of this policy statement has expired.

8.3. Effect of decision made under coordinated review application

(1) The decision of the principal regulator under a coordinated review application to grant exemptive relief from a provision of securities legislation in the principal jurisdiction

is the decision of the principal regulator and evidences the decision of each non-principal regulator that has confirmed that it has made the same decision as the principal regulator.

- (2) The principal regulator will not issue the decision until the earlier of
- (a) the date that the principal regulator has received confirmation from each non-principal regulator that it has made the same decision as the principal regulator, or
 - (b) the date the opt-out period referred to in section 7.2(2) of this policy statement has expired.

8.4. Listing non-principal jurisdictions

- (1) For convenience, the decision of the principal regulator on a passport application or a dual application will refer to the notified passport jurisdictions, but it is the filer's responsibility to ensure that it gives the required notice for each jurisdiction for which section 4.7(1) of Regulation 11-102 is intended to be relied upon.
- (2) The decision of the principal regulator on a dual application or a coordinated review application will contain wording that makes it clear that the decision evidences and sets out the decision of each non-principal regulator that has made the same decision as the principal regulator.
- (3) For a coordinated review application for which Québec is not the principal jurisdiction, the AMF will issue a local decision concurrently with and in addition to the principal regulator's decision. The AMF decision will contain the same terms and conditions as the principal regulator's decision. No other local regulator will issue a local decision.

8.5. Form of decision

- (1) Except as described in subsection (2), the decision will be in the form set out in:
- (a) Annex A, for a passport application,
 - (b) Annex B, for a dual application,
 - (c) Annex C, for a coordinated review application, or
 - (d) Annex D, for a hybrid application.
- (2) A principal regulator may issue a less formal decision where it is appropriate.
- (3) If the decision is to deny the exemptive relief, the decision will set out reasons.

8.6. Issuance of decision —

The principal regulator will send the decision to the filer and to all non-principal regulators.

PART 9 EFFECTIVE DATE AND TRANSITION

9.1. Effective date

This policy statement comes into effect on March 17, 2008.

9.2. Exemptive relief applications filed before March 17, 2008

The process set out in *Notice 12-201 relating to the Mutual Reliance Review System for Exemptive Relief Applications* ([MRRS](#)) will continue to apply to an exemptive

relief application and any related pre-filing filed in multiple jurisdictions before March 17, 2008.

9.3. Availability of passport for exemptions applied for before March 17, 2008

(1) Section 4.8(1) of Regulation 11-102 provides that an exemption from the equivalent provision is automatically available in the local jurisdiction if

(a) an application was made in a specified jurisdiction before March 17, 2008 for an exemption from a provision of securities legislation that is now listed in Appendix D of Regulation 11-102,

(b) the regulator in the specified jurisdiction granted the exemption before, on or after March 17, 2008, and

(c) certain other conditions are met, including giving the required notice for the additional non-principal passport jurisdiction; refer to section 5.3 of this policy statement for information on where to give the required notice and what information the notice should contain.

(2) A specified jurisdiction for purposes of section 4.8 of Regulation 11-102 is a principal jurisdiction under *Regulation 11-101 respecting Principal Regulator System*. Therefore, section 4.8(1) applies to an exemption from a CD requirement, as defined in *Regulation 11-101 respecting Principal Regulator System*, which the principal regulator under that Regulation granted to a reporting issuer before March 17, 2008 if the exemption relates to a CD requirement that is now listed in Appendix D of Regulation 11-102. In this case, however, section 4.8(3) exempts a reporting issuer from having to give the notice required in section 4.8(1)(c). Refer to section 4.5 of the Policy Statement 11-102 for guidance on the effect of section 4.8 of Regulation 11-102.

(3) For greater certainty, a filer may not rely on section 4.8 of Regulation 11-102 to obtain an automatic exemption from a provision of Ontario's securities legislation listed in Appendix D of Regulation 11-102. A filer may rely on section 4.8 of Regulation 11-102 only in a passport jurisdiction.

9.4. Revocation or variation of MRRS decisions made before March 17, 2008

(1) A filer that wants the regulators to revoke an MRRS decision made before March 17, 2008 should make a coordinated review application.

(2) A filer that wants the regulators to vary an MRRS decision made before March 17, 2008 should make a coordinated review application. However, in the case of an MRRS decision that gave exemptive relief from a provision set out in Appendix D of Regulation 11-102, the filer should instead request new relief by making a passport application or dual application and referencing the MRRS decision in the new application and the proposed decision document.

(3) If a filer makes a passport application or a dual application under subsection (2), the filer must give the notice required under section 4.7(1)(c) of Regulation 11-102 and meet the other conditions of that section for the principal regulator's decision to have effect automatically in a non-principal passport jurisdiction. A filer may give the notice in the application it files with the principal regulator.

Annex A**Form of decision for passport application**

[Citation:[neutral citation]]

[Date of decision]]

In the Matter of
the Securities Legislation
of [name of principal jurisdiction] (the Jurisdiction)

and

In the Matter of
the Process for Exemptive Relief Applications in Multiple Jurisdictions

and

In the Matter of [name(s) of filer(s) and other relevant parties,
including definitions as required] (the Filer(s))

Decision**Background**

The principal regulator in the Jurisdiction has received an application from the Filer(s) for a decision under the securities legislation of the Jurisdiction of the principal regulator (the Legislation) for [describe the exemption sought (the Exemption Sought) by referring to the relevant requirement(s) or provision(s) listed in the first column of Appendix D to Regulation 11-102.]

Under the Process for Exemptive Relief Applications in Multiple Jurisdictions (for a passport application):

(a) the [name of the principal regulator] is the principal regulator for this application, and

(b) the Filer(s) has(have) provided notice that section 4.7(1) of *Regulation 11-102 respecting Passport System* (Regulation 11-102) is intended to be relied upon in [names of non-principal passport jurisdictions].

Interpretation

Terms defined in *Regulation 14-101 respecting Definitions* and Regulation 11-102 have the same meaning if used in this decision, unless otherwise defined. [Add additional definitions here.]

Representations

This decision is based on the following facts represented by the Filer(s):

[Insert material representations necessary to explain why the principal regulator came to this decision. Include the location of the Filer's head office and, if appropriate, the connecting factor the filer used to identify the principal regulator for the application. State that the filer and any other relevant party is not in default of securities legislation in any jurisdiction or, if the filer or other relevant party is in default, set out the nature of the default.]

Decision

The principal regulator is satisfied that the decision meets the test set out in the Legislation for the principal regulator to make the decision.

The decision of the principal regulator under the Legislation is that the Exemption Sought is granted provided that:

[Insert numbered terms, conditions, restrictions or requirements. These should include references to the relevant requirement(s) or provision(s) listed in the first column of Appendix D to Regulation 11-102.]

[If any exemption has an effective date after the date of the decision, state here.]

_____ (Name of signatory for the principal regulator)

_____ (Title)

_____ (Name of principal regulator)
(justify signature block)

Annex B**Form of decision for a dual application**

[Citation:[neutral citation]]

[Date of decision]]

In the Matter of
the Securities Legislation
of [name of principal jurisdiction] and Ontario (the Jurisdictions)

and

In the Matter of
the Process for Exemptive Relief Applications in Multiple Jurisdictions

and

In the Matter of [name(s) of filer(s) and other relevant parties,
including definitions as required] (the Filer(s))

Decision**Background**

The securities regulatory authority or regulator in each of the Jurisdictions (Decision Maker) has received an application from the Filer(s) for a decision under the securities legislation of the Jurisdictions (the Legislation) for **[describe the exemption sought (the Exemption Sought) by referring to the relevant requirement(s) or provision(s) listed in the first column of Appendix D to Regulation 11-102.]**

Under the Process for Exemptive Relief Applications in Multiple Jurisdictions (for a dual application):

(a) the [name of the principal regulator] is the principal regulator for this application,

(b) the Filer(s) has(have) provided notice that section 4.7(1) of *Regulation 11-102 respecting Passport System* (Regulation 11-102) is intended to be relied upon in [names of non-principal passport jurisdictions], and

(c) the decision is the decision of the principal regulator and evidences the decision of the securities regulatory authority or regulator in Ontario.

Interpretation

Terms defined in *Regulation 14-101 respecting Definitions* and Regulation 11-102 have the same meaning if used in this decision, unless otherwise defined. **[Add additional definitions here.]**

Representations

This decision is based on the following facts represented by the Filer(s):

[Insert material representations necessary to explain why the Decision Makers came to this decision. Include the location of the Filer's head office and, if appropriate, the connecting factor the filer used to identify the principal regulator for the application. State that the filer and any other relevant party is not in default of securities legislation in any jurisdiction or, if the filer or other relevant party is in default, set out the nature of the default.]

Decision

Each of the Decision Makers is satisfied that the decision meets the test set out in the Legislation for the Decision Maker to make the decision.

The decision of the Decision Makers under the Legislation is that the Exemption Sought is granted provided that:

[Insert numbered terms, conditions, restrictions or requirements. These should include references to the relevant requirement(s) or provision(s) listed in the first column of Appendix D to Regulation 11-102.]

[If any exemption has an effective date after the date of the decision, state here.]

_____ (Name of signatory for the principal regulator)

_____ (Title)

_____ (Name of principal regulator)
(justify signature block)

Annex C**Form of decision for coordinated review application**

[Citation:[neutral citation]]

[Date of decision]]

In the Matter of
the Securities Legislation
of [name of jurisdictions participating in decision] (the Jurisdictions)

and

In the Matter of
the Process for Exemptive Relief Applications in Multiple Jurisdictions

and

In the Matter of [name(s) of filer(s) and other relevant parties,
including definitions as required] (the Filer(s))

Decision**Background**

The securities regulatory authority or regulator in each of the Jurisdictions (Decision Maker) has received an application from the Filer(s) for a decision under the securities legislation of the Jurisdictions (the Legislation) for **[describe the exemptive relief sought (the Exemptive Relief Sought) in words (e.g., that the filer is not a reporting issuer). Do not use statutory references. Include defined terms as necessary.]**

Under the Process for Exemptive Relief Applications in Multiple Jurisdictions (for a coordinated review application):

(a) the [name of the principal regulator] is the principal regulator for this application, and

(b) the decision is the decision of the principal regulator and evidences the decision of each other Decision Maker.

Interpretation

Terms defined in *Regulation 14-101 respecting Definitions* have the same meaning if used in this decision, unless otherwise defined. **[Add additional definitions here.]**

Representations

This decision is based on the following facts represented by the Filer(s):

[Insert material representations necessary to explain why the Decision Makers came to this decision. Include the location of the Filer's head office and, if appropriate, the connecting factor the filer used to identify the principal regulator for the application. State that the filer and any other relevant party is not in default of securities legislation in any jurisdiction or, if the filer or other relevant party is in default, set out the nature of the default. Do not use statutory references.]

Decision

Each of the Decision Makers is satisfied that the decision meets the test set out in the Legislation for the Decision Maker to make the decision.

The decision of the Decision Makers under the Legislation is that the Exemptive Relief Sought is granted provided that:

[Insert numbered terms, conditions, restrictions or requirements. These should be generic and without statutory references to the Legislation of the Jurisdictions.]

[If any exemptive relief has an effective date after the date of the decision, state here.]

_____ (Name of signatory for the principal regulator)

_____ (Title)

_____ (Name of principal regulator)

(justify signature block)

Annex D**Form of decision for hybrid application**

[Citation:[neutral citation]]

[Date of decision]]

In the Matter of
the Securities Legislation
of [name of principal jurisdiction (for a passport application), or of principal
jurisdiction and Ontario (for a dual application), and name of each jurisdiction
participating in coordinated review application decision]

and

In the Matter of
the Process for Exemptive Relief Applications in Multiple Jurisdictions

and

In the Matter of [name(s) of filer(s) and other relevant parties,
including definitions as required,] (the Filer(s))

Decision**Background****[If you are making a passport application, insert:]**

The securities regulatory authority or regulator in _____ has received an application from the Filer(s) for a decision under the securities legislation of the jurisdiction of the principal regulator (the Legislation) for **[describe the exemption sought (the Passport Exemption) by referring to the relevant requirement(s) or provision(s) listed in the first column of Appendix D to Regulation 11-102.]**

OR**[If you are making a dual application, insert:]**

The securities regulatory authority or regulator in _____ and Ontario (Dual Exemption Decision Makers) have received an application from the Filer(s) for a decision under the securities legislation of those jurisdictions (the Legislation) for **[describe the exemption sought (the Dual Exemption) by referring to the relevant requirement(s) or provision(s) listed in the first column of Appendix D to Regulation 11-102.]**

AND**[For your coordinated review application, insert:]**

The securities regulatory authority or regulator in each of _____ (the Jurisdictions) (Coordinated Exemptive Relief Decision Makers) has received an application from the Filer(s) for a decision under the securities legislation of the Jurisdictions (the Legislation) for **[describe the exemptive relief sought (the Coordinated Exemptive Relief) in words (e.g., that the filer is not a reporting issuer). Do not use statutory references. Include defined terms as necessary.]**

Under the Process for Exemptive Relief Applications in Multiple Jurisdictions (for a hybrid application):

(a) the [name of the principal regulator] is the principal regulator for this application,

(b) the Filer(s) has(ve) provided notice that section 4.7(1) of *Regulation 11-102 respecting Passport System* (Regulation 11-102) is intended to be relied upon in **[names of non-principal passport jurisdictions]**,

(c) the decision is the decision of the principal regulator, **[if you are making a dual application, insert: “and the decision evidences the decision of the securities regulatory authority or regulator in Ontario,”]** and

(d) the decision evidences the decision of each Coordinated Exemptive Relief Decision Maker.

Interpretation

Terms defined in Regulation 11-102 and *Regulation 14-101 respecting Definitions* have the same meaning if used in this decision, unless otherwise defined. **[Add additional definitions here.]**

Representations

This decision is based on the following facts represented by the Filer(s):

[Insert material representations necessary to explain why the Decision Makers came to this decision. Include the location of the Filer’s head office and, if appropriate, the connecting factor the filer used to identify the principal regulator for the application. State that the filer and any other relevant party is not in default of securities legislation in any jurisdiction or, if the filer or other relevant party is in default, set out the nature of the default. Do not use statutory references.]

Decision

Each of the principal regulator **[if you are making a dual application, insert: “, the securities regulatory authority or regulator in Ontario,”]** and the Coordinated Exemptive Relief Decision Makers is satisfied that the decision meets the test set out in the Legislation for the relevant regulator or securities regulatory authority to make the decision.

[If you are making a passport application, insert:]

The decision of the principal regulator under the Legislation is that the Passport Exemption is granted provided that:

[Insert numbered terms, conditions, restrictions or requirements. These should include references to the relevant requirement(s) or provision(s) listed in the first column of Appendix D to Regulation 11-102.]

OR

[If you are making a dual application, insert:]

The decision of the Dual Exemption Decision Makers under the Legislation is that the Dual Exemption is granted provided that:

[Insert numbered terms, conditions, restrictions or requirements. These should include references to the relevant requirement(s) or provision(s) listed in the first column of Appendix D to Regulation 11-102.]

AND

[For your coordinated application, insert:]

The decision of the Coordinated Review Decision Makers under the Legislation is that the Coordinated Exemptive Relief is granted provided that:

[Insert numbered terms, conditions, restrictions or requirements. These should be generic and without statutory references to the Legislation of the Jurisdictions.]

[If any exemption or exemptive relief has an effective date after the date of the decision, state here.]

_____ (Name of signatory for the principal regulator)

_____ (Title)

_____ (Name of principal regulator)
(justify signature block)

Document comparison done by DeltaView on 9 juillet, 2008 10:27:14

Input:	
Document 1	file://F:/CVMQ/76Adminis/6_Traduction/R É G L E M E N T A T I O N/Travaux A-F/11-202 11-203/TQP final 25-01-08/AMF/11-203 Instr gén ACVM 14-01-08 Q A.doc
Document 2	file://F:/CVMQ/76Adminis/6_Traduction/R É G L E M E N T A T I O N/Travaux A-F/11-102/Inscript consult juin 2008/AMF/11-203 Modif. Instruction (corr. 11-102) 04-07-08 (Q) %A.doc
Rendering set	Standard

Legend:	
	<u>Insertion</u>
	Deletion
	Moved from
	<u>Moved to</u>
	Style change
	Format change
	Moved deletion
Inserted cell	
Deleted cell	
Moved cell	
Split/Merged cell	
Padding cell	

Statistics:	
	Count
Insertions	33
Deletions	18
Moved from	5
Moved to	5
Style change	0
Format changed	0
Total changes	61

POLICY STATEMENT 11-204 RESPECTING PROCESS FOR REGISTRATION IN MULTIPLE JURISDICTIONS

PART 1 APPLICATION

1.1. Application

This Policy Statement describes procedures for a firm or individual to register in more than one Canadian jurisdiction.

PART 2 DEFINITIONS

2.1. Definitions

In this Policy Statement,

“interface registration” means a registration described in section 3.3 of this Policy Statement;

“IIROC” means the Investment Industry Regulatory Organization of Canada;

“NRD” has the same meaning as in Regulation 31-102;

“NRD submission” has the same meaning as in Regulation 31-102;

“OSC” means the regulator in Ontario;

“passport jurisdiction” means the jurisdiction of a passport regulator;

“passport registration” means a registration described in section 3.2 of this Policy Statement;

“passport regulator” means a regulator that has adopted Regulation 11-102;

“permitted individual” has the same meaning as in Regulation 33-109;

“Regulation 11-102” means *Regulation 11-102 respecting Passport System*;

“Regulation 31-102” means *Regulation 31-102 respecting National Registration Database*;

“regulator” means a securities regulatory authority or regulator; and

“SRO” means self-regulatory organization.

2.2. Further definitions

Terms used in this Policy Statement and that are defined in *Regulation 14-101 respecting Definitions*, Regulation 11-102 or *Policy Statement to Regulation 11-102 respecting Passport System* have the same meanings as in those regulations and policy statement.

2.3. Interpretation

Unless the context indicates otherwise, a reference in this Policy Statement to a ‘regulator’, ‘principal regulator’, or the OSC is a reference to the SRO to whom the regulator, principal regulator, or OSC has delegated, assigned or authorized the performance of all or part of its registration function or to the relevant office of that SRO for the jurisdiction of the regulator or principal regulator.

PART 3 OVERVIEW AND PRINCIPAL REGULATOR

3.1. Overview

This Policy Statement deals with a firm's or individual's registration in multiple jurisdictions in the following circumstances:

(i) The firm or individual is seeking registration or is registered in the firm's or individual's principal jurisdiction (including Ontario) and the firm or individual seeks registration in another jurisdiction (excluding Ontario). This is a "passport registration."

(ii) The firm or individual is seeking registration or is registered in the firm's or individual's principal jurisdiction, the principal regulator is a passport regulator, and the firm or individual seeks registration in Ontario. This is an "interface registration."

3.2. Passport registration

Under Regulation 11-102, if a firm or individual seeks registration or is registered in the firm's or individual's principal jurisdiction (including Ontario) and seeks registration in another jurisdiction (excluding Ontario), the firm or individual makes a submission to register in the other jurisdiction. Only the principal regulator reviews the firm's or individual's submission and the firm or individual's sponsoring firm deals only with the firm's or individual's principal regulator. The principal regulator reviews the firm's or individual's submission to register in the other jurisdiction only to ensure that it is complete. The other regulator does not conduct a review of the firm or individual.

3.3. Interface registration

If a firm or individual seeks registration or is registered in the firm's or individual's principal jurisdiction, the principal regulator is a passport regulator, and the firm or individual seeks registration in Ontario, the firm or individual submits an application to register in Ontario. The principal regulator will review the firm's or individual's application to register in Ontario and the OSC will decide whether to opt in or opt out of the principal regulator's determination. The firm or the individual's sponsoring firm will generally deal only with the firm's or the individual's principal regulator.

3.4. Registration in passport jurisdictions and Ontario

If a firm or individual seeks registration or is registered in the firm's or individual's principal passport jurisdiction, the principal regulator is a passport regulator, and the firm or individual seeks registration in a non-principal passport jurisdiction and in Ontario, the firm or individual should refer to the processes for

- a passport registration, to register in the non-principal passport jurisdiction, and
- an interface registration, to register in Ontario.

3.5. Registration by SRO

In some jurisdictions, the regulator has delegated, assigned or authorized an SRO to perform all or part of its registration function. The SRO continues to perform these functions in the relevant jurisdictions for a passport registration and an interface registration under this Policy Statement. At the date of this Policy Statement, this means that if,

(a) Alberta, British Columbia or Newfoundland and Labrador is the principal jurisdiction of a firm that is a member of IIROC or an individual whose sponsoring firm is a member of IIROC, the firm or the individual's sponsoring firm should deal with the office of IIROC, instead of the regulator, in that jurisdiction,

(b) Ontario or Québec is the principal jurisdiction of an individual whose sponsoring firm is a member of IIROC, the individual's sponsoring firm should deal with the office of IIROC, instead of the regulator, in that jurisdiction in respect of the individual.

3.6. Principal regulator

(1) For purposes of a passport registration and an interface registration under this Policy Statement, the principal regulator of a firm or individual is identified in the same manner as in section 6.1 of Regulation 11-102. This section summarizes section 6.1 of Regulation 11-102 and provides guidance for identifying a firm's or individual's principal regulator. The regulator of any jurisdiction can be a principal regulator for registration under this Policy Statement.

If a firm or individual makes an application for exemptive relief from a requirement in Part 4 of Regulation 31-103 or Part 2 of Regulation 33-109 in connection with an application for registration in the principal jurisdiction, the principal regulator for the application for exemptive relief is identified in the same manner as in section 4.4.1 of Regulation 11-102. If a firm or individual makes any other application for exemptive relief from a registration requirement, the principal regulator is identified in the same manner as in sections 4.1 to 4.4 of Regulation 11-102. If a firm or individual is not seeking the relief, or is seeking more than one item of relief and not all of the items of relief, in its principal jurisdiction, the principal regulator is identified in the same manner as in section 4.5 of Regulation 11-102. A firm or individual should refer to section 3.6 of NP 11-203 for further guidance on how to identify the principal regulator for exemptive relief application purposes.

(2) Subject to subsection (5) of this section and section 3.7 of this Policy Statement, the principal regulator of a firm is the regulator in the jurisdiction where the firm has its head office, unless the firm's head office is outside Canada. A domestic firm identifies its head office in item A *Contact Information* of Form 33-109F6. This information is on NRD for a domestic firm registered on [insert effective date of Part 6 of Regulation 11-102].

(3) For greater certainty, a firm is a domestic firm if it is a legal entity and has a head office in Canada. For example, a US subsidiary of a foreign firm is a domestic firm. A Canadian branch office of a foreign firm is not.

(4) Subject to subsection (7) of this section and section 3.7 of this Policy Statement, the principal regulator of an individual is the regulator in the jurisdiction where the individual has his or her working office, unless the individual's working office is outside Canada. The working office of a domestic individual is the office of the sponsoring firm where the individual does most of his or her business. A domestic individual identifies his or her working office in item 9 *Location of Employment* of Form 33-109F4. This information is on NRD for a domestic individual registered on [insert effective date of Part 6 of Regulation 11-102].

(5) Subject to section 3.7 of this Policy Statement, if the head office of a firm is outside Canada, the principal regulator for the foreign firm is the regulator in the jurisdiction of Canada the firm identified in its most recently filed Form 33-109F5 or Form 33-109F6. These forms require a foreign firm to identify as its principal regulator the regulator in the jurisdiction with which the foreign firm has the most significant connection.

(6) The factors a foreign firm should consider in identifying the principal regulator based on its most significant connection are, in order of influential weight, the jurisdiction in which the firm has or expects to have

- its principal Canadian office, and
- the highest number of clients as of the end of the firm's most recently completed or first financial year.

(7) Subject to section 3.7 of this Policy Statement, if the working office of an individual is outside Canada, the principal regulator of the foreign individual is the principal regulator of the individual's sponsoring firm.

(8) A firm should notify the regulator by providing the information required in item A *Contact Information* of Form 33-109F6 in accordance with Regulation 33-109 if

- in the case of a domestic firm, the firm changes the jurisdiction of its head office,
- in the case of a foreign firm, the firm changes the jurisdiction of its principal Canadian office, or
- the jurisdiction where the firm has the highest number of clients as of the end of its most recently completed financial year changes.

Policy Statement 33-109 provides that the firm may make this submission to a non-principal regulator by giving it only to its principal regulator. The submission should be made in alternate format (i.e., by e-mail, fax or sending the submission to the regulator's address). A firm should refer to Appendix B of Policy Statement 33-109 for guidance on how to make this submission in alternate format.

(9) In the event of a change in a domestic individual's working office, the individual's sponsoring firm should make the NRD Submission for a *Location of Employment Change* for the individual in accordance with Regulation 33-109.

(10) Under Regulation 11-102, a foreign firm registered in a non-principal passport jurisdiction before [insert effective date of Part 6 of Regulation 11-102] must submit on or before [insert date that is 30 days after effective date of Part 6 of Regulation 11-102] the information required in item A *Contact Information* of Form 33-109F6 in accordance with Regulation 33-109 to identify its principal regulator. A foreign firm may make its submission to a non-principal passport regulator by giving it only to its principal regulator. The submission should be made in alternate format. Foreign firms should refer to Appendix B of Policy Statement 33-109 for guidance on how to make this submission in alternate format.

(11) Under Regulation 11-102, the principal regulator for a foreign individual is the same as the principal regulator for the individual's sponsoring firm. For that reason, the sponsoring firm of a foreign individual is not required to make a submission to identify the individual's principal regulator.

3.7. Discretionary change of principal regulator

(1) If a regulator thinks that the principal regulator identified under section 3.6 of this Policy Statement is inappropriate, the regulator will give the firm or individual written notice of the appropriate principal regulator for the firm or individual and the reasons for the change. The regulator specified in the notice will be the firm or individual's principal regulator as of the later of the date the firm or individual receives the notice and the effective date specified in the notice, if any. To streamline the process, the regulators will give the written notice relating to the principal regulator of an individual to the individual's sponsoring firm.

(2) Regulators do not generally expect changing the principal regulator for a domestic firm or domestic individual. Regulators anticipate changing the principal regulator for a foreign firm only in exceptional circumstances. Regulators may change the principal regulator for a foreign individual if the foreign individual is not registered in his or her sponsoring firm's principal jurisdiction or if the individual's principal regulator under this Policy Statement does not correspond to his or her principal regulator as shown on NRD. Regulators will give written notice of a change in principal regulator.

PART 4 GENERAL GUIDANCE FOR FIRMS AND INDIVIDUALS

4.1. Effect of submission

(1) If an individual's sponsoring firm makes an NRD submission for the individual in relation to a passport registration or an interface registration in a non-principal jurisdiction, this has the effect of submitting the individual's entire Form 33-109F4 in the jurisdiction.

(2) Because firms do not file or submit their Form 33-109F6 on NRD, the form requires instead that the firm make a solemn declaration or affirmation that, among other things,

- the information provided on the form is true and contains all facts necessary to prevent the information from being false or misleading in the circumstances, and
- with respect to a submission made in respect of a non-principal jurisdiction, at the date of the submission,
 - the firm has filed or submitted all the information required to be filed or submitted in relation to the firm's registration in its principal jurisdiction,
 - the information is true and contains all facts necessary to prevent the information from being false or misleading in the circumstances.

In addition, the form requires the firm to authorize its principal regulator to give each non-principal regulator access to any information the firm has filed or submitted to the principal regulator under securities legislation of the principal jurisdiction in relation to the firm's registration in that jurisdiction.

Should a regulator discover that a firm made a false declaration or affirmation, the regulator may take appropriate enforcement action against the firm.

4.2. Fees

(1) A firm or an individual's sponsoring firm must submit any required fees for the firm or the individual under applicable securities legislation in the principal jurisdiction and the non-principal passport jurisdiction when making the relevant submission. A submission is not considered complete unless the required fees are submitted under applicable securities legislation in relevant jurisdictions.

(2) A firm may pay the fee related to a submission by sending a cheque to the relevant regulator or submitting payment to each relevant regulator directly on NRD. A sponsoring firm must pay the fee for a domestic individual's submission to each relevant regulator by submitting it on NRD. A sponsoring firm may pay the fee for a foreign individual's submission by sending a cheque to the relevant regulator or submitting payment to each relevant regulator directly on NRD.

4.3. Firm submissions

A firm should make a submission under section 5.2(1) to (3) or section 6.2(1) or (2) of this Policy Statement in alternate format. Firms should refer to Appendix B of Policy Statement 33-109 for guidance on how to make a submission in alternate format.

PART 5 PASSPORT REGISTRATION

5.1. Application

(1) This part applies to a firm or individual seeking registration in any category (other than a firm seeking registration as a restricted dealer) in a non-principal passport jurisdiction. To register in a non-principal jurisdiction, a restricted dealer must apply

directly to the non-principal passport regulator. This part applies to an individual seeking registration in a non-principal passport jurisdiction to act on behalf of a restricted dealer if the restricted dealer is registered as such in that jurisdiction and its principal jurisdiction.

(2) A firm seeking registration as a restricted dealer must complete the entire Form 33-109F6 and submit it, along with all supporting materials, in each jurisdiction where it seeks registration as such.

5.2. Filing of materials

For a firm

(1) Under Regulation 11-102, a firm that seeks registration in a non-principal passport jurisdiction in a category for which it is concurrently seeking registration in its principal jurisdiction (including Ontario) should complete the entire Form 33-109F6 and submit it together with all supporting materials.

(2) If the firm is registered in a category in its principal jurisdiction (including Ontario) and subsequently seeks registration in the same category in the non-principal passport jurisdiction, the firm should complete the items of Form 33-109F6 specified in the General Instructions to the form and submit the form. The relevant items of Form 33-109F6 are:

- A. *Contact information*
- B. *Jurisdictions where firm is seeking registration*
- C. *Categories of registration*
- K. *Collection of personal information*
- L. *Submission to jurisdiction and appointment of agent for service of process*
- M. *Signatures*

(3) If the firm seeks to add a category in the principal jurisdiction (including Ontario) and in a non-principal passport jurisdiction, the firm should complete the items of Form 33-109F6 specified in the General Instructions to the form and submit the form. The relevant items of Form 33-109F6 are

- A *Contact Information* (item 7 ultimate designated person and chief compliance officer)
- B. *Jurisdictions where firm is seeking registration*
- C. *Categories of registration*
- D. *Business structure and history* (item 7 business plan)
- E. *Capital requirements* (attachment for calculation of excess working capital)
- F *Financial Information* (item 3 insurance)
- G *Operations* (attachment for policies and procedures manual and client-related documents)
- K. *Collection or personal information*
- M. *Signatures*

(4) Making a submission under subsections (1) to (3), including submitting any supporting materials required under Form 33-109F6, by giving it to the principal regulator satisfies the firm's obligation under Regulation 11-102 to make the submission to the regulator in the non-principal passport jurisdiction. Making a submission under subsections (2) and (3) satisfies the firm's obligation to submit a completed Form 33-109F6.

For an individual

(5) Under Regulation 11-102, the sponsoring firm of an individual who seeks registration in a non-principal passport jurisdiction in a category for which the individual is registered or is concurrently seeking registration in his or her principal jurisdiction (including Ontario) should submit a completed Form 33-109F4, or in some cases a completed Form 33-109F2, for the individual in accordance with Regulation 33-109.

(6) Regulation 33-109 requires a completed Form 33-109F4 or completed Form 33-109F2 to be submitted on NRD. NRD automatically submits the relevant form to the appropriate regulators. In some circumstances, it is not necessary to complete the entire form. For example, it is not necessary to complete the entire form for an individual to seek registration in the same category in an additional jurisdiction, to add or remove a category of registration, or to register in a category with an additional or a new sponsoring firm. In those circumstances, the relevant NRD submission indicates which items of the form to complete.

(7) Making an NRD submission under subsection (6) satisfies the individual's obligation under Regulation 11-102 to submit a completed Form 33-109F4.

Fees in non-principal jurisdiction

(8) Fees required for a firm or individual to register automatically in a non-principal passport jurisdiction under Regulation 11-102 are annual registration fees. If the principal regulator refuses to register the firm or individual, the regulator in any non-principal passport jurisdiction in respect of which a submission was made will return the fees submitted in relation to the submission.

5.3. Registration

(1) NRD will record a firm's or an individual's category of registration in the principal jurisdiction, any T&C imposed by the principal regulator, and any exemption from Part 4 of Regulation 31-103 or Part 2 of Regulation 33-109 granted by the principal regulator.

(2) Under Regulation 11-102, a firm or individual that is registered in a category in the firm's or individual's principal jurisdiction is automatically registered in a non-principal passport jurisdiction in the same category as in the firm's or the individual's principal jurisdiction if

(a) in the case of a firm,

(i) the firm submitted a completed Form 33-109F6 in accordance with Regulation 33-109, and

(ii) receipt of the submission has been acknowledged; and

(b) in the case of an individual,

(i) the individual's sponsoring firm is registered in the non-principal passport jurisdiction in the same category as in the firm's principal jurisdiction, and

(ii) the individual's sponsoring firm submitted a completed Form 33-109F4, or in some cases a completed Form 33-109F2, in accordance with Regulation 33-109 for the individual.

A firm's submission under section 5.2 of this Policy Statement has been acknowledged in a non-principal passport jurisdiction if NRD shows that a firm is registered in the non-principal passport jurisdiction.

If a firm or individual is registered in the same category in the principal jurisdiction and in the non-principal passport jurisdiction, Regulation 11-102 provides that a T&C imposed on the registration in the principal jurisdiction applies as if it were imposed in the non-principal passport jurisdiction. The T&C applies until the earlier of the date that the regulator that imposed it cancels or revokes it, or the T&C expires.

(3) NRD will record for each non-principal passport jurisdiction in respect of which the firm or individual made the relevant submission

- the firm's or the individual's automatic registration in the same category as in the principal jurisdiction,
- any T&C imposed by the principal regulator that apply automatically to the firm or individual in the non-principal jurisdiction, and
- any exemption from Part 4 of Regulation 31-103 or Part 2 of Regulation 33-109 granted by the principal regulator that applies automatically in the non-principal jurisdiction.

If a firm or individual made the relevant submission to register concurrently in the principal jurisdiction and one or more non-principal passport jurisdictions, NRD will show the same registration date in the principal jurisdiction and the non-principal jurisdiction(s). If a firm or individual is already registered in the principal jurisdiction when the firm or individual makes the relevant submission in respect of a non-principal jurisdiction, NRD will show the date of automatic registration in the non-principal passport jurisdiction (which will be different from the date of registration in the principal jurisdiction).

(4) The principal regulator may grant or have granted a discretionary exemption application from a requirement of Part 4 of Regulation 31-103 or Part 2 of Regulation 33-109 in connection with an application to register in the principal jurisdiction. In that case, the exemption applies automatically in the non-principal passport jurisdiction in which the firm or individual is registered automatically under Regulation 11-102 if certain conditions are met. The conditions are set out section 4.7 of Regulation 11-102. Among other things, section 4.7(1)(c) of Regulation 11-102 requires the applicant to give notice of intention to rely on the exemption in the non-principal jurisdiction.

PART 6 INTERFACE REGISTRATION

6.1. Application

(1) This part applies to a firm or an individual seeking registration in any category (other than a firm seeking registration as a restricted dealer) in Ontario when Ontario is a non-principal jurisdiction. To register in Ontario, a restricted dealer must apply directly to the OSC. This part applies to an individual seeking registration in Ontario to act on behalf of a restricted dealer if the restricted dealer is registered as such in Ontario and its principal jurisdiction.

(2) A firm seeking registration as a restricted dealer in Ontario must complete the entire Form 33-109F6 and submit it, along with all supporting materials, directly to the OSC whether Ontario is the firm's principal jurisdiction or non-principal jurisdiction.

6.2. Filing materials

For a firm

(1) If a firm seeks registration in Ontario in a category for which it is concurrently seeking registration in its principal jurisdiction, the firm should complete the entire Form 33-109F6 and submit it to its principal regulator and the OSC. Supporting materials that are required under Form 33-109F6 may be submitted to the OSC by giving them to the principal regulator.

(2) If a firm is registered in a category in its principal jurisdiction and subsequently seeks registration in the same category in Ontario, the firm should complete the items of Form 33-109F6 specified in the General Instructions to the form and submit the form to the principal regulator and the OSC. The relevant items of Form 33-109F6 are:

- A. *Contact information*
- B. *Jurisdictions where firm is seeking registration*
- C. *Categories of registration*
- K. *Collection of personal information*
- L. *Submission to jurisdiction and appointment of agent for service of process*
- M. *Signatures.*

Supporting materials that are required under Form 33-109F6 may be submitted to the OSC by giving them to the principal regulator.

(3) If a firm seeks to add a category in its principal jurisdiction and in Ontario, the firm must complete the items of Form 33-109F6 specified in the General Instructions to the form and submit the form to its principal regulator and the OSC. The relevant items of Form 33-109F6 are:

- A *Contact Information* (item 7 ultimate designated person and chief compliance officer)
- B. *Jurisdictions where firm is seeking registration*
- C. *Categories of registration*
- D. *Business structure and history* (item 7 business plan)
- E. *Capital requirements* (attachment for calculation of excess working capital)
- F *Financial Information* (item 3 insurance)
- G *Operations* (attachment for policies and procedures manual and client-related documents)
- K. *Collection or personal information*
- M. *Signatures*

Supporting materials that are required under Form 33-109F6 may be submitted to the OSC by giving them to the principal regulator.

For an individual

(4) Under Regulation 33-109, the sponsoring firm of an individual who seeks registration is required to submit a completed Form 33-109F4, or in some cases a completed Form 33-109F2, for the individual through NRD. NRD automatically submits the relevant form to the appropriate regulators. In some circumstances, it is not necessary to complete the entire form. For example, it is not necessary to complete the entire form for an individual to seek registration in the same category in an additional jurisdiction, to add or remove a category of registration, or to register in a category with an additional or a new sponsoring firm. In those circumstances, the relevant NRD submission indicates which items of the form to complete.

(5) Making an NRD submission under subsection (4) satisfies the individual's obligation to submit a completed Form 33-109F4.

6.3. Decision-making process

(1) If a firm or individual seeks registration in the principal jurisdiction and in Ontario, the firm or the individual's sponsoring firm will generally deal only with the principal regulator.

(2) The principal regulator will submit to the OSC (or the Ontario office of IIROC, for an individual seeking registration as a representative of an investment dealer) an interface document containing its proposed determination. The OSC will advise the principal regulator whether it opts in to, or opts out of, the principal regulator's proposed determination generally within one business day from receiving the interface document. The Ontario office of IIROC will generally do this within [*] business days from receiving the interface document.

(3) The OSC may impose a local T&C on a firm's or an individual's registration without opting out.

(4) If the OSC opts out, it will give the principal regulator written reasons for its decision and the principal regulator will forward the reasons to the firm or the individual's sponsoring firm and use its best efforts to resolve the opt-out issues with the firm or the sponsoring firm of the individual and the OSC.

(5) If the principal regulator is able to resolve the OSC's opt-out issues with the firm or the individual's sponsoring firm before NRD shows the firm or individual as being registered in the principal jurisdiction, the OSC may opt back into the interface registration. In that case, the OSC will notify the principal regulator and the firm or the individual's sponsoring firm that it has opted back in. If the principal regulator is unable to resolve the OSC's opt-out issues, the firm or individual's sponsoring firm should deal with the OSC directly to resolve them.

6.4. Decision

(1) NRD will record a firm or individual's category of registration in the principal jurisdiction, any T&C that applies in the principal jurisdiction, and any exemption from Part 4 of Regulation 31-103 or Part 2 of Regulation 33-109 granted by the principal regulator. If the OSC opts in, NRD will also record that the firm or individual is registered in the same category in Ontario and that the OSC has adopted the same T&C and granted the same exemption from Part 4 of Regulation 31-103 or Part 2 of Regulation 33-109 as the principal regulator.

(2) If the OSC imposes a local T&C on a firm's or an individual's registration, NRD will also record any T&C applicable in Ontario only.

6.5. Opportunity to be heard

(1) If the principal regulator of a firm or an individual that seeks registration in the principal jurisdiction and, concurrently, in Ontario is not prepared to grant registration or is prepared to grant registration with a T&C, the principal regulator will

- send the firm or the individual's sponsoring firm a copy of the principal regulator's proposed T&C, if applicable, and
- notify the firm or the individual's sponsoring firm that it has the right to request an opportunity to be heard from the principal regulator.

If the OSC opts in to the determination of the principal regulator to refuse registration or impose a T&C, the principal regulator will forward to the firm or the individual's sponsoring firm the OSC's notification that the firm or individual has the right to request an opportunity to be heard from the OSC.

(2) If a firm or individual exercises the right to request an opportunity to be heard from the principal regulator or from the principal regulator and the OSC, the principal regulator will notify the OSC.

(3) If the firm or the individual's sponsoring firm also requests an opportunity to be heard in Ontario, the principal regulator and the OSC will decide whether to provide an opportunity to be heard separately, jointly or concurrently. After the firm or individual had an opportunity to be heard and the principal regulator makes a decision, the principal regulator will send to the OSC a new interface document setting out its proposed determination, if applicable.

(4) If a firm or individual is registered in the principal jurisdiction and, subsequently, applies to register in Ontario, and the OSC decides to refuse registration or impose a local T&C, the OSC will send the principal regulator for the firm or the individual

- a copy of the T&C, if applicable, and
- the OSC's notification that the firm or individual has the right to request an opportunity to be heard in Ontario.

The principal regulator will forward these documents to the firm or individual's sponsoring firm. Thereafter, the firm or individual will deal directly with the OSC.

REGULATION TO REPEAL REGULATION 31-101 RESPECTING NATIONAL REGISTRATION SYSTEM

Securities Act

(R.S.Q., c.V-1.1, s. 331.1, par. (1), (2), (3), (11), (25), (26), (33) and (34); 2007, c. 15 ; 2008, c. 7 ; 2008 c. 24)

1. Regulation 31-101 respecting National Registration System is repealed.
2. This Regulation comes into force on *(insert the date of coming into force of this Regulation)*.

**REPEAL OF POLICY STATEMENT 31-201 RESPECTING NATIONAL
REGISTRATION SYSTEM**

1. *Policy Statement 31-201 respecting National Registration System* is repealed.

6.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

6.4 Sanctions administratives pécuniaires

L'Autorité des marchés financiers publie dans cette section la liste des sanctions administratives pécuniaires. Les décisions de révision des sanctions administratives pécuniaires imposées aux émetteurs ainsi qu'aux initiés sont publiées à la section 6.4.3, distinctement des sections 6.4.1 et 6.4.2 qui contiennent les décisions initiales imposées suite à un défaut de respecter l'une des dispositions de la section II du chapitre II, ou du chapitre III du titre III de la *Loi sur les valeurs mobilières* (« LVM ») ou encore, les articles 96 à 98 ou 102 de cette même loi. (274.1 LVM / 271.13, 271.14 *Règlement sur les valeurs mobilières* (« RVM »)).

6.4.1 - Émetteurs assujettis

Le tableau publié dans cette section présente les sanctions administratives pécuniaires imposées aux émetteurs assujettis suivant leur défaut de respecter l'une des dispositions de la section II du chapitre II, ou du chapitre III du titre III de la *Loi sur les valeurs mobilières*. (274.1 *Loi sur les valeurs mobilières* et 271.13 et 271.15 *Règlement sur les valeurs mobilières* (« RVM »)).

271.13 RVM.

Tout émetteur assujetti qui contrevient à une disposition du titre III de la Loi, parce qu'il a fait défaut de déposer un document d'information périodique, est tenu au paiement d'une sanction administrative pécuniaire de 100 \$ par document pour chaque jour ouvrable au cours duquel il est en défaut, jusqu'à concurrence d'une somme maximale de 5 000 \$ au cours d'un même exercice financier de l'Autorité.

271.15 RVM.

Une sanction administrative pécuniaire est exigible à compter du moment où l'Autorité en transmet avis.

L'imposition d'une sanction administrative pécuniaire, en application de l'article 271.13 RVM, est sans préjudice quant à tout autre recours dont peut se prévaloir l'Autorité des marchés financiers.

Le tableau produit ci-dessous indique le nom de l'émetteur concerné, la date où a été prise la décision d'imposer une sanction administrative pécuniaire ainsi que le montant imposé.

Émetteur	No référence	Date de décision	Montant imposé
----------	--------------	------------------	----------------

Aucune information

6.4.2 - Initiés

Le tableau publié dans cette section présente les sanctions administratives pécuniaires imposées aux initiés suivant leur défaut de respecter l'une des dispositions des articles 96 à 98 ou 102 de la *Loi sur les valeurs mobilières*. (274.1 Loi sur les valeurs mobilières et 271.14 et 271.15 *Règlement sur les valeurs mobilières* (« RVM »)).

271.14.

Tout initié ou dirigeant réputé initié qui contrevient à une disposition des articles 96 à 98 ou 102 de la Loi, parce qu'il a fait défaut de déclarer son emprise sur des titres ou une modification à cette emprise, est tenu au paiement d'une sanction administrative pécuniaire de 100 \$ par omission de déclarer pour chaque jour au cours duquel il est en défaut, jusqu'à concurrence d'une somme maximale de 5 000 \$.

271.15.

Une sanction administrative pécuniaire est exigible à compter du moment où l'Autorité en transmet avis.

L'imposition d'une sanction administrative pécuniaire, en application de l'article 271.14 RVM, est sans préjudice quant à tout autre recours dont peut se prévaloir l'Autorité des marchés financiers.

Le tableau ci-dessous indique le nom de l'initié concerné, le nom de l'émetteur à l'égard duquel il n'a pas fait la déclaration requise, la date où a été prise la décision d'imposer une sanction administrative pécuniaire ainsi que le montant imposé.

Nom de l'initié	Émetteur	No référence	Date de décision	Montant imposé
BEER, DIETER ERICH	IMMUNOTEC INC.	20080014315-1	2008-07-14	200,00 \$
BOURGAULT, ROGER	EXPLORATION AMSECO LTEE	20080014313-1	2008-07-14	1 000,00 \$
CASHMAN, JOHN P.	TRANSAT A.T. INC.	20080014310-1	2008-07-14	100,00 \$
EVERTON RESOURCES INC.	EXPLORATION NQ INC.	20080014314-1	2008-07-14	5 000,00 \$
FARNESI, PAOLA	PAPIER DOMTAR (CANADA)INC.	20080014311-1	2008-07-14	500,00 \$
GOLDHAR, DAVID	GROUPE OPTIMAL INC.	20080014316-1	2008-07-14	2 100,00 \$
REITER, ANDREW	AKELA PHARMA INC.	20080014309-1	2008-07-14	400,00 \$
SMITH, ALAN GILBERT	ISEE3D INC.	20080014312-1	2008-07-14	300,00 \$

Nom de l'initié	Émetteur	No référence	Date de décision	Montant imposé
YANOFSKY, RICHARD	GROUPE OPTIMAL INC.	20080014317-1	2008-07-14	2 200,00 \$

6.4.3 - Décisions de révision

Les tableaux ci-dessous présentent les informations relatives aux décisions de révision de sanctions administratives pécuniaires.

Il s'agit plus particulièrement des cas où l'Autorité, dans le cadre d'un processus de révision, a décidé de maintenir, de réduire ou encore d'annuler le montant de la sanction administrative pécuniaire précédemment imposée.

6.4.3.1 - Émetteurs assujettis

Le tableau publié dans cette section présente les décisions de révision de sanctions administratives pécuniaires qui concernent les émetteurs assujettis.

Émetteur	No référence	Date de décision	Montant imposé initialement	Montant révisé
----------	--------------	------------------	-----------------------------	----------------

Aucune information

6.4.3.2 - Initiés

Le tableau publié dans cette section présente les décisions de révision de sanctions administratives pécuniaires qui concernent les initiés.

Nom de l'initié	Émetteur	No référence	Date de décision	Montant imposé initialement	Montant révisé
-----------------	----------	--------------	------------------	-----------------------------	----------------

Aucune information

6.5 INTERDICTIONS

Aucune information.

6.6 PLACEMENTS

6.6.1 Visas de prospectus

6.6.1.1 Prospectus provisoires

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé un prospectus provisoire pour lequel un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières agissant à titre d'autorité principale sous le régime du passeport. Ces derniers visas de prospectus provisoires sont réputés octroyés par l'Autorité des marchés financiers en vertu du premier paragraphe de l'article 3.3 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport* :

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Énergie renouvelable Brookfield Inc.	10 juillet 2008	Ontario
Groupe de fonds Sentry Select	11 juillet 2008	Ontario
Fonds équilibré Sentry Select		
Fonds de croissance énergétique canadien Sentry Select		
Fonds de revenu canadien Sentry Select		
Fonds diversifié à rendement global Sentry Select		
Fonds de dividendes Sentry Select		
Fonds à petite capitalisation mondial Sentry Select		
Fonds de valeur mondial Sentry Select		
Fonds de croissance et de revenu Sentry Select		
Fonds du marché monétaire Sentry Select (également des parts de série B)		
Fonds de croissance de métaux précieux Sentry Select		
Fonds de placement immobilier Sentry Select		
Fonds de revenu à petite capitalisation Sentry Select		
Whitemud Resources Inc.	9 juillet 2008	Alberta

¹ Si l'Autorité des marchés financiers agit comme autorité principale, un visa sera réputé octroyé par les autres autorités en valeurs mobilières énumérées sous « Québec ».

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces visas, veuillez consulter le site Internet de SEDAR à l'adresse : www.sedar.com.

6.6.1.2 Prospectus définitifs

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé un prospectus pour lequel un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières agissant à titre d'autorité principale sous le régime du passeport. Ces derniers visas de prospectus sont réputés octroyés par l'Autorité des marchés financiers en vertu du deuxième paragraphe de l'article 3.3 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport* :

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Copernican World Banks Income and Growth Trust	16 juillet 2008	Ontario
Gamme de fonds Quadrus	11 juillet 2008	Ontario
Fonds Folio prudent		
Fonds Folio modéré		
Fonds Folio équilibré		
Fonds Folio accéléré		
Fonds Folio énergétique		
Catégorie Société gestion de l'encaisse Quadrus		
Catégorie Société revenu fixe Quadrus		
Catégorie Société actions canadiennes Quadrus		
Catégorie Société valeur canadienne Sionna Quadrus		
Catégorie Société valeur américaine Eaton Vance Quadrus		
Catégorie Société titres spécialisés nord-américains Quadrus		
Catégorie Société actions américaines et internationales Quadrus		
Catégorie Société titres spécialisés américains et internationaux Quadrus		
Catégorie Société dividendes mondiaux Setanta Quadrus		
Fonds du marché monétaire Quadrus		
Fonds d'obligations de sociétés SGIGWL		
Fonds d'obligations canadiennes Gestion		

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
des capitaux London		
Fonds de titres à revenu fixe Quadrus		
Fonds de revenu fixe Laketon Quadrus		
Fonds de revenu plus Gestion des capitaux London		
Fonds équilibré canadien Mackenzie Maxxum		
Fonds de croissance canadien SGIGWL		
Fonds d'actions canadiennes diversifié Gestion des capitaux London		
Fonds de dividendes canadiens Gestion des capitaux London		
Fonds Focus Canada Mackenzie		
Fonds de dividendes Mackenzie Maxxum		
Fonds de croissance d'actions canadiennes Mackenzie Maxxum		
Fonds de croissance d'actions canadiennes AIM Quadrus		
Fonds de valeur américain Gestion des capitaux London		
Catégorie Mackenzie Universal Américain de croissance		
Fonds croissance maximale États-Unis Mackenzie Universal		
Fonds de sociétés nord-américaines à moyenne capitalisation SGIGWL		
Catégorie Mackenzie Focus Extrême-Orient		
Catégorie Mackenzie Ivy Européen		
Catégorie Mackenzie Universal Marchés émergents		
Fonds de croissance mondiale Mackenzie Universal		
Fonds international d'actions Templeton Quadrus		
Fonds d'actions mondiales Trimark Quadrus		
Fonds immobilier mondial Gestion des capitaux London		
Fonds de ressources canadiennes		

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Mackenzie Universal Fonds de métaux précieux Mackenzie Universal		
International Financial Income and Growth Trust	16 juillet 2008	Ontario
Société en commandite EPCOR Power	10 juillet 2008	Alberta

¹ Si l'Autorité des marchés financiers agit comme autorité principale, un visa sera réputé octroyé par les autres autorités en valeurs mobilières énumérées sous « Québec ».

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces visas, veuillez consulter le site Internet de SEDAR à l'adresse : www.sedar.com.

6.6.1.3 Modifications du prospectus

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé une modification du prospectus pour laquelle un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières agissant à titre d'autorité principale sous le régime du passeport. Ces derniers visas de modifications du prospectus sont réputés octroyés par l'Autorité des marchés financiers en vertu du deuxième paragraphe de l'article 3.3 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport* :

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Investissements Mondias inc.	14 juillet 2008	Québec
Fonds communs Manuvie Catégorie de placement international Mawer Manuvie (auparavant, Catégorie de placement international Manuvie) Fonds de croissance Gestion fiscale Mawer Manuvie (auparavant, Fonds de croissance Gestion fiscale Manuvie)	10 juillet 2008	Ontario

¹ Si l'Autorité des marchés financiers agit comme autorité principale, un visa sera réputé octroyé par les autres autorités en valeurs mobilières énumérées sous « Québec ».

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces visas, veuillez consulter le site Internet de SEDAR à l'adresse : www.sedar.com.

6.6.1.4 Dépôt de suppléments

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers un supplément de prospectus qui complète l'information contenue au prospectus préalable ou simplifié de ces émetteurs pour lequel un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières :

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable ou du prospectus simplifié
AltaGas Income Trust	2 juin 2008	8 août 2007
Banque Canadienne de l'Ouest	20 juin 2008	17 juin 2008
Banque Canadienne Impériale de Commerce	3 juin 2008	19 décembre 2007
Banque Canadienne Impériale de Commerce	3 juin 2008	19 décembre 2007
Banque de Montréal	16 juin 2008	4 janvier 2008
Banque Royale du Canada	3 juin 2008	14 septembre 2007
Brookfield Asset Management Inc.	18 juin 2008	6 novembre 2006
CU Inc.	21 mai 2008	15 mai 2008
CU Inc.	21 mai 2008	15 mai 2008
Financière Sun Life Inc.	20 juin 2008	12 mars 2007
First Capital Realty Corporation	2 juin 2008	2 juin 2008
La Banque Toronto-Dominion	30 mai 2008	11 janvier 2007
Merrill Lynch Canada Finance Company	1er mai 2008	30 juin 2006
ProMetic Sciences de la Vie Inc.	3 juin 2008	3 novembre 2006
ProMetic Sciences de la Vie Inc.	3 juin 2008	3 novembre 2006
Société Financière Manuvie	20 juin 2008	12 mars 2007
Suncor Energie Inc.	15 mai 2008	12 février 2007
Thomson Reuters Corporation (anciennement The Thomson Corporation)	19 juin 2008	16 novembre 2007

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces suppléments, veuillez consulter le site Internet de SEDAR à l'adresse : www.sedar.com.

6.6.2 Dispenses de prospectus

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du Règlement 11-102 sur le régime du passeport ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse www.canlii.org.

Si vous désirez consulter les décisions rendues depuis la publication du dernier numéro du bulletin, vous n'avez qu'à suivre les indications suivantes : rendez-vous à l'adresse Internet www.canlii.org/fr/advancedsearch.htm, inscrivez la date du dernier bulletin et la date du jour à l'étape 3 - Date de décision, vérifiez que toutes les compétences sont sélectionnées à l'étape 4 - Compétences, cocher le choix « aucune » à l'étape 5 - Législation, cocher le choix « aucune » à l'étape 6 - Cours, cocher le choix « valeurs mobilières » à l'étape 7 - Tribunaux administratifs et lancer la recherche en cliquant le bouton « chercher ».

6.6.3 Déclarations de placement avec dispense

Le personnel de l'Autorité tient à rappeler qu'il est de la responsabilité des émetteurs de s'assurer qu'ils bénéficient de la dispense statutaire prévue aux articles 43 ou 51 de la Loi, tels qu'ils se lisaient avant le 14 septembre 2005, ou des dispenses prévues au *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription* («Règlement 45-106»).

Le personnel rappelle également qu'il est de la responsabilité des émetteurs de s'assurer du respect des délais impartis pour déclarer les placements de même que de fournir une information exacte. Toute contravention aux dispositions législatives et réglementaires pertinentes constitue une infraction.

Veillez prendre note que les informations contenues aux avis déposés en vertu de l'ancien article 46 de la Loi et aux déclarations de placement avec dispense déposées conformément au Règlement 45-106 sont publiées ci-dessous tel que fournies par les émetteurs concernés. Il est de la responsabilité des émetteurs de fournir une information adéquate et l'Autorité ne saurait être tenue responsable de quelque lacune ou erreur que ce soit dans ces déclarations.

SECTION RELATIVE AUX SOCIÉTÉS

Nom de l'émetteur	Date(s) du placement	Nombre et type de titre émis	Montant total du placement	Nombre de souscripteur(s)		Dispense(s) invoquée(s) (Règlement 45-106)
				QC	Hors QC	
Corporation Prosys Tech	2008-06-17	8 333 333 actions ordinaires	2 000 000 \$	1		2.14
Cricket Communications, Inc.	2008-06-25	billets de premier rang, à 10 %, échéant en 2015	143 262 000 \$	1	1	2.3
Eastmain Resources Inc.	2008-07-03	11 447 000 actions ordinaires et 572 349 bons de souscriptions d'actions ordinaires	16 025 800 \$	13	22	2.3
Exploration NQ inc.	2008-06-17	1 310 unités	131 000 \$	2		2.3

Nom de l'émetteur	Date(s) du placement	Nombre et type de titre émis	Montant total du placement	Nombre de souscripteur(s) QC / Hors QC		Dispense(s) invoquée(s) (Règlement 45-106)
Extreme Venture Partners Fund I LP	2008-07-04, 2008-07-08 et 2008-07-09	4 500 parts de société en commandite de catégorie A (série 1) et 4 500 bons de souscription d'unités	4 500 000 \$ US	1	30	2.3 / 2.5 / 2.14
General Motors Acceptance Corporation du Canada Limitée	2008-06-30 au 2008-07-04	billets	7 165 519,66 \$	1	22	2.3 / 2.10
Greencore Composites Inc.	2008-06-27	1 action ordinaire et 123,2 unités	750 001 \$	1	1	2.3 / 2.10
Grid Capital Corp.	2008-06-25	4 000 000 d'actions ordinaires et 4 000 000 de bons de souscription d'actions ordinaires	340 000 \$	1	3	2.12
New World Resources N.V.	2008-05-09	110 000 actions ordinaires catégorie A	2 856 700 \$	1	1	2.3
Next Millenium Commercial Corp.	2008-06-20	12 000 000 unités	6 000 000 \$	9	57	2.3 / 2.5
Niocan Inc.	2008-06-20	1 800 000 actions ordinaires	1 080 000 \$		1	2.3
Pétrole Gale Force Inc.	2008-06-27	3 400 000 unités	1 700 000 \$	35	11	2.3 / 2.5
Ressources Dianor Inc.	2008-06-30	3 355 500 actions ordinaires et 3 355 000 bons de souscription d'actions ordinaires	838 875 \$	3	14	2.3

Nom de l'émetteur	Date(s) du placement	Nombre et type de titre émis	Montant total du placement	Nombre de souscripteur(s) QC / Hors QC		Dispense(s) invoquée(s) (Règlement 45-106)
Ressources Dianor Inc.	2008-06-30	1 419 437 actions ordinaires	554 999,87 \$	0	1	2.13
Ressources minières Normabec Ltée	2008-06-13	3 923 144 unités	1 373 100,45 \$	7	17	2.3
Sequa Corporation	2008-06-09	billets premier rang	4 689 700 \$	1		2.3
Supratek Pharma Inc.	2008-06-12 et 2008-06-18	débetures	500 000 \$		1	2.10
Walton AZ Silver Reef 2 Investment Corporation	2008-06-10	148 120 actions ordinaires	1 481 200 \$	2	37	2.3 / 2.9

SECTION RELATIVE AUX FONDS D'INVESTISSEMENT

Nom de l'émetteur	Date(s) du placement	Nombre et type de titre émis	Montant total du placement	Nombre de souscripteur(s) QC / Hors QC		Dispense(s) invoquée(s) (Règlement 45-106)
Fonds de revenu fixe Newport	2008-06-19 au 2008-06-24	13 729,26 parts	1 393 795,34 \$	1	49	2.3
Kensington Private Equity Fund IV, L.P.	2008-06-19	1 500 parts	1 500 000 \$	1		2.3
Lexington Middle Market Investors II, L.P.	2008-06-20	parts	122 500 000 \$ US	1	6	2.3
RPFL - Real Estate Opportunity Limited Partnership	2008-06-30	765 parts	38 250 000 \$ US	15	183	2.3

Pour de plus amples renseignements relativement aux placements énumérés ci-dessus, veuillez consulter les dossiers disponibles à la salle des dossiers de l'Autorité.

6.6.4 Refus

Aucune information.

6.6.5 Divers

Fonds Banque Nationale

Dans l'affaire de la législation en valeurs mobilières
du Québec et de l'Ontario
(les « territoires »)

et

du traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires

et

de Placements Banque Nationale inc. (le « gestionnaire »)

et

des Fonds Banque Nationale et des Fonds Omega énumérés à l'Annexe A
(les « Fonds » et, collectivement avec le gestionnaire, les « déposants »)

Décision

Contexte

L'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable de chaque territoire (le « décideur ») a reçu des déposants une demande en vue d'obtenir une décision en vertu de la législation en valeurs mobilières des territoires (la « législation ») leur accordant :

- a) une approbation concernant le changement de contrôle (selon la définition donnée dans les présentes) conformément au paragraphe 5.5(2) du *Règlement 81-102 sur les organismes de placement collectif* (le « Règlement 81-102 ») (l'« approbation souhaitée »);
- b) une dispense des exigences contenues au paragraphe 5.8(1) du Règlement 81-102 voulant qu'ils doivent fournir un avis de changement de contrôle à tous les porteurs de titres des Fonds (la « dispense souhaitée »).

Dans le cadre du traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires (demandes sous régime double) :

- a) l'Autorité des marchés financiers est l'autorité principale pour la présente demande;
- b) les déposants ont donné avis qu'ils comptent se prévaloir du paragraphe 4.7(1) du *Règlement 11-102 sur le régime de passeport* (le « Règlement 11-102 ») dans les territoires suivants : Colombie-Britannique, Saskatchewan, Manitoba, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse, l'Île-du-Prince-Édouard, Terre-Neuve-et-Labrador, Territoires du Nord-Ouest, Yukon et Nunavut;
- c) la décision est celle de l'autorité principale et fait foi de la décision de l'autorité en valeurs mobilières ou de l'agent responsable de l'Ontario.

Interprétation

Les expressions définies dans le *Règlement 14 101 sur les définitions* et le Règlement 11-102 ont le même sens dans la présente décision, sauf si elles y reçoivent une autre définition.

Déclarations

La décision se fonde sur les déclarations de faits suivantes des déposants :

Généralités

1. Le gestionnaire est une société par actions régie par la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* ayant son siège social à Montréal, au Québec. Il est inscrit dans chaque territoire du Canada à titre de courtier en épargne collective et est membre de l'Association canadienne des courtiers de fonds mutuels (l'« ACCFM »).
2. Le gestionnaire est le gestionnaire des Fonds.
3. Le gestionnaire est la propriété directe de Société de portefeuille et d'acquisition Banque Nationale inc. (« SPABN ») et la propriété exclusive indirecte de la Banque Nationale du Canada (la « BNC »).
4. Services de placement Altamira Inc. (« SPAI ») est une société par actions régie par la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* ayant son siège social à Montréal, au Québec. SPAI est le gestionnaire des organismes de placement collectif appelés les Fonds Altamira et les Portefeuilles Méritage.
5. SPAI est la propriété directe de Société de portefeuille et d'acquisition Natcan inc. et la propriété exclusive indirecte de la BNC.
6. Services Financiers Altamira Limitée (« SFAL ») est une société par actions régie par la *Loi sur les sociétés par actions* (Ontario) ayant son siège social à Toronto, en Ontario. SFAL est inscrite dans chaque territoire du Canada à titre de courtier en épargne collective et est membre de l'ACCFM. Elle agit à titre de placeur principal des Fonds Altamira.
7. SFAL est une filiale en propriété exclusive de SPAI et une filiale en propriété exclusive indirecte de la BNC.
8. Les Fonds sont soit des fiducies de fonds commun de placement régies par les lois de l'Ontario soit des catégories d'actions d'une société de placement à capital variable régie par les lois du Canada. Les titres des Fonds sont placés dans chaque territoire du Canada au moyen d'un prospectus simplifié et d'une notice annuelle datés du 16 mai 2008 qui sont préparés conformément au Règlement 81-101 sur le régime de prospectus des organismes de placement collectif et du Règlement 81-102.
9. Les Fonds sont des émetteurs assujettis aux termes de la législation en valeurs mobilières applicable de chaque territoire du Canada et ne figurent pas sur la liste des émetteurs assujettis en défaut tenue conformément à la législation en valeurs mobilières applicable de ces territoires.

Opération proposée

10. La BNC a passé en revue les activités du gestionnaire, de SPAI et de SFAL et a conclu qu'il y avait lieu de regrouper les activités de SPAI et de SFAL selon le modèle de gestion du gestionnaire.
11. Sous réserve de l'obtention de toutes les approbations réglementaires requises et de l'approbation de l'ACCFM, il est proposé que le gestionnaire, SPAI et SFAL fusionnent le ou vers le 1^{er} novembre 2008 et que l'entité issue de la fusion soit appelée « Placements Banque Nationale inc. » (l'« opération proposée »).

Changement de contrôle

12. Préalablement à l'opération proposée, un certain nombre de mesures seront prises, y compris la vente par SPABN de la totalité des actions ordinaires émises et en circulation du gestionnaire à SPAI en

contrepartie d'actions privilégiées de SPAI. Compte tenu de la vente par SPABN des actions ordinaires à SPAI, le contrôle direct du gestionnaire passera de SPABN à SPAI. Dans le cadre de l'opération proposée, la BNC demeurera en dernier lieu l'actionnaire de contrôle du gestionnaire (le « changement de contrôle »).

13. Le changement de contrôle devrait survenir le ou vers le 1^{er} novembre 2008 et donner lieu à un changement de contrôle direct du gestionnaire aux fins du paragraphe 5.5(2) du Règlement 81-102 étant donné que SPAI deviendra temporairement (avant la fusion du gestionnaire, de SPAI et de SFAL) la nouvelle société mère directe du gestionnaire.
14. Comme il n'y aura aucun changement dans les activités des Fonds ou du gestionnaire après l'opération proposée et que la BNC demeurera en dernier lieu la société mère du gestionnaire, les déposants sont d'avis qu'aucun changement important ne touchera les Fonds et, en conséquence, qu'aucun communiqué de presse décrivant le changement de contrôle ne devrait être publié ou déposé et qu'aucune déclaration de changement important ni aucune modification au prospectus simplifié ou à la notice annuelle des Fonds ne devrait être déposée conformément aux obligations d'information continue des Fonds.
15. De plus, les déposants sont d'avis que le fait de faire parvenir un avis aux porteurs de titres des Fonds concernant le changement de contrôle aurait pour seul effet de créer de la confusion chez les épargnants étant donné que le changement n'a aucune incidence sur ceux-ci.
16. Suivant la clôture de l'opération proposée, tous les membres actuels du comité d'examen indépendant des Fonds (le « CEI ») :
 - a) cesseront automatiquement d'être membres du CEI en application de l'alinéa 3.10(1)c) du *Règlement 81-107 sur le comité d'examen indépendant des fonds d'investissement* (le « Règlement 81-107 »);
 - b) seront subséquemment nommés de nouveau (le même jour) à titre de membres du CEI par le gestionnaire tel qu'il est prévu à l'alinéa 2 de l'article 3.10 du Règlement 81-107 et conformément au paragraphe 3.3(5) du Règlement 81-107.
17. En ce qui concerne l'incidence que pourrait avoir le changement de contrôle sur la gestion et l'administration des Fonds :
 - a) les administrateurs et dirigeants actuels du gestionnaire resteront les mêmes, sous réserve des changements mineurs qui pourraient survenir dans le cours normal des activités;
 - b) rien ne laisse présager un changement parmi les gestionnaires de portefeuille actuels des Fonds;
 - c) rien ne laisse présager un changement parmi les membres actuels du CEI;
 - d) les systèmes, les services administratifs, la comptabilité des Fonds et toutes les autres tâches administratives devraient rester les mêmes que ceux actuellement en place pour les Fonds;
 - e) les frais de gestion et d'exploitation des Fonds ne changeront pas en raison du changement de contrôle.
18. Les dirigeants et administrateurs de SPAI ont l'intégrité et l'expérience requises aux termes du sous-alinéa 5.7(1)a)(v) du Règlement 81-102.

Décision

Les décideurs estiment que la décision respecte les critères prévus par la législation qui leur permettent de prendre la décision.

La décision des décideurs en vertu de la législation est de donner l'approbation souhaitée et d'accorder la dispense souhaitée.

Annexe A

(les « Fonds Banque Nationale »)

Fonds de marché monétaire Banque Nationale
 Fonds de bons du Trésor Plus Banque Nationale
 Fonds de marché monétaire américain Banque Nationale
 Fonds de liquidités corporatives Banque Nationale
 Fonds de gestion de trésorerie Banque Nationale
 Fonds d'hypothèques Banque Nationale
 Fonds d'obligations Banque Nationale
 Fonds de dividendes Banque Nationale
 Fonds d'obligations mondiales Banque Nationale
 Fonds d'obligations à rendement élevé Banque Nationale
 Fonds de revenu mensuel Prudent Banque Nationale
 Fonds de revenu mensuel Conservateur Banque Nationale
 Fonds de revenu mensuel Pondéré Banque Nationale
 Fonds de revenu mensuel Banque Nationale
 Fonds de revenu mensuel Élevé Banque Nationale
 Fonds de revenu mensuel Actions Banque Nationale
 Fonds de retraite équilibré Banque Nationale
 Fonds diversifié Prudent Banque Nationale
 Fonds diversifié Conservateur Banque Nationale
 Fonds diversifié Pondéré Banque Nationale
 Fonds diversifié Équilibré Banque Nationale
 Fonds diversifié Croissance Banque Nationale
 Fonds d'actions canadiennes Banque Nationale
 Fonds d'opportunités canadiennes Banque Nationale
 Fonds indiciel canadien Banque Nationale
 Fonds indiciel canadien Plus Banque Nationale
 Fonds petite capitalisation Banque Nationale
 Fonds d'actions mondiales Banque Nationale
 Fonds indiciel international Banque Nationale
 Fonds indiciel américain Banque Nationale
 Fonds indiciel américain Plus Banque Nationale
 Fonds d'actions européennes Banque Nationale
 Fonds petite capitalisation Europe Banque Nationale
 Fonds Asie-Pacifique Banque Nationale
 Fonds marchés émergents Banque Nationale
 Fonds croissance Québec Banque Nationale
 Fonds ressources naturelles Banque Nationale
 Fonds économie d'avenir Banque Nationale
 Fonds technologies mondiales Banque Nationale
 Catégorie rendement stratégique Banque Nationale
 Fonds Répartition d'actifs canadiens Banque Nationale/Fidelity
 Fonds Frontière Nord^{MD} Banque Nationale/Fidelity
 Fonds Mondial Banque Nationale/Fidelity
 Fonds d'obligations canadiennes Protégé Banque Nationale
 Fonds de retraite équilibré Protégé Banque Nationale
 Fonds de croissance équilibré Protégé Banque Nationale
 Fonds d'actions canadiennes Protégé Banque Nationale
 Fonds mondial Protégé Banque Nationale

(les « Fonds Omega »)

Fonds Omega actions privilégiées
Fonds Omega dividendes élevés
Fonds Omega Consensus actions américaines
Fonds Omega Consensus actions internationales

(s) *Louis Morisset*
Louis Morisset
Surintendant aux marchés des valeurs

Numéro de projet SEDAR: 1279761

Décision n°: 2008-MC-0755

Whitemud Resources Inc.

Vu la demande présentée par Whitemud Resources Inc. (l'« émetteur ») auprès de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») le 4 juillet 2008 (la « demande »);

vu les articles 40.1 et 263 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, L.R.Q., c. V-1.1 (la « Loi »);

vu les pouvoirs délégués conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, L.R.Q., c. A-33.2;

vu la demande visant à obtenir une dispense de l'obligation prévue à l'article 40.1 de la Loi d'établir une version française des documents suivants intégrés par renvoi dans le prospectus simplifié provisoire (le « prospectus ») que l'émetteur entend déposer le ou vers le 9 juillet 2008 (la « dispense temporaire de traduction ») :

1. les états financiers annuels vérifiés comparatifs, ainsi que le rapport de gestion qui les accompagne, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2007;
2. les états financiers intermédiaires non vérifiés comparatifs, ainsi que le rapport de gestion qui les accompagne, pour la période terminée le 31 mars 2008;
3. la circulaire de sollicitation de procurations datée du 5 mai 2008;
4. la notice annuelle modifiée datée du 3 juillet 2008;

(collectivement, les « documents visés »);

vu les déclarations faites par l'émetteur.

En conséquence, l'Autorité accorde la dispense temporaire de traduction à la condition que les documents visés soient traduits en français et soient déposés auprès de l'Autorité au plus tard au moment du dépôt du prospectus dans sa forme définitive.

Fait à Montréal, le 8 juillet 2008.

Patrick Théorêt
Chef du Service du financement des sociétés

Décision n°: 2008-MC-0763

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du Règlement 11-102 sur le régime du passeport ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse www.canlii.org.

Si vous désirez consulter les décisions rendues depuis la publication du dernier numéro du bulletin, vous n'avez qu'à suivre les indications suivantes : rendez-vous à l'adresse Internet www.canlii.org/fr/advancedsearch.htm, inscrivez la date du dernier bulletin et la date du jour à l'étape 3 - Date de décision, vérifiez que toutes les compétences sont sélectionnées à l'étape 4 – Compétences, cocher le choix « aucune » à l'étape 5 – Législation, cocher le choix « aucune » à l'étape 6 – Cours, cocher le choix « valeurs mobilières » à l'étape 7 – Tribunaux administratifs et lancer la recherche en cliquant le bouton « chercher ».

6.7 RÉGIME DE L'AUTORITÉ PRINCIPALE (RÈGLEMENT 11-101)

La section 6.7 du Bulletin ne contient désormais plus d'information vu l'entrée en vigueur du *Règlement 11-102 sur le régime de passeport*.

6.8 OFFRES PUBLIQUES

6.8.1 Avis

Aucune information.

6.8.2 Dispenses

KC Genpar Inc., NYLCAP Select Manager Canada Fund, L.P., NYLCAP Select Manager Canada Feeder Fund, L.P. et Newbury Secondary Fund L.P.

Vu la demande présentée par KC GenPar Inc. (« KGP »), NYLCAP Select Manager Canada Fund, L.P. (« NSMCF »), NYLCAP Select Manager Canada Feeder Fund, L.P. (« NSMCFF » et collectivement avec NSMCF, les « Fonds ») et Newbury Secondary Fund L.P. (« NSF ») (collectivement, les « déposants ») le 30 janvier 2008 (la « demande ») auprès de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») conformément à l'*Avis 12-201 relatif au régime d'examen concerté des demandes de dispense* (l'« Avis »);

vu que la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario agit à titre d'autorité principale pour la demande (l'« autorité principale ») en vertu de l'Avis;

vu les articles 110 et 263 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, L.R.Q., c. V-1.1 (la « Loi »);

vu le *Règlement 62-104 sur les offres publiques d'achat et de rachat* (le « Règlement 62-104 »);

vu l'article 9.2 de l'*Instruction générale 11-203 relative au traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires*;

vu les pouvoirs délégués conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, L.R.Q., c. A-33.2;

vu les termes définis dans le *Règlement 14 101 sur les définitions*;

vu la demande pour une décision en vertu de la Loi selon laquelle les exigences prévues au Règlement 62-104 en matière d'offres publiques d'achat (collectivement, les « dispositions relatives aux offres publiques d'achat ») ne s'appliquent pas aux achats de parts de société en commandite de NSMCF ou de NSMCFF (les « parts ») faits par NSF aux termes de l'option de liquidité proposée (définie ci après) des Fonds (la « dispense demandée »);

vu les déclarations suivantes des déposants :

1. KGP est une société prorogée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions. KGP a des bureaux en Ontario.
2. NSMCF et NSMCFF sont des sociétés en commandite constituées en vertu des lois de l'Ontario.

3. Les Fonds offriront les parts par voie de placement privé à des investisseurs qualifiés du Canada (au sens du *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription*).
4. L'objectif d'investissement des Fonds est d'investir directement ou indirectement comme commanditaire dans NYLCAP Select Manager Cayman Fund, L.P., fonds de capital-investissement étranger (le « Fonds Cayman »). Le Fonds Cayman est un fonds de distribution qui agit comme commanditaire de NYLCAP Select Manager Fund, L.P., société en commandite du Delaware (le « Fonds sous-jacent »). NSMCFF sera un commanditaire de NSMCF, NSMCF sera un commanditaire du Fonds Cayman et le Fonds Cayman sera un commanditaire du Fonds sous-jacent.
5. Les Fonds ne sont pas, et ne prévoient pas devenir, des émetteurs assujettis et il n'existera aucun marché organisé pour les parts. Aux fins de la présente décision, l'expression « marché organisé » s'entend, à l'égard d'une catégorie de titres, d'un marché sur lequel ces titres se négocient et qui diffuse régulièrement le cours dans un journal ou dans un périodique professionnel ou financier payant et à grand tirage.
6. Le placement dans NSMCFF devra être d'au moins 150 000 \$ US, payés intégralement à la clôture. Le placement dans NSMCF devra être d'au moins 250 000 \$ US, payés selon les instructions de KGP agissant à titre de commandité des Fonds.
7. NSF est un fonds d'investissement privé constitué en vertu des lois du Delaware qui acquiert des participations de société en commandite par effet de levier, des fonds de capital risque et des fonds mezzanine, principalement dans le cadre de transactions secondaires. NSF n'a pas pour activité de créer un marché pour des titres.
8. Les commanditaires des Fonds (les « commanditaires »), dont les parts seront des titres qui seraient autrement très peu liquides, profiteront, en guise d'avantage additionnel, d'une option de liquidité aux termes de laquelle NSF s'engagera à acheter des parts des commanditaires à compter du deuxième anniversaire de la clôture initiale du Fonds pertinent pendant une période d'environ dix ans pouvant être prolongée moyennant entente entre NSF et KGP (l'« option de liquidité »).
9. L'existence et les conditions de l'option de liquidité seront divulguées dans la notice d'offre de chacun des Fonds (chacune, une « notice d'offre »).
10. Les principales modalités et conditions de l'option de liquidité sont les suivantes :
 - a) Les commanditaires qui souhaitent se prévaloir de l'option de liquidité devront choisir cette option en cochant la case appropriée de leur contrat de souscription et en payant la prime de l'option de liquidité (définie ci après).

Prime de l'option de liquidité :

- b) En contrepartie de l'option de liquidité, chaque commanditaire participant sera tenu de payer au Fonds pertinent, qui à son tour la versera à NSF, une prime annuelle (la « prime de l'option de liquidité ») relativement à ce commanditaire, correspondant (x) au montant de l'engagement du commanditaire, sous réserve d'une réduction de la quote part de l'engagement devant être appliquée au calcul de la manière décrite ci dessous, multiplié par (y) 0,10 %. La prime de l'option de liquidité annuelle totale payable par les Fonds à NSF correspondra au total des primes de l'option de liquidité annuelles payables par l'ensemble des commanditaires participants. Une fois que le commanditaire participant aura vendu ses parts à NSF ou s'il manque à son obligation de payer la prime de l'option de liquidité, son investissement ne sera plus inclus dans le calcul du total de la prime de l'option de liquidité annuelle payable par les Fonds. L'obligation d'un commanditaire participant de payer la prime de l'option de liquidité s'ajoute à l'obligation du commanditaire de payer le montant total de son investissement (soit, initialement, 1 000 \$ US la part).

- c) La prime de l'option de liquidité sera payable à compter de la clôture initiale des Fonds, et elle sera calculée et payable à cette date et à chaque anniversaire annuel suivant.
- d) Le commanditaire qui choisit de ne pas se prévaloir de l'option de liquidité à la clôture n'aura pas l'occasion de le faire par la suite sans le consentement de NSF et de KGP.
- e) La prime de l'option de liquidité sera réduite de la manière suivante : (i) au cinquième anniversaire de la clôture finale du Fonds pertinent (la « clôture finale »), la prime de l'option de liquidité sera réduite d'un montant égal à 10 % de l'engagement du commanditaire participant; (ii) à chaque anniversaire par la suite et jusqu'au onzième anniversaire, inclusivement, de la clôture finale, la prime de l'option de liquidité sera encore réduite d'un montant égal à 10 % de cet engagement.
- f) Un commanditaire participant qui fait défaut de payer la prime de l'option de liquidité au moment opportun perdra automatiquement son droit de vendre ses parts à NSF aux termes de l'option de liquidité et renoncera à tous les montants qu'il aura payés à l'égard de la prime de l'option de liquidité.

Durée :

- g) Un commanditaire participant pourra exiger que NSF achète ses parts à tout moment à compter de la première des dates suivantes: (i) le deuxième anniversaire de la clôture finale; (ii) la date à laquelle le prix d'achat est supérieur à zéro. L'obligation de NSF d'effectuer pareils achats cessera au douzième anniversaire de la date de clôture finale ou le 1er janvier 2020, selon la première de ces dates.

Prix d'achat :

- h) À la demande d'un commanditaire qui choisit dans ses documents de souscription au Fonds de se prévaloir de l'option de liquidité, NSF fournira une offre écrite visant l'achat des parts de ce commanditaire à un prix en dollars américains égal à 90 % de l'exposition du commanditaire, déduction faite du solde de l'engagement. Aux fins de la présente décision, le terme « exposition » s'entend, à l'égard d'une part, de la valeur liquidative (la « valeur liquidative ») de la part, majorée du solde de l'engagement de ce commanditaire. L'expression « solde de l'engagement » s'entend de l'engagement de capitaux initial du commanditaire envers le Fonds, déduction faite des apports de capitaux prélevés par le Fonds pertinent. Au cours des périodes d'un an suivant les huitième, neuvième, dixième et onzième anniversaires de la clôture finale, le prix d'achat sera calculé de la manière décrite ci dessus, mais plutôt que d'utiliser le taux de 90 %, les taux de 85 %, 80 %, 75 % et 70 % seront utilisés respectivement pour chacune de ces périodes. Le prix d'achat payé pour les parts sera rajusté à la hausse dollar-pour-dollar pour tenir compte de tout apport de capitaux effectué par le commanditaire vendeur entre la signature du contrat de vente final et la conclusion de la vente, et sera réduit à la baisse dollar-pour-dollar pour tenir compte des distributions versées par le Fonds pertinent au commanditaire vendeur entre la signature du contrat de vente final et la conclusion de la vente.

Obligation d'acheter :

- i) L'obligation de NSF d'acheter des parts des Fonds sera assortie d'un plafond fixé à un prix d'achat global de 50 millions de dollars américains. Pour diminuer le risque que le montant des parts assujetties à l'option de liquidité excède l'obligation de NSF, les Fonds n'accepteront pas de participation à l'option de liquidité visant un nombre de parts dont la valeur liquidative globale est supérieure à ce montant.
- j) Si des commanditaires souscrivant des parts dont la valeur liquidative globale est supérieure à 50 millions de dollars américains choisissent dans leurs documents de souscription de participer

à l'option de liquidité, un nombre proportionnel des parts de chaque commanditaire ayant fait ce choix sera accepté aux fins de l'option de liquidité à la clôture initiale des Fonds afin que la valeur liquidative globale des parts assujetties à l'option de liquidité corresponde initialement à 50 millions de dollars américains. Si, à la clôture initiale, les commanditaires qui décident de participer à l'option de liquidité détiennent des parts dont la valeur liquidative globale est inférieure à 50 millions de dollars américains et que une ou plusieurs clôtures ultérieures des Fonds ont lieu, les commanditaires qui souscrivent des parts à une clôture ultérieure pourront choisir, dans leurs documents de souscription, de participer à l'option de liquidité, dans la mesure où la valeur liquidative globale des parts assujetties à l'option de liquidité est inférieure à 50 millions de dollars américains et la participation à l'option de liquidité à une clôture ultérieure est répartie proportionnellement entre les commanditaires dont les souscriptions sont acceptées aux clôtures ultérieures. Malgré toute attribution proportionnelle du droit d'exercer l'option de liquidité, NSF sera uniquement tenue d'acheter des parts dont le prix d'achat global s'élève à 50 millions de dollars américains, ce qui pourra affecter le nombre de parts que NSF est tenue d'acheter selon la hausse ou la baisse de la valeur liquidative des parts.

- k) Le Fonds avisera NSF si des commanditaires détenant des parts dont la valeur liquidative globale est supérieure à 50 millions de dollars américains choisissent dans leurs documents de souscription de participer à l'option de liquidité, dans l'espoir que l'option de liquidité soit offerte par NSF au delà d'un prix d'achat global de 50 millions de dollars américains, mais rien ne garantit que ce montant supérieur sera offert.
- l) L'option de liquidité est une obligation qui incombe à NSF. Ni les Fonds, ni KGP, ni toute personne autre que NSF n'ont d'obligation qui découle de l'option de liquidité, et aucune de ces personnes n'assume de responsabilité envers les commanditaires qui choisissent de se prévaloir de l'option de liquidité ni n'a d'obligations envers ceux-ci en cas de défaut de NSF de fournir la liquidité. Ni les Fonds, ni KGP, ni toute autre personne ne font de déclaration ni ne donnent de garantie à l'égard de la solvabilité de NSF et à l'égard de sa capacité de s'acquitter de son obligation de fournir la liquidité aux commanditaires.

Frais :

- m) Le commanditaire sera responsable des frais qu'il aura engagés dans le cadre d'une vente à NSF aux termes de l'option de liquidité.

Échéancier :

- n) La clôture de la vente de parts suite à l'exercice de l'option de liquidité n'aura pas lieu avant la détermination finale de la valeur liquidative, qui pourrait ne se produire que 190 jours après la signature du contrat de vente et d'achat, dont un modèle a été approuvé par KGP et NSF.
11. La participation à l'option de liquidité est volontaire. Le droit de participer à l'option de liquidité sera offert à tous les commanditaires dont les souscriptions sont acceptées à la clôture initiale des Fonds aux mêmes conditions. Puisque l'option de liquidité est limitée à un montant donné, le droit de participer à l'option de liquidité pour les commanditaires dont les souscriptions sont acceptées à des clôtures ultérieures dépendra de la mesure dans laquelle les commanditaires dont les souscriptions ont été acceptées aux clôtures antérieures des Fonds choisissent de participer à l'option de liquidité. Néanmoins, le montant alors disponible de l'option de liquidité sera offert à tous les commanditaires dont les souscriptions sont acceptées à la clôture ultérieure du Fonds aux mêmes conditions.
 12. Lorsqu'il restera 25 % de l'obligation de NSF d'acheter des parts aux termes de l'option de liquidité, KGP avisera chaque commanditaire participant de la valeur liquidative des parts et du montant d'achat restant disponible aux termes de l'option de liquidité.

13. S'il survient plus d'une clôture à l'égard de la vente de parts des Fonds, les commanditaires éventuels seront avisés de la valeur liquidative des parts et du montant d'achat restant disponible aux termes de l'option de liquidité au moment de cette clôture ultérieure.
14. NSF a fait savoir qu'elle a l'intention de conserver les parts acquises jusqu'à la dissolution du Fonds pertinent. Par conséquent, en raison de cet achat, NSF sera tenue, à titre de commanditaire, de verser des apports de capitaux aux Fonds et aura le droit de recevoir des distributions des Fonds à l'égard de ces parts.
15. Bien qu'il n'existe aucun lien direct entre NSF et les Fonds, un membre du groupe du gestionnaire de placements du Fonds Cayman est un investisseur dans NSF. Malgré ce lien, les modalités et conditions de l'option de liquidité reflètent des négociations de bonne foi et sans lien de dépendance.
16. L'exercice de l'option de liquidité par plusieurs commanditaires pourrait entraîner l'acquisition par NSF de 20 % ou plus des parts en circulation d'un Fonds donné et, par conséquent, le fait d'offrir ou de rendre disponible l'option de liquidité constituerait une offre publique d'achat aux fins des dispositions relatives aux offres publiques d'achat.
17. Le Règlement 62-104 prévoit une dispense des dispositions relatives aux offres publiques d'achat en faveur d'un émetteur non assujéti, si les conditions suivantes sont respectées :
 - a) l'émetteur visé n'est pas un émetteur assujéti;
 - b) les titres visés ne se négocient pas sur un marché organisé;
 - c) le nombre de porteurs de titres de la catégorie visée s'élève au plus à cinquante, à l'exclusion des porteurs qui sont au service de l'émetteur visé ou d'un membre du même groupe que lui, et à l'exclusion des porteurs qui étaient au service de l'émetteur visé, ou d'une entité qui était alors membre du même groupe que lui, et qui, pendant cette période, étaient porteurs de titres de l'émetteur visé et le sont demeurés après la fin de leur emploi.

Bien qu'aucun des Fonds ne sera un émetteur assujéti et qu'il n'existera pas de marché organisé pour les parts, puisqu'il n'y a aucune restriction au nombre de commanditaires des Fonds, rien ne garantit qu'un des Fonds aura moins de cinquante porteurs de titres, et, pour cette raison, la dispense des dispositions relatives aux offres publiques d'achat en faveur de l'émetteur non assujéti pourrait ne pas être disponible à l'égard de l'option de liquidité.

En conséquence, l'Autorité accorde la dispense demandée aux conditions suivantes :

1. les principales modalités et conditions de l'option de liquidité doivent être celles décrites ci dessus et elles ne doivent pas être modifiées ni prorogées autrement qu'aux termes des paragraphes 8 et 10(k) ci dessus;
2. les caractéristiques de l'option de liquidité seront entièrement divulguées dans la notice d'offre des Fonds;
3. il n'existe aucun marché organisé pour les parts;
4. aucun des Fonds n'est un émetteur assujéti ni ne le deviendra;
5. chaque commanditaire est un investisseur qualifié au moment de l'achat des parts.

La présente décision prendra effet à la date de la décision émise par l'autorité principale dans le cadre du régime d'examen concerté prévu par l'Avis.

Fait à Montréal, le 7 juillet 2008.

Louis Morisset
Surintendant aux marchés des valeurs

Décision n°: 2008-SMV-0042

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du Règlement 11-102 sur le régime du passeport ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse www.canlii.org.

Si vous désirez consulter les décisions rendues depuis la publication du dernier numéro du bulletin, vous n'avez qu'à suivre les indications suivantes : rendez-vous à l'adresse Internet www.canlii.org/fr/advancedsearch.htm, inscrivez la date du dernier bulletin et la date du jour à l'étape 3 - Date de décision, vérifiez que toutes les compétences sont sélectionnées à l'étape 4 – Compétences, cocher le choix « aucune » à l'étape 5 – Législation, cocher le choix « aucune » à l'étape 6 – Cours, cocher le choix « valeurs mobilières » à l'étape 7 – Tribunaux administratifs et lancer la recherche en cliquant le bouton « chercher ».

6.8.3 Refus

Aucune information.

6.8.4 Divers

Aucune information.

6.9 INFORMATION SUR LES VALEURS EN CIRCULATION

6.9.1 Actions déposées entre les mains d'un tiers

Aucune information.

6.9.2 Dispenses

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du Règlement 11-102 sur le régime du passeport ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse www.canlii.org.

Si vous désirez consulter les décisions rendues depuis la publication du dernier numéro du bulletin, vous n'avez qu'à suivre les indications suivantes : rendez-vous à l'adresse Internet www.canlii.org/fr/advancedsearch.htm, inscrivez la date du dernier bulletin et la date du jour à l'étape 3 - Date de décision, vérifiez que toutes les compétences sont sélectionnées à l'étape 4 - Compétences, cocher le choix « aucune » à l'étape 5 - Législation, cocher le choix « aucune » à l'étape 6 - Cours, cocher le choix « valeurs mobilières » à l'étape 7 - Tribunaux administratifs et lancer la recherche en cliquant le bouton « chercher ».

6.9.3 Refus

Aucune information.

6.9.4 Révocations de l'état d'émetteur assujetti

Groupe Cunningham Lindsey Inc.

Révoque l'état d'émetteur assujetti de Groupe Cunningham Lindsey Inc.

La présente décision prend effet à compter de la date de la décision émise par l'autorité principale, dans le cadre de l'examen coordonné.

Décision n°: 2008-MC-0756

6.9.5 Divers

Aucune information.

6.10 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

6.11 ANNEXES ET AUTRES RENSEIGNEMENTS

ANNEXE 1 DÉPÔTS DE DOCUMENTS D'INFORMATION**RAPPORTS TRIMESTRIELS**

	Date du document
AMI RESOURCES INC.	2008-05-31
ASTRAL MEDIA INC.	2008-05-31
CANADIAN SATELLITE RADIO HOLDINGS INC.	2008-05-31
CANWEST GLOBAL COMMUNICATIONS CORP.	2008-05-31
CENTURY MINING CORPORATION	2008-03-31
CLINE MINING CORPORATION	2008-05-31
CORPORATION NUVOLT INC.	2008-05-31
DEQ SYSTEMES CORP.	2008-05-31
DRAGONWAVE INC.	2008-05-21
ECLAIRAGE DIVCOM INC.	2008-05-31
ESI ENTERTAINMENT SYSTEMS INC.	2008-05-31
FIDUCIE DE PLACEMENT HYPOTHECAIRE FIRM CAPITAL	2008-06-30
FIRAN TECHNOLOGY GROUP CORPORATION	2008-05-31
FONDS DE REVENU COLABOR	2008-06-14
GBO INC.	2008-05-31
GLENDALE INTERNATIONAL CORP.	2008-05-30
GOODFELLOW INC.	2008-05-31
GROUPE DISTINCTION INC.	2008-05-31
GROUPE OPMEDIC INC.	2008-05-31
GROUPE SPORTSCENE INC.	2008-05-25
INDUSTRIES AMISCO LTEE (LES)	2008-05-31
LOCKERBIE & HOLE INC.	2008-05-31
MINES VIRGINIA INC.	2008-05-31
NAV CANADA	2008-05-31
NOVAGOLD RESOURCES INC.	2008-05-31
PLATINUM GROUP METALS LIMITED	2008-05-31
QUINCAILLERIE RICHELIEU LTEE	2008-05-31
RUTTER INC.	2008-05-31
SCORE MEDIA INC.	2008-05-31
SOCIETE CALDWELL INTERNATIONALE INC. (LA)	2008-05-31
THALLION PHARMACEUTIQUES INC.	2008-05-31

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS

	Date du document
ALIMENTATION COUCHE-TARD INC.	2008-04-27
BELL COPPER CORPORATION	2007-12-31
MOSAID TECHNOLOGIES INCORPORATED	2008-04-30

RAPPORTS ANNUELS

	Date du document
ALIMENTATION COUCHE-TARD INC.	2008-04-27
BELL COPPER CORPORATION	2007-12-31
MOSAID TECHNOLOGIES INCORPORATED	2008-04-30

CIRCULAIRES EN VUE DE LA SOLLICITATION DE PROCURATION

Date du document

CIRCULAIRES EN VUE DE LA SOLLICITATION DE PROCURATION

Date du document

ALIMENTATION COUCHE-TARD INC.
 ATIKWA MINERALS CORPORATION
 DECTRON INTERNATIONALE INC.
 EXPLORATION PUMA INC.
 HINTERLAND METALS INC.
 KASTEN CHASE APPLIED RESEARCH LIMITED
 LYRTECH INC.
 MINES DE NICKEL NEARCTIC INC. (LES)
 PASSEPORT METALS INC.
 RESSOURCES APPALACHES INC.
 SYSTEMES MEDICAUX LMS INC.
 WEST TIMMINS MINING INC.
 6550568 CANADA INC.

NOTICE ANNUELLE

Date du document

ALIMENTATION COUCHE-TARD INC.	2008-04-30
MOSAID TECHNOLOGIES INCORPORATED	2008-04-30

Liste des symboles SEDI

RELATIONS AVEC L'ÉMETTEUR ASSUJETTI	
1 :	Émetteur assujetti ayant acquis ses propres titres
2 :	Filiale de l'émetteur assujetti
3 :	Porteur de titres qui détient en propriété véritable ou contrôle plus de % des titres d'un émetteur assujetti (Loi sur les valeurs mobilières du Québec – 10 % d'une catégorie d'actions) comportant le droit de vote ou droit de participer, sans limite, au bénéfice et au partage en cas de liquidation.
4 :	Administrateur d'un émetteur assujetti
5 :	Dirigeant d'un émetteur assujetti
6 :	Administrateur ou dirigeant d'un porteur de titres visé en 3
7 :	Administrateur ou dirigeant d'un initié à l'égard de l'émetteur assujetti ou d'une filiale de l'émetteur assujetti, autre que 4, 5 et 6
8 :	Initié présumé – six mois avant de devenir initié
NATURE DE L'OPÉRATION	
Généralités	
00 :	Solde d'ouverture – Déclaration initiale format SEDI
10 :	Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché
11 :	Acquisition ou aliénation effectuée privément
15 :	Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus
16 :	Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus
22 :	Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, un regroupement ou une acquisition
30 :	Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat
35 :	Dividende en actions
36 :	Conversion ou échange
37 :	Division ou regroupement d'actions
38 :	Rachat – annulation
40 :	Vente à découvert
45 :	Contrepartie d'un bien
46 :	Contrepartie de services
47 :	Acquisition ou aliénation par don
48 :	Acquisition par héritage ou aliénation par legs
Dérivés émis par l'émetteur	
50 :	Attribution d'options
51 :	Levée d'options
52 :	Expiration d'options
53 :	Attribution de bons de souscription
54 :	Exercice de bons de souscription
55 :	Expiration de bons de souscription
56 :	Attribution de droits de souscription
57 :	Exercice de droits de souscription
58 :	Expiration de droits de souscription
59 :	Exercice au comptant
Dérivés émis par un tiers	
70 :	Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers
71 :	Exercice d'un dérivé émis par un tiers
72 :	Autre règlement d'un dérivé émis par un tiers
73 :	Expiration d'un dérivé émis par un tiers
Divers	
90 :	Changements relatifs à la propriété
97 :	Autres
99 :	Correction d'information
NATURE DE L'EMPRISE	
D :	Propriété directe
I :	Propriété indirecte
C :	Contrôle
AUTRES MENTIONS	
O :	Opération originale
M :	Première modification
M' :	Deuxième modification
M'' :	Troisième modification, etc.
R :	Opération déclarée hors délai (en retard).

* : L'astérisque en regard d'un solde de clôture signifie que l'initié ou son agent déposant a aussi indiqué un solde calculé par lui-même lorsque l'opération a été déposée.

AVIS

L'information publiée dans cette annexe est tirée du rapport hebdomadaire produit par le Système électronique de déclaration des initiés (SEDI).

Les initiés ou leurs agents autorisés sont responsables des informations entrées dans le système et, par conséquent, de celles contenues dans le présent rapport. L'information entrée directement dans SEDI prévaut toutefois sur celle présentée cidessous. Certaines informations entrées par les initiés ou leurs agents, qui ne sont pas automatiquement traduites par le système, peuvent être publiées en français ou en anglais. Le personnel de l'Autorité rappelle aux initiés qu'ils doivent, en vertu de la Loi sur les valeurs mobilières, déclarer leur emprise ou une modification à leur emprise sur les titres d'un émetteur assujetti au Québec dans un délai de 10 jours, sauf dans certains cas précis. Ces opérations doivent être rapportées de façon exacte et claire. Pour informations, veuillez communiquer avec l'Autorité des marchés financiers.

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
01 Communiqué Laboratory Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Loo, Gee Gee	4		O	2008-07-09	D	51 - Exercice d'options	50 000	0.1300	160 000
<i>Options</i>									
Loo, Gee Gee	4		O	2008-07-09	D	51 - Exercice d'options	(50 000)	0.1300	210 000
Aberdeen Asia-Pacific Income Investment Company Limited									
<i>Actions ordinaires</i>									
Aberdeen Asia-Pacific Income Investment Company Limited	1	R	O	2008-05-30	D	38 - Rachat ou annulation	2 400	6.6404	6 700
Absolute Software Corporation									
<i>Options</i>									
Haidri, Benjamin J	5		O	2008-07-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	601	8.9200	62 101
ACTIVEnergy Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Activenergy Income Fund	1		O	2008-07-04	D	38 - Rachat ou annulation	700	11.1000	14 811 884
			O	2007-07-07	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	10.9300	
			M	2008-07-07	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	10.9300	14 815 584
			O	2008-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	4 000	10.5400	14 819 584
			O	2008-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	600	10.7500	14 820 184
Advantage Energy Income Fund									
<i>trust units</i>									
Balog, Stephen	4		O	2007-08-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 200	11.4800	1 200
			O	2008-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	580	11.5500	1 780
Roberta Balog	PI		O	2007-08-16	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	11.5900	300
			O	2008-07-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	11.5500	400
			O	2008-07-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	170	11.5500	570
Aeroplan Income Fund									
<i>Droits</i>									
Duchesne, Rupert	4, 5	R	O	2006-06-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	(16 250)	13.0800	
			M	2006-06-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	(20 580)	13.0800	139 420
			O	2008-03-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	(30 252)		
			M	2008-03-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	(30 390)		226 278
Graham, Elizabeth	5		O	2006-05-31	D	57 - Exercice de droits de souscription	(4 810)	13.0800	
			M	2006-05-31	D	57 - Exercice de droits de souscription	(6 350)	13.0800	30 400
			O	2008-03-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	(6 948)		
			M	2008-03-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	(6 980)		39 477
Landry, Craig	5		O	2006-05-26	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 100)	13.0800	
			M	2006-05-26	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 177)	13.0800	10 423
			O	2008-03-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 382)		
			M	2008-03-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 393)		20 838
TRUDEAU, Marc	5		O	2007-05-31	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 665)		
			M	2007-05-31	D	57 - Exercice de droits de souscription	(4 838)		31 902
			O	2008-03-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	(5 294)		
			M	2008-03-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	(5 318)		34 309
<i>Parts</i>									

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
Duchesne, Rupert	4, 5	R	O	2006-06-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	16 250	16250.0000	
			M	2006-06-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	20 580	16250.0000	21 630
			O	2008-03-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	30 252		
			M	2008-03-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	30 390		42 353
Graham, Elizabeth	5		O	2006-05-31	D	57 - Exercice de droits de souscription	4 810	13.0800	
			M	2006-05-31	D	57 - Exercice de droits de souscription	6 350	13.0800	7 150
			O	2008-03-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	6 948		
			M	2008-03-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	6 980		10 230
Landry, Craig	5		O	2006-05-26	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 100	13.0800	
			M	2006-05-26	D	57 - Exercice de droits de souscription	2 177	13.0800	2 177
			O	2008-03-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	2 382		
			M	2008-03-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	2 393		3 559
TRUDEAU, Marc	5		O	2007-05-31	D	57 - Exercice de droits de souscription	2 665	2665.0000	
			M	2007-05-31	D	57 - Exercice de droits de souscription	4 838	2665.0000	8 520
			O	2008-03-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	5 294		
			M	2008-03-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	5 318		11 209
AIC Global Financial Split Corp.									
<i>Class A</i>									
Lowe, Chris	7		O	2008-07-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	8.5100	0
ALAMOS GOLD INC									
<i>Actions ordinaires</i>									
McCluskey, John	4, 5		O	2008-07-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	5.9500	413 900
			O	2008-07-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	6.9400	408 900
<i>Options</i>									
McCluskey, John	4, 5	R	O	2008-05-15	D	50 - Attribution d'options	300 000	6.6200	1 810 000
Porter, James	5		O	2008-07-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			283 000
AltaCanada Energy Corp.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Collins, James William	4		O	2008-07-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	0.2700	13 188 091
Jackson, Donald Leslie	5		O	2008-07-03	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(55 000)	0.2850	35 000
RRSP	PI		O	2008-07-03	I	90 - Changements relatifs à la propriété	55 000	0.2850	708 500
<i>Options</i>									
Jackson, Donald Leslie	5		O	2008-06-03	D	52 - Expiration d'options	(150 000)		495 000
Amalgamated Income Limited Partnership									
<i>Parts de société en commandite</i>									
Amalgamated Income LP	1								
Amalgamated Income Limited Partnership	PI		O	2008-07-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	4.9000	18 400
			O	2008-07-07	I	38 - Rachat ou annulation	(18 400)		0
			O	2008-07-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 300	4.9000	1 300
			O	2008-07-14	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	700	4.7500	2 000
Foscolos, Elias	4								
1108632 Alberta Ltd	PI		O	2008-06-11	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	42	4.5900	3 650
Accretive Financial Corp	PI		O	2008-06-11	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	12 974	4.5900	17 435
Elias Foscolos	PI		O	2008-07-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 500)	4.9000	144 029
			O	2008-07-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 400	4.7900	145 429

Émetteur Titre	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Initié Porteur inscrit			O	2008-07-10	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 300	4.8000	146 729
			O	2008-06-11	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	9 706	4.5900	130 067
Simlie Foscolos	PI		O	2008-06-11	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	10 780	4.5900	84 402
Warkentin, Bruce Patrick	5		O	2008-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 300)	4.8000	10 246*
			O	2008-07-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	4 354	4.5935	14 600*
Amerigo Resources Ltd									
<i>Actions ordinaires</i>									
Gayton, Robert	4								
Penny Gayton Spousal	PI		O	2004-08-15	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-10	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	1.5700	10 000
Anatolia Minerals Development Limited									
<i>Options</i>									
Lister, Richard L.	4		O	2007-03-22	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			150 000
			O	2007-12-17	D	50 - Attribution d'options	50 000		200 000
Maestas, Lisa	5		O	2008-06-23	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			89 000
Aptilon Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Boisjoli, Robert	4		O	2008-07-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			25 000
ARC Energy Trust									
<i>Parts de fiducie</i>									
Groeneveld, Neil Adrian	5		O	2008-07-14	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			2 514
Armtec Infrastructure Income Fund									
<i>Armtec Exchangeable Partnership Class B Units</i>									
Rerup, Hans J.	7								
Durisol Materials Limited	PI		O	2008-06-05	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2008-06-05	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M'	2008-06-05	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			208 855
Aston Hill Financial Inc. (formerly, Overlord Financial Inc.)									
<i>Options</i>									
Hruska, Joanne Angela	7	R	O	2008-05-02	D	50 - Attribution d'options	50 000	0.4400	325 000
ATCO LTD.									
<i>Options 50.66</i>									
Morgan, Brent	7		O	2006-06-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			4 000
			O	2008-07-01	D	50 - Attribution d'options	4 000		4 000
Atrium Innovations Inc.									
<i>Options</i>									
Lemay, Martin	5		O	2008-07-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			50 000
Axia NetMedia Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Jespersen, C. Kent	4								
C. K. Jespersen	PI		O	2008-07-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	22 400	1.9440	150 095
			O	2008-07-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 600	1.9500	152 695
			O	2008-07-10	C	47 - Acquisition ou aliénation par don	(10 000)	2.0600	142 695
BAM Split Corp.									
<i>Actions privilégiées Class AA Series 1</i>									

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
BAM Investments Corp.	3		O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 800	20.3947	21 800
			O	2008-07-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 100	20.6352	23 900
			O	2008-07-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	600	20.9900	24 500
			O	2008-07-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 200	20.9775	25 700
			O	2008-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	20.8900	26 700
			O	2008-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 400	20.9900	28 100
<i>Actions privilégiées Class AA Series 3</i>									
BAM Investments Corp.	3		O	2008-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 200	18.9992	104 500
Banque Royale du Canada									
<i>Actions ordinaires - Share Purchase Plans (RESSOP, DSSP, DSPP etc.)</i>									
McGillivray, Jacqui	5		O	2008-07-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			110
Bell Copper Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Zinn, Werner Glen	4		O	2008-05-12	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(1 099 000)		0
			O	2008-05-12	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	4 597 208		4 597 208
<i>Bons de souscription</i>									
Zinn, Werner Glen	4		O	2008-05-12	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(90 000)		0
			O	2008-05-12	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	45 000	1.1100USD	45 000
			O	2008-05-12	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	15 625	2.4000	60 625
<i>Options</i>									
Zinn, Werner Glen	4		O	2008-05-12	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(1 300 000)		0
			O	2008-05-12	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	250 000	0.5000	250 000
			O	2008-05-12	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	50 000	0.5000	300 000
			O	2008-05-12	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	630 000	0.8320USD	930 000
			O	2008-05-12	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	50 000	0.9000	980 000
BioMS Medical Corp.									
<i>Actions ordinaires Class A</i>									
BioMS Medical Corp.	1		O	2008-07-04	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	3.1100	39 200
			O	2008-07-04	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	3.0700	42 200
			O	2008-07-04	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	3.0500	47 200
			O	2008-07-07	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	3.0800	50 200
			O	2008-07-07	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	3.0700	55 200
			O	2008-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	3.0200	58 200
			O	2008-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	2 700	3.0000	60 900
			O	2008-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	1 800	2.9800	62 700
			O	2008-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	3.1400	64 700
			O	2008-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	300	3.1200	65 000
Giese, Clifford Duncan	4, 5								
Rycor Holdings Ltd.	PI		O	2008-07-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	3.0000	160 800

Émetteur	Relation	Retard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Bioniche Life Sciences Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Desbiens, Pierre-Yves	4		O	2008-07-15	D	46 - Contrepartie de services	23 096	0.7000	44 539
Vanclief, Lyle	4		O	2008-07-09	D	46 - Contrepartie de services	20 715	0.7000	55 718
Biovail Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Biovail Corporation	1		O	2008-06-04	D	38 - Rachat ou annulation	(125 000)	11.7416	
			M	2008-06-04	D	38 - Rachat ou annulation	(125 000)	11.7416USD	0
			O	2008-06-11	D	38 - Rachat ou annulation	(180 000)	11.0829USD	0
			O	2008-06-12	D	38 - Rachat ou annulation	180 000	10.8146USD	180 000
			O	2008-06-12	D	38 - Rachat ou annulation	(180 000)	10.8146USD	0
			O	2008-06-13	D	38 - Rachat ou annulation	180 000	10.5842USD	180 000
			O	2008-06-13	D	38 - Rachat ou annulation	(180 000)	10.5842USD	0
			O	2008-06-16	D	38 - Rachat ou annulation	180 000	10.6939USD	180 000
			O	2008-06-16	D	38 - Rachat ou annulation	(180 000)	10.6939USD	0
			O	2008-06-17	D	38 - Rachat ou annulation	155 000	10.6988USD	155 000
			O	2008-06-17	D	38 - Rachat ou annulation	(155 000)	10.6988USD	0
			O	2008-06-18	D	38 - Rachat ou annulation	180 000	10.6199USD	180 000
			O	2008-06-18	D	38 - Rachat ou annulation	(180 000)	10.6199USD	0
			O	2008-06-19	D	38 - Rachat ou annulation	180 000	10.9494USD	180 000
			O	2008-06-19	D	38 - Rachat ou annulation	(180 000)	10.9494USD	0
			O	2008-06-20	D	38 - Rachat ou annulation	180 000	10.4808USD	180 000
			O	2008-06-20	D	38 - Rachat ou annulation	(180 000)	10.4808USD	0
			O	2008-06-23	D	38 - Rachat ou annulation	180 000	10.6208USD	180 000
			O	2008-06-23	D	38 - Rachat ou annulation	(180 000)	10.6208USD	0
Bombardier Inc.									
<i>Actions à droit de vote subalterne Classe B/ Class B Shares (Subordinate Voting)</i>									
Attendu, Pierre	7		O	2008-06-16	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(12 700)	7.9322	
			M	2008-06-16	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(12 700)	7.9100	5 000
Bachant, Raymond	5		O	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	19 050	7.9100	
			M	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	19 050	7.9100	35 925
Beckmann, Michael Horst	5		O	2008-07-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			653
Betler, Raymond Theodore	7		O	2008-07-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			49 688
Casgrain, Philippe	5		O	2007-01-03	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			763
			O	2008-07-14	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	7 620		8 383
			O	2008-07-14	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(7 620)	7.9322	763
Doppelbauer, Josef	5	R	O	2008-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			20 863
Gartner, Eran	8		O	2008-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			7 561
Lafontaine, Pierre	5		O	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	11 430	7.9100	
			M	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	11 430	7.9100	12 641

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2008-06-16	D	d'actionnariat			
			M	2008-06-16	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(11 430)	7.9322	
			M	2008-06-16	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(11 430)	7.9322	1 211
Lemarchand, François	5		O	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	50 800		
			M	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	50 800	7.9100	59 723
Lindberg, Karl Anders Oscar	8		O	2008-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			18 750
Navarri, André	5		O	2008-06-16	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	127 000	7.9100	300 000
Paré, Jean	5		O	2008-06-10	D	54 - Exercice de bons de souscription	19 050		
			M	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	19 050		
			M'	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	19 050	7.9100	20 322
			O	2008-06-16	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(19 050)	7.9322	
			M	2008-06-16	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(19 050)	7.9322	1 272
Rambaud-Measson, Stéphane	5		O	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	31 750		
			M	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	31 750	7.9100	81 750
RIDOLFI, STEVEN	8		O	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	31 750		
			M	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	31 750		
			M'	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	31 750	7.9100	31 750
Teutenberg, Andrea	4		O	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 810		
			M	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 810	7.9100	3 810
Toelsner, Wolfgang	4		O	2008-06-17	D	51 - Exercice d'options	175 000		
			M	2008-06-17	D	51 - Exercice d'options	105 000	2.5100	
			M'	2008-06-17	D	51 - Exercice d'options	105 000	2.5100	121 840
			O	2008-06-17	D	51 - Exercice d'options	70 500	3.2200	
			M	2008-06-17	D	51 - Exercice d'options	70 000	3.2200	191 840
			O	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	60 000	7.9100	
			M	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	76 200	7.9100	93 040
			O	2008-06-16	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(76 200)	7.9300	16 840
Wennberg, Ake Bjorn	7		O	2005-01-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	25 400	7.9100	25 400
			O	2008-06-16	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(11 392)	7.9322	14 008
<i>Options</i>									

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
<i>Initié</i>									
<i>Porteur inscrit</i>									
Betler, Raymond Theodore	7		O	2008-07-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			243 500
Doppelbauer, Josef	5		O	2008-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			135 750
Gartner, Eran	8		O	2008-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			184 625
Lindberg, Karl Anders Oscar	8		O	2008-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			236 500
Navarri, André	5		O	2008-07-04	D	51 - Exercice d'options	75 000	2.5100	
			M	2008-07-04	D	51 - Exercice d'options	(75 000)	2.5100	1 488 000
			O	2008-07-04	D	51 - Exercice d'options	100 000	3.2200	
			M	2008-07-04	D	51 - Exercice d'options	(100 000)	3.2200	1 388 000
Toelsner, Wolfgang	4		O	2008-06-17	D	51 - Exercice d'options	(105 000)		655 000
			O	2008-06-17	D	51 - Exercice d'options	(70 000)		585 000
<i>Performance Share Units/Unites d'actions liées au rendement</i>									
Alary, Pierre	5		O	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(50 000)		
			M	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(50 000)		
			M'	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(50 000)		
			M''	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(50 000)		110 000
			O	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	45 000		
			M	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	45 000		
			M'	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	45 000		155 000
Antonopoulos, Christos	5		O	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	20 000		
			M	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	30 000		65 000
Attendu, Pierre	7		O	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(10 000)		
			M	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(10 000)		35 000
			O	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	20 000		
			M	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	20 000		55 000
Bachant, Raymond	5		O	2008-06-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	35 000		
			M	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	35 000		105 000
Beaudoin, Pierre	5		O	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(100 000)		
			M	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(100 000)		250 000
Beckmann, Michael Horst	5		O	2008-07-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			19 000
Betler, Raymond Theodore	7		O	2008-07-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			55 000
Bouchard, Eric	5	R	O	2007-06-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 000		
			M	2007-06-05	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	7 500		7 500
			O	2008-06-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 000		

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			M	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	9 000		16 500
Bourdon, Sylvie	5		O	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	25 000		
			M	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	25 000		79 000
BRADEEN, RICHARD	5		O	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(40 000)		
			M	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(40 000)		95 000
Carle, Roger	5		O	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	11 000		
			M	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	11 000		46 000
			O	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(10 000)		
			M	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(10 000)		36 000
Casgrain, Philippe	5		O	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	10 000		
			M	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	10 000		35 620
Desjardins, Daniel	5		O	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(40 000)		
			M	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(40 000)		125 000
Doppelbauer, Josef	5		O	2008-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			32 500
Ferland, Claude	5		O	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	25 000		
			M	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(25 000)		
			M'	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(25 000)		
			M''	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(25 000)		25 000
Gagnon, Hélène Violaine	5		O	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(6 000)		
			M	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(6 000)		15 000
Gartner, Eran	8		O	2008-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			40 000
Lavery, Mairead	5		O	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(10 000)		
			M	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(10 000)		40 000
Lemarchand, François	5		O	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(40 000)		
			M	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(40 000)		
			M'	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(40 000)		125 000
Lindberg, Karl Anders Oscar	8		O	2008-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			57 000

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
Lirette, Sylvain	5		O	2008-06-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 000		
			M	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 000		12 000
Macdonald, John Paul	5		O	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(20 000)		
			M	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(20 000)		50 000
Marcotte, Sylvain	5		O	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(15 000)		
			M	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(15 000)		
			M'	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(15 000)		
			M''	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(15 000)		
			M'''	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(15 000)		35 000
McQuay, Michael James	5		O	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(22 500)		
			M	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(22 500)		
			M'	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(22 500)		60 000
Navarri, André	5		O	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(100 000)		
			M	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(100 000)		250 000
			O	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	125 000		
			M	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	125 000		375 000
Paré, Jean	5		O	2008-06-10	D	54 - Exercice de bons de souscription	(15 000)		
			M	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(15 000)	7.9100	
			M'	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(15 000)	7.9100	35 000
			O	2008-06-10	D	53 - Attribution de bons de souscription	15 000		
			M	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	15 000		50 000
RIDOLFI, STEVEN	8		O	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(25 000)		
			M	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(25 000)		
			M'	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(25 000)		60 000
Rondeau, Isabelle	5		O	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 000		
			M	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 000		14 000
Teutenberg, Andrea	4		O	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(3 000)		

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			M	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(3 000)		50 000
Thibault, François	5		O	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(18 000)		
			M	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(18 000)		55 000
Toelsner, Wolfgang	4		O	2008-06-19	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	35 000		
			M	2008-06-19	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	35 000		
			M'	2008-06-19	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	35 000		155 000
			O	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(60 000)		120 000
Wennberg, Ake Bjorn	7		O	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	25 000		
			M	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	25 000		80 000
			O	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(20 000)		
			M	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(20 000)		60 000
BONAVENTURE ENTERPRISES INC.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Pantages, Basil P.	4		O	2008-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50 000)	0.1600	2 230 689
			O	2008-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50 000)	0.1600	2 180 689
			O	2008-07-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100 000	0.1300	2 280 689
Golden Ram Developments	PI		O	2008-07-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(17 500)	0.1700	283 000
BONAVISTA ENERGY TRUST									
<i>Parts de fiducie</i>									
Humeniuk, Orest	5	R	O	2008-05-17	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 000)	37.2500	
			M	2008-06-17	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 000)	37.2500	54 144
Brompton Advantaged Tracker Fund									
<i>Parts</i>									
Toffolo, Janet	5		O	2008-07-11	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	1 384		1 384
Brompton Equal Weight Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Braaten, Peter A.	4								
RRSP	PI		O	2008-07-04	C	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(1 170)		0
Brompton Top 50 Compound Growth Fund									
<i>Parts</i>									
Toffolo, Janet	5		O	2008-07-11	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(2 000)		0
Brompton Tracker Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Kikuchi, Craig	5								
RRSP	PI		O	2008-07-04	C	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique	(1 700)		0

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
						d'achat, regroupement ou acquisition			
Zeiler, Lorne	5								
John Zeiler	PI		O	2008-07-04	C	22 - Acquisition ou alié- nation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(730)		0
Brompton VIP Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Braaten, Peter A.	4								
RRSP	PI		O	2008-07-04	C	22 - Acquisition ou alié- nation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	1 004		27 832
Caranci, Mark A.	4, 5								
Kim Caranci RRSP	PI		O	2003-05-12	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			600
RRSP	PI		O	2003-05-12	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			5 617
Kikuchi, Craig	5								
Scotia RRSP	PI		O	2008-07-04	C	22 - Acquisition ou alié- nation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	1 132		2 715
Roode, David Edward	5								
RRSP	PI		O	2003-05-12	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-04	C	22 - Acquisition ou alié- nation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	691		691
Zeiler, Lorne	5								
John Zeiler	PI		O	2005-05-12	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-04	C	22 - Acquisition ou alié- nation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	486		486
Lorne Zeiler RRSP	PI		O	2005-05-12	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-11	C	10 - Acquisition ou alié- nation effectuée sur le marché	100	12.6000	100
Business Trust Equal Weight Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Roode, David Edward	5								
RRSP	PI		O	2008-07-04	C	22 - Acquisition ou alié- nation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(1 000)		0
Calian Technologies Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Calian Technology Ltd	1		O	2008-07-07	D	10 - Acquisition ou alié- nation effectuée sur le marché	1 000	11.9700	1 000
			O	2008-07-07	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)		0
			O	2008-07-08	D	10 - Acquisition ou alié- nation effectuée sur le marché	1 000	11.9500	1 000
			O	2008-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)		0
			O	2008-07-09	D	10 - Acquisition ou alié- nation effectuée sur le marché	1 000	11.9700	1 000
			O	2008-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)		0
			O	2008-07-10	D	10 - Acquisition ou alié- nation effectuée sur le marché	1 000	11.9500	1 000
			O	2008-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)		0
			O	2008-07-11	D	10 - Acquisition ou alié- nation effectuée sur le marché	1 000	11.9400	1 000
			O	2008-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)		0
			O	2008-07-14	D	10 - Acquisition ou alié- nation effectuée sur le marché	1 000	11.8800	1 000
			O	2008-07-14	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)		0
			O	2008-07-15	D	10 - Acquisition ou alié- nation effectuée sur le marché	1 000	11.8500	1 000
			O	2008-07-15	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)		0
			O	2008-07-16	D	10 - Acquisition ou alié- nation effectuée sur le marché	1 000	11.7000	1 000
			O	2008-07-16	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)		0

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2008-07-17	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	11.5000	1 000
			O	2008-07-17	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)		0
Calloway Real Estate Investment Trust									
<i>Deferred Units</i>									
Goldhar, Mitchell	3								
CWT Investments Limited	PI		O	2008-07-14	I	46 - Contrepartie de services	274		7 191
<i>Parts de fiducie</i>									
Gobin, Rudy	5		O	2008-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	18.6800	9 000
Canaccord Capital Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Lecky, Patrick	7	R	O	2008-06-16	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	702	8.9770	127 554
Canadian Energy Services L.P.									
<i>Droits Distribution Right</i>									
Archibald, Alan Douglas	4		O	2008-07-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 000	11.3100	35 000
Boyer, Colin D	4		O	2008-07-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 000		35 000
			O	2008-07-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 000		35 000
Hooks, John Michael	4		O	2008-07-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 000	11.3100	35 000
Kitagawa, Kyle	4		O	2008-07-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	12 500	11.3100	42 500
Stewart, Donald Michael Godfrey	4		O	2008-07-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 000	11.3100	35 000
<i>Options</i>									
Archibald, Alan Douglas	4		O	2008-07-10	D	50 - Attribution d'options	10 000	11.3100	35 000
Boyer, Colin D	4		M	2008-07-10	D	50 - Attribution d'options	10 000		35 000
Hooks, John Michael	4		O	2008-07-10	D	50 - Attribution d'options	10 000	11.3100	35 000
Kitagawa, Kyle	4		O	2008-07-10	D	50 - Attribution d'options	12 500	11.3100	42 500
Stewart, Donald Michael Godfrey	4		O	2008-07-10	D	50 - Attribution d'options	10 000	11.3100	35 000
Canadian Hydro Developers, Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Keating, John David	4, 5		O	2008-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	27 900	5.2300	1 810 215*
Canadian Natural Resources Limited									
<i>Actions ordinaires</i>									
Best, Catherine May	4								
Savings Plan	PI		O	2008-07-04	I	46 - Contrepartie de services	500	97.5000	4 614
Stagg, Kendall W.	5		O	2004-10-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	86.7010	5 000
Canadian Royalties Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Durham, Robert Bruce	4		O	2006-06-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	2.2400	
			M	2008-06-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	2.2400	726 636
Canadian Utilities Limited									
<i>Actions sans droit de vote Class A</i>									
Widdoes, Catherine M.	5		O	2008-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			246
Canadian Western Bank									
<i>Actions ordinaires</i>									
Ball, Tracey Colleen	5		O	2008-07-09	D	51 - Exercice d'options	18 070	8.3300	31 687
Fowler, Christopher Hector	5		O	2008-07-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	900	21.6400	2 797
Pollock, Laurence Malcolm	4, 5		O	2008-07-08	D	51 - Exercice d'options	19 795		435 310
Wright, John Charles	5		O	2008-07-07	D	51 - Exercice d'options	9 018	23.4100	118 255

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Options									
Ball, Tracey Colleen	5		O	2008-07-09	D	51 - Exercice d'options	(28 000)		153 000
Pollock, Laurence Malcolm	4, 5		O	2008-07-08	D	51 - Exercice d'options	(30 000)	8.3300	667 812
Wright, John Charles	5		O	2008-07-06	D	51 - Exercice d'options	(14 000)	8.3300	107 000
Canexus Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Work, Lyall Campbell	4								
Diane Work	PI		O	2008-07-11	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	4.1500	5 000
Canfor Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Pattison, James A.	4, 3	R							
Great Pacific Industries Inc.	PI		O	2007-12-21	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500 000	8.5000	16 246 845
Stewart, Robert	5		O	2007-06-22	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2008-06-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	7.8800	1 000
<i>Options</i>									
Stewart, Robert	5		O	2007-06-22	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Cangene Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Desai, Jeremy Bharat	4		O	2008-07-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	4.9700	2 000
Kay, Jack Moses	4		O	2008-07-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	4.9700	247 800
Canuc Resources Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Brissenden, Richard William	4		O	2008-06-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
<i>Options</i>									
Brissenden, Richard William	4		O	2008-06-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2008-06-25	D	50 - Attribution d'options	200 000	0.2500	200 000*
Capital Argex Argent inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Billings, Mark Anthony	4, 5		O	2008-07-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			400 000
Nancy Loane	PI		O	2008-07-08	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			35 000
CHARETTE, GUY	4		O	2008-07-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2008-07-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			400 000
Fauteux, Francois	4		O	2008-07-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			400 000
Haddad, Mazen	4								
Township Capital Inc.	PI		O	2008-07-08	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			400 000
<i>Options</i>									
Billings, Mark Anthony	4, 5		O	2008-07-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			266 980
Bonnell, George Roy MacKay	4, 5								
9170-8248 Quebec Inc.	PI		O	2008-07-08	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			266 980
CHARETTE, GUY	4		O	2008-07-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-08	D	50 - Attribution d'options	266 980		266 980
Fauteux, Francois	4		O	2008-07-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-08	D	50 - Attribution d'options	266 980		266 980
Haddad, Mazen	4		O	2008-07-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-08	D	50 - Attribution d'options	266 980		266 980
Caribbean Utilities Company, Ltd.									
<i>Actions ordinaires Class A Ordinary Shares</i>									

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Cascades inc.									
<i>Options options d'achat d'actions ordinaires</i>									
Hew, J.F. Richard	4, 5		O	2008-07-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	182	11.0900USD	362
J.F. Richard Hew with Sandy Hew	PI		O	2008-07-14	I	56 - Attribution de droits de souscription	9 405	11.0900USD	18 811
Cossette, Claude									
<i>Options</i>									
Marineau, Léon	5		O	2005-07-11	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-16	D	50 - Attribution d'options	3 496	7.8100	3 496
Catalyst Paper Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Third Avenue Management LLC	3								
Separately Managed Accounts	PI		O	2008-07-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(171 200)	1.0945	62 640 379
Celtic Exploration Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
McIntyre, Eldon Angus	4	R	O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	19.7500	940 000
		R	O	2008-07-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	18.9500	945 000
			O	2008-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	17.2000	955 000
			O	2008-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	16.5200	960 000
<i>Stock Options</i>									
Sinclair, Neil Graham	4		O	2008-07-10	D	51 - Exercice d'options	(50 000)	5.9000	37 500
Central Sun Mining Inc.									
<i>Options</i>									
Wagner, Jennifer Laura	5		O	2008-05-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-01	D	50 - Attribution d'options	25 000		25 000
Certicom Corp.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Gupta, Karna	4, 5		O	2007-01-21	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	1.6300	10 000
Chemin de Fer Canadien Pacifique Limitée									
<i>Actions ordinaires</i>									
Murphy, Michael	5		O	2008-07-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
<i>Options</i>									
Murphy, Michael	5		O	2008-07-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Claude Resources Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
McMillan, Neil	4, 5		O	2008-07-16	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	1.0400	262 150
Cline Mining Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
BATES, KENNETH HARRY	4, 5		O	2008-07-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50 000)	1.9000	2 165 000
Mitsui Matsushima International Pty Ltd.	3	R	O	2008-07-04	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	4 400 000	1.4100	13 400 000
<i>Options</i>									
Hendrick, Dale Michael	4		O	2008-07-09	D	50 - Attribution d'options	400 000	2.4400	1 100 000
ClubLink Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
ClubLink Corporation	1		O	2008-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	9.2500	1 000
			O	2008-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	9.2500	0
			O	2008-07-14	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	9.2500	1 000
			O	2008-07-14	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	9.2500	0

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Coast Wholesale Appliances Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Crump, Charles Kenneth	4		O	2008-07-10	D	46 - Contrepartie de services	24	7.1000	5 024
Soda, Anthony L.	4		O	2008-07-11	D	46 - Contrepartie de services	24	7.1000	24
RRSP	PI		O	2008-07-11	I	99 - Correction d'information	(10 000)		0
			O	2008-07-11	I	99 - Correction d'information	10 000		10 000
Compagnie Pétrolière Impériale Ltée									
<i>Actions ordinaires</i>									
Exxon Mobil Corporation	3								
Roytor & Co.	PI		O	2006-07-07	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(206 052)	52.3800	677 022 097
			O	2008-07-08	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(206 052)	51.3500	612 892 555
Imperial Oil Limited	1		O	2008-07-07	D	38 - Rachat ou annulation	90 000	53.1232	90 000
			O	2008-07-07	D	38 - Rachat ou annulation	(90 000)	53.1232	0
			O	2008-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	90 000	50.6808	90 000
			O	2008-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	(90 000)	50.6808	0
Konopczynski, Mark Aleksander	7								
GRS Securities	PI		O	2008-01-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	19	53.6200	5 783
			O	2008-01-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(1)	51.2000	5 782
			O	2008-02-29	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	11	50.1600	5 793
			O	2008-02-29	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(1)	53.7900	5 792
			O	2008-03-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	10	55.0900	5 802
			O	2008-03-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(1)	51.6000	5 801
			O	2008-04-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	20	53.2700	5 821
			O	2008-04-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(1)	56.9000	5 820
			O	2008-05-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	9	58.3700	5 829
			O	2008-05-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(1)	56.6200	5 828
			O	2008-06-19	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	13	58.6500	5 841
			O	2008-06-19	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(1)	58.9600	5 840
Latimer, Brent Avery	7		O	2008-01-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	32	53.6200	11 691
			O	2008-01-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(1)	51.2000	11 690
			O	2008-02-29	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	13	50.1600	11 703
			O	2008-02-29	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(1)	53.7900	11 702

Émetteur Titre	Relation	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
			O	2008-03-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	12	55.0900	11 714
			O	2008-03-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(1)	51.6000	11 713
			O	2008-04-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	32	53.1900	11 745
			O	2008-04-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(1)	56.9000	11 744
			O	2008-05-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	12	58.3700	11 756
			O	2008-05-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(1)	56.6200	11 755
			O	2008-06-19	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	17	58.6500	11 772
			O	2008-06-19	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(1)	58.9600	11 771
Livingston, Brian William	5								
GRS Securities Inc.	PI		O	2008-01-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	20	53.6300	5 897
			O	2008-01-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(1)	51.2000	5 896
			O	2008-02-29	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	11	50.1600	5 907
			O	2008-02-29	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(1)	53.7900	5 906
			O	2008-03-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	10	55.0900	5 916
			O	2008-03-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(1)	51.6000	5 915
			O	2008-04-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	21	53.2800	5 936
			O	2008-04-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(1)	56.9000	5 935
			O	2008-05-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	10	58.3700	5 945
			O	2008-05-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(1)	56.6200	5 944
			O	2008-06-19	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	15	58.6500	5 959
			O	2008-06-19	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(1)	58.9600	5 958
Lui, Eddie Leung Tai	7								
GRS Securities	PI		O	2008-01-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	15	53.6300	4 052
			O	2008-01-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(1)	51.2000	4 051
			O	2008-02-29	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	9	50.1600	4 060
			O	2008-02-29	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(1)	53.7900	4 059
			O	2008-03-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime	8	55.0900	4 067

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
						d'actionnariat			
			O	2008-03-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(1)	51.6000	4 066
			O	2008-04-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	16	53.3300	4 082
			O	2008-04-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(1)	56.9000	4 081
			O	2008-05-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	9	58.3700	4 090
			O	2008-05-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(1)	56.6200	4 089
			O	2008-06-19	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	13	58.6500	4 102
			O	2008-06-19	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(1)	58.9600	4 101
Smith, Paul Anthony	4, 5		O	2008-01-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	24	53.6800	13 316
			O	2008-01-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(1)	51.2000	13 315
			O	2008-02-29	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	25	50.1600	13 340
			O	2008-02-29	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(1)	53.7900	13 339
			O	2008-03-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	23	55.0900	13 362
			O	2008-03-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(1)	51.6000	13 361
			O	2008-04-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	24	53.6300	13 385
			O	2008-04-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(1)	56.9000	13 384
			O	2008-05-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	22	58.3700	13 406
			O	2008-05-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(1)	56.6200	13 405
			O	2008-06-19	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	33	58.6400	13 438
			O	2008-06-19	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(1)	58.9600	13 437
Smith, Simon Massey	7								
GRS Securities Inc.	PI		O	2008-01-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	26	53.6500	3 458
			O	2008-01-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(1)	51.2000	3 457
			O	2008-02-29	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	22	50.1600	3 479
			O	2008-02-29	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(1)	53.7900	3 478
			O	2008-03-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	20	55.0900	3 498
			O	2008-03-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime	(1)	51.6000	3 497

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
						d'actionnariat			
			O	2008-04-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	26	53.4700	3 523
			O	2008-04-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(1)	56.9000	3 522
			O	2008-05-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	20	58.3700	3 542
			O	2008-05-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(1)	56.6200	3 541
			O	2008-06-19	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	30	58.6500	3 571
			O	2008-06-19	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(1)	58.9600	3 570
COMPASS Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
COMPASS Income Fund	1		O	2008-07-07	D	38 - Rachat ou annulation	5 600	12.7900	13 397 821
			O	2008-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	600	12.4500	13 398 421
			O	2008-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	2 700	12.3200	13 401 121
			O	2008-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	12.2800	13 402 521
Compton Petroleum Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Compton Petroleum Corporation	1		O	2008-06-18	D	38 - Rachat ou annulation	(90 300)		2 000
Copernican International Financial Split Corp.									
<i>Class A</i>									
Spitman, John	7		O	2008-07-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 300	2.0700	9 537
Copernican World Banks Split Inc.									
<i>Actions privilégiées</i>									
Spitman, John	7		O	2008-07-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 120	7.1790	1 120
Corporation de Sécurité Garda World									
<i>Actions ordinaires Catégorie "A"</i>									
Dupont, Luc	5		O	2008-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	12.7400	38 233
			O	2008-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	12.6800	38 033
			O	2008-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	12.6700	37 733
			O	2008-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	12.7400	36 733
			O	2008-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(900)	12.7300	35 833
			O	2008-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 200)	12.6700	34 633
			O	2008-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	12.6800	34 433
			O	2008-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	12.6800	
			M	2008-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	12.7100	34 233
			O	2008-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	12.7100	34 133
			O	2008-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	12.7000	33 633
			O	2008-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 600)	12.7000	32 033
			O	2008-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	12.7100	31 933
			O	2008-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	2.7100	31 833
			O	2008-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 800)	12.7000	30 033
<i>Options</i>									
Livingston, Mark Verile	7		O	2008-07-04	D	50 - Attribution d'options	20 000	15.0000	20 000
Corporation Financiere Power									

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
<i>Options</i>									
Orr, Robert Jeffrey	4, 7, 6, 5		O	2008-07-16	D	50 - Attribution d'options	800 000		2 815 000
Corporation Nortel Networks									
<i>Actions ordinaires</i>									
Choi, Seungchul	5		O	2008-07-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			690
St. Jacques, Neal Robert	5		O	2008-06-24	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			400
<i>Investment Fund Units - U.S. Long Term Investment Plan</i>									
Choi, Seungchul	5		O	2008-07-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			30 943
<i>Options Nortel 2005 Stock Incentive Plan</i>									
St. Jacques, Neal Robert	5		O	2008-06-24	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			15 600
<i>Options Nortel Networks Corporation 1986 Stock Option Plan</i>									
St. Jacques, Neal Robert	5		O	2008-06-24	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			16 500
<i>Options Nortel Networks Corporation 2000 Stock Option Plan</i>									
St. Jacques, Neal Robert	5		O	2008-06-24	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			4 800
<i>Performance Stock Units - Nortel 2005 Stock Incentive Plan</i>									
St. Jacques, Neal Robert	5		O	2008-06-24	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			3 050
<i>Restricted Stock Units - Nortel 2005 Stock Incentive Plan</i>									
St. Jacques, Neal Robert	5		O	2008-06-24	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			5 950
Corporation Pharmaceutique Nymox									
<i>Options</i>									
Guy, Roger	4		O	2008-07-16	D	50 - Attribution d'options	10 000	3.6100USD	30 000
Lanham, Randall	4		O	2008-07-16	D	50 - Attribution d'options	10 000	3.6100USD	30 000
McDonald, Paul	4		O	2008-07-16	D	50 - Attribution d'options	10 000	3.6100USD	30 000
Morse, David	4		O	2008-07-16	D	50 - Attribution d'options	10 000	3.6100USD	30 000
Corporation Power Tech inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Cristiano, Nick	5		O	2008-06-19	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-14	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	125 000	0.4000	125 000
<i>Bons de souscription</i>									
Cristiano, Nick	5		O	2008-06-19	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-14	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	125 000	0.5000	125 000
Crescent Point Energy Trust									
<i>Droits Restricted Units</i>									
Balutis, David	7		O	2008-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	(23 946)		148 554
			O	2008-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	23 946		172 500
			O	2008-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	57 500		172 500
Bannister, Peter	7		O	2008-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 163)		7 837
			O	2008-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 163		11 000
Colborne, Paul	7		O	2008-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 978)		9 022
			O	2008-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 978		11 000
Cugnet, Kenney Frank	7		O	2008-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 866)		8 134
			O	2008-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 866		11 000
Gillard, D. Hugh	7		O	2008-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	(4 996)		
			M	2008-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 866)		8 134
			O	2008-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 996		
			M	2008-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 866		11 000

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
LAMONT, KENNETH	5		O	2008-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	(16 297)		63 703
			O	2008-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	16 297		80 000
			O	2008-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	30 000		80 000
MacDonald, Tamara	7		O	2008-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	(14 815)		150 185
			O	2008-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	14 815		165 000
			O	2008-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	55 000		165 000
ROMANZIN, GERALD A.	4		O	2008-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	(4 996)		6 004
			O	2008-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 996		11 000
Saxberg, Scott	7		O	2008-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	(39 197)		279 803
			O	2008-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	39 197		319 000
			O	2008-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	129 000		319 000
Smith, Clifford Neil	7		O	2008-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	(23 946)		148 554
			O	2008-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	23 946		172 500
			O	2008-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	57 500		172 500
Stangl, Trent Terry	5		O	2008-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			25 000
			O	2008-07-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	(8 889)		16 111
			O	2008-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	23 889		40 000
			O	2008-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 904		48 904
TISDALE, GREGORY	5		O	2008-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	(20 494)		159 506
			O	2008-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	20 494		180 000
			O	2008-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	60 000		180 000
<i>Parts de fiducie</i>									
Balutis, David	7		O	2008-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	23 946		247 645
			O	2008-07-02	D	97 - Autre	(7 184)		240 461
Bannister, Peter	7		O	2008-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 163		517 719
			O	2008-07-02	D	97 - Autre	(949)		516 770
Colborne, Paul	7		O	2008-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 978		87 107
			O	2008-07-02	D	97 - Autre	(593)		86 514
Cugnet, Kenney Frank	7		O	2008-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	2 866		393 637
Gillard, D. Hugh	7		O	2008-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	4 996		
			M	2008-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	2 866		14 963
			O	2008-07-02	D	97 - Autre	(1 499)		
			M	2008-07-02	D	97 - Autre	(860)		14 103
LAMONT, KENNETH	5		O	2008-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	16 297		35 914
			O	2008-07-02	D	97 - Autre	(8 149)		27 765
MacDonald, Tamara	7		O	2008-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	14 815		48 941
			O	2008-07-02	D	97 - Autre	(4 445)		44 496
ROMANZIN, GERALD A.	4		O	2008-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	4 996		8 134
			O	2008-07-02	D	97 - Autre	(1 499)		6 635
Saxberg, Scott	7		O	2008-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	39 197		383 596
			O	2008-07-02	D	97 - Autre	(15 679)		367 917
RRSP	PI		O	2008-07-07	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 700	36.8500	59 624
Spouse-RRSP	PI		O	2008-07-07	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 700	36.8500	38 300
Smith, Clifford Neil	7		O	2008-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	23 946		124 929
			O	2008-07-02	D	97 - Autre	(8 381)		116 548
Stangl, Trent Terry	5		O	2008-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			5 551
			O	2008-07-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	8 889		14 440

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2008-07-02	D	97 - Autre	(2 667)		11 773
RRSP	PI		O	2008-07-01	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			2 253
Three Dimes Inc.	PI		O	2008-07-01	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			8 000
TISDALE, GREGORY	5		O	2008-07-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	20 494		65 380
			O	2008-07-02	D	97 - Autre	(6 148)		59 232
Crystallex International Corporation									
<i>Options</i>									
Crombie, Robert	5		O	2008-07-11	D	52 - Expiration d'options	(25 000)	3.0000	328 300
			O	2008-07-11	D	52 - Expiration d'options	(20 000)	2.1400	308 300
			O	2008-07-11	D	52 - Expiration d'options	(10 000)	2.8700	298 300
Fung, Robert Arthur	4		O	2008-07-11	D	52 - Expiration d'options	(37 500)	1.5000	1 453 000
			O	2008-07-11	D	52 - Expiration d'options	(150 000)	1.5000	1 303 000
Marshall, Anthony Richard	5		O	2008-07-11	D	52 - Expiration d'options	(10 000)	2.8700	419 600
			O	2008-07-11	D	52 - Expiration d'options	(50 000)	1.5000	369 600
			O	2008-07-11	D	52 - Expiration d'options	(50 000)	2.1400	319 600
Near, Harry Joseph	4		O	2008-07-14	D	52 - Expiration d'options	(100 000)	1.5000	941 000*
Dejour Enterprises Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Cannaday, Douglas Wayne	4	R	O	2008-07-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(150 000)	1.8000	334 342
Denison Mines Corp. (formerly International Uranium Corporation)									
<i>Actions ordinaires</i>									
Frydenlund, David C.	5		O	2008-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	7.9000USD	464 000
			O	2008-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	7.9100USD	459 000
Destiny Resource Services Corp.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Holt, James Owen	5	R	O	2008-06-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	4.0000	26 992
Diagnos Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Lachapelle, Lyne	5		O	2008-07-17	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 000)	0.6500	112 665
			O	2008-07-17	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 000)	0.6900	108 665
Dumont Nickel Inc.									
<i>Options</i>									
clement, denis arthur	4		O	2008-07-15	D	50 - Attribution d'options	500 000	0.1000	2 600 000*
Sabag, Fares Shahe	4, 5		O	2008-07-15	D	50 - Attribution d'options	1 000 000		3 300 000*
Dundee Corporation									
<i>Options</i>									
Goodman, Jonathan Carter	4		O	2008-07-10	D	51 - Exercice d'options	(30 000)	4.9500	330 000
DundeeWealth Inc. (formerly Dundee Wealth Management Inc.)									
<i>Actions ordinaires</i>									
Brintnell, Daniel	7		O	2008-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	583	13.4400	7 206
Doritty, David Owen	7		O	2008-07-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	12.0000	5 465
			O	2008-07-16	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	11.9000	10 465
Juravsky, Martin Leb	5		O	2008-04-17	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	278	13.4400	278
McClocklin, James	7		O	2008-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	583	13.4400	4 967

Émetteur	Relation	Retard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
<i>Initié</i>									
<i>Porteur inscrit</i>									
Pereira, John Paul	7		O	2008-07-03	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 200		39 996
			O	2008-05-20	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	4 000		38 796
Satov, Amy Joy	7		O	2008-07-02	D	36 - Conversion ou échange	2 000	12.7200	7 485*
<i>Restricted Share Awards</i>									
Pereira, John Paul	7		O	2008-05-20	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(4 000)		55 202
			O	2008-07-03	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(1 200)		54 002
Satov, Amy Joy	7		O	2008-07-02	D	36 - Conversion ou échange	(2 000)	12.7200	36 824*
Duvernay Oil Corp.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Riddell, Clayton H.	4								
Spouse	PI		O	2008-07-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 800	59.0300	2 800
			O	2008-07-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	59.9900	5 800
Eastmain Resources Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
BEZEAU, JAMES LAWRENCE	5		O	2008-07-10	D	51 - Exercice d'options	50 000	0.4300	70 000
Hutchinson, Richard, William	4		O	2008-07-08	D	51 - Exercice d'options	75 000	0.5500	105 000
<i>Options</i>									
BEZEAU, JAMES LAWRENCE	5		O	2008-07-10	D	51 - Exercice d'options	(50 000)		300 000
Hutchinson, Richard, William	4		O	2008-07-08	D	51 - Exercice d'options	(75 000)		250 000
Eldorado Gold Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Pitcher, Norman	5		O	2008-07-14	D	51 - Exercice d'options	75 000	4.4300	77 500
			O	2008-07-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 200)	8.6200	70 300
			O	2008-07-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(8 900)	8.6300	61 400
			O	2008-07-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	8.6400	59 400
			O	2008-07-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 900)	8.6500	54 500
			O	2008-07-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	8.6600	54 400
			O	2008-07-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 000)	8.6700	50 400
			O	2008-07-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(9 600)	8.6900	40 800
			O	2008-07-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(8 000)	8.7000	32 800
			O	2008-07-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 800)	8.7100	29 000
			O	2008-07-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(26 500)	8.8700	2 500
<i>Options</i>									
Pitcher, Norman	5		O	2008-07-14	D	51 - Exercice d'options	(75 000)	4.4300	765 000
Ember Resources Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Meek, Terence Stanley	4, 5								
Cheryl Bernard	PI		O	2008-07-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	1.7430	45 269*
T. Meek Family Trust	PI		O	2008-07-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	1.7400	44 133*
T. Meek RSP	PI		O	2008-07-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 000	1.7400	46 662*
Ryan, Bruce	5								
Janice Ryan RRSP	PI		O	2008-07-15	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 600	1.6470	14 300
			O	2008-07-16	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 400	1.6460	16 700
Empire Company Limited									

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Options									
Campbell, Carol Anne	5		O	2008-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	(3 526)		0
Morrow, John Gregory	5		O	2008-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	(3 057)		0
EnCana Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Brannan, John	7, 5								
John Travis Brannan	PI		O	2008-07-07	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	250	83.5000USD	355
Justin Thomas Brannan	PI		O	2008-07-07	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	220	83.5000USD	250
Michael T. Brannan	PI		O	2003-06-11	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	22	88.5000USD	22
Nicole M. Brannan	PI		O	2003-06-11	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-07	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	60	83.7500USD	60
TD Waterhouse (Canada)	PI		O	2008-07-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	81.0000USD	15 900
Energie Renouvelable Brookfield Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Brookfield Asset Management Inc.	3		O	2008-03-31	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Great Lakes Holdings Inc.	PI		O	2008-03-31	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-03-31	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	2 488 278		2 488 278
<i>Actions privilégiées Class A</i>									
Brookfield Asset Management Inc.	3		O	2008-03-31	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-03-31	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	57 077 112		57 077 112
Energy Plus Income Trust									
<i>Parts de fiducie</i>									
Waring, Michael James	7		O	2008-07-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(25 000)	7.9600	26 500
Envoy Capital Group Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Envoy Capital Group Inc.	1	R	O	2008-06-06	D	38 - Rachat ou annulation	5 600	2.8300USD	15 012 841
		R	O	2008-06-16	D	38 - Rachat ou annulation	200	2.8500	15 013 041
		R	O	2008-06-17	D	38 - Rachat ou annulation	5 600	2.7600USD	15 018 641
		R	O	2008-06-18	D	38 - Rachat ou annulation	5 600	2.6660USD	15 024 241
		R	O	2008-06-19	D	38 - Rachat ou annulation	5 600	2.7900USD	15 029 841
		R	O	2008-06-23	D	38 - Rachat ou annulation	5 600	2.8200USD	15 035 441
		R	O	2008-06-25	D	38 - Rachat ou annulation	5 600	2.8200USD	15 041 041
		R	O	2008-06-26	D	38 - Rachat ou annulation	5 600	2.7997USD	15 046 641
		R	O	2008-06-26	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	2.8000	15 047 641
Genovese, Geoffrey Blaine	6		O	2008-07-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	2.6000	374 921
			O	2008-07-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	2.6000	375 321
			O	2008-07-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 700	2.6000	377 021
			O	2008-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	900	2.6000	377 921
			O	2008-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	2.6000	378 921
Equitable Group Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Moor, Andrew	5		O	2008-07-16	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	21.5000	13 200*
Eurogas Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Batchelor, James Allan	5		O	2008-07-11	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(148 000)		320 067
Exploration Lounor Inc.									

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
Actions ordinaires									
FISET, GILLES	4, 5		O	2008-07-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.2000	76 500
			O	2008-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 500	0.2000	82 000
			O	2008-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.2000	92 000
Options									
Tremblay, Rodrigue	4		O	2008-04-18	D	52 - Expiration d'options	(50 000)		55 000
Exploration Puma Inc.									
Actions ordinaires									
Proulx, André	5								
Gestion LesTrois	PI		O	2008-07-11	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 000	0.3360	1 585 000
Exploration Sulliden Inc.									
Actions ordinaires									
Harris, Leonard	4		O	2008-04-04	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	5 075	0.3500	
			M	2008-04-04	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	14 500	0.3500	34 500
Extendicare Real Estate Investment Trust									
Partis de fiducie									
Angus, John Forrest	4		O	2006-12-14	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	7.9100	5 000
			O	2008-07-16	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 100	7.5000	7 100
			O	2008-07-16	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 600	7.4700	8 700
			O	2008-07-16	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 300	7.4900	10 000
Goldsmith, Seth B.	4		O	2008-07-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	7.5934USD	25 000
MacQuarrie, James Thomas	4								
Acadian Securities Inc. RRSP	PI		O	2008-07-10	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 600	7.8900	5 600
			O	2008-07-10	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 300	7.9000	8 900
Scotia Investments Limited	3		O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	8.6000	97 001
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 400)	8.5000	89 601
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(17 100)	8.4500	72 501
Minas Basin Creditco Limited	PI		O	2008-07-07	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(178 100)	8.3000	2 552 526
Fairborne Energy Ltd.									
Actions ordinaires									
Walls, Richard Alan	4, 5		O	2008-07-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(44 400)	12.3100	961 590
Options									
Cugnet, Jackie Marie	5		O	2007-03-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-05	D	50 - Attribution d'options	140 000	12.8500	140 000
Cymbalisky, David Stephen	5		O	2008-07-05	D	50 - Attribution d'options	220 000	12.8500	220 000
Grandberg, Aaron Gordon	5		O	2005-06-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-05	D	50 - Attribution d'options	280 000	12.8500	280 000
Hadley, Scott	5		O	2007-12-19	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-05	D	50 - Attribution d'options	220 000	12.8500	220 000
Hodgins, Robert Bruce	4		O	2005-06-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-05	D	50 - Attribution d'options	60 000	12.8500	60 000
Nieuwenburg, Johannes Joseph	4		O	2005-06-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-05	D	50 - Attribution d'options	60 000	12.8500	60 000
Park, Francis Tom	5		O	2008-07-05	D	50 - Attribution d'options	220 000	12.8500	220 000

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Faircourt Split Trust									
<i>Actions privilégiées</i>									
Faircourt Asset Management Inc.	8		O	2008-07-07	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	1 307	10.0000	5 478
<i>Parts de fiducie</i>									
Faircourt Asset Management Inc.	8		O	2008-07-07	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	1 307	0.9094	11 060
FairWest Energy Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Fauth, Vernon Ray	4		O	2008-07-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 000	0.1350	1 397 886
Fiducie de Placement Hypothécaire Firm Capital									
<i>Parts de fiducie</i>									
Heller, Anthony	4	R	O	2008-06-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 900)	10.8900	1 600
Fiducie houillère canadienne Fording									
<i>Parts</i>									
Grandin, Michael Anthony	4, 5		O	2008-07-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 271	74.3075	40 271
			O	2008-07-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(1 271)	78.2184	39 000
Jones, James Frederick	7, 5								
TD Waterhouse	PI		O	2008-07-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	49	74.3075	1 549
			O	2008-07-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(49)	78.2184	1 500
Mahler, Richard	4		O	2008-07-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	196	74.3075	2 196
			O	2008-07-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(196)	78.2184	2 000
Parrett, Michael S.	4		O	2008-07-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	196	74.3075	6 196
			O	2008-07-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(196)	78.2184	6 000
First Capital Realty Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Gazit Canada Inc.	3		O	2008-07-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	657 213	22.4161	46 995 425
<i>Débetures convertibles 5.50 Unsecured Subordinated Debentures Due Sept. 30, 2017</i>									
Gazit Canada Inc.	3		O	2008-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 14 000.00	0.9250	\$ 120 790 000.00
			O	2008-07-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 17 000.00	0.9400	\$ 120 807 000.00
			O	2008-07-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 9 000.00	0.9300	\$ 120 816 000.00
			O	2008-07-16	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 31 000.00	0.9300	\$ 120 847

Émetteur	Relation	Retard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									000.00
First National Financial Income Fund									
<i>Class B LP Units</i>									
Smith, Stephen	4, 5								
First National Financial Corporation	PI		O	2006-06-07	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			24 243 158
		R	O	2006-07-11	C	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	(600 000)		23 643 158
<i>Parts</i>									
Smith, Stephen	4, 5		O	2006-06-15	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)		0
FIRSTSERVICE CORPORATION									
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>									
FirstService Corporation	1	R	O	2008-05-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	16.7300	74 700
		R	O	2008-05-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	16.7400	74 900
		R	O	2008-05-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 200	16.7600	83 100
		R	O	2008-05-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	16.7500	93 100
		R	O	2008-05-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	16.8000	103 100
		R	O	2008-05-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	16.8500	113 100
		R	O	2008-05-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 200	16.7200	123 300
Fonds de revenu Aéroplan									
<i>Droits</i>									
Duchesne, Rupert	4, 5		O	2006-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	11 534		181 747
			O	2008-06-25	D	36 - Conversion ou échange	(306 278)		0
Graham, Elizabeth	5		O	2008-06-25	D	36 - Conversion ou échange	(39 477)		0
Hawkes, Simon John	4		O	2008-06-25	D	36 - Conversion ou échange	(8 576)		0
Hounsell, Mark	5		O	2006-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	218		11 668
			O	2008-06-25	D	36 - Conversion ou échange	(22 341)		0
Landry, Craig	5		O	2006-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	929		15 969
			O	2008-06-25	D	36 - Conversion ou échange	(20 838)		0
TRUDEAU, Marc	5		O	2006-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2 023		36 759
			O	2008-06-25	D	36 - Conversion ou échange	(34 309)		0
Van der Wee, Gregory	5	R	O	2006-03-28	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 313)		6 287
			O	2006-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	542		6 829
			O	2008-06-25	D	36 - Conversion ou échange	(7 824)		0
<i>Parts</i>									
Duchesne, Rupert	4, 5		O	2006-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	683		6 063
			O	2008-06-25	D	36 - Conversion ou échange	(41 573)		0
Isabel Duchesne	PI		O	2008-06-25	I	36 - Conversion ou échange	(100)		0
Julia Duchesne	PI		O	2008-06-25	I	36 - Conversion ou échange	(100)		0
Graham, Elizabeth	5		O	2008-06-25	D	36 - Conversion ou échange	(10 230)		0
Landry, Craig	5		O	2006-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	53		1 130
			O	2008-06-25	D	36 - Conversion ou échange	(2 411)		0
TRUDEAU, Marc	5		O	2006-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime	66		1 066

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
						d'actionariat			
Van der Wee, Gregory	5		O	2008-06-25	D	36 - Conversion ou échange	(5 907)		0
			O	2006-03-28	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 313		2 313
			O	2006-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	18		2 331
			O	2008-06-25	D	36 - Conversion ou échange	(3 447)		0
Fonds Enerplus Resources									
<i>Parts</i>									
KAWA, Lyonel George	5		O	2008-07-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	608	42.1400	716*
<i>Parts de fiducie - Employee Performance Incentive Plan ("EPIP")</i>									
KAWA, Lyonel George	5		O	2008-07-08	D	57 - Exercice de droits de souscription	(797)	53.3300	797*
Fort Chicago Energy Partners L.P.									
<i>Parts de société en commandite</i>									
Drybrough, David John	4		O	2003-05-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	10.4735	10 000
			O	2008-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	10.5300	9 400
			O	2008-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	10.5200	9 300
			O	2008-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 700)	10.4800	6 600
			O	2008-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	10.4700	6 500
			O	2008-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 300)	10.4700	3 200
			O	2008-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	10.4300	3 000
Fortis Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Walker, John C.	7								
RESP	PI		O	2003-03-21	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	35	25.5200	35
			O	2008-07-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	35	25.5500	70
			O	2008-07-14	C	99 - Correction d'information	72		142
Fortress Energy Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Dryer, Joel	4		O	2008-07-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Jefferies, James	5		O	2008-07-16	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	1.3400	
			M	2008-07-16	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 000	1.3400	40 445*
			O	2008-07-16	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	1.3300	43 445*
<i>Bons de souscription</i>									
Dryer, Joel	4		O	2008-07-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
<i>Options</i>									
Dryer, Joel	4		O	2008-07-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-08	D	50 - Attribution d'options	136 567	1.3500	136 567
Grafton, Richard Alfred	4		O	2008-01-29	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-07	D	50 - Attribution d'options	136 567		136 567
Jefferies, James	5		O	2008-07-07	D	50 - Attribution d'options	152 760	1.3500	
			M	2008-07-08	D	50 - Attribution d'options	152 760	1.3500	227 760*
Watson, George	4		O	2008-07-07	D	50 - Attribution d'options	136 567	1.3500	
			M	2008-07-08	D	50 - Attribution d'options	136 567	1.3500	166 567
Freehold Royalty Trust									
<i>Deferred Trust Units</i>									

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
<i>Initié</i>									
<i>Porteur inscrit</i>									
CAMPBELL, HARRY SINCLAIR	4		O	2008-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	97		6 547
CEDRASCHI, TULLIO	4		O	2008-04-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	198		
			M	2008-04-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	152		
			M'	2008-04-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	152		4 505
			O	2008-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	7		1 009
SIEBENS, WILLIAM W	4		O	2008-06-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	193		13 092
G2 Resources Inc.									
<i>Options</i>									
MALCOLM, Robert T.	5		O	2008-07-10	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(70 000)		0
Gabriel Resources Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
GRAT Holdings LLC	3								
Electrum Strategic Holdings LLC	PI		O	2008-07-16	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 572 600	2.4669	38 319 500
<i>Droits DSUs</i>									
Girard, Raphael Arthur	4		O	2008-07-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 845	2.7100	18 890
Parrett, Michael S.	4		O	2008-07-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 690	2.7100	46 360
Thomas, Alan Richard	4		O	2008-07-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 845	2.7100	14 227
Gale Force Petroleum Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Boucher, Jocelyn	4		O	2008-07-10	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(175 000)		25 000
Lemire, Louis-Robert	4		O	2008-05-27	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(612 500)		87 500*
<i>Bons de souscription</i>									
Boucher, Jocelyn	4		O	2008-07-10	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(175 000)		25 000
Lemire, Louis-Robert	4		O	2008-05-27	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(1 400 000)	0.8000	200 000*
<i>Options</i>									
Boucher, Jocelyn	4		O	2008-07-10	D	50 - Attribution d'options	48 104		893 396
			O	2008-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	(739 630)		
			M	2008-07-10	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(739 630)		153 766
Haddad, Mazen	4		O	2008-05-27	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(454 580)		64 940
			O	2008-07-11	D	50 - Attribution d'options	113 044		177 984
Lemire, Louis-Robert	4		O	2008-05-27	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(909 160)	0.8000	129 880*
			O	2008-07-10	D	50 - Attribution d'options	48 104	0.5000	177 984*
McLellan, Michael Price	5		O	2008-07-11	D	50 - Attribution d'options	327 105		489 455
GBO inc.									
<i>Options d'achat d'actions ordinaires</i>									
Dion, Bastien	4		O	2008-07-09	D	50 - Attribution d'options	3 500	0.2000	22 500
Fortier, Clément	4		O	2008-07-09	D	50 - Attribution d'options	3 000	0.2000	8 500
OUELLET, Jean Pierre	4		O	2008-07-09	D	50 - Attribution d'options	3 000		27 000
Wood, Christopher Malcolm	4, 6		O	2008-07-09	D	50 - Attribution d'options	2 500		24 000
General Donlee Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Armoyan, George	4								
Clarke Inc.	PI		O	2008-07-07	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(163 100)	8.7500	0
GeoPetro Resources Company									
<i>Options common stock</i>									

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
Creel, David Versal	4, 5	R	O	2008-06-27	D	50 - Attribution d'options	75 000	4.2800USD	225 000
GOLDEN HOPE MINES LIMITED									
<i>Actions ordinaires</i>									
Candido, Francesco	4, 5								
Heather Wyer	PI		O	2008-07-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.1300	303 000
			O	2008-07-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	30 000	0.1400	333 000
			O	2008-07-07	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.1400	343 000
			O	2008-07-10	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.1300	353 000
			O	2008-07-11	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 000	0.1500	357 000
Golden Valley Mines Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Groia, Joseph	4		O	2008-06-27	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2008-06-26	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			50 000
<i>Options</i>									
Groia, Joseph	4		O	2008-06-27	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2008-06-26	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M'	2008-06-26	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-06-27	D	50 - Attribution d'options	300 000	0.3600	300 000
Grandcru Resources Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Zinn, Werner Glen	4, 5		O	2008-05-12	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(341 666)		0
<i>Bons de souscription</i>									
Zinn, Werner Glen	4, 5		O	2008-05-12	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(191 666)		0
<i>Options</i>									
Snow, Geoffrey G.	4		O	2008-05-12	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(500 000)		0
Zinn, Werner Glen	4, 5		O	2008-05-12	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(1 400 000)		0
Graniz Mondal Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
HÉNAULT, BERNARD	5		O	2008-07-08	D	51 - Exercice d'options	25 000	0.1800	81 975
<i>Options</i>									
HÉNAULT, BERNARD	5		O	2008-07-08	D	51 - Exercice d'options	(25 000)	0.1800	0
Great Canadian Gaming Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Beaudin, Earnest Charles	4		O	2008-07-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(25 000)	8.8500	100 000
Ernest S Beaudin	PI		O	2008-07-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	8.8600	15 000
			O	2008-07-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	8.8900	10 000
Jean Beaudin and Earnest Beaudin	PI		O	2008-07-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(15 000)	8.8500	12 500
<i>Options</i>									
Thomas, Adrian Roy	4, 7		O	2008-07-15	D	38 - Rachat ou annulation	(25 000)	18.4700	190 000
			O	2008-07-15	D	38 - Rachat ou annulation	(12 500)	20.4700	177 500
Great-West Lifeco Inc.									
<i>Options Common Share - Stock Options</i>									
Haldeman, Charles Edgar, Jr.	7		O	2008-07-01	D	50 - Attribution d'options	933 270	29.3112	933 270
Groupe Aeroplan Inc.									

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
<i>Initié</i>									
<i>Porteur inscrit</i>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Duchesne, Rupert	4, 5		O	2008-06-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			41 523
			O	2008-06-25	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2		41 525
			O	2008-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	91 985		133 510
Isabel Duchesne	PI		O	2008-06-25	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			100
Julia Duchesne	PI		O	2008-06-25	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			100
Forzani, John	5		O	2008-06-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2008-06-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			3 400
Graham, Elizabeth	5		O	2008-06-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			10 230
			O	2008-06-25	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	20		10 250
			O	2008-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	21 127		31 377
Landry, Craig	5		O	2008-06-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			2 411
			O	2008-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	7 243		9 654
TRUDEAU, Marc	5		O	2008-06-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			5 907
			O	2008-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	16 097		22 004
Van der Wee, Gregory	5		O	2008-06-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			3 447
			O	2008-06-25	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	9		3 456
			O	2008-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	4 369		7 825
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 106)	17.0500	5 719
			O	2008-07-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 278)	16.1500	3 441
<i>Droits</i>									
Duchesne, Rupert	4, 5		O	2008-06-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			306 278
			O	2008-06-25	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2 517		308 795
			O	2008-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	(91 985)		216 810
Graham, Elizabeth	5		O	2008-06-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			39 477
			O	2008-06-25	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	578		40 055
			O	2008-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	(21 127)		18 928
Hawkes, Simon John	5		O	2008-06-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			8 576
Hounsell, Mark	5		O	2008-06-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			22 341
Landry, Craig	5		O	2008-06-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			20 824
			O	2008-06-25	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	198		21 022
			O	2008-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	(7 243)		13 779
TRUDEAU, Marc	5		O	2008-06-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			34 309
			O	2008-06-25	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	440		34 749
			O	2008-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	(16 097)		18 652
Van der Wee, Gregory	5		O	2008-06-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			7 827
			O	2008-06-25	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	119		7 946
			O	2008-06-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	(4 369)		3 577
<i>Options</i>									
Adams, David L.	5		O	2008-06-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2008-07-02	D	50 - Attribution d'options	50 000		50 000
Bourget, Sylvie	5		O	2008-06-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-02	D	50 - Attribution d'options	15 000		15 000
Diem, Sandra	5		O	2008-06-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-02	D	50 - Attribution d'options	5 000		5 000
Graham, Elizabeth	5		O	2008-06-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-02	D	50 - Attribution d'options	50 000		50 000
Hagan, Caroline	5		O	2008-06-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-02	D	50 - Attribution d'options	5 000		5 000
Hébert, André	5		O	2008-06-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-02	D	50 - Attribution d'options	35 000		35 000
Hounsell, Mark	5		O	2008-06-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-02	D	50 - Attribution d'options	15 000		15 000
Landry, Craig	5		O	2008-06-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-02	D	50 - Attribution d'options	35 000		35 000
SONBERG, Melissa	5		O	2008-06-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-02	D	50 - Attribution d'options	35 000		35 000
TRUDEAU, Marc	5		O	2008-06-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-02	D	50 - Attribution d'options	35 000		35 000
Van der Wee, Gregory	5		O	2008-06-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-02	D	50 - Attribution d'options	5 000		5 000
Groupe Canam Inc									
<i>Actions ordinaires</i>									
Hage-Chahine, Georges	5		O	2003-03-24	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2003-03-24	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			100
Groupe CVTech inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Laramée, André	4, 5								
RRI	PI		O	2005-04-20	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-14	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 645	1.5500	6 645
GRUPE DISTINCTION INC.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Paré, Réal	4, 7, 3								
Denyse Paré	PI		O	2008-07-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	2.6500	162 174
			O	2008-07-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(9 300)	2.6500	152 874
GSI Group Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Stukalin, Felix	5		O	2008-07-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 735	3.7210USD	72 395
<i>Options</i>									
Stukalin, Felix	5		O	2008-07-11	D	51 - Exercice d'options	(6 735)	3.7120USD	100 000
Guyana Goldfields Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Cudney, Robert Douglas	4								
Northfield Capital Corporation	PI		O	2008-07-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 200	3.2500	1 253 416
Guyana Goldfields Inc.	1		O	2008-07-07	D	38 - Rachat ou annulation	20 000	3.9000	30 000
			O	2008-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	3.2500	80 000
			O	2008-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	15 000	3.2900	95 000

Émetteur Titre	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
H2O INNOVATION (2000) INC.									
<i>Options</i>									
Dugré, Frédéric	4, 5		O	2008-07-17	D	50 - Attribution d'options	250 000		543 500
HOEL, Richard	4		O	2008-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-17	D	50 - Attribution d'options	12 000		12 000*
Lemieux, Annie	5		O	2007-10-19	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-17	D	50 - Attribution d'options	20 000		20 000*
Hemisphere GPS Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Heiniger, Richard Wayne RHS Inc.	4 PI		O	2008-07-16	I	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	(11 700)	4.5000	5 265 828
			O	2008-07-17	I	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	(3 300)	4.5000	5 262 528
High Income Preferred Shares Corporation									
<i>Actions privilégiées Series 1</i>									
High Income Preferred Shares Corporation	1	R	O	2008-06-04	D	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	1 600	24.0300	1 600*
			O	2008-06-04	D	38 - Rachat ou annulation	(1 600)		0
		R	O	2008-06-10	D	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	200	24.0300	200*
			O	2008-06-10	D	38 - Rachat ou annulation	(200)		0
		R	O	2008-06-11	D	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	300	24.0300	300*
			O	2008-06-11	D	38 - Rachat ou annulation	(300)		0
		R	O	2008-06-18	D	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	500	24.2800	500*
			O	2008-06-18	D	38 - Rachat ou annulation	(500)		0
		R	O	2008-06-23	D	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	500	24.2800	500*
			O	2008-06-23	D	38 - Rachat ou annulation	(500)		0
<i>Actions privilégiées Series 2</i>									
High Income Preferred Shares Corporation	1	R	O	2008-06-23	D	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	600	9.9500	600*
			O	2008-06-23	D	38 - Rachat ou annulation	(600)		0
Home Equity Income Trust									
<i>Droits Restricted Units or Deferred Units</i>									
Damp, Paul	4		O	2008-07-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 406		17 893
Jauernig, Daniel	4		O	2008-07-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 051		14 803
Lebel, Pierre	4		O	2008-07-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 285		17 661
McMorran, Sydney	4		O	2008-07-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 485		15 279
Samuel, Gary	4		O	2008-07-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 370		13 507
IAMGOLD Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Dufresne, Guy	4	R	O	2008-06-30	D	46 - Contrepartie de services	500	6.1000	24 300
			O	2008-05-22	D	51 - Exercice d'options	12 600	1.2200	23 800
Jones, Peter Clark	4	R	O	2008-06-30	D	46 - Contrepartie de services	500	6.1000	4 220
Shaw, John Thomas	4		O	2008-06-30	D	46 - Contrepartie de services	500	6.1000	4 500
			M	2008-07-07	D	46 - Contrepartie de services	500	6.1000	4 500
IMA Exploration Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
grosso, joe nicola	4, 5		O	2008-07-08	D	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	30 000	0.3300	779 329
Immunotec Inc. (anciennement Magistral Biotech Inc.)									
<i>Actions ordinaires</i>									
Reid, Kenneth William	5		O	2006-12-20	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			

Émetteur Titre	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Initié Porteur inscrit			O	2008-07-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	9 500	0.7000	9 500*
Imperial Metals Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Imperial Metals Corporation	1		O	2008-07-07	D	38 - Rachat ou annulation	100	8.2600	3 800
			O	2008-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	8.3233	6 800
			O	2008-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	5 300	8.4481	12 100
			O	2008-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	9 000	8.6700	21 100
			O	2008-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	8.6933	24 100
			O	2008-07-16	D	38 - Rachat ou annulation	(3 200)		20 900
			O	2008-07-16	D	38 - Rachat ou annulation	(500)		20 400
McAndless, Patrick Michael	5		O	2008-07-14	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	417	7.5300	1 841*
<i>Options</i>									
Lebel, Pierre	4		O	2008-07-15	D	50 - Attribution d'options	50 000	8.8200	175 000
IMRIS Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Hobson, Blaine Michael	4								
Hobson Equities Inc.	PI		O	2007-10-26	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			263 506
INDEXPLUS INCOME FUND									
<i>Parts de fiducie</i>									
IndexPlus Income Fund	1		O	2008-07-07	D	38 - Rachat ou annulation	4 800	12.9100	21 959 180
			O	2008-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	1 900	12.1700	21 961 080
			O	2008-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	1 700	12.3500	21 962 780
			O	2008-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	1 100	12.5300	21 963 880
Inflazyme Pharmaceuticals Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Doman, Jaspaul Rick Harbins	5								
RRSP	PI		O	2008-06-30	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 350 000
RSP	PI		O	2008-06-30	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			3 000 000
Timber Country Investment Corporation	PI		O	2008-06-30	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			8 535 000
			O	2008-06-30	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	7 000 000	0.0200	15 535 000
<i>Bons de souscription</i>									
Doman, Jaspaul Rick Harbins	5								
Timber Country Investment Corporation	PI		O	2008-06-30	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-06-30	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	7 000 000		7 000 000
ING Canada Inc.									
<i>Stock Incentives</i>									
Dodokin, Michelle Grace	5	R	O	2007-05-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	632		632
INSCAPE Corporation									
<i>Actions à droit de vote subalterne CLASS B</i>									
Bhayana, Madan	4, 5, 3								
The Madan and Raksha M. Bhayana Family Foundation	PI		O	2008-07-10	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 300)	3.5000	226 600
International Datacasting Corporation									
<i>Options</i>									
Cantu, Diana Ellen	5		O	2008-07-11	D	50 - Attribution d'options	25 000	0.2800	100 000*
Capreol, Wendy	5		O	2008-07-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			10 000

Émetteur Titre	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Ivanhoe Energy Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Moench, Gerald	5		O	2008-07-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	2.8700	52 200
Ivanhoe Mines Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Garcia, Steven	5		O	2008-07-16	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 602	12.2100USD	9 612
Huberman, David	4		O	2008-07-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(20 000)	11.9100	90 558
<i>Options</i>									
Baker, David	7	R	O	2007-11-14	D	50 - Attribution d'options	50 000	13.7100	150 000
Balloch, Howard	4		O	2008-05-09	D	50 - Attribution d'options	25 000	9.6500	
			M	2008-05-09	D	50 - Attribution d'options	25 000	9.6400	100 000
Faber, Marc	4		O	2008-05-09	D	50 - Attribution d'options	25 000	9.6500	
			M	2008-05-09	D	50 - Attribution d'options	25 000	9.6400	110 000
Flood, Raymond Edward	4		O	2008-05-09	D	50 - Attribution d'options	25 000	9.6500	
			M	2008-05-09	D	50 - Attribution d'options	25 000	9.6400	215 000
Hanson, Robert	4		O	2008-05-09	D	50 - Attribution d'options	25 000	9.6500	
			M	2008-05-09	D	50 - Attribution d'options	25 000	9.6400	75 000
Huberman, David	4		O	2008-05-09	D	50 - Attribution d'options	25 000	9.6500	
			M	2008-05-09	D	50 - Attribution d'options	25 000	9.6400	335 000
Korbin, David	4		O	2008-05-09	D	50 - Attribution d'options	25 000	9.6500	
			M	2008-05-09	D	50 - Attribution d'options	25 000	9.6400	75 000
Reeves, Peter	7		O	2007-02-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2007-02-14	D	50 - Attribution d'options	125 000	11.6900	125 000
Thygesen, Kjeld	4		O	2008-05-09	D	50 - Attribution d'options	25 000	9.6500	
			M	2008-05-09	D	50 - Attribution d'options	25 000	9.6400	125 000
Jaguar Financial Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Welton, John	4		O	2008-07-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			563 177
<i>Options</i>									
Fowler, Douglas Warren	4		M	2008-07-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 000 000
Kyjormac Inc	PI		O	2008-07-02	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
JumpTV Inc.									
<i>Options</i>									
Amin, Mohammed Mark	4		O	2008-07-02	D	50 - Attribution d'options	25 000	0.5800USD	325 000
Anderson, John Robert	4		O	2008-04-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-02	D	50 - Attribution d'options	25 000	0.5800USD	25 000
Battista, Gabriel	4		O	2008-04-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-02	D	50 - Attribution d'options	25 000	0.5800USD	25 000
Marvis, Curt Wayne	4		O	2008-07-02	D	50 - Attribution d'options	25 000	0.5800USD	190 000
Paterson, G. Scott	4, 5, 3		O	2008-07-02	D	38 - Rachat ou annulation	(100 000)	6.0500USD	550 000
Keyera Facilities Income Fund									
<i>Long Term Incentive Plan Unit Awards</i>									
Balzun, Graham Charles	5		O	2008-04-18	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			12 900
			O	2008-07-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 691)		9 209
<i>Parts de fiducie</i>									
Balzun, Graham Charles	5		O	2008-04-18	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			5 808
			O	2008-07-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 448	22.1500	9 256

Émetteur Titre	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Catell, Robert B.	4		O	2008-07-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	607	20.6200	20 144
Computershare Trust Company of Canada	PI		O	2008-07-07	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	607	20.6200	607
			O	2008-07-10	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(607)	20.6200	0
Davies, Michael Bruce Cook	4		O	2008-07-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	473	20.6200	5 170
			O	2008-07-07	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	473	20.6200	473
			O	2008-07-10	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(473)	20.6200	0
Laird, Nancy M.	4		O	2008-07-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	394	20.6200	20 016
			O	2008-07-07	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	394	20.6200	394
			O	2008-07-10	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(394)	20.6200	0
Nichols, H. Neil	4		O	2008-07-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	788	20.6200	21 107
			O	2008-07-07	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	788	20.6200	788
			O	2008-07-10	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(788)	20.6200	0
Stedman, William Richard	4		O	2008-07-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	788	20.6200	36 876
			O	2008-07-07	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	788	20.6200	788
			O	2008-07-10	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(788)	20.6200	0
Keystone North America Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Baker, Gary Philip	5		O	2008-07-02	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(13 025)		2 605
Loftis, Ervin	5		O	2008-07-02	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(40 610)		8 122
Miller, Douglas	5		O	2008-07-02	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(5 370)		1 074
Naegelin, Daniel Anthony	5		O	2008-07-02	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(5 570)		1 114
Price, James	5		O	2008-07-02	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(303 955)		60 791
Starks, James	5		O	2008-07-02	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(65 625)		13 125
Thomley, Christopher David	5		O	2008-07-02	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(66 375)		13 275
Townsend, William Henry	5		O	2008-07-02	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(14 570)		2 914
Kinross Gold Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Agro, Hugh	5		O	2008-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	352	20.4600	18 066
Baker, Rick Allen	5		O	2008-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	428	20.0200USD	14 764
BAKER, TIMOTHY CLIVE	5		O	2008-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	962	20.4600	18 146
Burt, Tye Winston	4, 5		O	2008-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 797	20.4600	265 854

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
Elliott, Thomas Ballantyne	5		O	2008-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	296	24.7000	296
			O	2008-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	357	20.4600	4 137
Gold, Geoffrey Peters	5		O	2008-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	734	20.4600	18 128
Hayduk, Nicholas James	5		O	2008-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	348	20.4600	3 298
Henderson, Robert Duncan	5		O	2008-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	177	20.4600	5 878
Hill, Christopher T.	5		O	2008-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	176	20.4600	7 130
Naidoo, Erwyn Mark	5		O	2008-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	175	20.4600	3 861
Naumovski, Ljupco Lou	5		O	2007-09-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	109	20.4600	109
Riley, Shelley M.	5		O	2008-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	137	20.4600	467
Samson, Sean Joseph Foley	5		O	2008-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	133	20.4600	2 720
Sullivan, James	5		O	2008-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	481	20.4600	11 590
Taylor, Robert Michael	5		O	2008-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	157	20.0200USD	13 225
Zangari, Lisa Michelina	5		O	2008-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	330	20.4600	15 683
La Banque Toronto-Dominion									
<i>Actions ordinaires CUSIP 891160 50 9</i>									
Barnes, John David	5		O	2008-07-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	58.8000	1 500*
Deebank, Ross Andrew	5		O	2008-07-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	9 800		23 535
Yuen, Lian Yee Seung	5		O	2007-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	148	70.0300	1 558
<i>Options</i>									
Deebank, Ross Andrew	5		O	2008-07-04	D	51 - Exercice d'options	(9 800)	25.4250	25 620
LA SOCIÉTÉ CALDWELL INTERNATIONALE									
<i>Actions sans droit de vote Class A</i>									
The Caldwell Partners International Inc.	1		O	2008-07-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	1.0500	2 000
			O	2008-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	(2 000)		0
La Societe Canadian Tire Limitee									
<i>Actions sans droit de vote Class A</i>									
Pasternak, Stanley William	7, 5, 3								
Trustees of Deferred Profit Sharing Plan	PI		O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(87)	52.8400	1 102 762
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.8300	1 102 662
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.8300	1 102 462
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.8300	1 102 362
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	52.8500	1 101 762
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.8500	1 101 562
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.8500	1 101 462

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.8500	1 101 262
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.8500	1 101 162
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.8500	1 100 962
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.8500	1 100 862
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.8500	1 100 662
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	52.8500	1 100 362
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.6900	1 100 262
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.6900	1 100 162
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.6500	1 099 962
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	52.6800	1 099 662
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.6500	1 099 562
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.6500	1 099 462
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.6500	1 099 362
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.6500	1 099 262
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.7200	1 099 062
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.6500	1 098 962
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.6500	1 098 862
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.6500	1 098 762
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.6500	1 098 662
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.6500	1 098 462
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.7000	1 098 262
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.7000	1 098 162
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.6500	1 097 962
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.6500	1 097 762
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.6500	1 097 662
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.6500	1 097 462
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.6600	1 097 262
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.6600	1 097 162
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.6100	1 097 062
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.6100	1 096 962
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	52.6100	1 096 662
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.6100	1 096 562
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.6100	1 096 362
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.6100	1 096 162
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.7000	1 095 962
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.7000	1 095 862
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.7000	1 095 762
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.7000	1 095 662
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.7000	1 095 562
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.7000	1 095 362
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.5800	1 095 262
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	52.5200	1 094 662
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	52.5300	1 094 362
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.5700	1 094 262
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.5200	1 094 062
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.5200	1 093 862
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.5300	1 093 762

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.5200	1 093 662
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.6100	1 093 462
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.6500	1 093 362
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(60)	52.8300	1 093 302
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.8400	1 093 202
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.8500	1 093 002
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.8500	
			M	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.8500	1 092 902
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.8500	1 092 802
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(900)	52.8500	1 091 902
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	52.8500	1 090 902
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	52.8000	1 090 202
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.8000	1 090 002
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.8000	1 089 802
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(900)	52.8000	1 088 902
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.8200	1 088 702
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	52.8200	1 088 402
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	52.8200	1 088 102
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.8300	1 087 902
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.8100	1 087 802
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.8100	1 087 702
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.8000	1 087 502
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.8000	1 087 302
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	52.8000	1 086 902
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.8500	1 086 802
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	52.8500	1 086 502
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	52.8500	1 086 202
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.8500	1 086 002
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	52.9200	1 085 002
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.9400	1 084 902
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	53.0000	1 084 702
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	53.0000	1 084 202
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	53.0000	1 084 102
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	53.0000	1 083 902
Peters, William Lee	3		O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(87)	52.8400	1 102 762
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.8300	1 102 662
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.8300	1 102 462
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.8300	1 102 362
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	52.8500	1 101 762
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.8500	1 101 562
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.8500	1 101 462
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.8500	1 101 262
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.8500	1 101 162
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.8500	1 101 062
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.8500	1 100 862
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.8500	1 100 662
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	52.8500	1 100 362

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.6900	1 100 262
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.6900	1 100 162
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.6500	1 099 962
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	52.6800	1 099 662
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.6500	1 099 562
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.6500	1 099 462
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.6500	1 099 362
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.6500	1 099 262
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.7200	1 099 062
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.6500	1 098 962
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.6500	1 098 862
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.6500	1 098 762
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.6500	1 098 662
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.6500	1 098 462
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.7000	1 098 262
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.7000	1 098 162
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.6500	1 097 962
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.6500	1 097 762
			O	2008-07-03	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(100)	52.6500	1 097 662
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.6500	1 097 462
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.6500	1 097 262
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.6500	1 097 162
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.6100	1 097 062
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.6100	1 096 962
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	52.6100	1 096 662
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.6100	1 096 562
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.6100	1 096 362
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.6100	1 096 162
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.7000	1 095 962
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.7000	1 095 862
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.7000	1 095 762
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.7000	1 095 662
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.7000	1 095 562
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.7000	1 095 362
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.5800	1 095 262
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	52.5200	1 094 662
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	52.5300	1 094 362
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.5700	1 094 262
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.5200	1 094 062
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.5200	1 093 862
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.5300	1 093 662
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.5300	1 093 562
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.5200	1 093 362
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(60)	52.8300	1 093 302
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.8400	1 093 202
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.8500	1 093 002

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.8500	1 092 902
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.8500	1 092 802
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(900)	52.8500	1 091 902
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	52.8000	1 090 902
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	52.8000	1 090 202
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.8000	1 090 002
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.8000	1 089 802
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(900)	52.8000	1 088 902
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.8200	1 088 702
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	52.8200	1 088 402
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	52.8200	1 088 102
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.8300	1 087 902
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.8100	1 087 802
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.8100	1 087 702
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.8000	1 087 502
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.8000	1 087 302
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	52.8000	1 086 902
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.8500	1 086 802
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	52.8500	1 086 502
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	52.8500	1 086 202
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.8500	1 086 002
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	52.9200	1 085 002
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.9400	1 084 902
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	53.0000	1 084 702
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	53.0000	1 084 202
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	53.0000	1 084 102
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	53.0000	1 083 902
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(51)	52.6900	1 083 851
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.6900	1 083 751
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.6900	1 083 651
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.6800	1 083 551
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.7000	1 083 351
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.6800	1 083 151
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.6800	1 082 951
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.6600	1 082 851
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.6600	1 082 751
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	52.6600	1 082 451
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.7600	1 082 351
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 100)	52.7600	1 081 251
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.8700	1 081 151
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.8700	1 081 051
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.8700	1 080 951
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	53.0000	1 080 651
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	53.0000	1 080 551
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	53.0000	1 080 451
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.9500	1 080 251
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.9500	1 080 051

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.9500	1 079 851
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.9500	1 079 751
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.9600	1 079 651
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	53.0000	1 079 451
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	53.0000	1 079 351
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	53.0000	1 079 251
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	53.0000	1 079 051
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	53.0200	1 078 651
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	53.0000	1 078 551
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	53.0200	1 078 451
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	52.9700	1 078 151
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.9700	1 077 951
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.9500	1 077 851
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.9700	1 077 751
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.9700	1 077 651
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.9700	1 077 551
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.9600	1 077 351
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.9700	1 077 251
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.9500	1 077 151
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.9700	1 077 051
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.9700	1 076 951
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.9500	1 076 851
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.9700	1 076 651
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	52.9500	1 076 051
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.9500	1 075 951
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.9600	1 075 851
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.9700	1 075 751
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	53.0000	1 075 651
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	53.0000	1 075 151
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	53.0000	1 075 051
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	53.0000	1 074 951
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	53.0000	1 074 751
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	53.0000	1 074 651
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	53.0300	1 074 551
Stewart, Cameron Douglas	5, 3		O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	53.0300	1 074 451
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.8500	1 101 162
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.8500	1 101 062
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.8500	1 100 862
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.8500	1 100 662
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	52.8500	1 100 362
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.6900	1 100 262
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.6900	1 100 162
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.6500	1 099 962
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	52.6800	1 099 662
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.6500	1 099 562
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.6500	1 099 462
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.6500	1 099 362

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.6500	1 099 262
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.7200	1 099 062
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.6500	1 098 962
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.6500	1 098 862
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.6500	1 098 762
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.6500	1 098 662
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.6500	1 098 462
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.7000	1 098 262
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.7000	1 098 162
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.6500	1 097 962
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.6500	1 097 762
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.6500	1 097 662
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.6500	1 097 462
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.6500	1 097 262
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.6500	1 097 162
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.6100	1 097 062
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.6100	1 096 962
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	52.6100	1 096 662
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.6100	1 096 562
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.6100	1 096 362
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.6100	1 096 162
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.7000	1 095 962
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.7000	1 095 862
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.7000	1 095 762
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.7000	1 095 662
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.7000	1 095 562
			O	2008-06-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.7000	
			M	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.7000	1 095 362
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.5800	1 095 262
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	52.5200	1 094 662
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	52.5300	1 094 362
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.5700	1 094 262
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.5200	1 094 062
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.5200	1 093 862
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.5300	1 093 662
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.5300	1 093 562
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.5200	1 093 362
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(60)	52.8300	1 093 302
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.8400	1 093 202
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.8500	1 093 002
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.8500	1 092 902
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.8500	1 092 802
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(900)	52.8500	1 091 902
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	52.8000	1 090 902
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	52.8000	1 090 202
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.8000	1 090 002
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.8000	1 089 802

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(900)	52.8000	1 088 902
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.8200	1 088 702
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	52.8200	1 088 402
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	52.8200	1 088 102
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.8300	1 087 902
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.8100	1 087 802
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.8100	1 087 702
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.8000	1 087 502
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.8000	1 087 302
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	52.8000	1 086 902
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.8500	1 086 802
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	52.8500	1 086 502
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	52.8500	1 086 202
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.8500	1 086 002
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	52.9200	1 085 002
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.9400	1 084 902
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	53.0000	1 084 702
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	53.0000	1 084 202
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	53.0000	1 084 102
			O	2008-07-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	53.0000	1 083 902
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(51)	52.6900	1 083 851
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.6900	1 083 751
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.6900	1 083 651
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.7000	1 083 451
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.6800	1 083 351
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.6800	1 083 151
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.6800	1 082 951
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.6800	1 082 851
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.6600	1 082 751
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	52.6600	1 082 451
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.7600	1 082 351
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 100)	52.7600	1 081 251
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.8700	1 081 151
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.8700	1 081 051
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	53.0000	1 080 751
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	53.0000	1 080 651
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	53.0000	1 080 551
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.9500	1 080 351
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.9500	1 080 151
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.9500	1 079 951
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.9500	1 079 851
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.9600	1 079 751
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	53.0000	1 079 551
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	53.0000	1 079 451
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	53.0000	1 079 351
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	53.0000	1 079 151
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	53.0200	1 078 751

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	53.0000	1 078 651
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	53.0200	1 078 551
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	52.9700	1 078 251
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.9700	1 078 051
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.9500	1 077 951
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.9700	1 077 851
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.9700	1 077 751
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.9700	1 077 651
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.9600	1 077 451
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.9700	1 077 351
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.9500	1 077 251
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.9700	1 077 151
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.9700	1 077 051
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.9500	1 076 951
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	52.9700	1 076 751
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	52.9500	1 076 151
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.9500	1 076 051
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.9600	1 075 951
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.9700	1 075 851
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	53.0000	1 075 751
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	53.0000	1 075 251
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	53.0000	1 075 151
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	53.0000	1 075 051
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	53.0000	1 074 851
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	53.0000	1 074 751
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	53.0300	1 074 651
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	53.0300	1 074 551
La Societe de Gestioin AGF Limitee									
<i>Options Stock Option Plan</i>									
Lyon, Robert D.	5		O	2008-07-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-02	D	50 - Attribution d'options	20 000	22.3600	20 000
LAB Recherche Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Likes, Garth	4		O	2008-07-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 200)	6.8000	(3 900)
			O	2008-07-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	6.8000	300
			R	2008-06-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	6.7000	800
			R	2008-06-17	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 900)	6.9000	(2 900)
			R	2008-06-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	6.8000	0
			R	2008-06-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	7.1000	400
Lanesborough Real Estate Investment Trust									
<i>Parts de fiducie</i>									
Lanesborough Real Estate Investment Trust	1		O	2008-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	5.1000	31 400
			O	2008-07-15	D	38 - Rachat ou annulation	4 800	5.0968	6 800
			O	2008-07-16	D	38 - Rachat ou annulation	43 200	5.0174	50 000
			O	2008-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	(29 400)		2 000
Thorsteinson, Arni Clayton 2668921 Manitoba Ltd.	4, 5, 8 PI		O	2008-07-07	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	5.1300	1 747 400

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2008-07-07	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 500	5.1200	1 749 900
			O	2008-07-07	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	5.1200	1 754 900
			O	2007-07-07	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	5.1100	
			M	2008-07-07	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	5.1100	1 756 900
			O	2008-07-07	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	5.1700	1 761 900
			O	2008-07-07	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	5.1500	1 766 900
			O	2008-07-07	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 000	5.2400	1 781 900
			O	2008-07-07	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	5.2300	1 786 900
			O	2008-07-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	4.9700	1 801 900
			O	2008-07-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	4.9500	1 806 900
			O	2008-07-07	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	4.8900	1 791 900
			O	2008-07-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	5.0000	1 811 900
			O	2008-07-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	5.0900	1 816 900
			O	2008-07-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	5.0200	1 826 900
			O	2008-07-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	5.0000	1 829 900
			O	2008-07-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	5.2000	1 832 900
			O	2008-07-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	5.1000	1 835 900
			O	2008-07-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	5.1900	1 840 900
			O	2008-07-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	5.2700	1 843 900
LE CHATEAU INC.									
<i>Actions à droit de vote subalterne Class A shares</i>									
Del Ciano, Johnny	5		O	2007-07-18	D	37 - Division ou regroupement d'actions	8 700		11 600
Johnny Del Ciano - RRSP	PI		O	2005-05-04	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-15	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	12.2000	100
			O	2008-07-16	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 900	12.3500	2 000
<i>Options</i>									
Del Ciano, Johnny	5		O	2007-07-18	D	37 - Division ou regroupement d'actions	55 500		74 000
Le Groupe Forzani Ltee									
<i>Actions ordinaires</i>									
The Forzani Group Ltd.	1		O	2008-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	(1 516 276)		0
Le Groupe Jean Coutu (PJC) inc.									
<i>Actions à droit de vote subalterne Catégorie A</i>									
Belzile, André	5		O	2008-07-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 700	7.0500	17 000
LE GROUPE NORWALL INC.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Patton, James Joseph	4, 5, 3		O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	0.7520	1 478 978
Les Aliments Maple Leaf Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Johnson, Wayne	5		O	2008-04-11	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	721	13.4125	
			M	2008-04-11	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	721	13.4125	47 763
Les Industries Amisco Ltée									
<i>Actions ordinaires</i>									
Les Industries Amisco Ltée	1		O	2008-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	100	1.5000	100
			O	2008-07-15	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	1.5000	1 100
			O	2008-07-16	D	38 - Rachat ou annulation	300	1.5000	1 400

Émetteur Titre	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Les Industries Avcorp Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Kalil, Paul Benedict	4, 5		O	2008-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 800	1.0200	114 466
Scholz, Michael Curt	4, 5, 3		O	2008-07-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	25 000	1.0200	139 466
			O	2008-07-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 000	1.0100	5 968 496
Les mines d'argent ÉCU inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Walker, G. Dwight	5		O	2007-11-19	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	1.8500	5 000
Les Placements Montec Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Bentob, Myer	4, 5, 3		O	2008-07-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	23 000	0.0700	5 335 500
			O	2008-07-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 000	0.0800	5 342 500
Les Ressources Yorbeau Inc.									
<i>Actions ordinaires Class A</i>									
Crevier, David	4, 5		O	2008-07-16	D	51 - Exercice d'options	500 000	0.1550	10 444 815
<i>Options</i>									
Crevier, David	4, 5		O	2008-07-16	D	51 - Exercice d'options	(500 000)		550 000
Life & Banc Split Corp.									
<i>Actions privilégiées</i>									
Zeiler, Lorne	5								
John Zeiler	PI		O	2006-10-17	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-11	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	9.7500	500
Liquidation World Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Clarke Inc.	3		O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 200	1.4500	1 086 000*
			O	2008-07-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 500	1.4000	1 087 500*
			O	2008-07-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 500	1.4000	1 090 000*
Lockerbie & Hole Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Zaine, Michael C.	7		O	2008-07-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 800)	13.7500	120 000
Look Communications Inc.									
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>									
Buxton-Forman, Malcolm	7		O	2008-07-09	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	2 287	0.4757	104 587
Cytrynbaum, Michael	4, 5		O	2008-07-09	D	97 - Autre	1 328		32 646*
Unique Broadband Systems, Inc.	3								
UBS Wireless Services Inc.	PI		O	2008-07-09	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	221 331	0.4757	29 084 973
MacDonald, Dettwiler and Associates Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Vanturennot, Karel	7, 5		O	2008-07-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	133	37.3800	39 907
Magasins Hart Inc.									
<i>Options</i>									
Pugliese, Salvatore	5		O	2008-07-09	D	50 - Attribution d'options	5 000	2.2100	51 000
Magellan Aerospace Corporation									
<i>Options</i>									
SEGAL, Robert	5		O	2008-07-17	D	99 - Correction d'information	8 000	15.4000	24 500

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Magna International Inc.									
<i>Actions à droit de vote subalterne Class A</i>									
Magna International Inc.	1		O	2008-06-02	D	38 - Rachat ou annulation	24 400	70.8760	24 400
			O	2008-06-02	D	38 - Rachat ou annulation	(24 400)	70.8760	0
			O	2008-06-02	D	38 - Rachat ou annulation	7 200	70.7014USD	7 200
			O	2008-06-02	D	38 - Rachat ou annulation	(7 200)	70.7014USD	0
			O	2008-06-03	D	38 - Rachat ou annulation	91 700	70.5203	91 700
			O	2008-06-03	D	38 - Rachat ou annulation	(91 700)	70.5203	0
			O	2008-06-03	D	38 - Rachat ou annulation	81 500	69.9886USD	81 500
			O	2008-06-03	D	38 - Rachat ou annulation	(81 500)	69.9886USD	0
			O	2008-06-04	D	38 - Rachat ou annulation	91 700	70.9100	91 700
			O	2008-06-04	D	38 - Rachat ou annulation	(91 700)	70.9100	0
			O	2008-06-04	D	38 - Rachat ou annulation	87 518	69.9536USD	87 518
			O	2008-06-04	D	38 - Rachat ou annulation	(87 518)	69.9536USD	0
			O	2008-06-05	D	38 - Rachat ou annulation	91 700	70.8021	91 700
			O	2008-06-05	D	38 - Rachat ou annulation	(91 700)	70.8021	0
			O	2008-06-05	D	38 - Rachat ou annulation	87 518	69.4915USD	87 518
			O	2008-06-05	D	38 - Rachat ou annulation	(87 518)	69.4915USD	0
			O	2008-06-06	D	38 - Rachat ou annulation	91 700	70.4300	91 700
			O	2008-06-06	D	38 - Rachat ou annulation	(91 700)	70.4300	0
			O	2008-06-06	D	38 - Rachat ou annulation	87 518	69.1787USD	87 518
			O	2008-06-06	D	38 - Rachat ou annulation	(87 518)	69.1787USD	0
			O	2008-06-09	D	38 - Rachat ou annulation	91 700	70.0316	91 700
			O	2008-06-09	D	38 - Rachat ou annulation	(91 700)	70.0316	0
			O	2008-06-09	D	38 - Rachat ou annulation	143 400	68.4399USD	143 400
			O	2008-06-09	D	38 - Rachat ou annulation	(143 400)	68.4399USD	0
			O	2008-06-11	D	38 - Rachat ou annulation	60 600	70.1464	60 600
			O	2008-06-11	D	38 - Rachat ou annulation	(60 600)	70.1464	0
			O	2008-06-11	D	38 - Rachat ou annulation	148 100	68.8494USD	148 100
			O	2008-06-11	D	38 - Rachat ou annulation	(148 100)	68.8494USD	0
			O	2008-06-16	D	38 - Rachat ou annulation	900	70.2178USD	900
			O	2008-06-16	D	38 - Rachat ou annulation	(900)	70.2178USD	0
			O	2008-06-17	D	38 - Rachat ou annulation	81 300	71.7317	81 300
			O	2008-06-17	D	38 - Rachat ou annulation	(81 300)	71.7317	0
			O	2008-06-17	D	38 - Rachat ou annulation	88 700	70.4015USD	88 700
			O	2008-06-17	D	38 - Rachat ou annulation	(88 700)	70.4015USD	0
			O	2008-06-18	D	38 - Rachat ou annulation	36 800	70.3730	36 800
			O	2008-06-18	D	38 - Rachat ou annulation	(36 800)	70.3730	0
			O	2008-06-18	D	38 - Rachat ou annulation	104 400	69.1900USD	104 400
			O	2008-06-18	D	38 - Rachat ou annulation	(104 400)	69.1900USD	0
			O	2008-06-26	D	38 - Rachat ou annulation	49 800	62.6447	49 800
			O	2008-06-26	D	38 - Rachat ou annulation	(49 800)	62.6447	0
			O	2008-06-26	D	38 - Rachat ou annulation	100 200	61.9076USD	100 200
			O	2008-06-26	D	38 - Rachat ou annulation	(100 200)	61.9076USD	0
Matrikon Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Bolton, Hugh John	4		O	2008-07-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime	4 500		77 378

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
						d'actionnariat			
			O	2008-07-08	D	35 - Dividende en actions	360		77 738
Chia, Jonathan Wing-Hong	5		O	2008-07-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			2 350
Jespersen, Kent	4		O	2008-07-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 500	4.2700	
			M	2008-07-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 500		69 208
			O	2008-07-07	D	35 - Dividende en actions	360	4.2700	
			M	2008-07-08	D	35 - Dividende en actions	360		69 568
Moore, Robert	4		O	2008-07-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 500	4.2700	
			M	2008-07-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 500		122 531
			O	2008-07-07	D	35 - Dividende en actions	360	4.2700	
			M	2008-07-08	D	35 - Dividende en actions	360		122 891
Percy, Michael	4		O	2008-07-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 500	4.2700	
			M	2008-07-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 500		9 000
			O	2008-07-07	D	35 - Dividende en actions	360	4.2700	
			M	2008-07-08	D	35 - Dividende en actions	360		9 360
Rennie, Janice Gaye	4		O	2008-07-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 500	4500.0000	
			M	2008-07-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 500		29 821
			O	2008-07-07	D	35 - Dividende en actions	360	4.2700	
			M	2008-07-08	D	35 - Dividende en actions	360		30 181
Rosenfeld, Eric Stuart	4, 3		O	2007-07-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-12	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 500	4.5000	
			M	2008-07-12	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 500		4 860
			O	2008-07-12	D	35 - Dividende en actions	360	4.5000	
			M	2008-07-08	D	35 - Dividende en actions	360		360
Somji, Nizar Jaffer	4, 6, 5, 3		O	2008-07-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 500	4.2700	
			M	2008-07-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 500		271 121
			O	2008-07-07	D	35 - Dividende en actions	360	4.2700	
			M	2008-07-08	D	35 - Dividende en actions	360		271 481
<i>Restricted Share Units</i>									
Bolton, Hugh John	4		O	2008-07-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	(4 500)		4 500
Chia, Jonathan Wing-Hong	5		O	2008-07-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			16 250
Gould, Jeffrey Paul	5		O	2008-04-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	50 000		80 000
Jespersen, Kent	4		O	2008-07-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	(4 500)		4 500
Moore, Robert	4		O	2008-07-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	(4 500)		4 500
Percy, Michael	4		O	2008-07-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	(4 500)		4 500
Rennie, Janice Gaye	4		O	2008-07-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	(4 500)		4 500
Rosenfeld, Eric Stuart	4, 3		O	2008-07-12	D	57 - Exercice de droits de souscription	(4 500)		9 000

Émetteur	Relation	Retard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
Somji, Nizar Jaffer	4, 6, 5, 3		O	2008-07-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	(4 500)		4 500
Mazarin Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Godbout, Clément	4								
Valeurs mobilières Desjardins	PI		O	2002-09-11	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			12 500
			O	2008-07-10	I	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	10 000	0.0800	22 500
MCAN Mortgage Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Oldenburg, Tammy	5								
BMO Investor Line (Tammy Oldenburg)	PI		O	2008-07-08	I	30 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'un régime d'actionariat	23	8.6900	929
RRSP - BMO Investor Line	PI		O	2008-07-08	I	30 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'un régime d'actionariat	221	8.6900	9 994
Mecachrome International Inc.									
<i>Options</i>									
Casella, Arnaud	7		O	2008-07-07	D	38 - Rachat ou annulation	(120 000)		0
Casella, Guillaume	5		O	2008-07-07	D	38 - Rachat ou annulation	(120 000)		0
<i>Restricted Share Units</i>									
Casella, Arnaud	7		O	2008-07-07	D	38 - Rachat ou annulation	(30 000)		0
Casella, Guillaume	5		O	2008-07-07	D	38 - Rachat ou annulation	(30 000)		0
Metallica Resources Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Blacketor, Bradley Joseph	5		O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(10 000)	7.2000	12 500*
			O	2008-07-04	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(12 500)	7.2000	0
			O	2008-07-04	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(32 200)	7.2000	(32 200)
Hall, Richard James	4, 5	R	O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(2 100)	7.2000	471 116
			O	2008-07-04	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(147 500)	7.2000	323 616
MGM Energy Corp.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Bunio, Gary	5		O	2008-07-15	D	15 - Acquisition ou aliénéation au moyen d'un prospectus	20 000	0.6700	60 024
			O	2008-07-15	D	15 - Acquisition ou aliénéation au moyen d'un prospectus	40 000	0.5500	100 024
Children	PI		O	2007-01-12	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-15	I	47 - Acquisition ou aliénéation par don	200		200
Chernoff, Michael N. (initial only)	4								
Aloha Trust	PI		O	2008-07-15	I	15 - Acquisition ou aliénéation au moyen d'un prospectus	420 000	0.6700	840 000
Hogg, John Richard	5		O	2008-07-15	D	15 - Acquisition ou aliénéation au moyen d'un prospectus	50 000	0.6700	80 080
			O	2008-07-15	D	15 - Acquisition ou aliénéation au moyen d'un prospectus	20 000	0.5500	100 080
Lee, Bernard K.	6		O	2008-07-15	D	15 - Acquisition ou aliénéation au moyen d'un prospectus	100 000	0.6700	171 069
Miller, Richard Nelson	5								
Spouse	PI		O	2007-07-30	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-15	I	15 - Acquisition ou aliénéation au moyen d'un prospectus	50 000	0.5500	50 000
Paramount Resources Ltd.	3		O	2008-07-15	D	15 - Acquisition ou aliénéation au moyen d'un prospectus	22 363 636	0.5500	43 833 636
Riddell, Clayton H.	4, 6, 5, 3								
Dreamworks Investment Holdings Ltd.	PI		O	2008-07-15	I	15 - Acquisition ou aliénéation au moyen d'un prospectus	14 710 746	0.6700	20 297 588
Warner Investment Holdings Ltd.	PI		O	2008-07-15	I	15 - Acquisition ou aliénéation au moyen d'un prospectus	15 000 000	0.6700	20 736 424
Sykes, Henry William	4, 5		O	2008-07-15	D	15 - Acquisition ou aliénéation au moyen d'un prospectus	179 104	0.6700	354 039

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Microbix Biosystems Inc.									
<i>Options</i>									
COCHRAN, MARK	4		O	2008-07-10	D	50 - Attribution d'options	15 000		135 000
Long, James Albert	4		O	2008-07-10	D	50 - Attribution d'options	15 000		215 000
Midnight Oil Exploration Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Weldon, Andrew Dale	5		O	2008-07-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100 000	1.9700	533 580
Migenix Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
DJohnson Holdings Inc.	3		O	2008-07-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2008-07-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			14 042 400
			O	2008-07-15	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	2 518 000		16 560 400*
Mineraux Sierra Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Farrant, Michael Hugh	4, 5		O	2008-06-27	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	9 500	0.2500	9 500
			O	2008-07-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	0.2950	10 000
Mines Aurizon Ltee									
<i>Actions ordinaires</i>									
Brousseau, Gilles	5		O	2007-04-05	D	51 - Exercice d'options	23 000	1.5000	
			M	2007-04-10	D	51 - Exercice d'options	15 000	1.5000	5 000
			O	2007-04-18	D	51 - Exercice d'options	8 000	1.5000	0
Mines d'Or Dynacor Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
LeFrançois, Fernand	4		O	2008-07-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	0.2733	88 512
			O	2007-10-18	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			88 512
REER	PI		O	2007-10-18	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			46 500
<i>Options</i>									
LeFrançois, Fernand	4		O	2007-10-18	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			100 000
Mines Richmond Inc.									
<i>Options</i>									
Pichette, Christian	5		O	2008-07-11	D	50 - Attribution d'options	25 000	2.8300	175 000
Veilleux, Nicole	5		O	2008-07-11	D	50 - Attribution d'options	25 000	2.8300	90 000
Mines Virginia Inc.									
<i>Options</i>									
Archer, Paul	5		O	2008-07-14	D	50 - Attribution d'options	9 000	5.4100	172 000
Gaumont, André	4, 5		O	2008-07-14	D	50 - Attribution d'options	16 000	5.4100	401 000
Jacob, Mario	4		O	2008-07-14	D	50 - Attribution d'options	4 000	5.4100	38 000
Labbé, Pierre	4		O	2008-07-14	D	50 - Attribution d'options	4 000	5.4100	15 000
Lemire, André	4		O	2008-07-14	D	50 - Attribution d'options	5 000	5.4100	55 000
St-Jacques, Claude	4		O	2008-07-14	D	50 - Attribution d'options	4 000	5.4100	38 000
Villeneuve, Robin	5		O	2008-07-14	D	50 - Attribution d'options	4 000	5.4100	104 000
MINT Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
MINT Income Fund	1		O	2008-07-03	D	38 - Rachat ou annulation	2 500	11.9600	5 619 919
			O	2008-07-04	D	38 - Rachat ou annulation	2 900	11.8500	5 622 819
			O	2008-07-07	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	11.6900	5 626 519

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2008-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	4 300	11.4200	5 630 819
MOSAID Technologies Incorporated									
<i>Actions ordinaires</i>									
Brown, Joseph	5		O	2007-04-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2007-04-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 178
			O	2007-04-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	13	22.6400	
			M	2007-06-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	13	22.6400	1 191
			O	2008-01-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	24	15.8000	1 215
			O	2008-05-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	322	13.4400	1 537
Lindgren, John Carleton	4, 5		O	2008-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	800	14.0900	31 515
			O	2008-05-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	715	13.4400	30 715
MOSAID Technologies Incorporate	1		O	2008-07-04	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	14.9300	5 000
			O	2008-07-04	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)		0
			O	2008-07-04	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	14.9200	5 000
			O	2008-07-04	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)		0
			O	2008-07-04	D	38 - Rachat ou annulation	5 400	14.8600	5 400
			O	2008-07-04	D	38 - Rachat ou annulation	(5 400)		0
			O	2008-07-04	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	14.9100	5 000
			O	2008-07-04	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)		0
			O	2008-07-04	D	38 - Rachat ou annulation	56	14.9200	56
			O	2008-07-04	D	38 - Rachat ou annulation	(56)		0
			O	2008-07-07	D	38 - Rachat ou annulation	100	14.8500	100
			O	2008-07-07	D	38 - Rachat ou annulation	(100)		0
			O	2008-07-07	D	38 - Rachat ou annulation	10 356	14.8800	10 356
			O	2008-07-07	D	38 - Rachat ou annulation	(10 356)		0
			O	2008-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	10 456	14.4000	10 456
			O	2008-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	(10 456)		0
			O	2008-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	14.3000	1 200
			O	2008-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	(1 200)		0
			O	2008-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	5 356	14.4800	5 356
			O	2008-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	(5 356)		0
			O	2008-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	2 700	14.2000	2 700
			O	2008-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	(2 700)		0
			O	2008-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	100	14.1500	100
			O	2008-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	(100)		0
			O	2008-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	100	14.0800	100
			O	2008-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	(100)		(100)
			O	2008-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	100	14.2700	0
			O	2008-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	(100)		0
			O	2008-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	13.7400	10 000
			O	2008-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	(10 000)		0
			O	2008-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	400	13.7600	400
			O	2008-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	(400)		0

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2008-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	3 300	13.8500	3 300
			O	2008-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	(3 300)		0
			O	2008-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	100	13.9500	100
			O	2008-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	(100)		0
			O	2008-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	1 600	13.9800	1 600
			O	2008-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	(1 600)		0
			O	2008-07-14	D	38 - Rachat ou annulation	100	13.7000	100
			O	2008-07-14	D	38 - Rachat ou annulation	(100)		0
			O	2008-07-14	D	38 - Rachat ou annulation	100	13.8500	100
			O	2008-07-14	D	38 - Rachat ou annulation	(100)		0
			O	2008-07-14	D	38 - Rachat ou annulation	456	13.9600	456
			O	2008-07-14	D	38 - Rachat ou annulation	(456)		0
			O	2008-07-14	D	38 - Rachat ou annulation	9 800	13.9800	9 800
			O	2008-07-14	D	38 - Rachat ou annulation	(9 800)		0
Shaer, Phillip	5		O	2007-05-14	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2007-05-14	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			311
			O	2007-06-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	92	22.6400	403
			O	2008-01-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	215	15.8000	618
			O	2008-05-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	177	13.4400	795
New Gold Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Gallagher, Robert	5		O	2008-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-06-30	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	35 000		35 000
Huxham, Basil	5		O	2008-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-06-30	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	10 000		10 000
PILON, MELANIE	5		O	2008-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-01	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	2 000		2 000
SIMPSON, JAMES BRUCE	5		O	2008-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-01	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	100 000		100 000
Telfer, Ian William	4		O	2008-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-06-30	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	200 000		200 000*
<i>Bons de souscription</i>									
PILON, MELANIE	5		O	2008-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-01	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	10 000		10 000
Telfer, Ian William	4		O	2008-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-06-30	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	100 000		100 000*
<i>Options</i>									
Davis, Clifford John	4, 5		O	2008-07-08	D	50 - Attribution d'options	34 450	7.8400	559 450
Gallagher, Robert	5		O	2008-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2008-06-30	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	2 000 000		2 000 000
Huxham, Basil	5		O	2008-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-06-30	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	1 500 000		1 500 000
PILON, MELANIE	5		O	2008-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-01	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	1 050 000		1 050 000
SIMPSON, JAMES BRUCE	5		O	2008-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-01	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	2 250 000		2 250 000
Sweeney, Paul Bristol	4		O	2008-07-08	D	50 - Attribution d'options	34 450	7.8400	159 450*
Telfer, Ian William	4		O	2008-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2008-06-30	D	50 - Attribution d'options	34 450	7.8400	34 450*
Toews, Susan Caroline	5		O	2008-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-06-30	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	144 000		144 000
New Millennium Capital Corp.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Journeaux, Howaith Dean 1301738 Ontario Inc.	4 PI		O	2008-07-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 000	1.3000	55 000
Newalta Income Fund									
<i>Droits Exchange Rights and Trust Unit rights</i>									
Borys, Michael	5		O	2008-07-14	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-14	D	50 - Attribution d'options	75 000	18.0300	75 000
<i>Parts de fiducie</i>									
Riddell, Clayton H. Spouse	4 PI		O	2008-07-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	700	18.6000	700
			O	2008-07-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	18.7300	1 700
			O	2008-07-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 300	18.7500	4 000
			O	2008-07-07	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 500	18.1500	6 500
Warner Investment Holdings Ltd.	PI		O	2008-07-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	12 500	17.8000	423 075
Nexient Learning Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
McQueen, Mark Roderick Wellington Financial Fund II	4 PI		O	2008-06-30	C	37 - Division ou regroupement d'actions	(500 476)		166 825*
			O	2008-06-30	C	36 - Conversion ou échange	3 531 050		3 697 875*
Rotman, Kenneth Brice Clairvest Group Inc	4 PI		O	2008-06-30	C	37 - Division ou regroupement d'actions	(94 905)		31 635
			O	2008-06-30	C	36 - Conversion ou échange	669 595		701 230
Wellington Financial LP	PI		O	2008-06-30	C	37 - Division ou regroupement d'actions	(500 476)		166 825
			O	2008-06-30	C	36 - Conversion ou échange	3 531 050		3 697 875
The VenGrowth Investment Fund Inc.	3		O	2008-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 643 705
The VenGrowth Traditional Industries Fund Inc. Wellington Financial LP	3 3		O	2008-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			3 045 865
			O	2008-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			3 697 875
<i>Actions privilégiées convertibles Series A</i>									
McQueen, Mark Roderick Wellington Financial Fund II	4 PI		O	2005-03-03	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2008-06-30	C	36 - Conversion ou échange	17 729 167		17 729 167*
Rotman, Kenneth Brice	4								
Clairvest Group Inc	PI		O	2005-12-02	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-06-30	C	36 - Conversion ou échange	4 543 209		4 543 209
Wellington Financial LP	PI		O	2005-12-02	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-06-30	C	36 - Conversion ou échange	17 729 167		17 729 167
The VenGrowth Investment Fund Inc.	3		O	2008-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			10 649 479
The VenGrowth Traditional Industries Fund Inc.	3		O	2008-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			6 514 271
Wellington Financial LP	3		O	2008-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			17 729 167
<i>Actions privilégiées convertibles Series B</i>									
McQueen, Mark Roderick	4								
Wellington Financial Fund II	PI		O	2005-03-03	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-06-30	C	36 - Conversion ou échange	3 851 486		3 851 486*
Rotman, Kenneth Brice	4								
Clairvest Group Inc	PI		O	2005-12-02	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-06-30	C	36 - Conversion ou échange	730 356		730 356
Wellington Financial LP	PI		O	2005-12-02	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-06-30	C	36 - Conversion ou échange	3 851 486		3 851 486
The VenGrowth Investment Fund Inc.	3		O	2008-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 693 646
The VenGrowth Traditional Industries Fund Inc.	3		O	2008-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			2 378 320
Wellington Financial LP	3		O	2008-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			3 851 486
<i>Actions privilégiées convertibles Series C</i>									
The VenGrowth Traditional Industries Fund Inc.	3		O	2008-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			19 964 092
<i>Bons de souscription</i>									
Carrescia, Peter	4								
The VenGrowth II Investment Fund Inc.	PI		O	2008-06-30	C	99 - Correction d'information	(1 178 182)		0
The VenGrowth III Investment Fund Inc.	PI		O	2008-06-30	C	99 - Correction d'information	(280 000)		0
The VenGrowth Investment Fund Inc.	PI		O	2008-06-30	C	99 - Correction d'information	(3 704 167)		0
The VenGrowth Traditional Industries Fund Inc.	PI		O	2008-06-30	C	99 - Correction d'information	(3 269 469)		0
McQueen, Mark Roderick	4								
Wellington Financial Fund II	PI		O	2008-06-30	C	38 - Rachat ou annulation	(8 530 303)		0
			O	2008-06-30	C	36 - Conversion ou échange	590 909		590 909*
Rotman, Kenneth Brice	4								
Clairvest Group Inc	PI		O	2008-06-30	C	38 - Rachat ou annulation	(1 580 247)		0
Wellington Financial LP	PI		O	2008-06-30	C	38 - Rachat ou annulation	(8 530 303)		0
			O	2008-06-30	C	36 - Conversion ou échange	590 909		590 909
The VenGrowth Traditional Industries Fund Inc.	3		O	2008-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			250 909
Wellington Financial LP	3		O	2008-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			590 909
Norbord Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Brookfield Asset Management Inc.	3								
Brookfield Investments Corporation	PI		O	2008-06-30	I	35 - Dividende en actions	663 638	6.0342	40 708 929
NIED Holdings Limited	PI		O	2008-06-30	I	35 - Dividende en actions	355 438	6.0342	11 803 278
North American Palladium Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Thompson, Michael Charles	5								
SunLife	PI		O	2008-07-10	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime	231	5.3900	1 360

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
						d'actionariat			
<i>Options</i>									
Mell, Trent Charles Arthur	5		O	2007-04-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2007-04-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2007-04-16	D	50 - Attribution d'options	30 000		30 000
Thompson, Michael Charles	5		O	2008-05-22	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	20 000	6.4700	
			M	2008-05-22	D	50 - Attribution d'options	20 000	6.4700	28 600
Northern Star Mining Corp.									
<i>Options</i>									
Awde, Jonathan Charles Timothy	5		O	2008-06-30	D	50 - Attribution d'options	100 000	0.9900	1 775 000
David, Michel	4, 5		O	2008-06-30	D	50 - Attribution d'options	150 000	0.9900	1 375 000
Silas, Richard	4		O	2008-06-30	D	50 - Attribution d'options	150 000	0.9900	625 000
NovaGold Resources Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
McConnell, Gerald James	4		O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 700)	7.8400	17 501
			O	2008-07-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	8.0400	17 001
			O	2008-07-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 000)	8.0200	10 001
Nicholson, Douglas Collin	7		O	2008-06-19	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	77	7.8900USD	51 891
			O	2008-07-03	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	81	7.5500USD	51 972
Sanders, Elaine	5		O	2008-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	159	7.8600	
			M	2008-07-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	159	7.8600	470
Noveko International inc.									
<i>Actions ordinaires Class A</i>									
Dorosz, Wanda Mary	4								
Quorum Investment Pool Limited Patnership	PI		O	2008-07-11	C	36 - Conversion ou échange	400 000	1.2500	952 987
Nuveen Senior Floating Rate Income Fund									
<i>Parts de fiducie redeemable, transferable</i>									
Nuveen Senior Floating Rate Income Fund	1		O	2008-02-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	6.2100	
			M	2008-02-22	D	38 - Rachat ou annulation	200	6.2100	200
			O	2008-02-22	D	38 - Rachat ou annulation	(200)	6.2100	
			M	2008-02-22	D	38 - Rachat ou annulation	(200)	6.2100	0
OilSands Canada Corporation									
<i>Parts</i>									
OilSands Canada	1		O	2008-07-03	D	38 - Rachat ou annulation	2 300	8.3000	2 300
			O	2008-07-03	D	38 - Rachat ou annulation	(2 300)		0
			O	2008-07-04	D	38 - Rachat ou annulation	700	8.2500	700
			O	2008-07-04	D	38 - Rachat ou annulation	(700)		0
			O	2008-07-07	D	38 - Rachat ou annulation	2 200	8.2000	2 200
			O	2008-07-07	D	38 - Rachat ou annulation	(2 200)		0
			O	2008-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	2 100	8.1500	2 100
			O	2008-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	(2 100)		0
			O	2008-07-03	D	38 - Rachat ou annulation	300	8.6400	300
			O	2008-07-03	D	38 - Rachat ou annulation	(300)		0

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2008-07-04	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	8.6000	1 500
			O	2008-07-04	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)		0
			O	2008-07-07	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	8.3700	1 400
			O	2008-07-07	D	38 - Rachat ou annulation	(1 400)		0
			O	2008-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	900	8.3300	900
			O	2008-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	(900)		0
			O	2008-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	600	8.5100	600
			O	2008-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	(600)		0
Open Text Corporation									
<i>Actions ordinaires OTEX Common</i>									
Caisse de dépôt et placement du Québec	3		O	2008-07-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	31.0000	7 268 105
Shackleton, John	4, 5		O	2008-07-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	410	30.4286USD	31 222
Opta Minerals Inc.									
<i>Options 2005 Plan</i>									
Caouette, Martin	5		O	2007-09-05	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2007-09-05	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			20 500
		R	O	2007-09-05	D	50 - Attribution d'options	15 000		35 500
Loeb, Donald	4		O	2006-07-28	D	50 - Attribution d'options	4 166	3.2000	
			M	2006-07-28	D	50 - Attribution d'options	5 000	3.2000	35 000
Or Gammon Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
George, Fred	4, 5		O	2008-07-17	D	47 - Acquisition ou aliénation par don	(50 000)		2 255 800
Orsu Metals Corporation									
<i>Options</i>									
Baratov, Takhirzhan Tursunovich	4		O	2008-06-19	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-09	D	50 - Attribution d'options	500 000	0.3500	500 000*
Kurzin, Sergey Vladimirovich	4, 5		O	2008-06-19	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-09	D	50 - Attribution d'options	1 000 000	0.3500	1 000 000*
Tchedaeva, Tania	5		O	2008-06-19	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-09	D	50 - Attribution d'options	75 000	0.3800	75 000*
			O	2008-07-09	D	50 - Attribution d'options	75 000	0.6100	150 000*
Yakubchuk, Alexander Sergeevich	4, 5		O	2008-06-19	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-09	D	50 - Attribution d'options	1 000 000	0.5300	1 000 000*
OSI Geospatial Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Sentjens, John T.	5		O	2008-07-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	30 000	31.5333	60 500
Pan Orient Energy Corp.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Cassidy, Christopher Wallace Leigh	7	R	O	2008-07-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	9.6800	0
Paramount Energy Trust									
<i>Parts de fiducie</i>									
Maitland, Robert A.	4								
Maitland Family Foundation	PI		O	2008-02-07	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	25 000	8.8035	25 000
Marjoram, Kevin J.	5	R	O	2008-05-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	6 550	0.0100	
			M	2008-06-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	6 550	0.0100	18 750

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
Nelson, Donald J.	4								
Fairway Resources Inc.	PI		O	2008-07-11	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 700	8.9000	10 600
Riddell, Clayton H.	4, 3								
Spouse	PI		O	2008-07-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	5 151	8.7000	453 301
Strong, James Christopher	5		O	2008-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	8.9000	469
Passport Metals Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
SHAFFER, LAARA	4		O	2008-07-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	0.2800	170 000
Peak Gold Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Telfer, Ian William	4		O	2008-06-30	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(2 000 000)		0
<i>Bons de souscription</i>									
Telfer, Ian William	4		O	2008-06-30	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(1 000 000)		0
Pengrowth Energy Trust									
<i>Parts de fiducie</i>									
Kinnear, James Stuart	4, 5		O	2008-07-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	18.7700	7 230 352
			O	2008-07-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	70 000	18.2600	7 300 352
Nicolay, Robert Martin	5		O	2008-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 000	18.8000	5 888
Penn West Energy Trust									
<i>Droits</i>									
Smith, James Cameron	7		O	2008-07-07	D	51 - Exercice d'options	(3 000)	16.5200	60 000
<i>Parts de fiducie</i>									
Smith, James Cameron	7		O	2008-07-07	D	51 - Exercice d'options	3 000	16.5200	8 000
			O	2008-07-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 000)	30.6100	5 000
Petrobank Energy and Resources Ltd.									
<i>Options</i>									
Press, Richard	5		O	2008-07-14	D	50 - Attribution d'options	90 000		185 000
Petrolia Inc.									
<i>Options</i>									
Adam, Erick	4		O	2008-07-07	D	50 - Attribution d'options	50 000	1.2500	387 500
Petrolympic Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Ekstein, Brocha	3		O	2008-02-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2007-12-21	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M'	2007-12-21	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			11 111 607
Ekstein, Mendel Israel	4, 5, 3		O	2007-12-21	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2007-12-21	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			11 111 129
PEYTO Energy Trust									
<i>Parts de fiducie</i>									
Gray, Don	5		O	2008-07-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100 000	18.7600	4 032 162
			O	2008-07-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100 000	18.7400	4 132 162
			O	2008-07-16	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 000	18.2600	4 147 162
Thiebault & Gray Value Fund	PI		O	2008-07-14	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	80 000	18.7600	80 000
			O	2008-07-15	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	27 000	18.7400	107 000
Robinson, Scott	5		O	2008-07-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 500	18.7000	377 327

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Phoenix Technology Income Fund									
<i>trust units</i>									
Tetreault, Myron Arthur	4		O	2008-07-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 600)	15.9000	5 067
			O	2008-07-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(67)	15.8200	5 000
Pigboss suivi croissance inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Belleau, Nathalie	3								
9175-3178 Québec inc.	PI		O	2008-06-30	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-14	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	475 000		475 000
Pinetree Capital Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Fleming, Andrew	4		O	2008-07-11	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	4 000	2.5000	6 000
Patricio, Richard J	5		O	2008-07-11	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	100 000	2.5000	195 000
Sferra, Donato	7		O	2008-07-11	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	10 000	2.5000	17 000
<i>Bons de souscription</i>									
Fleming, Andrew	4		O	2008-07-11	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	2 000		3 000
Patricio, Richard J	5		O	2008-07-11	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	50 000	3.5000	60 000
Sferra, Donato	7		O	2008-07-11	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	5 000		6 000
<i>Options</i>									
Fleming, Andrew	4		O	2008-04-11	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	25 000	3.1400	
			M	2008-04-11	D	50 - Attribution d'options	25 000		100 000
Platinum Group Metals Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Jones, R. Michael	4, 5		O	2008-07-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(53 900)	3.0000	324 465
			O	2008-07-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	2.8500	374 865
			O	2008-07-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	2.9800	374 965
			O	2008-07-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 900	2.9900	376 865
			O	2008-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	2.9700	377 365
			O	2008-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	2.8000	378 365
Plazacorp Retail Properties Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Babineau, Edouard	4	R							
Babineau Holdings Ltd.	PI		O	2008-06-24	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	3.4000	450 433
Power Corporation du Canada									
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>									
Reny, Luc	5		O	2008-07-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	29.0000	68 400
			O	2008-07-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 000)	28.0000	64 400
PROEX ENERGY LTD.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Allaire, Steven Anthony	5		O	2008-04-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	50	19.1900	1 180 551
			O	2008-05-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	44	21.7800	1 086 595
			O	2008-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	41	23.7900	1 086 636
Johnson, David Daniel	4, 5		O	2008-04-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime	71	19.1900	1 455 639

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2008-05-31	D	d'actionariat 30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	62	21.7800	1 313 801
			O	2008-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	57	23.7900	1 313 858
Profound Energy Inc. (formerly known as Cork Exploration Inc.)									
<i>Actions ordinaires</i>									
Burnett, Evelyn Irene	5		O	2008-07-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	440	4.2600	107 379
Davis, William Thomas	4		O	2008-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	4.2400	553 122
			O	2008-07-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	601	4.2600	553 723
GRABAS, ALLAN VICTOR	5		O	2008-07-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	440	4.2600	202 927
Kosich, William John George	5		O	2008-07-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	440	4.2600	267 778
Orriss, Kevin Tracey	5		O	2008-07-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	439	4.2600	231 775
Rumpf, Karlton Howard	5		O	2008-07-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	440	4.2600	130 779
Wemyss, Nicholas Raymond	4		O	2008-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	4.2500	399 988
			O	2008-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 800	4.3000	402 788
			O	2008-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	4.2600	402 888
			O	2008-07-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	542	4.2600	403 430
PROGRESS ENERGY TRUST									
<i>Parts de fiducie</i>									
Allaire, Steven Anthony	5		O	2008-04-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	209	13.9000	27 815
			O	2008-05-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	190	15.2600	28 005
			O	2008-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	187	15.4900	61 192
Culbert, Michael Robert	4, 5		O	2008-04-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	291	13.9000	203 130
			O	2008-05-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	265	15.2600	203 395
			O	2008-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	261	15.4900	253 156
Johnson, David Daniel	4		O	2008-04-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	292	13.9000	49 508
			O	2008-05-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	266	15.2600	49 774
			O	2008-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	262	15.4900	114 536
Kist, Gregory W.	5		O	2008-04-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	181	13.9000	38 230
			O	2008-05-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	165	15.2600	38 395
			O	2008-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime	162	15.4900	71 557

Émetteur Titre Initié Porteur inscrit	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
						d'actionnariat			
MacNichol, Arthur Alexander	5		O	2008-04-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	210	13.9000	57 962
			O	2008-05-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	191	15.2600	58 153
			O	2008-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	188	15.4900	99 591
Miller, Gary Allan	5		O	2008-04-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	175	13.9000	44 214
			O	2008-05-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	160	15.2600	44 374
			O	2008-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	157	15.4900	54 281
Rutherford, Cindy Rae	5		O	2008-04-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	180	13.9300	31 142
			O	2008-05-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	165	15.2200	31 307
			O	2008-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	162	15.5000	64 469
Samis, Neil Herschel	5		O	2008-04-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	97	13.9000	58 524
Stannard, James Leigh	5		O	2008-04-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	181	13.9000	25 753
			O	2008-05-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	165	15.2600	25 918
			O	2008-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	162	15.4900	38 230
Topolinsky, Daniel Charles	5		O	2008-04-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	216	13.9000	92 157
			O	2008-05-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	197	15.2600	92 354
			O	2008-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	194	15.4900	133 798
QuestAir Technologies Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Musselman, Daryl Douglas	5		O	2008-06-26	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(8 511)		946*
<i>Bons de souscription</i>									
Musselman, Daryl Douglas	5		O	2008-06-26	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(5 940)	2.1500	660*
<i>Options</i>									
Musselman, Daryl Douglas	5		O	2008-06-26	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(45 000)		5 000*
Quincaillerie Richelieu Ltée									
<i>Options</i>									
Chicoyne, Denyse	4		O	2008-07-09	D	50 - Attribution d'options	1 000		3 000
Courteau, Robert	4		O	2008-07-09	D	50 - Attribution d'options	1 000		3 000
DOUVILLE, Jean R.	4		O	2008-07-09	D	50 - Attribution d'options	1 000		3 000
Proteau, Jocelyn	4		O	2008-07-09	D	50 - Attribution d'options	1 000		3 000
Ravensource Fund (formerly The First Asia Income Fund)									
<i>Parts de fiducie</i>									
Hodgson, Patrick William Egerton	3		O	2008-07-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	600	8.2000	344 450*
Red Back Mining Inc.									

Émetteur	Relation	Retard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
<i>Actions ordinaires</i>									
Love, Kathy	5		O	2008-07-17	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(500)	9.0300	4 500
Reitmans (Canada) Limitée									
<i>Actions sans droit de vote</i>									
Stotland, Howard	4								
119808 Canada Inc.	PI		O	2008-07-09	I	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	5 000	14.5500	20 000
			O	2008-07-11	I	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	5 000	14.8460	25 000
Weiss, Jay	5		O	2008-07-11	D	51 - Exercice d'options	8 000	4.2500	16 000
<i>Options Class A non-voting</i>									
Weiss, Jay	5		O	2008-07-11	D	51 - Exercice d'options	(8 000)	4.2500	30 000
Research In Motion Limited									
<i>Actions ordinaires</i>									
Kavelman, Dennis	7, 5		O	2008-06-30	D	51 - Exercice d'options	20 000	5.7333	32 000
			O	2008-06-30	D	51 - Exercice d'options	60 000	60000.0000	
			M	2008-06-30	D	51 - Exercice d'options	60 000	6.2000	92 000
			O	2008-06-30	D	51 - Exercice d'options	20 000	3.9767	112 000
			O	2008-06-30	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(6 650)	121.3500	105 350
			O	2008-06-30	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(2 550)	121.2000	102 800
			O	2008-06-30	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(1 200)	121.1500	101 600
			O	2008-06-30	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(50)	121.0500	101 550
			O	2008-06-30	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(3 050)	121.0000	98 500
			O	2008-06-30	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(11 500)	120.9000	87 000
			O	2008-06-30	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(2 150)	123.1500	
			M	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(2 150)	123.1500	84 850
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(50)	123.1900	84 800
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(1 000)	123.2000	83 800
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(50)	123.2100	83 750
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(250)	123.2200	83 500
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(450)	123.3500	83 050
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(300)	123.3700	82 750
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(150)	123.3800	82 600
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(100)	123.3900	82 500
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(4 350)	123.4000	78 150
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(100)	123.4100	78 050
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(250)	123.4200	77 800
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(550)	123.4300	77 250
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(1 000)	123.4500	76 250
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(900)	123.5000	75 350
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(150)	123.5100	75 200
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(100)	123.5200	75 100
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(100)	123.5300	75 000
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(1 000)	124.2500	74 000
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(800)	124.6000	73 200
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(50)	124.6400	73 150
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(100)	124.6700	73 050
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(50)	124.6800	73 000
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(50)	124.7600	72 950

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	124.7700	72 450
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	124.7800	72 350
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(250)	124.7900	72 100
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50)	124.8100	72 050
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50)	124.8700	72 000
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(950)	125.0000	71 050
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	125.0100	70 950
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50)	125.0300	70 900
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	125.0500	69 900
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(150)	125.0700	69 750
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50)	125.0800	69 700
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(150)	125.0900	69 550
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50)	125.1000	69 500
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	125.1100	69 400
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	125.1200	69 300
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	125.1300	69 200
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(150)	125.1400	69 050
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50)	125.1500	69 000
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	125.5600	68 900
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50)	125.5700	68 850
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(450)	125.5900	68 400
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(350)	125.6200	68 050
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(250)	125.6400	67 800
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	125.6500	67 700
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(150)	125.6600	67 550
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50)	125.6700	67 500
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	125.6800	67 400
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(150)	125.6900	67 250
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	125.7000	67 050
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50)	125.7300	67 000
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 800)	126.0000	65 200
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	126.0300	65 000
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	126.1000	64 300
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(150)	126.1100	64 150
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	126.1200	64 050
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50)	126.1300	64 000
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	126.2000	63 000
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(550)	126.3500	62 450
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	126.3600	62 250
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(250)	126.3700	62 000
			O	2008-07-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(21 750)	120.0000	40 250
			O	2008-07-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(450)	119.7000	39 800
			O	2008-07-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 800)	119.3500	37 000
			O	2008-07-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	117.7000	36 400
			O	2008-07-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	117.7100	36 300
			O	2008-07-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	117.7200	35 600
			O	2008-07-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	117.7700	35 500

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2008-07-04	D	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	(1 400)	117.8000	34 100
			O	2008-07-04	D	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	(1 300)	117.9000	32 800
			O	2008-07-04	D	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	(8 000)	117.9800	24 800
			O	2008-07-04	D	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	(2 800)	118.0500	22 000
			O	2008-07-04	D	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	(500)	118.0900	21 500
			O	2008-07-04	D	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	(1 000)	118.1000	20 500
			O	2008-07-04	D	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	(1 000)	118.1500	19 500
			O	2008-07-04	D	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	(1 000)	118.2500	18 500
			O	2008-07-04	D	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	(500)	118.3000	18 000
			O	2008-07-04	D	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	(200)	118.3300	17 800
			O	2008-07-04	D	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	(2 000)	118.4000	15 800
			O	2008-07-04	D	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	(600)	118.4200	15 200
			O	2008-07-04	D	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	(400)	119.1000	14 800
			O	2008-07-04	D	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	(900)	119.1500	13 900
			O	2008-07-04	D	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	(1 900)	119.3000	12 000
The Kavelman-Fonn Foundation	PI		O	2008-06-30	C	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	(6 650)	121.3500	84 551
			O	2008-06-30	C	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	(2 550)	121.2000	82 001
			O	2008-06-30	C	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	(1 200)	121.1500	80 801
			O	2008-06-30	C	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	(50)	121.0500	80 751
			O	2008-06-30	C	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	(3 050)	121.0000	77 701
			O	2008-06-30	C	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	(11 500)	120.9000	66 201
			O	2008-07-02	C	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	(2 150)	123.1500	64 051
			O	2008-07-02	C	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	(50)	123.1900	64 001
			O	2008-07-02	C	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	(1 000)	123.2000	63 001
			O	2008-07-02	C	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	(50)	123.2100	62 951
			O	2008-07-02	C	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	(250)	123.2200	62 701
			O	2008-07-02	C	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	(450)	123.3500	62 251
			O	2008-07-02	C	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	(300)	123.3700	61 951
			O	2008-07-02	C	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	(150)	123.3800	61 801
			O	2008-07-02	C	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	(100)	123.3900	61 701
			O	2008-07-02	C	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	(4 350)	123.4000	57 351
			O	2008-07-02	C	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	(100)	123.4100	57 251
			O	2008-07-02	C	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	(250)	123.4200	57 001
			O	2008-07-02	C	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	(550)	123.4300	56 451
			O	2008-07-02	C	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	(1 000)	123.4500	55 451
			O	2008-07-02	C	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	(900)	123.5000	54 551
			O	2008-07-02	C	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	(150)	123.5100	54 401
			O	2008-07-02	C	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	(100)	123.5200	54 301
			O	2008-07-02	C	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	(100)	123.5300	54 201
			O	2008-07-02	C	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	(1 000)	124.2500	53 201
			O	2008-07-02	C	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	(800)	124.6000	52 401
			O	2008-07-02	C	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	(50)	124.6400	52 351
			O	2008-07-02	C	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	(100)	124.6700	52 251
			O	2008-07-02	C	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	(50)	124.6800	52 201
			O	2008-07-02	C	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	(50)	124.7600	52 151
			O	2008-07-02	C	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	(500)	124.7700	51 651
			O	2008-07-02	C	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	(100)	124.7800	51 551

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2008-07-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(250)	124.7900	51 301
			O	2008-07-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50)	124.8100	51 251
			O	2008-07-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50)	124.8700	51 201
			O	2008-07-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(950)	125.0000	50 251
			O	2008-07-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	125.0100	50 151
			O	2008-07-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50)	125.0300	50 101
			O	2008-07-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	125.0500	49 101
			O	2008-07-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(150)	125.0700	48 951
			O	2008-07-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50)	125.0800	48 901
			O	2008-07-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(150)	125.0900	48 751
			O	2008-07-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50)	125.1000	48 701
			O	2008-07-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	125.1100	48 601
			O	2008-07-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	125.1200	48 501
			O	2008-07-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	125.1300	48 401
			O	2008-07-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(150)	125.1400	48 251
			O	2008-07-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50)	125.1500	48 201
			O	2008-07-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	125.5600	48 101
			O	2008-07-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50)	125.5700	48 051
			O	2008-07-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(450)	125.5900	47 601
			O	2008-07-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(350)	125.6200	47 251
			O	2008-07-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(250)	125.6400	47 001
			O	2008-07-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	125.6500	46 901
			O	2008-07-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(150)	125.6600	46 751
			O	2008-07-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50)	125.6700	46 701
			O	2008-07-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	125.6800	46 601
			O	2008-07-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(150)	125.6900	46 451
			O	2008-07-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	125.7000	46 251
			O	2008-07-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50)	125.7300	46 201
			O	2008-07-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 800)	126.0000	44 401
			O	2008-07-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	126.0300	44 201
			O	2008-07-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	126.1000	43 501
			O	2008-07-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(150)	126.1100	43 351
			O	2008-07-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	126.1200	43 251
			O	2008-07-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50)	126.1300	43 201
			O	2008-07-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	126.2000	42 201
			O	2008-07-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(550)	126.3500	41 651
			O	2008-07-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	126.3600	41 451
			O	2008-07-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(250)	126.3700	41 201
			O	2008-07-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(21 750)	120.0000	19 451
			O	2008-07-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(450)	119.7000	19 001
			O	2008-07-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 800)	119.3500	16 201
			O	2008-07-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	117.7000	15 901
			O	2008-07-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	117.7200	15 501
			O	2008-07-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	117.8000	14 501
			O	2008-07-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	117.9000	13 501
			O	2008-07-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	117.9300	13 301
			O	2008-07-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 600)	117.9800	7 701

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2008-07-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	118.0500	5 701
			O	2008-07-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	118.0700	5 601
			O	2008-07-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	118.1000	4 601
			O	2008-07-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	118.1500	4 001
			O	2008-07-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	118.3000	3 001
			O	2008-07-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	118.3600	2 801
			O	2008-07-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(901)	118.4000	1 900
			O	2008-07-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	118.4100	1 800
			O	2008-07-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	118.4200	1 300
			O	2008-07-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	119.1000	900
			O	2008-07-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(900)	119.3000	0
Lazaridis, Michael	4, 7, 6, 5		O	2008-07-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(15 220)	117.5000	1 913 700
1258701 Ontario Limited	PI		O	2008-07-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 900)	118.0000	34 708 426
			O	2008-07-11	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(21 400)	116.0000	34 687 026
			O	2008-07-11	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50)	116.0100	34 686 976
Lo, Norman Wai Keung	5		O	2008-07-02	D	51 - Exercice d'options	15 000	3.9283	15 000
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	125.3000	14 800
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	125.1100	14 300
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	124.8100	13 900
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	124.0000	13 500
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	123.8900	13 300
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	123.8400	13 100
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	123.6100	12 900
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	123.4900	12 500
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	123.4600	12 300
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	123.1900	12 200
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	123.1800	11 500
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	123.1400	11 300
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	123.0900	11 000
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	122.9700	10 600
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	122.8800	10 300
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	122.8700	10 200
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	122.8600	10 100
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	122.7600	9 800
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	122.4900	9 600
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	122.4700	9 500
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	122.4400	9 300
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	122.4100	9 200
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	122.3000	9 100
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	122.2900	8 900
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	122.1400	8 800
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	121.6400	8 700
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	121.4200	8 400
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	121.4000	8 300
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	121.3600	8 200
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	121.2600	7 900

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	121.2100	7 800
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	121.0400	7 700
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	121.0000	7 400
			O	2008-07-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	120.9700	
			M	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	120.9700	7 300
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	120.8400	7 200
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	120.8400	
			M	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	120.8200	7 100
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	120.8200	
			M	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	120.7200	7 000
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	120.7200	
			M	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	120.6700	6 900
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	120.4900	6 700
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	120.4000	6 600
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	120.3000	6 400
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	120.2300	6 300
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	120.2100	6 200
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	120.1000	6 100
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	120.0600	6 000
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	120.0500	5 900
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	120.0000	5 700
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	119.9700	5 600
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	119.9300	5 500
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	119.9200	5 200
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	119.9100	5 000
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	119.7300	4 600
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	119.7100	4 300
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	119.5800	3 700
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	119.5400	3 300
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	119.5300	3 100
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	119.4400	2 900
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	119.2900	2 800
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	119.2800	2 400
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	119.2200	2 300
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	118.8400	1 700
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	118.1600	1 000
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	117.5800	0
Morrison, Donald	5		O	2008-07-03	D	51 - Exercice d'options	15 000	3.9767	86 170
			O	2008-07-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	116.1200	85 870
			O	2008-07-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	116.3300	85 570
			O	2008-07-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	116.3500	85 470
			O	2008-07-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	117.0100	85 170
			O	2008-07-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	117.0400	84 770
			O	2008-07-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	117.3900	84 670
			O	2008-07-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	117.5900	84 570
			O	2008-07-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	117.6400	84 370
			O	2008-07-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	117.7200	84 270

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2008-07-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	117.7700	83 870
			O	2008-07-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	117.8300	83 770
			O	2008-07-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	117.8600	83 570
			O	2008-07-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	117.9200	83 370
			O	2008-07-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	117.9400	83 070
			O	2008-07-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	118.1300	82 970
			O	2008-07-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	118.2600	82 870
			O	2008-07-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	118.3400	82 670
			O	2008-07-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	118.4100	82 570
			O	2008-07-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	118.5100	82 370
			O	2008-07-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	118.7100	82 170
			O	2008-07-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	119.3500	81 970
			O	2008-07-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	119.3800	81 870
			O	2008-07-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	119.4000	81 670
			O	2008-07-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	119.4200	81 470
			O	2008-07-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	119.6200	81 270
			O	2008-07-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	119.6500	81 170
			O	2008-07-03	D	47 - Acquisition ou aliénation par don	(10 000)		71 170
<i>Options</i>									
KALBFLEISCH, Paul Norman	5		O	2008-06-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			9 200
Kavelman, Dennis	7, 5		O	2008-06-30	D	51 - Exercice d'options	(20 000)	5.7333	860 000
			O	2008-06-30	D	51 - Exercice d'options	(60 000)	6.2000	800 000
			O	2008-06-30	D	51 - Exercice d'options	(20 000)	3.9767	780 000
Lo, Norman Wai Keung	5		O	2008-07-02	D	51 - Exercice d'options	(15 000)	3.9283	120 000
Morrison, Donald	5		O	2008-07-03	D	51 - Exercice d'options	(15 000)	3.9767	300 000
Ressources Breakwater									
<i>Actions ordinaires CUSIP 106902307</i>									
Dundee Corporation	3		O	2008-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500 000	0.3416	106 695 061
Ressources Cadiscor Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Bouchard, Michel	4, 5		O	2008-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.3600	93 000
Ressources Freewest Canada Inc.									
<i>Options</i>									
Bryson, George	4		O	2008-07-07	D	50 - Attribution d'options	50 000		300 000
Harvey, John Dennis	4		O	2008-07-07	D	50 - Attribution d'options	100 000		400 000
Kay, Ronald	4		O	2008-07-07	D	50 - Attribution d'options	200 000		2 050 000
Price, William Michael	4		O	2008-07-07	D	50 - Attribution d'options	50 000		365 000
Schneiderman, Mark Phillip	5		O	2008-07-07	D	50 - Attribution d'options	100 000		670 000
Watson, Mackenzie Iles	4, 5		O	2008-07-07	D	50 - Attribution d'options	300 000		3 000 000
Ressources Gold Hawk inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Depatie, Jean	4, 5		O	2008-07-08	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	415 000	0.0600	2 184 000
Rozon, Victor	5	R	O	2008-05-17	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	115 000	0.0950	
			M	2008-06-17	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	115 000	0.0950	160 000
Ressources Golden Goose Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									

Émetteur Titre	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Initié Porteur inscrit Lacoste, Jean-Marc REER	4 PI		O	2008-07-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(35 000)	0.4400	1 333 000
			O	2008-07-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	0.4500	1 334 000
			O	2008-07-07	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	0.4600	1 335 000
			O	2008-07-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	0.4300	1 336 000
			O	2008-07-10	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.4100	1 341 000
			O	2008-07-10	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	0.4200	1 343 000
			O	2008-07-10	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	0.4400	1 346 000
			O	2008-07-10	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 000	0.4450	1 350 000
			O	2008-07-10	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.4500	1 355 000
			O	2008-07-10	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	0.4600	1 358 000
			O	2008-07-11	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	29 000	0.4600	1 388 000
			O	2008-07-11	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 500	0.4300	1 395 500
			O	2008-07-11	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 000	0.4500	1 399 500
			O	2008-07-11	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	0.4900	1 400 000
			O	2008-07-10	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	0.4200	1 359 000
Ressources Métanor Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Duncan, Malcom P.	4								
Malcolm Duncan Trustee	PI		O	2006-11-24	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
wife's IRA	PI		M	2006-11-24	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2006-11-24	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2007-07-19	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000		3 000
			O	2007-07-20	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	17 000		20 000
Roy, Marie-Louis	4, 5, 3		O	2008-07-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 000)	0.7700	1 028 022
Ressources Minières Normabec Ltee									
<i>Actions ordinaires</i>									
Lawrick, Victor Lewis	4								
Thorsen-Fordyce Merchant Capital Inc.	PI		O	2008-07-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(18 000)	0.3933	2 461 000
			O	2008-07-03	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	300 000	0.3500	2 479 000
O'Dowd, Pierre	5		O	2006-03-23	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-01	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	60 000	0.3500	60 000
<i>Bons de souscription</i>									
Lawrick, Victor Lewis	4								
Thorsen-Fordyce Merchant Capital Inc.	PI		O	2008-07-03	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	150 000	0.5500	350 000
O'Dowd, Pierre	5		O	2006-03-23	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-02	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	30 000	0.5500	30 000
Ressources Pershimco inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Bureau, Roger	4, 5, 3								
143454 Canada Ltée	PI		O	2008-07-11	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.1250	3 148 275
			O	2008-07-15	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.1200	3 153 275
Ressources Plexmar Inc.									
<i>Options d'achat d'actions</i>									
Contreras, Juan	7		O	2008-07-14	D	52 - Expiration d'options	(300 000)	0.5100	500 000
Ressources Searchgold Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									

Émetteur	Relation	Retard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Bons de souscription									
Giario, Philippe	5		O	2008-07-11	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	50 000	0.1000	520 000
Tremblay, Denis	4, 5		O	2008-07-11	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	20 000	0.1000	1 813 694
Bons de souscription									
Giario, Philippe	5		O	2008-07-11	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	50 000		75 000
Tremblay, Denis	4, 5		O	2008-07-11	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	20 000		570 000
Ressources Threegold Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Tanguay, Richard	4								
2646-7639 Québec inc.	PI		O	2008-07-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	0.2100	139 761
LOC International inc.	PI		O	2008-07-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	0.2150	612 479
			O	2008-07-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	19 000	0.2200	631 479
Ressources X-Ore inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Bellerive, Alain	4		O	2008-07-14	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	714 285	0.0700	1 736 135
			O	2008-07-14	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	285 714	0.0700	2 021 849
<i>Bons de souscription</i>									
Bellerive, Alain	4		O	2003-05-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-14	D	53 - Attribution de bons de souscription	357 142	0.1000	357 142
			O	2008-07-14	D	53 - Attribution de bons de souscription	142 857	0.1000	499 999
Retrocom Mid-Market Real Estate Investment Trust									
<i>Class B Limited Partnership Units</i>									
MRR Investors Limited Partnership No. 1	3		O	2008-07-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			5 176 522
<i>Parts</i>									
Spraggs, Ernest Martin	4		O	2008-07-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 000
<i>Parts Special Voting Units</i>									
MRR Investors Limited Partnership No. 1	3		O	2008-07-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			5 176 522
Rogers Sugar Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
BAKER, EDWARD YORK	4		O	2008-07-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	902	4.3900	
			M	2008-07-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	902	4.4300	9 701
Samuel Manu-Tech Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Harris, Neil H.	4	R	O	2008-05-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	8.0000	
			M	2008-05-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	8.0000	300*
		R	O	2008-05-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 400	8.0000	
			M	2008-05-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 400	8.0000	2 700*
		R	O	2008-05-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	7.8600	
			M	2008-06-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	7.8600	3 000
Sandvine Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Bowman, Don	5								
The Don Bowman Trust	PI		O	2008-07-14	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200 000	1.0000	3 374 100
Caputo, David	4								
The Dave Caputo Trust	PI		O	2008-07-14	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200 000	1.0000	3 374 100

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
Donnelly, Tom	4								
The Tom Donnelly Trust	PI		O	2008-07-14	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200 000	1.0000	3 157 930
Hamilton, Scott	4		O	2008-07-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100 000	1.0000	100 000
Siim, Brad	5								
The Brad Siim Trust	PI		O	2008-07-14	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200 000	1.0000	3 374 100
Verhoeve, Michael	5								
Spouse	PI		O	2006-10-19	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-14	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100 000	1.0000	100 000
Santoy Resources Ltd.									
Options									
James, Eric William	4	R	O	2008-06-23	D	50 - Attribution d'options	200 000	0.3000	700 000
Score Media Inc.									
Actions à droit de vote subalterne Class A									
Levy, John S.	4, 7, 6,								
	5, 3								
Norwest Video Inc.	PI		O	2008-07-15	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	16 500	0.8400	596 500
			O	2008-07-15	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 500	0.8500	600 000
Second Cup Royalty Income Fund									
Parts									
Tsampalieros, Gabriel	7	R	O	2008-06-23	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privéement	50 000	8.3395	558 800
SemBioSys Genetics Inc.									
Options									
Baum, Andrew Mark	4, 5		O	2008-07-08	D	50 - Attribution d'options	150 000	1.1000	430 000
Brown, Ian Stephen	4		O	2007-10-31	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-08	D	50 - Attribution d'options	20 000	1.1000	20 000
			O	2008-07-08	D	50 - Attribution d'options	7 500	2.0000	27 500
Giaquinto, Alexander R.	4		O	2008-07-08	D	50 - Attribution d'options	20 000	1.1000	45 000
Harrison, Nancy Elizabeth	4		O	2008-07-08	D	50 - Attribution d'options	20 000	1.1000	57 500
Howard, David T.	4		O	2008-07-08	D	50 - Attribution d'options	20 000	1.1000	57 500
Moloney, Maurice Martin	5, 3		O	2008-07-08	D	50 - Attribution d'options	150 000	1.1000	370 000
Olukotun, Adeoye Yaovi	4		O	2007-12-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-08	D	50 - Attribution d'options	20 000	1.1000	20 000
			O	2008-07-08	D	50 - Attribution d'options	5 000	2.0000	25 000
Smith, Richard Henry	4		O	2008-07-08	D	50 - Attribution d'options	20 000	1.1000	57 500
Szarko, James Julius	5		O	2008-07-08	D	50 - Attribution d'options	175 000	1.1000	425 000
			O	2008-07-08	D	50 - Attribution d'options	200 000	1.1000	625 000
Sentry Select Diversified Income Trust									
Parts de fiducie									
McIntyre, James Alexander	5		O	2008-07-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	4.1354	404 779
SHAW COMMUNICATIONS INC.									
Actions sans droit de vote Class "B"									
Shaw, Bradley	4, 5								
ESPP - Employee Share Purchase Plan	PI		O	2008-07-10	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	258	21.3200	5 289
Shaw, Jim	4, 5								
ESPP	PI		O	2008-07-10	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	538	21.3200	18 077
Shaw, JR	4, 5, 3								

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
Employee Share Purchase Plan	PI		O	2008-07-10	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	433	21.3200	50 192
Shaw, Julie	5		O	2008-07-10	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	109	21.3200	4 053
ShawCor Ltee									
<i>Options Class A</i>									
Paletta, Yves Francois	5		O	2006-02-23	D	50 - Attribution d'options	6 000	16.9000	18 000
			O	2007-03-16	D	50 - Attribution d'options	12 000	25.0200	30 000
			O	2008-02-22	D	50 - Attribution d'options	12 000	29.9000	42 000
Tikkanen, John Douglas	5	R	O	2008-06-19	D	51 - Exercice d'options	(4 800)	13.2500	96 000
		R	O	2008-06-19	D	51 - Exercice d'options	(3 600)	16.7500	92 400
		R	O	2008-06-26	D	51 - Exercice d'options	(7 200)	15.9400	85 200
Sherritt International Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Kharkanis, Subhash	5		O	2006-09-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2006-09-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			26 745
Reid, Robert	5		O	2001-09-20	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2001-09-20	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			12 170
<i>Débetures 7.875 Senior Unsecured Series A due November 26, 2012</i>									
Fuhr, Greg L.	5		O	2005-11-25	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	\$ 25 000.00	1000.0000	
			M	2005-11-25	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	\$ 25.00	1000.0000	
			M	2005-11-25	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	\$ 25.00	1000.0000	\$ 25.00
Sherwood Copper Corporation									
<i>Options</i>									
Klingmann, Hans Lutz	7		O	2008-07-17	D	50 - Attribution d'options	10 000	5.0000	10 000
Shore Gold Inc.									
<i>Options</i>									
Uhrich, Terri Lee	5		O	2008-02-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			150 000
Skye Resources Inc.									
<i>Droits Deferred Share Unit</i>									
Lyons, Terrence	4		O	2008-07-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	994		23 182
Simkus, Ronald Stanley	4		O	2008-07-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	994		33 182
Siam Exploration Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Taylor, Michael R.	4, 5		O	2008-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	60 000	0.1050	703 000*
			O	2008-07-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 000	0.1000	709 000*
			O	2008-07-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.0950	719 000*
			O	2008-07-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	0.0900	739 000*
Sleep Country Canada Income Fund									
<i>Droits Trust Units</i>									
McKinley, Dan	7		O	2008-01-04	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 975		
			M	2008-01-04	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 968		3 742
Ritchey, Dean	7		O	2008-01-04	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 975		
			M	2008-01-04	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 968		3 742
Rogers, Jeff	7		O	2008-01-04	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 975		
			M	2008-01-04	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 983		3 123
Solomon, Eric	7		O	2008-01-04	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 975		

Émetteur Titre	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Initié Porteur inscrit									
Will, Sieg	7		M O M	2008-01-04 2008-01-04 2008-01-04	D D D	56 - Attribution de droits de souscription 56 - Attribution de droits de souscription 56 - Attribution de droits de souscription	1 968 1 975 1 968		3 742 3 742 3 742
Société d'exploration minière Vior inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Bradley, Patrick	5		O O	2008-07-11 2008-07-14	D D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché 10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	10 000 3 000	0.1050 0.1100	316 000* 319 000*
SOLITARIO EXPLORATION & ROYALTY CORP.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Maronick, James	5		O	2008-07-14	D	51 - Exercice d'options	50 000	0.8100	479 230*
<i>Options 1994 Stock Option Plan</i>									
Maronick, James	5		O	2008-07-14	D	51 - Exercice d'options	(50 000)	0.8100	0
Specialty Foods Group Income Fund									
<i>Débetures Exchgble. Sub. (Specialty Foods Group Canada Holdings, Inc.)</i>									
Abramson, Randall	3								
Trapeze Capital Corp.	PI		O	2008-07-03	C	11 - Acquisition ou aliénéation effectuée privément	\$ 21 000.00	77.0000USD	\$ 2 820 000.00
Sprott Molybdenum Participation Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Corriente Master Fund, LP	3		O O O O	2008-07-10 2008-07-14 2008-07-15 2008-07-16	D D D D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché 10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché 10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché 10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	1 600 7 700 2 200 21 700	3.8000 3.8000 3.3368 3.6000	8 369 900* 8 377 600* 8 379 800* 8 401 500*
Stantec Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Rodych, Cindy	5								
Sunlife Financial	PI		O	2008-07-01	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 918
Sunlife Financial RRSPB	PI		O	2008-07-01	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			895
Smith, Stanis Ion Rexford	7								
Spouse (Joanne Smith)	PI		O O	2003-10-31 2008-07-07	C C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI 10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché			500
<i>Options</i>									
Rodych, Cindy	5		O	2008-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			5 400
STaRS Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
STaRS Income Fund	1		O O	2008-07-07 2008-07-08	D D	38 - Rachat ou annulation 38 - Rachat ou annulation	2 600 700	13.6900 13.3000	5 004 859 5 005 559
Stella-Jones Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Eichenbaum, Marla	5		O	2008-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(100)	32.0000	700
Godin, Rémi	5		O	2008-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(200)	32.0000	21 885
STELMINE CANADA LTÉE									
<i>Actions ordinaires</i>									
Lemay, Michel	4, 5	R							
Services Miniers Lemco inc.	PI		O O O	2008-07-03 2008-07-03 2008-07-07	I I I	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché 10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché 10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	5 000 5 000 10 000	0.3500 0.3600 0.3250	486 310 491 310 501 310

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
<i>Initié</i>									
<i>Porteur inscrit</i>									
<i>Options</i>									
Cloutier, Raymond	5		O	2007-06-11	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2008-06-06	D	50 - Attribution d'options	150 000	0.1600	150 000
Sterling Shoes Income Fund									
<i>LTIP Rights</i>									
Gumprich, Daniel	5		O	2008-07-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 088	10.3400	6 641*
			O	2008-07-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	(689)		5 952*
Romain, Colin	7		O	2008-07-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 069	10.3400	18 546*
			O	2008-07-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	(683)		17 863*
<i>Parts de fiducie</i>									
Gumprich, Daniel	5		O	2008-07-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	689		8 219*
Romain, Colin	7		O	2008-07-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	683		41 214*
Storm Exploration Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Lawrie, Henry Richardson	4		O	2008-07-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 062)	18.2000	24 000
			O	2008-07-11	D	51 - Exercice d'options	14 062	2.6000	26 062
			O	2008-07-16	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 000)	18.3500	18 000
<i>Options</i>									
Lawrie, Henry Richardson	4		O	2008-07-09	D	51 - Exercice d'options	(14 062)	2.6000	41 338
STRATA Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Strata Income Fund	1		O	2008-07-07	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	7.1000	7 577 356
			O	2008-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	600	6.9500	7 578 656
			O	2008-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	500	6.9200	7 579 156
			O	2008-07-07	D	38 - Rachat ou annulation	700	7.0000	7 578 056
<i>Preferred Securities</i>									
Brasseur, Murray	4, 5								
Middlefield Financial Services Limited	PI		O	2008-07-07	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 47 000.00	10.0000	\$ 760 000.00
Strategic Energy Fund (formerly NCE Strategic Energy Fund)									
<i>Parts de fiducie</i>									
McIntyre, James Alexander	5	R	O	2007-07-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	8.6540	5 000
Style de Vie Amica Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Brown, Carol Anne	5								
Computershare RRSP	PI		O	2008-07-04	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	191	6.5000	1 667
Oostergo, Roy Henrique	5		O	2008-07-04	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	72	6.5000	2 417
Shivji, Shaila	5		O	2008-07-04	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	191	6.5000	12 162
Suncor Energie Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Rogers, John Martin	5		O	2008-05-12	D	37 - Division ou regroupement d'actions	2 800		5 600
<i>Deferred Share Units</i>									
MacLean, Warren Albert	5		O	2008-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	42	97.9200	41 251
			O	2008-05-12	D	37 - Division ou regroupement d'actions	41 251	63.9000	82 502
			O	2008-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime	64	63.9000	82 566

Émetteur	Relation	Retard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
						d'actionariat			
<i>Options Granted February 2, 2006 @ strike price \$46.05</i>									
Rogers, John Martin	5		O	2008-05-12	D	37 - Division ou regroupement d'actions	5 500		11 000
<i>Options Granted February 2, 2006 @ strike price \$92.11</i>									
Rogers, John Martin	5		O	2003-08-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2003-08-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M'	2003-08-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2006-02-02	D	50 - Attribution d'options	5 500	92.1100	
			M	2006-02-02	D	50 - Attribution d'options	5 500	46.0500	5 500
<i>Options Granted February 3, 2005 @ strike price \$20.78</i>									
Rogers, John Martin	5		O	2008-05-12	D	40 - Vente à découvert	5 400		10 800
<i>Options Granted February 4, 2008 @ strike price \$47.52</i>									
Rogers, John Martin	5		O	2008-05-12	D	37 - Division ou regroupement d'actions	3 700		7 400
<i>Options Granted February 4, 2008 @ strike price \$95.05</i>									
Rogers, John Martin	5		O	2008-02-04	D	50 - Attribution d'options	3 700	95.0500	
			M	2008-02-04	D	50 - Attribution d'options	3 700	47.5300	3 700
<i>Options Granted January 29, 2004 @ strike price \$17.29</i>									
Rogers, John Martin	5		O	2008-05-12	D	37 - Division ou regroupement d'actions	4 000		8 000
<i>Options Granted January 29, 2004 @ strike price \$34.58</i>									
Rogers, John Martin	5		O	2003-08-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2003-08-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			4 000
<i>Options Granted January 30, 2007 @ strike price \$43.72</i>									
Rogers, John Martin	5		O	2008-05-12	D	37 - Division ou regroupement d'actions	4 500		9 000
<i>Options Granted January 30, 2007 @ strike price \$87.45</i>									
Rogers, John Martin	5		O	2007-01-30	D	50 - Attribution d'options	4 500	87.4500	
			M	2007-01-30	D	50 - Attribution d'options	4 500	43.7300	4 500
<i>Options Granted September 28, 2007 @ strike price \$47.55</i>									
Rogers, John Martin	5		O	2008-05-12	D	37 - Division ou regroupement d'actions	11 000		22 000
<i>Options Granted: April 30, 2002 @ strike price \$13.82</i>									
Rogers, John Martin	5		O	2008-05-12	D	37 - Division ou regroupement d'actions	30 000		60 000
<i>Options Granted: January 24, 2003 @ strike price \$13.07</i>									
Rogers, John Martin	5		O	2008-05-12	D	37 - Division ou regroupement d'actions	5 600		11 200
<i>Options Granted: January 24, 2003 @ strike price \$26.14</i>									
Rogers, John Martin	5		O	2003-08-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2003-08-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			9 000
<i>Performance Units</i>									
Rogers, John Martin	5		O	2008-05-12	D	47 - Acquisition ou aliéation par don	2 750		11 680
			O	2008-05-12	D	37 - Division ou regroupement d'actions	2 250		13 930
			O	2008-05-12	D	37 - Division ou regroupement d'actions	1 850		15 780
			O	2008-05-12	D	37 - Division ou regroupement d'actions	400		16 180
Superior Plus Income Fund									
<i>Débtentes convertibles 5.85</i>									
Billing, Grant Donald	7		O	2008-07-04	D	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	\$ 30 000.00	28023.0000	\$ 1 030 000.00
Tax Optimized Return Oriented Securities Trust									
<i>Actions ordinaires Income Securities</i>									
Tax Optimized Return Oriented Securities Trust	1	R	O	2008-06-03	D	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	2 000	8.1900	2 000*

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2008-06-03	D	38 - Rachat ou annulation	(2 000)		0
		R	O	2008-06-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 200	8.1400	1 200*
			O	2008-06-10	D	38 - Rachat ou annulation	(1 200)		0
		R	O	2008-06-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 500	7.9200	1 500*
			O	2008-06-12	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)		0
<i>Parts de fiducie Return of Capital Securities</i>									
Tax Optimized Return Oriented Securities Trust	1	R	O	2008-06-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	8.6800	500*
			O	2008-06-10	D	38 - Rachat ou annulation	(500)		0
		R	O	2008-06-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	8.7100	500*
			O	2008-06-12	D	38 - Rachat ou annulation	(500)		0
Technicoil Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Steele, Robert David	4		O	2008-07-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	36 500	0.9170	319 100
			O	2008-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	14 000	0.9500	333 100
Technologies D-Box Inc.									
<i>Actions ordinaires Class A</i>									
Mcmaster, Claude	5		O	2008-07-07	D	51 - Exercice d'options	1 149 089	0.1000	1 154 089
			O	2008-07-07	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(450 000)	0.4000	
			M	2008-07-08	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(450 000)	0.4000	704 089
Roy, Philippe	4, 6, 5, 3		O	2008-07-07	D	51 - Exercice d'options	500 000	0.1000	1 054 954
			O	2008-07-07	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	225 000	0.4000	
			M	2008-07-08	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(225 000)	0.4000	829 954
<i>Options</i>									
Mcmaster, Claude	5		O	2008-07-07	D	51 - Exercice d'options	(1 149 089)	0.1000	1 815 911
Roy, Philippe	4, 6, 5, 3		O	2008-07-07	D	51 - Exercice d'options	500 000	0.1000	
			M	2008-07-07	D	51 - Exercice d'options	(500 000)	0.1000	225 000
TECSYS Inc.									
<i>Options Stock Options</i>									
Brereton, Mark	5		O	2008-07-11	D	51 - Exercice d'options	12 500	1.6100	
			M	2008-07-11	D	97 - Autre	(12 500)	1.6100	500*
			O	2008-07-11	D	97 - Autre	12 500	1.6100	13 000
TeraGo Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
ALLEN, Charles George	4		O	2008-07-14	D	46 - Contrepartie de services	4 893	4.8700	13 087
Ballantyne, William Grant	4		O	2008-07-14	D	46 - Contrepartie de services	1 878	4.8700	6 359
GRAFSTEIN, Jerahmiel Samson	4		O	2008-07-14	D	46 - Contrepartie de services	1 408	4.8700	22 557
McDonald, James Douglas	4		O	2008-07-14	D	46 - Contrepartie de services	1 507	4.8700	4 822
Thallion Pharmaceuticals Inc.									
<i>Options</i>									
Bismuth, Claude	4		O	2008-07-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-10	D	50 - Attribution d'options	60 000	0.2100	60 000
Jaeger, Halvor	4		O	2008-07-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-10	D	50 - Attribution d'options	60 000	0.2100	60 000
The Descartes Systems Group Inc.									
<i>Deferred Share Unit</i>									

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
<i>Initié</i>									
<i>Porteur inscrit</i>									
Beatson, David I.	4		O	2008-07-07	D	97 - Autre	67	3.2200USD	4 668
Cardiff, Michael	4		O	2008-07-07	D	97 - Autre	67	3.2200USD	2 293
Giffen, J. Ian	4		O	2008-07-07	D	97 - Autre	67	3.2200USD	7 054
Hewat, Christopher Allen	4		O	2008-07-07	D	97 - Autre	67	3.2200USD	10 570
Watt, Stephen	4		O	2008-07-07	D	97 - Autre	110	3.2200USD	19 676
<i>Options</i>									
Jones, Christopher	5		O	2008-07-07	D	50 - Attribution d'options	16 667		216 667
			O	2008-07-07	D	50 - Attribution d'options	16 667		233 334
			O	2008-07-07	D	50 - Attribution d'options	16 666		250 000
Meshher, Arthur	4, 5		O	2008-07-07	D	50 - Attribution d'options	199 219		1 018 669
			O	2008-07-07	D	50 - Attribution d'options	199 219		1 217 888
			O	2008-07-07	D	50 - Attribution d'options	199 218		1 417 106
Pagan, John Scott	7, 5		O	2008-07-07	D	50 - Attribution d'options	65 625		376 515
			O	2008-07-07	D	50 - Attribution d'options	65 625		442 140
			O	2008-07-07	D	50 - Attribution d'options	65 625		507 765
Ryan, Edward	5		O	2008-07-07	D	50 - Attribution d'options	200 000		489 794
<i>Restricted Stock Unit</i>									
Beatson, David I.	4		O	2008-07-07	D	97 - Autre	8 143	3.0700USD	10 908
Cardiff, Michael	4		O	2008-07-07	D	97 - Autre	8 143	3.0700USD	22 670
Giffen, J. Ian	4		O	2008-07-07	D	97 - Autre	12 215	3.0700USD	16 516
Hewat, Christopher Allen	4		O	2008-07-07	D	97 - Autre	8 143	3.0700USD	10 908
Jones, Christopher	5		O	2008-07-07	D	97 - Autre	13 200	3.0700USD	50 824
			O	2008-07-07	D	97 - Autre	13 200	3.0700USD	64 024
			O	2008-07-07	D	97 - Autre	13 200	3.0700USD	77 224
Meshher, Arthur	4, 5		O	2008-07-07	D	97 - Autre	81 994	3.1100	169 488
			O	2008-07-07	D	97 - Autre	81 994	3.1100	251 482
			O	2008-07-07	D	97 - Autre	81 993	3.1100	333 475
Pagan, John Scott	7, 5		O	2008-07-07	D	97 - Autre	27 010	3.1100	115 064
			O	2008-07-07	D	97 - Autre	27 010	3.1100	142 074
			O	2008-07-07	D	97 - Autre	27 009	3.1100	169 083
Watt, Stephen	4		O	2008-07-07	D	97 - Autre	8 143	3.0700USD	10 908
Thompson Creek Metals Company Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Clark, Gordon	5		O	2008-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 200	16.8000	10 000
McDonald, Ian James	4, 5		O	2008-07-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 900)	17.0200	400 347
			O	2008-07-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 100)	17.0000	393 247
			O	2008-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	17.6210	391 247
			O	2008-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 000)	17.6200	385 247
			O	2008-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	17.6300	383 247
			O	2008-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	17.6500	381 247
			O	2008-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 900)	17.6800	379 347
			O	2008-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 400)	17.7000	376 947
			O	2008-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	17.7100	374 947
			O	2008-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 300)	17.7300	373 647
			O	2008-07-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	17.7500	373 247
<i>Bons de souscription Expiring October 23, 2011</i>									
Price, T. Derek	5		O	2008-07-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	9.3000	8 200

Émetteur Titre Initié Porteur inscrit	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Transat A.T. inc.									
<i>Action à droit de vote de catégorie B</i>									
Bellefeuille, Michel	7		O	2006-11-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	38	24.2600	759
			O	2008-01-15	D	35 - Dividende en actions	2	28.0000	777
			O	2008-04-15	D	35 - Dividende en actions	3	21.3300	780
Bussières, Bernard	7, 5		O	2008-01-15	D	35 - Dividende en actions	53	28.0000	25 594
			O	2008-04-15	D	35 - Dividende en actions	72	21.3300	25 666
Caron, Gérald	7		O	2006-12-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1	29.7500	
			M	2006-12-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1	29.7500	1 235
			O	2007-01-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	21	25.3300	
			M	2007-01-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	21	25.3300	1 270
			O	2008-01-15	D	35 - Dividende en actions	1	28.0000	2 275
			O	2008-04-15	D	35 - Dividende en actions	2	21.3300	1 777
Charette, Corinne	5		O	2008-01-15	D	35 - Dividende en actions	4	28.0000	960
			O	2008-04-15	D	35 - Dividende en actions	7	21.3300	967
Chayer, Lyne	7		O	2006-12-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2	29.7500	
			M	2006-12-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2	29.7500	320
			O	2006-12-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	32	24.6500	
			M	2006-12-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	32	24.6500	352
			O	2008-01-15	D	35 - Dividende en actions	1	28.0000	356
			O	2008-04-15	D	35 - Dividende en actions	1	21.3300	357
Côté, Jean	7		O	2006-12-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2	29.7500	
			M	2006-12-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2	29.7500	6 306
			O	2007-01-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	41	25.3300	
			M	2007-01-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	41	25.3300	6 392
			O	2008-01-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	37	35.2500	
			M	2008-01-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	37	35.2500	4 988
			O	2008-01-15	D	35 - Dividende en actions	7	28.0000	4 995
			O	2008-04-15	D	35 - Dividende en actions	10	21.3300	5 005
De Cesare, Lina	4, 7, 5		O	2008-01-15	D	35 - Dividende en actions	53	28.0000	77 517
			O	2008-04-15	D	35 - Dividende en actions	70	21.3300	62 209
De Cesare, Lucy	7		O	2006-12-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	3	29.7500	
			M	2006-12-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	3	29.7500	420

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2007-01-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	43	25.3300	
			M	2007-01-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	43	25.3300	491
			O	2008-01-15	D	35 - Dividende en actions	1	28.0000	2 648
			O	2008-04-15	D	35 - Dividende en actions	2	21.3300	498
De Montigny, André	7, 5		O	2008-01-15	D	35 - Dividende en actions	53	28.0000	10 461
			O	2008-04-15	D	35 - Dividende en actions	39	21.3300	10 500
Dilollo, Michael	7		O	2006-12-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	4	29.7500	
			M	2006-12-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	4	29.7500	2 744
			O	2007-01-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	56	25.3300	
			M	2007-01-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	56	25.3300	2 828
			O	2008-01-15	D	35 - Dividende en actions	3	28.0000	1 141
			O	2008-04-15	D	35 - Dividende en actions	5	21.3300	1 146
Eustache, Jean-Marc	4, 7, 5		O	2008-01-15	D	35 - Dividende en actions	94	28.0000	400 999
			O	2008-04-15	D	35 - Dividende en actions	123	21.3300	401 122
Gagnon, Lise	7		O	2007-01-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	21	25.3300	
			M	2007-01-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	21	25.3300	277
			O	2008-01-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	23	35.7500	525
			O	2008-01-15	D	35 - Dividende en actions	1	28.0000	526
			O	2008-04-15	D	35 - Dividende en actions	2	21.3300	528
Gentiletti, Nelson	7		O	2008-01-15	D	35 - Dividende en actions	21	28.0000	8 763
			O	2008-04-15	D	35 - Dividende en actions	30	21.3300	8 793
Godbout, Daniel	7		O	2008-01-15	D	35 - Dividende en actions	61	28.0000	32 271
			O	2008-04-15	D	35 - Dividende en actions	83	21.3300	32 354
Graham, Allen B.	7		O	2008-01-15	D	35 - Dividende en actions	36	28.0000	10 616
			O	2008-04-15	D	35 - Dividende en actions	51	21.3300	10 667
Guérard, Annick	7		O	2006-09-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	3	22.8500	66
Hafez, Amina	7		O	2006-09-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	3	21.4500	186
Heffron, Denise	7		O	2006-12-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2	29.7500	
			M	2006-12-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2	29.7500	724
			O	2007-01-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	39	25.3300	
			M	2007-01-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	39	25.3300	783
			O	2008-01-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	38	35.2500	1 125
			O	2008-01-15	D	35 - Dividende en actions	3	28.0000	1 128
			O	2008-04-15	D	35 - Dividende en actions	5	21.3300	1 133

Émetteur Titre	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Knowlton, William S.	7		O	2006-12-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3	29.7500	
			M	2006-12-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3	29.7500	537
			O	2007-01-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	42	25.3300	
			M	2007-01-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	42	25.3300	600
			O	2008-01-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	38	35.2500	943
			O	2008-01-15	D	35 - Dividende en actions	3	28.0000	946
Lalumière, Yves	7		O	2008-04-15	D	35 - Dividende en actions	4	21.3300	950
			O	2008-01-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	34	35.2500	1 082
			O	2008-01-15	D	35 - Dividende en actions	1	28.0000	1 083
			O	2008-04-15	D	35 - Dividende en actions	2	21.3300	1 085
Laurin, François	7, 5		O	2008-01-15	D	35 - Dividende en actions	12	28.0000	3 222
			O	2008-04-15	D	35 - Dividende en actions	19	21.3300	3 241
Lavoie, Simon	7		O	2006-12-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4	29.7500	
			M	2006-12-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4	29.7500	1 044
			O	2007-01-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	55	25.3300	
			M	2007-01-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	55	25.3300	1 127
			O	2008-01-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	49	35.2500	549
			O	2008-01-15	D	35 - Dividende en actions	1	28.0000	550
Leith Wheeler Investment Counsel Ltd Leith Wheeler Investment Counsel Ltd.	3 PI		O	2008-04-15	D	35 - Dividende en actions	2	21.3300	552
			O	2008-07-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	19.8000	3 158 990
			O	2008-07-14	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	19.6820	3 159 090
			O	2008-07-14	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 200	19.8950	3 160 290
Lemay, Michel	5		O	2008-07-15	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	19.4930	3 162 290
			O	2008-01-15	D	35 - Dividende en actions	3	28.0000	3 326
Malito, Anna	7		O	2008-04-15	D	35 - Dividende en actions	6	21.3300	3 332
			O	2006-12-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4	29.7500	
			M	2006-12-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4	29.7500	494
			O	2007-01-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	60	25.3300	
			M	2007-01-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	60	25.3300	586
			O	2008-01-15	D	35 - Dividende en actions	1	28.0000	592
Nakhleh, Tawfiq	7		O	2008-04-15	D	35 - Dividende en actions	3	21.3300	595
			O	2006-12-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3	29.7500	
			M	2006-12-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime	3	29.7500	3 886

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2007-01-10	D	d'actionariat 30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	52	25.3300	
			M	2007-01-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	52	25.3300	3 996
			O	2008-01-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	59	35.2500	4 789
			O	2008-01-15	D	35 - Dividende en actions	6	28.0000	4 795
			O	2008-04-15	D	35 - Dividende en actions	9	21.3300	4 804
Pellerin, Jean-Luk	5		O	2007-05-14	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-04-15	D	35 - Dividende en actions	1	21.3300	1
Pétrin, Denis	7		O	2007-01-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	49	25.3300	
			M	2007-01-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	49	25.3300	798
			O	2008-01-10	D	35 - Dividende en actions	1	28.0000	478
			O	2008-04-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2	21.3300	480
Scarfo, Joe	7		O	2006-12-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1	29.7500	
			M	2006-12-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1	29.7500	606
			O	2007-01-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	24	25.3300	
			M	2007-01-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	24	25.3300	647
			O	2008-01-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	27	35.2500	934
			O	2008-01-15	D	35 - Dividende en actions	3	28.0000	937
			O	2008-04-15	D	35 - Dividende en actions	4	21.3300	941
Sureau, Philippe	4, 7, 5		O	2008-01-15	D	35 - Dividende en actions	37	28.0000	316 300
			O	2008-04-15	D	35 - Dividende en actions	49	21.3300	316 349
Van Gheluwe, Pierre	5		O	2008-01-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	37	35.2500	325
			O	2008-01-15	D	35 - Dividende en actions	1	28.0000	326
			O	2008-04-15	D	35 - Dividende en actions	1	21.3300	327
Viens, Suzanne	7		O	2006-12-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2	29.7500	
			M	2006-12-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2	29.7500	1 382
			O	2007-01-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	40	25.3300	
			M	2007-01-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	40	25.3300	1 442
			O	2008-01-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	42	35.2500	1 815
			O	2008-01-15	D	35 - Dividende en actions	1	28.0000	1 816
			O	2008-04-15	D	35 - Dividende en actions	2	21.3300	1 818
Transition Therapeutics Inc.									
<i>Options</i>									

Émetteur	Relation	Retard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
Agensky, Laura	5		O	2008-07-09	D	51 - Exercice d'options	(1 852)	6.1200	114 315*
			O	2008-07-09	D	51 - Exercice d'options	(9 315)	5.1300	105 000*
Trilogy Energy Trust									
<i>Parts de fiducie</i>									
Paramount Resources Ltd.	3		O	2008-07-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	145 808	12.4364	18 279 124
Subsidiary	PI		O	2008-07-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	20 028	12.4364	2 510 716
Riddell, Clayton H.	4, 6, 3								
Spouse	PI		O	2008-07-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 739	12.4364	218 088
Trimac Income Fund									
<i>Exchange Rights re: TTSI Exchangeable Shares, Series 2</i>									
Davy, Barry W.	7								
Trimac Holdings Ltd.	PI		O	2008-07-15	C	97 - Autre	457		37 532
Malysa, Edward V.	6, 5		O	2008-07-15	C	97 - Autre	613		50 294
McCaig, Maurice Wayne	4, 6								
Trimac Holdings Ltd. (THL) (Security controlled under THL Tracking Shares beneficially owned by Mo-Mac Investments Ltd.)	PI		O	2008-07-15	C	97 - Autre	797		65 373
TRIMAC HOLDINGS LTD.	3		O	2008-07-15	D	97 - Autre	1 867		153 199
<i>Exchange Rights re: TTSI Exchangeable Shares, Series 4</i>									
McCAIG HOLDINGS LIMITED	3								
Trimac Holdings Ltd.	PI		O	2008-07-15	C	97 - Autre	43 460		3 566 557
McCaig, Jeffrey James	4, 6		O	2008-07-15	C	97 - Autre	4 976		408 311
McCaig, Maurice Wayne	4, 6								
Trimac Holdings Ltd. (THL) (Security controlled under THL Tracking Shares bene. owned by McVestco Holdings Company)	PI		O	2008-07-15	C	97 - Autre	5 433		445 834
Trimac Holdings Ltd. (THL) (Security controlled under THL Tracking Shares beneficially owned by McCaig Holdings Limited)	PI		O	2008-07-15	C	97 - Autre	43 460		3 566 557
Trimac Holdings Ltd. (THL) (Security controlled under THL Tracking Shares beneficially owned by Mo-Mac Investments Ltd.)	PI		O	2008-07-15	C	97 - Autre	7 702		632 064
TRIMAC HOLDINGS LTD.	3		O	2008-07-15	D	97 - Autre	67 473		5 537 040
<i>Exchangeable Security Voting Rights</i>									
Davy, Barry W.	7								
Trimac Holdings Ltd.	PI		O	2008-07-15	C	97 - Autre	457		60 176
Malysa, Edward V.	6, 5		O	2008-07-15	C	97 - Autre	613		80 637
McCAIG HOLDINGS LIMITED	3		O	2008-07-15	C	97 - Autre	43 460		6 221 811
McCaig, Maurice Wayne	4, 6								
Trimac Holdings Ltd. (THL) (Security controlled under THL Tracking Shares bene. owned by McVestco Holdings Company)	PI		O	2008-07-15	C	97 - Autre	5 433		445 834
Trimac Holdings Ltd. (THL) (Security controlled under THL Tracking Shares beneficially owned by McCaig Holdings Limited)	PI		O	2008-07-15	C	97 - Autre	43 460		6 221 811
Trimac Holdings Ltd. (THL) (Security controlled under THL Tracking Shares beneficially owned by Mo-Mac Investments Ltd.)	PI		O	2008-07-15	C	97 - Autre	8 499		1 107 007
TRIMAC HOLDINGS LTD.	3		O	2008-07-15	D	97 - Autre	69 340		11 496 023
TriNorth Capital Inc.									
<i>Options</i>									
Bhalla, Amar	4								
Capit Investment Corp.	PI		O	2008-07-14	C	99 - Correction d'information	(34 724)		0

Émetteur Titre	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Initié Porteur inscrit									
			O	2008-03-25	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			34 724
			O	2008-07-14	I	50 - Attribution d'options	28 822		63 546*
CROW, JOHN W.	4		O	2008-07-14	D	99 - Correction d'information	(43 782)		0
			O	2007-11-29	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			43 782
			O	2008-07-14	D	50 - Attribution d'options	36 773		80 555*
Edwards, Andrew	4		O	2008-07-14	D	99 - Correction d'information	(15 098)		0
			O	2008-04-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			15 098
			O	2008-07-14	D	50 - Attribution d'options	9 939		25 037*
Haggerty, Stephen E.	4		O	2008-07-14	D	99 - Correction d'information	(15 098)		0
			O	2008-05-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			15 098
			O	2008-07-14	D	50 - Attribution d'options	9 939		25 037*
Trio Gold Corp. <i>Bons de souscription</i>									
Ruskowsky, Harry B	4, 5		O	2008-06-29	D	55 - Expiration de bons de souscription	(100 000)		500 000
Tri-White Corporation <i>Actions ordinaires</i>									
Sahi, Kuldip (Rai)	4, 6, 5, 3								
Paros Enterprises Limited	PI		O	2008-07-11	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 300	6.6000	13 533 806
			O	2008-07-14	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 700	6.7400	13 540 506
Troy Resources NL <i>Actions ordinaires</i>									
JONES, JOHN LOAD CECIL jones partners	4 PI	R	O	2008-06-19	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100 000)	2.0000	155 500*
True Energy Trust <i>Parts de fiducie</i>									
True Energy Trust	1		O	2008-06-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100 000	4.4900	
			M	2008-06-23	D	38 - Rachat ou annulation	100 000	4.4900	635 000
			O	2008-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	40 000	3.9600	675 000
			O	2008-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	4 500	3.9900	679 500
TUNDRA SEMICONDUCTOR CORPORATION <i>Actions ordinaires</i>									
Chowaniec, Adam	4		O	2008-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(8 000)	3.6800	37 700
Solberg, Robert Dale	5		O	2008-05-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			10 510
			O	2008-07-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	3.7900USD	10 210
			O	2008-07-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 210)	3.8100USD	0
Tundra Semiconductor Corporation	1		O	2008-06-19	D	38 - Rachat ou annulation	21 700	4.0500	
			M	2008-06-19	D	38 - Rachat ou annulation	13 365	4.0500	27 965
			O	2008-06-20	D	38 - Rachat ou annulation	20 000	4.1000	
			M	2008-06-20	D	38 - Rachat ou annulation	13 365	4.1000	41 330
			O	2008-06-24	D	38 - Rachat ou annulation	20 000	3.9940	
			M	2008-06-24	D	38 - Rachat ou annulation	13 365	3.9940	54 695
Turbo Power Systems Inc. <i>Actions ordinaires</i>									
Summers, Paul	4, 5		O	2008-07-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Thornton, Graham Kenneth	4		O	2008-07-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			252 000
<i>Options</i>									

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
United Corporations Limited									
<i>Actions ordinaires</i>									
E-L Financial Corporation Limited	3		O	2008-07-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	800	61.0000	5 427 148
Uranium Bay Resources Inc. (formerly Ressources Pro-Spect-Or Inc.)									
<i>Options</i>									
Drapeau, Marcel	4, 5		O	2008-07-14	D	50 - Attribution d'options	100 000	0.1100	950 000
Stuart-Williams, Vivian	4		O	2008-07-14	D	50 - Attribution d'options	700 000		700 000
Tourillon, Bernard	4, 5		O	2008-07-14	D	50 - Attribution d'options	250 000		1 100 000
Uranium Focused Energy Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Uranium Focused Energy Fund	1		O	2008-07-03	D	38 - Rachat ou annulation	4 300	5.7300	2 066 700
			O	2008-07-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(62 200)	5.9000	2 004 500
			O	2008-07-04	D	38 - Rachat ou annulation	2 900	5.7400	2 008 500
			O	2008-07-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(33 200)	5.8800	1 975 300
			O	2008-07-07	D	38 - Rachat ou annulation	2 800	5.7600	1 978 100
			O	2008-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	2 500	5.6000	1 980 600
			O	2008-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	900	5.7000	1 981 500
			O	2008-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	2 100	5.6000	1 983 600
			O	2008-07-03	D	38 - Rachat ou annulation	1 100	5.7400	2 005 600
UTS Energy Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Abells Morissette, Jina Dawn	5		O	2008-07-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	171	4.6000	32 533
Boby, Wayne I	5		O	2008-07-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	260	5.6000	46 553
Lutley, Howard	5		O	2008-07-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	246	5.6000	22 368
Roach, William	4, 5		O	2008-07-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	428	5.6000	362 027
Sandell, Martin	5		O	2008-07-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	223	5.6000	96 346
Wightman, Daryl	5		O	2008-07-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	223	5.6000	220 882
Victhom Bionique Humaine inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Midsummer Investment Ltd	3	R	O	2008-06-30	D	97 - Autre	1 982 980		13 402 731
Viterra Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Chambers, Thomas S.	4								
Lormarc Holding Ltd.	PI		O	2006-05-16	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-16	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	11.9000	10 000
Volta Resources Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Bullock, Kevin	4, 5		O	2008-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	0.5500	59 638
West Energy Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Chernoff, M. Bruce	4								
Kai Commercial Trust	PI		O	2004-11-30	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-10	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000 000	3.3000	1 000 000*

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
West Timmins Mining Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
MacDonald, Duncan Keith MacDonald Family Holdings Ltd.	4 PI		O	2008-07-11	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	30 000	3.4500	53 000
Western GeoPower Corp									
<i>Actions ordinaires</i>									
MacLeod, Kenneth	4, 5		O	2008-07-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	0.3500	7 635 000
			O	2008-07-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	0.3500	7 637 000
Westport Innovations Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Scott, Ian J	5		O	2006-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	17 356	1.0800	
			M	2006-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	17 650	1.0800	21 527
			O	2008-01-24	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(10 871)		4 091
WGI Heavy Minerals, Incorporated									
<i>Options</i>									
Emerson, Greg S.	4, 5		O	2003-02-21	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2003-02-21	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M'	2003-02-21	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			224 375
			O	2008-06-08	D	52 - Expiration d'options	(10 000)		262 875
Wildcat Exploration Ltd.									
<i>Options</i>									
Gowryluk, Glen Douglas	5		O	2007-01-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-07-10	D	50 - Attribution d'options	250 000	0.1700	250 000
YIELDPLUS Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Yieldplus Income Fund	1		O	2008-07-04	D	38 - Rachat ou annulation	2 300	10.8200	14 373 500
			O	2008-07-07	D	38 - Rachat ou annulation	4 200	10.6100	14 377 700
YM BioSciences Inc.									
<i>Options Common Share</i>									
ALLAN, DAVID G. P.	4		O	2007-02-23	D	52 - Expiration d'options	(25 000)		968 250
			O	2007-05-12	D	52 - Expiration d'options	(71 250)		897 000
Entwistle, Mark Andrew	4		O	2007-10-08	D	52 - Expiration d'options	(25 000)		96 940
KEANE, PAUL	5		O	2007-02-23	D	52 - Expiration d'options	(50 000)		128 100
SALVATORI, VINCENT ANTHONY	5		O	2008-01-24	D	52 - Expiration d'options	(25 000)		296 626
Vernon, Leonard	5		O	2008-06-30	D	52 - Expiration d'options	(25 000)		294 626
			O	2008-06-29	D	52 - Expiration d'options	(25 000)		319 626
Yukon Zinc Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Anderson, Lorne B	4								
rrif	PI		O	2008-07-02	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(20 000)	0.2200	0
<i>Options</i>									
Anderson, Lorne B	4		O	2008-07-02	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(910 000)	1.0570	0

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
ZARGON ENERGY TRUST									
<i>Parts de fiducie</i>									
Dranchuk, Jason Brent	5								
BMO Nesbitt - RRSP	PI		O	2008-07-15	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	375	24.0500	1 852
Peplinski, James	4		O	2004-07-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-05-20	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	18 998		18 998

ANNEXE 3 LISTE DES OPÉRATIONS D'INITIÉS DÉCLARÉES HORS DÉLAI (FORMAT ÉLECTRONIQUE - SEDI)

Vous trouverez, sous la présente annexe, une liste des opérations d'initiés déclarées hors délai dans le Système électronique de déclaration des initiés (SEDI). Il s'agit de la liste des initiés qui n'ont pas déclaré leur emprise ou une modification à leur emprise à l'intérieur des délais prescrits par la Loi. Cette liste est publiée chaque semaine, mais les opérations déclarées hors délai n'y apparaissent qu'une seule fois.

Le détail des opérations déposées en retard est publié à l'Annexe B1 (Déclarations d'initiés SEDI). Ces opérations sont codifiées « R ».

L'information publiée dans cette annexe est tirée du rapport hebdomadaire produit par le Système électronique de déclaration des initiés (SEDI).

Les initiés ou leurs agents autorisés sont responsables des informations entrées dans le système et, par conséquent, de celles contenues dans le présent rapport. L'information entrée directement dans SEDI prévaut toutefois sur celle présentée ci-dessous. Certaines informations entrées par les initiés ou leurs agents, qui ne sont pas automatiquement traduites par le système, peuvent être publiées en français ou en anglais.

Le personnel rappelle aux initiés qu'ils doivent, en vertu de la Loi sur les valeurs mobilières (LVM), déclarer leur emprise ou une modification à leur emprise sur les titres d'un émetteur assujetti au Québec de façon exacte et claire et ce, dans un délai de dix jours, sauf dans certains cas précis.

L'initié qui ne déclare pas, dans les délais requis, toute modification à son emprise sur les titres de l'émetteur à l'égard duquel il est initié peut être tenu au paiement d'une sanction administrative pécuniaire ou être passible d'une amende à la suite d'une poursuite pénale.

La sanction administrative pécuniaire est prévue à l'article 274.1 LVM et à l'article 271.14 du Règlement sur les valeurs mobilières (RVM). Cette sanction administrative pécuniaire est imposée aux initiés des émetteurs assujettis pour lesquels le Québec agit à titre d'autorité principale. Afin de bien les identifier, les opérations de ces initiés apparaissent en caractère gras dans la présente Annexe. Cette sanction administrative pécuniaire est de 100 \$ par omission de déclarer pour chaque jour au cours duquel il est en défaut, jusqu'à concurrence d'une somme maximale de 5 000 \$.

L'infraction pouvant faire l'objet d'une poursuite pénale est prévue à l'article 202 LVM, avec référence à l'article 97 LVM et à l'article 174 RVM. Une telle infraction rend l'initié passible d'une amende de 1 000 \$ à 20 000 \$ dans le cas d'une personne physique et d'une amende de 1 000 \$ à 50 000 \$ dans les autres cas. Pour informations, veuillez communiquer avec l'Autorité des marchés financiers.

Opérations d'initiés déclarées hors délai				
Initié	Émetteur	Date de l'opération	Date de réception	Autorité principale
Aberdeen Asia-Pacific Income Investment Company Limited	Aberdeen Asia-Pacific Income Investment Company Limited	2008-05-30	2008-07-14	ON
Babineau, Edouard	Plazacorp Retail Properties Ltd.	2008-06-24	2008-07-11	NB
Baker, David	Ivanhoe Mines Ltd.	2007-11-14	2008-07-11	BC
Brissenden, Richard William	Canuc Resources Corporation	2008-06-25	2008-07-16	ON
Cannaday, Douglas Wayne	Dejour Enterprises Ltd.	2008-07-03	2008-07-15	BC
Caouette, Martin	Opta Minerals Inc.	2007-09-05	2008-07-14	ON
Cassidy, Christopher Wallace Leigh	Pan Orient Energy Corp.	2008-07-03	2008-07-17	AB
Cloutier, Raymond	STELMINE CANADA LTÉE	2008-06-06	2008-07-17	QC
Creel, David Versal	GeoPetro Resources Company	2008-06-27	2008-07-15	AB
Dodokin, Michelle Grace	ING Canada Inc.	2007-05-31	2008-07-16	ON
Doppelbauer, Josef	Bombardier Inc.	2008-07-01	2008-07-15	QC
Dufresne, Guy	IAMGOLD Corporation	2008-05-22	2008-07-12	ON
	IAMGOLD Corporation	2008-06-30	2008-07-12	ON
Envoy Capital Group Inc.	Envoy Capital Group Inc.	2008-06-06	2008-07-11	ON
	Envoy Capital Group Inc.	2008-06-16	2008-07-11	ON
	Envoy Capital Group Inc.	2008-06-17	2008-07-11	ON
	Envoy Capital Group Inc.	2008-06-18	2008-07-11	ON
	Envoy Capital Group Inc.	2008-06-19	2008-07-11	ON
	Envoy Capital Group Inc.	2008-06-23	2008-07-11	ON
	Envoy Capital Group Inc.	2008-06-25	2008-07-11	ON
	Envoy Capital Group Inc.	2008-06-26	2008-07-11	ON
	Envoy Capital Group Inc.	2008-06-26	2008-07-11	ON

Opérations d'initiés déclarées hors délai

Initié	Émetteur	Date de l'opération	Date de réception	Autorité principale
FirstService Corporation	FIRSTSERVICE CORPORATION	2008-05-23	2008-07-11	ON
	FIRSTSERVICE CORPORATION	2008-05-23	2008-07-11	ON
	FIRSTSERVICE CORPORATION	2008-05-23	2008-07-11	ON
	FIRSTSERVICE CORPORATION	2008-05-23	2008-07-11	ON
	FIRSTSERVICE CORPORATION	2008-05-23	2008-07-11	ON
	FIRSTSERVICE CORPORATION	2008-05-23	2008-07-11	ON
	FIRSTSERVICE CORPORATION	2008-05-23	2008-07-11	ON
Hall, Richard James				
	Metallica Resources Inc.	2008-07-02	2008-07-14	ON
Heller, Anthony				
	Fiducie de Placement Hypothécaire Firm Capital	2008-06-27	2008-07-17	ON
High Income Preferred Shares Corporation				
	High Income Preferred Shares Corporation	2008-06-04	2008-07-16	ON
	High Income Preferred Shares Corporation	2008-06-10	2008-07-16	ON
	High Income Preferred Shares Corporation	2008-06-11	2008-07-16	ON
	High Income Preferred Shares Corporation	2008-06-18	2008-07-16	ON
	High Income Preferred Shares Corporation	2008-06-23	2008-07-16	ON
	High Income Preferred Shares Corporation	2008-06-23	2008-07-16	ON
Holt, James Owen				
	Destiny Resource Services Corp.	2008-06-20	2008-07-17	AB
Hruska, Joanne Angela				
	Aston Hill Financial Inc. (formerly, Overlord Financial Inc.)	2008-05-02	2008-07-11	AB
James, Eric William				
	Santoy Resources Ltd.	2008-06-23	2008-07-14	BC
JONES, JOHN LOAD CECIL				
	Troy Resources NL	2008-06-19	2008-07-11	BC
Jones, Peter Clark				
	IAMGOLD Corporation	2008-06-30	2008-07-11	ON
Lecky, Patrick				
	Canaccord Capital Inc.	2008-06-16	2008-07-15	BC
Lemay, Michel				
	STELMINE CANADA LTÉE	2008-07-03	2008-07-15	QC
	STELMINE CANADA LTÉE	2008-07-03	2008-07-15	QC
Likes, Garth				
	LAB Recherche Inc.	2008-06-09	2008-07-11	QC
	LAB Recherche Inc.	2008-06-13	2008-07-11	QC
	LAB Recherche Inc.	2008-06-17	2008-07-11	QC
	LAB Recherche Inc.	2008-06-26	2008-07-11	QC

Opérations d'initiés déclarées hors délai

Initié	Émetteur	Date de l'opération	Date de réception	Autorité principale
McCluskey, John	ALAMOS GOLD INC	2008-05-15	2008-07-16	BC
McIntyre, Eldon Angus	Celtic Exploration Ltd.	2008-07-02	2008-07-17	AB
	Celtic Exploration Ltd.	2008-07-03	2008-07-17	AB
McIntyre, James Alexander	Strategic Energy Fund (formerly NCE Strategic Energy Fund)	2007-07-11	2008-07-16	ON
Mell, Trent Charles Arthur	North American Palladium Ltd.	2007-04-16	2008-07-16	ON
Midsummer Investment Ltd	Victhom Bionique Humaine inc.	2008-06-30	2008-07-16	QC
Mitsui Matsishima International Pty Ltd.	Cline Mining Corporation	2008-07-04	2008-07-16	ON
Pattison, James A.	Canfor Corporation	2007-12-21	2008-07-10	BC
Reeves, Peter	Ivanhoe Mines Ltd.	2007-02-14	2008-07-11	BC
Smith, Stephen	First National Financial Income Fund	2006-07-11	2008-07-16	ON
Stewart, Robert	Canfor Corporation	2008-06-27	2008-07-15	BC
Tax Optimized Return Oriented Securities Trust	Tax Optimized Return Oriented Securities Trust	2008-06-03	2008-07-16	ON
	Tax Optimized Return Oriented Securities Trust	2008-06-10	2008-07-16	ON
	Tax Optimized Return Oriented Securities Trust	2008-06-10	2008-07-16	ON
	Tax Optimized Return Oriented Securities Trust	2008-06-12	2008-07-16	ON
	Tax Optimized Return Oriented Securities Trust	2008-06-12	2008-07-16	ON
Telfer, Ian William	New Gold Inc.	2008-06-30	2008-07-11	BC
Tikkanen, John Douglas	ShawCor Ltee	2008-06-19	2008-07-17	ON
	ShawCor Ltee	2008-06-19	2008-07-17	ON
	ShawCor Ltee	2008-06-26	2008-07-17	ON
Tsampalieros, Gabriel	Second Cup Royalty Income Fund	2008-06-23	2008-07-17	ON
Van der Wee, Gregory	Fonds de revenu Aéroplan	2006-03-28	2008-07-10	QC

ANNEXE 4 - LISTE DES SOCIÉTÉS ADMISSIBLES AU RÉGIME « ACTIONS-CROISSANCE PME »

Dénomination	Mode de placement	Date du placement ou de la décision anticipée	Titres	Taux de déduction %	Date maximale d'admissibilité
2937077 Canada Inc. (anc. ART Recherches et Technologies Avancées Inc.)	Prospectus	2006-05-10	Actions ordinaires	100	2009-12-31
Advitech Inc.	Actions inscrites	2005-08-01	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Alphinat inc.	Actions inscrites	2006-06-02	Actions ordinaires	100	2009-12-31
Amadeus International Inc.	Actions inscrites	2005-05-26	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Ambrilia Biopharma Inc. (anc. Procyon Biopharma inc.)	Actions inscrites	2005-12-21	Actions ordinaires	100	2009-12-31
Art Recherches et Technologies Avancées inc.	Actions inscrites	2007-05-07	Actions ordinaires	100	2010-12-31
Arura Pharma Inc.	Actions inscrites	2007-09-14	Actions ordinaires	100	2010-12-31
Aptilon Corporation	Actions inscrites	2005-12-08	Actions ordinaires	100	2009-12-31
Biophage Pharma inc.	Actions inscrites	2005-11-01	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Bioxel Pharma inc.	Actions inscrites	2005-09-21	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Capital DCB	Actions inscrites	2006-09-26	Actions ordinaires	100	2009-12-31
Conporec inc.	Actions inscrites	2005-11-29	Actions ordinaires	100	2008-12-31
CO2 Solution inc.	Actions inscrites	2005-06-13	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Corporation Groupe Mercator Transport	Actions inscrites	2008-05-05	Actions ordinaires	100	2011-12-31
Corporation Datacom Wireless	Prospectus	2007-05-30	Actions ordinaires	100	2010-12-31
Corporation d'investissement Pontiac Castle	Actions inscrites	2006-12-29	Actions ordinaires	100	2009-12-31
Corporation Pourvoyeurs Mondiaux Safari Nordik	Prospectus	2007-07-17	Actions ordinaires	100	2010-12-31
Corporation Power Tech inc.	Actions inscrites	2006-04-05	Actions ordinaires	100	2009-12-31
Corporation Technologies BioEnvelop	Actions inscrites	2005-08-11	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Corporation Technologies Wanted	Prospectus	2005-07-29	Actions ordinaires	100	2008-12-31
CPL Technologies inc.	Actions inscrites	2005-11-02	Actions ordinaires	100	2008-12-31
DEQ Systèmes Corp.	Actions inscrites	2005-11-15	Actions ordinaires	100	2008-12-31

Dénomination	Mode de placement	Date du placement ou de la décision anticipée	Titres	Taux de déduction %	Date maximale d'admissibilité
DiagnoCure inc.	Actions inscrites	2005-08-22	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Éclairage Divcom Inc.	Actions inscrites	2005-12-20	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Écopia BioSciences Inc.	Actions inscrites	2005-06-17	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Engenuity Technologies Inc.	Actions inscrites	2005-11-18	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Ergorecherche ltée	Actions inscrites	2006-02-28	Actions ordinaires	100	2009-12-31
ExelTech Aérospatiale Inc.	Actions inscrites	2005-11-29	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Fortsum Solutions d'affaires inc.	Actions inscrites	2006-03-14	Actions ordinaires	100	2009-12-31
Goupe ADF Inc.	Actions inscrites	2006-08-02	Actions à droit de vote subalterne	100	2009-12-31
Groupe Bikini Village inc.	Actions inscrites	2007-05-11	Actions ordinaires	100	2010-12-31
Groupe Conseil Omnitech inc.	Actions inscrites	2005-11-29	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Groupe CVTech inc.	Actions inscrites	2005-11-23	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Groupe d'Alimentation MTY Inc.	Actions inscrites	2006-08-04	Actions ordinaires	100	2009-12-31
Groupe iWeb inc.	Actions inscrites	2007-06-19	Actions ordinaires	100	2010-12-31
Groupe Odésia inc.	Actions inscrites	2005-11-18	Actions ordinaires	100	2008-12-31
H2O Innovation (2000) inc.	Actions inscrites	2005-10-18	Actions ordinaires	100	2008-12-31
IMS Experts-conseils Inc.	Actions inscrites	2006-11-20	Actions ordinaires	100	2009-12-31
Industries Malette Inc.	Prospectus	2005-08-26	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Isacsoft inc.	Actions inscrites	2005-12-20	Actions cat. A	100	2008-12-31
Junex inc.	Actions inscrites	2005-07-13	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Kangourou Média Inc.	Actions inscrites	2007-06-19	Actions ordinaires	100	2010-12-31
Kolombo Technologies Ltee	Prospectus	2006-10-31	Actions ordinaires	100	2009-12-31
LAB International inc.	Actions inscrites	2005-12-21	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Logibec Groupe Informatique Ltée	Actions inscrites	2005-06-13	Actions ordinaires	100	2008-12-31
LYRtech inc.	Actions inscrites	2005-12-20	Actions cat. A	100	2008-12-31
Médicago inc.	Prospectus	2006-08-30	Actions ordinaires	100	2009-12-31
MethylGene Inc.	Actions inscrites	2005-11-10	Actions ordinaires	100	2008-12-31

Dénomination	Mode de placement	Date du placement ou de la décision anticipée	Titres	Taux de déduction %	Date maximale d'admissibilité
Mines Richmont Inc.	Prospectus	2006-05-24	Actions ordinaires	100	2009-12-31
Mistral Pharma inc.	Actions inscrites	2005-08-09	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Neptune Technologies & Bioressources Inc.	Actions inscrites	2006-08-31	Actions ordinaires	100	2009-12-31
Noveko International inc.	Actions inscrites	2006-03-22	Actions ordinaires	100	2009-12-31
Novik inc.	Actions inscrites	2006-08-24	Actions ordinaires	100	2009-12-31
Nstein Technologies inc.	Actions inscrites	2005-06-17	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Opsens Inc.	Actions inscrites	2006-09-26	Actions ordinaires	100	2009-12-31
ORTHOsoft inc.	Actions inscrites	2006-06-13	Actions ordinaires	100	2009-12-31
Paladin Labs inc.	Actions inscrites	2006-12-06	Actions ordinaires	100	2009-12-31
Prestige Telecom inc.	Placement privé	2007-09-26	Actions ordinaires	100	2010-12-31
Priva inc.	Actions inscrites	2005-11-29	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Ranaz Corporation	Prospectus	2006-12-29	Actions ordinaires	100	2009-12-31
Roctest Ltée	Actions inscrites	2005-07-28	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Savaria Corporation	Actions inscrites	2005-09-29	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Section Rouge Media Inc.	Actions inscrites	2006-10-23	Actions ordinaires	100	2009-12-31
Sonomax Hearing Healthcare Inc.	Actions inscrites	2005-12-15	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Spinologic Technologies inc.	Actions inscrites	2007-05-17	Actions ordinaires	100	2010-12-31
Systèmes de Business Virtuelles Rolland Ltée	Actions inscrites	2006-04-27	Actions ordinaires	100	2009-12-31
Systèmes Médicaux LMS	Actions inscrites	2006-08-03	Actions ordinaires	100	2009-12-31
Technologies 20-20 Inc.	Actions inscrites	2005-08-30	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Technologies Clémex inc. (Les)	Actions inscrites	2005-11-10	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Technologies D-Box inc.	Actions inscrites	2005-09-21	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Technologies Miranda Inc.	Prospectus	2005-11-30	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Technologies SENSIO inc.	Prospectus	2006-04-28	Actions ordinaires	100	2009-12-31
TECSYS Inc.	Actions inscrites	2007-02-13	Actions ordinaires	100	2010-12-31
Theratechnologies Inc.	Actions inscrites	2005-11-11	Actions ordinaires	100	2008-12-31
TSO3 inc.	Actions inscrites	2005-10-20	Actions ordinaires	100	2008-12-31

Dénomination	Mode de placement	Date du placement ou de la décision anticipée	Titres	Taux de déduction %	Date maximale d'admissibilité
Victhom Bionique Humaine inc.	Actions inscrites	2007-03-08	Actions ordinaires	100	2010-12-31
Warnex Inc.	Prospectus	2005-11-10	Actions ordinaires	100	2009-12-31
ZoomMed inc.	Prospectus	2005-12-20	Actions ordinaires	100	2008-12-31

7.

Bourses, chambres de compensation et organismes d'autorégulation

- 7.1 Avis et communiqués
 - 7.2 Réglementation de l'Autorité
 - 7.3 Réglementation des bourses, des chambres de compensation et des OAR
 - 7.4 Autres consultations
 - 7.5 Autres décisions
-

7.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

7.2 RÉGLEMENTATION DE L'AUTORITÉ

Aucune information.

7.3. RÉGLEMENTATION DES BOURSES, DES CHAMBRES DE COMPENSATION ET DES OAR

7.3.1 Consultation

Aucune information

7.3.2 Publication

Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières - Dispositions se rapportant à la meilleure exécution

Vu la demande d'approbation complétée le 12 juin 2008, par l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières pour des modifications aux Règles universelles d'intégrité du marché listées ci-après :

- Règle 5.1 – Meilleure exécution d'ordres clients;
- Règle 8.1 – Exécution d'ordres clients pour compte propre;
- Règle 10.16 – Obligations de veiller aux intérêts du client imposées aux administrateurs, dirigeants et employés de participants et de personnes ayant droit d'accès;
- Politique 5.1 – Meilleure exécution d'ordres clients;
- Politique 5.3 – Priorité aux clients;
- Politique 7.1 – Obligation de supervision de la négociation
- Politique 8.1 – Exécution d'ordres clients pour compte propre;

Vu l'adoption des modifications par le Conseil d'administration de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières le 21 mai 2008;

Vu l'article 74 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, L.R.Q., c. A-33.2, (la « Loi »);

Vu les pouvoirs délégués conformément à l'article 24 de la Loi;

En conséquence :

L'Autorité des marchés financiers approuve les modifications aux Règles universelles d'intégrité du marché énumérées ci-dessus.

Ces modifications visent principalement à harmoniser les dispositions concernant la meilleure exécution aux nouvelles obligations relatives à la meilleure exécution contenues dans le Règlement 23-101 sur les règles de négociation.

Fait à Montréal, le 27 juin 2008.

Pierre Bernier
Vice-président exécutif

Décision n° 2008-OAR-0020

7.4 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

7.5 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.